

Publications de l'Institut Hongrois de Paris

DISSERTATIONES

Publications de l'Institut Hongrois de Paris

DISSERTATIONES

Troisième volume

en collaboration avec

**École doctorale Espace Européen Contemporain (EEC)
de l'Université Paris III – Sorbonne Nouvelle**

Sous la direction de

SÁNDOR CSERNUS ET PAUL GRADVOHL

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT HONGROIS DE PARIS

DISSERTATIONES III.

en collaboration avec

**École doctorale Espace Européen Contemporain (EEC)
de l'Université Paris III – Sorbonne Nouvelle**

**LA DIPLOMATIE FRANÇAISE
ET LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1956**

Par

Gusztáv Kecskés

BUDAPEST – PARIS – SZEGED

2005

Ce livre a été publié
avec le soutien des partenaires suivants

Ministère du Patrimoine Culturel National

Institut Hongrois – Collegium Hungaricum

École doctorale Espace Européen Contemporain (EEC)
de l'Université Paris III – Sorbonne Nouvelle

Responsable de l'édition : Sándor Csernus

ISBN :

Logo de l'Institut Hongrois : Vasarely et Yvaral

Norma Nyomdász Kft.
H-6800 Hódmezővásárhely
www.norma.hu

Copyright : Gusztáv Kecskés
Tous droits de traduction, de diffusion et de reproduction réservés pour
tous les pays

Illustration de couverture :

A ma femme, Emese,
et à mes enfants, Balázs, Ágnes, Eszter et Amadea

Cet ouvrage fut une version mise à jour d'une thèse de doctorat d'Histoire des Relations internationales soutenue à la Sorbonne (Université de Paris III) en février 2003, intitulée *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*. J'exprime ma reconnaissance à celles et ceux qui m'ont aidé à réaliser ce travail. Toute ma gratitude va à mes directrices de thèse, à Mesdames Mária Ormos et Élisabeth du Réau, non seulement pour leurs conseils professionnels mais aussi pour leur soutien et leur compréhension. Je remercie également les historiens qui m'ont offert leur assistance, en particulier Messieurs Csaba Békés, Paul Bozsóki, Mihály Fülöp, Paul Gradvohl, Béla Király, Bennett Kovrig, György Litván, István Majoros, Madame Nicole Racine-Furlaud, Messieurs János M. Rainer, Thomas Schreiber et Paul Vandepitte. L'aide efficace des archivistes et des bibliothécaires, que j'ai eu l'occasion de rencontrer en France, en Hongrie et en Belgique, a grandement facilité mon travail. Je pense ici en premier lieu à Madame Agnès Pouillon et Monsieur György Lázár. Je remercie particulièrement Monsieur François David et Paul Gradvohl, ainsi que Madame Cécile Vrain et Messieurs Stéphane Dufoix et Nicolas Bauquet pour la correction du manuscrit.

Je remercie les institutions ayant soutenu financièrement mon travail, notamment en France le Gouvernement Français, l'Université de la Sorbonne Nouvelle Paris III, l'École des Hautes Études en Sciences sociales ; en Hongrie le Cold War History Research Center, la Fondation Soros (Budapest), l'Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences, l'Institut de 1956, l'Institut du XX^e siècle, les Programmes Nationaux de Recherche Fondamentale (OTKA, F-030125), l'Université de Pécs, la Mairie du IV^e arrondissement de Budapest ; en Belgique la Communauté Française de Belgique.

Je suis très reconnaissant envers mes amis hongrois et français qui n'ont pas cessé de m'encourager et de m'aider : notamment Attila et Katalin Gál, Attila et Mariann Petrovics, János Kubassek, Bertrand et Gaël Lionel-Marie, ainsi que Richard et Michèle Adorson-Gourdon.

Je remercie enfin mes parents qui m'ont apporté un soutien sans faille, et mes enfants pour avoir toléré, dans la mesure du possible, mes absences parfois longues. Je suis particulièrement reconnaissant à ma femme, Emese, qui a toujours été à mes côtés pendant les longues années de recherche et de rédaction.

PRÉFACE

Il y a près de cinquante ans, à l'automne 1956, alors que la diplomatie française essuyait un cinglant échec devant l'ONU, à l'issue de la crise de Suez, un autre événement concernait une capitale de l'Est européen : Budapest.

En novembre 1956 la nouvelle de la répression sanglante de l'insurrection suscitait l'émotion et des gestes de solidarité tant à la légation de France dans la capitale hongroise qu'à Paris où un important débat avait lieu à l'Assemblée. Mais les réactions officielles du gouvernement Guy Mollet restaient très prudentes. Comment interpréter l'action diplomatique française et les échos dans l'opinion publique ? L'ouvrage de Gusztáv Kecskés jeune historien hongrois qui vient de soutenir une thèse de doctorat d'histoire sur le sujet devant un jury franco-hongrois, apporte un éclairage fort intéressant à partir de nombreux documents souvent inédits.

Son étude se fonde sur un croisement de nombreuses archives françaises et hongroises mais aussi nord-américaines, britanniques et russes dont l'ouverture est dans certains toute récente. L'originalité de sa démarche apparaît également à travers son investigation au sein des sources des organisations internationales (OTAN et ONU) et des fonds d'institutions privées.

Enfin le recours aux témoignages d'anciens acteurs, utilisés avec méthode et rigueur apporte à l'ouvrage une dimension humaine très appréciable.

L'auteur s'efforce d'abord d'inscrire son sujet dans le contexte international. Il montre bien que cette crise doit s'interpréter dans la logique des affrontements d'un système bipolaire où les positions hétérodoxes d'Imre Nagy sont sévèrement sanctionnées par Moscou. Si l'année 1955 avait été annonciatrice d'une politique de détente à travers plusieurs événements symboliques dont la signature du traité d'État autrichien en mai 1955 et le dégel soviéto-yougoslave, d'autres évolutions étaient moins positives. La création en ce même mois de mai 1955 du Pacte de Varsovie indiquait que le Kremlin n'entendait pas rester inerte face à la consolidation du bloc « euratlantique ». Les matériaux consultés notamment au sein de l'Institut de 1956 de Budapest ou des fonds du Secrétariat international de l'OTAN, montrent aussi que certaines prises de position de « Radio Free Europe » relayées par certains intellectuels occidentaux avaient pu créer en Hongrie l'illusion d'un fort soutien occidental en faveur des partisans de l'insurrection hongroise.

L'ouvrage répond à plusieurs questions concernant l'information dont disposait en France le ministère des Affaires étrangères, le quai d'Orsay, sur la situation en Hongrie durant cet automne mouvementé.

Si le gouvernement Guy Mollet était alors surtout préoccupé par l'évolution de la crise de Suez, les services du quai d'Orsay, notamment le Département Europe suivaient avec beaucoup d'attention les développements de la situation en Hongrie et ont fourni grâce aux informations transmises par Jean Paul-Boncour de la légation de France à Budapest mais aussi celles transmises par l'ambassade de France à Moscou.

Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères s'est personnellement impliqué notamment en tentant d'attirer l'attention de l'OTAN et de l'ONU sur la gravité de la situation à Budapest.

Dès le 4 novembre l'Assemblée générale de l'ONU votait une résolution réclamant l'arrêt immédiat de toute attaque armée contre la révolution hongroise. Le 19 novembre Christian Pineau intervenait personnellement devant la même Assemblée pour réclamer le retrait de toutes les forces soviétiques.

Cependant à cette date le poids de la France était modeste après les vives critiques émises sur son intervention au Moyen-Orient.

Auprès de l'OTAN le représentant de la France, Alexandre Parodi attirait avec plus de succès l'attention sur le drame des réfugiés et obtenait un concours non négligeable. Par ailleurs la France exerçait sur place à Budapest un rôle d'assistance par le biais de sa légation et un important mouvement de solidarité se développait en France qui constituait l'une des zones d'accueil des réfugiés.

Le bilan de l'action de la France reste très en deçà de ce qu'espérait le peuple hongrois mais les contacts établis alors ont longtemps perduré.

Je formule le vœu que ce beau livre trouve en France le large public qu'il mérite.

*Prof. Élisabeth du Réau
Paris, mai 2005*

INTRODUCTION¹

1956 – Budapest : la date et le lieu s’associent dans l’esprit de beaucoup de Français. Le nom de la capitale hongroise est devenu l’un des symboles les plus douloureux des dernières années de la IV^e République : après Budapest, de nombreux Français ont dû faire justice de leurs propres illusions sur les pays socialistes. Quant à la société française qui observait avec une sympathie particulière le déroulement rapide des événements et leur fin tragique, elle eut vite la possibilité d’exprimer sa compassion par des actes concrets : les milliers de réfugiés hongrois venus en France furent reçus à leur arrivée par des milliers de familles françaises, par des organisations laïques et religieuses, bénéficiant aussi d’une aide significative du gouvernement. Par la suite l’opinion publique et la presse françaises se sont intéressées à la tragédie avec une intensité conforme à sa portée. Ils ont conservé le souvenir de la « *Hongrie martyre* » pendant les décennies où la vérité ne pouvait se faire jour en Hongrie... Toutefois, l’activité réelle du gouvernement français et ses motivations sur le plan intérieur et surtout international sont restées obscures jusqu’à nos jours. L’ouverture des archives aussi bien en Occident que dans l’ex-bloc soviétique, nous donne la possibilité de composer une image beaucoup plus nuancée des répercussions de la révolution² hongroise en France.

En constatant l’énorme quantité des sources d’archive actuellement disponibles sur les échos politiques et sociaux français, nous avons décidé de nous concentrer sur la réaction de la diplomatie française à la révolution hongroise de 1956. Les autres composantes de notre étude – la politique intérieure française, l’histoire de la révolution hongroise de 1956 et ses suites, enfin l’analyse des relations internationales – servent à éclairer le contexte de celle-ci. En ce qui con-

¹ Tenant compte du grand nombre d’extraits de textes en langues étrangères (surtout en hongrois) cités dans ce travail, nous avons décidé d’alléger le texte en ne reproduisant pas le texte original. En conséquence, toutes les citations de textes étrangers sont proposées dans notre traduction.

² Tout en sachant que l’importance des événements de Hongrie justifie l’emploi du terme *révolution*, nous utilisons également *révolte* et *insurrection* pour éviter les répétitions.

cerne les limites temporelles et thématiques, nous évoquerons en amont la période précédant la seconde guerre mondiale et nous analyserons en aval les conséquences jusqu'aux années 1960. L'objet principal de notre étude s'inscrit dans la courte durée de l'automne 1956 à l'automne 1958, c'est-à-dire de la veille de la révolution aux suites de l'exécution de l'ex Premier ministre Imre Nagy et de ses compagnons (le 16 juin 1958). La IV^e République (1946-1958) – avec ses institutions, organisations politiques et sociales particulières, ses priorités internationales comme l'intégration européenne, les guerres coloniales etc. – sert de référence constante à l'analyse. Nous examinerons toutefois aussi les quelques mois qui suivent le retour au pouvoir de Charles de Gaulle. L'automne 1956 et l'automne 1958 marquent des étapes dans les relations diplomatiques franco-hongroises depuis une quasi-rupture jusqu'à un apaisement relatif. Enfin, nous avons souhaité intégrer la réaction de la diplomatie française face à la révolution hongroise en fonction de la Guerre froide et de son système bipolaire américano-soviétique.

Nous nous sommes donc efforcés de répondre à trois questions fondamentales. Quels furent l'attitude et le comportement de la diplomatie française pendant la révolution hongroise de 1956 ? Comment s'articule cette réaction française par rapport à l'ensemble des relations internationales ? Quel fut l'impact des événements hongrois de 1956 dans l'histoire des relations diplomatiques franco-hongroises ? La réponse à ces questions permet de comprendre de façon plus approfondie un épisode saillant de la Guerre froide, le contexte international de la révolution hongroise de 1956, et la portée réelle d'un événement mondial très médiatisé. Nous présenterons également à propos de ce cas concret le fonctionnement de la diplomatie française à partir de la collecte et de la transmission des informations jusqu'à la prise de position et l'exécution des décisions. Nous tenterons ensuite de jeter une lumière sur la dimension globale internationale de cette prise de décision en étudiant la coordination effectuée au sein de l'OTAN. De la sorte, nous espérons contribuer à la compréhension des problématiques connexes à la crise hongroise.

Du côté hongrois, après l'effondrement des régimes communistes en Europe du centre et de l'Est en 1989-1990, les historiens commencèrent des recherches approfondies à partir des archives de 1956 et étudièrent ces événements à la lumière de préoccupations scientifiques et non plus exclusivement politiques. Des premiers résultats furent publiés. L'Institut pour l'Histoire de la Révolution hongroise de 1956, qui est né sous l'égide de l'Académie Hongroise des Sciences dès 1990, constitue un des piliers de cette activité. Dès le début, il eut pour objectif de mettre en évidence les dimensions internationales de la

révolution. Jusqu'alors, les ouvrages importants paraissaient en Occident³. Or pour analyser les questions internationales, au cours des années 1960 et 1970, seules les sources secondaires ou publiques étaient disponibles : la presse, les décrets officiels et les mémoires. À partir de la deuxième moitié des années 1980, les fonds d'archives anglais, français et autres devinrent accessibles. La chute des systèmes communistes en Europe centrale et orientale en 1989-1990 rendit possible la découverte des secrets contenus dans les documents gouvernementaux et dans ceux des partis. En 1992-1993 les chercheurs purent accéder à une grande partie des principaux documents soviétiques.

En ce qui concerne l'étendue des dépouillements effectués : la partie la plus importante des sources soviétiques a déjà été publiée et analysée en détail, il en est de même pour les documents polonais. Des chercheurs ont étudié les dossiers yougoslaves, est-allemands, tchécoslovaques et roumains, ainsi que les papiers américains et britanniques. Des travaux existent déjà sur la perception de la révolution hongroise en Italie, en Suisse, en Autriche, en Belgique, au Pays-Bas et au Canada. Les synthèses parues à ce jour ne sont pas encore des monographies. Celle de Csaba Békés, publiée en 1996, est la plus significative.

En France, pendant les événements et par la suite, beaucoup d'articles et d'ouvrages furent publiés par des auteurs français et hongrois, à partir de postulats politico-idéologiques certes différents. François Fejtő, journaliste d'origine hongroise de grande réputation, exigea, le premier parmi les intellectuels français, la vérité. Thomas Schreiber, envoyé spécial en Hongrie du quotidien *Le Monde* dans les jours de la révolution, se chargea directement de l'information sur les événements hongrois. Pierre Kende, Tibor Méray, Miklós Molnár, exilés en 1956, travaillèrent aussi beaucoup pour rassembler les souvenirs d'origine française. Les représentants les plus connus de l'intelligentsia française : Raymond Aron, Albert Camus, Jean-Paul Sartre, Marcel Merleau-Ponty, Claude Lefort exposèrent aussi leurs opinions sur 1956.

On recense un certain nombre de publications sur l'écho politique en France de la révolution hongroise. La plupart de ces oeuvres mettent en scène la réaction de la gauche française, surtout celle des intellectuels communistes. Ce fait s'explique probablement par la très forte influence du Parti communiste français sur la vie culturelle à cette époque. Les autres ouvrages analysent certains secteurs de la presse. Stéphane Dufoix qui a rédigé une thèse sur l'histoire de l'émigration politique d'Europe centrale après la Deuxième Guerre mondiale en France, a déjà utilisé les archives pour étudier la question des réfugiés hongrois de 1956 et leur organisation. Du côté hongrois, on a assez peu

³ Les références bibliographiques regroupées par thèmes, se trouvent dans les *Sources et bibliographie*.

publié sur l'écho en France de la révolution. György Litván, ancien directeur scientifique de l'Institut de 1956 a recueilli des documents provenant du Quai d'Orsay et des archives du Parti communiste français, et en a exposé brièvement le contenu dans l'annuaire de l'Institut. Les recherches menées par Zoltán Garadnai dans les Archives nationales hongroises éclairèrent aussi certains aspects des relations diplomatiques franco-hongroises de l'époque. Aussi n'existait-il jusqu'à présent aucune étude de synthèse ni sur les répercussions politiques et sociales en France ni sur l'attitude de la diplomatie française face à cette crise.

L'abondance de la littérature savante manifeste l'intérêt suscité par le sujet. L'état d'avancement des recherches sur le contexte international d'une part, les lacunes de l'historiographie sur les échos en France de l'autre, fondent la nécessité d'une étude systématique de la politique du gouvernement français, surtout sur le plan international, en ce qui concerne la révolte de Hongrie. C'est pourquoi la majeure partie de la thèse est fondée sur des recherches originales à partir d'archives peu connues et d'entrevues avec des témoins.

En ce qui concerne la méthode employée, nous avons confronté plusieurs types de sources dans un souci d'objectivité (documents d'archives, presse, interviews) et des archives de nombreuses institutions en France, en Belgique et en Hongrie⁴. Pour compléter les informations réunies à partir des archives écrites, j'ai rencontré des diplomates ayant pris une part active dans la politique française de l'époque. J'ai interrogé ces anciens diplomates sur la base d'un questionnaire unique soit directement sur magnétophone, soit par courrier. L'unité des questions m'a permis bien sûr de comparer les réponses⁵. Quant aux recherches bibliographiques, j'ai tiré profit de l'historiographie la plus récente pour présenter et éclairer le contexte.

Au total divers types de source ont été utilisés. Nous avons exploité les archives, les sources publiées, les mémoires et les journaux disponibles, l'enquête orale, la presse, les actes des colloques et naturellement la littérature scientifique sur la question⁶. La majeure partie de la thèse s'appuie toutefois sur les documents d'archives. Commençons par les sources françaises. Aux archives du ministère des Affaires étrangères français, nous avons travaillé sur les dossiers de la série Europe 1956-1960, notamment la sous-série Hongrie qui contient en abondance des documents relatifs à la révolution hongroise de 1956

⁴ Voir la *Liste des institutions consultées*. Les adresses des institutions y sont précisées.

⁵ Pour la liste des personnes interviewées voir *Sources et bibliographie*.

⁶ Les ouvrages et les articles directement utilisés dans la rédaction de la thèse sont mentionnés dans les notes de bas de page. Une bibliographie sélective est proposée dans *Sources et bibliographie*.

(aspects politiques intérieurs et extérieurs, économiques, militaires et religieux). Sur la période 1961-1965, de nombreux documents sont déjà accessibles au sujet de l'émigration politique hongroise et des relations franco-hongroises. Les dossiers du Cabinet du ministre, et ceux du Secrétariat général renferment également des informations sur ce sujet. Les séries Nations Unies et Organisations Internationales (NUOI) et le fonds du Service des Pactes se révèlent tout aussi précieuses ; les premières pour étudier la politique menée par la diplomatie française à l'ONU, l'autre pour examiner le comportement de la France à l'OTAN. Parmi les archives des autres institutions publiques françaises, citons les archives de la Présidence de la République et du Conseil des ministres qui sont conservées aux Archives nationales. Les documents du ministère de l'Intérieur qu'on y trouve également, surtout les synthèses générales des rapports mensuels des préfets, représentent des matériaux de grande valeur. Les documents de l'Assemblée nationale et du Sénat (le Conseil de la République à l'époque), ainsi que ceux des services historiques des Armées ont utilement complété nos informations. Considérant les archives des partis politiques, nous avons mis à profit avant tout celles du parti socialiste (SFIO) et du Parti communiste français. Ces documents renseignent souvent sur les vrais motifs des comportements politiques et les débats éventuels au sein même des partis. Les papiers du parti socialiste, qui était alors au pouvoir, comblent les lacunes des archives de certaines institutions publiques (par exemple les procès-verbaux des réunions du Conseil des ministres qui ne sont pas consultables). Les archives internes du PCF nous instruisent sur les stratégies au sein d'une direction soucieuse de surmonter l'une des plus grande crises de son histoire. Faute du temps nécessaire, les archives religieuses repérées – catholiques, protestantes et juives – n'ont pu être dépouillées. Des recherches futures pourraient s'orienter en ce sens.

Parmi les archives du Secrétariat international de l'OTAN à Bruxelles nous avons trouvé un grand nombre de documents issus des diverses instances de l'Alliance. En les complétant par ceux du Service des Pactes au Quai d'Orsay et par les télégrammes du représentant permanent belge à son ministre, on peut établir avec précision le rôle joué par l'OTAN dans la concertation des diplomaties non seulement à propos de la crise hongroise mais au sujet des rapports Est-Ouest en général. Les procès-verbaux des réunions du Conseil atlantique et les sources émanant des autres administrations nous renseignent sur l'évolution de l'attitude des pays-membres et sur leur interaction. Cela nous montre dans quelle mesure la France a pu influencer ses partenaires de l'OTAN, et dans quelle proportion aussi l'Alliance a exercé un contre-effet sur la politique française.

Enfin, les documents diplomatiques hongrois conservés aux Archives nationales hongroises, essentiellement les correspondances politiques entre le ministère des Affaires étrangères et la légation de Hongrie à Paris, ainsi que des notes internes rédigées par les services compétents de l'Administration centrale sur les contacts établis avec la légation de France à Budapest, apportent de nombreuses précisions sur le développement des relations diplomatiques franco-hongroises, évidemment à travers le prisme du point de vue officiel hongrois.

Un grand nombre de recueils de sources ont facilité notre travail. Ils couvrent la politique étrangère de la France, des États-Unis et de la Grande-Bretagne, ainsi que les événements survenus à l'ONU et l'attitude des dirigeants soviétiques ou hongrois⁷. Malgré l'abondance des sources d'archives, sur des questions ou des organismes précis certains types d'informations demeurent fragmentaires (par exemple : les Conseils des ministres, les dossiers du cabinet du ministre des Affaires étrangères, les réunions des fonctionnaires du Quai d'Orsay). Les mémoires et les journaux d'anciens diplomates pallient difficilement ces difficultés car ils contiennent fort peu d'éléments sur ces instances. Nous ne connaissons que deux exceptions à cette règle : les écrits d'Henri Froment-Meurice qui était en 1956 à l'ambassade de France à Moscou et le journal de Guy Turbet-Delof, alors attaché culturel de la légation de France à Budapest. Ce dernier rédigea un journal au moment de la crise hongroise. C'est la source la plus significative dans le genre⁸. Les enquêtes orales se révèlent particulièrement riches et stimulantes non seulement pour compléter des informations lacunaires (sur Suez par exemple), mais aussi pour interpréter d'autres documents. Nous pensons en l'occurrence aux documents destinés à être publiés, telles les réponses aux questions orales à l'Assemblée nationale. Néanmoins nous n'avons pas utilisé les archives orales du ministère des Affaires étrangères français car il n'y avait pratiquement rien sur notre sujet. Nous n'avons pas dépouillé systématiquement la presse préférant donner la priorité aux documents d'archives. Mais nous avons lu nombre de travaux qui exploitent ce type de source. En outre les actes des colloques se sont avérés être des matériaux particulièrement utiles⁹.

Conformément aux objectifs définis ci-dessus, le sujet de notre étude est la réaction de la diplomatie française à la révolution hongroise de 1956. Nous traitons donc seulement des thèmes indispensables pour éclairer ce sujet. Dans la première partie, nous présenterons la perception et la réponse immédiate de la politique étrangère française aux signes avant-coureurs et aux développements de la révolution hongroise. Ensuite, dans la seconde partie, nous examinerons

⁷ Les recueils de sources sont énumérés dans *Sources et bibliographie* comme *Sources imprimées*.

⁸ Pour les mémoires et journaux d'anciens diplomates voir *Sources et bibliographie*.

⁹ Pour les actes des colloques voir également *Sources et bibliographie*.

ses répercussions sur la politique intérieure et la société françaises pour voir l'influence de ces facteurs sur le Quai d'Orsay. Enfin, dans la troisième partie, nous reprendrons l'étude de l'orientation de la politique étrangère française face à la Hongrie.

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1956 ET LA DIPLOMATIE FRAÇAISE

Les changements intervenus après la mort de Staline dans le bloc de l'Est aboutirent à la révolution hongroise qui fut écrasée par l'armée de l'Union soviétique. Dans la première partie nous suivrons ce processus et la façon dont la politique étrangère française y a réagi. La notion de « réaction » est employée ici au sens large : il s'agit de la perception et de l'activité de la diplomatie française face aux événements hongrois.

Chapitre premier

Les antécédents de la révolution hongroise de 1956 et la diplomatie française

Pour saisir les spécificités des réactions françaises, il semble nécessaire de présenter la période antérieure à la révolution hongroise de 1956. Dans ce chapitre sera examiné à partir de l'historiographie récente le « *dégel* » en Union soviétique et dans les pays satellites en général, notamment en Pologne et en Hongrie. En effet il est important de connaître le lien entre les mouvements qui provoquent la révolution de Hongrie et les développements politiques parallèles en Europe centrale et orientale. Il s'agit ainsi de déterminer les causes et les antécédents de cette révolution de 1956. Nous examinerons ensuite les changements de la politique occidentale telle qu'elle se manifeste au sein de l'OTAN et, dans ce contexte précis, l'évolution de la politique française envers cette Europe centrale et orientale en mutation. Comment a-t-on perçu et apprécié, en Occident, le dégel du bloc soviétique ? Comment a-t-on réagi ? Et enfin quelle est la politique extérieure de la France envers l'Union soviétique, les pays satellites de Moscou dont la Hongrie, depuis 1944 ?

1. LE DÉJEL DANS LE BLOC SOVIÉTIQUE

La mort de Staline, 3 mars 1953, a causé des changements capitaux en Union soviétique et dans le bloc communiste tout entier. La nouvelle équipe dirigeante, composée de Georgi Malenkov, Viatcheslav Molotov et Lavrenty Beria,

bientôt écarté, auxquels s'ajoute Nikita Khrouchtchev plus tard, a dû affronter des crises économiques, politiques et sociales aussi bien à l'intérieur du pays qu'aux périphéries de l'empire en Europe centrale et orientale. Il est important d'évoquer le comportement des leaders soviétiques parce que, selon la logique du « *camp de la paix* », ils devaient être suivis par leurs homologues des pays satellites.

Changements en URSS sur le plan intérieur

Pour apaiser la tension sociale causée par le régime de terreur stalinien et un niveau de vie très bas, la « *direction collective* » décida de mesures visant à améliorer les conditions de vie du peuple soviétique. « *Notre gouvernement est animé du devoir de prendre soin inlassablement du bien-être du peuple, de la satisfaction maximale de ses besoins matériels et culturels* », déclara Georgi Malenkov¹⁰, alors président du Conseil des ministres, qui semblait, à cette époque, être en passe de succéder à Staline. La réduction des charges d'exploitation du kolkhozien, l'aménagement des horaires de travail, ainsi que la libération des parents de nombreux dirigeants persécutés sous Staline étaient destinés à améliorer l'atmosphère. On augmenta les droits accordés aux républiques fédérées au détriment partiel de la russification. Après l'éviction de L. Beria (le 10 juillet 1953), on a réorganisé les services de sécurité : à la place du ministère de la Sûreté générale, on a établi le Comité de la sécurité d'État (Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti, KGB) pour le subordonner au Conseil des ministres, ce qui devait amoindrir son influence au sein de l'appareil d'État. Le Comité central du Parti communiste soviétique vota une résolution ayant une portée de principe *Sur les infractions commises par les services de sûreté* : c'était le premier décret formel du parti condamnant les services d'ordre pour s'être affranchis de la tutelle du parti et de l'État. En 1954-1955, on a atténué le régime des camps, et continué à libérer les prisonniers. Ce processus a atteint son point culminant après le 20^{ème} Congrès du PCUS (14-25 février 1956) au cours duquel Khrouchtchev s'en est pris si vigoureusement la terreur de Staline¹¹.

La société soviétique a réagi en proportion aux mesures gouvernementales. Des grèves et des révoltes se sont produites dans des camps suite à l'annonce de

¹⁰ *Izvestia*, le 16 mars 1953 (citation de Mihail HELLER – Alexandr NYEKRICS, *Orosz történelem* [L'histoire russe]. Volume II, *A Szovjetunió története* [L'histoire de l'Union soviétique], Budapest, Osiris - 2000, 1996, p. 420.)

¹¹ HELLER – NYEKRICS, *Orosz történelem* II, pp. 419-430.

la mort de Staline et de l'arrestation de L. Beria (par exemple la révolte de Kengir en 1954). Des mouvements spontanés se dressèrent contre l'autocratie dans les différentes couches de la population sous une forme typiquement soviétique : on envoya en masse des lettres de protestation aux rédactions des journaux, surtout à celles des organes centraux. Après la lecture du contenu du discours secret de Khrouchtchev au 20^e Congrès du PCUS, dans toutes les organisations du parti, des débats passionnés éclatèrent non seulement sur les crimes de Staline, mais également sur le système social soviétique dans sa globalité. Certains peuples, déportés en Sibérie, dans l'Oural, en Asie centrale et au Kazakhstan pendant la Seconde Guerre mondiale, tentèrent de retourner dans leurs régions d'origine (comme les Tchétchènes et les Ingouches)¹².

Malgré l'envergure de ces mutations, les changements commencés après la mort de Staline – les phénomènes de « *dégel* », selon le titre du roman d'Ilya Ehrenbourg¹³ – ne se sont pas révélés fondamentaux en Union soviétique. Bien que réorganisé, le KGB occupait toujours une place indispensable dans le système socialiste soviétique¹⁴. Grâce aux contre-attaques des éléments staliniens soviétiques et étrangers, la résolution de la séance plénière du Comité central du Parti communiste soviétique du 30 juin 1956 (*Sur l'élimination du culte de la personnalité et de ses conséquences*) a pratiquement annulé les acquis du 20^{ème} Congrès, en qualifiant Staline de « *théoricien et organisateur éminent* », et en lui reprochant seulement d'avoir abusé son pouvoir. Il était dit que même si le culte de la personnalité avait freiné le développement de la société soviétique, il n'avait pas pu modifier les caractères fondamentaux du régime ; la politique du parti avait été juste car elle avait exprimé l'intérêt du peuple. Cette déclaration est devenue la base idéologique de la loyauté envers le système politique à l'époque post-stalinienne¹⁵.

Les caractéristiques de la nouvelle politique étrangère soviétique

La politique étrangère de la nouvelle direction soviétique contient également des éléments anciens et neufs : si on pouvait constater des changements considérables dans la méthode (une plus grande ouverture et

¹² *Ibidem*, pp. 424, 427-428, 431-433.

¹³ EHRENBURG, Ilya (1891-1967) : écrivain soviétique. Son roman intitulé *Le dégel* (1954-1956) a été vivement critiqué par la presse soviétique.

¹⁴ HELLER – NYEKRICS, *Orosz történelem II*, p. 427.

¹⁵ *Ibidem*, p. 432. Sur les limites de la déstalinisation interne en Union soviétique voir : Georges-Henri SOUTOU, *La guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, pp. 321-322.

souplesse dans le règlement des affaires litigieuses, la multiplication des contacts avec l'Ouest etc.) et l'orientation géographique (la campagne économique et idéologique dans le Tiers Monde), les buts fondamentaux de Moscou restaient les mêmes. On s'efforçait constamment de raffermir les positions du pouvoir communiste représentées par l'URSS dans le monde entier, et d'affaiblir pour finalement détruire l'adversaire, donc l'Occident¹⁶. Cette dualité peut s'observer dans la politique soviétique suivie à partir de 1953 envers l'Europe de l'Est, y compris la Yougoslavie¹⁷.

L'un des objectifs soviétiques les plus importants était le rétablissement de l'unité du camp socialiste rompue par le schisme soviéto-yougoslave de 1948-1949. Après diverses initiatives soviétiques, comme la restauration des relations diplomatiques avec réouverture des ambassades (1953), Khrouchtchev et le Maréchal Nicolas Boulganine, alors président du Conseil des ministres, sont allés à Belgrade en mai 1955 tenter de se concilier Josip Broz Tito, président de la Yougoslavie. Les dirigeants de Moscou y reconnurent la responsabilité de la politique soviétique antérieure dans la détérioration des relations soviéto-yougoslaves. Ils admirent publiquement la thèse yougoslave selon laquelle, outre le modèle soviétique, pouvaient exister d'autres chemins vers l'édification du socialisme. Malgré tout, les leaders soviétiques ne prirent pas au sérieux le principe de la « *voie yougoslave* » car ils visaient précisément l'intégration pacifique de la Yougoslavie dans le camp socialiste (y compris l'adhésion au Pacte de Varsovie). Tito et les dirigeants yougoslaves étaient également intéressés par l'amélioration des relations, parce qu'ils espéraient obtenir ainsi plus d'aide pour leur économie en grande difficulté malgré les subsides occidentaux. Les Yougoslaves souhaitaient également la réduction de la pression politique et militaire soviétique exercée contre eux depuis le début du conflit. Mais ils tenaient aussi à l'indépendance de leur pays, et entendaient mener une politique étrangère autonome. Le 20^{ème} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a accéléré l'amélioration des relations entre Moscou et Belgrade

¹⁶ Cf. SOUTOU, *La guerre de Cinquante Ans...*, p. 322. L'auteur a souligné que « *La véritable signification de la déstalinisation khrouchtchévienne ... ne reposait pas sur les principes de la morale commune, mais sur une volonté d'efficacité, en particulier dans la lutte avec le monde capitaliste... Khrouchtchev ne voulait nullement ralentir la lutte contre l'Occident, mais la mener de façon plus efficace que Staline.* »

¹⁷ Le résumé précis de ce programme de politique étrangère se trouve dans une note préparée par le ministère des Affaires étrangères soviétique en janvier 1956 pour la réunion du Corps politique consultatif du Pacte de Varsovie qui a eu lieu les 27-28 janvier 1956 à Prague. Archives nationales hongroises (MOL, Budapest) = ANH : 276. f. 69/22. öe, cité par *Top secret. Magyar-jugoszláv kapcsolatok, 1956. Dokumentumok* [Top secret. Les relations hungaro-yougoslaves, 1956. Documents], sous la direction de József KISS, Zoltán RIPP et István VIDA, Budapest, Commission pour l'histoire contemporaine de l'Académie hongroise des Sciences, 1995, pp. 33-41.

grâce à la critique sévère du stalinisme et la mise à jour de la responsabilité personnelle de Staline dans la campagne contre la Yougoslavie. Tout en se réjouissant du fait que Tito ait accepté, après de longues hésitations, l'invitation de Khrouchtchev, les négociations à Moscou en juin 1956 n'ont pas porté les fruits attendus par les Soviétiques : la délégation yougoslave persistait dans l'opinion selon laquelle les communistes yougoslaves devaient garder leur indépendance au sein de l'alliance, et les partis communistes leur égalité. Tito et son équipe ne voulaient pas s'intégrer au mouvement communiste international dirigé par le parti soviétique. Les échecs des ambitions des leaders moscovites étaient de plus en plus révélateurs d'une tendance à la résistance des pays frères. Or ils espéraient bien, un jour ou l'autre, ramener les Yougoslaves au bercail, d'où des démarches politiques contradictoires (voir plus tard les relations des démocraties populaires avec la Yougoslavie)¹⁸.

La nouvelle politique soviétique vis-à-vis des pays satellites a également revêtu des caractères ambivalents. Parfaitement conscient de la crise économique, politique et sociale héritée de l'ère de Staline, les décideurs soviétiques souhaitaient des changements importants afin de rénover et de stabiliser ces régimes. Ils planifiaient également certains remaniements dans les rapports jusqu'à présent trop « *unilatéraux* » de Moscou avec ses « *alliés* » d'Europe de l'Est. Mais les réformes devaient avoir pour résultat de maintenir, et même de renforcer la suprématie de l'Union soviétique dans son camp.

Effets de la libéralisation en Union soviétique sur les pays satellites

La libéralisation en URSS après la mort de Staline exerça une influence immédiate sur certains pays satellites – en juin 1953 : grève et manifestations ouvrières en Tchécoslovaquie, puis révolte en Allemagne de l'Est – tandis que la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie restaient relativement calmes¹⁹. Les diri-

¹⁸ BÉKÉS, Csaba, *Az 1956-os magyar forradalom a világpolitikában* [La révolution hongroise de 1956 dans la politique mondiale], Budapest, Institut de 1956, 1996, p. 32; *Top secret. Magyar-jugoszláv kapcsolatok, 1956...*, pp. 5-11. La publication des documents diplomatiques soviétiques sur l'Europe de l'Est en 1949-1953 contient certains documents de la période post-stalinienne : *Vostotchnaia Evropa v dokumentakh rossiiskikh arkhivov 1944-1953* [L'Europe de l'Est dans les documents des archives russes], tome II. 1949-1953, sous la direction de T. V. VOLOKITINA – T. M. ISLAMOV – G. P. MOURACHKO, Moscou-Novosibirsk, Sibirskii Khronograf, 1998. Sur le contexte international de la Hongrie avant la révolution hongroise cf. Mihály FÜLÖP-PÉTER SIPOS, *Magyarország külpolitikája a XX. században* [La politique étrangère de la Hongrie au XX^e siècle], Budapest, Aula, 1998, pp. 369-386.

¹⁹ HELLER – NYEKRICS, *Orosz történelem* II, p. 425.

geants soviétiques prirent soin d'informer personnellement les leaders du bloc, des changements en cours en Union soviétique, et de leur montrer le chemin à suivre désormais. Ils leur recommandèrent, avec insistance, de modifier la politique économique axée sur l'économie lourde, d'atténuer la pression exercée sur les ouvriers, les paysans et la classe moyenne, ainsi que changer certains responsables. C'était dans ce cadre que les leaders de Moscou convoquèrent la direction hongroise en juin 1953, et lui ordonnèrent, pour mettre en oeuvre cette politique nouvelle, de substituer Imre Nagy à Mátyás Rákosi au poste de Premier ministre²⁰. En juillet 1953, lors de la délibération secrète du Kominform à Moscou, G. Malenkov, V. Molotov et Khrouchtchev ont conseillé aux dirigeants communistes d'Europe orientale d'introduire, eux aussi, le modèle de la direction collective. Les Soviétiques affirmèrent aussi que Staline avait violé « *les règles léninistes* » d'administration du Parti (ainsi il n'avait pas convoqué le congrès du parti durant treize ans). Le culte de sa personnalité avait aussi été une faute²¹.

La nouvelle ligne politique soviétique contredisait donc les intérêts « des petits Staline » dont la personnalité était également objet de pratiques idolâtres, et qui avaient commis des exactions similaires. Ils s'efforçaient d'exécuter les instructions de Moscou de manière à sauvegarder nonobstant le nouveau cours l'essence des structures politiques et économiques staliniennes – par l'adaptation aux modèles nouveaux (p. ex. l'introduction de la « *direction collective* ») et l'atténuation des méthodes anciennes. Gheorghe Gheorghiu-Dej, secrétaire général du Parti roumain, proclamait que la vocation historique du Parti était la réalisation des objectifs nationaux du peuple roumain, mais il n'a pas atténué pour autant la répression. En Albanie, Enver Hodja a formé sa « *direction collective* », en retenant le principe de la gestion collective du parti. Cela ne l'a pas privé de nommer Premier ministre, son plus fidèle partisan, Mehmet Shehu. Le même avait pourtant organisé les grandes épurations antititistes, après 1948, comme ministre de l'Intérieur. Tous ces dirigeants purent rester au pouvoir grâce aux divisions du Présidium du Parti communiste de l'Union soviétique, où V. Molotov et les autres staliniens les défendaient²².

²⁰ *Ibidem*, p. 425-426 ; Cf. « Jegyzőkönyv a szovjet és a magyar párt- és állami vezetők tárgyalásairól (1953. június 13-16.) » [Procès-verbal sur les négociations des dirigeants de parti et d'État soviétiques et hongrois (13-16 juin 1956)], publié par György T. VARGA, *Múltunk* [Notre passé], 1992, n° 2-3, pp. 234-269.

²¹ FEJTŐ, Ferenc, *A népi demokráciák története* [Histoire des démocraties populaires]. Volume II, *A Sztálin utáni korszak* [Après Staline], Budapest-Paris, Magvető-Magyar Füzetek, 1991, pp. 10-11. (FEJTŐ, François, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, Seuil, 1972.)

²² *Ibidem*, pp. 11-12, 25-27.

Malgré les fortes réticences des dirigeants des États satellites, le dégel a irrigué ces États, et ébranlé le monolithisme politique et idéologique du bloc. A cause de la déstalinisation en Union soviétique, les éléments antistaliniens sont apparus dans les autres partis communistes – surtout en Hongrie et en Pologne – et ont commencé à s'opposer aux anciens dirigeants, lesquels détenaient toujours les postes-clés de ces régimes. Les intellectuels communistes, notamment les hommes de lettres ont partout joué un grand rôle dans ce processus²³. La libération de nombreux prisonniers politiques, parmi lesquels on trouvait beaucoup d'anciens communistes, et dont l'arrestation et la détention étaient illégales, a grandement contribué à la crise de conscience dans ces milieux. Autour de nouvelles exigences libérales, telles l'autonomie des arts, une plus grande liberté de presse et d'expression, des groupements d'opposition se sont formés progressivement au sein des partis. En se référant à l'exemple soviétique, ils pouvaient porter atteinte à la puissance des leaders staliniens. Le rapprochement soviéto-yougoslave leur a donné un autre argument, et a compliqué la situation politique des pays de l'Est.

Le rapprochement soviéto-yougoslave et ses conséquences dans le bloc soviétique

Après l'expulsion de la Yougoslavie du camp soviétique, Moscou ne pouvait plus servir de modèle aux communistes yougoslaves et, pour cette raison, leurs théoriciens (comme Milovan Djilas ou Eduard Kardelj) ont conçu l'autogestion. Il s'agissait de « *socialiser* » la propriété d'État, d'administrer les entreprises par les conseils ouvriers eux-mêmes, et de décentraliser l'administration²⁴. Après les réformes de 1950-1955 on limita les pouvoirs de la police secrète. Il devint permis, aussi, de liquider les coopératives agricoles,

²³ Depuis l'époque romantique en Europe centrale et orientale, on peut considérer que les écrivains et les poètes avaient beaucoup de dispositions pour les questions politiques. Ils se donnaient souvent une vocation « politique » : ils se voyaient comme Moïse qui avait conduit le peuple d'Israël. Un exemple hongrois : Sándor PETŐFI, dont les poèmes ont véritablement joué un rôle historique au début de la révolution hongroise de 1848. On peut expliquer cette attitude par le fait que les territoires d'Europe centrale et orientale étaient alors occupés par des puissances autoritaires – la Russie, la Turquie et l'Autriche – et que les conditions nécessaires à une vie politique démocratique n'y existaient pas. Chez ces peuples ce sont la littérature et les arts qui ont pris en charge la revendication nationale. Cette tendance s'est maintenue au cours du vingtième siècle.

²⁴ 20. századi egyetemes történet [L'histoire universelle du 20^{ème} siècle], volume II : 1945-1995, Európa [1945-1995, Europe], sous la direction d'István DIÓSZEGI, Iván HARSÁNYI et István NÉMETH, Budapest, Korona, 1997, p. 386.

tandis que beaucoup d'artisans reçurent l'autorisation d'exercer à leur compte. En conséquence, même si la police, l'armée et la politique étrangère restaient toujours centralisées et n'étaient pas soumises au contrôle « démocratique », la Yougoslavie paraissait bien plus libérale que les démocraties « populaires »²⁵. Tout en restant dans le cadre du socialisme, le titisme avait donc des vertus incontestables qui attiraient les éléments antistaliniens des pays de l'Est. Tito qui souhaitait que son parti joue un rôle prépondérant dans le mouvement communiste international, surtout en Europe centrale et orientale, a encouragé ouvertement les tendances d'opposition dans les pays satellites où les dirigeants essayaient d'entraver la déstalinisation. La réconciliation soviéto-yougoslave a donné une nouvelle dimension à ce processus : quand Khrouchtchev, lors de sa visite à Belgrade, en mai 1955, lava Tito des accusations de trahison et de complicité avec les impérialistes, allant jusqu'à admettre la légitimité de ses principes, ils ouvrit la voie à la pénétration de l'idéologie yougoslave dans les pays communistes²⁶.

Les opposants en Pologne et en Hongrie s'enhardirent : « *la plate-forme idéologique et politique de ceux qui... persécutent la moindre déviation des dogmes inchangés, est essentiellement la continuation de la campagne antititiste dans des formes camouflées* », écrit Imre Nagy. Le dilemme des dirigeants staliniens des pays de l'Est était le suivant : suivre les Soviétiques dans la réhabilitation de Tito et démolir les fondements de leur pouvoir centralisé et stalinien ; ou se refuser à la réconciliation avec Tito, s'éloigner du Kremlin, et engendrer une opposition qui peut se référer aussi bien à Khrouchtchev qu'à Tito. En conséquence, la plupart des leaders satellites choisirent une tactique dilatoire en espérant que le rapprochement avec les Yougoslaves ne serait qu'un pis-aller provisoire²⁷.

Les comportements moscovites étaient contradictoires : d'une part la politique étrangère soviétique s'efforçait de rétablir les relations entre les démocraties populaires et la Yougoslavie pour l'intégrer au camp socialiste ; d'autre part les dirigeants soviétiques refusaient la propagation des idées de Tito dans leur empire. En février 1955, Khrouchtchev annonça dans une lettre aux leaders communistes des pays satellites que le dirigeant yougoslave acceptait de le rencontrer, mais en même temps, il critiquait l'aspiration de Belgrade à la neutralité, ses rapports avec l'Occident et l'idéologie yougoslave d'évolution autonome vers le socialisme. Il les appela à la vigilance et à la prudence vis-à-vis des Yougoslaves, et les avertit qu'il serait impossible de coopérer avec Tito au niveau

²⁵ FEJTŐ, *A népi demokráciák története* II, pp. 36-38.

²⁶ *Ibidem*, pp. 40-41.

²⁷ *Ibidem*, pp. 41-42.

des partis²⁸. Lors de la visite de Tito en Union soviétique en juin 1956, le président yougoslave exprima son mécontentement au sujet de l'Albanie et de la Bulgarie (p. ex. en Albanie on maintenait les accusations anti-yougoslaves dans les procès politiques truqués). Les Soviétiques offrirent leurs bons offices, que les Yougoslaves refusèrent²⁹. La médiation de Moscou se révéla plus efficace dans le règlement des contentieux financiers entre Budapest et Belgrade en mai 1956³⁰. Après le retour de Tito, le 24 juin 1956, le Présidium du parti soviétique informa les dirigeants du bloc sur les négociations soviéto-yougoslaves. Les Soviétiques regrettaient de ne pas avoir réellement progressé dans leurs rapports interpartis avec la Ligue des Communistes de Yougoslavie. Malgré tout ils ajoutaient : « *Il faut continuer les efforts pour amener la Yougoslavie dans notre camp.* »³¹

Le 20^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et l'état des rapports au sein du camp soviétique antérieurement à la révolution hongroise

Le dégel commencé après la mort de Staline en Europe orientale a été sensiblement accéléré par le 20^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Le discours secret de Khrouchtchev dénonçant la terreur stalinienne signifiait que les dirigeants staliniens des pays de l'Est, qui avaient employé les mêmes méthodes que leur modèle, étaient également coupables³². Ce message eut des effets divers et variés dans l'espace est-européen. Il a intensifié la coopération entre la Yougoslavie de Tito et l'Union soviétique de Khrouchtchev. En Pologne et en Hongrie, la rupture au sein des milieux dirigeants est devenue plus marquée, car les libéraux, les réformateurs et les révisionnistes (les adeptes de Wladysław Gomułka et ceux d'Imre Nagy) ont été encouragés davantage : ils considéraient que leur point de vue était justifié par la ligne de conduite soviétique. Dans les autres pays du bloc où l'unité de la direction n'a pas été sérieusement atteinte – par exemple en Roumanie et en Bulgarie – les leaders se sont alignés formellement sur le nouveau programme de Moscou, mais ont gardé la haute main sur les initiatives novatrices dont les conséquences furent réduites au

²⁸ *Top secret. Magyar-jugoszláv kapcsolatok, 1956...*, pp. 7-8.

²⁹ *Ibidem*, p. 10.

³⁰ *Ibidem*, p. 14.

³¹ ANH : 276, f. 53/293. öe : Note sur les négociations de la délégation du parti hongrois à Moscou le 24 juin 1956 (le 27 juin 1956) cité par *Ibidem*, p. 11.

³² HELLER – NYEKRICS, *Orosz történelem* II, p. 432.

minimum indispensable. Toutes les tentatives d'opposition furent écrasées dans l'oeuf³³.

Outre la modernisation et la stabilisation des démocraties populaires, l'Union soviétique prétendait entretenir des relations plus correctes avec ces États. La déclaration du gouvernement soviétique du 30 octobre 1956 qui semblait, à l'époque, n'être qu'une réaction immédiate aux événements révolutionnaires hongrois, avait été élaborée depuis plusieurs mois, bien avant l'éclatement de la crise polono-hongroise d'octobre-novembre. Ce document avait pour but de définir les nouvelles bases des relations entre Moscou et ses alliés³⁴. Les auteurs du texte avouent qu'« *en conséquence des anomalies et des erreurs, les principes léninistes de l'égalité des droits ont été dépréciés dans les rapports entre les États socialistes* ». Toutefois « *le 20^{ème} Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a formellement condamné* » ces dérives³⁵. Conformément aux principes directeurs des relations entre États, adoptés à la conférence de Bandung (Pan Shila), on mit l'accent sur l'égalité réciproque, le respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de chacun, et la non-ingérence dans les affaires intérieures. En se référant aux résolutions du 20^e Congrès, la déclaration établit qu'« *il faut prendre en considération l'histoire et la spécificité de chaque pays* » socialiste. La proposition de retirer les conseillers soviétiques des démocraties populaires a également montré que la politique étrangère soviétique s'assouplissait, et qu'elle se disposait à substituer la gestion directe sur place, aux instructions données d'en haut³⁶. Mais quand on parle en même temps « *des pays appartenant à la grande communauté des nations socialistes qui sont unis par les idées communes de l'édification de la société socialiste et par les principes de l'internationalisme prolétarien* », on calibrant sans équivoque les marges de manoeuvre des États satellites : les changements politiques devaient rester dans le cadre du socialisme (autrement dit le système bolchevique de type soviétique) et de l'alliance des pays du bloc (le Pacte de

³³ FEJTŐ, *A népi demokráciák története* II, p. 57.

³⁴ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 81-82.

³⁵ La Déclaration du gouvernement de l'Union soviétique sur les principes du développement et du renforcement de l'amitié et de la coopération entre l'Union soviétique et les autres pays socialistes du 30 octobre 1956 a été publiée *in extenso* en hongrois par le *Magyar Függetlenség* [l'Indépendance Hongroise] (le 31 octobre 1956) et le *Népszava* [la Parole du Peuple] (le 1^{er} novembre 1956). Le document original se trouve aux Archives de la Présidence de la Fédération de la Russie, Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, n° P49/I, publié dans *A « Jelcindosszié »*. *Szovjet dokumentumok 1956-ról* [Le « Dossier Eltsine »]. Documents soviétiques sur 1956], sous la direction d'Éva GÁL, András B. HEGEDŰS, György LITVÁN et János M. RAINER, Budapest, Századvég – Institut de 1956, 1993, pp. 64-67.

³⁶ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 82.

Varsovie)³⁷. La politique étrangère soviétique poststalinienne ne souhaitait aucunement le relâchement des rapports avec les pays de l'Est. Bien au contraire, elle voulait stimuler les coopérations économiques, politiques et culturelles dans sa sphère d'influence.

La mainmise soviétique forcenée sur l'Europe orientale, fondée sur la force militaire, restait la pierre angulaire de la diplomatie de Moscou. La définition exacte des limites acceptables des réformes dans les pays satellites, l'action contre la propagation du titisme et l'avertissement sans équivoque à l'Ouest selon laquelle une intervention dans la zone d'intérêt soviétique entraînerait la guerre avec l'URSS (par exemple lors de la visite de Khrouchtchev et N. Boulganine à Londres en avril 1956³⁸) étayaient cette thèse. En même temps, malgré les préoccupations soviétiques, on peut constater un certain assouplissement. L'accord sino-soviétique (octobre 1954) qui respecte les principes d'égalité et de souveraineté, permettait d'espérer, dans une certaine mesure, l'autonomie des États satellites. L'établissement du Pacte de Varsovie, en mai 1955, indiquait que l'Union soviétique faisait un peu plus attention aux formes dans ses rapports avec ses satellites : elle conférait un caractère juridique complémentaire aux liens de dépendance. Khrouchtchev, lors de sa visite à Belgrade en mai 1955, a reconnu publiquement la raison d'être des voies nationales vers le socialisme ; et quand il a mis en doute le fondement des procès antititistes d'Europe de l'Est, il a contesté la pertinence d'une partie de la politique extérieure soviétique menée sous Staline. La lutte pour le pouvoir au sein du Kremlin après le décès du généralissime, et en conséquence les changements fréquents de la ligne soviétique ont également contribué, jusqu'à un certain point, à l'amoindrissement de l'autorité de Moscou en Europe orientale³⁹.

Dans ce contexte international, il y avait donc deux pays au sein du bloc soviétique où le processus de la déstalinisation, lié au mécontentement populaire découlant de la crise économique, politique et sociale, a abouti à une situation explosive : la Pologne et la Hongrie.

³⁷ *Ibidem*, p. 83.

³⁸ « M. Khrouchtchev a déclaré sans équivoque à Londres que toute intervention, dans n'importe lequel des pays du Pacte de Varsovie, risquerait d'entraîner un conflit direct avec l'Union soviétique. », explique Selwyn LLOYD, ministre des Affaires étrangères britannique, lors d'une réunion ministérielle du Conseil de l'OTAN le 11 décembre 1956 à Paris (Archives du Secrétariat international de l'OTAN (Bruxelles) = ASIO : C-R(56)69 (Partie II), Procès-verbal de la réunion du Conseil tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 11 décembre 1956, à 11 heures.).

³⁹ PACZKOWSKI, Andrzej, *Fél évszázad Lengyelország történetéből, 1939-1989* [Un demi-siècle d'histoire de la Pologne], Budapest, Institut de 1956, 1997, p. 196. (Original polonais : *Pól wieku dziejów Polski 1939-1989*, Warszawa, Wydawnictwo Naukowe PWN, 1995.)

2. LE CAS POLONAIS

Le dégel en Pologne

Les premiers signes visibles des changements en Pologne datent de l'automne 1953 : le discours prononcé alors par Bolesław Bierut, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), à la réunion du Comité central s'intitulait : *Les tâches du parti dans la lutte pour l'augmentation plus rapide du niveau de vie des masses laborieuses dans la phase actuelle de la construction du socialisme*. Cela montrait clairement la nouvelle tendance inspirée par Moscou. En novembre 1953, on a abaissé le prix de certains vivres. C'est au printemps de 1954 que le dégel a véritablement commencé en Pologne par des phénomènes constatés aussi dans les autres démocraties populaires : le second Congrès du POUP, en mars 1954, a réduit les objectifs quantitatifs du plan de six ans ; et, tout en gardant la direction du parti, B. Bierut a renoncé à ses fonctions de Premier ministre en faveur de Józef Cyrankiewicz. On aboutissait à une « *direction collégiale* ». Le contrôle sur la culture était relâché : les nouveaux slogans en appelaient à « *la lutte contre le faux idéalisme* » et au « *dépassement du schématisme* ». On a aussi mis en accusation et dissous le Dixième Bureau du ministère de la Sécurité publique qui avait arrêté sans scrupule des communistes authentiques, conformément à la logique du système stalinien. Un grand nombre de détenus ont donc été libérés parmi lesquels Gomułka, ancien secrétaire général du Parti ouvrier polonais, exemple significatif⁴⁰.

A l'intérieur du parti B. Bierut a néanmoins gardé son autorité et consolidé la direction, mais il lui paraissait de plus en plus difficile de garder le contrôle des changements en cours. La liberté d'expression s'accrut. Le clivage entre les dirigeants du parti et les intellectuels s'accrut également. Des tendances « *révisionnistes* » se sont affirmées au sein du POUP. On recense deux impulsions qui ont grandement contribué à l'apparition des divergences au sein de l'équipe dirigeante : le 20^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et la mort de B. Bierut. L'effet du discours secret de Khrouchtchev a été bien plus important en Pologne que dans les autres pays du bloc soviétique⁴¹. Il fut imprimé en 20 000 exemplaires et distribué dans les réunions du parti. On pouvait mê-

⁴⁰ *Ibidem*, pp. 197-198.

⁴¹ *Ibidem*, pp. 198-199.

me l'acheter au marché noir⁴². Le décès du premier secrétaire du parti, le 12 mars 1956, a privé l'équipe dirigeante polonaise du principal censeur de la vie publique, et soulevé la question de sa succession. A cause de la pression croissante de la société – de nouveaux groupes formulaient des revendications économiques et sociales – les débats des dirigeants portaient sur la légitimation et le maintien du monopole du parti. Deux conceptions se sont cristallisées qui entraînèrent l'entrée en scène de deux fractions, celle des conservateurs et celle des réformateurs. Il est intéressant de noter que les deux groupes, ainsi que les centristes qui possédaient les postes-clés (comme Edward Ochab, nouveau premier secrétaire du parti, J. Cyrankiewicz, Premier ministre), ont soutenu l'avènement au pouvoir de Gomułka pour stabiliser le système communiste⁴³. Or le POUP a perdu sa cohésion interne, et en conséquence le régime tout entier s'est affaibli. Le mécontentement toujours croissant (le salaire moyen en 1955 était de 10-20% inférieur à celui de 1938⁴⁴) affecta les rangs du Parti. La révolte ouvrière de Poznań, les 28-30 juin 1956, immédiatement étouffée par la force armée, marque le tournant de la crise. Cet événement indique clairement le degré d'effervescence de la population polonaise, et divisa encore davantage la direction du parti. La voix de ceux qui réclamaient le retour de Gomułka se trouvait renforcée. Devant faire face à la poursuite de l'agitation dont les éléments les plus actifs étaient les étudiants et les jeunes intellectuels, les dirigeants polonais ont cherché une issue fondée sur des changements radicaux de personnes : le 13 octobre 1956, l'opinion publique était informée que Gomułka avait participé la veille à la réunion du Bureau politique. Cela signifiait sa réintégration à la vie politique⁴⁵.

La crise polonaise d'octobre 1956

La crise polonaise approcha de son point culminant avec la convocation de la réunion du Comité central du POUP pour le 19 octobre, après l'annonce qu'E. Ochab concéderait son poste de premier secrétaire du parti à Gomułka. Mais l'ancien prisonnier de B. Bierut n'acceptait qu'à la condition que les membres du Bureau politique et du Secrétariat fussent presque tous remplacés. Or le Kremlin ne pouvait accepter un tel renouvellement de dirigeants sans que la question ne

⁴² *Az 1956-os magyar forradalom lengyel dokumentumai* [Les documents polonais de la révolution hongroise de 1956], réunis, traduits et introduits par János TISCHLER, Budapest, Institut de 1956 - Windsor, 1996, p. 8. (L'original polonais : *Revolucja węgierska 1956 w polskich dokumentach*, Varsovie, Institut d'Études Politiques de l'Académie Polonaise des Sciences, 1995.)

⁴³ PACZKOWSKI, *Fél évszázad...*, pp. 200-201 ; *Az 1956-os magyar forradalom lengyel...*, pp. 8-9.

⁴⁴ *20. századi egyetemes történet II*, p. 305.

⁴⁵ PACZKOWSKI, *Fél évszázad...*, pp. 201-203 ; *Az 1956-os magyar forradalom lengyel...*, p. 8.

lui soit formellement soumise. C'est pourquoi une délégation de haut rang du PCUS, composée de Khrouchtchev, V. Molotov, Lazare Kaganovitch et Anastase Mikoyan, accompagnée de généraux, arriva inopinément à Varsovie pour empêcher ces changements. Pour muscler leurs arguments, ils ordonnèrent à certaines unités soviétiques stationnées en Pologne de se diriger vers la capitale tandis que le Maréchal Konstanty Rokossowski, ministre de la Défense nationale polonais mais surtout général soviétique, plaçait en état d'alerte des régiments de l'armée polonaise. Pour répondre à ces menaces, les ouvriers et les étudiants varsoviens s'organisèrent, se proposant d'engager le fer, si nécessaire, avec les Soviétiques. Après de longues négociations entre Khrouchtchev et Gomulka, le dirigeant soviétique accepta les changements de personnes. Son hôte le convainquit que les modifications mêmes radicales avaient pour but non pas d'ébranler, mais de stabiliser le système socialiste en diminuant la tension sociale. Après avoir ordonné l'arrêt des mouvements de l'Armée soviétique, le lendemain matin de bonne heure, les délégués soviétiques quittèrent la Pologne. Le jour-même, le 8^{ème} plénum du POUP reprit ses travaux : Gomulka y prononça un discours-programme au cours duquel il reconsidérait les événements de Poznań en refusant de les qualifier de « *machinations d'agents et provocateurs des services d'espionnage impérialistes* », explication officielle au moment des événements. Il laissait aussi le champ libre à l'entreprise individuelle, et acceptait la dissolution des coopératives agricoles non rentables. Gomulka promettait aux ouvriers d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, et condamnait formellement les amendes infligées sous l'époque précédente. Il proclamait ainsi « *la voie polonaise* » au socialisme et la poursuite de la démocratisation. Le 21 octobre, Gomulka fut élu premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais. L'ensemble de la société était apaisée, et soutenait la nouvelle orientation⁴⁶.

La crise polonaise s'est donc résolue pacifiquement. En comparaison avec le dénouement tragique des événements révolutionnaires hongrois alors en gestation, deux questions se posent :

1) Pourquoi une insurrection armée n'a-t-elle pas éclaté en Pologne ? L'attitude relativement calme de la population polonaise s'explique par les souvenirs des sacrifices humains et matériaux de la Seconde Guerre mondiale, qui étaient encore présents à l'esprit de la population (environ 6 millions de morts, anéantissement de Varsovie) ; Gomulka, comme « *déviationniste nationaliste de droite* » jouissait de l'appui de la majorité non communiste de la société polonaise⁴⁷, et il

⁴⁶ Az 1956-os magyar forradalom lengyel..., pp. 9-11 ; PACZKOWSKI, *Fél évszázad...*, pp. 203-204.

⁴⁷ Az 1956-os magyar forradalom lengyel..., pp. 9-10.

a utilisé son influence pour modérer la tension sociale⁴⁸ ; enfin, les Soviétiques ont accepté les changements de personnes.

2) Pourquoi la direction soviétique a-t-elle fait ces larges concessions ? Plusieurs facteurs ont joué dans cette décision : le Parti communiste chinois s'est énergiquement opposé à une intervention éventuelle soviétique en Pologne ; E. Ochab, membre influent de l'ancienne direction stalinienne polonaise, a pleinement soutenu Gomułka et les changements envisagés ; et Gomułka lui-même a pris une position acceptable pour Moscou en déclarant à Khrouchtchev qu'il était « *l'ami sincère de l'Union soviétique* », il ne voulait pas que la Pologne déserte le Pacte de Varsovie, ni que les troupes soviétiques quittent son pays⁴⁹. Ce qui renvoyait aux sentiments anti-allemands partagés par Varsovie et Moscou. Malgré les importants changements de personnes, les fondements du système socialiste n'ont jamais été remis en cause⁵⁰. Les mutations sont donc restées dans les limites admissibles des dirigeants soviétiques. Il nous faut donc examiner maintenant pourquoi l'évolution politique en Hongrie, dont l'origine était également la déstalinisation, s'est soldée par des résultats si différents.

3. LES CAUSES ET LES ANTÉCÉDENTS DE LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1956

La première expérience gouvernementale d'Imre Nagy

Dans le cadre de la politique étrangère soviétique poststalinienne en vue de moderniser et de stabiliser les États satellites (voir ci-dessus), les dirigeants de Moscou ont convoqué Rákosi et une délégation du Parti des travailleurs hongrois pour les 13-16 juin 1953. Le Présidium du Parti communiste soviétique a affaibli la position de l'exécutif hongrois, principalement Rákosi, et confié le poste de

⁴⁸ PACZKOWSKI, *Fél évszázad...*, p. 204.

⁴⁹ *Az 1956-os magyar forradalom lengyel...*, p. 10.

⁵⁰ PACZKOWSKI, *Fél évszázad...*, p. 205. ; Les notes de MALINE nous informent que le 20 octobre 1956, après avoir écouté le rapport de la délégation envoyée en Pologne, le Présidium du Parti communiste de l'Union soviétique considérait encore : « *Une seule solution est possible – il faut mettre un terme à ce qui se passe en Pologne.* » Mais le lendemain, les dirigeants soviétiques ont tout de même choisi la solution politique car leurs positions militaires n'étaient pas en danger. Voir *Döntés a Kremlben, 1956. A szovjet pártelnökség vitái Magyarországról* [La prise de décision du Kremlin. Les débats de la Présidence du Parti soviétique à propos de la Hongrie], réuni par Viacheslav SEREDA et János M. RAINER, préface de Viacheslav SEREDA, étude analytique de János M. RAINER, Budapest, Institut de 1956, 1996, pp. 22, 118-119. Sur les notes de MALINE voir plus tard.

Premier ministre à Imre Nagy. Ce dernier, vieux militant communiste, émigré à Moscou, rentré en Hongrie avec l'Armée rouge, avait été expulsé en 1949 de la direction du Parti à cause de l'incompatibilité de ces conceptions quant à l'avenir de l'agriculture hongroise⁵¹.

Conformément aux instructions soviétiques et selon ses propres convictions, il a lancé une « *nouvelle étape* » : donner un coup de frein au développement forcé de l'industrie lourde, réviser à la baisse les investissements lourds et coûteux, permettre aux membres de quitter leur coopérative agricole, et arrêter la mise en place de nouvelles exploitations collectives. Mais, par rapport à ces mesures, d'autres étaient encore plus importantes : la dissolution des camps d'internement, l'arrêt des déportations⁵², la mise en liberté des détenus et des condamnés innocents, l'annonce d'une large amnistie. En 1954, commence aussi la révision des procès politiques « *préfabriqués* », intentés contre des communistes⁵³.

La majeure partie de la population hongroise a constaté avec soulagement les changements : diminution de la terreur, augmentation du niveau de vie. Par contre, l'élite au pouvoir a réagi de façon contrastée. Nombre d'intellectuels et de permanents du Parti ont rejoint avec joie la nouvelle ligne politique, porteuse pour eux aussi de promesses d'espoir et de délivrance. La mise à jour de la terreur – en particulier des procès contre des communistes – a bouleversé bien des adhérents du parti et les a plongés dans une crise morale profonde⁵⁴. « *Je suis coupable, car j'ai cru à ta faute* », écrit László Benjámin, poète

⁵¹ Cf. la biographie politique la plus complète, fondée sur les archives récemment ouvertes : János M. RAINER, *Nagy Imre. Politikai életrajz* [Imre Nagy. Une biographie politique], volume I : 1896-1953, volume II : 1953-1958, Budapest, Institut de 1956, 1996 et 1999. Sur les causes et les antécédents de la révolution hongroise de 1956 : M. BAK, János-KOZÁK, Gyula-LITVÁN, György-M. RAINER, János, *Az 1956-os magyar forradalom* [La révolution hongroise de 1956], Budapest, Tankönyvkiadó, 1991, pp. 9-32 ; *The Hungarian Revolution of 1956. Reform, Revolt and Repression 1953-1963*, sous la direction de György LITVÁN (version révisée et anglaise de l'ouvrage précédent, dirigée par János M. BAK et Lyman H. LEGTERS, Longman, London et New York, 1996, pp. 23-54 ; *20. századi magyar történelem, 1900-1994. Egyetemi tankönyv* [Histoire hongroise du 20^{ème} siècle, 1900-1994. Manuel universitaire], sous la direction de Ferenc PÖLÖSKÉI, Jenő GERGELY et Lajos IZSÁK, Budapest, Korona, 1997, pp. 315-325 (2^e édition) ; Ignác ROMSICS, *Magyarország története a XX. században* [Histoire de la Hongrie au XX^{ème} siècle], Budapest, Osiris, 2000, pp. 374-387 (2^e édition) (en anglais : *Hungary in the twentieth century*, Budapest, Corvina-Osiris, 1999).

⁵² La « bourgeoisie » de Budapest en fut la victime privilégiée au début des années 1950.

⁵³ BÉKÉS, Csaba-RAINER, János M., *La révolution hongroise de 1956*, Budapest, Ministère des Affaires étrangères, 1996, p. 1. (coll. 1100 ans en Europe, n° 6.)

⁵⁴ *Ibidem*.

communiste, à propos d'un de ses amis récemment libéré⁵⁵. Ce réveil d'une partie des hommes de lettres a été particulièrement douloureux.

La nouvelle ligne d'Imre Nagy constitue déjà une alternative à la conception stalinienne du communisme⁵⁶. C'est pourquoi une partie considérable des « *apparatchiks* » et des services de sécurité, craignant que ne soient rognés leurs privilèges et que n'éclate la colère du peuple, ont accueilli ces changements avec hostilité⁵⁷. Ce sont ces groupes, élite de la société communiste, qui servirent de base à la contre-attaque de Rákosi. La lutte pour le pouvoir entre Rákosi et Nagy a dominé les années 1953-1955 en Hongrie : en 1953-1954 les Soviétiques ont soutenu le nouveau Premier ministre, Imre Nagy, mais à partir de la fin de 1954, à la suite d'un refroidissement provisoire des relations Est-Ouest, l'influence des staliniens orthodoxes s'est renforcée au sein de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique. Avec leur appui, Rákosi a repris le pouvoir en écartant son adversaire⁵⁸.

Les vaines tentatives de Rákosi pour maîtriser l'effervescence

Mais il n'était plus possible de fermer des fenêtres aussi largement ouvertes : les intellectuels qui avaient partagé les idées politiques de Nagy depuis 1953 ne voulaient pas y renoncer. Imre Nagy non plus. Au printemps-été 1955 un groupe d'opposition s'organisa autour de lui, avec par exemple Miklós Gimes, exécuté plus tard avec Imre Nagy en 1958 et Géza Losonczy, mort en prison la même année. La dénonciation des crimes du stalinisme par le 20^e Congrès du PCUS a encore renforcé ce phénomène. Beaucoup d'artistes, d'écrivains, d'enseignants, se sont ralliés à ce mouvement informel qui, malgré ses effectifs relativement maigres et ses liens assez lâches, a toujours été présent dans la vie publique hongroise jusqu'à l'automne 1956 et y a joué un rôle de plus en plus décisif à l'approche de la révolution⁵⁹. Nous abordons ici un point crucial du débat historiographique récent : est-ce le combat pour la liberté, de la part des intellectuels opposants communistes, ou bien la forte exaspération populaire qui a causé l'explosion ? Il est clair aujourd'hui que les deux éléments y ont participé : la révolte

⁵⁵ M. BAK-KOZÁK-LITÁN-M. RAINER, *Az 1956-os magyar forradalom*, p. 17.

⁵⁶ *Ibidem*, pp. 16-17.

⁵⁷ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 1.

⁵⁸ ROMSICS, *Magyarország története...*, p. 380.

⁵⁹ M. BAK-KOZÁK-LITÁN-M. RAINER, *Az 1956-os magyar forradalom*, pp. 20-21.

de l'*intelligentsia* était au coeur du processus qui agita la société hongroise⁶⁰, l'opinion politique ne pouvant s'exprimer qu'au sein du Parti⁶¹.

A partir du printemps 1956, les critiques des opposants (à l'intérieur du Parti) contre le régime Rákosi se sont multipliées non seulement dans la presse, mais aussi lors des débats ouverts au sein des organisations de masse, et des vives discussions du Cercle Petőfi, de plus en plus actif. Ce forum de l'*intelligentsia* à Budapest avait été fondé en mars 1955 au sein de l'Alliance des jeunes travailleurs (DISZ). Après le 20^e Congrès du Parti soviétique, la direction du cercle organisa des débats sur des problèmes propres à intéresser un vaste public. A l'occasion de la réunion sur la presse et l'information, en juin 1956, les fondements du régime avaient déjà été critiqués. L'Alliance des Écrivains qui avait également été à l'origine une organisation communiste dont la mission était l'application du stalinisme dans la littérature, a joué elle aussi un grand rôle dans le mouvement prérévolutionnaire en ouvrant un espace à la révolte des hommes de lettres. L'influence de l'opposition n'a cessé de croître. Même ceux qui détestaient le socialisme, sous quelque forme que ce fût, ont commencé alors à voir dans le retour au pouvoir de Nagy la condition préalable au changement⁶².

Rákosi n'était pas capable de surmonter la crise, ce que la direction soviétique elle-même reconnaissait. L'aggravation de la situation en Pologne, l'émeute ouvrière à Poznań et la position prise par Tito ont accéléré la chute de Rákosi. Par conséquent en juillet, Rákosi a été relevé de ses fonctions et remplacé par Ernő Gerő, numéro deux de la direction pro-stalinienne⁶³. Il est caractéristique que ces changements de personnes aient été décidés par Moscou : Mihail Souslov, membre du Présidium du Parti soviétique, en mission en Hongrie du 7 au 14 juin 1956, y a encore renforcé la position du « *Staline hongrois* ». Mais le 18 juillet, au lendemain de l'arrivée d'un autre émissaire soviétique, A. Mikoyan, Rákosi a dû donner sa démission⁶⁴.

⁶⁰ LITVÁN, György, « 1956-os kutatások és viták a mai Magyarországon » [Les recherches historiques et les débats sur 1956 en Hongrie actuelle], *Évkönyv V. 1996-1997*, Budapest, Institut de 1956, 1997, p. 26. (*Hungary and the World, 1956 : The New Archival Evidence*, Conférence internationale, exposé introductif de György LITVÁN, Budapest, les 26-29 septembre 1996.)

⁶¹ M. BAK-KOZÁK-LITVÁN-M. RAINER, *Az 1956-os magyar forradalom*, p. 21. Dans un reportage paru le 12 octobre 1956 dans *L'Express*, Thomas SCHREIBER, de retour de Budapest, avait déjà écrit la phrase suivante : « *Il est possible que je sois trop optimiste, mais je rentre convaincu que la démocratisation est irresistible et que ni Rakosi, ni un autre, ni les Russes ne pourrions renverser la situation sans risquer une insurrection dépassant largement les événements de Poznań.* »

⁶² BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 2.

⁶³ *Ibidem*.

⁶⁴ 20. századi magyar történelem..., p. 323. Les sources publiées sur la mission de M. SOUSLOV en juin et celle d'A. MIKOYAN en juillet 1956 en Hongrie : *Hiányzó lapok 1956 történetéből. Dokumentumok a volt SZKP KB Levéltárából* [Les pages manquantes de l'histoire de 1956.

Les antécédents directs de la révolution hongroise

Le nouveau premier secrétaire du Parti des travailleurs hongrois, E. Gerő, a réussi à conclure un accord avec le groupe « *centriste* » autour de J. Kádár. Cependant la direction mixte, partagée entre membres de l'ancienne et de la nouvelle équipe, a poursuivi la politique antérieure. Et face à cela un mouvement de masse, démocratique cette fois, et affichant des revendications au-delà du programme de l'opposition interne du Parti, fit son apparition. A l'automne 1956, la presse était devenue relativement libre. Lors des discussions, des débats, dans les universités, on prenait publiquement parti contre le système et ses méfaits. La fièvre des débats politiques gagnaient désormais les villes de province⁶⁵.

Le 6 octobre eurent lieu les obsèques solennelles de László Rajk, la victime communiste la plus célèbre du régime Rákosi, exécuté en 1949. La foule réunie au cimetière comptait 100 000 personnes. Elle vit dans cet acte l'enterrement du stalinisme. Le 16 octobre, à l'Université de Szeged, on créa l'Organisation hongroise unitaire des Étudiants d'Université et d'Écoles supérieures (MEFESZ), qui était la première organisation estudiantine indépendante de l'Union des jeunes démocratiques d'obédience communiste. En conséquence le monolithisme des institutions politiques s'est fissuré, et l'érosion s'est propagée irrésistiblement les jours suivants. Les étudiants ne se bornaient pas à prendre parti contre le régime en place, mais ils formulaient désormais des revendications concrètes. Acte radical pour l'époque, ils polycopièrent leurs revendications et les diffusèrent sous forme de tracts⁶⁶.

À la veille du déclenchement de la révolution hongroise, le 22 octobre, des nouvelles sur les changements opérés à la tête du Parti communiste polonais parvinrent à Budapest. Dès lors, les étudiants de l'Université technique de Budapest rédigèrent leurs propres revendications en 16 points. À côté de celles de l'opposition interne du Parti (convocation du Congrès du Parti, nomination d'Imre Nagy au poste de Premier ministre), des mots d'ordre démocratiques et à caractère national figuraient aussi sur la liste (retrait des troupes soviétiques, élections libres pluripartites, indépendance économique, rétablissement des symboles hongrois et des fêtes nationales traditionnelles). Les étudiants manifestèrent pacifiquement, le 23 octobre, pour exprimer leur solidarité avec le

Documents à partir des Archives du Comité central de l'ex-Parti communiste soviétique], sous la direction de Viatcheslav Sereda et Aleksandr STIKALINE, Budapest, Móra, 1993.

⁶⁵ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 2.

⁶⁶ *Ibidem*.

peuple polonais et faire accepter leurs revendications. Le jour même la direction du Parti a d'abord interdit, puis autorisé la manifestation. Quelques heures après le début de celle-ci non seulement les étudiants étaient dans les rues, mais encore tout le peuple de Budapest défilait avec eux⁶⁷.

Les caractéristiques du dégel en Hongrie

Comme dans les autres démocraties populaires les phénomènes de *dégel* sont apparus en Hongrie après la mort de Staline, tant du fait des échos des changements en cours en URSS qu'à cause d'actes conscients des dirigeants soviétiques. Sur ordre de Moscou, en juin 1953, Imre Nagy a réduit la chappe répressive et infléchi la politique économique et sociale et pour surmonter la crise découlant de la politique stalinienne menée par Rákosi et son équipe. Mais ces mutations parurent finalement trop radicales aux yeux du Kremlin, tandis que les relations Est-Ouest se refroidissaient provisoirement. Les Soviétiques recommencèrent à épauler Rákosi, qui fut alors à même d'écarter Nagy. Mais le dictateur hongrois n'était plus en mesure de rétablir entièrement son pouvoir : contrairement aux autres pays du bloc (Pologne mise à part), les mesures de libéralisation inspirées par le « *dégel* » soviétique s'étaient bien enracinées en Hongrie. Avec la poursuite de la déstalinisation, un mouvement d'intellectuels s'était développé (comme en Pologne) puis transformé en opposition au sein du parti tout en diffusant progressivement ses idées, via une presse de plus en plus libre, dans la population. La direction du Parti hongrois, Rákosi en tête, ne pouvait résister à ces évolutions : le 20^e Congrès du PCUS et la réconciliation soviéto-yougoslave sur le plan extérieur, la question de la réhabilitation des victimes des procès truqués, sur le plan intérieur, avaient sapé son autorité. Contrairement à la Pologne où l'élite communiste au pouvoir a trouvé, dans la personnalité de Gomułka, une solution acceptable à l'ensemble de la société, la nomination de E. Gerő à la place de Rákosi n'a pas apaisé les esprits. Youri Andropov, ambassadeur soviétique à Budapest a constaté avec justesse, dans un rapport envoyé à Moscou le 30 août, que les phénomènes les plus angoissants – de son point de vue – étaient la faiblesse et le flottement de la direction du parti, et son manque d'autorité⁶⁸. Les signaux d'alarme du diplomate soviétique ne sont arrivés à la direction du PCUS qu'avec un grand retard. Le Présidium était accaparé par la crise

⁶⁷ *Ibidem*, p. 2-3. Cf. ROMSICS, *Magyarország története...*, p. 385.

⁶⁸ Lettre de Y. ANDROPOV, ambassadeur soviétique en Hongrie à la Présidence du Comité central du PCUS, du 30 août 1956, publiée dans *A « Jelcin-dosszié »...*, pp. 31-41.

polonaise. Masquée par les événements de Varsovie, la Hongrie est parvenue au seuil de la révolution.

En octobre 1956 la course au dégel en Europe de l'Est s'approche de son dénouement. A la suite des mesures prises par les stalinien locaux (en Roumanie, Bulgarie, Albanie et Tchécoslovaquie) ou de l'intervention de l'armée soviétique (Allemagne de l'Est), la plupart des participants ont déjà abandonné la course. Le compromis entre Khrouchtchev et Gomulka a stabilisé la Pologne sur une orbite stable. Au 22 octobre 1956 seule la Hongrie poursuit sur sa lancée de toutes ses forces. Après avoir étudié le « dégel » et la déstalinisation aboutissant à la crise politique en Pologne et en Hongrie, on va observer comment la diplomatie de l'Occident, y compris celle de la France ont réagi.

4. L'OTAN ET LE DÉJEL EN EUROPE ORIENTALE

Pour comprendre la réponse de l'Ouest aux questions soulevées par la crise hongroise d'octobre-novembre 1956, examinons le regard porté par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sur l'Union soviétique et ses satellites avant le déclenchement des événements révolutionnaires, et tentons de cerner la politique envisagée au cas où une crise se serait précisée en Europe orientale⁶⁹.

La perception de la politique étrangère soviétique post-stalinienne par l'OTAN

Grâce à la nouvelle politique étrangère soviétique, plus souple et plus rationnelle que celle de Staline, et à la suite de la proclamation des principes de « détente » et de « coexistence pacifique », la tension entre l'Ouest et l'Est a vraiment diminué. Mais ces changements ne signifiaient pas, comme les analystes de l'OTAN l'ont également constaté, une modification essentielle des buts fondamentaux de la diplomatie soviétique : « *Pour les dirigeants soviétiques, les affaires internationales se ramènent à une lutte pour la domination entre le monde communiste et le monde 'capitaliste'. Ils poursuivent*

⁶⁹ Sur l'OTAN face à la révolution hongroise de 1956 voir : Gusztáv KECSKÉS, « A NATO és a magyar forradalom » [L'OTAN et la révolution hongroise], *A magyar forradalom eszméi. Eltérprásuk és győzelmük (1956-1999)* [Les idées de la révolution hongroise. Leur suppression et leur victoire (1956-1999)], sous la direction de Béla KIRÁLY et Lee W. CONGDON, Budapest, ARP, 2001, pp. 106-129.

toujours leurs efforts inlassables en vue d'assurer la prépondérance du monde communiste et d'affaiblir ses adversaires », peut-on lire dans un projet de rapport⁷⁰. Selon l'interprétation des experts de l'Alliance atlantique sur les discours du 20^e Congrès du PCUS, en février 1956, l'attitude de l'Union soviétique envers l'Occident ne variait pas sur le fond⁷¹. Moscou recherchait toujours la dissolution de l'OTAN et de l'Union Européenne Occidentale, l'évacuation des forces alliées des bases continentales, et un veto sur une participation efficace de la République fédérale d'Allemagne aux alliances occidentales. En outre, le Kremlin voulait faire entrer l'Allemagne tout entière dans le bloc soviétique⁷². Sa politique de détente, dans ce cadre, avait pour but d'endormir la vigilance des puissances occidentales⁷³. Par rapport à l'époque stalinienne, les nouveautés à noter, suivant l'analyse des services de l'OTAN, se résumaient aux méthodes plus « *civilisées* » de la diplomatie soviétique et à ses nouvelles orientations géographiques. Des dispositions à négocier et la volonté d'établir des relations économiques et culturelles avec les pays occidentaux, surtout les États-Unis, ont succédé à l'isolement rigide antérieur. La diplomatie traditionnelle opérait, semble-t-il, un retour en force. Bien que l'objectif principal de Moscou se porte sur l'Europe de l'Ouest, la direction soviétique, en tenant compte du statu quo découlant de la Seconde Guerre mondiale et des réalités atomiques, a provisoirement renoncé à une expansion directe dans cette région, pour transférer le foyer de ses activités dans les pays sous-développés d'Afrique et d'Asie, et avant tout au Proche-Orient. Les analystes occidentaux redoutaient les perspectives de pénétration soviétique dans le Tiers Monde, grâce à la propagande et à l'économie : en extrapolant les tendances de la planification soviétique, ils pronostiquaient alors une croissance des plus vigoureuses, et par voie de conséquence, l'extension des moyens politiques de l'URSS. Ce renforcement économique a naturellement agité le spectre d'une montée en puissance de l'appareil militaire⁷⁴.

⁷⁰ ASIO : AC/34 (56) WP/9 (19 octobre 1956). La date entre parenthèses est celle du document.

⁷¹ ASIO : C-M (56)26 (6 mars 1956).

⁷² ASIO : C-M (56)49 (20 avril 1956).

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ ASIO : C-M (56)131 (30 novembre 1956). Note du président du Comité sur la politique économique soviétique, qui a comparé les rythmes d'expansion dans les pays de l'OTAN et dans le bloc soviétique, et a pronostiqué le développement plus rapide de ce dernier. Selon ce rapport : « *en 1975... la production des pays européens de l'OTAN serait dépassée par celle du bloc soviétique et, très probablement, par celle de l'Union soviétique seule...* »

Les documents récemment déclassifiés indiquent, contrairement aux interprétations antérieures, que l'explosion de la révolution en Hongrie en octobre 1956 n'était pas un événement absolument inattendu pour les services de l'OTAN. Ils avaient des informations assez précises sur le dégel en Europe orientale. Selon un rapport daté du 24 septembre 1956 sur les pays satellites, en Hongrie « *les événements pourront se succéder désormais avec une étonnante rapidité* »⁷⁵. Ils pensaient tout de même que la déstalinisation inaugurée par Moscou, et le dégel qui en suivrait n'ébranleraient pas la domination soviétique en Europe de l'Est. Dans cette optique la *coexistence pacifique* n'aurait nullement entraîné un relâchement de la prépondérance soviétique en Europe orientale, bien que l'URSS s'efforce plus qu'auparavant de donner l'impression que les satellites sont des États indépendants⁷⁶. Quant aux perspectives d'une crise ouverte, les experts de l'OTAN ne doutaient pas que « *le Gouvernement soviétique soit prêt à prendre des mesures économiques, politiques et militaires qui s'imposeraient pour garder la direction du bloc.* »⁷⁷

A cause de l'opposition militaire des deux camps et du risque d'une guerre atomique, les pays de l'OTAN n'avaient que des possibilités très restreintes d'influencer les événements d'Europe de l'Est⁷⁸. Même si les gouvernements occidentaux voulaient exprimer leur sympathie concernant les efforts de libération dans les États satellites, l'étude citée ci-dessus du Groupe de travail sur les tendances de la politique soviétique⁷⁹ affirmait clairement : « *Comme nous ne sommes pas disposés à employer la force pour les libérer, nous ne devons pas encourager chez eux de vaines rébellions.* »⁸⁰

Ce rapport, qui tentait d'élaborer une politique plus active envers les pays d'Europe orientale en vue de la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN de décembre 1956, a été examiné au Conseil de l'Atlantique Nord du 24 octobre 1956, donc au lendemain de l'éclatement de la révolution

⁷⁵ ASIO : C-M (56)110 (24 septembre 1956). Publié par « Az olvadás Kelet-Európában a Nyugat szemével. A NATO Nemzetközi Titkárságának belső dokumentuma » [Le dégel en Europe orientale du point de vue occidental. Un document interne du Secrétariat international de l'OTAN], publié et traduit par KECSKÉS, *Évkönyv VIII. 2000. Magyarország a jelenkorban* [Annuaire, VIII, 2000, La Hongrie au temps présent], Budapest, Institut de 1956, 2000, pp. 369-391.

⁷⁶ ASIO : C-M (56)49 (20 avril 1956).

⁷⁷ ASIO : AC/34 (56) WP/9 (19 octobre 1956).

⁷⁸ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 54.

⁷⁹ Le Groupe de travail sur les tendances de la politique soviétique était un groupe d'experts formé depuis 1952 à l'OTAN, qui rédigeait des rapports sur la situation économique, politique et militaire de l'URSS et des États satellites.

⁸⁰ ASIO : C-M (56)110 (24 septembre 1956).

hongroise. Selon le procès-verbal disponible aux archives de l'OTAN les événements de Budapest n'y furent pourtant pas évoqués⁸¹. On y discuta seulement d'un rapport du Bureau international des commissaires aux comptes pour l'infrastructure, des projets d'infrastructure en Algérie et du Groupe de travail *ad hoc* sur les télécommunications. A propos des changements en Europe de l'Est, les ambassadeurs se contentèrent d'exposer les positions de leurs gouvernements, selon des instructions dépassées, car reçues avant le 23 octobre. De nombreux ambassadeurs reprochaient à l'étude précitée de ne pas insister suffisamment sur l'importance du titisme en tant que force en Europe orientale. On soulignait que l'approbation par le 20^e Congrès du Parti communiste soviétique de la politique dite des « *différentes voies menant au socialisme* » avait beaucoup ébranlé les pays satellites. Le représentant britannique, Sir Christopher Steel⁸² observa cependant que, « *malgré l'existence notoire d'un ferment d'agitation en Europe orientale, la possibilité pour les pays satellites de secouer le joug soviétique est limitée* » à cause des facteurs économiques, de la présence des staliniens dans les administrations, de l'inféodation des forces armées à l'Union soviétique et des rivalités entre les pays d'Europe de l'Est eux-mêmes, avant 1939. Il doutait néanmoins d'une éventuelle intervention soviétique directe pour réprimer les émeutes à moins que cette intervention ne soit sollicitée par l'une ou l'autre des factions politiques du pays satellite intéressé.

Le représentant de la République fédérale d'Allemagne, Herbert Adolph Blankenhorn⁸³, attirait l'attention du Conseil sur le fait que les gouvernements occidentaux devaient agir avec une prudence extrême, car si les nouveaux gouvernements en voie de constitution en Europe orientale jouissaient davantage de l'appui populaire, ils n'en demeuraient pas moins communistes. Ainsi toute action irréfléchie de la part des puissances occidentales risquerait d'affaiblir leur position. Dès lors, la prudence était de mise durant les débats sur la crise de l'Europe orientale au sein du Conseil atlantique. Le télégramme envoyé au Quai d'Orsay par le représentant français, Alexandre Parodi, sur la réunion du 24 octobre soulignait également cette orientation. Il signalait en même temps l'intérêt d'élaborer une politique commune : « *Les membres du Conseil ont été d'accord pour estimer que les pays de l'OTAN avaient l'intérêt à procéder avec une*

⁸¹ ASIO : C-R (56)56 (26 octobre 1956). Procès-verbal de la réunion du Conseil tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 24 octobre 1956.

⁸² STEEL, Sir Christopher : représentant permanent du Royaume-Uni auprès du Conseil de l'Atlantique Nord en 1953-1957.

⁸³ BLANKENHORN, Herbert Adolph : représentant permanent de la RFA auprès du Conseil de l'Atlantique Nord en 1955-1959.

*très grande prudence dans leurs relations avec les pays satellites, une plus grande indépendance de ceux-ci vis-à-vis des Soviets... »*⁸⁴ Selon l'opinion générale, l'extension du dégel était favorable à l'OTAN, c'est pourquoi on a décidé d'élaborer une politique plus approfondie envers l'Europe de l'Est. Le Conseil invita le secrétaire général de l'OTAN à proposer une méthode permettant de préparer, avec l'aide d'experts, un document sur la position à l'égard des pays satellites, pour un examen éventuel par les ministres des affaires étrangères en décembre 1956. Le 27 octobre, Alberico Casardi, secrétaire général adjoint pour les affaires politiques⁸⁵, a demandé, par une note, la collaboration des États membres pour préparer les documents en question⁸⁶. Ce processus administratif habituel de rédaction a été brusquement interrompu par l'ampleur prise par la révolution hongroise commencée le 23 octobre.

Nous pouvons donc constater qu'à la suite de la détente enregistrée dans les rapports Est-Ouest et du processus de la déstalinisation commencé après la mort de Staline, les pays de l'OTAN, en vue de s'adapter aux nouvelles conditions, se sont efforcés de réviser leurs conceptions politiques envers les États satellites de l'Union soviétique. Après des années de désintérêt pour la région, mais dans le but aussi d'éviter tout conflit ouvert avec l'URSS, les décideurs occidentaux souhaitaient intensifier les rapports avec ces pays pour les inciter à une politique intérieure plus libérale et établir des relations plus indépendantes de Moscou. Les éléments essentiels de la politique du relâchement suivie jusqu'à la fin des années 1980 étaient déjà en place⁸⁷. Mais au moment où les gouvernements de l'OTAN s'efforçaient d'élaborer en détail ce programme, la nouvelle de l'insurrection hongroise tomba. Il faudra savoir comment, et dans quelle mesure, la crise de l'Europe orientale d'automne 1956 a interféré avec ce travail. Alors que les services de l'OTAN étaient, dans l'ensemble, très bien informés sur le dégel dans le bloc soviétique, ils n'avaient aucun plan pour l'Europe orientale.

Avant de décrire les conséquences de cette lacune, nous allons examiner l'attitude et les activités à cet égard d'un pilier de l'Alliance atlantique, la France.

⁸⁴ Archives du ministère des Affaires étrangères français (Paris) = AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 50.397 (24 octobre 1956). Télégramme d'Alexandre PARODI, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

⁸⁵ CASARDI, Alberico : secrétaire général adjoint pour les affaires politiques de l'OTAN en 1956–1958, puis secrétaire général délégué en 1958–1962.

⁸⁶ ASIO : C–M (56)122 (27 octobre 1956).

⁸⁷ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 77.

5. LA DIPLOMATIE FRANÇAISE ET LA DÉSTALINISATION DU BLOC SOVIÉTIQUE

La politique menée par la France vis-à-vis de l'espace est-européen, après la Seconde Guerre mondiale, a été définie essentiellement par la perte de poids du pays sur l'échiquier international et la situation militaire et politique créée par la présence de l'armée soviétique dans la région. Le Quai d'Orsay disposait de moyens très restreints pour y exercer une influence : par exemple les Français n'étaient pas représentés dans les commissions de contrôle alliées installées dans les ex-satellites du *Reich*, et ils n'eurent pas le droit de participer aux négociations de paix à Paris, en juillet-octobre 1946, avec eux. La capacité d'agir bien limitée de la diplomatie française est également prouvée par le fait que le développement de ses relations avec les États d'Europe orientale a été entièrement subordonné à ses rapports avec l'Union soviétique⁸⁸.

Un commencement encourageant après la fin de la Seconde Guerre mondiale

Malgré sa faiblesse évidente, le gouvernement français s'est empressé de rétablir ses liens avec l'Europe centrale et orientale à la fin de la guerre. Ce fut la première des puissances occidentales à y envoyer des représentants. Le lancement d'émissions de radio sur ondes courtes adressées à la Roumanie, à la Hongrie, à la Pologne, à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie dans leurs langues nationales démontre aussi les efforts de Paris. Ces aspirations ont été favorablement accueillies par les gouvernements de coalition au pouvoir en 1945-1947 dans cette région. Les échanges de délégations et les programmes culturels se succédaient⁸⁹. Le renouveau d'intérêt de la France pour l'Europe centrale et orientale était dû, dans une certaine mesure, aux jeunes diplomates du Quai d'Orsay tels Jean Laloy et Jean-Marie Soutou, « *pionniers d'une pensée lucide*

⁸⁸ SCHREIBER, Thomas, *Les actions de la France à l'Est ou les absences de Marianne*, Paris, l'Harmattan, 2000, pp. 23-66, (version plus ancienne de l'ouvrage : *Les relations de la France avec les pays de l'Est (1944-1980)*, Paris, La documentation Française, 1980.) La bibliographie des relations de la France avec les pays d'Europe centrale et orientale après 1945 est particulièrement pauvre. Outre l'ouvrage de Th. SCHREIBER, il n'existe que des études portant sur des périodes plus restreintes. Cf. KECSKÉS, *Franciaország Közép-Kelet-Európa politikája 1918-tól napjainkig* [La politique étrangère de la France envers l'Europe du Centre-Est de 1918 à nos jours], projet OM NKFP 5/020/2001. (manuscrit)

⁸⁹ Sur cette politique culturelle active française voir Annie GUÉNARD, *La présence culturelle française en Europe centrale et orientale avant et après la Seconde Guerre mondiale, 1936-1940, 1944-1949*, thèse de doctorat d'État à l'Université de Paris I Panthéon Sorbonne (arrêté du 30 mars 1992), 4 volumes, sous la direction de René GIRAULT, 1994.

qui tentaient d'orienter l'action internationale de la France vers le premier danger d'après-guerre : l'URSS »⁹⁰.

La détérioration des relations par l'installation de la Guerre froide

L'augmentation de la tension Est-Ouest après les débuts de la guerre froide en 1947, la détérioration des rapports franco-soviétiques et la soviétisation des pays d'Europe centrale et orientale ont gelé le développement prometteur des relations entre Paris et les États qui se retrouvaient de l'autre côté du rideau de fer. Dictée par Moscou, la politique étrangère des démocraties populaires les a sciemment détruites : les incidents diplomatiques se sont multipliés à partir de 1947⁹¹. On a essayé d'isoler autant que possible les missions diplomatiques occidentales et de rendre finalement leur activité sans portée. La fermeture des instituts culturels et des bureaux d'information, la limitation systématique des contacts avec les nationaux, la limitation des effectifs de ces missions et du droit de circulation des diplomates occidentaux, les menaces et les manœuvres d'intimidation visant les agents subalternes (procès, arrestations, expulsions) et l'adoption de toute une série de mesures inamicales et parfois vexatoires étaient destinées à rendre extrêmement difficile le maintien de ces missions. Voici quelques exemples significatifs des mesures qui ont frappé les représentations diplomatiques françaises : en Bulgarie, le Bureau des services diplomatiques du ministère des Affaires étrangères a refusé à la légation de France la délivrance de bons d'essence au tarif diplomatique ordinaire, sous prétexte qu'il n'existait aucun accord commercial ou financier entre les deux pays. En Roumanie, en avril 1950, le commandant Parisot, attaché militaire français fut agressé à la mitraillette alors qu'il se promenait à la campagne près d'une voie ferrée, puis arrêté et malmené. A Tirana où la légation de France était l'une des rares représentations occidentales, les diplomates étaient l'objet d'une surveillance incessante, extrêmement étroite, et ils n'étaient autorisés à circuler librement que sur quatre routes principales. En Pologne, au cours de divers procès pour espionnage, le personnel de l'Ambassade a été accusé d'activités subversives. De nombreux Français ont par la suite été arrêtés et expulsés ; des employés du

⁹⁰ SCHREIBER, *Les actions de la France...*, pp. 24, 26-44 ; FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai. Mémoires 1945-1983*, Paris, Fayard, 1998, p. 69. (cité par SCHREIBER, *Les actions de la France...*, p. 27.)

⁹¹ *Ibidem*, pp. 45-59.

consulat et des professeurs notamment ont dû quitter la Pologne, au mois de janvier 1950, dans les délais très courts⁹².

L'évolution des rapports après la mort de Staline

Peu après le décès de Staline les rapports franco-soviétiques ont commencé à s'améliorer : en avril 1953, dix-huit matelots soviétiques et leur commandant ancrés à Rouen ont obtenu l'autorisation de visiter Paris. Le geste de V. Molotov, qui s'est rendu personnellement à une réception française, a confirmé la tendance, ainsi que la signature d'un accord commercial avec la France. Les intentions de Moscou sur sa diplomatie envers Paris ont compliqué le développement des relations bilatérales. La politique soviétique de rapprochement n'était pas due exclusivement à la stratégie de la diminution des tensions Est-Ouest, mais elle était destinée à pousser la France à mettre son veto à l'adhésion de la République Fédérale d'Allemagne au système militaire occidental et à l'écarter de ses alliés. La conclusion des accords de Paris, signés en octobre 1954, qui intègrent l'Allemagne de l'Ouest dans l'OTAN, a provoqué de vives réactions à Moscou. A l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la signature du traité franco-soviétique, V. Molotov proclama l'incompatibilité entre ce traité et les accords de Paris. Le Quai d'Orsay, par une note interne rédigée probablement par Jean Laloy et adressée à l'ambassadeur de France à Moscou, avait percé les visées soviétiques. Il donna instruction de rappeler que la France appartenait toujours au camp occidental. Quant à la portée de la déstalinisation en URSS et à ses conséquences sur sa politique extérieure, la diplomatie française ne se faisait aucune illusion : *« La condamnation des méthodes et de certains principes stali-niens, le rejet de la dictature personnelle, l'abolition de la toute puissance de la police, la remise en honneur du droit de critique et de discussion au sein du parti, les efforts pour rétablir aux divers échelons une certaine démocratie n'indiquent certainement pas le retour à des conceptions voisines de celles du monde occidental ; ils constituent cependant un progrès par rapport au despotisme implacable de Staline. Il est également indéniable que la nouvelle équipe dirigeante s'efforce de tirer l'URSS de l'isolement complet dans lequel elle se trouvait en mars 1953, de désarmer les méfiances, de multiplier des contacts avec le monde extérieur... Les dirigeants soviétiques chercheront parallèlement à ébranler la cohésion du monde occidental par une action de division et de séduction... »*, écrit Maurice Dejean, ambassadeur de France à Moscou dans un

⁹² ASIO : D-D (51)11.3 (23 avril 1951). Note du secrétaire général de la Commission permanente du Traité de Bruxelles, distribuée aux suppléants du Conseil.

télégramme en notant auparavant que : « *les dirigeants soviétiques ne songent aucunement à abandonner la moindre parcelle de l'empire édifié par Staline, ni à relâcher leur emprise sur les démocraties populaires qui en constituent le prolongement.* »⁹³

Quoi qu'il en soit, les relations économiques et culturelles évoluaient tout de même pas à pas, entre les deux pays. En mai 1956, une délégation gouvernementale française conduite par Guy Mollet, président du Conseil, s'est rendue à Moscou où Khrouchtchev reprit l'argument habituel de la politique étrangère soviétique selon lequel seule l'alliance franco-soviétique pouvait contenir la menace allemande sur l'Europe, en vue de détacher la France des États-Unis. Il ressort des documents connus que Guy Mollet et les autres négociateurs français ne connaissaient pas suffisamment le fonctionnement du système totalitaire soviétique, et selon les mémoires de Henri Froment-Meurice, participant aux manifestations de la visite, les représentants français se comportaient à maintes reprises comme s'ils recherchaient la complicité des Soviétiques contre les Américains⁹⁴.

Les documents du ministère des Affaires étrangères français montrent que le Quai d'Orsay était relativement bien informé sur la situation en Union soviétique et en Europe orientale, malgré le nombre limité des spécialistes en poste dans les démocraties populaires. « *...le Département aurait intérêt à disposer de tous les éléments d'information, qui lui permettraient d'apprécier les chances d'une évolution ultérieure des Républiques Populaires vers une plus grande indépendance.* », écrit J. Laloy, directeur d'Europe au ministère des Affaires étrangères, lorsqu'il commence un travail d'étude, en mai 1956, sur l'évolution politique des satellites⁹⁵. Dans les relations entre Paris et les pays satellites les effets du « *dégel* » entamé en 1953 sont comparables à ceux du « *gel* » commencé en 1947. En liaison étroite avec l'amélioration des rapports franco-soviétiques, on peut constater des initiatives analogues de ce côté. Les visites des personnalités dirigeantes (en mai 1956 : Marcel Popescu, ministre du Commerce extérieur roumain à Paris ; en mai 1956 : Christian Pineau, ministre des Affaires

⁹³ Télégramme de Maurice DEJEAN, ambassadeur de France en Union soviétique, n° 1316 à 1350 (9 avril 1956), *Documents diplomatiques français, 1956*, tome I (1^{er} janvier – 30 juin), Paris, Imprimerie nationale, 1988, pp. 562-563.

⁹⁴ SCHREIBER, *Les actions de la France...*, pp. 59-65. ; H. FROMENT-MEURICE, *Vu du Quai...*, p. 164. (cité par Th. SCHREIBER, *Ibidem.*, p. 65.)

⁹⁵ Centre des Archives Diplomatiques de Nantes = CADN : Budapest – Ambassade, n° 23, n° 509/EU (20 mai 1956). Demande d'information de la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français aux postes diplomatiques dans les démocraties populaires, *Évolution politique des Républiques Populaires*. (Cet examen était probablement en relation avec la préparation du document ayant pour but la réévaluation de la politique occidentale envers les pays satellites de l'URSS.)

étrangères à Prague), de nombreux voyages parlementaires (par exemple en décembre 1953 une délégation française en Pologne ; en novembre 1956 une mission parlementaire française à Bucarest) et le renouvellement des rapports culturels et économiques (en mars 1954 : accord économique avec la Bulgarie) prouvent bien cette tendance⁹⁶. A partir de l'analyse d'une note de la délégation française auprès du Conseil de l'Atlantique Nord sur les échanges avec l'URSS et les pays du bloc soviétique au cours du deuxième semestre 1956, on peut montrer que les rapports avec la Pologne et la Tchécoslovaquie se sont particulièrement intensifiés⁹⁷.

6. LES RELATIONS DIPLOMATIQUES FRANCO-HONGROISES À L'ÉPOQUE DU DÉGEL⁹⁸

L'attitude et l'activité de la diplomatie française envers la Hongrie étaient influencées par les facteurs déjà observés en étudiant les autres pays de la région après la Seconde Guerre mondiale : faiblesse militaire, politique et économique de la France et domination de l'Union soviétique. En conséquence, l'évolution politique des rapports diplomatiques franco-hongrois montre un parallélisme marqué avec celle que nous avons constatée plus haut.

Rapprochement éphémère entre 1945 et 1947

A partir de 1945, la France et la Hongrie connurent une période de rapprochement. Outre la volonté de la diplomatie française d'être présente dans cette région par les moyens modestes dont elle disposait – l'Union soviétique lui a

⁹⁶ SCHREIBER, *Les actions de la France...*, pp. 70-73.

⁹⁷ ASIO : AC/52-D/190/6 (20 décembre 1956). Note de la délégation française auprès du Conseil de l'Atlantique Nord pour le Comité de l'information et des relations culturelles. Cette note brosse un tableau très détaillé des échanges entre la France, l'URSS et les pays du bloc soviétique au cours du deuxième semestre 1956.

⁹⁸ Les recherches historiques relatives aux relations bilatérales de la Hongrie avec les grandes puissances y compris la France, après la Deuxième Guerre mondiale, ne font l'objet qu'un nombre très restreint de travaux. En ce qui concerne les rapports politiques franco-hongrois, outre les études ci-dessous, on peut citer l'article de Zoltán GARADNAI, basé sur les sources d'archives hongroises : « A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története, 1945–1966 » [L'histoire des relations diplomatiques hungaro-françaises], *Külpolitika* [Politique étrangère], 2001, n° 1-2, pp. 112-152.

laissé une certaine marge (jusqu'à 1946 au moins) en Hongrie, surtout dans le domaine culturel⁹⁹ – le développement des relations entre Paris et Budapest a été également soutenu par des faits spécifiques. Bien qu'alliée de l'Allemagne nazie, la Hongrie ne se trouvait pas en état de guerre avec la France, et plusieurs milliers de prisonniers de guerre français évadés des camps allemands ont trouvé refuge en Hongrie. Beaucoup d'émigrés hongrois ont participé à la Résistance¹⁰⁰. En 1945 le Quai d'Orsay ne voyait plus en Hongrie la puissance ennemie, alliée potentielle des Allemands, comme en 1919-1920, au moment de la réorganisation de l'Europe centrale après la Première Guerre mondiale. En septembre 1945, le ministère des Affaires étrangères français avait formulé une proposition de modification de la frontière roumano-hongroise favorable à la Hongrie qui coïncidait avec une initiative américaine visant à donner à la Hongrie la région frontalière de la Grande Plaine. Les Soviétiques ont fait échouer cette tentative, ainsi que le projet des diplomates français de réintroduire un système de protection des minorités nationales pour mettre fin aux querelles roumano-hongroises¹⁰¹. Comme nous l'avons vu, à cause de Moscou, la France n'eut pas le droit de participer aux négociations de paix de Paris sur les ex-satellites de l'Allemagne en 1946-1947. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères français avait alors dit à Ferenc Nagy, le Premier ministre hongrois venu à Paris négocier ce point, que la France ne pouvait pas intervenir sur les questions relatives au projet du traité de paix avec son pays¹⁰².

« Gel » dans les rapports bilatéraux

A partir de 1947, avec le commencement de la Guerre froide, et la dégradation des rapports franco-soviétiques, en Hongrie aussi on assiste à la détérioration des relations avec la France, comme avec d'autres pays de l'Ouest. Selon un rapport de synthèse fait à l'OTAN, les mesures hostiles à l'égard des missions diplomatiques occidentales prises par les autorités hongroises revêtaient une agressivité particulière en comparaison de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. En revanche, il en allait de même en Roumanie, en Bulgarie et en Albanie. En juin 1950, le commandant de Lannurien, attaché militaire français à Budapest, fut expulsé ainsi que M. Gachot, auxiliaire de la légation

⁹⁹ FÜLÖP, Mihály, « Les relations franco-hongroises depuis 1945 », *Cahier d'études hongroises*, Paris, Sorbonne Nouvelle Paris III-CIEH – Balassi – Institut Hongrois, 6/1994, p. 217.

¹⁰⁰ SCHREIBER, *Les actions de la France...*, p. 37.

¹⁰¹ FÜLÖP, « Les relations franco-hongroises... », p. 217-220.

¹⁰² FÜLÖP, *La paix inachevée*, Budapest, Association des Sciences Historiques de Hongrie, 1998, p. 280 (cité par SCHREIBER, *Les actions de la France...*, p. 41).

(en octobre 1949). A partir de janvier 1951 le gouvernement hongrois limitait la liberté de circulation pour tous les diplomates étrangers à un rayon de 30 km autour de Budapest. En riposte, la circulation des diplomates hongrois à Paris fut également limitée dès février 1951¹⁰³. Un bon exemple de crispations caractéristiques de la Guerre froide se voit, en mai 1952, dans les protestations en Hongrie contre l'arrestation d'André Stil, rédacteur en chef de *l'Humanité* et de Jacques Duclos, Secrétaire du Parti communiste français. L'accord commercial entre les deux pays fut tout de même renouvelé plusieurs fois¹⁰⁴.

Les relations franco-hongroises au temps du dégel

Les premiers signes du dégel dans les rapports franco-hongrois s'aperçoivent à partir de 1955. Le ministère des Affaires étrangères hongrois ordonna à la légation de Paris de mettre tout en oeuvre pour intensifier les relations avec la France. L'une des tâches les plus importantes du ministre de Hongrie consistait à réaliser les objectifs d'exportations en France. Il devait aussi rédiger des rapports économiques et faire état de la recherche technique et scientifique française en vue du développement de l'économie hongroise. L'organisation des voyages touristiques paraissait également souhaitable à l'administration centrale (en 1955 environ 1 000 touristes français sont allés en Hongrie). En ce qui concerne le domaine culturel, on trouvait particulièrement importante la préparation des échanges entre les milieux techniques et scientifiques français et hongrois. La diplomatie hongroise s'efforçait de faire prendre aux rapports culturels un caractère officiel (*cf.* l'accord culturel, les échanges officiels des délégations des cinéastes etc.)¹⁰⁵. On considérait par ailleurs au ministère des Affaires étrangères hongrois que le gouvernement Guy Mollet se montrait plus compréhensif sur le principe de la coexistence pacifique¹⁰⁶. Selon un rapport du ministre de Hongrie à Paris, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères français « *escomptait la propagation de la détente et de la coexistence pacifique dans les relations internationales, et*

¹⁰³ ASIO : D-D (51)11.3 (23 avril 1951). Note du secrétaire général de la Commission permanente du Traité de Bruxelles, distribuée aux suppléants du Conseil.

¹⁰⁴ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 3, sz.n./1965 (23 avril 1965). *Magyar-francia kapcsolatok* [Les relations franco-hongroises].

¹⁰⁵ ANH : XIX-J-1-j, France (1945-1964), carton 1, 00776/4/1956 (21 avril 1956). *Felvételek irányelvek megküldése* [Directives pour le semestre].

¹⁰⁶ ANH : XIX-J-1-j, France (1945-1964), carton 5, 004079/1956 (15 mai 1956). *A Guy Mollet-kormány külpolitikája* [La politique étrangère du gouvernement Guy Mollet].

*essayait peut-être de transformer la France, même officieusement, en pays neutre qui pourrait jouer un rôle médiateur entre l'Est et l'Ouest »*¹⁰⁷.

Le ministre de France en Hongrie, Jean Paul-Boncour, informait le Quai d'Orsay des initiatives des autorités hongroises pour « *dégeler* » les relations bilatérales. La réduction progressive des limitations des déplacements des diplomates montre clairement l'extension de la « *déstalinisation* » dans la politique étrangère hongroise : en juin 1956, le personnel de la légation de France à Budapest a été muni de visas autorisant plusieurs sorties et entrées, valables pour six mois¹⁰⁸. En septembre 1956, les autorités hongroises ont donné à l'attaché militaire français une carte qui comportait une large réduction des zones interdites au personnel des représentations diplomatiques en Hongrie¹⁰⁹. Le jour même de l'éclatement de la révolution hongroise, le 23 octobre, le ministre de France pouvait télégraphier à son pays que les zones interdites au corps diplomatique venaient d'être complètement supprimées¹¹⁰. La nouvelle attitude des milieux dirigeants s'est également manifestée par une présence renforcée à la réception de la légation de France au 14 juillet 1956. Outre la totalité du gouvernement hongrois, Mátyás Rákosi s'y présenta en personne¹¹¹. Dans le même ordre d'idées, l'attaché culturel entama des négociations sur les échanges de boursiers¹¹². Plusieurs délégations culturelles se rendirent visite (par exemple, en août le président de l'Office central hongrois des statistiques séjourna à Paris ; en septembre-novembre le cirque de Budapest y donna des représentations ; en août, pour la première fois, un film a été tourné en Hongrie, dans une co-production hungaro-franco-autrichienne, plusieurs jeunes pianistes français participèrent au concours international « Liszt » qui eut lieu à Budapest en septembre)¹¹³.

Le Quai d'Orsay était informé des incitations soviétiques derrière les démarches des démocraties populaires pour améliorer les rapports avec l'Ouest¹¹⁴,

¹⁰⁷ ANH, sous la cote 311/1956 (31 mars 1956).

¹⁰⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 870 (6 septembre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

¹⁰⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 931 (26 septembre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

¹¹⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 614 (23 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

¹¹¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 87, n° 274 (16 juillet 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

¹¹² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 605 (14 juin 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

¹¹³ ASIO : AC/52-D/190/6 (20 décembre 1956). Note de la délégation française auprès du Conseil de l'Atlantique Nord pour le Comité de l'information et des relations culturelles.

¹¹⁴ CADN : Budapest – Ambassade, n° 23, n° 613 (10 juin 1956). Note de la légation de France en Hongrie, *Évolution politique des Républiques Populaires : la Hongrie*.

mais aussi des limites de la « *déstalinisation* » des relations diplomatiques : le chef de la mission française n'était pas sûr que la surveillance exercée sur les déplacements des agents ait vraiment pris fin en Hongrie ; selon lui, l'omnipotence policière pouvait, d'un jour à l'autre, réduire à néant des prévisions trop optimistes¹¹⁵. Pour autant, la diplomatie française accueillit favorablement les gestes amicaux de la politique étrangère de Budapest¹¹⁶. C'est pour cela que Jean Paul-Boncour, le nouveau ministre de France en Hongrie, arrivé en juin 1956, a été autorisé à prononcer un discours conciliant à l'occasion de la remise de ses lettres de créance. Le thème de son texte suggéré aux autorités hongroises, et qu'elles ont accepté plus que volontiers, était « *celui du dégel des relations entre l'Est et l'Ouest, et du renouveau des rapports de tous ordres entre la Hongrie et la France* », en particulier la reprise des contacts personnels¹¹⁷.

Comme dans les autres pays satellites, le Quai d'Orsay a suivi avec intérêt le développement du dégel en Hongrie. Guy Turbet-Delof, attaché culturel et directeur de l'Institut français entre 1947 et 1958, membre le plus compétent de la légation à Budapest concernant les affaires hongroises, a considéré, lors d'une entrevue, que – après des années d'indifférence – c'est à partir du premier gouvernement d'Imre Nagy (1953-1955) que la diplomatie française a commencé à s'occuper de la Hongrie d'une manière plus active¹¹⁸. La mission diplomatique française à Budapest a envoyé un grand nombre de télégrammes et de rapports sur les phénomènes de la déstalinisation, et l'Administration centrale a également manifesté le désir d'obtenir des informations sur le sujet. Parmi les principaux thèmes d'études : les effets du 20^e Congrès du parti soviétique, la condamnation du culte de la personnalité, le sort de Rákosi, les réhabilitations, les écrivains et l'Alliance des Écrivains, le Cercle Petőfi, le groupe d'opposition d'Imre Nagy et la question de son réintégration, ainsi que le titisme. La plupart des constats sur la situation et l'évolution politiques de la Hongrie pendant cette période se révèlent pertinents à la lumière des interprétations historiques

¹¹⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 605 (14 juin 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie ; *ibidem*, n° 870 (6 septembre 1956).

¹¹⁶ Pour étudier l'attitude du gouvernement français dirigé par les socialistes vis-à-vis de la détente voir Élisabeth DU RÉAU, « Les socialistes français, l'Europe et la Hongrie (1956 – 1957) », *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében. Tanulmányok Ormos Mária 70. születésnapjára* [La Hongrie dans le champ de forces des (grandes) puissances. Études pour 70^e anniversaire de Mária Ormos], Pécs, University Press, 2000, pp. 511-520.

¹¹⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 605 (14 juin 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

¹¹⁸ KECSÉS, « De l'autre côté du 'rideau de fer'. La révolution hongroise de 1956 et la politique étrangère française à la lumière de quelques entretiens avec d'anciens diplomates », *Specimina Nova*. Cahiers du Département d'histoire moderne et contemporaine et de l'École doctorale d'histoire, Université de Pécs, Pécs, 1999, p. 162.

récentes. On a bien saisi le dilemme de l'équipe dirigeante stalinien hongroise : comment peut-elle mener une politique de démocratisation et de mieux-être, tout en raffermissant la discipline idéologique et en assurant l'ordre ?¹¹⁹ On a clairement mis en lumière la tendance paradoxale de « *l'assouplissement* » (la critique des erreurs de Staline et du culte de la personnalité etc.) et de « *la reprise en main* » (par exemple le maintien au poste de premier secrétaire de Rákosi par les Soviétiques jusqu'à juillet 1956). On a mis à jour l'origine de l'impulsion du dégel, qui ne venait ni de la population dans son ensemble, ni des acteurs politiques, toujours contraints au silence, mais du sein même du Parti : « *les éléments nationaux se dressent avec une ardeur nouvelle contre l'autorité et l'emprise des éléments staliniens de stricte obédience moscovite* », écrit le ministre de France à Budapest dans une synthèse sur l'évolution politique de la Hongrie¹²⁰. La chute de Rákosi précédée de la visite d'A. Mikoyan¹²¹, la situation particulière d'Ernö Gerő (bien qu'il fût stalinien convaincu, il devait mener la politique de Nagy¹²²) et le long processus de la réintégration d'Imre Nagy ont été largement analysés. Quant aux facteurs internationaux, on a mis l'accent sur la position de l'Union soviétique, le rôle de Tito et les conséquences des événements de Poznań. A propos de la politique étrangère soviétique, les diplomates français voulaient savoir « *si Moscou est sincère dans sa volonté de laisser ses satellites choisir leur voie propre d'édification du socialisme et s'il prend le risque de voir le régime de Budapest évoluer vers une version magyare du communisme* »¹²³. L'importance de Tito a été soulignée non seulement au sujet de la mise à l'écart de Rákosi, mais à propos des développements ultérieurs de Hongrie. L'ambassadeur yougoslave à Budapest, Dalibor Soldatić a affirmé, devant Paul-Boncour, « *son optimisme quant à l'évolution libérale future qui,*

¹¹⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 87, (21 juillet 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères, *Changements en Hongrie (Documents diplomatiques français, 1956, tome II (1^{er} juillet – 23 octobre)*, Paris, Imprimerie nationale, 1989, pp. 143-146).

¹²⁰ CADN : Budapest – Ambassade, n° 23, n° 613 (10 juin 1956). Note de la légation de France en Hongrie, *Évolution politique des Républiques Populaires : la Hongrie*.

¹²¹ La Légation détenait l'information de la visite très discrète de MIKOYAN en Hongrie du 13 au 21 juillet 1956, le ministre de France a également fait un rapport sur les négociations du dirigeant soviétique avec Imre NAGY. AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 87, n° 756 (27 juillet 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

¹²² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 87, (21 juillet 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères, *Changements en Hongrie (Documents diplomatiques français 1956 II, p. 143-146)*.

¹²³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 87, n° 480 (9 mai 1956). Rapport d'Olivier DELEAU, ministre de France en Hongrie.

*sous KÁDÁR ou sous Imre NAGY, fera progressivement sortir la Hongrie de l'orbite soviétique »*¹²⁴.

Pour conclure sur le « dégel » commencé après la mort de Staline en Union soviétique, il signifia donc une libéralisation et une modernisation limitées, introduites en vue de stabiliser le régime communiste face à la crise économique, politique et sociale héritée du règne du Généralissime. Ce phénomène s'est étendu, dans une mesure plus ou moins grande, à l'ensemble du bloc soviétique, et a entraîné des changements de politiques intérieure et extérieure. Les mutations se sont révélées les plus profondes en Pologne et en Hongrie où les partis communistes sont arrivés au seuil d'une crise menaçant le système socialiste. L'équipe dirigeante polonaise a trouvé une solution pacifique avec l'arrivée au pouvoir de Gomułka, tout en évitant une intervention soviétique armée. Le changement de direction à Budapest, et la nomination d'E. Gerő, n'ont pas eu le même effet. La Hongrie, occultée aux dirigeants du Kremlin par la crise polonaise, en est arrivée à une situation explosive.

Les décideurs occidentaux qui connaissaient bien l'évolution politique de l'Europe de l'Est et sympathisaient avec les éléments luttant pour la poursuite de la déstalinisation, ne voulaient pas s'immiscer directement dans ces affaires. Ils avaient conscience du risque atomique, au cas où ils se montreraient trop actifs dans la sphère soviétique. La diplomatie française avait également une attitude prudente. Bien qu'elle ait accueilli favorablement les initiatives des démocraties populaires en vue de rétablir les bonnes relations bilatérales, la France restait relativement passive, et souhaitait plutôt réagir qu'agir en Hongrie. Quoi qu'il en soit, on peut repérer les signes de la détente, en 1955-1956, dans les rapports franco-hongrois, en particulier dans le domaine culturel. On n'a pas trouvé d'indice prouvant que le Quai d'Orsay ou la diplomatie occidentale en général comptaient avec certitude sur l'explosion d'une révolte armée en Hongrie, même si on pressentait la possibilité de changements radicaux. Ni les autorités hongroises, ni les services soviétiques n'avaient leur côté d'informations précises sur ce sujet. Les organisateurs et les participants de la manifestation estudiantine du 23 octobre 1956, qui a dégénéré en émeute, n'y pensaient pas non plus. Cette révolution, malgré les accusations ultérieures du régime Kádár mettant en cause les

¹²⁴ Selon PAUL-BONCOUR, János KÁDÁR était généralement considéré comme le candidat de Belgrade à la succession de GERŐ. AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 87, n° 912 (19 septembre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

services secrets de l'Ouest, a été déclenchée d'une manière spontanée. Dans la matinée du 23 octobre, « *ce mardi-là* », personne ne savait ce qui arriverait...¹²⁵

¹²⁵ HEGEDŰS, András B., « 'Azon a kedden'. Spontán forradalom » ['Ce mardi-là'. Une révolution spontanée], *Beszélő*, octobre 1996, pp. 64-69.

Chapitre 2

La perception de la révolution hongroise par la diplomatie française I

(Du 22 au 29 octobre 1956)

Avant d'examiner la première phase de la révolution hongroise à partir des recherches récentes, et avant d'expliquer les réactions de la diplomatie française, nous allons présenter les facteurs les plus importants de la situation internationale du point de vue du gouvernement français. Nous dégagerons ensuite le processus de décision tel qu'il a joué à propos de l'affaire hongroise : collecte, analyse du renseignement, mais aussi comportements affectifs qui peuvent expliquer l'attitude française sur la scène internationale. Nous tenterons également de mettre en lumière la portée profonde de cette question pour les milieux dirigeants français.

1. LA POSTURE INTERNATIONALE DU GOUVERNEMENT GUY MOLLET EN AOÛT-OCTOBRE 1956

La question de Suez se pose

La question internationale la plus importante, pour le gouvernement français, parallèlement à l'affaire hongroise, est évidemment l'affaire de Suez¹²⁶.

¹²⁶ Pour présenter l'affaire de Suez, nous nous référons principalement à : Denis LEFEBVRE, *L'affaire de Suez*, Paris, Bruno Leprince Editeur, 1996 et Georgette ELGEY (avec la collaboration de Marie-Caroline BOUSSARD), *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes (1954-*

La nationalisation de la Compagnie universelle du canal de Suez par Gamal Abdel Nasser, le 26 juillet 1956, avait porté atteinte aux intérêts de la France, dont 80 000 citoyens figuraient parmi les actionnaires. La mainmise égyptienne pouvait troubler la circulation du canal et avoir des suites redoutables sur l'économie de l'Europe de l'Ouest (p. ex. la France a reçu en 1955, 23 millions de tonnes de pétrole du Moyen-Orient, dont 12,5 via le canal de Suez). On redoutait également la propagation des idées panarabes du Raïs dans les autres pays de la région, lesquelles représentaient une menace véritable contre les positions occidentales¹²⁷. La politique de Nasser a également encouragé les rebelles algériens¹²⁸. Le gouvernement français, avec les Britanniques, se sentait particulièrement visé et décida immédiatement une riposte. Constatant les réticences américaines, Paris et Londres s'allièrent en vue de trouver une solution commune acceptable. Ils multiplièrent les efforts diplomatiques sans le moindre résultat. Ils organisèrent avec l'appui américain deux conférences à Londres (les 16-23 août et les 19-21 septembre 1956) avant de recourir au Conseil de sécurité de l'ONU. Les préparatifs militaires franco-britanniques furent entamés dès le 28 ou le 30 juillet dans le plus grand secret, et d'importantes forces armées ont été concentrées sur l'île de Chypre pour attaquer l'Égypte. Constatant l'incertitude des Britanniques – Anthony Eden, Premier ministre, devait faire face une opposition croissante non seulement de la part des travaillistes et de l'opinion publique, mais aussi du parti conservateur –, le gouvernement français a décidé de nouer une alliance avec l'État d'Israël qui était gravement menacé par la récente importation d'armements soviétiques par Nasser. Tandis que les relations franco-israéliennes étaient, à ce moment, particulièrement resserrées, – les deux pays étaient dirigés par des socialistes et Paris avait déjà livré des armes à l'État juif – les rapports entre la Grande-Bretagne et l'Israël restaient tendus depuis 1948. Londres ne voulait pas apparaître, aux yeux des Arabes, comme étant l'allié des Juifs.

Le comportement contradictoire de la diplomatie américaine a compliqué davantage la situation : le secrétaire d'État John Foster Dulles craignait que l'intervention militaire franco-britannique, dont il approuvait le principe et les motifs profonds, ne ruine les positions occidentales au Proche-Orient et en Afrique. Une telle politique susciterait l'hostilité des pays de cette

1959). *Malentendu et passion*, tome second, Paris, Fayard, 1997. Synthèse de nouvelles recherches sur l'ensemble du conflit: Keith KYLE, *Suez*, London, Wiedenfeld and Nicolson, 1991. Sur le rôle de la France dans la guerre de Suez : *La France et l'opération de Suez de 1956*, actes d'une table ronde organisée sous la direction de Maurice VAISSE, ministère de la Défense, Centre d'Etudes d'Histoire de la Défense, Addim, 1997.

¹²⁷ LEFEBVRE, *L'affaire de Suez*, pp. 38-47.

¹²⁸ *Ibidem*, pp. 103-104.

région contre l'Occident au profit de Moscou¹²⁹. Mais les Américains n'ont pas empêché les préparatifs militaires de leurs alliés européens, qu'ils ne pouvaient ignorer. Il aurait été impossible aux Français et aux Anglais de rassembler les forces et le matériel de l'expédition sans les prélever sur les effectifs intégrés de l'OTAN. A plusieurs reprises, dans la première quinzaine d'août, ils ont été obligés de demander au général américain, Alfred Gruenther, commandant en chef des forces de l'OTAN pour l'Europe, des autorisations à cet effet. A chaque demande, J. F. Dulles, consulté, a donné son feu vert, à la condition que ces mouvements restent secrets et ne paraissent en aucune façon liés aux événements du Proche-Orient¹³⁰.

Selon les témoignages et les comptes-rendus de conversations, Guy Mollet, président du Conseil français a peu parlé de l'Algérie à cette période. Pour lui, le souci d'assurer le respect du droit international bafoué par Nasser, ce « *nouvel Hitler* », de défendre la démocratie et de protéger l'Israël, l'État né de l'Holocauste, l'emportait sur toute autre considération¹³¹. Certains dirigeants français, comme le ministre résidant en Algérie, Robert Lacost, ont attaché une plus grande importance aux intérêts communs à l'Algérie et à l'affaire de Suez. On lui prête cette phrase significative : « *Une division en Égypte vaut quatre divisions en Algérie.* »¹³² L'arraisonnement par la marine française d'un bateau de nationalité égyptienne, l'Athos, le 16 octobre, en a fourni une preuve tangible : des soldats égyptiens l'ont chargé à Alexandrie. La cargaison de matériel de guerre était destinée aux rebelles algériens.

Les négociations secrètes à Sèvres

Malgré presque trois mois de préparation diplomatique et militaire, il restait encore beaucoup de détails à régler concernant l'opération militaire envisagée contre l'Égypte. A cette fin on organisa une rencontre ultra-secrète à Sèvres, les 22-24 octobre, à laquelle, entre autres, David Ben Gourion, Premier ministre et ministre de la Défense israélien, Guy Mollet, Christian Pineau et, au début, Selwyn Lloyd, ministre des Affaires étrangères britannique, prirent part. Les Israéliens voulaient obtenir une protection navale et aérienne de leur pays, dès les premiers jours du conflit. Les Britanniques et les Français avaient l'intention de rallier D. Ben Gourion à leur « *prétexte* » alambiqué : Israël devait lan-

¹²⁹ G. ELGEY, *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes II*, p. 121.

¹³⁰ *Ibidem*, p. 109.

¹³¹ *Ibidem*, pp. 154-155.

¹³² LEFEBVRE, *L'affaire de Suez*, p. 103.

cer, seul, les hostilités, et justifier *a posteriori* l'intervention de Londres et de Paris, qui sépareraient les combattants et restaureraient la paix sur les deux rives du canal. Le premier jour des délibérations, le 22 octobre – la veille de la révolution hongroise – les futurs alliés n'avaient dégagé aucun compromis. D. Ben Gourion annonça que sa délégation quitterait la France dès le lendemain matin. Dans la soirée, les Français étaient convaincus de l'échec de la conférence...

Quelques heures plus tard, on apprit l'interception des chefs de la rébellion algérienne par l'armée française, sans consultation préalable du président du Conseil. L'affaire paraissait extrêmement délicate car Guy Mollet avait entamé des négociations clandestines avec le FLN depuis plusieurs mois par le biais d'émissaires secrets issus du parti socialiste. On sentait que cette opération militaire allait bloquer immédiatement les discussions et radicaliserait les combats en Algérie. Une condamnation formelle de l'acte pouvait susciter l'amertume de l'armée dont certaines unités étaient sur le pied de guerre depuis plusieurs semaines, attendant le départ pour l'Égypte¹³³. Le gouvernement G. Mollet semblait en danger. Il envisagea même sa démission. Mais, finalement le président du Conseil français préféra se maintenir à son poste pour défendre, selon lui, la démocratie contre Nasser. C'est dans cette configuration dramatique qu'éclata à Paris, la nouvelle de l'insurrection hongroise.

La question se pose depuis longtemps dans l'historiographie de l'influence réciproque de l'affaire de Suez et de la révolution hongroise¹³⁴. A-t-

¹³³ *Ibidem*, pp. 84-85, 87.

¹³⁴ Sur l'interférence de l'affaire de Suez et de la révolution hongroise de 1956 voir Gusztáv KECSKÉS, « A szuezi válság és az 1956-os magyar forradalom. Utószó » Denis LEFEBVRE *A szuezi ügy* című könyvéhez [La crise de Suez et la révolution hongroise de 1956. Postface à la publication hongroise de *L'affaire de Suez* de Denis LEFEBVRE], Budapest, Osiris, 1999 (en anglais : « The Suez Crisis and the 1956 Hungarian Revolution », *East European Quarterly* [Revue trimestrielle est-européenne], volume XXXV, Printemps 2001, n° 1 (Les États-Unis d'Amérique)) et György LITVÁN, « 1956 : crise de Hongrie, crise de Suez », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 200/2001 (La Hongrie dans les conflits du XX^e siècle).

La plupart des références françaises mentionnent la concomitance de l'insurrection hongroise et de l'affaire de Suez (p. ex. René GIRAULT, Robert FRANK et Jacques THOBIE, *La loi des géants, 1941-1964*, Paris – Milan – Barcelone – Bonn, Masson, 1993 (coll. Histoire des Relations Internationales Contemporaines, Tome 3), p. 257.) ; certains auteurs écrivent que la France et la Grande-Bretagne ont mis à profit le trouble en Europe de l'Est pour neutraliser l'Union soviétique (André FONTAINE, *Histoire de la guerre froide*, tome 2, *De la guerre de Corée à la crise des alliances, 1950-1963*, Paris, Fayard, 1967, p. 273 ; Jean-Pierre RIOUX, *La France de la Quatrième République*, tome 2, *L'expansion et l'impuissance, 1952-1958*, Paris, Seuil, 1983 (coll. Nouvelle histoire de France contemporaine – n° 16), pp. 114-115 ; Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1993 (11^e édition), pp. 612-613). D'autres ouvrages n'analysent que les contradictions dans la perception des événements examinés (Alfred GROSSER, *La IV^e République et sa politique extérieure*, Paris, Armand Colin,

on parlé de Budapest à Sèvres ?¹³⁵ La dernière prise de position sur cette question se trouve, à ma connaissance, dans le livre déjà cité de Georgette Elgey¹³⁶ paru en 1997. Elle y donne la réponse suivante : « *A Sèvres [le 23 octobre], ce sont toute la journée des palabres entre Israéliens et Français. Les événements dramatiques survenus durant la nuit à Budapest ont servi d'argument pour persuader Ben Gourion de ne pas quitter la France sur l'heure, comme il l'avait envisagé.*

Sur tous les tons, les Français répètent que le moment d'agir contre Nasser est venu. Il est impossible de rêver un contexte plus favorable : ni les Américains accaparés par l'élection présidentielle, ni les Russes, aux prises avec la révolte hongroise, ne sauraient voler au secours de Nasser. »¹³⁷ Les dirigeants français auraient donc parlé de l'engagement de l'Union soviétique en Europe de l'Est. Mais en quel sens allaient-ils utiliser la révolte hongroise comme argument ? Pour la faire coïncider avec l'intervention de Suez ?

1972, pp. 373-374 ; du même auteur : *Affaires extérieures. La politique de la France, 1944-1989*, Paris, Flammarion, 1989, p. 137). Denis LEFEBVRE, qui a décrit en détail les négociations secrètes à Sèvres en utilisant des documents originaux, ne traite pas l'affaire hongroise comme un facteur important de la prise de décision concernant l'intervention de Suez (*L'Affaire de Suez*). La littérature anglaise sur l'action de Suez s'occupe, en général, de la révolution hongroise comme d'une affaire marginale. On peut toutefois mentionner les auteurs qui exposent les événements de Hongrie et du Moyen-Orient parallèlement, prétendant mettre à jour leurs rapports : Daniel F. CALHOUN, *Hungary and Suez, 1956 : An exploration of Who Makes History*, Lanham-New York-London, University Presse of America, 1991 (en hongrois sous forme d'intervention à un colloque : « Szuez és Magyarország, 1956. Egy MacMillan-Molotov forgatókönyv » [Suez et la Hongrie, 1956. Un scénario MacMillan-Molotov], *Évkönyv V...* ; John C. CAMPBELL, « The Soviet Union, the United States and the Twin Crisis of Hungary and Suez », *Suez 1956. The Crisis and its Consequences* [Suez 1956. La crise et ses conséquences], sous la direction de W. M. Roger LOUIS et Roger OWEN, Oxford, Clarendon Press, 1991 (en hongrois sous forme d'intervention à un colloque : « Az Egyesült Államok kormánya és a magyar forradalom », *Világosság* [Clarté, revue mensuelle hongroise], 1991, n° 10. Les deux historiens américains présentent des opinions diamétralement opposées : selon D. F. CALHOUN l'affaire de Suez et le sort de Hongrie s'enchaînent le plus strictement, car c'était la démarche du gouvernement britannique qui a poussé KHROUCHTCHEV à réviser son point de vue cherchant le compromis jusqu'à là et à décider d'écraser la révolution hongroise. En revanche, J. C. CAMPBELL est d'avis que les deux crises parallèles se sont développées indépendamment.

¹³⁵ L'historiographie hongroise de l'époque KÁDÁR a accusé les Anglais et les Français d'agir d'une façon « préméditée », car l'éclatement de la « contre-révolution » hongroise, planifié par les Occidentaux, était un facteur décisif en vue d'un calendrier ajusté de l'intervention de Suez. Voir László SALGÓ, *A szuezi háromszög 1956. Szuez-Algir-Budapest* [Le triangle de Suez. Suez-Alger-Budapest], Budapest, Kossuth, 1986, p. 237.

¹³⁶ Outre les documents d'archives, l'auteur a largement utilisé les témoignages français uniques en sa possession depuis plus de vingt-cinq ans.

¹³⁷ ELGEY, *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes II*, p. 170.

Csaba Békés est l'un des premiers à avoir examiné les rapports entre les deux événements à partir des sources d'archives. Il a utilisé des documents britanniques et israéliens, et a établi que la nouvelle de l'insurrection hongroise n'avait pas pesé sur le calendrier de l'attaque contre l'Égypte car les points les plus importants du scénario – d'après le journal d'époque de D. Ben Gourion¹³⁸ – avaient été définis le 22 octobre. A ce moment-là c'étaient les négociateurs français et anglais qui insistaient sur la date de l'opération : ils voulaient que l'attaque israélienne survienne le plus tôt possible. Leurs troupes étaient depuis plusieurs semaines en semi-alerte, ce qu'on ne pouvait prolonger indéfiniment¹³⁹. Guy Mollet estimait qu'avant l'élection du président des États-Unis, le 5 novembre, et compte tenu de l'électorat juif, Washington n'oserait pas condamner l'Israël, ni rompre avec ses deux grands alliés européens. Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense français fit remarquer que, selon l'état-major, octobre était le dernier mois qui autorisait une expédition maritime. Il pensait également que la France ne pouvait pas priver plus longtemps l'Algérie de ses unités stationnées sur l'île de Chypre¹⁴⁰.

Yaacov Bar-Siman-Tov, historien israélien qui a traité des relations entre les événements de Hongrie et ceux de Suez à partir des sources israéliennes, signale que D. Ben Gourion craignait l'intervention militaire éventuelle de l'Union soviétique dans l'hypothèse d'une guerre franco-israélo-égyptienne. De plus, il avait peur qu' « *Israël soit la seule cible de la répression soviétique, surtout dans le cas où l'Israël déclencherait la guerre tout seul.* » Au cours de la conférence de Sèvres, D. Ben Gourion a fait connaître ses inquiétudes aux Français. C'était probablement en réponse à cette crainte que l'on a évoqué la révolte hongroise : « *... En ce temps-là, les événements de Hongrie et de Pologne jouaient déjà un grand rôle dans les délibérations. Le ministre des Affaires étrangères français, Christian Pineau a mis sous les yeux les avantages d'une action immédiate. Selon lui, les difficultés de l'Union soviétique en Pologne et en Hongrie réduisent la probabilité d'une intervention soviétique en Égypte.* »¹⁴¹

¹³⁸ *Ben Gurion's Diary : The Suez-Sinai Campaign*, publié et introduit par Selwyn ILAN TROEN, *The Suez-Sinai Crisis 1956. Retrospective and Reappraisal*, édité par Selwyn ILAN TROEN and Moshe SHEMES, London, Frank Cass, 1990.

¹³⁹ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 62.

¹⁴⁰ ELGEY, *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes II*, p. 163.

¹⁴¹ BAR-SIMAN-TOV, Yaacov, « A magyar forradalom és az izraeli külpolitika » [La révolution hongroise et la politique étrangère israélienne], *Évkönyv V...*, pp. 246-247. Mordekhay BAR-ON, alors aide de camp de Moshé DAYAN, chef d'état-major israélien, a également écrit dans son livre que Ch. PINEAU a essayé de convaincre D. BEN GOURION, disant que le temps était limité. Entre d'autres arguments, il a souligné que les Soviétiques étaient totalement accaparés par les révoltes

A partir des sources actuellement disponibles, on peut donc affirmer que la question de l'insurrection hongroise a bien été abordée lors des discussions de la conférence à Sèvres, mais ce facteur n'a pas eu une importance décisive sur la date du déclenchement des opérations. D. Ben Gourion, dans son journal déjà cité, n'a même pas mentionné les événements hongrois à propos des négociations franco-anglo-israéliennes¹⁴². Ce qui n'interdit pas de croire que la diplomatie française a pu efficacement évoquer les événements de Hongrie pour faire pression sur le dirigeant israélien.

L'achèvement de la préparation de la guerre de Suez

A l'issue de négociations difficiles, le 24 octobre, un document fut signé par les représentants des trois pays, qui résumait l'accord sur l'opération projetée. Les jours suivants, les dirigeants français étaient toujours accaparés par la préparation de la campagne égyptienne. La tenue d'un Conseil interministériel ultra-secret le 25 octobre, pour accepter la proposition israélienne d'une coopération nucléaire entre les deux pays, ne pouvait que reserrer davantage l'alliance franco-israélienne¹⁴³. En collaboration avec le gouvernement britannique, les Français ont préparé des plans très détaillés sur l'occupation de l'Égypte et son administration. Par exemple on a imprimé des billets de banque « *Forces françaises en Méditerranée orientale* » pour remplacer la monnaie égyptienne dans la future zone française d'occupation¹⁴⁴. A l'initiative de Guy Mollet, un émissaire secret a été envoyé en Égypte, sous protection des services secrets israéliens, pour trouver le successeur de Nasser...¹⁴⁵ Le 27 octobre, un convoi de navires français quitta le port algérien de Bône (aujourd'hui Annaba). Deux escadrilles d'avions français atterrirent en Israël, débarquant des camions et des équipements divers. La flotte française qui devait fournir à l'opération israélienne une protection navale, s'est approchée...¹⁴⁶

polonaise et hongroise (BAR-ON, Mordekhay, *Challenge and Quarrel. The Road to Sinai – 1956* [Le défi et la querelle. Le chemin du Sinaï – 1956], 1991 (en hébreu), p. 254.

¹⁴² BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 63.

¹⁴³ Selon Georgette ELGEY, il n'est pas exclu que le revirement de David BEN GOURION – il a finalement accepté l'essence du plan franco-britannique, qu'il avait refusé au début de la conférence de Sèvres – soit dû à cette décision française. Voir ELGEY, *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes II*, pp. 176-177.

¹⁴⁴ *Ibidem*, p. 179.

¹⁴⁵ LEFEBVRE, *L'affaire de Suez*, pp. 96-98.

¹⁴⁶ ELGEY, *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes II*, p. 180.

La période août-octobre 1956 fut donc particulièrement riche en événements internationaux d'importance pour le gouvernement français. Les démarches diplomatiques et militaires suite à la nationalisation du Canal de Suez du 26 juillet, l'arraisonnement de l'Athos, bateau égyptien le 16 octobre, la conférence tripartite de Sèvres, les 22-24 octobre, l'arraisonnement de l'avion transportant les cinq dirigeants du FLN le 22 octobre et les préparatifs directs de la guerre de Suez devaient retenir considérablement l'attention des responsables politiques et militaires français au niveau le plus élevé. L'arrestation des dirigeants algériens a même fait surgir le spectre d'une crise gouvernementale. Dans une telle situation la nouvelle du soulèvement hongrois – comme nous venons de le constater – n'a pas notablement pesé sur la prise de décision française.

Regardons maintenant au delà du Rideau de fer ! Que s'est-il passé dans le bloc soviétique à la veille de l'intervention franco-anglo-israélienne de Suez ?

2. LA PREMIÈRE PHASE DE LA RÉVOLUTION EN HONGRIE¹⁴⁷

Le jour du 23 octobre 1956

Les slogans des manifestations dans les rues de Budapest, l'après-midi du 23 octobre 1956, diffèrent des mots d'ordre de l'opposition interne au Parti ;

¹⁴⁷ Sur la première période de la révolution en Hongrie voir : Miklós MOLNÁR, *Victoire d'une défaite. Budapest 1956*, Paris, Fayard, 1968, pp. 111-200 (collection Le monde sans frontières) et Lausanne, L'Age d'Homme, 1996 (l'édition anglaise : *The History of the Hungarian Revolution*, London, George Allen-Unwin, 1971 ; l'édition hongroise : *Egy vereség diadala*, Paris-New Jersey, Magyar Füzetek [Cahiers Hongrois]–Atlantic Research and Publications Inc., 1988 (série : Adalékok az újabb kori magyar történelemhez 9. [Éléments pour l'histoire moderne hongroise 9]) et *Egy vereség diadala. A forradalom története* [Victoire d'une défaite. L'histoire de la révolution], avec une nouvelle introduction, Budapest, socio-tipo–Institut de 1956, 1998) ; M. BAK–KOZÁK–LITVÁN–M. RAINER, *Az 1956-os magyar forradalom*, pp. 33-69 ; *The Hungarian Revolution...*, pp. 54-77 ; la première monographie établie à partir de nouvelles recherches : Attila SZAKOLCZAI, *Az 1956-os forradalom és szabadságharc* [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956], Budapest, Institut de 1956, 2001, pp. 26-62 ; 20. századi magyar történelem..., pp. 325-330 ; ROMSICS, *Magyarország története...*, pp. 385-393. Pour exposer l'histoire des jours de la révolution en Hongrie, l'article déjà cité de Csaba BÉKÉS et de János M. RAINER, fondé sur les nouvelles recherches d'archives (*La révolution hongroise...*) me sert de fil conducteur. Pour la chronologie de la révolution voir *1956 kézikönyve* [Le manuel de 1956], sous la direction d'András B. HEGEDŰS, en collaboration avec Tibor BECK et Pál GERMUSKA, tome premier, *Kronológia* [Chronologie], réunie par András B. HEGEDŰS, Tibor BECK et Pál GERMUSKA, Budapest, Institut de 1956, 1996. Pour étudier en détail le rôle d'Imre NAGY dans la révolte hongroise voir János M. RAINER, *Nagy Imre...* II, pp. 235-336.

ils ont été remplacés par des revendications d'indépendance nationale et de démocratie tout court, en lieu et place de la « *démocratie socialiste* ». La foule s'est scindée en plusieurs groupes immenses : devant le Parlement, environ 200 000 manifestants attendaient qu'Imre Nagy leur adresse la parole¹⁴⁸, d'autres sont allés déboulonner la statue de Staline sur la place des défilés, et un troisième groupe a exigé, devant le bâtiment de la Radio, la retransmission immédiate de ces revendications¹⁴⁹.

Imre Nagy qui, jusqu'au 22 octobre, séjournait en province, est rentré à Budapest. Le 23 octobre, au domicile de Géza Losonczy, il a rencontré plusieurs personnalités importantes de l'opposition au sein du Parti, comme Miklós Gimes, Sándor Haraszi, Miklós Vásárhelyi. Ils espéraient encore, à ce moment-là, que les changements fussent réalisables au moyen de réformes. Ils n'étaient pas d'accord avec l'idée d'une manifestation estudiantine¹⁵⁰. A la demande du Bureau politique du Parti des travailleurs hongrois, le soir à 21 heures, Nagy prononça un discours à la foule massée devant le Parlement, invitant les manifestants au calme et à un retour aux réformes de 1953. Mais les manifestants ne se sont plus contentés de la promesse d'un changement graduel à l'intérieur du Parti¹⁵¹.

En apercevant la menace, Ernő Gerő, premier secrétaire du parti hongrois s'est adressé à l'ambassade de l'URSS pour lui demander une intervention militaire. Les représentants locaux de Moscou se montraient prêts à exaucer la requête, d'autant plus que les troupes soviétiques stationnant en Hongrie étaient déjà en semi-alerte. Malgré plusieurs membres de la direction du Parti qui tentèrent de l'en dissuader E. Gerő, à huit heures du soir, prononça un discours radio-phonique au cours duquel il répondit à certaines critiques entendues lors de la manifestation : il nia l'absence fondamentale d'égalité dans les relations de la Hongrie avec l'URSS – y compris dans les rapports économiques. Il insista sur l'idée que le Parti voulait développer « *la démocratie socialiste* », mais non « *la démocratie bourgeoise* ». L'orateur dénonça la manifestation, qui pour lui était

¹⁴⁸ Le fait que les manifestants voulaient entendre Imre NAGY, et que son nom figurait sur les listes des revendications, malgré son passé communiste, peut s'expliquer, selon János M. RAINER, par les raisons suivantes : la presse de l'opposition du Parti pouvait diffuser, en automne 1956, son programme, dont certains éléments ont été intégrés dans le programme des étudiants. Sa politique de réforme paraissait être la seule alternative avant le 23 octobre. Le refus du pouvoir staliniste à son égard et les bons souvenirs de sa première expérience de 1953-1955 ont également augmenté sa popularité ; ainsi que le fait qu'ayant été publiquement humilié, NAGY ne se soit pas incliné. Aux yeux des étudiants, souvent d'origine rurale, l'ancien Premier ministre était à la fois « *professeur* » et « *vieux paysan* ». M. RAINER, *Nagy Imre... II*, pp. 237-238.

¹⁴⁹ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 3.

¹⁵⁰ M. RAINER, *Nagy Imre... II*, p. 241.

¹⁵¹ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 3.

chauvine et nationaliste, et affirma que cet événement « *n'ébranlerait pas la direction du Parti dans sa décision de marcher sur le chemin de l'extension de la démocratie socialiste* »¹⁵². Autrement dit, sans équivoque possible il se refusa à réaliser les changements essentiels. Ce discours a grandement augmenté la tension. La révolte armée éclata dès le soir du 23 octobre, quand, ne recevant pas d'ordre, les unités des forces de la sûreté d'État, l'ÁVH, ont tiré sur la foule qui voulait occuper la Radio et y diffuser ses revendications. En fin de soirée, à la réunion de la direction du Parti, on décida de mater *manu militari* « *l'émeute contre-révolutionnaire* ». En même temps, Imre Nagy était coopté dans la direction. Or, cette figure de proue de l'opposition au sein du Parti restait perplexe devant l'action de la foule. Bien que la commission de désignation des candidatures n'ait pas donné suite à sa proposition de révoquer E. Gerő, Nagy, souhaitant être rigoureusement conforme à l'esprit du Parti, accepta l'invitation de ses adversaires. Le 24 octobre il se laissait installer dans les fonctions de Premier ministre¹⁵³.

La direction de Moscou était également troublée : dans un premier temps, elle rechignait à l'intervention militaire. Plus tard, une fois l'engagement de l'Armée soviétique décidé, elle s'est efforcée de contenir dans des limites raisonnables cette action militaire.

Les groupes d'insurgés armés

Les insurgés recrutés parmi de jeunes Budapestois n'ont pas reculé à la vue des files de chars entrant dans la capitale. Ils engagèrent le combat. A Pest, sur la rive gauche du Danube, dans les 8^e et 9^e arrondissements (Corvin köz) et à Buda sur la place Széna, ainsi que dans les quartiers périphériques plusieurs foyers de résistance se sont formés spontanément. Les insurgés en armes étaient pour la plupart des adolescents ou des jeunes n'ayant pas ou ayant à peine dépassé la vingtaine, des ouvriers, des apprentis et des élèves du secondaire, qui venaient des faubourgs de Budapest à population ouvrière plus modeste ou

¹⁵² *A forradalom hangja. Magyarországi rádióadások 1956. október 23–november 9.* [La voix de la révolution. Les émissions radiodiffusées en Hongrie du 23 octobre au 9 novembre 1956], réuni et postfacé par László VARGA, dirigé et préfacé par János KENEDI, Budapest, Századvég–Nyilvánosság Klub, 1989, pp. 23-26 (série : Századvég füzetek [Les cahiers du fin du siècle], n° 3) (la première édition : New York, Free Europe Press, 1957). Le discours d'Erő GERŐ a été diffusé le 23 octobre 1956 à 20 heures sur les Radios Kossuth et Petőfi.

¹⁵³ M. RAINER, *Nagy Imre...* II, pp. 250-252.

encore de foyers d'ouvriers et de lycées techniques¹⁵⁴. Les générations plus âgées et les intellectuels étaient relativement moins nombreux parmi les insurgés. Néanmoins les commandants des « groupes » se recrutèrent généralement parmi eux, car ils disposaient d'une expérience militaire et politique au moins rudimentaire. Parmi les insurgés les plus téméraires, certains se hissent au rang de commandant. Ils comptèrent parmi les premiers à opérer des raids contre les Soviétiques et les forces de la sûreté (ÁVH). Parmi les plus connus citons au moins László Iván-Kovács et les frères Pongrácz (Corvin köz), István Angyal et János Bárány dans le 9^e arrondissement (Ferencváros) et János Szabó dans le 2^e (Széna tér). Dans les rangs des insurgés de Budapest se trouvaient certes en assez grand nombre d'authentiques « voyous » venant de Pest, plusieurs d'entre eux étant des hors-la-loi qui avaient déjà eu des démêlés avec les forces de l'ordre. Pour autant ils se laissèrent entraîner par la candeur et l'héroïsme innocent du reste de la population lors du soulèvement. Cette ingénuité caractérisa en effet généralement les Budapestois durant ces jours-là : au cours des combats, presque aucun acte délictueux ne fut déploré. Personne ne déroba les marchandises restées au milieu des vitrines cassées. Les commandants des groupes d'insurgés payaient même la nourriture de leurs hommes. La fermeté des insurgés s'avéra un facteur décisif : ils ne relâchèrent pas leur résistance en ces jours critiques, entre le 24 et le 28 octobre, face à un ennemi bien supérieur en puissance de feu¹⁵⁵.

La propagation du mouvement révolutionnaire

Dans les jours qui suivirent le 23 octobre, à l'exception de quelques unités des forces de la sûreté (l'ÁVH), l'État-parti stalinien s'écroula. En même temps, grâce à des mouvements spontanés, les institutions spécifiques de la révolution furent mises en place en quelques jours. À la suite des manifestations qui ont déferlé dans tout le pays, des comités révolutionnaires furent constitués et des conseils ouvriers élus au sein des entreprises. Une grève politique générale

¹⁵⁴ Sur l'histoire militaire de la révolution voir : *Szovjet katonai intervenció, 1956* [L'intervention militaire soviétique, 1956], dirigé et prefacé par Jenő GYÖRKÉI et Miklós HORVÁTH, Budapest, Argumentum, 1996 (la version anglaise: *Soviet Military Intervention in Hungary, 1956*, complété par une étude d'Alexander M. KIROV et les mémoires de Yevgeny I. MALACHENKO, Budapest, ARP-CEU Press, 1999 (Atlantic Studies on Society in Change, n° 100).

¹⁵⁵ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 3. Pour étudier l'histoire des insurgés en armes voir les ouvrages de László EÖRSI : *Ferencváros, 1956. A terület fegyveres csoportjai* [Ferencváros (IX^{ème} arrondissement de Budapest), 1956. Les groupes armés de l'arrondissement], Budapest, Institut de 1956, 1997 ; *Corvinisták* [Les Corvinistes], Budapest, Institut de 1956, 2001.

s'ensuivit. Le scénario des événements révolutionnaires était presque partout identique. A la suite de manifestations lancées par les étudiants venaient les rassemblements populaires, de plus en plus nombreux. Le peuple prit ainsi possession des rues et des places qui étaient auparavant sous la coupe du pouvoir répressif. Au cours du nettoyage symbolique des places publiques, on déboulonna des emblèmes du pouvoir (étoile rouge, monuments aux héros soviétiques). Le « *renversement des idoles* » avait un caractère allégorique : l'âme se délivrait de la tyrannie. Partout, on alignait les revendications, on élisait des délégués pour négocier avec les autorités locales, et des organismes embryonnaires naissaient. Ce processus déboucha souvent sur une confrontation armée ouverte avec les forces du régime stalinien-rakosiste. Un grand nombre d'ouvriers, de jeunes et d'officiers des garnisons locales participèrent à la nouvelle démocratie locale des villes de province. Dans les campagnes, les chefs de file étaient des exploitants individuels, qui avaient souvent été victimes de la répression rakosiste et de la collectivisation. Plusieurs leaders des partis de la coalition au pouvoir après 1945 ayant gardé l'estime général, ils se sont retrouvés tout naturellement parmi les dirigeants des comités révolutionnaires¹⁵⁶.

Les nouvelles organisations et forces politiques, tant dans la capitale qu'en province, incarnaient le triple objectif de la révolution : indépendance nationale, institutions démocratiques, sauvegarde des « *acquis sociaux* »¹⁵⁷. Les organisations révolutionnaires spontanées des centres de province ont exercé une pression politique sensible sur la direction du parti et le gouvernement, et personnellement sur Imre Nagy. A cet égard leur importance égalait, ou presque, celle des insurgés armés de Budapest. En effet, leur poids politique explique pourquoi le gouvernement d'Imre Nagy a été au-delà des objectifs de l'opposition au sein du parti et a accepté certaines revendications révolutionnaires proprement dites¹⁵⁸.

¹⁵⁶ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, pp. 3-4.

¹⁵⁷ Sur les idées de la révolution voir : M. BAK-KOZÁK-LITVÁN-M. RAINER, *Az 1956-os magyar forradalom*, pp. 137-156 ; *The Hungarian Revolution...*, pp. 123-132 ; M. RAINER, « Eszmék útja, előzmények és események » [Le chemin des idées, les antécédents et les événements], *A magyar forradalom eszméi...*, pp. 21-45.

¹⁵⁸ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...* p. 4.

En même temps, au siège du Parti des travailleurs hongrois, une lutte politique à outrance opposait les partisans de la ligne dure à Imre Nagy et ses adeptes¹⁵⁹. Dans un premier temps Imre Nagy s'efforça à la fois de répondre aux attentes du peuple soulevé et de rassurer la direction soviétique qui craignait pour l'unité et le monolithisme du camp socialiste. Mais, par la suite, il fut obligé de se trancher : il voyait les conséquences désastreuses de la politique du groupe de E. Gerő et devait tenir compte du fait qu'il ne représentait plus un leader acceptable pour les Soviétiques. Néanmoins ses adversaires hongrois et les émissaires soviétiques envoyés le 24 octobre à Budapest – Anastase Mikoyan et Mikhaïl Souslov – étaient certainement méfiants à son égard. Ils n'ignoraient toutefois pas que sans lui seules les baïonnettes soviétiques pouvaient sauver le système communiste en Hongrie. Quant à cette solution brutale, les Soviétiques eux-mêmes y répugnèrent d'abord, craignant des réactions internationales imprévisibles dans l'éventualité d'un carnage monstrueux¹⁶⁰.

Les 24 et 25 octobre tout portait à croire que la ligne dure et les unités armées hongroises et soviétiques qui lui obéissaient seraient capables de supprimer le mouvement. Le 25 octobre, devant le Parlement, elles tirèrent par rafales sur la foule des manifestants sans armes et opérèrent un véritable massacre¹⁶¹. Dans maintes villes de province, les salves firent également des centaines de morts¹⁶².

¹⁵⁹ Sur les débats et les fluctuations de la direction du Parti hongrois : « A Magyar Dolgozók Pártja vezető testületének dokumentumai, 1956. október 24-28. » [Les documents des organes dirigeants du Parti des travailleurs hongrois, 24-28 octobre 1956], classés et ordonnés pour leur publication, par Julianna HORVÁTH et Ágnes SÁGVÁRI, éd. dirigée et annotée par Julianna HORVÁTH et Zoltán RIPP, et « A pártvezetés végnapjai. 1956. október 23–31 » [Les derniers jours de la direction du Parti. 23-31 octobre 1956], étude de Zoltán RIPP, *Ötvenhat októbere és a hatalom* [Octobre 1956 et le pouvoir], Budapest, Napvilág, 1997.

¹⁶⁰ BÉKÉS–M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 4.

¹⁶¹ Il n'est pas possible jusqu'à aujourd'hui de savoir qui a commencé à tirer, et à partir d'où. Certains chercheurs supposent qu'on le doit aux soldats soviétiques, sur ordre d'Ivan SEROV, chef du KGB envoyé à Budapest : Jenő GYÖRKÉI et Miklós HORVÁTH, « Adalékok a szovjet katonai megszállás történetéhez » [Éléments pour l'histoire de l'occupation soviétique] (basé sur les recherches d'András KÓ et Lambert NAGY J. publiées dans le journal *Új Magyarország* [Nouvelle Hongrie] entre janvier 1993 et mars 1994), *Szovjet katonai intervenció...* Voir encore László EÖRSI, « A véres csütörtök » [Jeudi sanglant], *Századvég*, 1990, n° 1, pp. 241-252 et László VARGA, « A harmadik napon. 1956. október 25. » [Au troisième jour. Le 25 octobre 1956], *Az elhagyott tömeg. Tanulmányok 1950–1956-ról* [La foule abandonnée. Études sur 1950-1956], Budapest, Cserépfalvi-Budapest Főváros Levéltára, 1994, pp. 99-126, cités par RIPP, *Ötvenhat októbere...*, p. 39.

¹⁶² BÉKÉS–M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 4.

Le 25 octobre, sous la pression des Soviétiques – et peut-être en relation avec la tuerie devant le Parlement¹⁶³ – Ernő Gerő démissionna de son poste de premier secrétaire du Parti. János Kádár lui succéda. Le 27 octobre un nouveau cabinet ministériel se forme, où deux membres de l'ancien Parti des petits propriétaires prennent place : Zoltán Tildy, ex-président de la République et Béla Kovács, rentré récemment de sa captivité en URSS. Le soir du 27 – après trois jours de discussions – Imre Nagy et ses fidèles effectuèrent, au sein de la direction du Parti, un tournant auquel les dirigeants soviétiques se rallièrent dans la nuit du 27 au 28 octobre : ils qualifiaient désormais les événements non pas de « contre-révolution », mais de « mouvement démocratique national ». En même temps ils ordonnèrent l'arrêt des opérations armées contre les insurgés¹⁶⁴. Le 28 octobre Imre Nagy décréta le cessez-le-feu. Les deux jours suivants, la direction du Parti et le nouveau gouvernement acceptèrent bon nombre des revendications révolutionnaires. Les troupes soviétiques se retirèrent de Budapest le 30 octobre tandis qu'Imre Nagy instaurait le multipartisme et acceptait le partage du pouvoir entre les partis de la coalition de 1945 au prorata du gouvernement de l'époque. De même il reconnut la légitimité des nouvelles organisations locales et des conseils ouvriers d'entreprise. A l'intérieur du gouvernement, le 30 octobre, un comité paritaire politique restreint, qualifié de « cabinet », se constitua. Y prirent place Z. Tildy, Béla Kovács, Géza Losonczy, ainsi que János Kádár et Ferenc Erdei. Un siège y fut réservé aux sociaux-démocrates¹⁶⁵. Imre Nagy annonça que son gouvernement entamerait des négociations sur le retrait total des troupes soviétiques de Hongrie. Les insurgés furent intégrés dans les forces de l'ordre, réorganisées sous la conduite d'officiers de l'armée et de la police solidaires de la révolution dont Pál Maléter, Béla Király et Sándor Kopácsi. Le 30 octobre, le gouvernement dissout l'ÁVH¹⁶⁶.

¹⁶³ RIPP, *Ötvenhat októbere...*, p. 222.

¹⁶⁴ *Ibidem*, pp. 264-290.

¹⁶⁵ Les procès-verbaux des réunions des gouvernements successifs d'Imre NAGY pendant la révolution ont été publiés par Ferenc GLATZ ("A kormány és a párt vezető szerveinek dokumentumai" 1956. október 23–november 4.) [Sélection de documents gouvernementaux et des organes directeurs du Parti, 23 octobre-4 novembre 1956], *História* [Histoire], 1989, n° 4–5.).

¹⁶⁶ BÉKÉS–M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 4. L'Államvédelmi Hatóság (Autorité de Sécurité de l'État) a été créée en 1950 sur la base de l'Államvédelmi Osztály (ÁVO) qui n'était comme son nom l'indique, qu'une Section de Sécurité de l'État mais indépendante de la police au sein du ministère de l'Intérieur. L'ÁVH avait donc obtenu des privilèges importants sous Rákosi et représentait l'organe majeur de la répression politique y compris contre les membres du parti communiste.

3. L'UNION SOVIÉTIQUE, LE BLOC DE L'EST ET LA YOUGOSLAVIE

Les débats au sein de la direction soviétique

Les dirigeants soviétiques, occupés à traiter la crise polonaise qui avait éclaté le 19 octobre – et contrairement aux hypothèses émises antérieurement par certains historiens – se sont catégoriquement refusés dans un premier temps à engager les troupes soviétiques stationnant en Hongrie pour disperser la manifestation du 23 octobre à Budapest. C'était pourtant ce que voulait Ernő Gerő. Néanmoins, attentif à la requête réitérée par celui-ci dans la soirée et aux sollicitations pressantes de l'ambassadeur Y. Andropov, qui jugeait la situation extrêmement grave, et surtout en s'appuyant sur le dernier relevé de situation envoyé par les autorités militaires soviétiques postées en Hongrie, le Présidium du PCUS prit la décision d'intervenir, peu après 23 heures¹⁶⁷. Les unités du Corps d'Armée Spécial étaient spécialement préparées à dissoudre par la force des mouvements de protestation, mais pas directement un soulèvement de cette nature¹⁶⁸. Pour gérer la crise, le 24 octobre, le Présidium du Parti soviétique dépêcha à Budapest A. Mikoyan et M. Souslov, ainsi qu'Ivan Serov, président du KGB et Mikhaïl Malinine, adjoint au chef d'état-major de l'armée soviétique¹⁶⁹.

Khrouchtchev et les dirigeants soviétiques ont espéré pendant plusieurs jours encore, malgré le déclenchement des combats armés, que les événements pourraient être canalisés sur le modèle de la solution pacifique obtenue en

¹⁶⁷ Source soviétique sur la réunion du Présidium du PCUS du 23 octobre 1956 : *Döntés a Krenlben...*, pp. 26-27, 120-123. Les auteurs de cet ouvrage présentent et analysent d'une manière approfondie les notes de Vladimir Nikiforovits MALINE, chef du « Département général » du Comité central du Parti communiste soviétique. Il a enregistré dans les grandes lignes les débats du Présidium pour la rédaction des procès-verbaux. Cette source, repérée en 1995, permet de reconstruire, même si ce n'est qu'approximativement, le processus de prise de décision des dirigeants soviétiques pendant la période de crise en Hongrie. Autres publications : *Istoricheskii Arkhiv* [Les archives historiques], n° 2, 3.f (Viatcheslav SEREDA) ; *The Hungarian Quarterly* [Revue trimestrielle hongroise], 1996, n° 142, 143 (János M. RAINER) ; *The Hidden History of Hungary 1956: A Compendium of Declassified Documents* [L'histoire secrète de la Hongrie en 1956 : Abrégé des documents déclassifiés] (Csaba BÉKÉS, Christian F. OSTERMANN, Malcolm BYRNE – éditeurs), Budapest–Washington D.C., Institut de 1956–The National Security Archives, 1996 ; *CWIHP Bulletin* (Woodrow Wilson International Center for Scholars Cold War International History Project, Washington D. C.), Issue 8-9, Winter 1996-1997 (Mark KRAMER).

¹⁶⁸ RIPP, *Ötvenhat októbere...*, p. 184.

¹⁶⁹ BÉKÉS–M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 5.

Pologne. Ils estimaient que c'était du seul Imre Nagy, nommé Premier ministre le 24 octobre, que pouvait venir la consolidation de la situation¹⁷⁰. Toutefois, le 26 octobre, au cours des négociations avec les dirigeants hongrois, A. Mikoyan et M. Souslov affirmèrent catégoriquement les limites des concessions acceptables pour les Soviétiques. Ils ne se montraient pas hostiles à la cooptation dans le gouvernement d'un certain nombre d'hommes politiques venus d'un autre ancien parti, et promirent qu'après le rétablissement de l'ordre, les unités soviétiques regagneraient leurs bases. Ils télégraphièrent à Moscou, après leurs conversations avec les responsables hongrois : « *Nous nous sommes déclarés hostiles aux suites qu'aurait la moindre promesse de retrait des troupes soviétiques de la Hongrie, dans la déclaration envisagée du CC ou du Conseil des ministres, et nous estimons que cette question est fondamentale dans les relations entre les deux pays* »¹⁷¹. Ils ont mis en garde la direction hongroise : toute concession ultérieure pouvait aboutir à la chute du régime communiste en Hongrie, ce que l'Union soviétique, sans aucun doute, n'admettrait pas¹⁷².

Les Soviétiques considéraient que leur intérêt à long terme, c'est-à-dire le maintien du système communiste dans les pays satellites d'Europe orientale, avait pour condition fondamentale l'existence stable de quatre institutions : (1) une direction unitaire du Parti communiste, capable d'agir ; (2) des forces de sûreté de l'État, combattives et fermes ; (3) une direction militaire et une armée loyales et disciplinées, (4) des médias dans l'obéissance du Parti. L'ébranlement d'une de ces quatre institutions ne pouvait qu'alarmer la hiérarchie soviétique. Si les quatre entraient en crise, les Soviétiques n'avaient d'autre solution que l'intervention armée¹⁷³. Cependant les intérêts immédiats de l'URSS commandaient de ne recourir à cette solution radicale qu'au cas où il ne resterait nul autre espoir de « *normaliser la situation* » de manière pacifique. Le maintien de l'unité du bloc communiste, le processus de réconciliation soviéto-yougoslave, la propagande dirigée vers le Tiers-Monde qui montrait une Union soviétique éprise de paix, la situation des partis communistes d'Europe occidentale et la possibilité d'un règlement pacifique de la crise polonaise furent autant de facteurs qui, dans la situation donnée, plaidaient contre l'intervention militaire¹⁷⁴.

¹⁷⁰ *Döntés a Kremlben...*, pp. 123-124.

¹⁷¹ *Hiányzó lapok...*, p. 112.

¹⁷² BÉKÉS-M. RAINER, p. 5.

¹⁷³ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 48-49. L'auteur s'appuie sur les constatations de J. M. RAINER (« Szovjet döntéshozatal Magyarországról 1956-ban » [La prise de décision soviétique concernant la Hongrie en 1956], *Évkönyv II. 1993*, Budapest, Institut de 1956, 1993) et de Pierre KENDE.

¹⁷⁴ *Ibidem*, p. 49 ; BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 5.

Soucieux de surmonter la crise les Soviétiques se voyaient donc contraints de faire des concessions *tactiques*. Le 28 octobre, ils acceptèrent la déclaration de cessez-le-feu, ainsi que de retirer de Budapest les troupes soviétiques sans que les groupes d'insurgés fussent préalablement liquidés¹⁷⁵. Dans sa déclaration du 30 octobre, le gouvernement soviétique promit formellement d'examiner la possibilité de retirer ses forces armées de Hongrie : « *Le gouvernement soviétique est prêt à négocier avec le gouvernement de la République Populaire Hongroise et avec les gouvernements des autres États membres du Pacte de Varsovie, le stationnement des troupes soviétiques en Hongrie.* »¹⁷⁶ Cette prise de position parut cynique et sembla être une manœuvre de diversion aux yeux des contemporains, si on tient compte de l'intervention militaire soviétique du 4 novembre. Mais les sources soviétiques récemment publiées suggèrent une autre interprétation. Selon les notes de Maline, le 28 octobre, après quatre jours relativement calmes qui succèdent à des événements inquiétants du point de vue de Moscou, le débat du Présidium du Parti soviétique reprit. « *La situation s'aggrave* », expliqua Khrouchtchev¹⁷⁷. Les nouvelles arrivées de Hongrie l'incitaient à élaborer un programme d'action. C'était dans ce cadre que le premier secrétaire soviétique chargea Léonid Brejnev, P. Pospelov, E. Fourtseva et Dmitri Chepilov, membres du Présidium, de rédiger une déclaration du gouvernement portant sur les relations entre les pays socialistes¹⁷⁸ (les recherches récentes montrent que l'élaboration de ce document avait commencé plusieurs mois avant la crise polono-hongroise : On ne fit que l'adapter aux circonstances¹⁷⁹). Ces dirigeants se montraient relativement « libéraux », au cours du débat, face aux « durs » et aux staliniens récalcitrants tels V. Molotov, Lazare Kaganovitch, le maréchal Klement Vorochilov et le maréchal Nicolas Boulganine. Selon János M. Rainer, ces deux groupes se formèrent à l'occasion

¹⁷⁵ La décision de retirer les troupes soviétiques de la capitale hongroise s'explique également par des raisons militaires. Les dirigeants soviétiques devaient reconnaître que l'intervention militaire en cours depuis le 23 octobre restait sans résultat. Les généraux soviétiques combattant à Budapest ont sûrement informé le Kremlin que les forces disponibles dans la ville n'étaient pas suffisantes, et que les types d'unités employées étaient incapables de liquider le soulèvement (E. I. MALACHENKO, "Osobyi korpus v ogne Budapechta" [Corps d'armée spécial au feu de Budapest], *Voenno-Istoritcheskii Journal* [Revue d'histoire militaire], 1993, n° 11-12, cité par *Döntés a Kremlben...*, p. 125.). La tactique spectaculaire initiale – l'engagement massif des chars – et ensuite les actions défensives-réactives n'ont pas porté les fruits souhaités. Il fallait donc retirer, réorganiser et compléter des unités qui se battaient depuis plusieurs jours sans répit (RIPP, *Ötvenhat októbere...*, pp. 278-279.).

¹⁷⁶ A « *Jelcin-dosszié* »..., p. 67.

¹⁷⁷ *Döntés a Kremlben...*, p. 35.

¹⁷⁸ *Ibidem*, pp. 128-129.

¹⁷⁹ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 81-82.

de la crise hongroise au sein de la direction soviétique¹⁸⁰. La déclaration gouvernementale du 30 octobre illustre une victoire du point de vue des « libéraux ».

Comment cette conception relativement ouverte et généreuse pouvait-elle remporter une victoire même éphémère au Kremlin ? Le 24 octobre une délégation chinoise dirigé par Liou Chao-Chi, vice-président du gouvernement, arriva à Moscou pour une série de discussions diverses¹⁸¹. Liou approuvait la politique « *pacifique* » appliquée par Moscou dans le cas polonais. Bien qu'il ait affirmé que « *l'Union soviétique est le centre du camp socialiste* », le leader chinois a aussi vivement critiqué le style des Soviétiques dans leurs relations avec les autres partis communistes ce qui a dû avoir une certaine influence sur ses hôtes, qui étaient, à ce moment-là, en train de préparer le document qui servit de base à la déclaration « *libérale* »¹⁸².

Le 30 octobre, de nouvelles informations inquiétantes arrivèrent de Hongrie. Les émissaires du Présidium séjournant en Hongrie, A. Mikoyan et M. Souslov, rapportaient que la situation s'était aggravée. La défection de l'armée hongroise devenait possible¹⁸³. L'arrivée d'avions chargés de matériel d'aide humanitaire à Vienne fut probablement interprétée par le renseignement soviétique comme la préparation d'une intervention occidentale en Hongrie¹⁸⁴. Par conséquent, le Présidium décida l'envoi d'Ivan Koniev, ministre adjoint de la Défense soviétique en Hongrie. Cela signifiait un raffermissement de la position du Kremlin. Avant de rendre l'arrêt final, Khrouchtchev, absent de la réunion du Présidium car il négociait de nouveau avec les Chinois, rejoignit ses collègues. Sa position finit par bloquer le processus de prise de décision déjà avancé. Il proclama selon les notes de Maline : « *Il faut adopter la déclaration sur le retrait des troupes [soviétiques – Kecsksés] des démocraties populaires (il faut discuter ces questions à la session du Pacte de Varsovie), en tenant compte de l'avis du pays où nos troupes stationnent.* », ajoutant que toute la direction chinoise était d'accord, comme elle était également d'avis que « *les relations maintenues avec les pays du camp socialiste doivent être fondées sur les princi-*

¹⁸⁰ *Döntés a Kremlben...* Voir l'étude analytique intitulée « Kísérlet a feljegyzések értelmezésére » [Essai d'interprétation des notes], pp. 111-154.

¹⁸¹ Sur le rôle des Chinois dans la crise hongroise : TCHEN TCHIEN, « Peking és az 1956-os magyar válság » [Pékin et la crise hongroise de 1956], *Évkönyv V...* ; *Magyar–kínai kapcsolatok, 1956–1959. Dokumentumok* [Les relations sino-hongroises. Documents], réunis par Sándor SZOBOLÉVSZKI, sous la direction d'István VIDA, Budapest, MTA Jelenkorkutató Bizottság [Comité de l'Académie hongroise des Sciences pour les Recherches sur l'Histoire contemporaine], 2001.

¹⁸² *Döntés a Kremlben...*, p. 124.

¹⁸³ *Hiányzó lapok...*, p. 125-126. Cf. *Döntés a Kremlben...*, p. 134.

¹⁸⁴ *Ibidem*, p. 134.

pes du Pan Shila »¹⁸⁵. Selon l'analyse de János M. Rainer, un verdict sévère de type stalinien n'était pas dans l'intérêt du premier secrétaire du Parti soviétique, car cela aurait pu entraîner une « *restalinisation* » générale de la vie politique, fortifier les positions des « durs » du Présidium et menacer la prédominance de Khrouchtchev¹⁸⁶. Cette nouvelle attitude a effectivement perturbé « les durs », et « les libéraux » se sont exprimés de plus en plus ouvertement. Maxime Sabourov, vice-président du Conseil des ministres, a prononcé le discours le plus autocritique : « ... *Il n'est pas possible de diriger le peuple contre sa propre volonté. On n'a pas encore commencé à appliquer les vrais principes léniniens... Il faut construire les relations sur un pied d'égalité.* »¹⁸⁷ A ce moment-là, on décida, à l'unanimité, de publier la fameuse déclaration gouvernementale qui contenait la possibilité d'un retrait partiel de l'Armée soviétique d'Europe de l'Est¹⁸⁸. Tout en gardant à l'esprit le dénouement des événements, comment peut-on expliquer alors une telle prise de position ?

Selon l'interprétation de János M. Rainer, l'incertitude, la manque d'informations, l'angoisse et l'affolement régnaient au Présidium au cours de la crise hongroise. Le maréchal Georgy Joukov, ministre de la Défense, craignait probablement l'extension de la révolte à d'autres pays du bloc soviétique et une confrontation ouverte avec l'Ouest. La volonté de continuer à donner une image paisible de l'Union soviétique, affirmée lors du 20^e congrès du PCUS, a déjà été mentionnée. Ce congrès fit preuve d'une certaine inclination à l'autocritique au sein de la direction soviétique¹⁸⁹. Néanmoins toute l'historiographie est unanime sur le fait que même les « libéraux » tenaient aux deux pierres angulaires de la politique étrangère soviétique : le maintien de l'unité du bloc soviétique et du système communiste dans les pays satellites. D. Chepilov, ministre des Affaires étrangères, qui passait pour « libéral », décréta sans ambiguïté aucune lors du débat : « *Les bases resteront inébranlables.* »¹⁹⁰ Or c'est le seul péril du communisme national qu'il avait identifié en Hongrie. L'idée de l'effondrement du système communiste et de la restauration du capitalisme ne lui était pas même venue à l'esprit¹⁹¹.

¹⁸⁵ *Döntés a Kremlben...*, pp. 51-52. Cinq principes : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de chacun, non-agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité réciproque, coexistence pacifique.

¹⁸⁶ *Ibidem*, p. 135.

¹⁸⁷ *Ibidem*, pp. 54, 136.

¹⁸⁸ *Ibidem*.

¹⁸⁹ *Ibidem*, p. 137.

¹⁹⁰ *Ibidem*, p. 53.

¹⁹¹ *Ibidem*, pp. 137-138. Cf. BÉKÉS, « Hidegháború, enyhülés és az 1956-os magyar forradalom », *Évkönyv V...*, pp. 209-210.

L'adoption de la déclaration gouvernementale contenant une possibilité d'un retrait des forces soviétiques de Hongrie est plutôt due, selon J. M. Rainer, aux interventions des « libéraux », et non pas aux conseils des Chinois car cette décision resta valable même après le revirement de Pékin. Le 30 octobre, Liou Chao-Chi rencontre encore une fois le Présidium du Parti soviétique pour déclarer sans ambage : « ... *les troupes doivent rester à Budapest et en Hongrie.* »¹⁹² Quand les dirigeants soviétiques sont allés se coucher après les débats fatigants du jour du 30 octobre, il y avait un espoir de dénouement positif de la crise hongroise...¹⁹³

Les réactions des pays satellites et de la Yougoslavie

L'accueil de la révolte hongroise dans les différents pays du bloc soviétique varia selon les circonstances. En RDA, Tchécoslovaquie et Roumanie, on constate des analogies¹⁹⁴. Dans ces États, les leaders des partis au pouvoir étaient

¹⁹² *Döntés a Kremlben...*, pp. 57, 139-140.

¹⁹³ L'historiographie est partagée concernant les chances de la révolte hongroise face à l'Union soviétique. Deux avis se sont cristallisés et s'opposent même après la publication des notes de MALINE. Selon la première interprétation, la solution agressive était *a priori* conforme à la politique soviétique. On compte parmi ses partisans les auteurs suivants : BÉKÉS (BÉKÉS, « Hidegháború, enyhülés... » ; « What are the Malin Notes About ? Soviet Decision Making in Hungary in 1956 [Les notes de Maline. De quoi s'agit-il ? La prise de décision soviétique concernant la Hongrie en 1956], *Electronic Appendix. CUIHP Bulletin, Woodrow Wilson International Center for Scholars*, Washington D. C., Issue 8-9, 1997).

L'autre interprétation suppose que la direction soviétique était plus ouverte et que l'écrasement de la révolution hongroise n'était pas la seule alternative. Ses partisans – comme Miklós MOLNÁR (*La victoire d'une défaite...*) et Péter KENDE (« Még egyszer a magyar forradalom világhírességéről » [Encore une fois sur la portée mondiale de la révolution hongroise], *Évkönyv IV. 1995*, Budapest, Institut de 1956, 1995) – considèrent que la victoire de la révolution était possible. János M. RAINER, Vladislav ZOUBOK (« Hatalmi harc a Kremlben és a magyar válság » [La lutte pour le pouvoir au Kremlin et la crise hongroise], *Évkönyv V...*, p. 65) et Mark KRAMER (« A Szovjetunió válasza az 1956-os eseményekre » [La réponse de l'Union soviétique aux événements de 1956], *Évkönyv V...*, pp. 76-77) partagent cet avis, même après la lecture des notes de MALINE. Cf. BÉKÉS, « Hidegháború, enyhülés... », pp. 209-210 et M. RAINER, *Döntés a Kremlben...*, pp. 153-154.

¹⁹⁴ La littérature récente sur la réaction de la RFA à la révolution hongroise de 1956 : Mihály RUFF, « Magyarország és az NDK kapcsolatairól » [Sur les relations de la Hongrie et de la RDA], *Múltunk* [Notre passé, revue historique hongroise], 1995, n° 2. ; Hope M. HARRISON, « Az 1956-os magyar felkelés és a kelet-német pártpolitika » [La révolte hongroise de 1956 et la politique du Parti est-allemand] et Christian F. OSTERMANN, « Kelet-Németország és a magyar forradalom » [L'Allemagne de l'Est et la révolution hongroise], *Évkönyv V...* Sur la Tchécoslovaquie et les événements hongrois de 1956 : Tibor HAJDU, « 'A magyar reakció népellenes puccsa'. A

parfaitement conscients de ne pas jouir du soutien de la masse populaire. Les nouvelles provenant de Pologne et de Hongrie ont accru leur angoisse¹⁹⁵. Ils avaient peur de la propagation éventuelle dans leurs pays de mouvements insurrectionnels. Les dirigeants est-allemands, tchécoslovaques et roumains reçurent des informations sur l'agitation croissante de certains groupes sociaux, comme les étudiants. En Tchécoslovaquie et en Roumanie, on craignait des témoignages de solidarité de la part de la minorité hongroise. Pour contrecarrer ces phénomènes et maintenir l'ordre, on prit des mesures énergiques : on mit en état d'alerte les forces policières et militaires (par exemple : la garde ouvrière est-allemande effectua des manœuvres le long de la frontière polonaise ; on concentra les unités tchécoslovaques au sud du pays ; on a établi un groupe spécial au sein de l'état-major roumain) ; on « informa » et mobilisa les cadres et les militants des partis, et on condamna violemment les événements révolutionnaires hongrois

Csehszlovák KB 1956. december 5–6-i ülése a magyarországi eseményekről » [‘Putsch antidémocratique de la réaction hongroise.’ La réunion du Comité central tchécoslovaque du 5-6 décembre 1956 sur les événements hongrois], *Évkönyv II...* ; ANH : XXXII-16-a, Copie des documents provenant des archives de l'étranger relatives à la révolution hongroise de 1956, Tchécoslovaquie, 1955-1958 (La liste annotée des documents tchécoslovaques a été préparée par József REITER en 1994.). Concernant la Roumanie : 1956. *Explozia. Percepții române, iugoslave și sovietice asupra evenimentelor din Polonia și Ungaria* [1956. L'explosion. Les réactions roumaines, yougoslaves et soviétiques aux événements polonais et hongrois], les documents ont été édités par Corneliu Mihai LUNGU et Mihai RETEGAN, Bucarest, Editura Univers Enciclopedic, 1996 ; Mihai RETEGAN, « A román kommunizmus és az 1956-os magyar és lengyel válság. A Politikai Bizottság titkos levéltárának újonnan feltárt dokumentumai » [Le communisme roumain et la crise hongroise et polonaise de 1956. Les documents récemment mis à jour des archives secrètes du Bureau Politique], *Évkönyv V...* ; Az 1956-os Intézet Budapest–Bukarest '56 gyűjteménye. Az 1956-os vonatkozású romániai dokumentumok online adattára [Collection Budapest-Bucarest de l'Institut de 1956. Documentation sur internet des documents roumains relatifs à 1956], Institut de 1956, 2000, site internet : <http://www.rev.hu>.

¹⁹⁵ Pour illustrer l'ambiance régnant parmi les dirigeants de ces pays pendant la révolution hongroise, on peut citer les propos de Viliam ŠIROKÝ, Premier ministre tchécoslovaque de 1953 à 1963, qui a conduit une délégation gouvernementale en Corée du Nord en avril 1957. Lors d'une réception donnée par l'ambassadeur hongrois à Pyongyang, le 4 avril 1957, il évoqua ces souvenirs : « ... le camarade Široký a raconté qu'ils avaient suivi les événements [hongrois] avec de sérieuses inquiétudes, et se tournant vers le camarade KIM IL SUNG, il ajouta : « Soyez certains que les dirigeants du parti et du gouvernement tchécoslovaques n'ont pas dormi en ces temps-là. ». ANH : XIX-J-1-j, Corée [la République Démocratique Populaire de Corée] (1945-1964), carton 3, 003523/1957 (le 6 avril 1957), *Viliam Siroky és Kim Ir Szen elvtársakkal történt beszélgetés* [Conversation avec les camarades Viliam ŠIROKÝ et KIM IL SUNG], rapport de Károly PRÁTH, ambassadeur de Hongrie en Corée du Nord.

dans la presse¹⁹⁶. Certaines mesures visant l'augmentation du niveau de vie furent également annoncées.

En ce qui concerne la Bulgarie, même si les intellectuels purent publier des articles plus critiques que lors de la période précédant la réunion du Comité central du Parti communiste bulgare du mois d'avril 1956, l'élite politique ne devait pas affronter un défi comparable. Ce fait peut être expliqué par le faible niveau de l'activité politique, la faiblesse des mouvements d'opposition et les démarches de la direction du parti en vue d'une relative libéralisation¹⁹⁷.

Il fallut attendre le début des années 1990 pour que les historiens puissent recueillir des renseignements sur la réunion du Présidium du parti soviétique du 24 octobre 1956, réunion à laquelle les leaders des partis communistes des pays satellites furent invités¹⁹⁸. A l'origine, les dirigeants de Moscou voulaient informer les « *partis-frères* » de leurs négociations avec la nouvelle équipe polonaise à Varsovie et du dénouement de la crise avec l'arrivée de Gomułka au pouvoir. Néanmoins, compte tenu des « *événements inquiétants* » de Budapest, on a beaucoup parlé de la Hongrie. Khrouchtchev, lors de son discours sur ce sujet, a souligné avec force l'importance de la requête de E. Gerő dans la prise de décision soviétique concernant l'intervention militaire à Budapest. Sur ce point, des auteurs comme János M. Rainer ont démontré que les propos du premier secrétaire soviétique, tenus devant les leaders est-européens, diffèrent sensiblement du déroulement de la réunion du Présidium le 23 octobre, dont les notes de Maline rendent compte. Ce n'est pas par hasard que Khrouchtchev, a voulu empêcher l'érosion du Pacte de Varsovie par des mesures autoritaires, tout en souhaitant fonder les relations à l'intérieur du bloc selon les méthodes plus « *consensuelles* » expérimentées depuis 1953.

¹⁹⁶ Cf. *La révolution hongroise vue par les partis communistes de l'Europe de l'Est. Présentation quotidienne par les organes officiels, 23 octobre-15 novembre 1956*, Paris, Centre d'études avancées du Collège de l'Europe libre, 1957.

¹⁹⁷ 20. századi egyetemes történet II, p. 377. (L'auteur du chapitre sur la Bulgarie : László BALOGH).

¹⁹⁸ Les sources publiées sur la réunion des dirigeants du bloc soviétique du 24 octobre 1956 à Moscou : « Az 1956. október 24-i moszkvai értekezlet » [La conférence du 24 octobre 1956 à Moscou], publié par Tibor HAJDU, *Évkönyv I. 1992*, Budapest, Institut de 1956, 1992, pp. 149-156 (Rapport de Jan SVOBODA, secrétaire d'Antonín NOVOTNY, premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque en 1953-1968. Ce document se trouve dans les archives du PCT (Prague) sous la cote : Archiv UV KSC, 07/16 fond. Mark KRAMER l'a publié en anglais : « *Khrushchev's CPSU CC Présidium Meeting on East European Crises, 24 October 1956* » [La réunion de la Présidence du CC du PCUS de Khrouchtchev à propos des crises d'Europe de l'Est], *CWIHPB*, Issue 5, Spring 1995. 1. pp. 50-56.) ; *Döntés a Kremlben...*, pp. 28-29 (Note de MALINE sur la réunion de la Présidence du Comité central du PCUS en présence des représentants du Parti socialiste unifié allemand, du Parti communiste tchécoslovaque et du Parti communiste bulgare le 24 octobre 1956).

C'est pourquoi, il mit l'accent sur la réciprocité et la « *demande d'une assistance légitime* »¹⁹⁹.

Comme nous l'avons vu dans le Chapitre premier, la Pologne doit être considérée comme un cas à part dans le camp socialiste. Selon János Tischler, historien hongrois qui a exploité les sources diplomatiques et celles du parti polonais en vue de reconstituer les interactions entre les crises polonaises et hongroises²⁰⁰, Gomulka et son cercle ont suivi les événements révolutionnaires de Budapest avec une attention toute particulière. Adam Willman, l'ambassadeur de Pologne à Budapest a envoyé environ 60 télégrammes chiffrés à son ministère des Affaires étrangères du 23 octobre au 4 novembre, presque tous ont été transmis au Bureau politique, et personnellement à Gomulka. Le 28 octobre, la direction de Varsovie a envoyé une délégation à Budapest pour se renseigner sur place, empêcher le mouvement de masse de progresser vers la droite et soutenir le gouvernement d'Imre Nagy. Le même jour, le Bureau politique du parti polonais a décidé d'adresser un appel au peuple hongrois qui, le lendemain, a été publié dans les presses polonaise et hongroise. Quels étaient les motifs de ce rapprochement ? D'une part, la Hongrie dirigée par un gouvernement politiquement proche des idées de Gomulka aurait pu devenir un allié naturel de la Pologne au sein d'un Pacte de Varsovie où la plupart des partis au pouvoir se rattachaient largement au stalinisme. D'autre part, la révolution hongroise a diminué la pression politique et militaire qu'exerçaient les Soviétiques sur la

¹⁹⁹ *Döntés a Kremlben...*, pp. 122-123.

²⁰⁰ Les publications les plus importantes de János TISCHLER sur l'ensemble de la crise polonaise de 1956 : *Az 1956-os magyar forradalom lengyel...* ; sa thèse : *Lengyelország és Magyarország a két nemzet sorsfordító történelmi eseményei idején, 1956-ban és 1980–1981-ben* [La Pologne et la Hongrie à l'heure des événements décisifs des deux nations, en 1956 et en 1980-1981] qui a été soutenue à l'Université Eötvös Lóránd (Budapest) en 2000 (édition polonaise : *I do szabli...* [Ils luttent ensemble...], préfacé par Andrzej PACZKOWSKI, Varsovie, Ludowa, Spółdzielnia Wydawnicza, 2001. Sur les rapports de la révolution hongroise avec les événements polonais : « *A lengyel pártvezetés és az 1956-os magyar forradalom* » [La direction du parti polonais et la révolution hongroise de 1956], *Évkönyv* III. 1994, Budapest, Institut de 1956, 1994 ; « *A lengyel Október és az 1956-os magyar forradalom kölcsönhatása* » [L'influence réciproque de l'Octobre polonais et de la révolution hongroise de 1956], *Évkönyv* V... Publications anglaises : « *Interconnections Poland's October and the 1956 Hungarian Revolution* » [L'influence réciproque de l'Octobre polonais et de la révolution hongroise de 1956], *The Hungarian Quarterly* [Revue trimestrielle hongroise], volume 38, n° 145, Printemps, 1997 ; « *Polish Leaders and the Hungarian Revolution* », *Stalinism in Poland, 1944-1956. Selected Papers from the Fifth World Congress of Central and East European Studies* (Varsovie, 1995), sous la direction de A. KEMP-WELCH, Houndmills, Basingstoke, Macmillan Press Ltd, 1999. La publication suivante de Leo GLUCHOWSKI est également fondée sur les recherches en archives : « *Poland 1956. Khrushchev, Gomulka and the 'Polish October'* » [La Pologne 1956. Khrouchtchev, Gomulka et « l'octobre polonais »], *CWIHPB*, Issue 5, Printemps 1995, n° 1.

Pologne. Grâce aux difficultés de l'URSS en Hongrie, la nouvelle direction du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) a pu opérer des changements importants (par exemple l'éviction de Konstanty Rokossowski, citoyen soviétique, ministre de la Défense nationale et membre du Bureau politique du POUP)²⁰¹.

Les premiers jours de la révolution hongroise, Tito et les dirigeants yougoslaves ont également prêté leur concours au nouveau gouvernement hongrois. Dès le printemps 1956 Belgrade avait soutenu Imre Nagy et son clan dans leur combat contre les éléments staliniens du Parti des travailleurs hongrois²⁰². Les Yougoslaves savaient probablement que la Yougoslavie passait pour un modèle aux yeux du nouveau Premier ministre hongrois qui souhaitait que la Hongrie devienne un pays socialiste, indépendant, neutre, menant une politique étrangère active. La diplomatie yougoslave voulait, après le 23 octobre, que la Hongrie gagne son indépendance par rapport à l'Union soviétique et au camp socialiste, et qu'elle choisisse la voie yougoslave. C'est peut-être pour cette raison que Tito, à la demande d'Imre Nagy, appuya – dans une lettre adressée à la Direction centrale du Parti des travailleurs hongrois – la déclaration gouvernementale du 28 octobre qui reprenait les exigences des insurgés et promettait des réformes démocratiques et sociales. Ce programme faisait espérer notamment des négociations sur le retrait des troupes soviétiques de Hongrie²⁰³.

Tito et son équipe ont observé les événements de Hongrie avec une inquiétude croissante : leur attitude changea en quelques jours malgré l'absence d'informations précises. Fin octobre, Tito estimait finalement qu'en Hongrie la « contre-révolution » était à l'oeuvre, mettant en péril les « conquêtes socialistes ». Le 31 octobre, Dalibor Soldatić, ambassadeur de Yougoslavie à Budapest, reçut pour instruction de dire à Imre Nagy : « ... *Nous commençons à nous inquiéter d'un éventuel déviationnisme de droite qui mette en danger le système social...* »²⁰⁴.

Même si l'Union soviétique avait engagé les troupes pour étouffer la révolte hongroise dès le 23 octobre, et si la plupart des gouvernements satellites

²⁰¹ TISCHLER, Az 1956-os magyar forradalom lengyel..., pp. 11-12.

²⁰² Le groupe de NAGY a pris contact avec la mission diplomatique yougoslave à la suite du 20^{ème} congrès du PCUS, en avril 1956. Les adeptes de NAGY, Miklós GIMES et Miklós VÁSÁRHELYI lui ont transmis les études manuscrites de leur maître et ses lettres adressées à la Direction centrale du parti hongrois. *Top secret. Magyar-jugoszláv kapcsolatok, 1956...*, p. 18.

²⁰³ *Ibidem.*, pp. 18, 141-142. Lettre de J. B. TITO à la Présidence de la Direction centrale du PTH (Belgrade, le 29 octobre 1956) qui est consultable aux Archives nationales hongroise sous la cote 288. f. 9 (1956) 9. ő.e.

²⁰⁴ *Ibidem.*, pp. 18-19, 144. Instruction de Koča POPOVIĆ, Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères à Dalibor SOLDATIĆ, ambassadeur de Yougoslavie en Hongrie (Belgrade, le 31 octobre 1956).

étaient hostiles aux événements révolutionnaires de Hongrie, la déclaration gouvernementale soviétique du 30 octobre et les signes positifs de la part de la Pologne et de la Yougoslavie pouvaient rassurer le gouvernement d'Imre Nagy. Observons maintenant la perception de la révolution durant sa première phase par la diplomatie française. Voyons sa réaction aussi dans le cadre plus général des autres politiques occidentales.

4. LA PERCEPTION DE LA RÉVOLUTION HONGROISE ET LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

Pour présenter la réaction diplomatique française aux premières nouvelles de la révolution hongroise, nous allons examiner d'abord comment les agents en poste recueillirent, dépouillèrent et transmirent les informations, et finalement les interprétèrent.

Le travail d'information de la légation de France à Budapest

« ... nous ayons réussi, au cours des journées révolutionnaires d'octobre-novembre dernier, à faire tant bien que mal un travail d'information considérable... », écrit Jean Paul-Boncour, ministre de France à Budapest, en avril 1957 dans un rapport sur l'activité de la Légation à l'automne 1956. Il tient ce résultat pour « *quasi-miraculeux* » en raison de la pénurie dont souffrait cette mission en personnel français qui comprenne et parle le magyar : il fallait avoir accès aux tracts, à la presse clandestine, mais aussi, bien sûr, légale et aux diverses radios²⁰⁵. La Légation était en outre privée des télégrammes des ambassades de France à Vienne, Varsovie, Londres, Washington et surtout de ceux de Moscou et Belgrade, dont J. Paul-Boncour aurait jugé particulièrement utile la communication²⁰⁶. Quelles étaient donc les sources principales d'information dont disposait la légation de France en Hongrie durant la crise hongroise ? Le personnel a collecté et étudié, d'une façon systématique, tous les textes (les journaux, les slogans des manifestations, les tracts etc.) publiés par les autorités offi-

²⁰⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 548 (23 avril 1957). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁰⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 1104 (30 novembre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

cielles et les organisations révolutionnaires. On a écouté et tenté de transcrire note aussi bien les émissions radiophoniques de Budapest que celles des émetteurs en province et à l'étranger²⁰⁷. Les membres de la Légation s'efforcèrent de s'informer par eux-mêmes. Le ministre par exemple était présent à la manifestation du 23 octobre : « *une foule immense assistait au renversement de la statue de STALINE et dans cette cohue, j'ai vu pousser des vieillards dans leur fauteuil roulant, des enfants en bas âge portés sur des épaules de leurs parents...* », écrit-il²⁰⁸. Guy Turbet-Delof, attaché culturel, Henri Quioc, conseiller, et Jacques Lafon de Lageneste, attaché militaire, ont également participé à ce travail, dans lequel le premier, parlant très bien la langue du pays, a joué un rôle primordial. L'entreprise la plus considérable dans le genre fut le voyage de G. Turbet-Delof à Vienne via Győr, du 30 octobre au 1^{er} novembre. L'un des buts était la collecte de renseignements en Transdanubie. Il reçut pour instruction de s'arrêter et d'entrer en contact le plus fréquemment possible avec la population hongroise et avec les autorités révolutionnaires locales²⁰⁹. C'est à l'occasion de ce déplacement que l'impopularité d'Imre Nagy dans cette région s'est révélée d'une manière marquante²¹⁰. Pour éviter les incidents diplomatiques, l'ancien attaché culturel s'est présenté habituellement comme journaliste français. Les collaborateurs de J. Paul-Boncour se sont répartis en province un certain nombre de secteurs d'exploration pour suivre de plus près le développement de la situation dans toute la Hongrie²¹¹. On voulait systématiquement contrôler les informations. Voici un extrait du journal de G. Turbet-Delof (le 29 octobre 1956, 16 heures 50) : « *Le ministre me téléphone que les Russes sont en train d'évacuer leurs familles. Je vais faire un tour en ville. Le concierge du grand immeuble où logent les familles des techniciens soviétiques employés dans les sociétés mixtes*

²⁰⁷ *Egy francia diplomata a forradalomban. Guy Turbet-Delof 1956-os naplója* [Un diplomate français dans la révolution. Journal de Guy Turbet-Delof sur 1956], sous la direction de György LITVÁN, Budapest, Institut français – Institut de 1956, 1996, p. 9. La publication française : Guy TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise de 1956. Journal d'un témoin*, préfacé par François FEJTŐ, Paris, Institut français en Hongrie–Editions Ibolya Virág, 1996. Je cite ci-dessous la publication française.

²⁰⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1023 (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁰⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 661 et 662 (le 29 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie ; n° 563 à 566 (30 octobre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSONNE, ambassadeur de France en Autriche (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 85-86). TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, pp. 61-69, 74-76.

²¹⁰ TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, pp. 62-66.

²¹¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 661 à 662 (29 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

m'affirme que personne n'a été évacué. »²¹². Les contacts officiels avec les autorités hongroises étant fort rares, et compte tenu de la situation confuse des jours de crise, la légation de France a reçu peu de renseignements directs du gouvernement hongrois. On peut affirmer qu'en général elle n'avait guère d'informations internes au gouvernement et à la direction du parti²¹³. Par contre, la collaboration et les échanges d'information avec les autres missions diplomatiques occidentales, surtout avec celles de Grande-Bretagne et des États-Unis, ont offerts d'autres possibilités. Le travail de collecte intensive des diplomates français a été couronné de succès : Les télégrammes et les rapports envoyés par la Légation au ministère des Affaires étrangères se fondaient en général sur des renseignements exacts.

La compilation des informations a commencé au niveau du poste diplomatique à Budapest, et G. Turbet-Delof y joua également un grand rôle²¹⁴. Dans son journal déjà cité, tenu du 23 octobre 1956 au 27 janvier 1957, il a avec précision enregistré tous les éléments d'information parvenus à sa connaissance, et il avait envoyé des notes à J. Paul-Boncour. Le ministre de France, durant la révolution hongroise, a signé environ 25 télégrammes et 4 rapports en essayant d'envoyer immédiatement ses renseignements à Paris et d'en faire un premier bilan. La transmission de la masse d'informations s'est révélée particulièrement difficile compte tenu du fait que le fonctionnement des réseaux de télécommunication entre les missions diplomatiques occidentales et leurs ministères des affaires étrangères, dont l'exploitation incombait au gouvernement hongrois, fut interrompu après le début de la révolution, pour des raisons inconnues jusqu'à nos jours. La légation de Grande-Bretagne, pendant les jours dramatiques de l'insurrection hongroise, a transmis les messages des autres missions occidentales car elle-seule possédait son propre appareil télégraphique²¹⁵. Dans une telle situation, J. Paul-Boncour a souvent envoyé et reçu des informations par téléphone²¹⁶ (bien que ce soit normalement strictement interdit à cause des

²¹² TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 47.

²¹³ Au cours de mes recherches aux Archives du ministère des Affaires étrangères, je n'ai trouvé aucune trace de l'activité des services secrets français en Hongrie durant la révolution.

²¹⁴ L'importance du travail de Guy TURBET-DELOF a été soulignée par Fernand ROUILLON, collaborateur de la Sous-direction d'Europe orientale, chargé des affaires hongroises en 1956 et par Thomas SCHREIBER, journaliste français d'origine hongroise (voir son rôle plus loin) à l'occasion des entretiens dont les cassettes sont conservées à l'Institut de 1956. J'y ai déposé ma collection d'interviews en novembre 1998.

²¹⁵ BÉKÉS, « A brit kormány és az 1956-os magyar forradalom » [Le gouvernement britannique et la révolution hongroise de 1956], *Évkönyv I...*, pp. 25-26.

²¹⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 682 à 686 (2 novembre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques*

écoutes). Outre le Ministère, il a appelé plusieurs fois l'ambassade de France à Vienne. Ce poste a joué un grand rôle dans la retransmission des renseignements de Budapest²¹⁷. C'était également à Vienne que G. Turbet-Delof apporta ses informations afin de les réexpédier à Paris (sur le voyage de G. Turbet-Delof voir ci-dessus).

D'autres sources d'information du Quai d'Orsay

Les nouvelles en provenance de la légation de France à Budapest n'étaient pas la seule source de l'Administration centrale sur les événements de Hongrie. Les missions diplomatiques françaises dans les autres pays, les dépêches des agences de presse et la presse internationale ont également fourni beaucoup d'éléments d'information intéressants. Profitant de la collaboration particulièrement développée en matière de politique étrangère avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, les ambassades de France à Londres et à Washington purent aussi télégraphier de nombreux renseignements issus des ministères des Affaires étrangères locaux (Foreign Office et State Department), lesquels les avaient recueillis de leurs propres légations à Budapest²¹⁸. On rendit évidemment compte aussi de l'attitude des alliés de la France. Bernard Cornut-Gentille, le chef de la mission permanente auprès de l'ONU, qui négocia sans relâche, à partir du 27 octobre, avec ses collègues américain et britannique sur les démarches envisagées au Conseil de sécurité et Alexandre Parodi, représentant permanent de la France au Conseil de l'Atlantique Nord, ont tous les deux envoyé des informations dignes d'intérêt²¹⁹.

L'ambassade de France à Vienne qui a joué un grand rôle dans la transmission des renseignements provenant de Budapest, conformément à sa mission

français 1956 III, pp. 147-148) ; n° 698 (3 novembre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français* 1956 III, pp. 156-157), etc.

²¹⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 609 à 611 (3 novembre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

²¹⁸ Depuis Londres : par exemple sur la visite des insurgés à la légation de Grande-Bretagne à Budapest (AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 4672 à 4674 (27 octobre 1956). Télégramme de Jean CHAUVEL, ambassadeur de France au Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

De Washington : A propos des deux mille manifestants devant la légation des États-Unis à Budapest demandant l'aide des Américains (AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 6683 à 6684 (25 octobre 1956). Télégramme de Hervé ALPHAND, ambassadeur de France aux États-Unis.

²¹⁹ Sur l'activité de la mission permanente de la France à l'ONU et de la délégation française à l'OTAN en relation avec l'affaire hongroise voir ci-après.

spéciale en Europe centrale et orientale, s'est révélée un point d'observation essentielle pour la diplomatie française concernant la cause hongroise. Les diplomates français en Autriche ont cherché systématiquement le contact avec les personnes en provenance de Hongrie²²⁰. Ils ont reçu des informations confidentielles des autorités autrichiennes ; c'est pour cette raison que l'ambassadeur français à Vienne, François Seydoux de Clausonne fut convoqué plusieurs fois, avec ses collègues américain et britannique, au ministère des Affaires étrangères²²¹, et l'attaché militaire français obtint également des renseignements du Commandement militaire autrichien, au sujet de l'évacuation des forces soviétiques de Budapest²²². Certains membres de l'ambassade de France à Vienne ont même visité divers postes de la frontière austro-hongroise²²³. Le dépouillement de la presse autrichienne, très préoccupée naturellement par les événements révolutionnaires hongrois²²⁴, était également une source d'information importante.

Dans les pays socialistes où la presse était strictement dirigée par le pouvoir politique et où les autorités locales étaient peu enclines à communiquer avec les diplomates occidentaux, les missions diplomatiques des pays de l'OTAN essayaient de tirer profit des réceptions officielles. Les dirigeants qui y

²²⁰ Par exemple le chef d'un convoi de la Croix Rouge sur le Conseil National de Transdanubie à Győr (AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 583 à 585 (31 octobre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSSONNE, ambassadeur de France en Autriche).

²²¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 532 à 534 (28 octobre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSSONNE, ambassadeur de France en Autriche ; n° 571 à 573 (30 octobre 1956), télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSSONNE, ambassadeur de France en Autriche, etc.

²²² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 586 (31 octobre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

²²³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 546 à 549 (29 octobre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

²²⁴ La littérature récente sur la réaction de l'Autriche à la révolution hongroise de 1956 à partir de recherches d'archives : Lajos GECSÉNYI, « Osztrák háttérdokumentumok az 1956-os magyar forradalom történetéhez » [Documents de fond autrichiens pour l'histoire de la révolution hongroise de 1956], *Társadalmi Szemle* [Revue Sociale], 1996, n° 6. Du même auteur : « Osztrák külügyi iratok Magyarország történetéhez, 1956. október-november » [Documents diplomatiques autrichiens pour l'histoire de la Hongrie. Novembre-octobre 1956], traduits et publiés par Lajos GECSÉNYI, *Múltunk* [Notre passé], 1996, n° 2 ; *Iratok Magyarország és Ausztria kapcsolatainak történetéhez, 1956–1964* [Documents pour l'histoire des relations de la Hongrie et de l'Autriche, 1956-1964] édité par Lajos GECSÉNYI, Budapest, Archives nationales hongroise, 2000 ; Katalin SOÓS, *1956 és Ausztria* [1956 et l'Autriche], Szeged, Faculté des Lettres de l'Université Attila József (JATE), 1999.

L'ambassade de France à Vienne a préparé un rapport d'un haut niveau, sur l'Autriche face à la révolution hongroise : AMAE : Europe 1944-1960, Autriche, dossier 404, n° 806/EU (23 novembre 1956). Rapport de François SEYDOUX DE CLAUSSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

assistaient étaient l'objet d'une véritable observation psychologique. « *Au cours de la réception... Les chefs yougoslaves se montrèrent très réservés* », télégraphie le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Belgrade, Jean Garnier des Garets au Quai d'Orsay le 25 octobre 1956²²⁵. « *Au cours de plusieurs réceptions qui ont eu lieu dans la journée d'hier, les dirigeants soviétiques ont affiché une exubérance et une jovialité qui se voulaient libres de toute préoccupation...* », peut-on apprendre par contre d'un télégramme de Jean-Marie Soutou, ministre-conseiller à l'ambassade de France à Moscou. Ce message fut envoyé le 30 octobre, donc la veille de la décision fatale de la Présidence du Parti communiste de l'Union soviétique concernant l'intervention militaire en Hongrie²²⁶.

Selon le témoignage de Jean-Marie Mérillon, collaborateur immédiat du ministre des Affaires étrangères français, Christian Pineau, en 1956 les renseignements recueillis par les agences de presse étaient suivis de près au Quai d'Orsay, surtout au moment des crises car les canaux habituels d'informations de la diplomatie pouvaient se révéler trop lents²²⁷. François Fejtő a raconté, lors d'un entretien, qu'il y avait une étroite coopération entre le ministère des Affaires étrangères et l'A.F.P., dont les correspondants à Budapest et ailleurs envoyèrent une masse de télégrammes sur les événements révolutionnaires hongrois. A Paris, les journalistes de l'Agence ont analysé au jour le jour le développement de la situation²²⁸. Les renseignements donnés par l'AFP furent naturellement repris dans les journaux en France et à l'étranger. La lecture de la presse internationale était également profitable aux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères car les journalistes occidentaux fourmillaient en Hongrie : probablement la révolution hongroise a-t-elle été le plus grand événement dans les médias depuis la Deuxième Guerre mondiale²²⁹. Grâce à la presse écrite, la radio et les

²²⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 901 à 902 (25 octobre 1956). Télégramme de Jean GARNIER DES GARETS, chargé d'affaires de France en Yougoslavie.

²²⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 4269 à 4275 (le 30 octobre 1956). Télégramme de Jean SOUTOU, ministre-conseiller à l'ambassade de France en URSS (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 82-83).

²²⁷ Entrevue avec Jean-Marie MÉRILLON, Institut de 1956.

²²⁸ Entrevue avec François FEJTŐ, Institut de 1956. Les documents d'A.F.P. sur la crise de Hongrie sont conservés au Service de Documentation d'Agence France Presse (Paris), dans le dossier intitulé « *La révolution Hongroise 'victorieuse'* ». Je remercie Monsieur François FEJTŐ de m'avoir permis de faire des recherches dans les archives de l'AFP.

²²⁹ MINK, András, « Hideg éterháború. A Szabad Európa Rádió és 1956 » [Guerre froide dans l'éther. Radio Europe Libre et 1956], *Beszélő*, novembre 1996, p. 52.

Les archives sur les émissions de Radio Free Europe : *Open Society Archives* (Budapest), *Records Relating to the 1956 Hungarian Revolution, Archival Holdings : I. Records of the Research*

actualités au cinéma et à la télévision les correspondants et les équipes de tournage occidentaux en poste à Budapest retransmettaient pour la première fois en direct une révolte armée de l'autre côté du rideau de fer²³⁰. D'autres média occidentaux ont également coopéré avec les autorités nationales : le *Foreign Office* a communiqué de nombreuses informations provenant de l'ambassade britannique à Budapest à la BBC qui les présenta comme des informations journalistiques²³¹.

Thomas Schreiber, envoyé spécial du *Monde* et de la *R.T.F.*, qui a joué un grand rôle dans la communication des informations sur la crise hongroise au public français, a également contribué à la collecte de renseignements de la diplomatie française. D'origine hongroise, maîtrisant parfaitement la langue du pays et les conditions locales, il a pu fournir des indications intéressantes à J. Paul-Boncour, ministre de France à Budapest, lors de son voyage juste avant la révolution²³². Grâce au convoi dirigé par G. Turbet-Delof à Vienne, T. Schreiber revint en Hongrie le 1^{er} novembre 1956, et deux jours après, il put déjà téléphoner à la Sous-direction d'Europe orientale du ministère à Paris, pour y transmettre ses nouveaux renseignements obtenus à la rédaction de *Szabad Nép* [Peuple Libre], quotidien officiel du Parti²³³. Il resta par la suite en contact avec les diplomates français chargés des affaires d'Europe de l'Est, et continua de leur fournir des informations²³⁴.

Institute, Radio Free Europe/Radio Liberty (Fond 300), A. *Radio Free Europe : the Hungarian Unit*.

²³⁰ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 5.

Les envoyés spéciaux français à Budapest au moment de la révolution hongroise : Dominique AUCLERES et Pierre MACAIGNE (*Le Figaro*), François COLLIN (*La Croix*), Michel GORDEY (*France-Soir*), Alain de SEYDOUX (*Paris-Presse*), Thomas SCHREIBER (*Le Monde* et *R.T.F.*), Gaston FOURNIER et Pierre FRÉDÉRIX (*A.F.P.*), Jean-Jacques LEBOND (*Dauphiné libéré*), Henri MOINE (*Le Progrès*), François de GEOFFRE, Van VICK, Paul MATHIAS et Jean-Pierre PEDRAZZINI (*Paris-Match*) (Thomas SCHREIBER, *La Hongrie de 1918 à 1958. États des Travaux et Annexe Documentaire*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1958, p. 35). Le premier reportage télévisé en France a été diffusé, sur la révolution hongroise, le 31 octobre 1956 (Titre de collection : *Journal national*, canal de diffusion : F, société de programme : AF, Inathèque de France. Dépôt légal de la Radio Télévision (Paris)).

²³¹ BÉKÉS, « A brit kormány... », p. 25.

²³² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1023/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie. Au Quai d'Orsay, on a rédigé une note de 7 pages à partir des renseignements recueillis par SCHREIBER : AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 87 (18 octobre 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Un émigré hongrois dans son pays*. Voir encore l'entrevue avec Thomas SCHREIBER, Institut de 1956.

²³³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (3 novembre 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le secrétaire général, *Troubles de Budapest*.

²³⁴ Au ministère des Affaires étrangères français, on a demandé à SCHREIBER d'écouter la radio de Budapest et de rapporter les informations importantes : entrevue avec Thomas SCHREIBER, Institut de 1956.

Le dépouillement et l'utilisation des renseignements par l'Administration centrale

Le ministère des Affaires étrangères français disposait de renseignements provenant de sources nombreuses et variées qui viennent d'être exposées. Ils se trouvent en général classés au sein du service spécialisé traitant le bloc soviétique, la Sous-direction d'Europe orientale. Selon les documents diplomatiques et les enquêtes orales, outre Étienne Manac'h, chef de cette section et son collaborateur chargé des affaires de Hongrie, Fernand Rouillon, Jean Laloy, directeur du service d'Europe a pris une part considérable dans l'interprétation et l'utilisation des informations sur la crise de Hongrie. Certains renseignements ont été immédiatement communiqués aux postes-clé (Londres, Washington, Moscou, New York – l'ONU). J. Laloy signe déjà une « *note d'information sur l'évolution de la situation en Hongrie et l'intervention des troupes soviétiques dans ce pays depuis le 23 octobre dernier* » peu après l'explosion de la révolution, le 27 octobre²³⁵.

Au cours de mes recherches aux Archives Diplomatiques, j'ai trouvé 6 notes internes de la Sous-direction d'Europe orientale destinées à la direction du ministère dans la période du 23 octobre au 6 novembre 1956²³⁶. Ces notes denses analysent pertinemment les événements, et pouvaient servir de base à la prise de décision française à propos de la crise de Hongrie. Examinons maintenant la perception des nouvelles de Hongrie par la diplomatie française : quelle était la part des réactions affectives ? Comment a-t-on apprécié la nature et l'importance des événements ? Comment en a-t-on identifié les principaux acteurs ?

La réaction affective

Selon les témoignages d'ancien diplomates français en poste en 1956 que j'ai eu l'occasion de rencontrer²³⁷, la nouvelle de la révolution hongroise a causé une grande émotion. Certains de mes interlocuteurs, comme Jean-Marie

²³⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (27 octobre 1956). Note d'information de Jean LALOY, directeur des Affaires politiques d'Europe, communiqué à Londres (n° 11391 à 11398), à Washington (n° 11568), à REPAN [Représentant permanent au Conseil de l'OTAN] (n° 107) et à New York (ONU) (n° 3308 à 3315) (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 47-48).

²³⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92.

²³⁷ Pour la liste complète des entrevues voir *Sources et bibliographie, II Entretiens*.

Mérillon, Fernand Rouillon et Jean-Bernard Raimond, qui travaillaient à l'Administration centrale, ou G. Turbet-Delof et Henri Quioc en poste à Budapest, ont suivi les événements heure après heure; d'autres, comme Maurice Faure, les ont suivis comme spectateurs. Mais personne n'est resté indifférent. Les diplomates interviewées ont considéré que la révolution hongroise a été une surprise, un étonnement pour la diplomatie française, parce que l'on pensait que les pays d'Europe de l'Est étaient alors totalement contrôlés par les Soviétiques. Il y eut un grand mouvement de sympathie à l'égard des courageux insurgés qui osaient combattre la puissante Armée soviétique. A part quelques rares fonctionnaires communistes, les diplomates français étaient donc passionnés et unanimes dans leurs sympathies²³⁸. Les sources écrites prouvent cet état d'émotion. Au début de la crise, un ton objectif et neutre caractérise certes les télégrammes et les rapports provenant de la mission diplomatique de Budapest et les documents internes du ministère de Affaires étrangères²³⁹. Mais un peu plus tard on peut constater une réelle inquiétude²⁴⁰, et pour finir une véritable compassion face au sort tragique de la Hongrie²⁴¹.

Observons maintenant la représentation de la révolution hongroise de 1956 qu'a élaboré la diplomatie française du commencement de la crise jusqu'au 30 octobre, veille de la décision soviétique d'écraser la révolte par la force. Comment a-t-on apprécié l'origine et la nature des événements ?

²³⁸ J'ai publié les résultats de ladite enquête orale : Cf. KECSKÉS, « De l'autre côté du 'rideau de fer'... ».

²³⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 618 à 621 (24 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie ; (26 octobre 1956), télégramme de Jean DARIDAN, directeur du Cabinet du ministre à Londres (n° 11343 à 11345), à Washington (n° 11528 à 11530), à New York (ONU) (n° 3264 à 3266) (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 32-33).

²⁴⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (3 novembre 1956). Télégramme de Jean LALOY, directeur des Affaires politiques d'Europe aux Représentants diplomatiques de France à Moscou (n° 4446 à 4448), à New York (ONU) (n° 3540 à 3542), à Londres (n° 11733 à 11735), à Washington (n° 11895 à 11897), à Bonn (n° 3207 à 3209), à Budapest (n° 908 à 910), à Varsovie (n° 1419 à 1421) (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 163-164).

²⁴¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1041/EU (13 novembre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie ; (6 novembre 1956), note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le ministre, *au sujet des événements hongrois* (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 227-230 ; cf. publication hongroise : « 'Vigyzó szemetek Budapestre vessétek...' A francia külügyminisztérium belső irata az 1956-os magyar forradalomról » ['Portez votre regard attentionné vers Budapest...'] Un document interne du ministère des Affaires étrangères français], publié et traduit par Gusztáv KECSKÉS, *Rubicon*, octobre-novembre 1999).

Les télégrammes et les rapports envoyés à la hâte par la légation de France de Budapest, et les analyses du ministère des Affaires étrangères, établies sur la base d'information plus vastes, concordent dans l'ensemble²⁴². On considérait que le rôle des intellectuels dans l'explosion politique était primordial, en particulier les étudiants de l'Université Technique. Le discours radiophonique d'Ernő Gerő, alors chef du Parti hongrois, a grandement augmenté aussi la tension. Le défilé estudiantin est devenu une véritable manifestation de masse où toutes les couches sociales étaient représentées : « ... le monôme propolonais des étudiants a dégénéré en manifestation de masse contre le régime, sans que la police s'y opposât, la population de Budapest s'est laissée joyeusement entraîner par cette jeunesse. Le soir venu, c'était en plein l'atmosphère de la libération de Paris : une foule immense assistait au renversement de la statue de STALINE et, dans cette nuit cohue, j'ai vu poussé des vieillards dans leur fauteuil roulant, des enfants en bas âge portés sur les épaules de leurs parents ; j'ai vu aussi des centaines d'automobiles, c'est à dire autant de bénéficiaires du régime. Après deux heures d'efforts impuissants des étudiants, quelques uns de ces ouvriers de banlieue que GERŐ avait appelé à son secours, découpaient les jambes de la statue au chalumeau oxyhydrique... », a écrit J. Paul-Boncour dans un rapport du 26 octobre²⁴³.

En ce qui concerne la terminologie employée pour décrire les événements pendant la période examinée, les documents diplomatiques français n'utilisaient pas encore le terme « révolution ». J. Paul-Boncour écrit « émeute », « troubles », « manifestation bruyante mais pacifique des étudiants » et « insurrection »²⁴⁴. Dans une note de la Sous-direction d'Europe orientale du 30 octobre, intitulée *L'insurrection hongroise*, on peut lire une analyse qui paraît très précise, même à la lumière de l'historiographie récente : « *L'insurrection a revêtu le double caractère d'une lutte pour l'indépendance nationale (retrait des*

²⁴² Voici des exemples : AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1022/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 36-39) ; (27 octobre 1956), note d'information de Jean LALOY, directeur des Affaires politiques d'Europe, communiqué à Londres (n° 11391 à 11398), à Washington (n° 11568), à REPAN [Représentant permanent au Conseil de l'OTAN] (n° 107) et à New York (ONU) (n° 3308 à 3315).

²⁴³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1023/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁴⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1022/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 36-39) ; n° 1023/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

troupes soviétiques, auxquelles Nagy 'ordonne' le 30 octobre d'évacuer immédiatement Budapest; révision des traités économiques inégaux avec l'URSS, etc...) et pour la libéralisation du régime (élections libres; pluralité des partis; redistribution des terres aux paysans, etc...). »²⁴⁵

La définition des caractères sociaux et politiques des événements hongrois constituait – comme on l'a vu plus haut – un facteur primordial dans le processus de décision soviétique. Le maintien du système communiste dans les pays satellites était une pierre angulaire de la politique étrangère de Moscou. La question de la profondeur des changements en cours en Hongrie se posait également pour la diplomatie française si elle avait voulu tenter de prévoir les suites. J. Paul-Boncour a souligné que l'*intelligentsia* hongroise, qui était à l'origine la promotrice des changements, tolérait le maintien des communistes au pouvoir pourvu qu'ils se montrent libéraux²⁴⁶. La note de G. Turbet-Delof, chargé de mission pour la culture en Hongrie, intitulée la *Psychologie des rapports hungaro-soviétiques*, affirme que malgré un anticommunisme incontestable, on peut considérer le désir de conserver certaines acquisitions démocratiques et socialistes redevables à l'occupation soviétique depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et aux communistes hongrois (réforme agraire, socialisation des secteurs économiques, industrielles et commerciale, à l'exclusion de l'artisanat, en s'inspirant aussi du système tchèque « d'auto-gestion » ouvrière, réforme de l'enseignement etc.)²⁴⁷. François Seydoux de Clausonne, ambassadeur de France en Autriche, le 29 octobre, va jusqu'à la constatation suivante : « *D'une manière générale, le mouvement d'insurrection*

²⁴⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (30 octobre 1956), note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le ministre, *L'insurrection hongroise (Documents diplomatiques français 1956 III*, pp. 106-107).

Dans l'historiographie hongroise, il y a un débat terminologique sur la définition de la nature des événements hongrois d'octobre-novembre 1956 : l'interprétation kádàriste l'appelait *contre-révolution* qui n'a été modifiée officiellement qu'au seuil de l'effondrement du système communiste, suite à l'enquête menée par un comité composé d'historiens socialistes réformateurs. Le 28 janvier 1989, Imre POZSGAY, alors ministre d'État et membre du Bureau politique du Parti Socialiste des Ouvriers Hongrois a annoncé dans une émission radiodiffusée, qu'il s'agissait d'une *révolte populaire*. Le Comité central du parti accepte le terme, le 10 février 1989. La majeure partie de l'émigration politique hongroise et la littérature historique et politologique internationale ont utilisé le terme technique de *révolution*. La tendance conservatrice de droite, représentée à l'époque par le Cardinal MINDSZENTY considère que c'est une *guerre d'indépendance* qui s'est déroulée en 1956 en Hongrie. L'*Institut 1956*, pôle de recherche de l'Académie Hongroise des Sciences emploie l'expression *révolution et guerre d'indépendance* estimant que les deux éléments sont importants pour caractériser les événements.

²⁴⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1023/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁴⁷ TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 69.

ne revêtirait pas un caractère réactionnaire, il serait de tendance socialiste. »²⁴⁸
Tout de même la note interne du ministère du 30 octobre a posé clairement la question de savoir « *si les insurgés considéreront que leurs objectifs sont ainsi atteints et si les autorités soviétiques accepteront le fait accompli.* »²⁴⁹

L'interprétation des sujets les plus importants

Dans le souci de définir plus précisément l'image de la crise hongroise reconstituée par la diplomatie française, nous allons désormais évoquer les sujets les plus importants traités par les documents diplomatiques, et nous examinerons comment ils ont été interprétés. Outre la relation la plus exacte possible des événements, on peut percevoir également l'ambition analytique et interprétatrice de la légation de France à Budapest. Parmi les éléments de la politique intérieure, c'était le gouvernement au sens large (la direction du parti et les gouvernements d'Imre Nagy), les forces et les institutions nouvelles apparues au cours de la révolution (les insurgés, les comités nationaux et les conseils ouvriers) ainsi que l'état d'esprit de la population, qui faisaient l'objet d'une attention continue. En ce qui concerne les facteurs de politique internationale, on s'occupait beaucoup du développement de l'attitude yougoslave en relation avec la poussée à droite des revendications du mouvement de masse²⁵⁰, et du comportement soviétique (opérations militaires, le seuil de tolérance aux mutations politiques et sociales, le retrait du Pacte de Varsovie et la proclamation de la neutralité etc.).

Au début, le ministre de France à Budapest et ses collaborateurs ont fait le procès des desseins d'Imre Nagy en tant que président du Conseil des ministres, car ils ont associé son nom à l'appel à l'Armée soviétique contre le mouvement populaire, et à l'exigence que les insurgés déposent les armes²⁵¹. La composition de son gouvernement formé le 27 octobre 1956 a été également critiquée : « *Ce gouvernement ressemble étrangement à celui qu'on aurait pu constituer avant le 23 octobre. Il est composé de communistes non staliniens ou*

²⁴⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 546 à 549 (29 octobre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

²⁴⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (le 30 octobre 1956), note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le ministre, *L'insurrection hongroise (Documents diplomatiques français 1956 III, p. 107)*.

²⁵⁰ Par exemple : AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1023/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁵¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1022/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français 1956 III, p. 38*).

dédouanés, d'opportunistes. La seule concession réelle est l'attribution des portefeuilles de l'agriculture et des finances à deux personnalités de l'ancien Parti des petits propriétaires », a noté G. Turbet-Delof dans son journal le 27 octobre²⁵². Dans les premiers jours de la révolution, les diplomates français lui attribuaient, avec justesse, peu de soutien social. On a vérifié cette constatation lors du voyage déjà relaté de G. Turbet-Delof en Transdanubie. On pensait que la marge de manœuvre de Nagy même au sein de la direction du parti était très restreinte²⁵³, et que sa popularité « ne tiendrait pas derrière des baïonnettes russes »²⁵⁴. Néanmoins la Légation a rapporté, le 26 octobre, les changements de la politique du chef du gouvernement, qui avait accepté la majeure partie des revendications des insurgés²⁵⁵. Cela n'empêche pas J. Paul-Boncour de continuer à se méfier d'Imre Nagy. Le ministre de France a qualifié, le 29 octobre, son programme de politique intérieure : « une série de promesses véritablement démagogiques », « impossibles à réaliser dans un avenir prévisible ». Dans le même rapport, il écrit toutefois que « L'équipe KADAR-NAGY s'efforce de donner quelques satisfaction tangibles à l'opinion ». Les diplomates français perçurent le changement fondamental de ton de la presse officielle hongroise qui ne tenait plus la révolte pour fasciste²⁵⁶. En outre, les dépêches de Budapest ont bien montré le décalage qui existait entre le gouvernement de Budapest et les nouveaux organes révolutionnaires (les conseils ouvriers, les comités révolutionnaires etc...) durant la période examinée dans ce chapitre.

Les documents provenant de la légation de France à Budapest, en ce temps-là, ont donné peu d'informations sur János Kádár, autre homme-clé du gouvernement. On communique le 25 octobre seulement qu'il était devenu chef du Parti des travailleurs hongrois à la place de E. Gerő²⁵⁷, et comme Nagy, son influence sur les événements révolutionnaires était très faible²⁵⁸. Il est intéressant de noter que J. Paul-Boncour a attribué plus d'importance à la libération et au

²⁵² TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 41.

²⁵³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 631 à 632 (24 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁵⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 638 à 639 (26 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁵⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1023/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁵⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1024/EU (29 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français 1956 III*, pp. 77-79).

²⁵⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 635 à 637 (25 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁵⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1023/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

rôle de médiation de József Mindszenty, Archevêque d'Esztergom, Primat de Hongrie, emprisonné depuis 1949²⁵⁹. Il le jugea comme la seule alternative possible dans le dénouement de la crise hongroise²⁶⁰. Le ministre de France s'étonnait qu'« à la différence de la province, le nom de Cardinal MINDSZENTY n'ait pas été prononcé à ce jour [le 26 octobre] par cette jeunesse de Budapest qui est encore à la tête du mouvement révolutionnaire »²⁶¹. J. Paul-Boncour attendait qu'après sa libération du 31 octobre, Mindszenty joue le rôle d'artisan de la paix²⁶².

La tournure prise par la politique du gouvernement d'Imre Nagy faisait également l'objet d'un examen attentif des services compétents à Paris. Contrairement aux informations envoyées par J. Paul-Boncour qui suspectait Nagy dès le début, Jean Laloy, directeur du Département d'Europe doutait que ce fût vraiment Imre Nagy qui en ait appelé le 23 octobre aux Soviétiques : « d'après de nombreuses informations, les troupes soviétiques se sont dirigées sur Budapest avant toute requête du Gouvernement, constitué apparemment fort tard dans la nuit du 23 au 24 », écrivait-il dans sa note d'information²⁶³. On expliqua la nomination d'Imre Nagy au Bureau politique et au poste du chef du gouvernement, et le maintien d'E. Gerő comme premier secrétaire du Parti, par l'ambition du Parti hongrois, alors confronté à la brusque explosion du nationalisme. Les communistes hongrois auraient cherché à évoluer vers une forme de « communisme national »²⁶⁴. En revanche, l'ambassade de France à Londres, à

²⁵⁹ Sur la libération de József MINDSZENTY voir Árpád TYEKVICSKA, *A bíboros és a katona. Mindszenty József és Pálkás-Pallavicini Antal a forradalomban* [Le cardinal et le soldat. József Mindszenty et Antal Pálkás-Pallavicini dans la révolution], Budapest, Századvég-Institut de 1956, 1994, pp. 41-56. Sur l'Eglise catholique dans les événements révolutionnaires : Konrád SZÁNTÓ, *Az 1956-os forradalom és a katolikus egyház* [La révolution hongroise de 1956 et l'Eglise Catholique], Miskolc, Szent Maximilian, 1992.

²⁶⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 638 à 639 (26 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁶¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1023/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁶² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 675 à 677 (31 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁶³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (27 octobre 1956). Note d'information de Jean LALOY, directeur des Affaires politiques d'Europe, communiqué à Londres (n° 11391 à 11398), à Washington (n° 11568), à REPAN [Représentant permanent au Conseil de l'OTAN] (n° 107) et à New York (ONU) (n° 3308 à 3315).

²⁶⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (3 novembre 1956 [La date est erronée. Le document devait être daté du 24 octobre]), note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le secrétaire général, *Troubles de Budapest*.

partir des sources diplomatiques britanniques²⁶⁵, et celle de Vienne se référant aux Hongrois autrichiens²⁶⁶, suggéraient le 29 octobre que l'on ne devait pas croire aux promesses d'Imre Nagy. Toutefois, l'extrait suivant d'une note du 30 octobre signale l'appréciation de plus en plus positive des formations gouvernementales successives : « *A Budapest, le gouvernement Nagy s'efforce de contrôler l'insurrection par une série de modification de sa structure : le 24 octobre, premier cabinet entièrement communiste, mais antistalinien; le 26, deuxième cabinet complété par quelques personnalités non communistes, membres du 'Front populaire patriotique'; le 30, gouvernement de coalition faisant appel, 'comme en 1945', à tous les partis démocratiques. Nagy annonce à cette date la fin du régime du parti unique et l'organisation des élections libres* »²⁶⁷. Tout de même, et conformément à ce qu'estimait la mission diplomatique de Budapest, on a considéré au Quai d'Orsay que la situation du gouvernement d'Imre Nagy était précaire surtout pour deux raisons : d'une part, son sort dépendait grandement du comportement des troupes soviétiques ; d'autre part, les insurgés, en particulier en province, présentaient un programme de réforme encore plus radical dont l'application excluait la formule d'un gouvernement de « *Front Populaire* »²⁶⁸.

En bref, si on considère la collecte, la transmission et le dépouillement des informations, mais aussi l'appréciation initiale de la nature des événements, on peut affirmer que la diplomatie française était dans l'ensemble bien renseignée malgré les difficultés de la légation à Budapest en matière de communication et la situation extrêmement confuse caractérisant ce type de mouvements de masse. Les nouvelles de Hongrie ont été interprétées avec pertinence, comme le confirment les dernières recherches. La révolte hongroise a suscité une grande émotion chez les fonctionnaires du Quai d'Orsay. Il reste à observer maintenant la réponse que la diplomatie française a donné aux questions soulevées par la crise.

²⁶⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 4700 à 4701 (29 octobre 1956). Télégramme de l'ambassade de France à Londres.

²⁶⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 546 à 549 (29 octobre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

²⁶⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (30 octobre 1956), note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le ministre, *L'insurrection hongroise (Documents diplomatiques français 1956 III, p. 107)*.

²⁶⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (30 octobre 1956), note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Le nouveau gouvernement hongrois et le comité de 6 membres du Parti communiste*.

5. LES RÉACTIONS INICIALES DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE À LA RÉVOLUTION HONGROISE

Pour présenter les réactions de la diplomatie française face aux échos de l'insurrection, nous allons d'abord énumérer les facteurs pesant sur sa prise de décision. Ensuite, nous mettrons en lumière les démarches diplomatiques françaises, au sein d'un contexte international chargé, pour enfin analyser l'attitude du Quai d'Orsay concernant cette affaire.

Les facteurs influant sur la position du Quai d'Orsay

Deux paramètres primordiaux ont conditionné l'action du Quai d'Orsay à propos de la Hongrie : le système bipolaire de la Guerre froide et les intérêts de la France au Proche-Orient, en particulier Suez.

L'importance fondamentale de l'inviolabilité des sphères d'influence des deux superpuissances – États-Unis et Union soviétique ; la place de la France dans ce monde divisé ; ainsi que la subordination de la politique étrangère française à celle des États-Unis, ont été longuement analysées dans la littérature. Ce sont des conditions stratégiques, valables pour longtemps, et délimitant avec précision la marge de manoeuvre de Paris. La fermeté des Soviétiques, au cas où les Occidentaux interviendraient dans un pays satellite de Moscou pour aider une éventuelle révolte, était connue des décideurs de l'Ouest. Les documents de l'OTAN, comme on l'a vu plus haut, prouvent qu'on tenait compte de cette donnée, en refusant d'encourager les mouvements insurrectionnels chez ces peuples. Mais dans leur désir d'exploiter les possibilités issues du dégel en Europe orientale et de la détente dans les rapports Est-Ouest, les puissances atlantiques s'efforçaient d'élaborer, depuis l'été 1956, une nouvelle politique plus ouverte vis-à-vis des États du bloc soviétique. La crise hongroise éclate au moment où cette nouvelle attitude s'élaborait au sein de l'OTAN. Nous sommes en droit de supposer que les positions prises par ses alliés au Conseil de l'Atlantique Nord et dans les autres instances internationales ont influé en l'occurrence l'attitude de la diplomatie française. Observons ces interactions :

Après la réunion du Conseil de l'OTAN du 24 octobre 1956, au cours de laquelle les nouvelles de Budapest n'ont pas été traitées (voir Chapitre I), les représentants permanents des pays atlantiques se sont rencontrés le 27 octobre en séance privée. A cette occasion, le délégué britannique confirme l'intention des trois gouvernements français, anglais et américain de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU à propos de l'affaire hongroise. L'ambassadeur norvégien suggère que d'autres pays s'associent à cette démarche urgente à cause de l'intervention de l'Espagne du général Franco aux Nations Unies²⁶⁹. Le représentant français, Alexandre Parodi le soutient. On tombe d'accord sur le fait que les gouvernements qui souhaiteraient se joindre à cette initiative, inviteraient leurs représentants à New York à prendre contact sur place avec les ambassadeurs des trois pays. Les délégués italien et ouest-allemand ajoutèrent alors que leurs gouvernements pensaient qu'il y aurait intérêt à ce que le Conseil de l'Union de l'Europe Occidentale se saisisse d'une affaire avant tout européenne. Mais l'Américain George W. Perkins émit aussitôt quelques réserves. Il y aurait inconvénient, selon lui, à placer sur une base étroitement régionale une question qui touche aux rapports Est-Ouest. Les représentants de la Grèce et de l'Italie suggèrent qu'un communiqué fasse savoir que l'OTAN s'était saisie de la question. L'ambassadeur français, A. Parodi, s'éleva alors contre cette proposition, en arguant qu'un tel communiqué risquerait d'être utilisé par les Soviétiques pour tenter de légitimer leur intervention. Les délégués britannique et américain se prononcèrent aussi en ce sens : le Conseil se rallia en conséquence à leurs vues²⁷⁰.

Au Conseil atlantique du 30 octobre 1956, le développement de la situation de Hongrie a également été longuement examiné. Le représentant turc y estima que la lutte en Hongrie avait atteint de telles proportions qu'elle ne constituait plus une révolte contre les Soviétiques, mais contre le régime communiste lui-même. Dans ces conditions l'OTAN devrait soutenir au maximum les États satellites. Selon son gouvernement, il fallait remettre une note de protestation au gouvernement soviétique. Les autres ambassadeurs ont

²⁶⁹ Le Conseil des ministres espagnol s'est réuni le 26 octobre 1956 sous la présidence de FRANCO et a chargé le représentant d'Espagne à l'ONU d'élever, au nom de son pays, une protestation « contre l'action sanglante des troupes soviétiques dans les conflits internes de Hongrie et de Pologne et de demander à l'organisme international son intervention » (Télégramme de Guy LE ROY DE LA TOURNELLE, ambassadeur de France en Espagne, le 27 octobre 1956, n° 834 à 836, publié par *Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 57-58).

²⁷⁰ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 50.408 (27 octobre 1956). Télégramme d'Alexandre PARODI, représentant permanent de France au Conseil de l'OTAN. Cf. KECSKÉS, « A NATO és a magyar forradalom », pp. 111-112.

cependant souligné que le souci du gouvernement turc était dépassé, car le Conseil de sécurité s'était déjà saisi de la question et avait prononcé en quelque sorte la condamnation de l'action soviétique²⁷¹.

La France à l'ONU et la révolution hongroise

Que se passe-t-il à l'ONU depuis le début de la crise hongroise²⁷² ? Quel comportement y adoptèrent la France et les autres grandes puissances ? Le 25

²⁷¹ Les Archives du ministère des Affaires étrangères belge (Bruxelles) = AMAEB : 12787/1456, « Hongrie » dossier général, Courrier NATO n° 86 (31 octobre 1956). Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

²⁷² Pour l'histoire de l'affaire hongroise à l'ONU (1956-1963) il n'existe pas encore de monographie. Voici l'historiographie récente sur le sujet : László VARGA, « Az ENSZ és a magyar forradalom » [L'ONU et la révolution hongroise], *História*, 1992, n° 8 ; Csaba BÉKÉS, « A magyar kérdés az ENSZ-ben és a nyugati hatalmak titkos tárgyalásai, 1956. október 28–november 4. (Brit külügyi dokumentumok) » [La question hongroise à l'ONU et les négociations secrètes des puissances occidentales du 28 octobre au 4 novembre 1956 (Documents diplomatiques britanniques)], *Évkönyv II...* (publication anglaise : « The Hungarian Question on the UN Agenda. Secret Negotiations by the Western Great Powers October 26th – November 4th 1956. British Foreign Office Documents, *The Hungarian Quarterly* [Revue trimestrielle hongroise], 2000, n° 157.) ; András NAGY, « Jelentés egy kutatásról. A 'Bang Jensen-ügy'. Ami történt és ami nem történt 1956 után az ENSZ-ben » [Rapport sur une enquête. 'L'affaire Bang Jensen'. Ce qui s'est passé et ce qui ne s'est pas passé après 1956 à l'ONU], *Évkönyv III...* ; 'Az ENSZ és Magyarország. 1957. Dokumentumok az ENSZ Ötös Bizottságának jelentése elleni magyarországi tiltakozó kampány szervezéséhez' [L'ONU et la Hongrie. Documents pour l'organisation d'une campagne de protestation contre le rapport du Comité des Cinq de l'ONU], préf. par Edit PÓR et Gergő Bendegúz CSEH, *Társadalmi Szemle* [Revue Sociale], 1995, n° 5 ; József KÖVÁGÓ, « Kővágó József tanúvallomása az Egyesült Nemzetek közgyűlése által a magyar ügyben létrehozott öttagú bizottság előtt New Yorkban 1957. január 29-én » [Le témoignage de József Kővágó devant le Comité des cinq membres créé par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 29 janvier 1957], *Hitel* [Crédit], 1996, n° 11 ; « Buzogány vagy nádpálca? Dokumentumok. Domokos József, a Legfelsőbb Bíróság elnöke felszólalása a testület 1957. március 22-i teljes ülésén. Jegyzőkönyv a budapesti pártbizottság 1957. október 7-én tartott titkári értekezletéről. Tervezet az ENSZ Ötösbizottság jelentésével kapcsolatos tiltakozó kampány szervezésére » [Massue ou baguette ? Documents. Le discours du président du Tribunal Suprême à la séance plénière du 22 mars 1957. Procès-verbal sur la conférence des secrétaires du Comité de parti de Budapest du 7 octobre 1957. Projet pour l'organisation de la campagne de protestation contre le rapport du Comité des Cinq de l'ONU], *Beszélő* [Parlant], 1996, n° 8 ; Csaba BÉKÉS, « A magyar kérdés az ENSZ-ben » [La question hongroise à l'ONU], *Rubicon*, 1996, n° 8-9 ; Gábor MURÁNYI, « A Konduktorov-ügy. Kós Péter: 'Kormánynyilatkozatot ismertettem' » [L'affaire Konduktorov. Péter Kós : 'J'ai exposé la déclaration gouvernementale'], *Az átkos múlt hetek* [Les semaines passées maudites], Budapest, Édition de l'Auteur, 1996 ; KECSKÉS, « A szuezi válság... » ; István BORSODY, « A magyar kérdés a politikai süllyesztőben » [La question hongroise sur la

octobre 1956, le gouvernement américain prit l'initiative, avec ses alliés, de porter l'affaire hongroise aux Nations Unies. Ainsi il proposa au ministère des Affaires étrangères français d'écrire une lettre au président du Conseil de sécurité à propos des événements de Hongrie. La diplomatie française réagit avec prudence. Avant tout, elle souhaitait se concerter avec le Foreign Office²⁷³. Au début, les Britanniques se montrèrent également réservés, pensant que la révolte allait être vite réprimée. Ils se lancèrent aussi dans l'explication obscure suivante : « *la tendance du Gouvernement britannique était de tenir en réserve les arguments que nous fournissait l'intervention des troupes soviétiques en Hongrie pour le cas où les Russes nous attaqueraient ultérieurement à propos d'actions que les circonstances nous conduiraient à entreprendre ailleurs...* »²⁷⁴. « Ailleurs » ? De quoi s'agit-il ? Chypre ? L'Algérie ? Suez, peut-être ? On n'est pas certain que cette hypothèse-ci soit la bonne, car les gouvernements britannique et français, comme on a vu plus haut, ont préparé la guerre de Suez dans le plus grand secret, en excluant les ministères des affaires étrangères.

Une fois la proposition des États-Unis transmise au gouvernement de Londres, le Premier ministre britannique, Anthony Eden, décida d'accepter à condition que les Français se rallient à l'action commune. Le Quai d'Orsay dit oui. Pour rédiger rapidement la lettre, les représentants américain, britannique et français à l'ONU négocièrent directement, sur place, à New York. Csaba Békés a conclu d'après les sources américaines et britanniques que ces pourparlers secrets avaient été la concertation la plus substantielle des puissances

trappe politique], *Amerikai évek. Egy magyar federalista írásai* [Des années américaines. Du dossier d'un fédéraliste hongrois – du même auteur], préf. par Gyula BORBÁNDI, Budapest, Osiris, 2000 ; Bo LIDEGAARD, *A legmagasabb ár. Povl Bang-Jensen és az ENSZ, 1955–1959* [Le prix le plus élevé. Povl Bang-Jensen et l'ONU, 1955-1959], Budapest, Magyar Könyvklub, 2000 (l'édition originale : *Den højest pris*, Copenhague, Samlerens Forlag A/S, 1998 ; Béla KIRÁLY, « Az ENSZ és a magyar forradalom » [L'ONU et la révolution hongroise de 1956], *A magyar forradalom eszméi...*

²⁷³ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, (26 octobre 1956). Télégrammes de Jean DARIDAN, directeur adjoint du cabinet du ministre à Londres (n° 11343 à 11345) et à Washington (n° 11528 à 11530) (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 32-33).

Cf. sur le comportement de la France aux Nations Unies concernant la question hongroise : KECSKÉS, « Franciaország politikája az ENSZ-ben a „magyar ügy” kapcsán: 1956–1963 » [La politique de la France à l'ONU concernant l'affaire hongroise : 1956-1963], *Századok* [Siècles], octobre 2000.

²⁷⁴ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 4659 à 4664 (27 octobre 1956). Télégramme de Jean CHAUVEL, ambassadeur de France au Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord (*Documents diplomatiques français 1956* III, p. 43).

occidentales en la matière²⁷⁵. Le piquant de la situation découlait du fait que non seulement Henry Cabot Lodge, représentant américain à l'ONU, ignorait les raisons véritables des réticences de Paris et Londres, mais les ambassadeurs français et britannique eux-mêmes n'étaient pas informés. Leurs gouvernements craignaient que l'inscription de l'affaire hongroise à l'ordre du jour du Conseil de sécurité crée un précédent fâcheux concernant l'action envisagée à l'Égypte fin octobre. Étant donné que l'intervention militaire à Suez n'était pas concertée avec Washington, ils se rangèrent bon gré mal gré à l'avis des Américains. Les trois grandes puissances occidentales pouvaient désormais réclamer de conserver la convocation du Conseil²⁷⁶.

Les instructions du ministère des Affaires étrangères français envoyées à la mission permanente à l'ONU témoignèrent d'une grande prudence : on voulait éviter toute intervention active. Un seul point fut souligné : « *Il est indispensable que le projet de résolution qui sera déposé devant le Conseil de Sécurité dans la question hongroise ne contiennent aucune disposition de nature à gêner notre action en Algérie et nos relations avec le Maroc et la Tunisie. En particulier nous sommes opposés à la création d'une commission d'enquête.* »²⁷⁷

Au cours des négociations, les partenaires étaient entièrement unanimes pour condamner publiquement l'intervention soviétique. Mais compte tenu de la situation inextricable en Hongrie, on préféra temporiser²⁷⁸. Pour cette raison, les Occidentaux ne présentèrent pas de projet de résolution à la réunion du Conseil de sécurité du 28 octobre 1956²⁷⁹. Néanmoins, au Quai d'Orsay on prépara un tel projet, envoyé au représentant français à l'ONU tout en soulignant qu'il s'agissait de propositions uniquement pour les conversations tripartites. La motion rappelait que les principes des Nations Unies reposaient sur le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; constatait que les troupes soviétiques étaient directement intervenues en Hongrie, et qu'en conséquence le gouvernement français « *soucieux de voir respecter l'indépendance et la*

²⁷⁵ BÉKÉS, « A magyar kéréds az ENSZ-ben... », pp. 39-42. L'historiographie antérieure qui n'avait pas connaissance des négociations tripartites en coulisses, considérait que les débats du Conseil de sécurité de l'ONU étaient les négociations les plus importantes sur le plan international à propos de la révolution hongroise.

²⁷⁶ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 63.

Document officiel de l'ONU : Lettre en date du 27 octobre 1956, adressée au président du Conseil de sécurité par les représentants des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la situation en Hongrie (S/3690).

²⁷⁷ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 3282 (27 octobre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères à la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Documents diplomatiques français 1956* III, p. 49).

²⁷⁸ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 64.

²⁷⁹ *Ibidem*.

souveraineté de la Hongrie, invitait l'URSS à cesser immédiatement toute ingérence dans les affaires intérieures de la Hongrie. »²⁸⁰

La réunion du Conseil de sécurité du 28 octobre fut présidée par Bernard Cornut-Gentille, représentant français à l'ONU. Celui-ci rappela d'abord à l'ordre l'ambassadeur soviétique, A. Sobolev, qui protestait contre la convocation de la réunion. Il lui signifia que le règlement intérieur du Conseil laissait à son seul président le soin de décider la date de sa convocation. Ainsi l'ordre du jour fut adopté malgré l'attitude négative soviétique et l'abstention yougoslave. Le représentant de Moscou accusa en retour la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne, d'intervenir dans les affaires intérieures de Hongrie. Il qualifia de crime le comportement des Britanniques à Chypre et la politique menée en Algérie par les Français²⁸¹.

Au cours du débat général, le chef de la mission français prit la parole après l'Américain, Henry Cabot Lodge et le Britannique, Sir Pierson Dixon. Dans son discours, qui était plus modéré que celui de son collègue britannique, il exposa pourquoi, selon le gouvernement français, la convocation du Conseil de sécurité était justifiée. Il considérait que la gravité de la situation en Hongrie avait mis en danger la cause de la paix et de la sécurité internationale (article 34 du Charte de l'ONU). Le traité de paix de Paris garantissait à la Hongrie l'exercice de ses droits fondamentaux, mais l'intervention soviétique avait violé ce règlement. Il refusa aussi l'argument soviétique selon lequel l'Union soviétique est intervenue militairement en application du point 4 du Pacte de Varsovie, car cela n'était en vigueur qu'au cas d'attaque extérieure. « *Quels sont les Hongrois qui se livrent à ce soulèvement ?* », demande B. Cornut-Gentille. « *Ce sont selon tous les rapports, des ouvriers, des étudiants et même des soldats* ». S'ensuivit une description objective du déroulement de la révolution. Définissant l'attitude de la France, il souligna que la France, en aucun cas, ne voulait s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays, mais qu'elle entendait soutenir les prétentions de Hongrie à l'autodétermination. Fondamentalement, les actes soviétiques violaient les droits internationaux. « *Il faut que soit rétablie au plus tôt la souveraineté du peuple hongrois. Il faut que cesse sans délai, par le*

²⁸⁰ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 3326 à 3327 (28 octobre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères à la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

²⁸¹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2022 (28 octobre 1956). Télégramme de Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies. Pour les procès-verbaux officiels des réunions du Conseil de sécurité de l'ONU durant la crise hongroise : Nations Unies, Conseil de sécurité, 11^e année, Documents officiels, 710-759^e séance, 12 janvier-19 décembre 1956, New York (1956-1958), Bibliothèque dépositaire de l'ONU, Bibliothèque du Parlement hongrois (Budapest).

retrait des troupes soviétiques de la lutte, les effusions de sang. ». Mais comme ses collègues anglo-saxons, B. Cornut-Gentille ne déposa aucun projet de résolution²⁸². Donc, tout en employant la propagande pour dénoncer avec indignation le comportement soviétique, la diplomatie française, comme ses partenaires occidentaux, a mené une politique très, très prudente aux Nations Unies à propos de la crise hongroise.

La déclaration officielle du gouvernement français

Les déclarations officielles des gouvernements occidentaux firent preuve aussi des plus grandes précautions, vu le contexte périlleux de la Guerre froide. On voulait avant tout rassurer les Soviétiques quant aux intentions de l'Ouest. Le président D. Eisenhower, président des États-Unis confia à son secrétaire d'État, John Foster Dulles, la tâche d'insérer dans son discours à prononcer pour la campagne présidentielle le 27 octobre à Dallas, un message à l'adresse de l'URSS, assurant cette dernière que, si les nations de l'Europe de l'Est recouvraient leur liberté, ceci ne mettrait nullement en danger les intérêts de sécurité de l'Union soviétique, étant donné que les États-Unis ne considéraient pas ces pays comme des alliés militaires potentiels. Cette déclaration fut immédiatement notifiée aux Soviétiques par voie diplomatique²⁸³. Les gouvernements anglais et français, dans l'intérêt du succès de leur action commune à Suez, ont pris des positions encore plus prudentes²⁸⁴. Selon l'analyse de Csaba Békés, qui a dépouillé les sources diplomatiques britanniques, Londres a tout fait pour ne pas provoquer, même par hasard, l'Union soviétique, et ne pas fournir de prétexte à l'accusation de Moscou, selon laquelle la révolte hongroise avait été inspirée par les puissances occidentales. Sir John Ward, ministre-adjoint des Affaires étrangères britannique, écrit dans une note du 27 octobre que, d'après des informations strictement confidentielles, les Soviétiques comptaient sur l'intervention occidentale. C'est pour cette raison que le Lord du Sceau privé, répondant à une

²⁸² AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2023 (le 28 octobre 1956). Télégramme de Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

²⁸³ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 56-58, 64.

Le discours de J. F. DULLES du 27 octobre 1956 à Dallas a été publié in extenso : *Department of State Bulletin* [Bulletin du Département d'État], le 5 novembre 1956. Cf. *Foreign Relations of the United States, 1955-1957. Eastern Europe* [Les Relations Extérieures des États-Unis, 1955-1957. L'Europe orientale], volume XXV, Washington, United States Government Printing Office, 1990, pp. 317-318.

²⁸⁴ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 61.

question au parlement, affirma au nom du Premier ministre A. Eden : « [le gouvernement britannique] n'a aucunement l'intention de profiter des événements en Europe de l'Est pour saper la sécurité de l'Union soviétique. »²⁸⁵

L'attitude affichée par le gouvernement français suivait parfaitement la ligne adoptée par ses plus proches alliés. Le 26 octobre, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, lors d'un déjeuner de presse à la Maison de l'Amérique latine, tint les propos suivants : « *Le gouvernement soviétique a commis une erreur majeure en faisant intervenir son armée pour écraser les paysans et les ouvriers de Hongrie. Cependant, il ne faut pas abuser de la situation actuelle. Si l'histoire et la géographie obligent des pays comme la France à maintenir une solidarité avec l'Occident, il serait dangereux de vouloir couper les liens que d'autres pays tels que la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie, ont avec l'URSS. Cela donnerait un prétexte à l'URSS et à certains hommes d'État dans ces pays pour revenir sur la déstalinisation. L'écroulement du mythe de Staline a des conséquences inévitables d'abord dans les pays satellites. Ces conséquences peuvent se manifester un jour en URSS elle-même.* | *Il existe dans l'Europe de l'Est, au sein des partis communistes, une tendance à l'indépendance vis-à-vis de la 'centrale' de Moscou. Ce phénomène a une importance capitale. Mais cela ne veut pas dire que ces partis communistes doivent pour autant cesser d'être communistes.* | *Je ne suis pas convaincu que des hommes pour qui j'ai d'ailleurs la plus grande estime, tels que le président Eisenhower, aient raison quand ils indiquent que le rôle de l'Occident est de se substituer à l'influence russe dans ces pays. Il serait dangereux de poser trop tôt le problème des relations entre l'Occident et les pays de l'Est.* | *La France ne veut pas prendre position sur ce qui doit se passer dans les pays de l'Est. Mais elle doit aider ses amis à surmonter leurs difficultés économiques. Elle peut également intensifier ses relations culturelles et répandre ainsi ses idées. Il n'y a pas de raison que l'idéologie communiste soit plus forte que l'idéologie démocratique.* »²⁸⁶ Le Ministre entérinait donc le fait que la France ne voulait pas être impliquée dans les événements de Pologne et de Hongrie²⁸⁷.

²⁸⁵ BÉKÉS, « A brit kormány... », p. 27.

²⁸⁶ *Le Monde*, le 28-29 octobre 1956, p. 5.

²⁸⁷ BÉKÉS, « A brit kormány... », p. 27. L'auteur se réfère à un document conservé au Public Record Office (London) : Foreign Office General Correspondence (371), 122063 NH 1012/26.

L'activité de la diplomatie française sur « les fronts secondaires »

Cette politique extrêmement prudente se retrouve clairement dans le comportement de la diplomatie française sur « *les fronts secondaires* » de la vie internationale. Bien que le Quai d'Orsay ait participé à la campagne diplomatique de Washington en vue de mobiliser le plus possible de pays pour soutenir la position occidentale aux Nations Unies, il n'a guère agi à l'encontre des deux pays directement engagés : c'est-à-dire la Hongrie et l'Union soviétique. Dans le but de réaliser le projet américain, les missions diplomatiques des États-Unis ont en effet consulté celles de la France dans les diverses régions du Monde. Au Cambodge, le chargé d'affaires américain a même demandé à son collègue français de sonder l'opinion du gouvernement royal de Phnom Penh au sujet de la plainte commune déposée à l'ONU²⁸⁸. Le ministère des Affaires étrangères français a fait droit à cette requête²⁸⁹. En Finlande, le chargé d'affaires américain, avec le concours de l'ambassadeur français, a également pris l'initiative estimant « *qu'il convenait de montrer aux dirigeants finlandais que la position spéciale de leur pays ne les dispensait pas automatiquement de tout geste de solidarité, dût-il choquer Moscou* ». Mais les autorités finlandaises, à l'ombre de la menace soviétique, se sont dérobées²⁹⁰. La diplomatie autrichienne qui suivait de près les événements hongrois, a réagi d'une façon beaucoup plus vivante : fin octobre, le ministère des Affaires étrangères autrichien a convoqué trois fois l'ambassadeur français à Vienne, F. Seydoux de Clausonne, avec ses homologues britannique et américain pour exposer sa position. S'inquiétant du sort de la révolution hongroise, il incita les puissances occidentales à une politique plus active. Dans le même ordre d'idées, les Autrichiens revendiquèrent l'envoi par l'ONU, d'une commission d'enquête

²⁸⁸ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 1201 à 1202 (29 octobre 1956). Télégramme de Pierre GORCE, ambassadeur de France au Cambodge.

²⁸⁹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 1231 à 1233 (31 octobre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères à l'ambassade de France au Cambodge.

²⁹⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 69 (31 octobre 1956). Télégramme de Géraud JOUVE, ambassadeur de France en Finlande.

en Hongrie, et mentionnèrent la nécessité d'un programme d'aide économique en soulignant le rôle potentiel de l'Europe, et celui de la France en particulier²⁹¹.

La politique française menée dans le bloc soviétique

Quant au bloc soviétique, en dehors de la collecte classique des informations, nous n'avons trouvé aucune trace d'activité supplémentaire de la part de la diplomatie française durant la stricte période examinée dans ce chapitre. La correspondance politique étudiée indique que l'Administration centrale n'a pas envoyé d'instructions aux missions françaises à Budapest et à Moscou. Dans les relations avec les insurgés et les organisations révolutionnaires, le personnel de la légation de France à Budapest, à l'instar des autres diplomates occidentaux, fit preuve d'une grande prudence. Comme nous l'avons vu plus haut, G. Turbet-Delof, attaché culturel, se présentait habituellement comme journaliste français pour prendre le pouls du pays. Quant il est allé à la Faculté de droit de l'Université de Budapest pour prendre des renseignements sur le recrutement de la Garde nationale, lors du contrôle des pièces d'identité à l'entrée, on reconnut sa qualité, et G. Turbet-Delof fut introduit auprès du Comité révolutionnaire des intellectuels hongrois qui siégeait dans ce bâtiment. Il s'est empressé de préciser son statut : « *j'étais venu à titre privé, en tant que chargé de cours à l'Université de Budapest, fonctions dans lesquelles je suis réintégré depuis le 22 octobre* »²⁹². Quand les insurgés ont arrêté la voiture du ministre J. Paul-Boncour²⁹³ et celle de l'attaché militaire, J. Lafon de Lageneste, les diplomates français se sont bornés à prendre acte de leurs messages et à les transmettre²⁹⁴.

On peut donc considérer que la diplomatie française a mené une politique prudente et peu active concernant la crise de l'Europe orientale au cours de la première période de la révolution hongroise²⁹⁵. La situation internationale du gouvernement français présidé par Guy Mollet était

²⁹¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 532 à 534, 567, 571 à 573, 580 à 582 (28, 30, 31 octobre 1956). Télégrammes de François SEYDOUX DE CLAUSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

²⁹² TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 52.

²⁹³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1023/EU (26 octobre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

²⁹⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 640 (26 octobre 1956). Télégramme de la légation de France en Hongrie, *Description des aspects militaires de la situation d'après l'Attaché militaire (Documents diplomatiques français 1956 III, pp. 35-36).*

²⁹⁵ Cf. DU RÉAU, « Les socialistes français... », pp. 511-520.

particulièrement complexe : la préparation politique et militaire de la guerre de Suez a grandement retenu l'attention des responsables de la politique étrangère au niveau le plus élevé. Dans une telle situation, les nouvelles de l'insurrection hongroise ont probablement eu peu d'écho chez eux. La prudence instinctive découlant des règles intériorisées de la Guerre froide a redoublé sous le coup de la guerre imminente au Proche-Orient. En conséquence la réprobation du comportement soviétique en Hongrie resta très mesurée : l'exposé de Ch. Pineau, ministre des Affaires étrangères et le discours de propagande du représentant français au Conseil de sécurité de l'ONU avaient pour simple but de montrer à l'opinion mondiale que la France déplorait l'intervention soviétique, tout en se gardant de la condamner au point de provoquer sérieusement Moscou. Les démarches diplomatiques auprès des autres instances internationales se conformaient à ce postulat.

Il nous reste à voir comment cette ligne de conduite va être modifiée sous l'effet réuni du développement ultérieur de la révolte hongroise et du déclenchement de l'opération de Suez.

Chapitre 3

La perception de la révolution hongroise par la diplomatie française II

(Du 30 octobre au 4 novembre 1956)

Le 29 octobre 1956, conformément à l'accord anglo-franco-israélien de Sèvres, l'État juif attaqua l'Égypte de Nasser inaugurant ainsi la crise de Suez. Selon le scénario élaboré, après l'expiration de l'ultimatum du 30 octobre, la France et la Grande-Bretagne rejoignirent Israël, le 31 octobre, par le bombardement des points stratégiques et aéroports égyptiens.

Cependant en Hongrie, le 30 octobre 1956, plusieurs questions restaient ouvertes : Jusqu'à quel point la politique d'apaisement du gouvernement d'Imre Nagy serait-elle efficace, et les concessions faites aux insurgés et aux organisations révolutionnaires de la capitale et de la province les satisferaient-ils ? Quelle décision finale prendrait la direction soviétique ? Quel comportement adopteraient les « démocraties populaires » en général, et la Pologne nouvelle en particulier ? Comment évoluerait l'attitude yougoslave ? Que serait la réaction de l'Occident et celle de la diplomatie française au développement de la crise hongroise ? La réponse à ces questions devait prendre forme entre le 30 octobre et le 6 novembre.

1. LA DEUXIÈME PHASE DE LA RÉVOLUTION EN HONGRIE²⁹⁶

Des éléments à la fois de stabilité et de déstabilisation caractérisent l'atmosphère de la deuxième phase. La fin des affrontements armés et les décisions du gouvernement ont calmé dans une certaine mesure la situation. On institua des forces de l'ordre, et les différents partis démocratiques commencèrent à s'organiser²⁹⁷. Cependant la haine ressentie contre l'ancien régime, refoulée pendant de longues années, a émergé chez beaucoup et s'est exprimée dans certains cas sous la forme de jugements sommaires sur la place publique. Un lynchage, lors de l'occupation du siège du Parti à Budapest (place Köztársaság) a fait une douzaine de morts. Paradoxalement, ces événements ont également contribué à consolider la situation, car, par la suite, nombre de mouvements condamnèrent les verdicts populaires et s'élevèrent en faveur d'une révolution « propre »²⁹⁸.

Mais par ailleurs, une partie des organisations révolutionnaires en voie de radicalisation et certains groupes d'insurgés se méfiaient dès le début du gouvernement. Ils continuaient à réclamer de nouvelles mesures énergiques pour garantir l'indépendance nationale. Ils insistèrent pour un renvoi des ministres « rakkosistes ». Dans cette intention, les conseils ouvriers poursuivirent la grève.

Le 30 octobre, on libéra le cardinal József Mindszenty. Beaucoup cherchaient à se regrouper autour de lui, avec le dessein de former plus tard un gouvernement d'orientation démocrate-chrétienne. Mais dans ses déclarations, le

²⁹⁶ Sur la deuxième période de la révolution en Hongrie voir : MOLNÁR, *Victoire d'une défaite...*, pp. 201-218, 313-318 ; M. BAK-KOZÁK-LITVÁN-M. RAINER, *Az 1956-os magyar forradalom*, pp. 72-93 ; *The Hungarian Revolution...*, pp. 78-81, 100-102 ; SZAKOLCZAI, *Az 1956-os forradalom...*, pp. 62-77 ; *20. századi magyar történelem...*, pp. 331-334 ; ROMSICS, *Magyarország története...*, pp. 393-395. Pour exposer l'histoire des journées révolutionnaires en Hongrie, l'article déjà cité de Csaba BÉKÉS et de János M. RAINER (*La révolution hongroise...*, pp. 4-6) me sert encore de fil conducteur.

²⁹⁷ Les recherches dirigées par István VIDA trouvent trace de 32 partis politiques ou organisations assimilables des partis. Les sources publiées sur les partis dans la révolution hongroise de 1956 : *1956 és a politikai pártok, 1956. október 23–november 4. Válogatott dokumentumok* [1956 et les partis politiques, 23 octobre - 4 novembre 1956. Documents sélectionnés], réunis par Péter BENKŐ, Lajos IZSÁK, Erzsébet STRASSENREITER, Károly URBÁN et István VIDA, sous la direction d'István VIDA, Budapest, Commission pour l'histoire contemporaine de l'Académie hongroise des Sciences, 1998.

²⁹⁸ SZAKOLCZAI, *Az 1956-os forradalom...*, p. 62 ; BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 4.

cardinal se garda de rompre l'unité nationale, tout en se démarquant de la ligne politique d'Imre Nagy²⁹⁹.

Le facteur le plus décisif restait évidemment le comportement de la direction soviétique. Du 31 octobre au 1^{er} novembre, les signes annonciateurs d'un tournant se multiplièrent à Moscou : une nouvelle intervention armée soviétique paraissait imminente. Imre Nagy se trouvait dans une situation dramatique : le peuple réclamait le retrait immédiat des troupes soviétiques, ainsi que la neutralité et le pluripartisme. Dans le fond, Imre Nagy partageait lui-même ces idées-là, mais à condition de les réaliser sur plusieurs années. Or les Soviétiques exigeaient que Nagy stabilise la situation en Hongrie selon leurs propres modalités. Face à ce choix historique, le Premier ministre hongrois prit sa décision, et préféra accepter les revendications populaires : il riposta aux ingérences soviétiques par la sortie du Pacte de Varsovie, assortie d'une déclaration de neutralité. Il convoqua l'ambassadeur Y. Andropov pour lui signifier ce choix. Par ce choix historique, Imre Nagy s'opposait aux intérêts et aux dogmes de son propre parti communiste et du communisme international sous obédience soviétique. Inversement il reprit pleinement à son compte les revendications de la nation. Pour cette raison la déclaration de neutralité et le retrait du traité de Varsovie allaient sans conteste dans le sens d'un apaisement intérieur. Les conseils ouvriers de Budapest lancèrent un appel à la reprise du travail et les principaux centres d'agitation en province assurèrent le gouvernement de Nagy de leur soutien. La sécurité publique fut grosso modo rétablie, la population se mit à débayer les ruines, et Nagy remania son gouvernement. Les sociaux-démocrates y étaient désormais représentés par Anna Kéthly, Gyula Kelemen et József Fischer. Le Parti Petöfi (Parti national paysan) par István Bibó et Ferenc B. Farkas. Le portefeuille de la Défense fut confié à Pál Maléter³⁰⁰.

Entre-temps une scission s'était opérée dans l'état-major de la révolution : János Kádár, le 1^{er} novembre au soir, se rendit à l'ambassade soviétique puis à Moscou où après de longues tractations (2 et 3 novembre), il accepta de former le contre-gouvernement. Reniant la révolution Kádár prit le pouvoir en tant que chef de gouvernement, le 4 novembre, avec l'aide militaire soviétique³⁰¹. Les

²⁹⁹ « A Keresztény Demokrata Néppárt programja, 1956. október 30., a Magyar Függetlenségi Párt programja, 1956. november 1., a Demokrata Néppárt programpontjai, 1956. november 4. » [Le programme du Parti Populaire Démocrate Chrétien, 30 octobre 1956 ; Le programme du Parti Hongrois de l'Indépendance, 1^{er} novembre 1956 ; Le programme du Parti Populaire Démocrate, 4 novembre 1956], publié par Lajos IZSÁK, *História*, 1988, n° 10 ; BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 4.

³⁰⁰ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, pp. 4-5.

³⁰¹ Cf. l'historiographie renouvelée sur la vie et l'activité politique de János KÁDÁR : Tibor HUSZÁR, *Kádár János politikai életrajza* [La biographie politique de János Kádár], Tome 1, 1912-

conditions de la disparition mystérieuse de Kádár et ses négociations en URSS, restèrent inconnues pendant des décennies³⁰².

En outre, les généraux de l'Armée soviétique prirent, le 3 novembre, l'initiative de négocier le retrait des troupes, en abusant de la confiance de leurs homologues hongrois. Dans la caserne soviétique de Tököl, I. Serov, président du KGB, prit au piège et fit arrêter la délégation hongroise conduite par P. Maléter³⁰³.

Le 4 novembre, à 4 heures et quart, l'Armée soviétique lança une offensive contre Budapest, et en quelques jours, brisa la résistance des insurgés, qui se défendirent avec héroïsme. Imre Nagy annonça l'attaque soviétique dans une brève, mais dramatique déclaration à la radio³⁰⁴, pour ensuite chercher refuge à l'ambassade yougoslave. La grève politique et des combats sporadiques d'arrière-garde durèrent jusqu'au début de 1957, sans réussir à changer l'issue évidente des opérations militaires : la révolution hongroise avait vécu³⁰⁵.

2. L'UNION SOVIÉTIQUE, LE BLOC DE L'EST ET LA YUGOSLAVIE

L'histoire de la décision d'intervention soviétique

Le lendemain de l'acceptation de la déclaration soviétique qui ouvrait la possibilité d'un retrait militaire de Hongrie, Khrouchtchev déclara, selon les notes de Maline, au Présidium du parti soviétique: « *Il faut réviser les conclusions, n'évacuons pas les troupes de Hongrie et de Budapest, et prenons l'initia-*

1956, Budapest, Szabad Tér-Kossuth, 2001 ; *Ki volt Kádár ? Harag és részrehajlás nélkül a Kádár-életéről* [Qui était Kádár ? Sur la carrière de Kádár sans rancune ni partialité], sous la direction d'Árpád RÁCZ, Budapest, Rubicon-Aquila, 2001 ; *Kádár János bírái előtt : Egyszer fent, egyszer lent, 1949-1956* [János Kádár devant ses juges : grâce et disgrâce, 1949-1956], dirigé et préfacé par László VARGA, Budapest, Osiris-Les Archives de Budapest, 2001; Sándor KOPÁTSY, *Kádár és kora* [Kádár et son époque], Budapest, Belvárosi Kvk, 2001 ; BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 5.

³⁰² Sur les résultats de nouvelles recherches : *Détenteur du secret*, film tourné par Anna GERÉB, projeté lors du colloque « Budapest 1956-1996 » (Palais du Luxembourg, Paris, 28-29 octobre 1996). Les actes du colloque ont été publiés : 1956. *Le commencement de la fin*, Paris, Association pour la Communauté Européenne, 1997. Pour le texte des témoignages voir pp. 53-56.

³⁰³ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 5.

³⁰⁴ *A forradalom hangja...*, p. 487.

³⁰⁵ BÉKÉS-M. RAINER, *La révolution hongroise...*, p. 5.

tive du rétablissement de l'ordre en Hongrie. »³⁰⁶ Il s'agissait donc d'un tournant fondamental. Comment peut-on l'expliquer ? Selon ses mémoires, bien postérieurs, Khrouchtchev regretta immédiatement après l'adoption de la résolution pacifique³⁰⁷. Dans la nuit du 30-31 octobre « *La Hongrie roulait et tournait dans ma tête, m'empêchant de dormir* »³⁰⁸. Dans son argumentation devant les dirigeants soviétiques, le 31 octobre, le premier secrétaire mit l'accent, avant tout, sur la défense d'un prestige véritablement colonial : « *Si nous évacuions la Hongrie, cela encouragerait les impérialistes américains, anglais et français. Ils interpréteraient notre action comme un signe de notre faiblesse, et ils passeraient à l'offensive. [...] Outre l'Égypte, on leur donnerait la Hongrie aussi.* » Selon l'analyse de János M. Rainer, Khrouchtchev avait également peur de la réaction des staliniens à un retrait militaire même partiel : « [Avec le retrait] nous démontrerions la faiblesse de nos positions. Dans ce cas, notre parti ne nous comprendrait pas », selon les notes de Maline. Enfin il estimait que la situation en Hongrie ne s'arrangeait pas selon ses espérances : « *Il faut dire que nous les avons dépassés, mais maintenant il n'y a pas de gouvernement.* »³⁰⁹ En outre Khrouchtchev a probablement tenu compte d'autres facteurs qu'il ne mentionne pas dans ses mémoires, en particulier : la position chinoise qui voulait à la fois la déstalinisation et la cohésion du bloc ; la propagation éventuelle de la révolution dans d'autres pays du camp soviétique ; la démarche du camarade italien Palmiro Togliatti contre la révolution hongroise³¹⁰ ; l'annonce du gouvernement américain qu'il ne se préparait à aucune intervention politique ou militaire ; enfin la division du camp occidentale au sujet de Suez³¹¹. Les membres du Présidium votèrent donc à l'unanimité la proposition de Khrouchtchev d'écraser la révolte hongroise par la force, ainsi que le plan d'opérations. Il évoqua encore notamment : les consultations avec les alliés de l'URSS, en particulier celle avec Tito ; la création d'un nouvel organe de décision politique (« *gouvernement révolutionnaire provisoire* » dont il restait à choisir les membres) ; la préparation d'une planification militaire et les documents annexes comme l'appel inaugural

³⁰⁶ *Döntés a Kremlben...*, p. 62.

³⁰⁷ Nikita KHROUCHTCHEV, *Souvenirs*, Paris, Laffont, 1971, cité par Mark KRAMER, « A Szovjetunió válasza... », p. 77.

³⁰⁸ KHROUCHTCHEV, *Souvenir* cité par Vladislav ZOUBOK, « Hatalmi harc a Kremlben... », p. 63.

³⁰⁹ *Döntés a Kremlben...*, pp. 62, 140-141.

³¹⁰ Palmiro TOGLIATTI, secrétaire général du Parti communiste italien écrivit une lettre au Secrétaire du Comité central du PCUS, le 30 octobre 1956. Il y soulignait que « *le gouvernement hongrois – avec ou sans Imre Nagy – se dirige vers une réaction irréversible* ». (« Togliatti kêt levele 1956-ból » [Deux lettres de Togliatti de 1956], publiées et préfacées par Federigo ARGENTIERI, *Évkönyv V...*, pp. 252-253 à partir de la publication du 11 septembre 1996 de *La Stampa*, quotidien italien).

³¹¹ *Döntés a Kremlben...*, pp. 140-141 ; M. RAINER, *Nagy Imre II*, pp. 311-312.

du « gouvernement révolutionnaire provisoire », et l'ordre du jour aux troupes soviétiques devant combattre)³¹².

La question de l'influence de la guerre de Suez sur la décision finale soviétique

Il s'agit aussi de savoir alors dans quelle mesure le déclenchement des opérations à Suez a contribué à favoriser l'intervention soviétique en Hongrie³¹³. Aux yeux de beaucoup de ressortissants des États neutres, mais aussi de la plupart des Canadiens et des Allemands de l'Ouest, l'URSS n'aurait jamais osé intervenir en Hongrie avec autant de cynisme et de férocité si Britanniques et Français ne lui avaient fourni un magnifique dérivatif. A Hambourg, des centaines d'étudiants ont manifesté en brandissant des pancartes portant l'inscription : « *Eden assassin de Budapest* »³¹⁴. Doit-on les croire ? En fait, il n'existe aucune preuve tangible en la matière. Le 31 octobre au présidium, Khrouchtchev n'évoque pas l'engagement des armées anglaises et françaises. D'autre part, la direction soviétique n'avaient pas eu besoin, en d'autres circonstances, de ce genre d'incitation pour prendre une telle décision : Nous le voyons bien en 1953 à Berlin ou en 1968 en Tchécoslovaquie. Mais on peut également mentionner le même mois, la première intervention militaire soviétique en Hongrie le 23 octobre 1956. Donc, il est probable que Moscou aurait fait donner ses troupes contre la révolution hongroise en l'absence de Suez. Toutefois, l'attaque de Suez pouvait faciliter la décision soviétique en procurant un moyen aisé de désarmer l'indignation internationale prévisible : « (...) *la pression agressive de l'Angleterre et de la France sur l'Égypte est une circonstance propice à une intervention des troupes soviétiques. Cela favorise les Russes...* », explique Khrouchtchev aux dirigeants yougoslaves deux jours après la décision, selon le journal de V. Mićunović³¹⁵.

³¹² *Döntés a Kremlben...*, pp. 141-142.

³¹³ Cf. KECSKÉS, « A szuezi válság... », pp. 145-147 (en anglais : « *The Suez Crisis...* », pp. 54-56). György LITVÁN expose une opinion un peu différente quand il écrit que « *La situation du Proche-Orient et l'attaque aérienne anglo-française commencée le même jour eurent un rôle primordial dans les idées et les décisions de Khrouchtchev comme facteurs ... non seulement facilitant, mais plutôt exigeant l'action soviétique. Dans les notes de Maline, Khrouchtchev ne parle pas d'une occasion à saisir, mais cet aspect est incontestable.* » Néanmoins Gy. LITVÁN a souligné que la « *décision du 31 octobre était fondamentalement en rapport avec la situation hongroise* » (« 1956 : crise de Hongrie... », pp. 111-112).

³¹⁴ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 373.

³¹⁵ MICUNOVIC, Veljko, *Journées de Moscou, 1956-1958*, Paris, Robert Laffont, 1979, p. 133 (édition hongroise : *Tito követe voltam, Moszkva, 1956-1958* [J'étais l'ambassadeur de Tito, Moscou, 1956-1958], Budapest, Interart, 1990, p. 130).

La préparation de l'invasion

Redoutant la réprobation des dirigeants polonais et yougoslaves à la veille de l'intervention militaire soviétique en Hongrie, les maîtres du Kremlin ont cherché à les convaincre de la nécessité de l'opération. L'argument principal était le suivant : en Hongrie la « contre-révolution » a atteint son point culminant et menace de liquider totalement le système socialiste et de rétablir l'influence occidentale. Le 1^{er} novembre, à Brest, Gomulka accepte l'idée, en dépit de sa position personnelle particulière³¹⁶. Tito, lui, n'avait pas besoin d'écouter cette argumentation : au cours des entretiens secrets soviéto-yougoslaves dans la nuit du 2 au 3 novembre sur l'île de Brioni, Tito a largement partagé les idées de la direction du parti soviétique... (bonne surprise pour Khrouchtchev !)³¹⁷. Vladislav Zoubok a attiré l'attention sur le fait que l'attaque contre la Hongrie n'a été lancée qu'après l'approbation de Gomulka, de Mao Tsé-Toung et de Tito³¹⁸.

En ce qui concerne les dirigeants bulgares, tchécoslovaques et roumains, ils ont été également informés de la décision soviétique le 2 novembre à Bucarest, et l'approuvèrent pleinement. Après les inquiétudes des jours précédents, la résolution de Moscou les rassurait. A Prague, on conçut même l'idée de participer à l'intervention soviétique ; même chose à Bucarest³¹⁹.

Parallèlement, on essaya d'instaurer une nouvelle direction politique hongroise qui collabore avec Moscou. Qui devait être le chef de ce « gouvernement révolutionnaire provisoire » ? Khrouchtchev a d'abord pensé à Kádár puis à Ferenc Münnich, ancien ambassadeur hongrois à Moscou³²⁰. On a fait amener les deux dirigeants hongrois à Moscou pour les convoquer devant le Présidium. Selon les notes de Maline, Kádár y brossa un tableau sombre de la situation de Hongrie, et se montra incertain quant aux conclusions à en tirer. Le

³¹⁶ Sur les négociations polono-soviétiques du 1^{er} novembre à Brest : en ce qui concerne les informations de GOMULKA données au cours de ses négociations avec CHOU EN-LAI, Premier ministre chinois en janvier 1957 voir « A Gomulka–Csou En-Laj tárgyalásokról készített feljegyzés, 1957. január 11-16 » [Notes sur les négociations de Gomulka-Chou en-Lai, les 11-16 janvier 1957], publié par János TISCHLER, *Múltunk* [Notre passé], 1994, n° 3 ; TISCHLER, *Az 1956-os magyar forradalom lengyel...*, pp. 13-14. Le message téléphonique de KHROUCHTCHEV sur les négociations à Brest est annexé aux notes de MALINE voir *Döntés a Kremlben...*, p. 66.

³¹⁷ Sur la rencontre de TITO avec la délégation soviétique : V. MICUNOVIC, *Journées de Moscou...*, pp. 131-141.

³¹⁸ ZOUBOK, « Hatalmi harc a Kremlben... », p. 64.

³¹⁹ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 51.

³²⁰ *Döntés a Kremlben...*, pp. 62-63, 142-143.

2 novembre, il n'a pas soutenu fermement la « *solution militaire* »³²¹. Dans la version complète des ses mémoires, Khrouchtchev écrit qu'à son retour de Brioni, on l'informa du « *flottement* » de Kádár. Mais à la suite d'un tête-à-tête, le Premier secrétaire hongrois accepta le rôle qu'on lui dévoluait³²². Le 3 novembre, au cours de la réunion du Présidium, Kádár tint le discours qu'on attendait de lui : « *Qu'est-ce qu'il faut faire ? Il n'est pas permis de brader un pays socialiste à la contre-révolution. Nous sommes d'accord avec vous sur ce qu'il convient de faire : former un gouvernement révolutionnaire.* »³²³ Le lendemain matin, à 5 heures 05, après le début de l'invasion soviétique contre la Hongrie, Kádár prononça un discours radiophonique depuis Ujgorod (Ungvár, alors territoire de l'Union soviétique et depuis 1991 en Ukraine indépendante), en annonçant la constitution du « *Gouvernement Révolutionnaire Ouvrier Paysan* ». Examinons maintenant comment ces événements ont été perçus par la diplomatie française.

3. L'APPRÉCIATION DES SUITES DE LA RÉVOLUTION HONGROISE AU SEIN DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

Nous poursuivons ici l'étude commencée au chapitre précédent de la perception des nouvelles hongroises par la diplomatie française : quelle fut la part des réactions affectives ? Comment a-t-on apprécié la nature, l'importance et les conséquences des événements de Hongrie ? Comment a-t-on caractérisé les acteurs principaux ?

Les réactions affectives

Nous avons décrit ci-dessus la grande émotion suscitée par le soulèvement hongrois parmi les diplomates français. La majeure partie des fonctionnaires du Quai d'Orsay sympathisaient avec les courageux insurgés de

³²¹ *Ibidem*, pp. 75-81, 145-148.

³²² « *Memouary Nikity Sergueïevitcha Khrouchtcheva* » [Mémoires de Nikita Serguéïevitch Khrouchtchev], *Voprosi Istorii* [Les Questions d'histoire], 1994, n° 5 cité par *Döntés a Kremlben...*, p. 148.

³²³ *Döntés a Kremlben...*, pp. 89, 149 ; cf. le témoignage de Nikolaï Tierentievitch DJOUBA, membre de la section des Affaires étrangères de PCUS en 1956 qui servait comme interprète à la réunion du Présidium : 1956. *Le commencement...*, pp. 54-55.

Hongrie³²⁴. Voyant le désastre qui approchait du pays, ils suivaient le développement de la situation avec inquiétude³²⁵, et après l'intervention des troupes soviétiques, avec une sincère compassion. Les correspondances de la légation de France à Budapest qualifiaient de « *tragique* » l'écrasement de la révolte hongroise³²⁶, et condamnaient la cruauté de la répression soviétique³²⁷. Elles admiraient l'attitude des insurgés et de la population en général : « *Les insurgés témoignent d'une volonté étrange, dépourvue de toute excitation ou de jactance ; beaucoup ont le sourire... Frappante aussi est l'attitude de la population. Les gens vont à leur travail dans la crainte des sanctions. Mais ils ne travaillent pas : une grève larvée continue... Il n'y a pas eu de pillage jusqu'à l'arrivée des Russes...* », écrit Henri Quioc dans une note³²⁸. Tout en suivant l'extrême prudence dictée par la politique étrangère française dans une telle situation, on peut néanmoins trouver la trace d'une tentative d'assistance. Ainsi G. Turbet-Delof proposa dans une note du 31 octobre qu'on fit valoir à l'Union soviétique que le retrait de ses troupes de Hongrie pourrait être considéré comme un moyen presque inespéré d'acquiescer en pays magyar une certaine popularité, mettant un point final à l'inimitié traditionnelle entre les deux peuples³²⁹. Tenant entre les mains l'avant-projet français de résolution à déposer auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, J. Paul-Boncour regrettait aussi de ne trouver aucune mention d'une commission d'enquête des Nations Unies³³⁰.

³²⁴ Par exemple : Jean LALOY, une des personnalités les plus marquantes du Quai d'Orsay de cette époque, a manifesté le 16 juin 1988, lors du trentième anniversaire de l'exécution d'Imre NAGY et de ses compagnons. Il était membre du comité d'honneur et de patronage du mémorial édifié à leur mémoire (*Notice sur la vie et les travaux de Jean Laloy (1912-1994)* par Claude DULONG-SAINTENY, membre de l'Académie, séance du mardi 10 décembre 1996, Paris, Palais de l'Institut, MCMXCVI, Institut de France, Académie des sciences morales et politiques, pp. 25-26).

³²⁵ Jean-Bernard RAIMOND explique, lors d'une interview, qu'il avait bien perçu depuis son bureau du Quai d'Orsay, la menace imminente de la répression soviétique (entrevue avec Jean-Bernard RAIMOND, Institut de 1956).

³²⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1041/EU (13 novembre 1956). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, 2^{ème} et 3^{ème} phases de la révolution nationale magyare.

³²⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 722 à 724 (7 novembre 1956). Télégramme d'Henri QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie.

³²⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 2 (12 novembre 1956). Note d'Henri QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *La Hongrie martyre* (dans le bordereau d'envoi de Jean PAUL-BONCOUR, n° 1038/EU, 13 novembre 1956).

³²⁹ TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 69 (Note de Guy Turbet-Delof, chargé de mission culturelle en Hongrie, *Psychologie des rapports hungaro-soviétiques*, 31 octobre 1956).

³³⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 705 à 706 (3 novembre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français 1956* III, p. 161).

Les documents provenant d'autres postes diplomatiques et de l'Administration centrale témoignent d'un état d'esprit semblable à celui du personnel de la légation de France à Budapest. On y jugeait tout aussi scandaleuse l'intervention militaire soviétique³³¹ : « *la duplicité de Moscou* » est soulignée et l'arrestation de la délégation militaire hongroise à Tököl est qualifiée de « *véritable traquenard* »³³². En revanche, le courage du pays soulevé a été très apprécié : « *Insurgé pendant 12 jours, le peuple hongrois a combattu héroïquement pour la liberté. Des centaines de chars soviétiques ont été nécessaires pour le réduire* », écrit l'auteur d'une note de synthèse pour le Ministre³³³.

L'image des événements révolutionnaires et des acteurs principaux hongrois

Observons maintenant l'image de la révolution hongroise de 1956 que se forge la diplomatie française, du 30 octobre à la deuxième intervention militaire soviétique du 4 novembre. Comment a-t-on apprécié la nature des événements ? La note de synthèse du 6 novembre préparée par la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères a longuement analysé ces questions : « *L'armée hongroise s'était unie au peuple et à tous les cadres politiques dans un grand mouvement d'unanimité nationale. | Quelles qu'aient pu être d'abord les intentions du gouvernement de Budapest, ce mouvement s'est imposé par sa spontanéité et sa force populaire. Il est impressionnant aujourd'hui de noter les concordances des revendications formulées dans les régions les plus diverses, par les ouvriers comme par les paysans ou les intellectuels. Partout, l'indépendance du pays, la liberté intérieure, une amélioration des conditions de vie étaient au premier plan des programmes d'action. Les progrès sociaux que la Hongrie a, depuis la guerre, payés de tant de misère, n'étaient pas mis en cause : loin de vouloir rendre leurs domaines aux anciens grands propriétaires ou les usines aux sociétés de jadis, comme on l'a prétendu à Moscou... | Les cadres du régime de démocratie populaire étaient certes dépassés.* » En ce qui

³³¹ Par exemple : Maurice FAURE, secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1956 a accueilli les nouvelles de l'insurrection hongroise avec stupéfaction, étonnement et grande colère contre les Soviétiques (cf. l'entrevue avec Maurice FAURE, Institut de 1956). Cf. KECSKÉS, « De l'autre côté du 'rideau de fer'... », pp. 159-160. Bruno RIBONDEL, *Maurice Faure, un artisan de la construction européenne*, thèse de doctorat histoire des relations internationales contemporaines, sous la direction de René GIRAULT, Université Paris I Panthéon Sorbonne, Institut Pierre Renouvin, 1997.

³³² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, 6 novembre 1956, note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le ministre, *au sujet des événements hongrois (Documents diplomatiques français 1956 III, pp. 227-230)*.

³³³ *Documents diplomatiques français 1956 III, p. 227.*

concerne les perspectives d'action : « *Sur le plan intérieur, une position de socialisme démocratique pouvait se concevoir ; elle était déjà en train de s'esquisser. La seule éventualité qui était exclue, si le peuple hongrois avait été laissé libre, eût été le retour au système du parti unique.* »³³⁴ Ce document emploie déjà le terme « *révolution* » qui s'enracinerait à l'Ouest.

En continuant à suivre l'évolution de la perception de ces événements par la diplomatie française, on peut constater les faits suivants : la méfiance initiale de J. Paul-Boncour, ministre de France à Budapest vis-à-vis d'Imre Nagy commença à se dissiper à la fin d'octobre. Il a toujours observé attentivement la composition et les changements de la base sociale du gouvernement et l'état d'esprit de la population. Tandis que le 31 octobre, J. Paul-Boncour télégraphiait à Paris que « *l'autorité du gouvernement est ouvertement bafouée et Imre NAGY et son équipe décriés jusque par leurs propres policiers* »³³⁵, le 1^{er} novembre il soupesait déjà des éléments favorables au cabinet de Nagy. Le 2 novembre, il estima que l'évolution à droite était très nette, voire radicale pour la structure du gouvernement. La mission diplomatique française expliquait la revendication de l'évacuation des troupes soviétiques de Hongrie et la proclamation de la neutralité par la pression des insurgés et des organisations révolutionnaires, notamment le recours à la grève générale³³⁶. Le lendemain, 24 heures avant la seconde intervention soviétique, la Légation considérait que l'autorité du gouvernement d'Imre Nagy s'était sensiblement affermie ; et malgré les mouvements des troupes soviétiques, et parce que la population craignait un retour de flamme, le calme paraissait complètement rétabli aussi bien dans la capitale qu'en province³³⁷. Mais le 4 novembre, on annonça évidemment l'exact contraire...

János Kádár, l'autre homme-clé du cabinet et de la direction du nouveau parti communiste formée le 31 octobre, continue d'occuper une place moindre dans la correspondance française depuis Budapest. Dans les archives néanmoins, on trouve trace de son discours radiophonique enregistré le matin du 1^{er} novembre et diffusé vers 22 heures, donc après avoir quitté Budapest pour aller à Moscou. Le premier secrétaire y qualifiait les événements survenus depuis le 23

³³⁴ *Ibidem*, pp. 227-228.

³³⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 669 à 673 (31 octobre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 113-114).

³³⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 682 à 686 (2 novembre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 147-148).

³³⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 707 à 709 (3 (4) novembre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

octobre de « *révolte glorieuse* » qui « *a conquis la liberté du peuple et l'indépendance du pays* »³³⁸. La Légation résuma les propos de Kádár ainsi : « *Ou bien la Hongrie en reste au stade de la révolution et elle préserve les réformes sociales essentielles (réforme agraire, nationalisation) du régime antérieur ; ou bien elle se laisse déborder par un mouvement contre-révolutionnaire et, étant sous le coup d'une intervention étrangère, elle risque de devenir une seconde Corée.* » Selon l'analyse de J. Paul-Boncour, ces propos revêtaient le double aspect d'un appel aux éléments socialistes et d'un avertissement aux autres, en menaçant le pays du sort de la Corée³³⁹. Ignorant naturellement les causes de la disparition mystérieuse de Kádár le 1^{er} novembre, on informa tout de suite Paris de la constitution de son gouvernement le 4. Le 5 novembre, H. Quioc et G. Turbet-Delof pensaient que Kádár était prisonnier des Soviétiques, et qu'il n'agissait pas librement³⁴⁰. Il est intéressant de voir la comparaison établie entre Nagy et Kádár quelques jours après l'écrasement de la révolution : « *Bien que tous les deux d'origine communiste et prolétarienne, ces leaders, NAGY et KÁDÁR, n'en sont pas moins des personnalités opposées ; NAGY est malgré tout un technicien, un intellectuel..., en tout cas un homme instruit des choses de l'Occident. KÁDÁR, à rebours, ancien ouvrier métallurgiste, spécialisé ensuite dans les oeuvres de haute et basse police, a eu beau évolué vers le titisme ; ce n'est sans doute que pour rester à l'unisson du mouvement insurrectionnel qu'il a fait, dans sa déclaration du 1^{er} novembre, allusion aux combats 'pour la liberté et la sécurité individuelles'.| D'autre part, ni NAGY ni KÁDÁR ne sont réellement débarrassés de l'hypothèque constituée par le Comité central du Parti...* »³⁴¹.

En ce qui concerne les personnalités éminentes des autres forces politiques, donc les chefs des insurgés, des comités nationaux, des autres partis politiques et des conseils ouvriers, les diplomates français en poste à Budapest transmettaient beaucoup moins d'informations. On mentionna seulement les noms d'Anna Kéthly (Parti Social-démocrate), de Béla Kovács (Parti des Petits Propriétaires) et de Ferenc Erdei (Parti National Paysan). J. Paul-Boncour estimait, comme on l'a déjà relaté dans le chapitre précédent, que le Cardinal Mindszenty pouvait jouer un rôle pacificateur dans la situation politique en développement. Quant aux dirigeants militaires, les documents traitaient surtout de Pál Maléter et de Béla Király. Sur le premier on croyait savoir que ses « *faits d'armes* » étaient

³³⁸ *A forradalom hangja...*, pp. 370-371.

³³⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 688 à 691 (2 novembre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

³⁴⁰ TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 101.

³⁴¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1 (12 novembre 1956). Note d'Henri QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *La Hongrie cherche sa voie vers la démocratie* (dans le bordereau d'envoi de Jean PAUL-BONCOUR, n° 1038/EU, 13 novembre 1956).

« les plus célèbres du mouvement insurrectionnel », et qu'il aurait reçu le portefeuille de la guerre³⁴². On le qualifia aussi de « communiste-national »³⁴³. Le général Király, commandant en chef de la Garde nationale et président du Comité révolutionnaire des forces policières a été considéré aussi comme un des hommes essentiels de la résistance. Son premier soin était « de faire disparaître les insignes et les grades soviétiques sur les uniformes, puis de distribuer des armes aux étudiants et aux résistants, enfin de mettre en place des positions de défense de la ville, telles que la citadelle et la caserne Kilián. »³⁴⁴

Les spécialistes du Quai d'Orsay étaient, depuis le commencement de la révolte hongroise, plus favorables au gouvernement d'Imre Nagy que la mission diplomatique française de Budapest ou les ministères des Affaires étrangères américain et britannique. Ils estimaient que Nagy essayait de répondre aux exigences révolutionnaires en remaniant son gouvernement. Ils considéraient tout de même que sa situation était précaire à cause de sa dépendance envers les troupes soviétiques et de la radicalisation des programmes surtout en province. En ce qui concerne la deuxième période de la révolte hongroise, le 2 novembre l'autorité du cabinet paraissait toujours douteuse : « nulle information n'est venue démontrer que les comités révolutionnaires et l'armée hongroise se soient résolus à collaborer avec le gouvernement de Budapest. », a-t-on écrit dans une note³⁴⁵. Se souvenant du rôle joué par l'Armée rouge et le parti communiste hongrois après la Deuxième Guerre mondiale en Hongrie, on ne trouvait pas encourageant non plus le renvoi par Nagy « à l'époque du régime de la coalition des partis démocratiques » en 1945. A la date du 31 octobre, il n'était pas évident pour les diplomates français de l'Administration centrale, tout comme pour leurs collègues américains et britanniques, que Nagy se fût rallié sincèrement aux revendications des insurgés modérés³⁴⁶. On pensait son pouvoir mal assuré. On s'enquit donc de la rumeur selon laquelle le Cardinal Mindszenty aurait été chargé d'une médiation entre les diverses tendances de l'insurrection, voire de former un nou-

³⁴² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 707 à 709 (3 (4) novembre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

³⁴³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1 (12 novembre 1956). Note d'Henri QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *La Hongrie cherche sa voie vers la démocratie* (dans le bordereau d'envoi de Jean PAUL-BONCOUR, n° 1038/EU, 13 novembre 1956).

³⁴⁴ *Ibidem*.

³⁴⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (2 novembre 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *La situation en Hongrie. Le nouveau « Cabinet restreint »* (Documents diplomatiques français 1956 III, pp. 153-155).

³⁴⁶ Pour l'attitude du département d'État et du Foreign Office sur cette question voir : BÉKÉS, « A brit kormány... », pp. 29-30 et du même auteur : « Az Egyesült Államok és a magyar semlegesség 1956-ban » [Les États-Unis et la neutralité hongroise en 1956], *Évkönyv III...*, p. 169.

veau gouvernement³⁴⁷. La démission de Nagy leur paraissait possible ainsi que la formation d'un gouvernement dirigé par les petits propriétaires et les nationaux paysans. Tout en prenant note des déclarations gouvernementales du 1^{er} novembre, relatives à la sortie du Pacte de Varsovie et à la proclamation de la neutralité du pays, ils étaient renseignés sur l'afflux des troupes soviétiques en Hongrie, mais ne savaient pas si ces faits contribueraient à rallier au gouvernement Nagy les anciens partis démocratiques³⁴⁸. Il faut attendre jusqu'au 4 novembre pour que l'on apprécie positivement le nouveau régime provisoire. Louis Joxe, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères écrit à ce sujet, que ce cabinet est le « *seul Gouvernement hongrois légal et représentatif de l'opinion.* »³⁴⁹

En revanche, à propos du « *Gouvernement Hongrois Révolutionnaire, Ouvrier et Paysan* », présidé par Kádár, en fonction à partir du 4 novembre 1956, l'opinion est tout de suite très négative : ce gouvernement « *n'annonce pas dans son programme d'ouverture de négociations pour le retrait immédiat des troupes soviétiques – ce qui constituait l'un des points essentiels du programme Nagy. Il précise au contraire que de tels pourparlers seront subordonnés au 'rétablissement de l'ordre', et il n'hésite pas à reconnaître qu'il a prié le commandement des troupes soviétiques de l'aider à 'ramener le calme' dans le pays.* »³⁵⁰, peut-on lire dans une note de synthèse du 6 novembre. Son autorité, malgré les menaces et les concessions, semblait également précaire au ministère français des Affaires étrangères³⁵¹.

Au sujet des autres développements internationaux brûlants, la diplomatie française s'inquiétait dans l'ordre avant tout du comportement

³⁴⁷ Selon la note sur le 312^e Conseil de sécurité nationale du 1^{er} novembre 1956, John Foster DULLES, secrétaire d'État américain, était également d'avis que MINDSZENTY pût jouer un rôle unificateur après le vide créé par le départ éventuel de l'Armée soviétique : *Foreign Relations of the United States, 1955-1957. Eastern Europe...*, pp. 358-359, cité par BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 130-131.

³⁴⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (2 novembre 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *La situation en Hongrie. Le nouveau « Cabinet restreint » (Documents diplomatiques français 1956 III, pp. 153-155).*

³⁴⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 3608 (4 novembre 1956). Télégramme de Louis JOXE, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères français au chef de la mission permanente de la France auprès de l'ONU.

³⁵⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, 6 novembre 1956, note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le ministre, *au sujet des événements hongrois (Documents diplomatiques français 1956 III, pp. 227-230).*

³⁵¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, 13 novembre 1956, note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Comparaison de la crise en Hongrie et de la crise au Moyen-Orient depuis le 23 octobre.*

soviétique, jugé décisif pour le dénouement final, puis de l'attitude yougoslave et enfin, de la réaction des démocraties populaires.

La perception du comportement soviétique

La légation de France en Hongrie attachait une grande importance à la question des mouvements de troupes soviétiques, en particulier leur retrait douteux. Selon une note du 12 novembre, préparée par H. Quioc, les diplomates français en Hongrie crurent pendant un certain temps que l'Union soviétique se laisserait entraîner à certaines concessions. La déclaration soviétique du 30 octobre mentionnant le retrait éventuel des forces armées soviétiques semblait justifier cette hypothèse. Mais on constata à la même date que si les troupes soviétiques s'étaient effectivement retirées de Budapest, elles restaient à proximité immédiate de la capitale. H. Quioc et J. Lafont de Lageneste, attaché militaire, inspectèrent la banlieue pour trouver des Soviétiques en masse dans les parcs. Le 31 octobre, on signalait néanmoins qu'une division blindée et une formation d'infanterie mécanisée avaient quitté la Hongrie...³⁵² G. Turbet-Delof, dans une note déjà citée, a exposé les raisons pour lesquelles il n'y voyait qu'un recul provisoire de Moscou et de ses alliés hongrois : « *ce n'est point devant la menace assez dérisoire des forces armées dont disposent les insurgés, mais : 1. devant le fait en lui même révélateur que constitue la sympathie et l'attentisme de la troupe à l'égard de l'insurrection ; 2. devant la grève générale, la plus parfaite peut-être qu'aucun pays ait jamais observée, qui doit être interprétée de deux point de vue : elle paralyse la vie économique ; elle manifeste la désaffection des masses, y compris des masses ouvrières, à l'égard d'un régime qui s'en prétendait l'émanation.* »³⁵³ « *Suivant son instinct* », H. Quioc estimait tout de même après la deuxième intervention militaire soviétique du 4 novembre que cette action avait été décidée dès l'échec incontestable de la première répression : les apaisements concédés entre-temps n'avaient d'autre but que permettre la relève et la mise en place du nouveau dispositif militaire³⁵⁴. Inversement G. Turbet-Delof écrivait dans son journal au matin de l'invasion, à 7

³⁵² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1 (12 novembre 1956). Note d'Henri QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *La Hongrie cherche sa voie vers la démocratie* (dans le bordereau d'envoi de J. PAUL-BONCOUR, n° 1038/EU, 13 novembre 1956).

³⁵³ TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 72 (Note de Guy Turbet-Delof, chargé de mission culturelle en Hongrie, *Psychologie des rapports hungaro-soviétiques*, 31 octobre 1956).

³⁵⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 1 (12 novembre 1956). Note d'Henri QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *La Hongrie cherche sa voie vers la démocratie* (dans le bordereau d'envoi de J. PAUL-BONCOUR, n° 1038/EU, 13 novembre 1956).

heures 30 : « *Le débarquement anglo-français à Suez a dû avoir lieu cette nuit. Serait-ce la riposte ? Le discours du cardinal [Mindszenty], hier soir, a dû également gâter les choses : il célébrait la fin du communisme.* »³⁵⁵

L'ambassade de France à Moscou joua également un grand rôle dans la collecte d'information³⁵⁶. A partir de renseignements provenant surtout des milieux diplomatiques de Moscou et des contacts avec des dirigeants soviétiques lors des réceptions, les diplomates français supposaient – on le sait maintenant, avec pertinence – qu'on débattait au sein du Présidium du Comité central du PCUS sur l'emploi de la force en Hongrie et le retrait des troupes soviétiques de ce pays. On pensait qu'il y avait plusieurs clans : « *Ceux qui, comme M. Molotov, étaient hostiles à l'évacuation de l'Autriche, ont sans doute tendance aujourd'hui à demander que cessent les concessions hasardeuses et les improvisations. Ils sont partisans de l'immobilité, tandis que M. Khrouchtchev est pour le mouvement et la spontanéité... D'autres en revanche seraient prêts à tirer les conséquences des événements actuels et à faire la part du feu dans l'esprit des résolutions du XX^e Congrès, qui admettent une sort de primauté de la persuasion, de la séduction sur la simple violence. Ceux-ci croient toujours que la nouvelle politique a ouvert 'des perspectives grandioses au communisme', tandis que ceux-là, comme Staline font surtout confiance à la présence de l'Armée rouge pour maintenir l'ordre communiste dans les démocraties populaires.* », télégraphie J.-M. Soutou à Paris le 30 octobre³⁵⁷. Analysant la déclaration du gouvernement soviétique du 30 octobre, Maurice Dejean, ambassadeur de France en URSS a attiré l'attention du Quai d'Orsay sur le fait que grâce à l'aveu des erreurs passées ; grâce à l'attitude conciliante qu'elle préconisait ; et grâce aux mesures de libéralisation entr'aperçues, cette déclaration restait dans la ligne générale du XX^e Congrès. Il estimait qu'à la suite des événements de Pologne et de Hongrie, Moscou paraissait disposée à renoncer à l'emprise économique et sous certaines conditions, à l'emprise militaire qu'elle exerçait sur les États satellites depuis 1945. En revanche, sur le plan politique, de graves doutes subsistaient sur ses intentions de laisser ces pays choisir librement leur régime politique. M. Dejean a souligné enfin que les

³⁵⁵ TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 90.

³⁵⁶ Sur l'activité de l'ambassade de France à Moscou voir : Henri FROMENT-MEURICE, *Vue du Quai. Mémoires 1945-1983*, Paris, Fayard, 1998 ; le témoignage de Jean-Marie SOUTOU, alors ministre-conseiller de l'ambassade de France à Moscou : 1956. *Le commencement...*, pp. 168-172 ; l'entrevue avec Isabelle ESMEIN (deuxième secrétaire à l'ambassade de France à Moscou en 1956), Institut de 1956.

³⁵⁷ Télégramme de Jean-Marie SOUTOU, ministre-conseiller de l'ambassade de France à Moscou, n° 4269 à 4275 (30 octobre 1956), *Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 82-83. L'appellation « Armée rouge » fut utilisée officiellement jusqu'en 1946.

dirigeants soviétiques envisageraient probablement l'indépendance et la souveraineté nationale, qu'ils prétendaient vouloir respecter, dans le cadre du communisme, en ajoutant qu'« *une telle conception, celle du 'communisme national', paraît d'ailleurs déjà dépassée par les événements de Hongrie...* »³⁵⁸

Le 3 novembre on s'interroge gravement sur la signification des importants renforts soviétiques arrivés en Hongrie. La presse soviétique suggérait cette interprétation aux Français : très naturellement ils considéraient que l'orientation tendancieuse des informations sur la Hongrie visait vraisemblablement à justifier pour l'opinion publique l'envoi de nouvelles divisions soviétiques. Selon la mission diplomatique française à Moscou, le message américain (cf. le discours de J. F. Dulles du 27 octobre 1956) et la gravité de la situation reconnue par les Yougoslaves eux-mêmes légitimait l'action soviétique, du moins dans la forme sous laquelle elle leur apparaissait alors³⁵⁹. Des explications optimistes se répandaient dans les milieux diplomatiques à Moscou, selon lesquelles l'URSS ne pouvait pas à la fois se poser en défenseur de l'indépendance égyptienne et réprimer brutalement l'insurrection hongroise. Ou encore on voulait croire que l'envoi de troupes nouvelles, et l'encerclement des aérodrômes répondaient, peut-être, à la simple intention d'évacuer dans de bonnes conditions les forces soviétiques et leurs familles. L'ambassade de France, elle, ne partageait pas ces estimations. A la veille de l'attaque soviétique, le 3 novembre, M. Dejean craignait que, « *sentant la Hongrie échapper complètement à toute emprise communiste, les dirigeants soviétiques se soient prononcés pour la manière forte, qu'il s'agisse d'intimidation ou de répression sanglante.* » Selon ses informations, le commandement soviétique semblait s'être rallié à cette vue. De plus, à côté des raisons d'ordre politique, des considérations de prestige paraissaient être intervenues. Les diplomates français perçurent des signes inquiétants lors d'une réception le 2 novembre : ainsi, G. Joukov, ministre soviétique de la Défense, aborda par Charles E. Bohlen, ambassadeur des États-Unis à Moscou, « *s'est montré évasif et a disparu après quelques minutes, ainsi que M. Chepilov.* / *M. Khrouchtchev était absent. Les dirigeants soviétiques, parmi lesquels figuraient Vorochilov, Boulganine, Molotov, Mikoyan, Kaganovitch, montraient les visages fermés des jours graves.* »...³⁶⁰

Les services compétents du Quai d'Orsay scrutèrent évidemment avec beaucoup d'attention le comportement soviétique en direction du soulèvement

³⁵⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 116, n° 4317 à 4327 (2 novembre 1956). Télégramme de Maurice DEJEAN, ambassadeur de France en Union soviétique.

³⁵⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 4251 à 4254 (3 novembre 1956). Télégramme de Maurice DEJEAN, ambassadeur de France en Union soviétique.

³⁶⁰ Télégramme de Maurice DEJEAN, ambassadeur de France en Union soviétique, n° 4361 à 4365 (3 novembre 1956), *Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 155-156.

hongrois. Utilisant les correspondances diplomatiques (et d'autres sources exposées dans le chapitre précédent) et profitant des rares rencontres avec les diplomates soviétiques résidant à Paris, ils ont essayé de prévoir, puis, après coup, d'expliquer les démarches soviétiques. On s'est demandé jusqu'à quel point Moscou était prêt à tolérer les changements en cours en Hongrie. En étudiant la déclaration gouvernementale soviétique du 30 octobre, Jean Laloy, directeur du Service d'Europe a constaté que malgré les crises polonaise et hongroise, la ligne fixée au 20^e Congrès du Parti soviétique (assouplissement et persuasion plutôt que force et rigidité) a été maintenue et accentuée. La direction soviétique était prête à reconsidérer la question de ses rapports économiques et militaires avec les pays d'Europe de l'Est. En contre-partie, elle a affirmé clairement que le régime de démocratie populaire devait être maintenu partout, y compris en Hongrie. J. Laloy soulignait également la contradiction entre l'attitude soviétique et celle du gouvernement Nagy qui avait proclamé le rétablissement du multipartisme et le principe d'élections libres³⁶¹. Outre les signes inquiétants de la légation de Budapest et de l'ambassade de Moscou, le Ministère reçut un avertissement direct des autorités soviétiques. Le 3 novembre, lors d'une rencontre du directeur d'Europe avec Erofeev, conseiller de l'ambassade soviétique à Paris, ce dernier a tenu des propos jugés inquiétants sur l'évolution en Hongrie, que l'on télégraphia immédiatement aux postes diplomatiques concernés : *« A en croire, M. Erofeev, le gouvernement Nagy ne représente plus rien. Il est dépourvu d'autorité, il nie contre toute vraisemblance avoir demandé l'intervention soviétique, et tend à jouer ainsi un rôle de 'provocateur'. La neutralité qu'il a déclarée ne peut donc être prise aux sérieux. / D'autre part, ce gouvernement tolère des agissements fascistes et édicte des mesures qui sont contraires à l'esprit du socialisme. Dans de telle condition, l'URSS pourrait invoquer l'article 4 du traité de paix³⁶² pour demander que soit mis fin à l'activité de ces éléments. »*³⁶³

³⁶¹ AMAE : Europe 1944-1960, URSS, dossier 287, n° 4352 à 4355 (1^{er} novembre 1956). Télégramme de Jean LALOY, directeur du Service d'Europe à Moscou (communiqué à Prague, à Budapest, à Varsovie etc).

³⁶² Du 10 février 1947. Par l'article 4 de ce traité, la Hongrie s'engageait « à ne pas tolérer à l'avenir l'existence et l'activité d'organisations... qui ont pour but de priver le peuple de ses droits démocratiques ».

³⁶³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (3 novembre 1956). Télégramme de Jean LALOY, directeur des Affaires politiques d'Europe aux représentants diplomatiques de la France à Moscou (n° 4446 à 4448), à New York (ONU) (n° 3540 à 3542), à Londres (n° 11733 à 11735), à Washington (n° 11895 à 11897), à Bonn (n° 3207 à 3209), à Budapest (n° 908 à 910), à Varsovie (n° 1419 à 1421) (*Documents diplomatiques français 1956 III*, pp. 163-164).

Selon la note de synthèse du 6 novembre, le ministère des Affaires étrangères français pouvait imaginer une solution pacifique acceptable du point de vue des intérêts soviétiques même après la proclamation de la neutralité hongroise du 1^{er} novembre. On estimait que le statut neutre garantissait en tout état de cause l'URSS contre la participation de Budapest à l'association défensive des puissances occidentales³⁶⁴. On a expliqué ainsi les causes de l'intervention militaire soviétique du 4 novembre : « ... *c'est seulement dans le cadre d'un communisme imposé par la force, que le gouvernement de Moscou envisage l'indépendance et la souveraineté des peuples qu'il prétend vouloir respecter. C'est au nom de la liberté, et plus spécialement de la liberté de vote, que s'est faite la Révolution hongroise, et c'est à cause de cette revendication fondamentale que l'Armée rouge a reçu mission de venir l'écraser.* »³⁶⁵

La réaction des démocraties populaires et de la Yougoslavie dans la perspective de la diplomatie française

Les documents diplomatiques français de l'époque sont naturellement instructifs sur ce qui se passait dans les États satellites – surtout en Tchécoslovaquie, en Roumanie et en Pologne – au moment de la révolte hongroise. Ils transmettaient d'une manière pertinente l'inquiétude des dirigeants tchécoslovaques et roumains face au danger de propagation du mouvement révolutionnaire hongrois, et présentaient les mesures policières, militaires et autres (par exemple des annonces d'augmentation du niveau de vie, ou des campagnes de presse) prises par les autorités de ces pays³⁶⁶. Les diplomates français qui y étaient en poste ont essayé de déterminer pourquoi les réactions de la population de leurs pays hôtes étaient relativement faibles. Évoquant les questions historiques et le problème des minorités hongroises, ils prétendaient éclairer la complexité de la situation³⁶⁷. Pour illustrer ces constatations, nous citerons un rapport de synthèse du 13 novembre 1956 signé par Claude Bréart de Boisanger, ambassadeur de France à Prague : « *L'évolution de la situation en Hongrie a été suivie en Tché-*

³⁶⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, 6 novembre 1956, note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le ministre, *au sujet des événements hongrois* (Documents diplomatiques français 1956 III, pp. 227-230).

³⁶⁵ *Ibidem*.

³⁶⁶ Télégramme de Claude BRÉART DE BOISANGER, ambassadeur de France en Tchécoslovaquie, n° 1088 (25 octobre 1956) et n° 1096 (26 octobre 1956), Documents diplomatiques français 1956 III, pp. 22-23 et 35.

³⁶⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Roumanie, dossier 146, n° 886/EU (13 novembre 1956). Rapport de Pierre FRANCFORT, ministre de France en Roumanie, *La Roumanie et la crise hongroise*.

coslovaquie avec une extrême attention. La population, celle du moins qui est hostile au régime, a d'abord accueilli avec scepticisme les bruits du soulèvement dans le pays voisin. Ceux-ci s'étant précisés, l'incrédulité fit place à un sentiment d'inconfort à l'égard d'initiatives qui ont paru un défi aux règles de prudence, observées ici 'scrupuleusement'. A mesure que l'insurrection se développait, l'étonnement, l'espoir, puis une satisfaction très vive, bien que dissimulée, et empreinte de quelque gêne due sans doute à la mauvaise conscience qu'inspire la passivité en face de l'audace, ont marqué successivement les réactions de la population. L'effondrement de la 'rébellion' a provoqué un grand découragement et fait naître la crainte d'un retour à la situation existant à l'époque stalinienne. En ce qui concerne les dirigeants, leur mutisme, puis leur réserve (la première réaction officielle, sous forme de messages de sympathie d'ailleurs nuancée, adressés au gouvernement NAGY, date seulement du 30 octobre), enfin, l'opposition déclarée à ce gouvernement (discours du président ZAPOTOCKY du 3 novembre), traduit l'inquiétude profonde que l'on éprouvait en hauts lieux et qui est loin d'être dissipée. Venant après les désordres et les changements politiques intervenus en Pologne, l'insurrection de Hongrie, pose pour la Tchécoslovaquie des problèmes graves et qui lui sont propres ; ceux-ci tiennent à la situation géographique du pays et aux implications qu'elle comporte. Le voisinage immédiat de la Hongrie, l'existence de forte minorités hongroises en Slovaquie, la persistance des sentiments d'autonomie des Slovaques à l'égard de Prague, de même que leur hostilité au régime, plus vive qu'ailleurs, sont autant de facteurs qui donnent au problème des relations tchéco-hongroises, partant aux répercussions en Tchécoslovaquie des événements de Hongrie, leur importance et leur gravité. »³⁶⁸ Un projet de note de la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français faisait le constat que « Le développement de la révolution hongroise et son écrasement par l'Armée rouge prennent place parmi des événements capitaux de l'après-guerre. Leurs conséquences sont loin d'être épuisées. »³⁶⁹ Néanmoins, les missions diplomatiques françaises en Tchécoslovaquie et en Roumanie ont tenté de tirer les premières conclusions. Elles estimaient qu'à la suite de la révolte hongroise, les dirigeants tchécoslovaques et roumains voulaient davantage resserrer les liens de leur pays avec l'Union soviétique³⁷⁰.

³⁶⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Tchécoslovaquie, dossier 213, n° 1533/EU (13 novembre 1956). Rapport de Claude BRÉART DE BOISANGER, ambassadeur de France en Tchécoslovaquie, *Les événements de Hongrie et la Tchécoslovaquie*.

³⁶⁹ Note de la Sous-direction d'Europe orientale (20 novembre 1956), *Tableau des réactions aux événements de Hongrie, Documents diplomatiques français 1956 III*, pp. 358-359.

³⁷⁰ Télégramme de Claude BRÉART DE BOISANGER, ambassadeur de France en Tchécoslovaquie, n° 1163 à 1164 (8 novembre 1956), *Documents diplomatiques français 1956 III*, p. 247 ; AMAE :

L'évolution de la position yougoslave a été observée de près par l'ambassade de France à Belgrade dont le service a analysé d'une façon pertinente la situation de Tito vis-à-vis de la révolte Hongroise : « *Après avoir favorisé la combinaison Nagy-Gerő, puis appuyé la tentative de Nagy, les Yougoslaves donnent maintenant leur ... [lacune de déchiffrement] au gouvernement Kadar, immédiatement reconnu. | Cette adaptation aux circonstances entraîne évidemment l'abandon de certains principes : au moment où le sort du socialisme a été mis en jeu, les thèmes de l'égalité des droits, de la non-immixtion et de la démocratisation ont perdu ici beaucoup de leur valeur, au moins pour la communauté des pays de l'Est ; si les Yougoslaves rappellent qu'elle est en tout cas contraire à leurs principes, c'est en justifiant au fond celle des Soviets. | En fait, les dirigeants de Belgrade se sont trouvés placés entre le danger d'une démocratisation excessive qui risquait de mettre en cause les conquêtes progressistes, constituant un exemple fâcheux pour leur propre opinion publique, et le danger d'un retour aux méthodes staliniennes, avec ce qu'elles comportent de menaces pour la paix du monde et pour l'indépendance yougoslave.* »³⁷¹

Après avoir étudié l'appréciation de la seconde phase de la révolution hongroise par la diplomatie française, nous allons examiner les facteurs qui ont une influence sur l'attitude du Quai d'Orsay et tenter de comprendre sa réaction.

4. LES RÉACTIONS DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE AU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉVOLUTION HONGROISE

Comme pour la période précédemment étudiée, deux groupes d'éléments ont conditionné l'attitude du Quai d'Orsay à propos des événements de Hongrie : le système bipolaire de la Guerre froide y compris l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique et les intérêts français au Proche-Orient, notamment le déclenchement de la guerre de Suez. Ces deux facteurs ont grandement influencé le comportement de la diplomatie française dans ses relations avec les autres puissances occidentales, avec l'OTAN, avec l'ONU, mais aussi l'Union soviétique et ses satellites ainsi qu'avec la Hongrie révoltée.

Europe 1944-1960, Roumanie, dossier 146, n° 886/EU (13 novembre 1956). Rapport de Pierre FRANCFORT, ministre de France en Roumanie, *La Roumanie et la crise hongroise*.

³⁷¹ Télégramme de Jean BAELEN, ambassadeur de France en Yougoslavie, n° 958 à 960 (6 octobre 1956), *Documents diplomatiques français 1956* III, p. 221.

Comme on l'a déjà relaté, le 29 octobre 1956, les troupes israéliennes ont attaqué l'Égypte, inaugurant ainsi le schéma d'opérations entériné à la conférence de Sèvres. Les préparatifs de la guerre ont influencé considérablement la politique menée par la France et la Grande-Bretagne aux Nations Unies. Après le déclenchement ouvert du conflit, cette tendance s'est renforcée. C'est à partir de ce moment que la révolte hongroise revêtit une importance pour les gouvernements français et britannique, car ils subirent l'intervention vigoureuse des États-Unis à l'ONU, doublée de protestations internationales. Le 30 octobre, jour de la remise de l'ultimatum franco-britannique à Nasser, le Conseil de sécurité fut convoqué d'urgence à l'instigation des États-Unis. Lors de cette réunion, Henry Cabot Lodge, représentant américain à l'ONU, déposa un projet de résolution sommant Israël d'évacuer ses troupes du territoire égyptien et obligeant tous les pays membres de l'ONU à s'abstenir d'employer la force dans ce conflit, les menaçant même d'une intervention militaire. Les deux dernières clauses visaient la Grande-Bretagne et la France qui se disposaient à attaquer. Cette proposition recueillit sept voix. Comble de la situation, le représentant soviétique vota avec son collègue américain contre la France et la Grande-Bretagne, fait unique dans l'histoire de l'organisation mondiale. Les puissances intéressées apposèrent leur veto. Par la suite, un projet de résolution soviétique invitait Israël et l'Égypte à un cessez-le-feu immédiat, et enjoignait l'État juif de replier ses troupes derrière les lignes définies par la trêve de 1949. Ce projet provoquait également le veto franco-britannique, tandis que les États-Unis s'abstenaient. Les gouvernements français et britannique ne voulaient pas arrêter leur action militaire commencée officiellement dès le soir du 31 octobre par le bombardement des points stratégiques et des aéroports égyptiens. A ce moment-là, le délégué yougoslave proposa la convocation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, en l'absence d'accord au Conseil de sécurité. Tandis que l'Union soviétique et les États-Unis acceptaient cette motion, les représentants français et britannique prirent position contre. Étant donné qu'il s'agissait d'une question de procédure, selon la résolution « *union pour la paix* », la France et la Grande-Bretagne ne purent exercer leur droit de veto. En conséquence, le 1^{er} novembre 1956, la session extraordinaire de l'Assemblée générale s'ouvrit pour se clore le 10 novembre³⁷².

³⁷² Pierre GERBET (avec la participation de Victor Yves GHÉBALI et Marie-Renée MOUTON), *Le rêve d'un ordre mondial de la SDN à l'ONU*, Paris, Imprimerie nationale, 1996, pp. 230-232. Sur

A partir de la fin octobre, en relation avec les événements du Moyen-Orient, la politique française à l'ONU à propos de la question hongroise devient beaucoup plus dynamique : « *L'affaire de Suez risque, si nous n'y prenons garde, d'éclipser l'affaire de Hongrie. Il importe d'éviter un tel état de choses qui ferait le jeu de nos adversaires...* » télégraphie le ministère des Affaires étrangères à la mission permanente à l'ONU. Examinant les possibilités d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale, il donna au représentant l'instruction suivante : « *... si le Conseil se prononçait pour la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire sur la question de Suez, vous ne devriez pas manquer, d'accord avec vos collègues britannique et américain, de demander au Conseil de porter devant la même assemblée la question hongroise.* »³⁷³ La politique étrangère britannique était commandée par les buts similaires. Il s'agissait de détourner l'attention dont ils faisaient l'objet³⁷⁴.

Dans le cadre de cette politique, le 1^{er} novembre, Hervé Alphand, ambassadeur de France à Washington annonça au département d'État américain que la France souhaiterait demander l'inscription de l'affaire de Hongrie à l'ordre du jour de la session extraordinaire³⁷⁵. Le jour même – à la suite des déclarations d'Imre Nagy sur la dénonciation du traité de Varsovie et de la proclamation de la neutralité hongroise – le Quai d'Orsay ordonna à son délégué aux Nations Unies de faire cette démarche³⁷⁶. Le 2 novembre, un avant-projet de résolution fut communiqué à B. Cornut-Gentille pour qu'il se concerte avec les représentants américain et britannique ainsi que les délégations alliées intéressées. Ce document invitait le gouvernement soviétique à retirer immédiatement ses forces de Hongrie, demandait aux gouvernements des États membres de l'ONU de faire pression sur l'URSS, tout en reconnaissant et respectant la neutralité de la Hongrie³⁷⁷. Les instructions de Paris demandaient

la politique de la France à l'ONU concernant la question hongroise voir : KECSKÉS, « *Franciaország politikája az ENSZ-ben...* ».

³⁷³ Télégramme du ministère des Affaires étrangères à Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies, n° 3421 à 3423 (31 octobre 1956), *Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 122-123.

³⁷⁴ BÉKÉS, « A brit kormány... », p. 36.

³⁷⁵ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242 (1^{er} novembre 1956). Télégramme de Hervé ALPHAND, ambassadeur de France aux États-Unis.

³⁷⁶ Télégramme du ministère des Affaires étrangères à Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies, n° 3456 (1^{er} novembre 1956), *Documents diplomatiques français 1956* III, p. 138.

³⁷⁷ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 3466 à 3468 (2 novembre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères à Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Documents diplomatiques français 1956* III, p. 149).

instamment la convocation du Conseil de sécurité pour examiner la question hongroise. La véritable cause de cette hyper-activité était naturellement Suez : « ... vous répondrez au souci que je vous ai exprimé à trois reprises dans la journée d'hier... de ne pas voir s'enliser cette affaire, tandis que toute l'attention de l'ONU est tournée vers la question israélo-égyptienne. », télégraphie Louis Joxe à New York³⁷⁸.

Cette politique de diversion se heurtait pourtant à la résistance vigoureuse de Washington. Se référant aux problèmes d'accréditation de la délégation hongroise, le Département d'État ne jugeait pas opportun la convocation urgente du Conseil de sécurité³⁷⁹. Le 2 novembre, cette réunion se tient tout de même sur l'affaire hongroise. Mais le lendemain, grâce à la résistance américaine, et malgré les intentions françaises et britanniques, la cause hongroise n'était pas renvoyée devant l'Assemblée générale extraordinaire réunie pour Suez le 4 novembre.

Comment expliquer que les États-Unis se soient élevés aussi vigoureusement contre les ambitions de leurs deux principaux alliés ? Depuis le déclenchement de la campagne de Suez, les Américains devaient se rendre compte des motifs véritables des Français et des Britanniques. Faute de pouvoir influencer sur les événements de Hongrie, les dirigeants américains estimaient plus aisé d'obtenir au moins un dénouement de la crise Suez conforme à leurs vues en impressionnant leurs propres alliés réputés plus faibles³⁸⁰. Pour Washington, il s'agissait d'attirer le Moyen-Orient et plus largement le Tiers Monde en pleine évolution, dans son orbite économique et politique tout en y empêchant l'expansion soviétique. Cette priorité l'emportait sur l'Europe de l'Est.

Résumons les réunions du Conseil de sécurité des 2 et 3 novembre. Rien ne s'y produisit qui puisse influencer le dénouement des événements de Hongrie. On n'y vota aucune résolution. Les orateurs – conformément aux instructions de leurs gouvernements – s'adressaient plus à l'opinion publique qu'à leurs homologues. La France et les pays d'orientation occidentale en général condamnèrent avec netteté la politique menée par Moscou en Hongrie. L'ambassadeur soviétique A. Sobolev avança l'argument que l'inscription de la question hongroise à l'ordre du jour du Conseil de sécurité ne servait qu'à faire diversion à la crise de Suez. Il avait raison dans une certaine mesure... Louis de Guiringaud, chef

³⁷⁸ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 3469 à 3470 (2 novembre 1956). Télégramme de Louis JOXE, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères à Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Documents diplomatiques français 1956* III, p. 149).

³⁷⁹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 6899 à 6900 (2 novembre 1956). Télégramme de Hervé ALPHAND, ambassadeur de France aux États-Unis.

³⁸⁰ BÉKÉS, « A brit kormány... », p. 36.

adjoint de la délégation française à l'ONU, qui représentait la France au cours de ces négociations, demanda avec insistance l'adoption d'« *une résolution appropriée* ». « *Si ce résultat ne pouvait être atteint, en raison d'un veto, il nous faudrait envisager la réunion immédiate de l'Assemblée extraordinaire d'urgence* », souligne-t-il³⁸¹. Par conséquent, la diplomatie française (et britannique) tenta d'utiliser la procédure « *union pour la paix* », pour atténuer et détourner de leurs pays la pression internationale. Ils ne réalisèrent pas non plus ce projet lors de la réunion du 3 novembre, même si cette fois les Américains avaient déposé leur propre projet de résolution. Ce débat sur le report de la question éclaire bien le conflit d'intérêts entre les puissances occidentales. Le représentant français s'y est battu pour le vote de sa résolution. Mais Entezam Nasrollah, président en exercice iranien du Conseil de sécurité fit valoir que plusieurs délégations souhaitaient intervenir avant le vote. Il fallait donc d'abord décider la date de la prochaine réunion. Le délégué australien proposa celle du 4 novembre, avec soutien de la France et de la Grande-Bretagne. A l'occasion du vote, le représentant des États-Unis prit derechef une position contraire aux intérêts de ses alliés. L'Union soviétique n'avait plus qu'à s'abstenir. Finalement, la séance fut reportée au 5 novembre. Les représentants australien, britannique et français se réservaient toutefois le droit de demander une réunion du Conseil à une date antérieure si le développement de la situation de Hongrie leur paraissait l'exiger³⁸².

C'est le 4 novembre à une heure du matin (selon l'heure locale) que la nouvelle de l'intervention militaire soviétique en Hongrie parvint à l'Assemblée générale extraordinaire de l'ONU. A l'instigation de la délégation française, le représentant australien demanda la parole, et proposa que le président du Conseil de sécurité convoque les membres du Conseil dans son bureau³⁸³. Lors de la réunion qui commença à 3 heures du matin, on vota le projet de résolution américain, d'où un veto soviétique. En conséquence, l'affaire hongroise fut aussi renvoyée devant l'Assemblée générale extraordinaire, dans le cadre de la démarche « *union pour la paix* »³⁸⁴.

³⁸¹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2167 à 2176 (2 novembre 1956). Télégramme de Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

³⁸² AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2192 (4 novembre 1956). Télégramme de Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

³⁸³ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2193 (4 novembre 1956). Télégramme de Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

³⁸⁴ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2202 à 2204 (4 novembre 1956). Télégramme de Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Dans les jours tendus de la révolution hongroise et de la crise de Suez, outre les forums publics de l'organisation mondiale, les puissances occidentales se servirent de plusieurs instances diplomatiques pour se concerter. Les négociations secrètes des représentants américains, français et britannique au siège des Nations Unies revêtirent une importance décisive. La position française y changea radicalement. La première période peut se caractériser par un attentisme et une passivité provoqués par le système mondial bipolaire, ainsi que des considérations tactiques sur Suez et l'Algérie. B. Cornut-Gentille déclara à ses collègues américain et britannique : « ... nous ne devrions pas paraître exploiter la situation de Hongrie à des fins de propagande. Il serait maladroit que nous ayons l'air de saisir l'occasion pour lancer une attaque contre les Russes. Ce que nous voulons, c'est aider la Hongrie. »³⁸⁵ A la suite de la campagne de Suez, la diplomatie française devint autrement plus énergique lorsqu'elle se concerta avec ses deux partenaires occidentaux sur la Hongrie. Le délégué français en association avec le britannique, livra bataille contre la politique temporisatrice de l'ambassadeur américain. Dans le but d'accélérer le travail du Conseil de sécurité, le gouvernement français se montra même prêt à déposer seul un projet de résolution.

L'OTAN, la France et la suite de la révolte hongroise

On doit considérer aussi deux autres niveaux d'échanges : les ambassades et les conversations régulières au sein de l'OTAN à Paris. Les réunions du Conseil atlantique au sujet de la première phase de la révolution hongroise ont été déjà exposées ci-dessus. Examinons maintenant comment la Hongrie y est traitée, et quelle position prend la France à l'égard de ses alliés. Les participants de la réunion du 2 novembre avaient déjà connaissance des décisions du gouvernement d'Imre Nagy relatives à la sortie du Traité de Varsovie et à la proclamation de la neutralité hongroise. Au début, Sir Christopher Steel, représentant du Royaume Uni à l'OTAN avait fait part d'informations provenant de l'ambassade britannique à Moscou sur la déclaration gouvernementale soviétique du 30 octobre. Il en tirait la conclusion stupéfiante, selon laquelle les Soviétiques ne voulaient pas intervenir à des fins

ce auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 175-176).

³⁸⁵ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2040 à 2048 (29 octobre 1956). Télégramme de Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 72-73).

internes dans la révolution hongroise. Il estimait que « *les choses ont été trop loin pour être inversées* ». Selon lui, Moscou considérait que les régimes satellites étaient en réalité très fragiles, et que l'URSS n'avait pas de moyens de les renforcer ; devant le danger d'infection en Pologne et en Allemagne orientale, on pouvait s'attendre à une proposition de réunification par élections libres à la République fédérale, moyennant l'abandon de l'OTAN et la neutralité. L'ambassadeur britannique pensait que les nouvelles troupes envoyées en Hongrie n'avaient d'autre but qu'assurer à l'Union soviétique une position de marchandage favorable avec le gouvernement Nagy³⁸⁶. On sait aujourd'hui que la direction soviétique avait déjà décidé, à ce moment-là, de réprimer la révolte. Pour autant, cette session du Conseil de l'Atlantique Nord inaugura une politique de coordination plus étroite. Le délégué néerlandais, Eelco N. van Kleffens, proposa de profiter du débat aux Nations Unies sur la situation en Hongrie pour manifester une totale unité d'action entre les membres de l'Alliance atlantique. Selon lui, des consultations entre représentants des pays de l'OTAN sur place, à New York, devraient avoir lieu à cet effet³⁸⁷. Compte tenu des tensions entre les États-Unis et leurs alliés britannique et français à propos de Suez, tout le monde approuva l'initiative néerlandaise. L'élaboration d'une politique commune à l'ONU figurait désormais à l'ordre du jour du Conseil de l'OTAN. A l'unanimité également on approuva la proposition ouest-allemande de coordonner la politique d'aide humanitaire³⁸⁸.

Le lendemain, le 3 novembre, le Conseil de l'OTAN se réunit à nouveau afin d'examiner l'affaire hongroise. Que devait faire l'Alliance si le gouvernement d'Imre Nagy s'adressait à l'Occident pour obtenir une assistance militaire ? Les délégués français et américain répondirent à cette question par des renseignements suggérant la possibilité d'un dénouement paisible. George W. Perkins se référa aux informations de Charles E. Bohlen, ambassadeur des États-Unis à Moscou, selon lequel il était possible que l'on se dirigeât vers la création d'une commission mixte, qui étudierait les points mis en avant par Nagy. De son côté, Alexandre Parodi, représentant permanent de la France à l'OTAN, fit part des impressions de l'attaché militaire français à Moscou pour qui il ne fallait pas s'attendre à un nouveau renversement de situation. Selon lui, les renforts

³⁸⁶ AMAEB : 12787/1456, « Hongrie » dossier général, Courrier NATO n° 89 (2 novembre 1956). Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de la Belgique au Conseil de l'OTAN. Pour l'histoire de la question hongroise à l'OTAN voir KECSKÉS, « A NATO és a magyar forradalom ».

³⁸⁷ AMAE : Services des Pactes, carton 210, n° 50.420 (2 novembre 1956). Télégramme d'Alexandre PARODI, représentant permanent de France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

³⁸⁸ AMAEB : 12787/1456, « Hongrie » dossier général, Courrier NATO n° 89 (2 novembre 1956). Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

soviétiques seraient plutôt à mettre sur le compte des précautions à prendre en cas de massacres de Soviétiques ou de communistes³⁸⁹.

On traita également, cette fois-là, la stratégie globale des membres de l'OTAN. Adolfo Alessandrini, ambassadeur italien, insista pour que les gouvernements respectifs hâtent à l'ONU la convocation d'une Assemblée générale extraordinaire sur la situation en Hongrie. Il pensait que c'était la seule façon de répondre à l'action soviétique puisque l'on ne pouvait pas recourir à une guerre générale. Jens Boyesen, délégué norvégien, espérait que si une attaque soviétique survenait l'Assemblée générale des Nations Unies pourrait condamner avec une unanimité presque complète l'intervention des Soviétiques et exercer sur ces derniers une pression politique et morale déterminée. L. Dana Wilgress, représentant du Canada croyait très normal de faire un parallèle entre le cas hongrois et l'intervention franco-britannique à Suez. Selon lui, si « *l'Assemblée condamne une attaque soviétique, la force morale et politique de son action sera à la mesure de l'accueil que la France et le Royaume-Uni auront réservé à la résolution qui les concernait.* » En revanche A. Parodi exposa le point de vue de son gouvernement soulignant que l'on ne pouvait pas faire d'analogie entre les Français et les Britanniques d'une part et les Soviétiques d'autre part, ni entre les insurgés hongrois et Nasser. Et il incarna l'opinion publique française en ajoutant que « *les procédures des Nations Unies jouaient toujours contre ceux qui respectaient la morale internationale.* »³⁹⁰ Conséquence : on ne pouvait pas esquisser une résolution acceptable à tous ce 3 novembre, une fois de plus.

La nouvelle de l'invasion soviétique du 4 novembre en Hongrie parvint au moment où les informations de la guerre de Suez saturaient déjà les chancelleries et les salles de rédaction. En conséquence, les événements de Hongrie et du Moyen-Orient furent traités simultanément à l'OTAN comme à l'ONU. Le 4 novembre, A. Alessandrini, représentant italien au Conseil atlantique soulignait que l'URSS profitait de la crise en Égypte et de la diversion de l'Occident pour rétablir son emprise en Hongrie. Le gouvernement italien jugeait donc encore plus nécessaire que les pays de l'OTAN restent unis, fermes et vigilants, et qu'ils élaborent une conduite commune. Rome estimait que l'endroit le plus favorable pour établir une telle politique était le Conseil de l'OTAN. Le secrétaire général, lord Ismay insistait également sur la nécessité de reformer l'unité de l'Alliance. Dans le cas contraire il redoutait un vide politique dont les Soviétiques ne manqueraient pas de profiter. Répondant à une remarque turque qui regrettait que l'OTAN n'ait pas choisi vis-à-vis de la Hongrie une

³⁸⁹ AMAEB : 12787/1456, « Hongrie » dossier général, Courrier NATO n° 90 (3 novembre 1956).
Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

³⁹⁰ *Ibidem*.

action commune plus énergique comportant l'envoi de notes à l'URSS, lord Ismay déclara sans ambiguïté : « ... *l'OTAN étant exclusivement défensive, une action en Hongrie n'entrait pas dans nos plans.* » Cette phrase exprime clairement l'attitude générale des décideurs occidentaux. A. Parodi ajouta, en se référant aux conclusions du Quai d'Orsay sur les causes de l'intervention soviétique, qu'une telle action de l'OTAN aurait pu hâter le processus et que l'attaque soviétique semblait avoir été déterminée surtout par le fait que le mouvement révolutionnaire hongrois avait pris un caractère anti-communiste³⁹¹.

La diplomatie française et le développement de la question de Suez et de Hongrie aux Nations Unies

Entre-temps l'affaire de Suez s'embrouillait davantage encore aux Nations Unies sous le coup d'une publicité sans précédent. Les délégations française et britannique s'efforçaient, de détourner l'attention en plaçant au devant de la scène la question hongroise. Certes la résolution proposée par les États-Unis et votée à une forte majorité ne qualifiait pas d'agresseurs la Grande-Bretagne et la France³⁹², ni même Israël. Mais ces deux pays se retrouvaient dans une situation morale très pénible. En dépit du fait qu'à l'initiative de l'Inde l'Assemblée générale ait demandé à nouveau l'arrêt des hostilités, et que l'Égypte, après la perte du Sinaï, se soit déclarée prête à accepter le cessez-le-feu si les Israéliens se retiraient (5 novembre), les parachutistes britanniques et français sautent alors sur Port-Saïd. Cependant, l'Union soviétique ne tenait pas le moindre compte des Nations Unies en Hongrie, ce qui continuait de compliquer la situation. Elle demandait au Conseil de sécurité, l'arrêt des combats en Égypte dans les douze heures et, à défaut, que l'Union soviétique et les États-Unis assistent militairement l'Égypte au nom de l'ONU. Cette proposition, d'ailleurs refusée, a placé le gouvernement américain dans une position très difficile car il ne pouvait pas accepter l'idée d'agir par la force, conjointement avec Moscou, contre ses alliés français et britanniques, mais il ne pouvait pas non plus laisser à l'URSS intervenir seule en Égypte. En outre, le maréchal N. Boulganine, Premier ministre soviétique, envoyait à Tel-Aviv, Paris et Londres des menaces qui faisaient allusion à l'emploi de fusées nucléaires et à l'envoi de « *volontaires* » soviétiques en Égypte. Le président D. D. Eisenhower,

³⁹¹ AMAEB : 12787/1456, « Hongrie » dossier général, Courrier NATO n° 91 (5 novembre 1956). Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

³⁹² A ce moment, les Français et les Britanniques n'ont pas commencé l'opération terrestre. L'intervention aérienne est secrète.

lui, exigeait d'Anthony Eden l'arrêt immédiat de l'opération militaire contre l'Égypte. Néanmoins le 6 novembre le débarquement franco-britannique s'opérait et les colonnes motorisées s'avançaient le long du canal, pour s'arrêter à 24 kilomètres seulement de Port-Saïd. Les gouvernements français et britannique, sous la pression américaine, durent alors se résigner à donner l'ordre de cessez-le-feu pour le 7 novembre à zéro heure, sans que l'objectif militaire ne soit complètement atteint³⁹³.

Le 4 novembre 1956, sur proposition canadienne, et avec l'appui américain, l'Assemblée générale des Nations Unies vota une résolution qui constituait une force internationale d'urgence à envoyer en Égypte, permettant à la Grande-Bretagne et à la France de retirer leurs troupes sans perdre la face. Grâce à une logistique américaine rapide et efficace, les premiers casques bleus arrivèrent par avions le 15 novembre. Les effectifs de la force internationale atteignaient 3700 hommes en décembre 1956 et 6000 en février 1957. Par contre-coup, l'évacuation des troupes franco-britanniques s'acheva le 22 décembre³⁹⁴.

L'organisation mondiale avait donc réussi à résoudre le conflit de Suez. Cette efficacité s'explique par l'entente des deux superpuissances, États-Unis et Union soviétique, tandis que la grande majorité du Tiers Monde en approuvait l'action. Le dénouement de la guerre de Suez a ainsi mis au grand jour l'affaiblissement des puissances moyennes. Le veto de la France et de la Grande-Bretagne au Conseil de sécurité a été aisément contourné par le recours à l'Assemblée générale, où leur isolement apparut au grand jour. Quel sort serait réservé à l'URSS à propos de la Hongrie ? Elle a opposé son veto au Conseil de sécurité, mais elle pouvait se permettre de ne tenir aucun compte des résolutions de l'Assemblée générale. La question se posait de savoir si l'ONU pouvait agir avec la même efficacité à son encontre³⁹⁵.

Le 3 novembre, le ministère des Affaires étrangères français donnait instruction à son représentant à l'ONU qu'il demande, si on décidait une Assemblée extraordinaire à ce sujet, qu'une force internationale soit constituée dans les plus brefs délais pour mettre fin au conflit entre ces deux membres des Nations Unies et contrôler le retrait des troupes soviétiques. Le Quai d'Orsay souhaitait rappeler aussi que la France et la Grande-Bretagne avaient accepté dans une déclaration commune, le principe de l'intervention d'une telle force dans le conflit israélo-égyptien³⁹⁶. Pourtant les instructions envoyées le lendemain, bien

³⁹³ GERBET, *Le rêve d'un ordre mondial...*, pp. 232-233.

³⁹⁴ *Ibidem*, pp. 233-236.

³⁹⁵ *Ibidem*, p. 237.

³⁹⁶ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 3567 à 3568 (3 novembre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères au chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

plus prudentes, prescrivait que le diplomate français fasse allusion au cours de son intervention devant l'Assemblée générale à la constitution éventuelle d'une force de police internationale destinée à contribuer au règlement de la crise hongroise, mais sans proposer lui-même un amendement à cet effet au projet américain. Néanmoins, au cas où un tel amendement serait déposé par une autre délégation, il devait l'appuyer. « *Tout doit être mis en œuvre pour obtenir que l'Assemblée générale donne la priorité à l'examen de cette question.* » souligne le télégramme du Secrétariat des Conférences. On laissait le représentant français apprécier les moyens les plus adéquats pour atteindre ce résultat. Mais il ne fallait pas que ses initiatives éventuelles puissent être interprétées comme devant retarder l'examen de la question égyptienne. Le ministère français jugeait essentiel que la résolution proposée par les Américains soit extrêmement sévère pour l'Union soviétique, et en particulier qu'elle comporte la condamnation de l'action militaire soviétique, exige le retrait immédiat des troupes soviétiques, prévoie le rétablissement des conditions assurant les droits et libertés fondamentales du peuple hongrois ainsi que des élections libres sous contrôle international³⁹⁷. D'autres télégrammes corroborent ce dernier point.

Quelles instructions françaises se retrouvent effectivement dans la résolution déposée par les Américains à l'Assemblée générale extraordinaire ? On y retrouve la condamnation de l'intervention soviétique, la sommation à Moscou d'évacuer ses troupes de Hongrie, la reconnaissance du droit du peuple hongrois à un gouvernement exprimant ses intérêts nationaux et l'envoi d'observateurs et d'associations humanitaires en Hongrie³⁹⁸. Le fait que le texte américain ne mentionne pas la déclaration de neutralité prononcée par le gouvernement hongrois révèle clairement les limites de la diplomatie française, car c'était un objectif partagé avec le Royaume-Uni dès le départ³⁹⁹. On ne parle pas non plus d'envoyer des forces internationales en Hongrie. La diplomatie française n'a pu au total qu'obtenir des amendements mineurs : le délégué français réussit à faire écrire « *la situation provoquée par l'intervention étrangère en Hongrie* » à la place de « *la situation en Hongrie* », et « *l'intervention étrangère en Hongrie* »

³⁹⁷ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 3609 à 3612 (4 novembre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères au chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 176-177).

³⁹⁸ *United Nations Resolutions* [Résolutions des Nations Unies], réunies et éditées par Dusan J. DIONOVICH, série I. *Resolutions Adapted by the General Assembly* [Résolutions adoptées par l'Assemblée générale], volume V. 1954-1956, Dobbs. Ferry, New York, Oceana Publications, Inc., 1973, Résolution n° 1004 (ES-II).

³⁹⁹ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 65-66.

au lieu de « *la situation actuelle en Hongrie* »⁴⁰⁰, mais ces amendements ne modifièrent pas le fond.

Louis de Guiringaud, chef adjoint de la délégation française à l'ONU, lors de son discours devant l'Assemblée générale extraordinaire, suit de près les instructions de Paris, et condamne sévèrement l'Union soviétique : « *Depuis huit jours, l'Union soviétique a préparé d'abord, puis accompli hier l'un des crimes les plus monstrueux qui puissent marquer l'histoire d'un gouvernement. Elle a, par froid calcul, par ruse, par mensonge, organisé dans un premier temps un simulacre d'évolution libérale pour mieux pouvoir écraser ensuite les vrais tenants de la liberté...* ». Puis il évoqua en des termes étincelants l'héroïsme du peuple hongrois qui a combattu « *le système policier de terreur qui marque la conception soviétique de gouvernement* » et souligna la responsabilité future des Nations Unies dans le dénouement de la crise hongroise. Il ne cacha pas que l'activité de l'organisation mondiale avait toutes les chances de se traduire par des délibérations sans fin, des discussions de procédure et pour tout dire une impuissance à agir⁴⁰¹. Tactiquement, en revanche, il ne démontra pas à quel point cette attitude contrastait avec le dynamisme de l'ONU dans l'affaire de Suez. On doit signaler toutefois que Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, souligna ce point avec force dans sa déclaration radiophonique du 4 novembre : « *La France toute entière s'inclinera, comme le gouvernement, devant le courage et le martyre d'un peuple prêt à mourir pour son indépendance. Elle regrettera que l'Organisation des Nations Unies et certains Gouvernements, aient préféré, au cours de ces derniers jours, consacrer des heures précieuses à sauver la face d'un dictateur égyptien, auteur d'agressions multiples et prêcheur de guerre sainte, plutôt que d'apporter leur appui à un vaillant peuple affirmant seulement son désir de neutralité et sa volonté d'être libre.* »⁴⁰²

L'hypocrisie et le cynisme du gouvernement soviétique se portant « *championne de la paix et de la sécurité des peuple* » à l'ONU et ailleurs, à propos de l'affaire de Suez, en vue de ranger les pays en voie de développement dans son camp, irritaient les dirigeants français. Comme on l'a déjà mentionné, le 5 novembre, D. Chepilov, le ministre des Affaires étrangères soviétique, écrivit une lettre au président du Conseil de sécurité demandant la convocation

⁴⁰⁰ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2219 (5 novembre 1956). Télégramme de Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁴⁰¹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2227 (5 novembre 1956). Télégramme de Bernard CORNUT-GENTILLE, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁴⁰² AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, Circulaire à tous les postes diplomatiques, n° 86 (4 novembre 1956).

du Conseil pour examiner la question de la non-application par la Grande-Bretagne, la France et Israël de la décision du 2 novembre (cessez-le-feu, retrait des troupes israéliennes et égyptiennes, interdiction aux pays membres de l'ONU d'intervenir dans le conflit). Le soir-même, continuant l'action diplomatique, N. Boulganine envoyait un message au président D. D. Eisenhower pour lui proposer une intervention commune soviéto-américaine qui mettrait fin à l'action franco-britannique et, dans le même temps, il écrivait à A. Eden, Guy Mollet et David Ben Gourion pour les mettre en demeure d'arrêter leurs opérations militaires. La lettre adressée au Premier ministre français était plus modérée que celles adressées aux autres. Elle l'invitait tout de même à faire « *preuve de sang-froid dans l'examen de la situation* » et à tout arrêter au plus vite⁴⁰³.

Le chef du gouvernement français répondit le lendemain au message de N. Boulganine mettant tout d'abord en cause les apitoiements soviétiques sur le sang versé au Moyen-Orient, alors que l'URSS massacrait des innocents en Hongrie⁴⁰⁴. A propos de la politique menée par les Soviétiques à l'ONU, Guy Mollet ajoutait : « *Laissez-moi ajouter que si l'URSS entendait réellement faire respecter l'autorité des Nations Unies, il lui serait aisé de mettre fin, conformément à la résolution de l'Assemblée Générale, à l'opération qu'elle poursuit en Hongrie, en violation des lois de l'humanité et des règles de la justice et du droit.* »⁴⁰⁵

Après avoir examiné le comportement de la diplomatie française à l'ONU et à l'OTAN, ainsi que dans ses relations bilatérales avec Moscou à propos de Suez, il nous reste à étudier la politique du Quai d'Orsay envers les pays qui étaient directement intéressés par la crise hongroise : l'Union soviétique, les pays satellites y compris la Hongrie et la Yougoslavie.

L'attitude française envers le bloc soviétique et la Yougoslavie

Les diplomates français avaient quelques contacts directs avec les autorités et des personnalités politiques soviétiques au moment de la révolte hongroise. A l'occasion des réceptions officielles à Moscou, ils essayaient de saisir les intentions des dirigeants soviétiques concernant la crise hongroise (voir le chapitre précédent) sans entretenir de vrais dialogues. Nous avons retrouvé

⁴⁰³ LEFEBVRE, *L'affaire de Suez*, pp. 141-142.

⁴⁰⁴ *Ibidem*, p. 143.

⁴⁰⁵ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 4610 (7 novembre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères à l'ambassade de France à Moscou.

deux entretiens diplomatiques qui caractérisent bien l'attitude du Quai d'Orsay au moment de l'écrasement de la révolution hongroise, le 4 novembre. Le 3, Erofeev, conseiller de l'ambassade soviétique à Paris, a été convoqué au Quai d'Orsay par Jean Laloy, directeur du service d'Europe pour parler des journalistes français retenus par les troupes soviétiques à la frontière hongroise. Mais après avoir rapidement clos la discussion sur cette affaire, ils en sont venus à la situation hongroise proprement dite, sur les perspectives de laquelle le diplomate soviétique tint des propos inquiétants⁴⁰⁶. Le 4 novembre, après la nouvelle agression soviétique en Hongrie, Maurice Dejean, ambassadeur français à Moscou, négociait avec un diplomate soviétique nommé Arountounian le problème des journalistes français arrêtés en Hongrie. C'est dans ce contexte que M. Dejean a soulevé la question de l'intervention soviétique : « *J'ai demandé à M. AROUNTOUNIAN s'il se rendait bien compte de l'extrême gravité de ce qu'il venait de m'annoncer et de l'immense émotion qui allait soulever le monde entier.* » Le Soviétique répondit « *qu'il réalisait parfaitement la gravité de l'heure. Mais la situation n'avait pas laissé au gouvernement soviétique d'autre issue.* »⁴⁰⁷ Dans les deux cas, le sujet officiellement traité – le sort des journalistes français – peut être considéré comme un prétexte. C'est seulement dans ce cadre que la diplomatie française jugeait possible d'évoquer la question de Hongrie. En ce qui concerne la légation de France en Hongrie, elle ne pouvait traiter que d'affaires techniques avec l'ambassade soviétique : le 3 novembre l'ambassadeur soviétique à Budapest a affirmé à J. Paul-Boncour que le passage entre Vienne et Budapest ne serait plus entravé à partir du 4⁴⁰⁸ ; à la suite de la protestation de J. Paul-Boncour contre l'interdiction de passage infligé depuis la veille à sa Peugeot et à la camionnette de la Légation, Y. Andropov promit que des ordres seraient donnés dès le soir-même pour qu'on les laisse passer et que des ordres analogues seraient donnés pour la voiture de G. Turbet-Delof⁴⁰⁹. Quelques jours plus tard, avec la recrudescence des combats, le ministre de France a demandé à l'ambassade soviétique d'assurer la garde de la Légation et

⁴⁰⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, (3 novembre 1956). Télégramme de Jean LALOY, directeur des Affaires politiques d'Europe aux représentants diplomatiques de France à Moscou (n° 4446 à 4448), à New York (ONU) (n° 3540 à 3542), à Londres (n° 11733 à 11735), à Washington (n° 11895 à 11897), à Bonn (n° 3207 à 3209), à Budapest (n° 908 à 910), à Varsovie (n° 1419 à 1421) (*Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 163-164).

⁴⁰⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 4483 à 4484 (4 novembre 1956). Télégramme de Maurice DEJEAN, ambassadeur de France en Union soviétique.

⁴⁰⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 620 à 622 (4 novembre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSONNE, ambassadeur de France en Autriche (*Documents diplomatiques français 1956* III, p. 174).

⁴⁰⁹ TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 88.

de la résidence⁴¹⁰. Ainsi la diplomatie française, qui était relativement bien informée sur la position soviétique dans la crise hongroise, et dont les agents étaient en général stupéfiés et indignés de l'attitude de Moscou, n'a pas essayé de plaider la cause hongroise auprès des Soviétiques ni d'exercer sur eux une influence dans le dénouement du conflit.

Les missions diplomatiques françaises dans les pays satellites suivaient également de près les réactions des autorités et de la population, mais elles n'ont pas consulté les ministères des affaires étrangères de leurs pays hôtes sur le sujet. Tout de même l'ambassadeur de France à Prague, Claude Bréart de Boisanger, a proposé au Quai d'Orsay une action ayant pour but d'améliorer la situation des peuples qui se trouvaient sous l'emprise soviétique. Dans un télégramme, il indiquait que l'évolution de la Tchécoslovaquie comme celle des autres démocraties populaires dépendait, entre autres, de l'attitude des puissances occidentales : « *On sait quel parti le gouvernement tchécoslovaque tire vis-à-vis de la population, attachée à certains avantages que le régime lui a apportés, d'attitudes ou de faits qui pourraient laisser croire que le rétablissement du régime aboli en 1948 est l'objectif de la politique occidentale. | Le moment n'est-il pas venu de dissiper définitivement cette équivoque ? Une proclamation solennelle des principes qui inspirent la politique de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis vis-à-vis des démocraties populaires, à savoir qu'ils n'entendent favoriser aucune forme du gouvernement et que le choix du régime auquel elle désire être soumise appartient uniquement de la population sans aucune intervention extérieure, pourrait avoir ici dans les circonstances actuelles de profonds échos.* »⁴¹¹ Néanmoins cette suggestion ne fut pas retenue⁴¹².

En ce qui concerne la Yougoslavie, les diplomates français à Belgrade ont rencontré plusieurs fois les responsables du secrétariat d'État aux Affaires étrangères. Ils s'efforçaient d'établir le plus exactement possible l'attitude yougoslave à l'égard des événements de Hongrie, dans la perspective de la guerre de Suez. Tito qui soutenait Nasser depuis le début du conflit, a fortement condamné les manœuvres de la France et de la Grande-Bretagne. Cette réprobation se manifesta par une violente campagne de presse et l'organisation

⁴¹⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 722 à 724 (7 novembre 1956). Télégramme d'Henri QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie.

⁴¹¹ Télégramme de Claude BRÉART DE BOISANGER, ambassadeur de France en Tchécoslovaquie, n° 1106 à 1109 (29 octobre 1956), *Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 70-71.

⁴¹² Cette déclaration n'a été publiée que dans le communiqué final de la session ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord tenue les 11-14 décembre 1956. Voir plus loin.

des manifestations contre l'ambassade et le centre culturel français à Belgrade⁴¹³. « *Si l'on part du critère de moralité, l'attitude actuelle des Yougoslaves est tout à fait déplaisante. Les injures proférées contre les 'agresseurs' de Suez trouvent une triste contrepartie dans l'approbation donnée aux bourreaux de Budapest.* » C'est la conclusion de Jean Bealen, ambassadeur à Belgrade, dans un télégramme du 6 novembre⁴¹⁴. Tandis que la diplomatie française a tout fait pour influencer l'attitude yougoslave sur Suez, elle n'a pas tenté de pressions sur la politique des dirigeants titistes à l'égard de la révolution Hongroise.

En Hongrie, la diplomatie française a continué, durant la deuxième phase des événements, à mener la même politique de prudence qu'au début, aussi bien envers le gouvernement d'Imre Nagy qu'envers les organisations révolutionnaires et les insurgés. La légation de France à Budapest a pris acte de la déclaration de neutralité du gouvernement hongrois et l'a rapidement transmise à Paris⁴¹⁵ (l'attaché militaire hongrois à Paris a également informé le gouvernement français de cette proclamation⁴¹⁶). Le 31 octobre et le 1^{er} novembre, la mission diplomatique française a envoyé le texte ronéotypé du discours prononcé par Christian Pineau le 26 octobre au sujet des événements polonais et hongrois (voir le chapitre précédent) au gouvernement de Budapest, aux missions diplomatiques et au Cardinal Mindszenty. Le 2 novembre, Guy Turbet-Delof apporta au Comité révolutionnaire des intellectuels, de la part de J. Paul-Boncour, ce document qui y fut accueilli avec empressement. Il y laissa aussi, à titre personnel, un résumé du discours de Ch. Pineau exploitable par la presse. La différence entre les propos du ministre français et les attentes anxieuses des forces révolutionnaires se révèle clairement lors de cette visite de l'attaché culturel français : « *En quittant le Comité... j'ai l'impression que l'enthousiasme de la première minute (j'avais dit que la France n'approuverait pas un glissement de la révolution vers la réaction) a laissé place à la perplexité, sinon à la méfiance. En effet, mes interlocuteurs, qui sont à l'extrême-gauche de la révolution, trouvent inopportunes les déclarations de monsieur Pineau sur l'espoir de la France de voir la situation intérieure, en*

⁴¹³ Télégramme de Jean GARNIER DES GARETS, Chargé d'affaires de France en Yougoslavie, n° 942 à 949 (1^{er} novembre 1956), *Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 141-142.

⁴¹⁴ Télégramme de Jean BEALEN, ambassadeur de France en Yougoslavie, n° 962 à 966 (6 novembre 1956), *Documents diplomatiques français 1956* III, pp. 224-225.

⁴¹⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, n° 687 (2 novembre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie. (*Documents diplomatiques français 1956* III, p. 148).

⁴¹⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, 3 novembre 1956, note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le secrétaire général, *Position de neutralité de la Hongrie*.

Union soviétique même, évoluer dans le sens polonais, sinon hongrois.»⁴¹⁷ Conformément aux intentions générales du Quai d'Orsay, les diplomates français en Hongrie s'abstenaient de jouer un rôle plus marqué dans la révolte hongroise.

On peut donc constater que le comportement de la diplomatie française n'a pas changé au cours de la seconde période, devant la radicalisation et l'écrasement de la révolte. Elle continuait de se montrer prudente. La situation internationale du gouvernement français restait particulièrement compliquée et déterminée par deux facteurs fondamentaux. L'opposition entre les deux blocs et l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique revêtaient une importance stratégique telle qu'elles bornaient pour longtemps la marge de manoeuvre de Paris. Par contre, les intérêts en jeu à Suez, comme on a vu plus haut, influaient directement et immédiatement sur la politique étrangère française.

Le foyer de l'activité de la diplomatie française n'était pas à Budapest mais à l'ONU et à l'OTAN. En fait la scène principale était l'organisation mondiale à New York : « *Le gouvernement français est fermement résolu à poursuivre son action sur le plan des Nations Unies, pour que, malgré le déchaînement de la force contre un peuple désarmé, le sort de la Hongrie, celui de son peuple héroïque, ne puissent être décidés dans le secret et au mépris des principes de justice et de liberté* », peut-on lire dans la note de synthèse du 6 novembre⁴¹⁸. Contrairement à ce passage qui paraît d'ailleurs peu réaliste à la lumière de Suez, la direction du Quai d'Orsay attribuait de l'importance à la question hongroise dans la mesure principalement où Suez était en jeu. Pour détourner l'attention pénible portée à l'opération franco-britannique par l'organisation mondiale, le gouvernement français a tout fait pour mettre au premier plan la cause des Hongrois. Les fortes résistances américaines démontrèrent clairement les limites de la diplomatie française dans la défense des intérêts propres de la France face aux deux superpuissances.

⁴¹⁷ TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, pp. 79-80. Le résumé du discours du Christian PINEAU dactylographié par TURBET-DELOF : « *L'Union soviétique a commis une erreur majeure en concourant par les armes à la répression de la révolution hongroise. | Cependant l'Occident ne doit pas chercher à profiter des événements actuels dans un sens contraire à l'histoire et à l'économie des pays de l'Est. | Une rupture totale des liens entre ces pays et l'Union soviétique renforcerait chez celle-ci la position des éléments staliniens et ce serait la fin de la démocratisation. | La volonté d'indépendance de certains peuples et de leurs partis communistes respectifs à l'égard de l'Union soviétique ne doit pas être exploitée par l'Occident au-delà de ce qui est prudent et nécessaire.* »

⁴¹⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92, 6 novembre 1956, note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le ministre, *au sujet des événements hongrois (Documents diplomatiques français 1956 III, pp. 227-230).*

Lors des réunions fréquentes du Conseil atlantique à Paris, il n'y eut que des échanges d'informations et des réflexions communes sur les nouvelles qui arrivaient, mais il ne s'agissait pas d'élaborer, et encore moins de mener une action commune, en dépit de certaines velléités. Même si le délégué français au Conseil de l'OTAN a soutenu l'idée d'une intervention commune à l'ONU, il a surtout manœuvré pour le respect des règles non-écrites de la Guerre froide : il s'opposa à tout communiqué qui informerait que l'OTAN s'était saisie de la question hongroise, et s'opposa à l'envoi de notes à l'Union soviétique.

Conformément à cette politique de prudence, la diplomatie française ne prit aucune mesure énergique ni dans le bloc soviétique, ni en Hongrie. Elle recueillait et transmettait seulement des informations, pour parfois énoncer des suggestions. Néanmoins ces propositions ont rarement atteint le sommet de la hiérarchie du ministère des Affaires étrangères. La reconnaissance de la neutralité hongroise était la seule action effective. Mais elle n'eut aucune conséquence pratique faute de pouvoir la faire figurer dans la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU à cause de l'opposition américaine. Lors des contacts avec les autorités soviétiques on ne traita que d'affaires marginales au regard de la crise hongroise, tout en essayant d'obtenir des renseignements par cette voie. Alors que les informations recueillies étaient en règle générale précises et les analyses des services du Quai d'Orsay pertinentes, on ne peut pas démontrer une influence avérée de ces renseignements sur les décideurs français. Les informations recueillies ont été utilisées plutôt dans les discours publics à des fins de propagande, surtout à l'ONU. Deux facteurs comptaient donc réellement : le statu quo entre les deux blocs, oriental et occidental ; les intérêts de la France dans la crise de Suez.

Conclusion

La libéralisation en Union soviétique après la mort de Staline, qualifiée de « *dégel* », étendue plus tard aux autres pays européens sous influence soviétique, fut favorablement accueillie par les diplomaties occidentales y compris le Quai d'Orsay. Parfaitement conscientes néanmoins de leur marge de manoeuvre étroite, celles-ci ne voulurent pas accélérer le processus par des démarches trop énergiques. Cette attitude prudente et passive se révèle durant toute la révolution hongroise qui surprit autant Paris que les autres capitales occidentales. La préparation et le déclenchement de l'intervention sur Suez restreignirent davantage encore les possibilités d'actions, voire accrurent la passivité du gouvernement français dont l'attention se fixait évidemment sur le Moyen-Orient. Au moment où les représentants du gouvernement exprimèrent leur sympathie envers la révolution et leur réprobation à l'encontre de la politique de répression soviétique menée en Hongrie, ils veillèrent à ce qu'aucune déclaration ne provoque une trop grande tension avec l'URSS. L'ONU était le lieu idéal pour une telle politique. La mise en avant de la cause hongroise aux Nations Unies paraissait nécessaire au Quai d'Orsay, désireux d'y allumer un contre-feu après Suez. Toutefois le refus américain entrava ce projet. La politique de prudence et de non intervention se manifesta également par le fait que la diplomatie française ne prit aucune initiative de nature à influencer les événements au sein du bloc soviétique. Les activités du Quai d'Orsay se bornèrent donc à la collecte, à la transmission et à l'interprétation des renseignements. Même si les diplomates français firent un bon travail en la matière, leurs conclusions ne pesèrent pas lourd dans la balance. Entrèrent surtout en ligne de compte le *statu quo* européen et Suez.

La question qui se pose maintenant est de déterminer si, au delà des considérations internationales, la politique intérieure et la société française ont exercé un quelconque effet sur l'attitude du gouvernement G. Mollet. A cette fin nous allons examiner les échos de la révolution hongroise en France.

DEUXIÈME PARTIE

L'IMPACT DE LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1956 EN FRANCE

En octobre-novembre 1956, la France fut affectée par des événements internationaux d'une rare intensité : l'arraisonnement de l'Athos et la capture de l'avion des chefs du FLN en relation avec la guerre d'Algérie, ainsi que le déclenchement de l'action de Suez pouvaient déjà pleinement retenir l'attention de l'opinion. C'était dans cette situation tendue que les nouvelles de la révolution hongroise et de sa répression brutale par les Soviétiques arrivèrent. Dans cette partie seront examinées les réactions de la société française face à ces informations et leur impact sur la vie politique, ainsi que l'influence de ces réactions sur l'attitude de la politique étrangère française vis-à-vis de la cause hongroise.

Pour brosser un tableau de la répercussion sociale et politique de la révolte hongroise en France, on étudiera d'abord l'opinion publique, la presse et les sphères culturelle et religieuse. Les prises de position des forces sociales et politiques (organisations sociales, partis et gouvernement) seront examinées ensuite. Tous ces secteurs furent touchés jusqu'à un certain point par les échos de l'insurrection hongroise. Il nous reste à savoir dans quelle mesure la répercussion intérieure de cet événement en France influença le comportement de la diplomatie française vis-à-vis de la crise hongroise.

Chapitre 4

L'opinion publique, la presse et la vie culturelle et religieuse en France face à la révolte hongroise de 1956

En vue de connaître le terrain sur lequel se repercutèrent les événements hongrois en France on va examiner la réaction de l'opinion publique, l'interaction de celle-ci avec la presse et les effets conjugués des réactions de ces deux acteurs sur la vie intellectuelle, culturelle et religieuse.

1. LES RÉACTIONS DE L'OPINION PUBLIQUE

Quand je parle de « l'opinion publique », je pense aux sentiments et attitudes de la population en général, que l'on appelle souvent « le peuple », « les masses », « le pays », « la Nation ». Il s'agit donc de l'opinion passive que je distingue comme Alfred Grosser de la volonté politiquement active des militants qui prennent position publiquement dans un groupe, dans un journal ou dans une réunion en manifestant une volonté. Dans une société démocratique, les hommes politiques doivent tenir compte de l'opinion publique s'ils veulent mener une politique efficace, surtout au cas où une certaine unanimité se manifeste⁴¹⁹.

⁴¹⁹ GROSSER, *La IV^e République...*, pp. 171-172.

Toutes les sources disponibles témoignent que la révolution hongroise et son écrasement brutal par l'armée soviétique eurent une répercussion particulièrement marquée dans la société française. Une synthèse des rapports des préfets préparée au ministère de l'Intérieur constata à juste titre que : « *Durant le mois de Novembre l'opinion publique s'est révélée d'une sensibilité inaccoutumée aux problèmes internationaux dont la gravité était, il est vrai, de nature à accaparer toute son attention. Les affaires d'Algérie et les problèmes intérieurs sont, de ce fait, passés au second plan des préoccupations.* » Précisant ce point, le document expose en premier lieu la réaction aux nouvelles de la révolte hongroise : « *Les événements de Hongrie ont eu une résonnance profonde dans l'opinion indignée par la brutalité de la répression soviétique et unanimement émue par la résistance désespérée des insurgés.* »⁴²⁰ Selon Bernard Michel, aucun événement depuis 1945 n'eut un tel effet dans l'opinion française. Toutes les classes sociales furent atteintes. La conscience morale fut dans ce cas plus forte que les réflexes de groupe ou de classe : aussi bien les étudiants et les intellectuels au sens large du mot que les ouvriers fortement encadrés par les syndicats, notamment par la CGT d'obédience communiste, furent concernés⁴²¹.

La réaction de l'opinion publique française comprenait deux éléments. D'une part la manifestation de la solidarité envers la Hongrie et les Hongrois, d'autre part l'indignation contre l'action de l'Union soviétique et le Parti communiste français qui l'avait approuvée. La profonde compassion avec le peuple hongrois se traduisit, dès le début de l'insurrection, par l'aide aux victimes sur place (sous forme de dons en espèce mais également en vêtements ou vivres de toutes sortes, et de collectes de sang organisées par divers organismes etc.)⁴²². *La Croix* relate le 3 novembre 1956 l'élan de solidarité des Strasbourgeois, qui en quelques heures inondèrent le hall de l'Hôtel de Ville de dons pour la Hongrie, à la suite d'un appel de la radio *Europe n° 1*⁴²³. Après l'intervention

⁴²⁰ Archives nationales (Paris) = AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

⁴²¹ Bernard MICHEL, « L'image de l'insurrection hongroise de 1956 dans l'opinion française », Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique en France face à la révolution hongroise de 1956*, 17, 18, 19 octobre 1996, Institut français en Hongrie, transcrit par Csaba CSAPODI, 2000 (manuscrit déposé à la Médiathèque de l'Institut français de Budapest), p. 15.

⁴²² Christine VIGNAUD, *L'opinion française face aux événements d'Europe de l'Est de 1956*, mémoire de maîtrise sous la direction de Robert FRANK, 1986-1987 (manuscrit), pp. 209-210. Cette étude est basée sur le dépouillement de la presse contemporaine.

⁴²³ Catherine HOREL, « L'opinion publique française face à la révolution de 1956 », Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 37. L'auteur utilise un nombre considérable de journaux de l'époque.

militaire soviétique du 4 novembre, la sympathie de la population française s'exprima également par de nombreuses initiatives apparues dans tous les domaines en faveur des réfugiés. Vêtements et nourriture furent collectés et distribués. Selon l'article de Michel Legris paru dans *Le Monde* le 5 décembre sur la situation des réfugiés hongrois, « spontanément des offres d'emploi, d'hébergement et d'adoption, pour les enfants » affluaient⁴²⁴. La lettre d'Odile Levesque, fillette campagnarde au président de la République, René Coty, illustre le sentiment de ces milieux : « Dans notre village on voudrait recevoir des Hongrois. Pouvez-vous nous en envoyer ? Nous avons rempli 4 autos d'habits, de boîtes de conserve, et nous avons ramassé beaucoup d'argent pour eux. »⁴²⁵

La deuxième réaction était la colère suscitée par la répression soviétique. L'URSS bénéficiait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale d'un immense prestige grâce au rôle décisif de l'Armée rouge dans l'écrasement de l'Allemagne nazie⁴²⁶. L'étouffement de la révolte hongroise a causé une considérable perte de son prestige dans l'opinion publique française. En décembre 1956, 65 % des Français interrogés par l'Institut français de l'opinion publique (IFOP) avaient un jugement négatif ou très négatif sur l'Union soviétique, contre 13 % qui avaient une opinion moyenne et 5 % une bonne ou très bonne opinion. Un an auparavant les chiffres étaient respectivement de 36, 27 et 13 %⁴²⁷. Le PCF ayant bénéficié indirectement de l'attrait de l'URSS, et directement de son rôle majeur dans la Résistance⁴²⁸, devint le premier parti du pays après la Libération. Même si le nombre des adhérents diminua de 800.000 à 360.000 entre 1945 et 1954, aux élections de janvier 1956, il recueillait encore 25,9 % des suffrages⁴²⁹. L'approbation sans réserve de la politique soviétique en Hongrie suscita une grande indignation contre le « parti des fusillés » en France. « L'hypocrisie des dirigeants du P.C. n'a pas manqué d'être violemment stigmatisée. En province les responsables communistes se sentent le plus souvent gênés devant l'émotion qui se manifeste en faveur des Hongrois, et ils éprouvent

⁴²⁴ VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 211.

⁴²⁵ AN : 4/AG/32, Quatrième République, Présidence René COTY, Secrétariat général et Cabinet, La Hongrie en 1956.

⁴²⁶ Florance GRANDSENNE, *Les intellectuels français face aux crises du communisme en Europe du Centre-Est. Perception et interprétation des mouvements et de leur répression (1956-1981)*, thèse de doctorat à l'Institut d'Études Politiques de Paris, sous la direction de Serge BERSTEIN, présentée et soutenue publiquement en 1998, volume 1, Budapest, 1956, p. 30.

⁴²⁷ *Sondage*, 1958, n° 1 cité par Jean-Pierre RIOUX, *La France de la Quatrième République* II, p. 115.

⁴²⁸ GRANDSENNE, *Les intellectuels français...* I, p. 31.

⁴²⁹ Chiffres cités par Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Histoire du Parti Communiste Français*, Paris, P.U.F., 1995 (cité par GRANDSENNE, *Les intellectuels français...* I, p. 28.).

une sensation d'isolement en présence de la réaction unanime de l'opinion (y compris celle de beaucoup de leurs électeurs) »⁴³⁰, dit la synthèse des rapports des préfets du mois d'octobre 1956. Se fondant sur l'analyse des lettres des lecteurs adressées aux journaux, Ch. Vignaud attire l'attention sur « les Français » honteux d'être impuissants devant la tragédie hongroise⁴³¹.

Les limites de l'effet de la révolte hongroise

Néanmoins il faut nuancer l'importance de l'impact des événements hongrois dans l'opinion publique française. Malgré l'intensité indéniable, ses effets ne paraissent ni durables ni exclusifs. Selon les nouvelles recherches utilisant les matériaux de presse, la « *Hongrie martyre* » disparut, environ dix jours après le 4 novembre, des colonnes des quotidiens qui étaient naturellement bien sensibles aux changements de l'opinion⁴³². Un sondage de *Témoignage Chrétien* publié dans *France-Observateur* le 6 décembre 1956 nous instruit sur l'opinion des jeunes lecteurs au sujet de leurs préoccupations premières, que ce soit sur la scène internationale ou nationale. 34 % d'entre eux accordent la priorité aux événements d'Afrique du Nord, seulement 17 % à ceux des pays de l'Europe de l'Est, 13 % au Moyen-Orient et enfin 12 % aux questions de salaires et logement⁴³³. La synthèse des rapports mensuels des préfets pour le mois de décembre 1956 tira les conclusions similaires tout en précisant que : « *Si l'émotion provoquée par les événements de Hongrie s'atténue, la sympathie des Français à l'égard des insurgés a continué cependant de s'exprimer par de nombreuses manifestations de solidarité et les réfugiés sont généralement fort bien accueillis.* »⁴³⁴ A partir du mois de janvier, la population se préoccupait à nouveau « *des problèmes intérieurs et proprement nationaux* », c'est-à-dire de l'Algérie et de la situation économique et sociale du pays⁴³⁵.

La perte de prestige de l'Union soviétique et celle du Parti communiste français se révélèrent également provisoires. Un an plus tard, on retrouve

⁴³⁰ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois d'octobre 1956.

⁴³¹ VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 209.

⁴³² *Ibidem*, pp. 212-213 ; Jean-Pierre BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », *Vingtième siècle*, n° 30, avril-juin 1991, p. 79. L'article se base essentiellement sur l'étude de la presse. HOREL, « L'opinion publique française... », p. 42.

⁴³³ Cité par VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 213.

⁴³⁴ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de décembre 1956.

⁴³⁵ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1368 : 1957-1958, mois de janvier, de février et de mars 1957.

presque les mêmes chiffres (39, 26 et 11 %, voir ci-dessus) ce qui montre la stabilité de la popularité de l'URSS par rapport à la période antérieure à l'automne 1956⁴³⁶. Le ministère de l'Intérieur estimait en novembre 1956 que le PCF, momentanément désorienté, semblait s'être déjà ressaisi. Sa force électorale qui, pendant quelques jours avait paru atteinte, ne sera en définitive probablement guère diminuée⁴³⁷. Il restait le premier parti du pays.

Parallèlement aux nouvelles de la crise hongroise, l'opinion publique française était sollicitée par d'autres préoccupations dans le domaine extérieur, sur des sujets qui touchaient de surcroît directement aux intérêts nationaux de la France. Au début, ce furent l'affaire de l'Athos et la capture de l'avion transportant cinq dirigeants du FLN qui accaparèrent l'opinion. À partir du déclenchement de l'expédition de Suez, l'attention d'une grande partie de la population se fixa sur le Moyen-Orient. Les sources du ministère de l'Intérieur exposent que l'opinion, en général, avait accueilli très favorablement la décision d'intervenir militairement à Suez, et s'était réjouie de l'action entreprise. L'arrêt brusque des opérations fut ressenti avec d'autant plus de déception et d'amertume. La responsabilité de cette déconvenue fut rejetée par l'opinion non sur le gouvernement auquel on en fit rarement grief, mais sur les États-Unis et sur l'ONU⁴³⁸. Historiographe de la IV^e République, Georgette Elgey écrit : « *Plus que jamais, la France vit à l'heure de l'union nationale. L'arraisonnement de l'Athos avec sa cargaison d'armes égyptiennes, l'interception de l'avion de Ben Bella, la saisie à cette occasion de documents établissant ses liens avec Nasser, leur divulgation instantanée sont apparus à la majorité des Français comme la démonstration des vertus de l'énergie. Puisque la preuve de l'intrusion du Raïs dans la rébellion algérienne est acquise, ce serait folie de ne pas en tirer la leçon qui s'impose. On rêve d'en découdre avec Nasser pour mettre fin à la guerre d'Algérie, pour s'assurer que l'on est toujours une grande puissance.* »⁴³⁹ Il est important de noter que, selon l'analyse de G. Elgey, les événements de Hongrie, contrairement à la perception britannique, renforcèrent

⁴³⁶ Sondage, 1958, n° 1 cité par RIOUX, *La France de la Quatrième République* II, p. 115.

⁴³⁷ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

⁴³⁸ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

⁴³⁹ ELGEY, *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes* II, p. 194. J.-P. RIOUX brosse un tableau plus nuancé sur cette unanimité nationale concernant Suez : se basant sur les enquêtes de l'IFOP (*Sondages*, 1956, n° 4), il affirme que les solutions diplomatiques étaient vivement et continûment souhaitées, et que le 3 novembre 44 % seulement de Parisiens contre 37 % approuvaient le raid. Selon lui, c'étaient grâce à l'excitation des médias et au contrôle gouvernemental de l'information que l'on put croire à une guerre populaire. Voir RIOUX, *La France de la Quatrième République* II, p. 114.

le soutien de la population française au gouvernement Guy Mollet et à sa volonté d'intervenir en Égypte : « *Puisque nous sommes impuissants en Europe, au moins ne laissons pas un dictateur nous imposer sa volonté en Orient* » se disait-on⁴⁴⁰.

Les causes de la grande intensité de la répercussion

La question se pose tout de même de savoir pourquoi l'opinion publique, débordée par l'actualité brûlante de conflits dans lesquels la France était directement engagée, réagit d'une façon si vive aux nouvelles de Hongrie. Cette attitude est d'autant plus intéressante que l'opinion française fait généralement montre de peu d'intérêt pour les questions de politique internationale. On peut énumérer quatre facteurs déterminants :

1. L'opinion publique des pays occidentaux suivit en général avec autant d'admiration que d'angoisse le combat des insurgés s'opposant à la supériorité écrasante de l'Armée soviétique et accueillit avec consternation et indignation la nouvelle de l'intervention militaire du 4 novembre. En effet, leader incontestable de l'Occident, les États-Unis continuèrent à diffuser l'idée selon laquelle le sort de l'Europe de l'Est était important pour l'Ouest, que celui-ci était prêt à aider ces peuples, si l'occasion se présentait, à se libérer du joug de Moscou. Les Occidentaux se sentaient impuissants devant ce qui se passait : des gens, de l'autre côté du « rideau de fer », qui se révoltent contre un empire brutal, et en risquant leur vie, leur existence et leur famille, engagent une lutte pour la liberté qui est héroïque, tragique et – du point de vue du calcul politique – irrationnelle. Or la liberté est l'idée qui est la plus importante dans la hiérarchie des valeurs occidentales. Les opinions publiques étaient confrontées à l'incapacité de leurs gouvernements, lesquels n'agirent pas de manière efficace pour sauvegarder la liberté provisoirement acquise dans la sphère d'influence soviétique, comme le constate Cs. Békés⁴⁴¹.

2. B. Michel attire l'attention sur le fait que, 11 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la majeure partie de la population française avait des connaissances directes sur la situation de guerre : « *les barricades, les fusils contre les chars, les civils en armes, tout cela réveille une expérience vécue, et donc, au sens fort du terme, une sympathie, c'est à dire une participation commune à leurs souffrances.* »⁴⁴² D'après J.-P. Bernard, les souvenirs « sacrés »

⁴⁴⁰ ELGEY, *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes* II, p. 221.

⁴⁴¹ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 86-87.

⁴⁴² MICHEL, « L'image de l'insurrection hongroise... », p. 20.

de la Résistance agirent sur les sentiments des Français en faveur de la révolution hongroise⁴⁴³.

3. Les traditions révolutionnaires françaises jouèrent probablement un rôle dans la perception des événements hongrois. Le fait que les insurgés hongrois chantaient souvent la *Marseillaise* était notoire. L'une des personnalités politiques les plus célèbres de la IV^e République, Pierre Mendès France, souligna : « *Les Français, plus sensibles que d'autres peuples aux idées de liberté et de dignité humaine, ne peuvent pas ne pas souffrir au spectacle d'une petite nation humiliée et douloureuse qui expire, dans les larmes et dans le sang, son attachement aux plus nobles traditions, à celles qui sont aussi les nôtres.* »⁴⁴⁴ J.-P. Bernard estime que la culture missionnaire de la France depuis 1848 se ranima pour accueillir les réfugiés hongrois⁴⁴⁵.

4. Les travaux récents soulignent unanimement l'importance de la presse pour sensibiliser l'opinion publique française devant le drame hongrois. Nous exposons ce rôle ci-dessous.

2. LE RÔLE DES MÉDIAS DANS LA PERCEPTION DE LA RÉVOLUTION HONGROISE EN FRANCE

La situation de la presse écrite française face à la révolte hongroise

L'évolution de la presse française depuis 1945 se trouvait placée sous le double signe de la concentration et de la « dépolitisation ». De 1931 à 1957, le nombre des journaux publiés en France passa de 304 à 127. A Paris par exemple, les 32 quotidiens de 1945 se réduisirent à 13. La « dépolitisation » ne signifia pas nécessairement que leurs lecteurs se désintéressaient de la politique. Elle se traduisit davantage par la diminution ou la disparition des journaux émanant des partis, au profit de la presse dite de « grande information ». De janvier 1946 à mars 1950, *L'Humanité*, l'organe du PCF perdit 58 % de ses lecteurs, *L'Aube* qui était le journal du Mouvement Républicain Populaire, 75 %, et *Le Populaire*, celui de la SFIO, 85 %⁴⁴⁶. Le tirage de ce dernier atteignit en 1945 jusqu'à

⁴⁴³ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 69.

⁴⁴⁴ Cité par MICHEL, « L'image de l'insurrection hongroise... », p. 21.

⁴⁴⁵ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 69.

⁴⁴⁶ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 162.

275 000 exemplaires, et était passé à 13 500 en 1958⁴⁴⁷. Les quotidiens influents ne dépendaient pas plus des gouvernements forts transitoires de la IV^e République que des partis⁴⁴⁸. Les journaux à plus grands tirages à Paris et la plupart des quotidiens de province habituèrent les lecteurs à une sorte de « neutralité » qui leur étaient nécessaire pour s'assurer une diffusion plus large, et parallèlement ils tinrent compte de la transformation du goût du public⁴⁴⁹. Ces choix eurent des conséquences considérables : l'importance accrue de la sélection et de la présentation de l'information par rapport aux opinions exprimées. S'adressant à des lecteurs de toutes opinions, les grands quotidiens ne voulaient heurter aucun d'entre eux. Ils veillaient donc à concentrer l'information et le commentaire sur les zones d'accord. Le choc émotionnel ne pouvait être utilisé qu'à propos d'événements sur lesquels le lectorat était à peu près unanime⁴⁵⁰. Comme on l'a vu plus haut, la révolution hongroise et sa répression par les Soviétiques furent de nature à générer une telle unanimité.

Toute la littérature concorde sur le fait que les événements hongrois de 1956 eurent d'immenses répercussions dans la presse française : « *A Paris comme en province, dans les quotidiens comme dans les périodiques, ce n'est qu'un double cri d'admiration pour les uns et d'indignation à l'égard les autres.* »⁴⁵¹ Les recherches historiques portaient jusqu'ici surtout sur les journaux suivants : *Le Monde*, *Le Figaro*, *L'Humanité* (quotidiens), *Paris-Match*, *Témoignage chrétien*, *L'Express* et *France-Observateur* (hebdomadaires)⁴⁵². La tâche assignée à l'organe officiel du Parti communiste français était très différente des missions fixées aux autres grands quotidiens. Selon Maurice Thorez il s'agissait de « *mieux armer idéologiquement et politiquement les travailleurs qui nous font confiance* »⁴⁵³. Il s'agit donc d'une action purement politique. C'est pour cette raison que l'on analysera en son détail le rôle de *L'Humanité* dans l'affaire hongroise plus tard, en relation avec la politique du PCF.

⁴⁴⁷ *Histoire générale de la presse française*, sous la direction de Claude BELLANGER, Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU, tome IV, De 1940 à 1958, Paris, Presse Universitaire de France, 1975, p. 453.

⁴⁴⁸ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 165.

⁴⁴⁹ *Histoire générale de la presse française* IV, p. 441.

⁴⁵⁰ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 163.

⁴⁵¹ *Histoire générale de la presse française* IV, p. 451.

⁴⁵² Pierre DIENER, maître de conférence émérite de l'Université de Toulouse, fit en 1990-1994 des recherches sur l'écho politique en France de la révolution hongroise de 1956. Il dépouilla et résuma les éléments les plus significatifs de la presse de l'époque et des études historiques françaises. Il envoya ces notes avec une brève introduction à György LITVÁN qui les déposa à l'Institut de 1956 (Budapest). J'ai largement utilisé ce dossier. Cf. VIGNAUD, *L'opinion française...* ; BERNARD, « Novembre 1956 à Paris » ; HOREL, « L'opinion publique française... ».

⁴⁵³ *Histoire générale de la presse française* IV, p. 441.

Le Monde et *Le Figaro* suivirent le développement de la crise hongroise quotidiennement et avec une attention particulière. Seule l'affaire de Suez pouvait rivaliser en importance dans la presse. André Fontaine, chef du service étranger au *Monde* en 1956, se souvient de ces jours fébriles ainsi : « *Le Monde étant un journal de l'après-midi... nous avions des matinées agitées. A huit heures, on décidait de titrer sur Suez ; une demie-heure plus tard, la Hongrie reprenait le dessus, puis ça changeait encore. C'était une période de fièvre incroyable* »⁴⁵⁴. *Le Monde* présenta une information abondante sur les événements de Hongrie à partir du 23 octobre. On les mit en une le 25. Ce sont les nouvelles de la guerre de Suez qui les en expulsèrent. À cause de ce conflit, la Hongrie passa à la page 6 le 1^{er} novembre. Mais la déclaration de la neutralité la remplaça en première page le 2 novembre. Les éditoriaux s'occupèrent également de l'affaire hongroise pendant plusieurs jours. L'accès à des informations précises en provenance de Hongrie était extrêmement difficile même pour *Le Monde* qui y avait envoyé Thomas Schreiber. Le 26 octobre, on évoqua la chute de la révolte, le lendemain, au contraire, la propagation du mouvement. L'éditorial du 30 octobre annonçait la victoire des insurgés. « *La nouvelle de la seconde intervention soviétique a été accueillie comme une catastrophe. On a vraiment pris ça en pleine figure, parce qu'il y avait un véritable espoir.* »⁴⁵⁵, écrivait A. Fontaine à propos de l'ambiance de la rédaction. Conformément à sa tradition, *Le Monde* s'efforça de présenter le tableau le plus complet possible. Il observait la répercussion de l'insurrection hongroise dans le monde et en France, et entre autres les prises de position des partis communistes d'Europe de l'Est et de l'Ouest, ou encore celles des autres partis et des intellectuels français. Les analyses étaient en général pertinentes. Maurice Duverger écrivit le 3 novembre : « *Si les Russes le voulaient, ils pourraient anéantir la révolution hongroise. [...] Quel qu'en soit leur désir, les démocraties occidentales ne pourraient l'aider que par des condamnations platoniques car une autre forme d'intervention risquerait de déclencher une guerre mondiale. Matériellement, l'URSS pourrait remporter une sanglante victoire* »⁴⁵⁶. *Le Figaro*, quotidien de la bourgeoisie de droite modérée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, exposa aussi journalièrement ses

⁴⁵⁴ 1956. *Le commencement...*, p. 153.

⁴⁵⁵ *Ibidem*.

⁴⁵⁶ Maurice DUVERGER, « Les limites », *Le Monde*, 3 novembre 1956, p. 6, cité par VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 226.

renseignements sur les événements hongrois. Du 24 octobre aux 17-18 novembre, la Hongrie était en une. A cause de la confusion ambiante les informations étaient contradictoires. Les commentaires étaient tout de même plus partisans que ceux du *Monde*. Le rejet de l'Union soviétique et l'hostilité à l'égard du communisme y étaient plus marqués⁴⁵⁷.

Pour présenter les différences d'opinion et de jugement de valeur entre *Le Monde*, *Le Figaro* et *L'Humanité* dans la cause hongroise, il suffit de citer les positions prises à propos de l'intervention soviétique en Hongrie et de l'attaque franco-britannique à Suez. L'analyse de M. Duverger dans *Le Monde* est à la fois claire, élégante et distante : « *Un abîme sépare l'événement de Hongrie et celui d'Égypte. Cependant, l'un et l'autre traduit le même phénomène : qu'aucune nation ne renonce à l'emploi de la force quand elle l'estime nécessaire à la défense de ses intérêts fondamentaux. Chacune le fait à sa manière. [...] Les dictatures sont plus brutales, plus sommaires, plus terribles : peut-être sont-elles moins hypocrites aussi car le recours à la force est conforme à leur nature même. [...] L'URSS condamne la France et la Grande-Bretagne dans les affaires du Moyen-Orient, mais elle fait pire qu'elles en Hongrie. Les États-Unis ont les mains propres et le cœur pur dans les deux cas parce qu'ils ne sont pas en cause, mais ont-ils oublié le Guatemala ?* »⁴⁵⁸ L'article d'André-François Poncet développe un avis beaucoup plus catégorique et passionné dans *Le Figaro* : « *Entre les événements d'Égypte et ceux de Hongrie, il y a coïncidence, concomitance, mais aucun lien de cause à effet. [...] Poussé par la misère, las de la servitude, enflammé par l'exemple de la Pologne... et nullement par les événements de l'Égypte..., le peuple se soulève contre un gouvernement tributaire du Kremlin. [...] Se peut-il, dans ces conditions que d'honnêtes gens manquent de pudeur ou de discernement au point d'assimiler l'action des Franco-Britanniques à celle des Moscovites ? [...] L'une doit aboutir à mettre fin aux entreprises d'un tyran gonflé d'orgueil et à restaurer... le respect du droit et de la morale internationale. L'autre consiste à ramener, à coups de canon et d'obus au phosphore, une population dont le seul crime est d'aspirer à la démocratie et à la liberté.* »⁴⁵⁹ *L'Humanité* par contre approuva pleinement l'intervention militaire soviétique pour « *la restauration de la paix*

⁴⁵⁷ VIGNAUD, *L'opinion française...*, pp. 214-215.

⁴⁵⁸ DUVERGER, « Politiques de force », *Le Monde*, le 7 novembre 1956, pp. 1 et 4, cité par VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 232.

⁴⁵⁹ André-François PONCET, « Le monde libre en péril », *Le Figaro*, le 7 novembre 1956, p. 1, cité par VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 234.

intérieure »⁴⁶⁰ et condamna sans équivoque l'action de la France et de la Grande-Bretagne en Égypte.

C. Horel estime que dans la semaine du 19 novembre, la tragédie hongroise disparut de la une des quotidiens, remplacée par les pénuries d'essence et la guerre d'Algérie⁴⁶¹. J.-P. Bernard évoque pour sa part l'importance accordée au premier voyage du métro sur pneus le 9 novembre de la station Châtelet à la Porte de Lilas. Pratiquement tous les journaux consacrèrent à cette innovation un espace de leur première page et des photographies. J.-P. Bernard considère que c'est à partir du 15 novembre environ que « *la référence à la Hongrie martyre se dilue dans une atmosphère inquiète et morose qui imprègne et sature l'univers parisien.* »

Les hebdomadaires à fort tirage

Le drame des réfugiés hongrois trouva un nouvel écho dans les hebdomadaires à fort tirage comme *Jours de France* et *Paris-Match* qui multiplièrent les reportages dramatiques sur leur sort jusqu'à la fin de l'année de 1956⁴⁶². Étant donné que certains de ses numéros furent vendus à plus d'un million d'exemplaires et qu'il avait environ 6 millions de lecteurs dans les dernières années de la IV^e République, *Paris-Match* était une véritable puissance dans la presse française. Outre le monde magique des millionnaires, des vedettes et des aristocrates, cet hebdomadaire illustré moderne s'occupait également des questions de « grande politique ». Comme cela a déjà été dit au sujet des quotidiens d'information, il est très difficile trancher quant au lien de cause à effet. Selon A. Grosser, ou « *Paris-Match parle comme il suppose que ses lecteurs le veulent, ou bien cherche-t-il à leur imposer ses vues directement ou par suggestion.* »⁴⁶³

Du 27 octobre au 22 décembre tous les numéros de *Paris-Match* traitèrent des événements hongrois de l'automne 1956 et de leurs répercussions. Ils présentèrent une masse d'information et publièrent de nombreuses photographies. Membre de l'équipe photographique remarquable du journal, Pierre

⁴⁶⁰ « Déclaration du Bureau politique du Parti Communiste Français », *L'Humanité*, le 5 novembre 1956, p. 1, cité par VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 229.

⁴⁶¹ HOREL, « L'opinion publique française... », p. 42.

Les événements du Proche-Orient réduisirent les arrivages de pétrole en France. Le gouvernement français fut donc contraint de contourner la consommation de carburants liquides.

⁴⁶² *Ibidem*.

⁴⁶³ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 171. Cf. *Ibidem*, pp. 170-171 ; *Histoire générale de la presse française IV*, p. 423.

Pedrazzini fut mortellement blessé à Budapest. Trois fois, le 3 et le 17 novembre, ainsi que le 22 décembre ce sujet fut à la une de l'hebdomadaire. Évidemment, au moment de la guerre de Suez, les nouvelles du Moyen-Orient passèrent au premier plan et la tragédie hongroise fut analysée sous l'angle du conflit d'Égypte. Les photos d'excellente qualité rendirent plus proche l'insurrection et sa répression sanglante se déroulant dans un pays peu connu du public français. La photographie en couleurs d'Imre Nagy du 3 novembre le présenta comme « *L'homme de Budapest* ». De nombreuses photos montrèrent « la vie quotidienne » d'une révolution moderne : des chars dans les rues partiellement ruinées, des cadavres, des soldats soviétiques fraternisant avec la population, des portraits d'insurgés et d'enfants... Après l'attaque soviétique du 4 novembre, on trouve très souvent des images bouleversantes dans *Paris-Match* sur la tragédie des réfugiés, sur les cadavres des victimes dans les rues et sur la résistance hongroise (par exemple : sur la manifestation des femmes du 4 décembre 1956). Le numéro du 1^{er} décembre présenta les photos choquantes d'une clinique de Budapest dont une salle fut attaquée par un char d'assaut soviétique laissant quatre morts et cinq blessés...

La partie écrite des médias attacha donc une grande importance à la crise hongroise d'octobre-novembre 1956. Examinons maintenant le rôle joué par les médias audiovisuels dans la perception de cette affaire en France.

Les médias audiovisuels

La radio avait une place très importante dans le mécanisme de diffusion de l'information au sein de la presse française. C'est à partir des années 1940 que s'amorça le mouvement irréversible qui enleva aux journaux une partie de leur clientèle au profit de la presse parlée. La radio avait le grand avantage de fournir des nouvelles fraîches plusieurs fois au cours de la journée⁴⁶⁴. D'autre part, après avoir été essentielle dans les années de l'occupation allemande, depuis Londres, pour organiser la Résistance et soutenir le moral des Français, la radio – source d'information instantanée – venait de marquer davantage encore sa place dans la vie de la population⁴⁶⁵.

Pierre Sorlin a examiné les documents audiovisuels français sur la révolution hongroise et ses suites pour définir le rôle des radios dans la réception de

⁴⁶⁴ *Histoire générale de la presse française* IV, p. 34.

⁴⁶⁵ *Ibidem*, p. 298.

ces événements en France⁴⁶⁶. Il souligna l'importance primordiale de ce média par rapport aux autres composants de la presse de l'époque. La télévision restait pratiquement inexistante. Le délai d'impression était extrêmement long, en conséquence les nouvelles arrivées par les agences de presse le matin n'étaient généralement diffusées par les quotidiens que le lendemain. Les actualités des cinémas comme les hebdomadaires étaient toujours naturellement en retard⁴⁶⁷.

Le jour de l'explosion du mouvement insurrectionnel hongrois, le 23 octobre 1956, il n'y eut que des lectures de dépêches d'agence sur ce sujet et les émissions d'information furent dominées par l'affaire de l'arraisonnement de l'avion des chefs de la rébellion algérienne. Les deux grandes radios de l'époque, *Radio Nationale* et *Europe 1*, ayant reconnu la portée des événements de Budapest, firent les démarches pour obtenir des renseignements directs. Dès le 24 novembre *Radio Nationale* demanda au correspondant de l'AFP à Vienne, Raoul Bailly, d'envoyer des communiqués réguliers sur ce qui se passait en Hongrie. Ses possibilités d'accès à l'information étaient très restreintes. Ne parlant pas hongrois et obligé de rester basé à Vienne, il ne pouvait guère que franchir la frontière et aller au maximum à Győr. Il devait se contenter d'utiliser des récits de réfugiés et les propos de ses collègues autrichiens. Il en résulta une information très fragmentée, des petites anecdotes, des témoignages, mais rien de véritablement précis⁴⁶⁸.

Les deux grandes radios décidèrent d'envoyer des correspondants en Hongrie. Gilbert Lausun, envoyé spécial d'*Europe 1* ne parlait pas le hongrois : « *c'était un débrouillard* », et il trouvait des gens parlant français... Ses témoignages furent très vivants mais tout-à-fait décousus. Thomas Schreiber, fut l'envoyé spécial du *Monde* mais, étant presque le seul journaliste français qui connaissait le hongrois, il collabora avec *Radio Nationale*⁴⁶⁹. Ces journalistes envoyèrent régulièrement des communiqués à Paris. En règle générale, deux communications par jour – le matin et l'après-midi – furent diffusées au public français⁴⁷⁰. On peut apercevoir une certaine fluctuation quant à la priorité et à la quantité des informations radiophoniques sur les événements hongrois. Au début, les 23-25 octobre, dans un journal du type *Paris vous parle*, sur 30 minutes, la Hongrie occupa trois ou quatre minutes, généralement en 5^{ème}

⁴⁶⁶ Pierre SORLIN fit ces recherches à l'Inatèque de France (Dépôt légal de la Radio Télévision, Paris), et publia ses résultats en 1996 à l'Institut français de Budapest à l'occasion du colloque déjà mentionné. Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...* Je m'appuie largement sur ses constatations.

⁴⁶⁷ *Ibidem*, p. 60.

⁴⁶⁸ *Ibidem*, p. 61.

⁴⁶⁹ *Ibidem*.

⁴⁷⁰ *Ibidem*, p. 64.

position. L'enlèvement des chefs algériens et les réactions internationales étaient alors prioritaires. A partir du 26 octobre la Hongrie revint au premier plan, mais toujours pour trois ou quatre minutes. Jusqu'au 28 octobre, les informations furent bien confuses. Dès le 29 octobre, la guerre de Suez reprit le dessus et la Hongrie passa à nouveau en troisième position. C'est le 4 novembre, jour de la deuxième intervention militaire soviétique, que les nouvelles hongroises revinrent en tête de l'actualité. Après cette date, une quantité énorme d'information fut diffusée. Certains jours, jusqu'à 15 minutes d'un journal de 30 minutes furent remplies par ce thème : le nombre de discours, d'appels à la solidarité et d'expressions de l'indignation. « *C'est une explosion d'information* », dit P. Sorlin qui suppose que le gouvernement Guy Mollet a voulu ainsi détourner l'attention de son action en Égypte, comme l'a fait le cabinet d'Anthony Eden en Grande-Bretagne. Mais P. Sorlin ne trouva pas de documents étayant cette hypothèse⁴⁷¹. J.-P. Rioux souligne que les radios périphériques furent alors très frustrées par la censure militaire à Suez et couvrirent donc particulièrement bien la tragédie hongroise⁴⁷².

Comment les événements hongrois furent-ils présentés dans les grandes radios françaises ? Selon les recherches de P. Sorlin « *cette Hongrie est une Hongrie abstraite* ». On ne donna que très peu de renseignements concrets. Par exemple, les relations entre les villes et la campagne ou la question de la réforme agraire restèrent dans l'ombre. On disait qu'il s'agissait d'une révolte et que tout dépendait de l'attitude des Soviétiques. Les commentaires portèrent exclusivement sur l'attitude des États-Unis et de l'Union soviétique. Un sujet qui revenait particulièrement souvent était « le calme » : « *Le calme règne.* » « *Le calme est revenu.* » « *Tout est calme.* » T. Schreiber disait même le 3 novembre : « *La situation est parfaitement calme à Budapest.* »⁴⁷³ Mais après le 4 novembre, toute la presse française, exceptée la presse communiste, fut inondée par les nouvelles de la répression sanglante soviétique en Hongrie. P. Sorlin pense que ce revirement des informations contribua grandement à la réaction extrêmement intense de l'opinion publique française⁴⁷⁴. Avant de résumer les actions et les instruments de la presse française renforçant ce bouleversement, nous examinerons le rôle joué auprès des médias par l'Agence France-Presse et son responsable compétent – dans les deux sens du mot –, François Fejtő, concernant l'affaire hongroise.

⁴⁷¹ *Ibidem*, pp. 64-65.

⁴⁷² RIOUX, *La France de la Quatrième République II*, p. 115.

⁴⁷³ Intervention de SORLIN, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 65.

⁴⁷⁴ *Ibidem*, p. 68.

L'AFP, depuis sa création en septembre 1944, était un organisme chargé de recueillir et de diffuser en France et à l'étranger tous éléments d'information et d'exercer toutes activités connexes à cet objectif⁴⁷⁵. Son statut et son fonctionnement firent l'objet d'une longue discussion qui aboutit à une loi adoptée le 28 décembre 1956. On voulait sauvegarder l'indépendance de l'agence. « *Elle ne peut en aucune circonstance tenir compte d'influences ou de considérations de nature à compromettre l'exactitude ou l'objectivité de l'information ; elle ne doit en aucune circonstance, passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique... Elle doit... donner aux usagers français et étrangers de façon régulière et sans interruption, une information exacte, impartiale et digne de confiance* », établit la loi⁴⁷⁶. En effet, F. Fejtő qui était chef du service chargé des affaires du monde communiste depuis 1947 et qui s'occupait donc des pays du bloc soviétique, confirma à plusieurs reprises qu'il n'a jamais senti s'exercer sur lui une pression quelconque de la part des milieux officiels. Il ne fut pas « orienté » dans la rédaction de ses analyses⁴⁷⁷.

Bien que des grands quotidiens français aient eu des envoyés spéciaux en Hongrie pendant la crise, l'Agence France-Presse fut une source d'information très importante pour toute la presse française. Elle recevait régulièrement des renseignements sur la révolution hongroise de ses deux correspondants à Budapest – Gaston Fournier et Pierre Frédérix. Comme on l'a constaté à l'occasion de l'étude du fonctionnement de la diplomatie française, les autres capitales pouvaient fournir également des éléments d'information intéressants. Les correspondants de l'AFP à Vienne, Belgrade, Londres, Washington et New York firent un travail d'information considérable. Les spécialistes à Paris, « *les observateurs parisiens qui suivirent de près le déroulement des événements en Hongrie* », F. Fejtő tout d'abord, rédigèrent des analyses pertinentes qui furent largement diffusées dans la presse⁴⁷⁸. Le 24 octobre ces « observateurs » estimèrent avec justesse que la victoire de l'aile libérale du parti polonais avait précipité le développement des événements

⁴⁷⁵ *Histoire générale de la presse française* IV, p. 232.

⁴⁷⁶ *Ibidem*, pp. 235-236.

⁴⁷⁷ Intervention de François FEJTŐ, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 192. ; courrier électronique de FEJTŐ à l'auteur (du 18 février 2002).

⁴⁷⁸ Ces documents sont conservés au Service de Documentation d'Agence France-Presse dans le dossier intitulé « La révolution hongroise 'victorieuse' ». Je remercie Monsieur François FEJTŐ de m'avoir rendu possible l'étude de ces papiers.

hongrois et que les intellectuels communistes du Cercle Petőfi avaient joué un grand rôle dans la cristallisation de l'opinion publique en formulant des revendications politiques⁴⁷⁹. Le 26 octobre ils furent d'avis que la tentative d'Imre Nagy de sauver le régime communiste en le transformant dans le sens titiste était déjà largement dépassée. Ils trouvèrent pourtant que les appels au calme du chef du gouvernement hongrois étaient sincères et conciliants⁴⁸⁰. Le 1^{er} novembre le correspondant de l'AFP à Belgrade apprit de bonne source la pénétration des renforts soviétiques en Hongrie⁴⁸¹. Le 2 novembre l'un des envoyés spéciaux à Budapest télégraphia que la capitale hongroise était encerclée par des unités de l'Armée soviétique alors que l'autorité de Nagy s'affermissait dans le pays⁴⁸². Après le déclenchement de la répression soviétique, F. Fejtő et ses collègues conclurent fort bien : *« Depuis deux semaines, les dirigeants soviétiques s'étaient vu placés devant le choix de réprimer brutalement l'insurrection hongroise afin d'établir un exemple pour tous les satellites qui seraient tentés de rompre avec le Pacte de Varsovie – ou de céder du terrain en Hongrie au risque d'encourager toutes les forces centrifuges de l'empire soviétique. [...] | L'option soviétique paraît indiquer un renversement complet de la situation au Kremlin où 'l'aile libérale', avec M. Anasthase Mikoyan à la tête, a multiplié ses efforts tous ces derniers jours afin de trouver à la crise hongroise une issue permettant de sauver la politique de déstalinisation et de libération engagée au début de cette année. »*⁴⁸³ Le travail de F. Fejtő à l'AFP, qui fut unanimement loué, contribua donc grandement au fait que la majeure partie des médias communiquèrent des informations et des interprétations essentiellement véridiques.

⁴⁷⁹ AFP (Paris), Service de Documentation = AFP : dossier « La révolution hongroise 'victorieuse' », télégramme de Paris, le 24 octobre 1956, 2 heures 13 minutes et 3 heures 17 minutes.

⁴⁸⁰ AFP : « La révolution hongroise 'victorieuse' », télégramme de Paris, le 26 octobre 1956, 14 heures 59 minutes.

⁴⁸¹ Le correspondant de *Politika* à Budapest était dans le bureau de NAGY lors qu'il reçut cette nouvelle par téléphone. AFP : dossier « La révolution hongroise 'victorieuse' », télégramme de Belgrade, le 1^{er} novembre 1956, 22 heures 33 minutes.

⁴⁸² AFP : dossier « La révolution hongroise 'victorieuse' », télégramme de Budapest, le 2 novembre 1956, 14 heures.

⁴⁸³ AFP : dossier « La révolution hongroise 'victorieuse' », télégramme de Paris, le 4 novembre 1956, 10 heures 49 minutes.

Le rôle des instruments médiatiques dans l'intensification de la réaction de l'opinion publique

Constatant l'énorme réaction de l'opinion publique une question se pose : dans la presse française, quels instruments intensifiant l'effet des événements hongrois furent employés ? La presse écrite aussi bien que la presse parlée multiplièrent, comme on l'a présenté plus haut, les appels à l'action de la solidarité, y compris les appels du gouvernement. Cette campagne de mobilisation était parmi les premières initiatives en son genre en Europe⁴⁸⁴. Les quotidiens annoncèrent également en abondance les invitations aux manifestations politiques et rapportèrent le déroulement de ces événements, ce qui augmenta évidemment leur portée. La publication en masse de photos bouleversantes sur les combats de la révolution et sur la détresse des réfugiés, ainsi que la diffusion de reportages poignants « *montrant des insurgés magnifiques face à la violence soviétique* », sensibilisèrent l'opinion publique quant au sort des Hongrois⁴⁸⁵. L'évocation d'analogies historiques poussait également à l'émotion en mobilisant d'anciens réflexes. Les journaux remémorèrent la révolution française de 1789 et la Commune de Paris de 1871. Dans l'appel des intellectuels, largement diffusé dans la presse, on compara l'attitude de l'Union soviétique avec celle du tsarisme : « *Les dirigeants du Kremlin, en envoyant leurs tanks et leurs avions tirer sur les insurgés ont refait de Moscou, comme au temps du tsarisme, la capitale de la réaction absolutiste mondiale, reprenant face aux efforts d'émancipation des peuples le rôle de superpolice sanglante qu'ont joué la Sainte Alliance et les Versaillais* »⁴⁸⁶.

L'inscription dans le temps, la nature et l'importance de l'écho de la révolte hongroise dans la presse française

Tout comme les réactions de l'opinion publique, l'impact des événements de Hongrie d'octobre-novembre 1956 dans la presse française fut particulièrement intense mais temporaire et s'acheva dans la semaine du 19 novembre pour ce qui est des quotidiens et à la fin de l'année 1956 dans les hebdomadaires à fort tirage. Cette brève phase d'intensité de la répercussion médiatique était

⁴⁸⁴ HOREL, « L'opinion publique française... », p. 37. ELGEY souligne également que de telles initiatives étaient fort rare à cette époque. Cf. ELGEY, *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes II*, p. 219.

⁴⁸⁵ HOREL, « L'opinion publique française... », p. 35.

⁴⁸⁶ *Le Monde*, le 6 novembre, cité par MICHEL, « L'image de l'insurrection hongroise... », p. 20.

caractéristique de l'ensemble du monde occidental. La révolution hongroise de 1956 devint peut-être le premier événement éminent dans les médias après la Deuxième Guerre mondiale. Dans l'histoire de la presse internationale de 1945 à l'automne 1956, il n'y eut pas de sujet sur lequel on informa aussi intensément et avec une si grande présence sur le terrain : Budapest et l'Ouest de la Hongrie fourmillaient de correspondants, journalistes et photographes occidentaux⁴⁸⁷. Il y avait, par exemple, 14 envoyés spéciaux français dans la capitale hongroise⁴⁸⁸.

L'importance de l'écho dans la presse française peut être expliquée par plusieurs facteurs. Nous avons déjà vu que les médias en France cherchaient à répondre à l'attente de leur public et que les considérations politiques n'étaient pas toujours prioritaires. La grande répercussion dans la presse était due donc en grande partie à l'intérêt que l'opinion publique portait au sort de la révolte hongroise. Cet intérêt pour la cause en elle-même était grandement renforcé par la presse. Cependant l'intérêt des médias sur le plan international pour cette insurrection explique également les efforts consentis par la presse écrite et la radio françaises pour couvrir cet événement. C'est dans ce contexte qu'il est possible d'approuver la constatation de l'ancien rédacteur en chef de *France-Soir*, Gabriel Farkas, selon laquelle l'influence des médias fut déterminante pour ce qui est des réactions de l'opinion française⁴⁸⁹. Outre la constatation de la permanence de vifs souvenirs de la guerre dans la mentalité de la majeure partie de la population, B. Michel affirme que, dans les années 1950, un certain climat d'héroïsme était encore présent dans le style des radios et des journaux : la résistance, la mort pour la patrie, le courage étaient encore des valeurs. En effet, les mots d'« héroïsme », d'« héroïque résistance », de « courage » étaient très fréquents aussi bien dans la presse que dans les déclarations officielles⁴⁹⁰. La question de savoir si le gouvernement exerça une influence sur les médias à propos de l'affaire hongroise sera posée plus tard.

Après avoir exposé la réaction de l'opinion publique et des médias « neutres », on examinera par la suite les diverses opinions engagées, à commencer par celles des intellectuels.

⁴⁸⁷ MINK, András, « Hideg éterháború. A Szabad Europa Rádió és 1956 » [La guerre froide dans l'éther. Radio Europe Libre et 1956], *Beszélő*, novembre 1996, p. 52.

⁴⁸⁸ SCHREIBER, *La Hongrie de 1918...*, p. 35.

⁴⁸⁹ 1956. *Le commencement...*, p. 89.

⁴⁹⁰ MICHEL, « L'image de l'insurrection hongroise... », p. 21.

3. LES INTELLECTUELS FRANÇAIS ET LA RÉVOLUTION HONGROISE⁴⁹¹

La situation des intellectuels français devant la crise hongroise

« L'intellectuel est celui qui travaille sur des idées, et particulièrement sur des idées d'importance humaine, sociale et morale. », écrit Edgar Morin, lui-même un intellectuel⁴⁹². Le terme d'intellectuel, dans le contexte français, fait référence à l'intervention de celui-ci dans les affaires publiques. Les déclarations et interventions des intellectuels jouèrent un grand rôle dans la vie politique et culturelle du XX^e siècle en France⁴⁹³. Jean-François Sirinelli établit tout de même que le terme d'intellectuel définit « ceux qui ont une certaine notoriété, une capacité d'expertise qui est censée légitimer et même privilégier leur intervention dans le débat sur la cité »⁴⁹⁴. L'engagement politique leur paraissait comme une obligation morale. L'épuration des écrivains collaborateurs à la fin de la Seconde Guerre mondiale affirma encore l'importance des choix politiques. La droite française, dévalorisée par son rôle dans le camp de Vichy, disparut presque de l'échiquier politique. La gauche dominait incontestablement la vie intellectuelle en France depuis 1944. Dans cette gauche, le Parti communiste français occupait une place privilégiée⁴⁹⁵.

Les événements de Berlin-Est en juin 1953 suscitèrent peu de réactions dans les milieux intellectuels. L'explication du PCF selon laquelle le mouvement aurait été fomenté par d'anciens nazis y trouva facilement écho. Le XX^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique en février, les émeutes de Poznań en

⁴⁹¹ La majeure partie de ce passage sur la réaction des intellectuels français à la révolution hongroise de 1956 est basée sur les recherches de Florance GRANDSENNE déjà citées : *Les intellectuels français...* F. GRANDSENNE publia ses premiers résultats sur le sujet lors du colloque plusieurs fois mentionné : Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, pp. 97-112. La réaction des intellectuels français est l'un des thèmes les plus développés par la littérature sur la perception de la révolution hongroise en France. Outre les études et ouvrages déjà cités cf. Patrick ENREILLE, « L'impact de 1956 hongrois en France », *Le Marxisme aujourd'hui*, n° 2, avril 1990 ; *56' és a franciák. Francia gondolkodók a magyar forradalomról* [56' et les Français. Penseurs français sur la révolution hongroise], textes réunis par Philippe CAPPELAERE, introduits par Miklós MOLNÁR, Budapest, Font, 1993 ; Lee CONGDON, « A marxizmus újragondolása: a magyar forradalom és a nyugati értelmiségiek » [La révision du marxisme : la révolution hongroise et les intellectuels occidentaux], *A magyar forradalom eszméi...*

⁴⁹² Edgar MORIN, *Pour sortir du XX^{ème} siècle*, Paris, Nathan, 1981, p. 241, cité par GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, p. 14.

⁴⁹³ GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, p. 15.

⁴⁹⁴ Jean-François SIRINELLI, « Enjeux : Le hasard ou la nécessité ? Une histoire en chantier : l'histoire des intellectuels », *Revue XX^e siècle*, n° 9, janvier-mars 1986, p. 99, cité par *Ibidem*.

⁴⁹⁵ GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, pp. 27-28.

juin 1956, ensuite les mouvements polonais et hongrois attirèrent l'attention des intellectuels sur les problèmes des pays d'Europe de l'Est. « *Mais ce fut la répression de l'insurrection hongroise par l'armée soviétique qui déclencha leur intervention massive dans le débat sur le communisme.* »⁴⁹⁶, constate Florence Grandsenne. Pour observer l'attitude des différents groupements d'intellectuels face à la crise hongroise, on va examiner les prises de position des hebdomadaires et surtout des revues – avec l'aide des recherches de F. Grandsenne. Avant d'énumérer ces diverses approches, présentons l'activité de François Fejtő en tant qu'intellectuel dans cette affaire. F. Fejtő était sans doute, comme on l'a déjà montré plus haut, l'une des personnes les mieux informées sur les événements hongrois en France et il intervint avec compétence dans les débats intellectuels autour de la question.

Le rôle de F. Fejtő

F. Fejtő suivit évidemment avec une attention particulière le développement de la déstalinisation dans le bloc soviétique depuis la mort de Staline et, dans ce cadre, l'évolution des mouvements d'opposition en Pologne et en Hongrie à l'été 1956. Grâce aux changements en cours en Europe orientale, au début d'octobre, il reçut une invitation du PEN club hongrois. Il n'était plus donc *persona non grata* en Hongrie. Après neuf ans d'absence, F. Fejtő aurait aimé y aller, mais la direction de l'Agence France-Presse estima que la déstalinisation croissante en Europe centrale rendait indispensable sa présence à Paris. Il écrivit ainsi sur ces jours fébriles : « *Une période de travail extrêmement intense commença pour moi. Puis ce fut l'explosion, dans la nuit du 23 au 24 octobre. En dehors des commentaires pour l'Agence, rédigés sur la base des dépêches et des coups de téléphone reçus de Budapest, je fis aussi la chronique de l'insurrection pour France-Observateur et préparai fièvreusement ... pour les Editions Horay, un livre sur la Tragédie hongroise. Je m'identifiai à la cause hongroise, comme sept années plus tôt, je m'étais identifié aux victimes du procès de Budapest. Le sentiment de défendre une juste cause me donnait des ailes.* »⁴⁹⁷ Le jour même de l'écrasement de la révolte hongroise par les Soviétiques, le 4 novembre dans la matinée, F. Fejtő fit un exposé sur les événements hongrois devant le congrès

⁴⁹⁶ *Ibidem*, p. 23.

⁴⁹⁷ François FEJTŐ, *Mémoire. De Budapest à Paris*, Paris, Calmann-Lévy, 1986, pp. 244-245. F. FEJTŐ fait allusion à son article paru dans *Esprit* en 1949, intitulé « L'affaire Rajk est une affaire Dreyfus internationale », dénonçant les faux procès spectaculaires organisés à cette époque dans les démocraties populaires.

annuel de la revue *Esprit*. Bien que cette revue, créée en 1932, se fût définie comme chrétienne, de philosophie personaliste, la sacralisation de la classe ouvrière, et depuis la guerre un *a priori* favorable envers l'URSS, la rapprochait du PCF⁴⁹⁸. C'est pour cela que, lorsque F. Fejtő donna sa vision des événements de Hongrie, il voulut souligner à dessein devant ses auditeurs et dans ses publications postérieures – pour contrebalancer l'effet de « *la jubilation de la presse bourgeoise* » – l'importance des conseils ouvriers durant la deuxième phase de la révolte. « *J'exagérerais quelque peu le caractère prolétarien ... de la révolte qui était, avant tout, un soulèvement démocratique et national contre le régime policier et l'occupation étrangère.* », avoua-t-il⁴⁹⁹.

F. Fejtő voulait convaincre l'intelligentsia française dont la majorité appartenait à la gauche nourrissant des illusions vis-à-vis de l'URSS et du communisme en général, et prouver que la révolution hongroise était une cause juste : « *Il s'agissait de clamer l'innocence d'un peuple accusé d'être incorrigiblement fasciste, contre-révolutionnaire, antisocialiste* », écrivit-il dans ses mémoires⁵⁰⁰. Dans son combat intellectuel, il s'efforçait d'atteindre directement des personnalités éminentes. Selon ses souvenirs, il n'eut aucune difficulté à persuader Albert Camus de la légitimité et de la pureté de l'insurrection hongroise. F. Fejtő pensait, en revanche, rencontrer quelque résistance à ce sujet de la part de Jean-Paul Sartre, auquel il attachait une grande importance, vu son audience dans la vie intellectuelle. F. Fejtő recourut donc à une petite ruse qu'il raconte ainsi : « *... au lendemain de l'intervention soviétique en Hongrie, j'ai eu un coup de fil de l'Ambassadeur de Pologne, Gayewski avec qui j'avais depuis longtemps des liens amicaux. Il m'annonçait que Kornecki, le correspondant à Budapest de la Trybuna Ludu, organe du P. C. polonais et qui avait assisté à toutes les phases de la révolution jusqu'à l'intervention, était de passage à Paris et aimerait me parler. Pensant que Sartre pourrait être intéressé d'entendre le compte rendu des événements de Hongrie par un journaliste 'au-dessus de tout soupçon' de partialité, je l'ai invité chez nous avec les Polonais. [...] Pendant trois ou quatre heures, nous avons entendu Kornecki rendre compte de tout ce qu'il a vu et su. J'ai vu Sartre profondément ébranlé. A la fin, il m'a dit : 'Que puis-je faire pour vous témoigner ma solidarité?' Je l'ai répondu, qu'en prévision de ce qui pourrait se passer en Hongrie, j'avais à écrire un livre sur le*

⁴⁹⁸ Cf. *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes. Les lieux. Les moments*, sous la direction de Jacques JULLIARD et Michel WINOCK, Paris, Seuil, 1996, pp. 448-449, 812-814. Sur la « mystique du prolétariat » développée par la revue *Esprit* voir WINOCK, *Histoire politique de la revue « Esprit », 1930-1950*, Paris, Seuil, 1975, pp. 355-358.

⁴⁹⁹ *Ibidem*, p. 245.

⁵⁰⁰ *Ibidem*, pp. 245-246.

mouvement de démocratisation qui s'y manifestait depuis 1953, et que je suis sur le point de le publier sous le titre La tragédie hongroise. Je lui ai dit que s'il voulait bien écrire une préface à ce livre, j'en serais très touché. Il l'a accepté, disant qu'en outre, il aimerait me demander de composer pour sa revue Les Temps Modernes un numéro spécial sur la révolte des intellectuels hongrois. Dès le lendemain, il a pris publiquement position, en condamnant l'intervention soviétique et m'a envoyé la préface promise. »⁵⁰¹

Les hebdomadaires intellectuels

Les hebdomadaires des intellectuels qui suivirent les événements de Hongrie naturellement avec un certain retard, mais d'une façon non moins intense que les quotidiens, témoignent d'approches nuancées de la double problématique Budapest–Suez. Pendant que la presse quotidienne « se dépolitisait », la polémique politique continuait entre ces hebdomadaires. Au conformisme des « journaux de grande information » correspondait l'anticonformisme systématique de *France-Observateur*, de *L'Express* et de *Témoignage Chrétien*. Leur caractéristique commune était la volonté de s'adresser à un public « politisé », de se réclamer d'opinions précises et de les défendre avec force⁵⁰². En ce qui concerne la cause hongroise, largement liée, aux yeux des intellectuels, avec l'affaire de Suez, les positions prises par les rédactions furent les suivantes. Dans *France-Observateur*, organe de la « nouvelle gauche » cherchant une ligne entre le PCF et la SFIO, Gilles Martinet utilisa ces thèmes pour illustrer son point de vue : « Tandis que les vieilles bureaucraties s'enfoncent dans leurs tristes routines, que Mollet couvre les sanglantes opérations du colonialisme et que Thorez salue – au lendemain des tueries de Budapest ! – 'l'exemple exaltant de l'Union soviétique', les forces de l'avenir se cherchent et commencent à se trouver. »⁵⁰³ *L'Express*, qui était à cette époque l'organe des intellectuels sympathisant avec Pierre Mendès France, réclama le calme : « La vraie fidélité à l'égard des morts n'est pas de les venger à l'heure de la colère, mais de ne pas permettre que renaissent les mensonges

⁵⁰¹ 1956. *Le commencement...*, pp. 62-63.

⁵⁰² GROSSER, *La IV^e République...*, p. 170.

⁵⁰³ Gilles MARTINET, « Nouvelles Gauches et grands partis », *France-Observateur*, 13 décembre 1956, cité par WINOCK, « La gauche non communiste en France : la coupure de 1956 », 1956 *Varsovie – Budapest. La deuxième révolution d'octobre*, textes réunis par Pierre KENDE et Krzysztof POMIAN, Paris, Seuil, 1978, p. 146.

stupidés sous lesquels ils ont succombés. »⁵⁰⁴ C'est *L'Express* qui publia en décembre une longue entrevue avec J.-P. Sartre dans laquelle, en attaquant la droite, il affirma que les « gens qui n'ont pas protesté contre les tortures en Algérie et contre Suez sont aussi totalement dénués du droit de protester contre les événements de Hongrie. »⁵⁰⁵ *Témoignage Chrétien*, feuille de la résistance catholique antifasciste en 1941, s'occupait également beaucoup des événements hongrois. Le jugement établi par Pierre Emmanuel paru dans le numéro du 9 novembre paraît similaire à celui de J.-P. Sartre. Il y critiqua sévèrement la presse communiste française à propos de la tragédie hongroise, mais condamna en même temps les dirigeants socialistes français plaidant verbalement en faveur de la cause de Hongrie et organisant l'intervention du colonialisme français en Égypte et en Algérie⁵⁰⁶.

Les positions des revues intellectuelles

F. Grandsenne considère, au vu de ces prises de position, les revues comme « des agents intellectuels essentiels, de par leur participation à l'élaboration de la pensée politique 'dominante' en France. »⁵⁰⁷ Elle estime qu'*Esprit*, *Les Temps Modernes*, *Socialisme ou Barbarie* et *Preuves* reflètent bien les grands courants d'idées de l'époque⁵⁰⁸. *Esprit* et *Les Temps Modernes* pouvaient être caractérisées comme des revues progressistes qui s'appuyaient néanmoins sur des idéologies bien différentes. *Esprit*, revue chrétienne dont on a déjà parlé plus haut, s'était donné pour tâche principale de provoquer en France une renaissance morale et spirituelle. La revue *Les Temps Modernes*, créée par J.-P. Sartre en 1945, représentait à la fois l'existentialisme et le marxisme, dont elle avait adopté certains concepts, notamment celui de la lutte des classes. Les deux revues espéraient un avènement de la révolution socialiste et rejetaient le capitalisme. Dans le contexte de la guerre froide, elles soutenaient l'Union soviétique face aux États-Unis, et entretenaient des relations privilégiées avec le Parti communiste français. *Esprit* prit tout de même ses distances avec le PC à la fin des années 1940, au moment des procès titistes grâce à l'article célèbre de F.

⁵⁰⁴ Editorial de la rédaction de *L'Express*, le 9 novembre 1956, p. 3, cité par VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 230.

⁵⁰⁵ *L'Express*, le 9 décembre 1956, cité par VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 241.

⁵⁰⁶ Pierre EMMANUEL, « Silence aux tueurs », *Témoignage Chrétien*, le 9 novembre 1956 (à partir des recherches de Pierre DIENER).

⁵⁰⁷ GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, p. 19.

⁵⁰⁸ Intervention de F. GRANDSENNE, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 98.

Fejtő. La revue *Socialisme ou Barbarie* qui fut fondée en 1949 par Claude Lefort et Cornelius Castoriadis était marxiste et représentait l'extrême-gauche française. Son audience était très faible : quelques centaines de lecteurs tout au plus. Ses auteurs écrivaient beaucoup sur le stalinisme et la bureaucratie, en identifiant ce dernier avec une nouvelle classe dominante ayant confisqué le pouvoir économique et politique lors de la nationalisation des moyens de production. Ils attendaient une nouvelle révolution prolétarienne qui détruirait l'État bureaucratique et mettrait en place la gestion ouvrière. La revue *Preuves* différait grandement des autres. Elle était souvent considérée par les intellectuels comme une revue de droite car elle était financée par le *Congrès pour La Liberté de la Culture*, fondé en 1949 par des intellectuels antistaliniens. Les auteurs – Raymond Aron par exemple – luttèrent contre le totalitarisme au nom de la défense de l'Europe et des valeurs européennes : de la démocratie et des droits de l'homme. Ils désapprouvaient l'attitude favorable des intellectuels de gauche vis-à-vis de l'Union soviétique et se donnaient pour tâche principale de les détacher du progressisme philocommuniste⁵⁰⁹.

Suivant les travaux de F. Grandsenne, on va exposer comment ces revues présentèrent la nature et les caractères des événements hongrois, et comment elles interprétèrent la répression de l'insurrection par l'armée soviétique. Selon l'éditorialiste de la revue *Esprit*, Albert Béguin, la révolution hongroise était une révolution morale qui libérait « *les esprits de la tyrannie idéologique intolérable du marxisme* ». C'est donc le réveil des âmes que les personnalistes d'*Esprit* attendaient. J.-P. Sartre, dans *Les Temps Modernes*, expliqua l'origine du mouvement hongrois par la résistance du Parti communiste hongrois à la déstalinisation, et il conclut : « *il faut déstaliniser à temps* ». En identifiant deux phases du mouvement, il approuva la première, lorsque les Hongrois ne réclamaient que la démocratisation du régime et un changement de direction au profit du communiste national d'Imre Nagy. En revanche, il jugea la deuxième, suivant la première intervention soviétique du 24 octobre, comme un virage à droite car la population en vint à revendiquer la libéralisation, débouchant sur le multipartisme et la neutralisation du pays. Les auteurs de *Socialisme ou Barbarie* estimaient que le mouvement hongrois était une révolution prolétarienne contre la bureaucratie. C. Lefort et C. Castoriadis s'efforcèrent de prouver cette affirmation en soulignant la mise en place dès les premiers jours dans les entreprises de conseils ouvriers qui élaborèrent des programmes de revendications et tentèrent de se fédérer en république des conseils. La revue *Preuves* proposa une analyse bien différente de celles des autres. Elle était d'avis que c'était la première révolution post-marxiste qui s'était déroulée en Hongrie. Thierry

⁵⁰⁹ *Ibidem*, pp. 98-100.

Maulnier considéra que les Hongrois réclamaient d'une part l'appartenance à l'Europe et le droit de se séparer du bloc de l'Est, d'autre part le droit de choisir un régime de libertés à l'occidentale. On peut donc constater que ces revues définirent les événements de Hongrie en fonction de leurs préconceptions. Chacune, sauf *Les Temps Modernes*, croyait voir se réaliser la révolution qu'elle attendait : *Esprit* une révolution morale redonnant place aux valeurs spirituelles, *Socialisme ou Barbarie* la première révolution prolétarienne, et *Preuves* la première révolution post-marxiste de l'histoire⁵¹⁰.

La deuxième question qui se pose est l'interprétation de la répression militaire de la révolte hongroise par les Soviétiques. Les positions des revues examinées étaient les suivantes. Il y a un certain nombre de points communs. Toutes condamnèrent l'intervention soviétique avec force et en analysèrent les causes. Elles étaient d'accord pour refuter des thèses du PCF affirmant qu'il s'agissait d'une contre-révolution fasciste fomentée par les États-Unis dans le but de restaurer le capitalisme. J.-P. Sartre résuma la constatation de tous en disant que les Soviétiques étaient intervenus « *non pour sauver le socialisme en Hongrie mais pour le sauver en URSS* ». Selon *Esprit*, *Les Temps Modernes* et *Socialisme ou Barbarie*, par la répression l'Union soviétique révéla son vrai visage. A. Béguin écrivit dans *Esprit* : « *Les triomphateurs ... sont la réaction, la mort, la négation pure* ». Elle montra, selon *Socialisme ou Barbarie*, « *sa puissance de mensonge, son cynisme et sa haine sans limite des classes populaires* ». Sur le comportement des Soviétiques, J.-P. Sartre affirme : « *Ils ont peut-être fait détester le socialisme par des millions d'hommes* ». L'écrasement de la révolte hongroise ramena les intellectuels français à la question de la signification de la déstalinisation. Les auteurs d'*Esprit* pensaient auparavant que le stalinisme était un phénomène passager vers le socialisme dans un pays sous-développé. L'intervention en Hongrie assombrirait leur espoir en une évolution positive du régime soviétique. Il leur paraissait que le communisme ne se transformerait pas. J.-P. Sartre, dans *Les Temps Modernes*, prêta l'action brutale de Moscou aux partisans du néostalinisme, aux bureaucrates. A son avis, la déstalinisation triompherait, et la répression de la révolte hongroise serait l'ultime convulsion du stalinisme à l'agonie. En revanche, l'opinion des collaborateurs de *Socialisme ou Barbarie* était entièrement négative. Selon eux, les dirigeants soviétiques changèrent de visage, car la nécessité de la modernisation du pays ne leur permettait plus d'imposer la terreur stalinienne. Mais l'étouffement de la révolte hongroise démystifia la déstalinisation. Cela prouva sans ambage

⁵¹⁰ *Ibidem*, pp. 101-105. Cf. GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, pp. 147-170 ; pour la réaction de *Socialisme et Barbarie* voir encore ENREILLE, « L'impact de 1956 hongrois... », pp. 31-32.

que ce régime n'était pas transformable. A *Preuves*, on ne crut jamais non plus aux changements annoncés par le XX^e Congrès du PCUS. La répression confirma ces intellectuels dans leur conviction que la déstalinisation n'était qu'« *un miroir aux alouettes* »⁵¹¹.

L'interprétation des événements de Hongrie apporta-t-elle une modification quelconque dans l'attitude de ces quatre revues ? Sous l'effet du choc de l'écrasement de la révolution hongroise, les intellectuels d'*Esprit* s'interrogèrent sur leurs engagements passés, se reprochant leurs positions philocommunistes antérieures. P. Emmanuel était particulièrement catégorique : « *Par quel aveuglement avons-nous fait comme si le communisme n'était pas une névrose ?* » demanda-t-il. Cette revue prit définitivement ses distances avec l'URSS, le PCF et le communisme en général. J.-P. Sartre et *Les Temps Modernes*, malgré l'expérience du comportement brutal de Moscou en Hongrie, maintinrent bien au contraire leur opinion initiale et réaffirmèrent leur adhésion au communisme et leur soutien à l'Union soviétique. Le nouveau but des *Temps modernes* était « *d'aider à la déstalinisation du Parti Communiste Français* ». *Socialisme ou Barbarie* et *Preuves* – bien que leurs fondements idéologiques fussent fort différents – furent confortées dans leurs opinions très négatives concernant les Soviétiques et le communisme⁵¹².

L'importance et la nature de l'effet suscité par la révolution hongroise parmi les intellectuels français

On peut donc constater à partir de l'étude de ces quatre revues que l'effet de la révolution hongroise et sa répression par l'armée soviétique a été considérable chez les intellectuels français. Ces événements provoquèrent une intense émotion parmi eux, mais ne changèrent pas radicalement leurs attitudes (sauf dans les cas des intellectuels communistes dissidents dont on parlera plus bas). Il est indéniable que l'attrait de l'Union soviétique baissa grandement dans les milieux des intellectuels de gauche, et la majorité de ce groupe déclara sa rupture avec le communisme. Mais il faut tout de même prendre en considération certains facteurs diminuant la portée de cette évolution. On a déjà

⁵¹¹ *Ibidem*, pp. 105-109. Cf. GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, pp. 171-201.

⁵¹² *Ibidem*, pp. 107-111. Notons que Les Amis de la Liberté, organisation proche de la revue *Preuves*, a réalisé en novembre-décembre 1956 des soirées dans plusieurs grandes villes de province, au cours desquelles certains envoyés spéciaux de la presse française rentrés de Budapest dont Thomas SCHREIBER ont parlé de leurs expériences en présence des plus hautes autorités de la région. La presse locale a publié des comptes rendus de ces manifestations.

rappelé les positions ambiguës de J.-P. Sartre, personnalité emblématique de l'intelligentsia française. Son engagement en faveur du monde communiste fut finalement renforcé. Un grand nombre de lecteurs d'*Esprit* ne partagea pas l'opinion jugée trop anticommuniste des auteurs prenant position sur l'affaire hongroise. Selon un entretien réalisé par F. Grandsenne avec Jean-Marie Domenach, il y eut des lettres très inquiètes touchant surtout l'attitude de P. Emmanuel qui « *n'a plus écrit [...] il ne s'est pas senti à l'aise, et est parti au bout de quelques mois.* » La poursuite de la guerre d'Algérie modifia les enjeux politiques pour les intellectuels progressistes. Dans le but de trouver des alliés pour leur lutte contre le gouvernement, ils se rapprochèrent de nouveau des communistes⁵¹³.

F. Grandsenne résume ainsi l'effet à long terme des événements hongrois de 1956 sur l'histoire des intellectuels français : « ... *Nous verrons, en étudiant les analyses faites par les mêmes intellectuels durant le Printemps de Prague, que certaines conceptions nouvelles et isolées en 1956 – telle par exemple celle affirmant que dans ces pays le pouvoir avait été confisqué par une bureaucratie, ou celle contestant l'efficacité du système économique planifié – ont été progressivement adoptées et font quasiment partie, douze ans après, des évidences partagées par la majorité des intellectuels français.* »⁵¹⁴

⁵¹³ GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, p. 225.

⁵¹⁴ *Ibidem*, p. 226.

4. L'ÉCHO DE LA RÉVOLUTION HONGROISE DANS LA VIE RELIGIEUSE ET CULTURELLE FRANÇAISE⁵¹⁵

En octobre-novembre 1956 la France vécut quelques « semaines hongroises ». L'imprégnation des nouvelles relatant les événements hongrois dans la vie religieuse et culturelle montre la profondeur de l'effet.

La réponse des Églises

L'opinion religieuse, qui peut être considérée comme une sorte d'opinion engagée, a également réagi intensément aux événements hongrois. La sympathie des croyants envers les Hongrois s'exprima par la prière et par les actions humanitaires. *La Croix* annonça journallement des veillées de prière et des messes pour la Hongrie. On utilisa le jour de la Toussaint et le 11 novembre, date commémorant l'armistice de 1918, comme dates mobilisatrices. La Mission Catholique Hongroise organisa également une « *Messe pour la Hongrie à Paris* ». Le Primat des Gaules, le cardinal Gerlier, appela à la prière en faveur des Hongrois à l'occasion des 1^{er} et 2 novembre. Après l'écrasement de la révolte hongroise, le mouvement Pax Christi, présidé par l'Archevêque de Paris, le cardinal Feltin, invita à une nuit de prières au Sacré Cœur pour la Hongrie et la paix menacée, précédée d'une montée à la butte à partir des stations de métro⁵¹⁶. C'était une véritable manifestation de masse à laquelle participèrent environ 10 000 personnes. *La Croix* du 13 novembre relata ainsi l'atmosphère de cette réunion : « *Sans cesse, l'assistance grossissait et s'agglutinait. Bientôt, il fallut, malgré la froidure, laisser les portes toutes grandes ouvertes, et stoïquement, la foule continua de s'agglomérer sur le parvis et sur les marches, jusqu'à la rue Lamarck. Et c'était sans doute là le spectacle et le témoignage le*

⁵¹⁵ Je m'appuie sur les études plusieurs fois citées de J.-P. A. BERNARD et C. HOREL pour présenter le panorama des phénomènes religieux et culturels en relation avec l'affaire hongroise. Les sources primaires que je trouvai dans les archives religieuses à Paris : Archevêché de Paris – Archives historiques : a) dans les archives épiscopales des cardinaux SUHARD (1940-1949) et FELTIN (1949-1966) : 1D15, 20. Episcopat étranger, Hongrie (par exemple sur l'aide française religieuse en Hongrie par l'intermédiaire de la légation française en Hongrie), b) dans les archives de la Mission Catholique Hongroise à Paris : 9K 2,5 Hongrie (sur la Mission Catholique Hongroise) ; Centre protestant d'Études et de Documentation : Hongrie, surtout des coupures de presse protestante sur la Hongrie (par exemple *La vie protestante*, *La voix protestante*) ; Centre de Documentation Juive Contemporaine – Bibliothèque : La presse juive sur la révolution hongroise et sur l'accueil des réfugiés en France (par exemple *L'arche*, *Information juive*, *Amitié France-Israël*).

⁵¹⁶ HOREL, « L'opinion publique française... », p. 38.

*plus bouleversant ; le sérieux avec lequel des milliers de Parisiens et de nombreux Hongrois vivant à Paris, sans se laisser distraire par le spectacle du Paris nocturne, poursuivaient leur prière jusqu'aux premières lueurs du jour... Ce n'était pas seulement Paris, c'était toute la France – en son sanctuaire national – qui se mettait à genoux et d'autres pays avec elle assuraient la garde devant le Saint-Sacrement »*⁵¹⁷.

En ce qui concerne la charité religieuse, le Secours Catholique et le Comité social protestant jouèrent un rôle important dans l'aide humanitaire. La révolution hongroise durait encore quand l'organisation catholique commença à recueillir les fonds nécessaires à l'achat et à l'acheminement de matériel et de médicaments. Le Secours Catholique fut représenté au Comité national d'accueil des réfugiés hongrois créé par l'arrêté du président du Conseil des ministres le 28 novembre 1956, ainsi que la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)⁵¹⁸. Les organisations de secours catholiques et protestantes hébergèrent un grand nombre de réfugiés hongrois après leur arrivée en France⁵¹⁹.

Quelques exemples de réaction dans le domaine culturel

La tragédie hongroise s'infiltra également dans la sphère culturelle française. De nombreux théâtres donnèrent des spectacles dont le profit fut versé à la Croix Rouge. Par exemple le Théâtre en Rond de Paris qui jouait en ce temps-là tous les soirs à 21 heures *L'homme, la bête et la vertu* de Luigi Pirandello joua exceptionnellement le 13 novembre. On décida de remettre la recette intégrale de la représentation à la Croix-Rouge française « *en témoignage de solidarité pour l'aide qu'elle apporte aux victimes des événements de Hongrie* »⁵²⁰. Les pièces et les films pouvaient avoir de nouvelles connotations à la lumière du sort de la révolte hongroise. Le théâtre du Vieux-Colombier joua *Don Carlos* de Friedrich J. Ch. Schiller en novembre 1956. Le quotidien *Combat* écrivit fin novembre sur ce spectacle : « *Une tragédie de la liberté* » en renvoyant à la Hongrie. La « *révolte de Budapest a fait de Don Carlos la pièce la plus actuelle du moment* »⁵²¹. Le cas du film *Till l'Espiègle* de Joris Ivens, avec Gérard

⁵¹⁷ *La Croix*, le 13 novembre 1956, cité par BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 77.

⁵¹⁸ *Journal Officiel de la République Française*, novembre 1956, p. 11457.

⁵¹⁹ HOREL, « L'opinion publique française... », p. 40. Cf. BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 77.

⁵²⁰ *Le Populaire*, le 12 novembre 1956, cité par BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 77.

⁵²¹ *Combat*, le 30 novembre 1956, cité par BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 77.

Philippe est particulièrement intéressant. Ce film, se passant dans la Flandre du 16^e siècle en révolte contre la couronne d'Espagne, traite de la légende germanique du héros-paysan qui lutte pour sa liberté et contre les nobles et les prêtres. Les sympathies progressistes du metteur en scène et de son acteur principal étant bien connues, la critique du *Parisien libéré* paraît très ironique : « *La date de sortie de Till l'Espiègle n'a pas pu être préméditée, mais si l'on avait voulu transformer ce film en hommage à une certaine résistance tragiquement contemporaine, on ne pouvait mieux choisir. Till, hélas ! n'aurait pu survivre à Budapest. Amère ironie de l'Histoire. Je ne pense pas que Gérard Philippe et Joris Ivens aient prévu ce changement de camp de leur héros* »⁵²². Le *Parisien libéré* évoqua également l'un des épisodes les plus émouvants de ces semaines, le gala donné le 6 novembre à Médrano par le Cirque de Budapest en tournée fortuite à Paris. En effet, ce spectacle se changea en démonstration : « *Au garde-à-vous, face au public, une petite acrobate en jupe à fleur pleure. Il pleure aussi l'athlète en maillot bleu dont tous les muscles saillent. Sur la piste de Médrano, tous les gens du cirque de Budapest écoutent, immobiles, le visage empreint d'une terrible angoisse, La Marseillaise, qui retentit, puis l'hymne hongrois... La jeune femme blonde du trio Binder agite le drapeau vert-blanc-rouge auquel l'étoile rouge n'a pas été remise. Elle saute sur les épaules de ses partenaires et brandit l'emblème hongrois. Du public, un cri s'élève : « Vive la Hongrie libre ! »* »⁵²³.

Le sport-même joua un rôle dans la réception des nouvelles tragiques de l'écrasement de l'insurrection hongroise. Le 13 novembre au soir se déroula le match de football entre la fameuse équipe hongroise de la Honvéd et le Racing attirant vingt à vingt-cinq mille Parisiens (ce qui était rare encore à cette époque). L'acclamation de l'équipe de Budapest par les supporters manifesta clairement l'ambiance pro-hongroise régnant à ce moment en France⁵²⁴.

En novembre 1956, Paris connut une période « magyarophile ». Le moindre événement que l'on pouvait associer avec la Hongrie provoqua des manifestations de sympathie. La vie religieuse et culturelle a donc réagi avec intensité aux nouvelles des événements hongrois. Mais naturellement ces répercussions ne pouvaient être que provisoires : la vie continua à Paris même après le rétablissement sanglant de « l'ordre » en Hongrie...⁵²⁵

⁵²² *Le Parisien libéré*, le 12 novembre 1956, cité par BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 78.

⁵²³ *Le Parisien libéré*, le 7 novembre 1956, cité par BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 78.

⁵²⁴ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », pp. 77-78 ; HOREL, « L'opinion publique française... », p. 39.

⁵²⁵ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », pp. 78-79 ; HOREL, « L'opinion publique française... », p. 39.

Les événements révolutionnaires hongrois de l'automne 1956 causèrent donc des répercussions très intenses dans l'opinion publique et la presse, ainsi que dans la vie intellectuelle, religieuse et culturelle en France. Bien que le pays apprit en même temps les nouvelles angoissantes des conflits d'Algérie et d'Égypte, « les Français » s'occupèrent beaucoup du sort d'un petit peuple vivant au-delà du Rideau de fer... Cette réaction inaccoutumée peut être expliquée par plusieurs facteurs. Le climat de la guerre froide était toujours présent malgré les signes de la détente. La révolution hongroise personnifia l'idéal le plus cher pour la mentalité occidentale, la liberté, et ranima les traditions révolutionnaires françaises faisant l'objet d'un culte permanent de la République. Les images des combats évoquèrent évidemment les souvenirs vivants de la Seconde Guerre mondiale. La presse qui traitait amplement le sujet, refléta et renforça cet écho dans l'opinion publique. L'effet se propagea ensuite dans les milieux intellectuels, culturels et religieux. On constata toutefois que l'influence des nouvelles hongroises ne s'y révéla pas durable. A la fin décembre 1956, la majeure partie du public avait perdu de son intérêt pour cette cause. La révolution hongroise laissa tout de même des traces dans la mémoire collective. La presse rappella ses anniversaires et les intellectuels analysèrent ses conséquences encore longuement dans les années qui suivirent.

Bien que les décideurs de la politique étrangère fassent eux-mêmes partie de l'opinion publique, utilisant les informations diffusées par la presse et étant « consommateurs » de la culture qui les entoure, on ne peut pas démontrer l'influence de ces facteurs dans la prise de décision diplomatique à propos de l'insurrection de Hongrie. On parla de l'immense répercussion des événements hongrois seulement dans des discours de propagande qui n'avaient bien sûr aucune relation avec l'essence de la décision. Examinons maintenant la réaction des forces sociales et politiques les plus significatives. Exercèrent-elles un effet sur la diplomatie française concernant la révolution hongroise ?

Chapitre 5

Les positions prises par les principales forces sociales et politiques françaises à propos de la révolte hongroise de 1956

Dans ce chapitre on étudiera les positions *publiquement* prises par les principales organisations sociales, les grands syndicats et partis français quant à la révolte hongroise. Il s'agira donc de la « politique visible », c'est-à-dire des manifestations de protestation ou de soutien dans les rues, des déclarations publiées dans la presse et des discours prononcés au Parlement.

1. LES MANIFESTATIONS POLITIQUES EN FRANCE EN RELATION AVEC L'INSURRECTION HONGROISE

« *Sur fond de crises à Budapest et à Suez, Paris s'est ébranlé une fois encore en novembre 1956. Violences, manifestations, spectacles de la colère à l'ancienne, dans l'héritage d'un glorieux passé 'd'émotion'* », écrit Jean-Pierre Bernard introduisant son étude sur les phénomènes politiques, culturels et religieux « répercutant » les événements hongrois d'automne 1956⁵²⁶. A partir

⁵²⁶ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 68. J'utilise grandement cet article ainsi que l'étude de C. HOREL (« L'opinion publique française... ») pour évoquer les manifestations parisiennes à propos de la révolution hongroise. Toutes les deux études sont basées sur le dépouillement de la presse contemporaine.

du travail de C. Horel, on établit trois phases des événements : les manifestations étudiantes, les manifestations du 7 novembre et les meetings⁵²⁷.

Les manifestations estudiantines

C'est le lendemain de l'écrasement de la révolution hongroise par les Soviétiques, le 5 novembre que les manifestations étudiantes commencèrent. Plusieurs centaines d'étudiants se réunirent devant la Sorbonne. Un cortège se dirigea vers le boulevard Saint-Germain pour aller manifester devant l'ambassade de l'Union soviétique qui se trouvait en ce temps-là rue Grenelle. La police le dispersa sans brutalité au carrefour Bac-Saint-Germain. Parallèlement un meeting eut lieu à la salle des Sociétés savantes, rue Danton, au Quartier latin. Dès le soir, ses éléments apparemment surtout issus de cette réunion se scindèrent en deux groupes dont l'un essaya d'attaquer le siège de *L'Humanité*, et l'autre celui du PCF. Ils causèrent des dégâts avant d'être dispersés cette fois-ci plus énergiquement par la police. Le 6 novembre les étudiants lancèrent un nouvel assaut contre *L'Humanité* : « *Un millier d'étudiants se sont rassemblés hier peu après 18 heures sur les Grands Boulevards devant l'immeuble de L'Humanité aux cris de 'Libérez la Hongrie !', 'Thorez assassin!', puis chantant la Marseillaise... un feu de bengale a été lancé dans les vitrines du journal communiste, brisées la nuit dernière au cours d'une manifestation semblable. Les occupants de l'immeuble ont riposté en mettant en action aux fenêtres des lances à incendie qui douchaient les étudiants.* »⁵²⁸ Ensuite le même soir environ 200 étudiants brisèrent les vitrines de l'Association France-URSS, rue d'Anjou. Dans la nuit du 6 au 7 novembre, c'est la mise à sac de la librairie communiste de la Renaissance, rue Racine. Dans la plupart des grandes villes universitaires, les actions semblables se déroulèrent. Les sièges locaux du Parti communiste français furent partout attaqués⁵²⁹.

⁵²⁷ HOREL, « L'opinion publique française... », pp. 31-37.

⁵²⁸ *Combat*, le 7 novembre 1956 cité par BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 70.

⁵²⁹ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 70 ; HOREL, « L'opinion publique française... », pp. 32.

Les manifestations du 7 novembre

Le 7 novembre marqua le point culminant de ce mois de manifestations à Paris. Sur l'initiative de l'Association française pour la Communauté atlantique, un éventail très large d'organisations politiques, d'anciens combattants, et de jeunesse appela à un rassemblement pour ce jour à l'Arc de Triomphe à 18 heures⁵³⁰. On invita les participants à porter une cravate noire en signe de deuil. Une foule considérable de 30000 personnes fut comptée remontant les Champs Élysées. Outre de nombreux parlementaires et élus de la région parisienne, on pouvait reconnaître les membres du gouvernement Guy Mollet dans le cortège : François Mitterrand, François Tanguy-Prigent, Marcel Champeix, Max Lejeune, Eugène Thomas, ainsi que Paul Reynaud, Georges Bidault, Antoine Pinay, René Pléven, Robert Schuman, Joseph Laniel, tous anciens présidents du Conseil. A 18 heures 30, la tête de la manifestation atteignit l'Arc de Triomphe où l'on déposa d'innombrables gerbes sur le tombeau du Soldat inconnu en chantant *La Marseillaise*. En même temps, sur l'autre rive de la Seine, salle des Horticulteurs, une réunion de protestation organisée par le syndicat CGT-Force Ouvrière se tint qui forma un cortège allant jusqu'à l'Hôtel de Ville.

Tandis que ces manifestations se déroulèrent sans incidents majeurs, une soirée particulièrement violente commença à la fin de celle de l'Arc de Triomphe. Une foule d'environ 5000 manifestants, surtout des jeunes, se forma aux cris de « *A Châteaudun* », « *Feu au PC* ». J.-P. Bernard évoque en détail cette nuit dramatique : « *Les jeunes manifestants quittent le cortège au pas de course. La colonne se scinde en deux groupes : le premier s'engouffre dans la rue Royale, le second gagnant le siège du Parti communiste par l'avenue de Friedland, le boulevard Haussmann et la gare Saint-Lazare.*

La première vague parvient à 19 heures 30 carrefour de Châteaudun, devant le siège du parti et déborde vite les maigres forces de l'ordre présentes.

⁵³⁰ Par exemple : Centre des Républicains Sociaux, Centre National des Indépendants, Parti Radical Socialiste, MRP, Anciens Combattants de l'Indochine et de l'Union Française, Anciens Évadés Français en Hongrie, Campagne Européenne de la Jeunesse, Comité des Réfugiés Hongrois, Comité Français pour l'Europe libre, Fédération Nationale des Femmes, Jeunesse Fédéraliste de France, Mouvement Fédéraliste Européen, Union Nationale des Étudiants de France etc. AMAE : Services des Pactes, carton 210, dossier : Pays non signataires du Pactes. Pays Satellites, rapport sur la manifestation du 7 novembre 1956 à l'Arc de Triomphe, *Hommage national à la Hongrie*.

Jacques Duclos, quelques jours plus tôt, avait refusé tout renforcement de la protection policière devant l'immeuble du parti. Il y a environ 500 militants devant le siège, faisant front. A 19 heures 40, éclate le premier heurt avec les communistes. Les assaillants, équipés, entraînés (on compte de nombreux parachutistes en béret parmi eux) font sauter les portes de l'immeuble, le '44', lieu saint pour les militants du parti. On se bat dans les escaliers et sur les trottoirs. Les défenseurs arrosent les attaquants avec des lances d'incendie et les cribles de projectiles divers. A 19 heures 50, le rez-de-chaussée du '44' est aux mains des agresseurs qui jettent à la rue mobilier et documents. Un incendie éclate et gagne le 2^e étage. A 20 heures, les pompiers atteignent, non sans mal, le carrefour de Châteaudun. Un nuage de fumée noire masque la façade du siège. Les nombreux blessés sont soignés dans les bars proches. A 20 heures 20, l'incendie est enrayé. Les assaillants renoncent à s'emparer du '44'. Le flot des manifestants se rue vers le boulevard Poissonnière, siège de L'Humanité, au chant de La Marseillaise, laissant la place de Châteaudun jonchée de déchets : matelas, meubles... Des photographies de leaders communistes et des planches de timbres soviétiques dérobées au cours du pillage sont emportées et exhibées comme des trophées.

Les groupes s'approchant de L'Humanité sont douchés à la lance d'incendie et arrosés de projectiles : plombs d'imprimerie, clichés, bouteilles d'eau et d'acide déversés par les défenseurs prévenus par téléphone. Les manifestants s'arment en déparant la rue du Sentier et en prélevant briques, manches de pioches sur un chantier voisin. Peu avant 21 heures, les vitres de L'Humanité volent en éclats. La police, jusqu'ici plutôt passive, cherche à dégager la rue du Faubourg-Poissonnière. Un poste de secours est installé au sous-sol du cinéma 'Rex' où des médecins volontaires soignent les blessés. Les communistes de banlieue alertés, leur journée de travail finie, arrivent à la rescousse aux cris de 'Le fascisme ne passera pas !'. Le cordon de police les empêche d'atteindre L'Humanité. Les pompiers et la police investissent le siège du journal. Un petit groupe de manifestants a atteint le toit de l'immeuble par les maisons voisines et provoque un début d'incendie. Les militants communistes ont pris quatre prisonniers en otage qu'ils relâchent à l'arrivée de la police. A 22 heures, les manifestants ne sont pas parvenus à pénétrer dans l'atelier d'imprimerie de L'Humanité. Les heurts se déroulent maintenant dans la rue. Ils sont très violents à hauteur de la rue du Faubourg-Montmartre où les vitrines sont fracassées. A 23 heures, une bagarre prend les proportions d'une bataille rangée, rue de Lancry, dans le 10^e, contre des renforts communistes venus de banlieue. Les voitures en stationnement dans la rue sont mises à sac.

Dans le même temps, deux cents manifestants sont immobilisés place de la Concorde qu'ils occupent en s'asseyant par terre. Quatre d'entre eux, anciens

déportés, demandent à être reçus à l'Assemblée nationale. A minuit, ils se dispersent, après une exhortation au calme de Jean-Louis Vigier, député de Paris. Un dernier et vif accrochage entre la police et les communistes venus de banlieue nord se produit entre 23 heures 30 et minuit, à la hauteur des portes Saint-Denis et Saint-Martin. Le calme est rétabli, tard dans la nuit. Le nombre de blessés est important et la soirée d'émeute fera finalement trois morts, deux militants communistes et un militant FO. »⁵³¹

Les meetings

Les émotions se prolongèrent grâce à l'organisation de meetings. Pour le 9 novembre, la SFIO organisa une réunion qui se tint salle Wagram. Elle fut présidée par Mireille Osmine, secrétaire de la Fédération socialiste de la Seine et par Daniel Mayer, président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale. On fit lecture d'un message d'Anna Kéthly, président du Parti social-démocrate hongrois. Le quotidien de la SFIO, *Le Populaire de Paris* qui annonça le meeting le 7 novembre, écrivit le 10 : « *Les héritiers de la Commune de Paris ont proclamé hier leur solidarité avec les martyrs de la Commune de Budapest* »⁵³². Le 13 novembre, un grand meeting d'environ 15 000 personnes eut lieu au Vélodrome d'Hiver, en hommage aux insurgés hongrois, à l'initiative de plusieurs organisations dont des associations d'anciens déportés. Cette réunion fut placée principalement sous le patronage de la Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire. Se voulant moins « politique » que le rassemblement de la SFIO, on fit plus généralement appel à tous les démocrates. Ce meeting bénéficia d'une plus large publicité dans la presse. Les orateurs vinrent d'horizons politiques divers. A la tribune, apparut une délégation de réfugiés hongrois, avec un drapeau magyar maculé du sang des insurgés. Un message d'A. Kéthly y fut également lu. Bien que les organisateurs aient appelé au calme, un groupe de jeunes attaqua le siège des Jeunesses communistes, rue Humblot, aux cris de « *Soviets assassins !* », mais les jets de bouteilles d'ammoniaque sur les assaillants les empêchèrent d'y pénétrer. Ensuite les manifestants tentèrent de gagner le siège d'une permanence de France-URSS, rue Violet, près du boulevard de Grenelle, où la police les dispersa. Enfin, pour le 28 novembre, salle Wagram, le Comité de coordination des mouvements et associations de jeunesse française (23 associations) inaugura une réunion en hommage à la jeunesse hongroise. On y lut des messages de

⁵³¹ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », pp. 73-74.

⁵³² *Le Populaire*, le 10 novembre 1956, cité par *ibidem*, p. 71.

David Rousset et d'Albert Camus à la tribune ornée de deux immenses drapeaux tricolores, l'un français, l'autre hongrois⁵³³.

Les causes de l'intensité des manifestations

Comment la tension et même la violence atteignirent-elles un si haut point compte tenu du détonateur que fut la réception des informations sur la Hongrie ? Pourquoi l'opinion politiquement engagée fut-elle autant bouleversée ? On a vu lors de l'étude de l'opinion générale, le rôle joué par les médias dans la cristallisation de la sensibilité nationale à propos du drame hongrois. Les moyens de la presse – la publication de photos, les reportages sur les combats et sur la tragédie des réfugiés hongrois – attisèrent grandement la haine chez les extrémistes dont l'anticommunisme était bien antérieur aux événements de Hongrie. L'« internalisation » de la guerre froide, donc la projection de l'affrontement des deux camps dans la société politique française créait depuis les années 1940 un climat de tension entre les groupements idéologiquement opposés. La répression de la révolte hongroise par les Soviétiques fournit seulement l'étincelle pour l'explosion. La lutte, surtout mais pas seulement verbale, entre adeptes du « Monde libre » et ceux du « communisme international », devint donc particulièrement violente à propos de « la Hongrie martyre ». Le combat du Bien et du Mal, aux yeux des deux camps, put revêtir un caractère aigu dans un pays où les deux parties étaient relativement fortes. C'est probablement pour cette raison que c'est la France et l'Italie – où se trouvaient des partis communistes puissants et numériquement importants – qui connurent les manifestations les plus violemment anticommunistes en Occident. Les traditions révolutionnaires de Paris purent également renforcer la détermination des assiégeants des immeubles appartenant au PCF, car ils identifièrent peut-être leur action avec la prise de la Bastille⁵³⁴.

⁵³³ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », pp. 71-72 ; HOREL, « L'opinion publique française... », pp. 35-37.

⁵³⁴ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », pp. 68-69, 76 ; HOREL, « L'opinion publique française... », pp. 35, 37, 42 ; Intervention de P. SORLIN, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, pp. 67-68.

2. L'OPINION DES FORCES SOCIALES FRANÇAISE SUR L'INSURRECTION HONGROISE

L'étude des prises de position des forces sociales à propos de la cause hongroise est d'autant plus importante que ces acteurs reflétaient l'opinion d'un grand nombre de personnes politiquement actives. Étant en relation avec les partis politiques et les autorités d'État, ils exerçaient une certaine influence sur eux, ainsi que sur l'opinion publique. On va donc examiner la réaction des organisations civiles et des syndicats.

Les organisations civiles et la révolution hongroise

D'innombrables groupes de tous ordres s'efforçaient – déjà en 1956 – d'agir à la fois sur le pouvoir politique et sur l'opinion. Ils voulaient avant tout exprimer et faire connaître leurs avis sur les problèmes d'actualité⁵³⁵. Ces différents groupements professionnels, intellectuels, religieux et culturels réagirent très vivement à la tragédie hongroise. Outre la publication de déclarations dans la presse et la participation à certaines manifestations de protestation, ils envoyèrent un grand nombre de télégrammes au ministère des Affaires étrangères afin d'exercer une influence sur la position du gouvernement français dans l'affaire hongroise. En voici quelques exemples typiques. Dans un télégramme du 8 novembre, le Secrétariat général de la Jeunesse européenne fédéraliste (JEF) demanda instamment au Ministre que le gouvernement français ne reconnaisse pas le gouvernement Kádár, qu'il insiste sur la mise en application de la résolution de l'ONU concernant l'établissement d'une police internationale en Hongrie et l'envoi immédiat du secrétaire général de l'ONU à Budapest pour arrêter la répression. Au cas où l'Union soviétique aurait refusé cette résolution, la JEF proposait la rupture des relations diplomatiques avec l'URSS jusqu'au retrait de ses troupes de Hongrie⁵³⁶. Les Louise Marillac de France désiraient porter à la connaissance de Ch. Pineau la teneur du télégramme envoyé par la Fédération Mondiale des Jeunesses Féminines Catholiques, dont elles faisaient partie, au secrétaire général de l'ONU, en suggérant ainsi un comportement semblable à la diplomatie française. Cette organisation religieuse demandait une action urgente

⁵³⁵ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 177.

⁵³⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 93 (le 8 novembre 1956), télégramme de PHILIPPOPOVICH, secrétaire général de la Jeunesse européenne fédéraliste au ministre des Affaires étrangères.

et efficace en faveur des libertés fondamentales en Hongrie⁵³⁷. Le président de la Fédération des Amicales de Réseaux Renseignement et Évasion de la France combattante attachait également un grand poids à la remise au Quai d'Orsay d'une motion votée par son Conseil d'Administration sur les événements hongrois. Ce document affirme que : « *Les membres des Réseaux FFC, qui ont eu le même idéal sous l'oppression hitlérienne, reconnaissent, dans cette lutte inégale des Hongrois, les sentiments qui les ont animés et s'inclinent respectueusement devant les martyres d'une répression et de déportations aussi impitoyables que barbares./ Ils adressent aux survivants leurs vœux pour le triomphe de la liberté* »⁵³⁸. La Sous-direction d'Europe orientale du ministère répondit très poliment à ce type d'initiative. Néanmoins on ne peut pas trouver de trace indiquant qu'elles produisirent le moindre effet sur la prise de décision de la politique étrangère.

La réaction de grands syndicats français

En 1956, trois grands syndicats existaient en France : la Confédération générale du travail (CGT), la Confédération générale du travail-Force ouvrière (CGT-FO) et la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC). Malgré la Charte d'Amiens de 1906 qui déclarait que les organisations confédérées n'avaient pas « *en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes* », les grandes unions syndicales, surtout la CGT et la CGT-FO, se mêlèrent souvent à la politique⁵³⁹.

La CGT et l'insurrection hongroise

La CGT était fortement attachée au Parti communiste. Son secrétaire général, Benoît Frachon, était membre du Bureau politique du PCF. Il lança son syndicat dans tous les combats internationaux auxquels les communistes participaient. Il est à noter que la force de mobilisation de la CGT se révélait relativement faible dans ce domaine. Par exemple : en juin-juillet 1952, l'arrestation de B. Frachon liée aux manifestations contre l'arrivée en France du Général

⁵³⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 93 (21 novembre 1956), lettre des Louise Maurillac de France au ministre des Affaires étrangères.

⁵³⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 93 (19 novembre 1956), lettre et motion du 15 novembre 1956 de la Fédération des Amicales de Réseaux Renseignement et Évasion de la France combattante au ministre des Affaires étrangères.

⁵³⁹ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 142.

Ridgway n'entraîna pas de grèves de solidarité importantes. La crise la plus importante à la direction de la CGT se produisit en novembre-décembre 1956 à cause de la répercussion orageuse en France de la répression de la révolution hongroise⁵⁴⁰.

Comme la synthèse des rapports des préfets de novembre 1956 le constata, l'intervention brutale des Soviétiques suscita un trouble profond chez de nombreux militants cégétistes dont certains n'étaient pas communistes et n'approuvaient pas la politique de Moscou. Il y eut dans certains secteurs des exemples limités de syndicalistes déchirant leurs cartes ou démissionnant. Les diverses élections au sein des entreprises (délégués du personnel et comités d'entreprises) marquèrent un recul symptomatique des positions de la CGT. Selon les préfets : « *En liaison avec le PC, la CGT a tenté d'exploiter les manifestations contre les permanences du PC à Paris et quelques villes de province en lançant des ordres de grève pour le 13 novembre et en organisant la journée d'action contre le fascisme. Ce fut un échec complet sur tout le territoire de la France...* »⁵⁴¹. Quelquefois la crise de conscience incita les militants à participer à des manifestations de protestation, à des débrayages, à des motions de solidarité. Voyons la déclaration de la CGT de Lille : « *La première région a réagi aux douloureux événements de Hongrie par des arrêts de travail dans les sections d'Arras, de Béthune, de Dunkerque et de Lille, actions soulignées par la radio et par la presse. Sans ces mouvements, il eut été impossible d'éviter des démissions massives, consécutives à l'indignation de nos camarades* »⁵⁴². Le Bureau de la CGT tout en refusant de se prononcer publiquement sur la cause hongroise était contraint de rappeler que « *rien dans les statuts de la CGT n'interdit à une organisation confédérée d'avoir sur un point particulier une opinion propre...* »⁵⁴³. La condamnation de l'intervention soviétique par Pierre Le Brun indiquait que la crise atteignait même les milieux dirigeants du syndicat communiste⁵⁴⁴.

La politique de la CGT-Force ouvrière à propos de la crise hongroise

La Confédération générale du travail-Force ouvrière est née grâce à une scission opérée au sein de la CGT en décembre 1947, conséquence de l'installa-

⁵⁴⁰ *Ibidem*, p. 145.

⁵⁴¹ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

⁵⁴² MICHEL, « L'image de l'insurrection hongroise... », p. 16.

⁵⁴³ GROSSER, *La IV^e République...*, pp. 145-146.

⁵⁴⁴ MICHEL, « L'image de l'insurrection hongroise... », p. 16.

tion de la guerre froide : une grande partie des éléments anticomunistes quittèrent la vieille centrale. Le nouveau syndicat, largement solidaire de la SFIO, devait faire face à plusieurs problèmes. D'une part, étant donné qu'il recrutait Outre-Mer surtout parmi les fonctionnaires de l'administration coloniale, la CGT-FO ne partageait pas l'anticolonialisme de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) à laquelle elle appartenait. D'autre part, sa représentativité paraissait assez faible par rapport à la CGT et à ses homologues européens⁵⁴⁵. Les échos des événements hongrois en automne 1956 apporteraient-ils un changement dans ce domaine ?

Ce n'est que le 2 novembre 1956 que le Bureau confédéral Force ouvrière réagit aux nouvelles de l'insurrection hongroise déclarant que l'ONU devait répondre immédiatement à l'appel angoissé du gouvernement hongrois en condamnant la première intervention soviétique. Les dirigeants FO réaffirmèrent tout de suite leur refus de toute offre d'unité d'action formulée par la CGT⁵⁴⁶. Le lendemain du déclenchement de la répression en Hongrie, le 5 novembre, le Bureau tint une réunion extraordinaire où l'on décida d'appeler les travailleurs à manifester leurs sentiments sur les événements hongrois. Toutes les organisations affiliées furent alertées en vue de tenir le 7 novembre dans chaque entreprise une suspension du travail d'une durée minimum d'un quart d'heure en l'honneur du peuple hongrois⁵⁴⁷. Ces efforts se révélèrent fort efficaces. De très nombreuses manifestations (aux monuments aux morts et de la résistance) ou des meetings furent organisés avec un succès sans pareil, avec des affluences cinq ou six fois supérieures à celles obtenues par la CGT. Les consignes de débrayage symbolique lancées par la FO et la CFTC, syndicat chrétien, furent suivies avec une participation majoritaire⁵⁴⁸.

Dès le début Force ouvrière participa activement à l'action de solidarité envers les réfugiés hongrois. Le communiqué du Bureau confédéral du 9 novembre invita tous ses responsables, militants et adhérents, à « *affirmer la solidarité des travailleurs et du peuple de France en recueillant les fonds, les vivres, médicaments et vêtements pour les victimes de l'agression totalitaire. Il arrête toutes dispositions pour étendre cette solidarité sous diverses formes aux malheureux émigrés notamment pour héberger les enfants réfugiés dans les familles ouvrières* »⁵⁴⁹. La direction de FO multiplia les démarches auprès des pouvoirs publics

⁵⁴⁵ GROSSER, *La IV^e République...*, pp. 144-145, 147-148.

⁵⁴⁶ CGT-Force ouvrière, documentation/bibliothèque (Paris) = CGT-FO : Communiqué du Bureau confédéral Force ouvrière, le 2 novembre 1956.

⁵⁴⁷ CGT-FO : Communiqué du Bureau confédéral Force ouvrière, le 5 novembre 1956.

⁵⁴⁸ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

⁵⁴⁹ CGT-FO : Communiqué du Bureau confédéral Force ouvrière, le 9 novembre 1956.

pour connaître les conditions dans lesquelles la campagne nationale de solidarité était organisée. Dans ce cadre, le responsable du ministère des Affaires étrangères, chargé de coordonner les actions humanitaires, fut également consulté. Il attira l'attention sur la question de la grande masse des réfugiés déjà arrivés en Autriche. Le Bureau confédéral estima nécessaire une liaison directe avec l'organisation syndicale autrichienne et décida d'y envoyer un représentant le 17 novembre⁵⁵⁰. Une semaine plus tard un communiqué du Bureau demanda au gouvernement de prendre d'extrême urgence les dispositions pratiques susceptibles de répondre à l'appel du gouvernement autrichien en vue d'évacuer le plus vite possible le plus grand nombre de réfugiés hongrois⁵⁵¹. La réunion du Bureau du 10 décembre donna le signal à toute l'organisation FO – fédérations, unions et syndicats de base – pour exercer une pression sur les autorités centrales par l'envoi massif de télégrammes, d'ordres du jour, de pétitions et tous autres documents « *traduisant l'émotion intense du monde du travail* » à propos des atrocités commises par les Soviétiques et le gouvernement Kádár en Hongrie⁵⁵². Le ministère des Affaires étrangères reçut effectivement une masse de papiers de cette nature, archivés avec soin⁵⁵³. Toutefois rien ne prouve que ces documents eurent le moindre effet sur les prises de position du gouvernement français sur le plan international.

Dans les jours suivant l'écrasement de la révolution hongroise, les dirigeants de la CGT-FO s'efforcèrent d'utiliser à fond cette nouvelle contre leur grand rival, la CGT. Dans une déclaration violemment anticommuniste du 9 novembre : « *Le Bureau Confédéral dénonce l'imposture de la CGT, complice des assassins du peuple hongrois, elle traite les victimes de fascistes. Débordée par la colère qui se manifeste dans ses propres rangs et chez tous les travailleurs, elle a l'audace d'appeler fascistes les ouvriers, employés, techniciens..., tous les hommes et toutes les femmes qui se dressent contre les agents et complices du fascisme soviétique* ». La direction de la FO suggéra aux travailleurs cégétistes de s'« *associer aux Travailleurs libres pour lutter efficacement contre le fascisme soviétique* »⁵⁵⁴. Le Bureau de la Confédération Force ouvrière réuni le 16 novembre alla encore plus loin dans ce sens en faisant appel avec insistance

⁵⁵⁰ CGT-FO : Circulaire n° D-2 de Raymond LE BOURRE, secrétaire confédéral Force ouvrière aux Fédérations nationales et aux Unions départementales, le 16 novembre 1956, *Solidarité en faveur des travailleurs hongrois*.

⁵⁵¹ CGT-FO : Communiqué du Bureau confédéral Force ouvrière, le 23 novembre 1956.

⁵⁵² CGT-FO : Communiqué du Bureau confédéral Force ouvrière, le 10 décembre 1956.

⁵⁵³ Par exemple : AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 93 (13 décembre 1956), télégramme de la Commission exécutive de la Fédération syndicaliste des PTT Force ouvrière au ministère des Affaires étrangères.

⁵⁵⁴ CGT-FO : Communiqué du Bureau confédéral Force ouvrière, le 9 novembre 1956.

aux syndiqués qui se séparaient à ce moment-là de la CGT et de sa politique pour qu'ils rejoignent les rangs de Force ouvrière⁵⁵⁵. Les responsables de FO déconseillèrent naturellement de participer aux manifestations organisées par la CGT pour le 13 novembre. Ils constatèrent ensuite avec satisfaction l'échec total de ces actions⁵⁵⁶. Cette politique eut pour résultat que, dans les comités d'entreprise, Force ouvrière plus encore que la CFTC bénéficia du recul de la CGT en novembre 1956⁵⁵⁷. Certains syndicats CGT passèrent à FO ou devinrent autonomes⁵⁵⁸.

La Commission exécutive de la Confédération Force ouvrière siégeant le 4 décembre approuva les décisions du Bureau confédéral relatives à la cause hongroise. Il est à noter comment la direction de la FO réagit aux événements de Suez dans la perspective de la tragédie hongroise. Elle se prononça pour l'intervention des Nations Unies et pour la mise en place rapide d'une force de police internationale. Néanmoins la Commission exécutive exprima le désir que l'ONU soit capable d'une intervention aussi efficace dans la crise hongroise⁵⁵⁹.

La CFTC et les événements révolutionnaires hongrois

La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) occupait une place particulière dans le monde syndical français des années cinquante. En avril 1945 elle refusa nettement la proposition de la CGT relative à l'unification des deux syndicats. Son Comité national souligna « *la position et les principes traditionnels du syndicalisme chrétien sur le pluralisme syndical, sur son attachement aux valeurs fondamentales de la civilisation chrétienne, sur son hostilité au matérialisme et aux systèmes totalitaires quels qu'ils soient...* ». La CFTC ne voulait pas pour autant exclure l'unité d'action avec la centrale la plus représentative, malgré la réprobation plus systématiquement anticommuniste de la CGT-FO en France et celle de la CISL sur le plan international⁵⁶⁰. Dans ce contexte, il est intéressant d'observer la réaction de la CFTC face aux événements révolutionnaires hongrois de 1956.

⁵⁵⁵ CGT-FO : Communiqué du Bureau confédéral Force ouvrière, le 16 novembre 1956.

⁵⁵⁶ CGT-FO : Communiqués du Bureau confédéral Force ouvrière, le 9 et le 16 novembre 1956.

⁵⁵⁷ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

⁵⁵⁸ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de décembre 1956.

⁵⁵⁹ CGT-FO : Communiqué de la Commission exécutive de la Confédération Force ouvrière, le 4 décembre 1956.

⁵⁶⁰ GROSSER, *La IV^e République...*, pp. 148-149.

Les dirigeants donnèrent la consigne de se solidariser avec la CGT-FO. Le Bureau confédéral de la CFTC demanda à ces adhérents de manifester pour la Hongrie par des arrêts de travail limités organisés par Force ouvrière⁵⁶¹. La centrale chrétienne prit dans les départements de l'Ouest l'initiative de manifestations de sympathie et d'aide aux Hongrois⁵⁶². Le discours d'ouverture de Maurice Bouladoux, président confédéral de la CFTC, prononcé au 29^e Congrès confédéral le 7 juin 1957, nous permet d'obtenir une image nuancée de l'attitude de son organisation concernant la révolution hongroise et ses répercussions en France. Parlant de « *la leçon des insurgés de Budapest* », sa position fut nettement anticommuniste même si ses termes paraissaient un peu moins vigoureux que ceux de FO : la répression de la révolte hongroise fut « *l'éclatante et cruelle confirmation de tout ce que nous avons dit sur l'impuissance du marxisme-léninisme à répondre aux aspirations des hommes et l'affreuse démonstration que son socialisme, c'est le socialisme des potences, des policiers et des chars d'assaut* », dit le président en ajoutant à mots couverts une critique adressée à la CGT-FO : « *La CFTC n'a pas cherché dans le drame de Budapest un alibi pour diviser la classe ouvrière, mais elle s'est considérée comme mandatée pour exprimer le cri de la conscience ouvrière* ». Il croyait important de souligner que son syndicat avait employé les mêmes principes aussi bien à propos de Suez et de l'Algérie que de la tragédie hongroise⁵⁶³.

Les causes de la vigueur de la répercussion de la révolution hongroise dans le monde syndical

La réaction particulièrement intense des grands syndicats français à la révolution hongroise de 1956 fut donc due en partie à la tradition ouvrière de révolte et de solidarité. Comme *L'Express* le remarquait : « *Tous les responsables syndicaux (qu'ils appartiennent à la CGT, la CFTC ou FO) savent qu'il existe dans le mouvement ouvrier français un vieux fond anarchiste et un certain nombre de critères moraux irréductibles. C'est ainsi, par exemple, qu'une intervention armée contre les grévistes est considérée comme une atteinte à la dignité du travailleur et, par conséquent, à celle du genre humain tout*

⁵⁶¹ *Force Ouvrière* (hebdomadaire de la CGT-FO), le 8 novembre 1956, p. 9.

⁵⁶² AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

⁵⁶³ CFDT Service Analyse Recherche économique et sociale, *Un élément de réflexion*, extrait du discours fait par Maurice BOULADOUX, président de la CFTC lors du 29^e Congrès confédéral, les 7-10 juin 1957. Des sources complémentaires sur la politique de la CFTC concernant la cause hongroise se trouvent dans les Archives confédérales CFDT sous la cote 5 H 38.

entier »⁵⁶⁴. Les facteurs politiques renforcèrent ce type de répercussion. La position prise par la direction de la CGT qui devait rester solidaire du Parti communiste français aggrava la crise interne face aux attaques de ses rivaux. Les dirigeants de la CGT-FO et de la CFTC furent confirmés dans leurs convictions anticomunistes par les événements hongrois. Ils essayèrent, surtout les leaders de Force ouvrière, d'exploiter la crise de la CGT à leur profit en se lançant dans une campagne de recrutement. Ils firent des efforts considérables pour participer à l'action de solidarité qui s'appuyait sur un intérêt réel existant dans les milieux syndicalisés et plus largement dans l'opinion publique envers la question hongroise. Cette politique active porta ses fruits sur le plan de la propagande : on enregistra un renforcement numérique de FO par rapport à la CGT. Mais on ne peut pas prouver qu'elle exerça une influence quelconque sur les milieux gouvernementaux, notamment sur la prise de décision diplomatique.

3. LES RÉACTIONS DES PARTIS POLITIQUES : LE CHEMIN SUIVI PAR L'AFFAIRE HONGROISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le travail parlementaire donna l'occasion aux partis politiques et au gouvernement de prendre publiquement position concernant la cause hongroise qui avait suscité une si grande émotion dans l'opinion publique. L'étude de cette affaire à l'Assemblée nationale nous renseignera sur l'attitude des partis et du gouvernement vis-à-vis des événements hongrois et de leurs conséquences en France.

Le rôle joué par le Parlement dans la politique étrangère sous la IV^e République

Le Parlement, c'est-à-dire l'Assemblée nationale et le Conseil de la République, ne s'occupaient guère de la politique extérieure sous la IV^e République. La plupart des députés n'étaient pas réellement au courant des questions internationales : ils s'intéressaient plutôt aux affaires intérieures surtout à celles qui touchaient directement leurs circonscriptions. Les débats budgétaires portant sur le financement du ministère des Affaires étrangères ne jouaient pratiquement aucun rôle dans le domaine de la politique extérieure. Les instruments parlementaires – demande d'interpellation, proposition de résolution, questions écrites ou

⁵⁶⁴ *L'Express*, cité par B. MICHEL, « L'image de l'insurrection hongroise... », p. 16.

orale – étaient très rarement utilisés concernant ces causes. Il était peut-être encore plus rare qu’une telle demande d’interpellation entraîne un vrai débat sanctionné par le vote d’un ordre du jour. Selon l’opinion générale, de tels débats étaient inutiles, et pouvaient être même nuisibles, en diminuant l’efficacité de la politique du gouvernement⁵⁶⁵. Dans ce contexte, il est intéressant d’examiner comment l’affaire hongroise fut traitée à l’Assemblée nationale en octobre-novembre 1956.

La question de la révolution hongroise se pose

Le 25 octobre 1956 le gouvernement déposa, à l’Assemblée nationale, une question de confiance qui portait, entre autres sujets, sur sa politique menée en Algérie. A cette réunion, Waldeck Rochet, député communiste, attaqua le gouvernement et exigea la paix en Algérie. Robert Bichet du Mouvement républicain populaire lui répliqua ainsi : « *Et la paix à Budapest ? Ce sont les avions à réaction qui la font.* »⁵⁶⁶ Quand W. Rochet parla de l’arrestation des chefs algériens et de l’affaire de Suez, il dut écouter les ripostes mentionnant le nom de la capitale hongroise comme un symbole du mouvement révolutionnaire écrasé par les Soviétiques⁵⁶⁷. Budapest devint très vite un mot d’injure employé pour insulter les communistes. Mais la Hongrie n’était qu’un thème marginal à cette séance. G. Mollet, président du Conseil des ministres exposa l’affaire de l’Athos et celle de Ben Bella. Néanmoins les premières références à Budapest anticipèrent ce qui devait se passer les jours suivants. Le 26 octobre on aborda davantage la question. Au début de juillet, Fernand Bouxom du MRP posa une question orale à propos des événements de Poznań, notamment sur leur portée et leurs répercussions possibles sur le plan international, et demanda au gouvernement s’il n’a pas eu connaissance d’incidents analogues dans des pays voisins. À cause des vacances parlementaires, Maurice Faure, secrétaire d’État aux Affaires étrangères, ne répondit qu’à la séance du 26 octobre. Ses propos, comme la réaction de la diplomatie française dans son ensemble aux crises de l’Europe de l’Est, furent extrêmement prudents : « *Quant à la portée d’événements dont un pays étranger est le théâtre, il ne nous appartient pas d’émettre un jugement qui pourrait être interprété comme une ingérence regrettable.* »⁵⁶⁸ Il se retenait

⁵⁶⁵ GROSSER, *La IV^e République...*, pp. 79-84.

⁵⁶⁶ *Journal Officiel de la République Française*, Débats parlementaires, Assemblée Nationale, Compte rendu in extenso des séances, questions écrites et réponses des ministres à ces questions, Troisième législature, Session ordinaire de 1956-1957, séance du 25 octobre 1956, p. 4302.

⁵⁶⁷ *Ibidem*, p. 4304.

⁵⁶⁸ *Ibidem*, séance du 26 octobre 1956, p. 4339.

d'analyser sur le fond les mouvements polonais et hongrois, à l'inverse de F. Bouxom. Soutenu surtout par « le centre », F. Bouxom parla longuement de la révolte hongroise et souligna que l'on n'y combattait pas seulement des méthodes stalinienne, mais qu'on y luttait « *contre l'occupant oppresseur pour l'indépendance nationale* »⁵⁶⁹. Le député du MRP sollicita avec insistance le gouvernement français afin qu'il envoie une protestation officielle contre la violation du traité de paix avec la Hongrie. Ce dernier obligeait les troupes soviétiques à quitter la Hongrie dans un délai de trois mois après le retrait des troupes d'occupation soviétiques du territoire de l'Autriche. F. Bouxom donna lecture de la motion votée par le groupe parlementaire de son parti : « *Le groupe du mouvement républicain populaire suit avec émotion les événements de Hongrie et de Pologne. Il condamne l'ingérence inadmissible de l'URSS dans la politique intérieure d'autres pays et exprime sa sympathie à tous ceux qui, en ce moment, souffrent et meurent pour que vive la liberté !* »⁵⁷⁰ Le député du MRP estimait que l'Assemblée nationale française devrait manifester sa solidarité envers les Hongrois. Tout en sachant que les critiques adressées à l'Union soviétique visaient également le groupe parlementaire communiste, ses membres s'efforcèrent de se défendre la contre-attaquant. Leurs arguments furent caractéristiques et se répétaient maintes fois dans les débats. Ils faisaient allusion d'une part à la politique coloniale française – par exemple les « 95 000 hommes massacrés à Madagascar » –, d'autre part de la Deuxième Guerre mondiale : « *Sans l'URSS, vous ne seriez peut-être pas là aujourd'hui* », disait Raoul Calas, député communiste⁵⁷¹.

Le 30 octobre, après 22 heures, G. Mollet exposa la communication du gouvernement, devant l'Assemblée nationale, sur l'intervention franco-britannique dans la guerre déclenchée la veille entre l'Égypte et Israël. Le chef du gouvernement français exposait la version officielle des motifs de leur initiative soigneusement préparée lors des négociations secrètes de Sèvres. Il souligna l'importance de la sécurité du passage et de la libre circulation dans le canal de Suez et affirma que les gouvernements français et britannique étaient prêts à employer la force pour atteindre ce but. G. Mollet demanda à l'Assemblée nationale de marquer par un vote massif son approbation des mesures prises. Ce discours fut vivement applaudi à gauche, au centre, à droite et sur plusieurs bancs à l'extrême droite⁵⁷², et le gouvernement reçut enfin 368 voix contre 182⁵⁷³. Les communistes en formèrent une opinion entièrement négative. Leur orateur, Raymond

⁵⁶⁹ *Ibidem*.

⁵⁷⁰ *Ibidem*, p. 4340.

⁵⁷¹ *Ibidem*.

⁵⁷² *Ibidem*, 3^e séance du 26 octobre 1956, pp. 4421-4422.

⁵⁷³ ELGEY, *Histoire de la IV^e République. La République des Tourmentes II*, p. 195.

Guyot, condamna sévèrement cette décision et « *les cercles financiers impérialistes et colonialistes* »⁵⁷⁴ qui, à leur avis, l'appuyaient. Son exposé fut très souvent interrompu par les cris se référant à la crise hongroise : « *Et la Hongrie ?* », « *Et à Budapest ?* », « *Vive la Hongrie !* »⁵⁷⁵ etc. Donc, pour soutenir l'action de Suez, on recourut de nouveau à l'affaire hongroise. A la séance du 31 octobre, on peut observer la même tendance. Quand Pierre Cot, au nom des députés progressistes, se prononça contre la politique du gouvernement dans le conflit d'Égypte, les interruptions qu'il dut subir portaient également sur la Hongrie, même si le langage était moins grossier⁵⁷⁶.

La cause hongroise à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale

Le 6 novembre marqua un grand changement dans le traitement de l'affaire hongroise à l'Assemblée nationale. Même si cette cause fut souvent mentionnée dans les débats sur d'autres thèmes – surtout l'Algérie et Suez –, ce n'est qu'après l'écrasement de la révolution hongroise qu'elle fut officiellement et amplement discutée. Bernard Lafay, membre du Groupe du Rassemblement des Gauches républicaines et du Centre républicain, déposa, avec demande de discussion d'urgence, une proposition de résolution tendant à ce que l'Assemblée nationale adresse un message solennel à « *la nation hongroise martyre* » et invitant le gouvernement à mettre tout en œuvre, avec « *les nations libres* », pour arrêter la répression et venir en aide aux Hongrois demeurés dans leur pays ou réfugiés⁵⁷⁷. Cette proposition fut immédiatement renvoyée à la Commission des Affaires étrangères qui s'en occupait le jour même.

A cause du fait que l'Assemblée nationale ne se chargeait que par intermittences des questions internationales, cette commission devait gagner en importance sous la IV^e République. Elle se recrutait presque exclusivement auprès de députés de premier plan jouant un rôle certain au sein de leurs groupes parlementaires. Néanmoins, à cause de sa méthode de travail – la CAE fonctionnait plutôt comme un club où l'on échangeait des informations entre gens de bonne compagnie qu'une commission où régnait le débat parlementaire à échelle réduite –, on votait très rarement. De plus elle ne s'occupait régulièrement que des

⁵⁷⁴ *Journal Officiel de la République Française*, Débats parlementaires..., 3^e séance du 26 octobre 1956, p. 4423.

⁵⁷⁵ *Ibidem*.

⁵⁷⁶ *Ibidem*, 1^{er} séance du 31 octobre 1956, pp. 4438-4441.

⁵⁷⁷ *Ibidem*, 1^{er} séance du 6 novembre 1956, p. 4478. Cf. Session ordinaire de 1956-1957, séance du 6 novembre 1956, annexe n° 3144 publiée aux *Annales de l'Assemblée Nationale*, Documents parlementaires, 3^e législature, volume 4, Paris, Imprimerie des Journaux Officiels, 1958, p. 374.

questions européennes et « atlantiques »⁵⁷⁸. Quelle serait la réaction de la Commission des Affaires étrangères face à la cause hongroise ? Le 6 novembre une séance se tint de 16 à 17 heures pour discuter la proposition de résolution de B. Lafay. Répondant à l'attente, les positions des commissaires pouvaient être regroupées en deux types diamétralement opposés. La majeure partie des intervenants soutint la proposition en condamnant sévèrement la répression de la révolte hongroise par les Soviétiques et l'attitude du Parti communiste français qui approuvait cette action. En revanche, les députés communistes estimaient que le texte du projet ne correspondait pas à la réalité des événements, car il ne s'agissait pas de la défense de l'indépendance et de la liberté, mais « *des manoeuvres de contre-révolutionnaires contre le pouvoir populaire* ». Pour détourner l'attention de la question hongroise, François Billoux, député communiste, souleva l'idée que la commission pourrait éventuellement examiner les conditions dans lesquelles le gouvernement français s'était engagé avec la Grande-Bretagne dans « *une aventure dont on ne peut pas encore apprécier toutes les conséquences* »⁵⁷⁹. Finalement la proposition de résolution légèrement modifiée fut adoptée par 32 voix contre 10. Le président de la Commission, Daniel Mayer, du groupe socialiste, indiqua ensuite qu'après avoir entendu des appels émouvants de la radio de Budapest et de la confirmation par Radio-Moscou de l'écrasement de la révolution, il avait pris l'initiative de téléphoner à l'ambassade de l'URSS à Paris pour exprimer l'émotion de la commission et annoncer que le voyage de celle-ci en Union soviétique se trouverait de toute façon remis ; de la même façon qu'était remise la visite qu'une délégation du Soviet suprême à l'Assemblée nationale française⁵⁸⁰.

« *Mes chers collègues, je pense exprimer l'émotion profonde des femmes et des hommes de cœur de l'Assemblée nationale française en adressant au peuple hongrois l'assurance de notre amitié et l'hommage que commandent son courage et ses sacrifices. Le martyr qu'il subit encore en résistant héroïquement à l'odieuse agression d'une armée étrangère lui mérite l'admiration de tous ceux qui restent fidèles à la plus pure tradition révolutionnaire française de solidarité totale avec les peuples qui luttent pour la défense des droits de l'homme et de ses libertés* », dit André Le Troquer, président de l'Assemblée, en ouvrant la 2^e séance du 6 novembre. Ce discours fut résolument approuvé par la plupart des députés : ils se levèrent, applaudirent vivement, repoussèrent avec intensité les cris de l'extrême gauche (« *Assassins !*

⁵⁷⁸ GROSSER, *La IV^e République...*, pp. 83-84, 86-87.

⁵⁷⁹ AN : C//15749, Procès-verbaux des séances de la Commission des Affaires étrangères (cahiers manuscrits et dactylographiés), 8 février 1956–27 décembre 1956, séance du 6 novembre 1956.

⁵⁸⁰ *Ibidem*.

Taisez-vous ! », « *Laisser parler les Français !* »). Les communistes qui, naturellement, se sentaient visés, essayèrent de protester par les interruptions habituelles : « *Suez ! Port Saïd !* »⁵⁸¹. Ces citations rendent bien compte du climat de plus en plus tendu du débat sur la question hongroise. Ch. Pineau, ministre des Affaires étrangères, demanda ensuite la parole et affirma que le gouvernement français partageait entièrement le sentiment exprimé par A. Le Troquer : « *Il [le gouvernement] s'incline respectueusement devant les ouvriers, les paysans, les étudiants, les patriotes hongrois qui sont morts pour la cause de la liberté* », déclara-t-il⁵⁸². Ch. Pineau demanda qu'en leur honneur l'Assemblée observe une minute de silence, ce qui s'effectua par la suite. Puis le président de la séance exposa qu'il avait reçu de Robert Bichet, vice-président du Groupe du Mouvement républicain populaire, une demande d'interpellation sur les conséquences que le gouvernement entendait tirer des événements de Hongrie et sur les initiatives qu'il comptait prendre pour permettre qu'un régime de liberté et de respect des droits de l'homme y soit instauré. Conformément au règlement, l'interpellateur remit, avec son interpellation, une demande écrite signée de cinquante députés, tendant à ce que l'Assemblée procède à la fixation de la date de discussion immédiatement après la notification de l'interpellation au gouvernement. Après le scrutin nécessaire et la consultation du gouvernement, on décida que l'interpellation de R. Bichet serait discutée le lendemain à 15 heures. Deux autres demandes d'interpellation s'occupant également de l'affaire hongroise furent jointes à celle de R. Bichet. D'une part, Jean-Louis Tixier-Vignancour, président du Rassemblement national, interrogea le gouvernement sur les raisons pour lesquelles, après le massacre du peuple hongrois par « *l'Armée Rouge* », il n'avait pas encore rompu les relations diplomatiques avec l'Union soviétique et pas davantage dissous le parti communiste qui, en France, avait approuvé « *l'assassinat des ouvriers et des paysans hongrois* ». D'autre part, B. Lafay voulait connaître les mesures que comptait prendre le gouvernement pour apporter à « *l'héroïque nation hongroise* » les secours matériels et moraux les plus efficaces et pour susciter dans le monde entier un mouvement capable d'atténuer les souffrances d'« *un peuple qui lutte pour sa liberté* ». Ces interpellations provoquèrent évidemment des protestations véhémentes dans les rangs des communistes. Enfin, sur la proposition de D. Mayer, président de la Commission des Affaires étrangères, la séance fut levée pour exprimer l'indignation et le deuil devant les tragiques événements de Hongrie, la solidarité à l'égard des combattants, ainsi que la pitié et la pitié envers les victi-

⁵⁸¹ *Journal Officiel de la République Française*, Débats parlementaires..., 2^e séance du 6 novembre 1956, pp. 4481-4482.

⁵⁸² *Ibidem*, p. 4482.

mes et les morts⁵⁸³. Après les discours pathétiques et l'explosion de la colère, l'attaque et contre-attaque : qu'apporterait de nouveau la séance du lendemain ?

Les deux séances du 7 novembre, jour le plus important du débat portant sur le problème hongrois, donnèrent une nouvelle occasion d'exprimer et de préciser les positions prises par les partis et le gouvernement. D'abord on discuta les interpellations. L'auteur de la première interpellation, R. Bichet, pensait que les événements hongrois devaient inciter le gouvernement à accélérer les projets en préparation sur l'unité de l'Europe. Il proposa, à cet égard, de prendre l'initiative de réunir d'urgence le comité des ministres du Conseil de l'Europe, pour que les divers gouvernements adoptent une attitude commune. Il estimait qu'il ne fallait pas reconnaître le nouveau gouvernement hongrois imposé par les Soviétiques ; et que le gouvernement français, avec d'autres « gouvernements libres », devait obtenir le retrait des troupes soviétiques de Hongrie. R. Bichet souhaitait ensuite l'envoi d'une police internationale afin de procéder à des élections libres et contrôlées permettant à la Hongrie de se donner un gouvernement de son choix. Il proposa également l'organisation dans un bref délai d'une journée de deuil national avec quête pour les victimes de la répression. Enfin, faisant allusion à l'attitude du PCF sur l'affaire hongroise, il affirma que par son action « *le parti communiste porte en permanence atteinte à la sécurité d'État* »⁵⁸⁴. En conclusion, il suggéra sa dissolution. Ce discours fut souvent interrompu par les exclamations communistes. Mais lorsque le deuxième interpellateur, J.-L. Tixier-Vignancour, de l'extrême droite, se leva pour prendre la parole, la passion éclata encore plus, avec une rare intensité. Les députés de gauche se levèrent immédiatement et quittèrent la salle des séances. « *Pétain ! Pétain !* », « *Col-laborateur !* », « *Nous avons été en prison à cause de l'homme qui est à la tribune !* », « *A Vichy !* », criait-on sans cesse. Et quand les députés communistes commencèrent à scander « *Le fascisme ne passera pas !* », le président suspendit la séance pour 15 minutes⁵⁸⁵. Après la pause, J.-L. Tixier-Vignancour put tout de même parler. Il souligna que les diplomates soviétiques étaient les premiers espions de l'Union soviétique. « *Il serait insensé de placer en parole l'Union soviétique au ban des nations et de continuer cependant à entretenir avec elle des relations diplomatiques normales* » dit-il. Outre une proposition de rupture des relations diplomatiques, il insista sur l'urgence absolue de l'interdiction du Parti communiste français : « *Au cours de ces derniers jours, nous avons senti peser son poids, n'est-il pas vrai ? monsieur le ministre des affaires étrangères, la menace de guerre et de conquête de l'Union soviétique. Il n'est pas possible*

⁵⁸³ *Ibidem*, pp. 4482-4483, 4485.

⁵⁸⁴ *Ibidem*, 1^{er} séance du 7 novembre 1956, p. 4506.

⁵⁸⁵ *Ibidem*.

que cette menace n'a pas décru, bien au contraire, de continuer à tolérer que par son organisation, le parti communiste puisse, le moment venu, tenir lors de l'arrivée de l'armée rouge, de grandes municipalités, des centrales électriques, des usines à gaz et les ports de notre pays. C'est avant qu'il ne soit trop tard qu'il faut agir. »⁵⁸⁶ Le troisième interpellateur, B. Lafay, en attendant la communication du gouvernement sur les nouveaux événements de Suez, retira sa demande pour ne pas prolonger le débat sur la question hongroise. Enfin Georges Bidault, président du MRP, proposa d'interrompre la séance pour que les députés qui voulaient participer à la manifestation à l'Arc de Triomphe puissent s'y rendre. Après l'assentiment du gouvernement et la mise aux voix de la proposition, la séance fut levée par le président. On continua la discussion des interpellations quelques heures plus tard.

La séance reprit à 21 heures par l'exposé de Pierre Villon, député communiste. « *Ce soir, à la suite de la manifestation à laquelle appelait cet après-midi M. Bidault, après le discours de M. Tixier-Vignancour, des bandes fascistes ont saccagé et incendié le siège du parti communiste français...* » commença-t-il. « *Tant mieux !* » répliqua J.-L. Tixier-Vignancour. « *Fasciste ! Salaud ! Assassin ! Incendiaire !* »⁵⁸⁷ répondit-on des bancs communistes. Malgré ce prélude orageux l'analyse de P. Villon sur les événements de Hongrie était relativement nuancée. Il estima que « *des forces différentes, ayant des buts et des méthodes d'action différentes, ont participé au trouble* »⁵⁸⁸. Il distingua les éléments attachés au socialisme qui demandaient seulement la réparation des erreurs et des fautes, de ceux qui avaient voulu renverser le régime lui-même. Parmi ces derniers, il constata encore des tendances diverses. Avec des citations soigneusement sélectionnées de la presse non communiste, le député communiste cherchait à prouver qu'il s'était agi d'une « contre-révolution fasciste ». A partir du journal *Le Monde*, il affirma par exemple que la communauté juive hongroise avait craint des atrocités. Se référant au *Figaro*, il croyait savoir que « *les troupes contre-révolutionnaires seraient dirigées par un chef du parti des agrariens et qu'il s'agissait d'une révolte de koulaks* »⁵⁸⁹. Avec *Le Populaire*, organe de la SFIO, P. Villon dénonça les efforts de Mindszenty et de « la réaction cléricale ». La « terreur blanche » fut également mentionnée. Il approuva sans réserve l'intervention soviétique en Hongrie en disant que les engagements de Yalta et de Potsdam et le traité de paix avec la Hongrie interdisaient que des partis et organisations militaires et paramilitaires de

⁵⁸⁶ *Ibidem*, p. 4510.

⁵⁸⁷ *Ibidem*, 2^e séance du 7 novembre 1956, p. 4512.

⁵⁸⁸ *Ibidem*, p. 4513.

⁵⁸⁹ *Ibidem*.

caractère fasciste se reconstituent en Hongrie. L'argumentation communiste ne manqua pas de mentionner l'« agression » franco-anglaise de Suez. Il est intéressant de noter l'allusion faite aux élections législatives du 2 janvier 1956 au cours desquelles fut posée la question des rapports entre le PCF et la SFIO. Représentant du groupe socialiste, Robert Verdier, dans son discours, répondit tout d'abord aux accusations de P. Villon concernant les incidents survenus aux sièges du PCF et de *L'Humanité* : « ... nous nous refusons à nous laisser enfermer dans ce genre de choix entre l'une ou l'autre forme de fascisme, entre l'une ou l'autre forme de violence, que nous nous dresserons toujours ... contre toutes les menaces qui pèseraient sur la liberté républicaine, quelle que soit l'origine de ces menaces » dit-il. Quant au sort de la révolution hongroise : « Dès que nous avons eu connaissance des tragiques événements qui se sont déroulés dans la nuit de samedi à dimanche à Budapest et dans toute la Hongrie, le groupe socialiste a publié un ordre du jour pour élever une protestation indignée contre l'intervention des armées soviétiques et pour exprimer son admiration aux combattants de la révolution hongroise », établit-il. Pour se défendre, les députés communistes lancèrent leur question habituelle : « Et contre l'intervention de la France en Égypte ? »⁵⁹⁰. R. Verdier désapprouva l'emploi de la violence en invoquant l'idéal du socialisme. Il estima que le soulèvement hongrois avait été écrasé par les Soviétiques à cause de deux exigences fondamentales : le retour à des élections libres avec la possibilité, pour les divers partis, de s'organiser et de présenter leurs candidats, et l'évacuation du territoire hongrois par les troupes soviétiques. L'orateur socialiste voulait défendre les insurgés hongrois même vaincus contre les calomnies communistes. Mais il se déclara prêt à faire face à d'autres devoirs que ceux que leur imposaient les événements de Hongrie. Il attira l'attention tout d'abord sur la nécessité de l'action humanitaire. Pour accomplir cette tâche, il souligna l'importance de la mobilisation de l'opinion publique. A l'issue de ce discours, Ch. Pineau, ministre des Affaires étrangères, également membre de la SFIO, répondit aux interpellations en analysant la crise hongroise et exposant la politique du gouvernement français. Il lut un texte préparé par la Sous-direction d'Europe orientale du ministère. Il s'agit de la note datée du 6 novembre que l'on a citée plusieurs fois dans les chapitres précédents pour décrire la position officielle de la diplomatie française : « *Le Gouvernement français est fermement résolu à poursuivre son action sur le plan des Nations Unies et sur celui des organisations européennes pour que, malgré le déchaînement de la force contre un peuple désarmé, le sort de la Hongrie, celui de son peuple héroïque ne puisse être décidés dans le secret et au mépris des principes de justice et de liberté. | D'autre part, le Gouvernement, le peuple*

⁵⁹⁰ *Ibidem*, p. 4516.

français tout entier ont, dès les premiers jours de l'insurrection, mis tout en oeuvre pour assister le peuple hongrois, ses blessés, ses familles dans la détresse. Cinq avions transportant vingt tonnes de médicaments et de vivres ont été envoyées à Vienne d'où, avec l'aide de la Croix-Rouge autrichienne, dont la coopération a été admirable, les secours ont été acheminés vers le pays voisin. Soixante tonnes ont été envoyées par chemin de fer. | Les appels à la radio ont permis de réunir au total près de 250 tonnes de vivres, de médicaments et d'équipements divers. Dans la mesure des moyens de transport dont nous disposons, ce matériel est envoyé jour après jour à la Hongrie pour tenter d'atténuer la misère de son peuple. »⁵⁹¹ Ch. Pineau annonça ensuite que le gouvernement avait déjà décidé d'accueillir les réfugiés hongrois désireux de demander à la France le droit d'asile et de faire appel à la solidarité du peuple français en vue d'organiser cet accueil. Il condamna très sévèrement l'attitude du Parti communiste français qui soutenait l'action soviétique en Hongrie : « *Les communistes français ont été les seuls à insulter les cadavres encore chauds.* »⁵⁹² Le Ministre alla assez loin quand il les qualifia de communistes les plus médiocres et les plus serviles du monde. Ces propos provoquèrent naturellement des réactions bruyantes. Comme dans son discours radiodiffusé du 4 novembre, Ch. Pineau critiqua l'Organisation des Nations Unies qui défendait Nasser, qualifié de dictateur. Il rejetait la comparaison entre Suez et Budapest. L'action de Suez avait été, selon lui, une opération de police, à objectifs limités, dirigée avec le souci d'éviter au maximum les pertes de vies humaines, tandis qu'en Hongrie, c'est « *l'écrasement systématique d'un peuple réclamant seulement son droit à la liberté* »⁵⁹³. Il évoqua à nouveau le fait que la France avait exécuté les résolutions de l'ONU concernant l'affaire d'Égypte, mais que l'Union soviétique les avait méprisées concernant la Hongrie.

L'opinion exprimée par Charles Hernu, mendésiste appartenant au Groupe Républicain Radical et Radical Socialiste, diffère des positions des orateurs précédents. Il entendait représenter la gauche française non communiste. Tout en affirmant sa solidarité avec le peuple hongrois opprimé par les Soviétiques, il émit des réserves envers la politique gouvernementale dans l'opération de Suez. Ch. Hernu se prononça contre « *une fausse union nationale qui permettrait à l'extrême réaction, en exploitant la légitime colère de l'opinion publique de poursuivre ses propres fins qui se trouvent précisément contraires aux intérêts défendus par la gauche française* »⁵⁹⁴. Se prononçant contre la dissolution du

⁵⁹¹ *Ibidem*, p. 4519.

⁵⁹² *Ibidem*.

⁵⁹³ *Ibidem*, p. 4520.

⁵⁹⁴ *Ibidem*, p. 4522.

PCF et constatant que, sans les électeurs du Parti communiste, il n'était pas concevable d'envisager la possibilité d'une majorité de gauche, il suggéra le rapprochement entre « la gauche » et les communistes. En revanche, Ch. Hernu demanda que des hommes politiques communistes s'élèvent contre l'écrasement de l'insurrection hongroise. Interrogé par G. Mollet, il précisa que pour lui « *il n'est pas de commune mesure entre le dimanche infernal de Budapest, les balles tirées sur les travailleurs sans défense dans une ville en flammes et les opérations militaires de Port-Saïd* »⁵⁹⁵. Marcel Bouyer, député poujadiste, ne s'intéressa pas à la cause hongroise. Désapprouvant l'engagement du gouvernement dans l'opération de Suez, il estima que « *les parachutistes français se sont fait tuer pour la reine d'Angleterre* »⁵⁹⁶. G. Mollet, qui reprit la parole ensuite, attribua l'affirmation largement répandue en ce temps-là à ce député d'extrême droite : « *Les Hongrois sont morts à Suez* »⁵⁹⁷. La réponse du président du Conseil des ministres est caractéristique : « *Entre l'affaire hongroise et l'affaire égyptienne, il n'est qu'un point commun, un seul. Tous les autres rapprochements sont faux. Le seul que j'accepte et qui vaille, c'est que les hommes libres d'Angleterre et de France, que les rescapés de la Gestapo qui ont bâti Israël, que les hommes libres qui se sont battus dans les rues de Budapest ont tous rencontré contre eux les mêmes tanks, les mêmes fusils !* »⁵⁹⁸.

A la fin du débat sur les événements de Hongrie, le président de la séance annonça qu'il avait été saisi de quatre ordres du jour relatifs à cette affaire. Tous furent assez semblables. On les déposa avec demande de priorité. On s'occupa déjà de ceux qui furent votés par la Commission des Affaires étrangères le 6 novembre. Ce texte est ainsi rédigé : « *L'Assemblée nationale, | S'incline avec respect devant ceux qui sont tombés en Hongrie pour l'indépendance de leur patrie, pour la défense de la liberté et des droits sacrés de la personne humaine ; | Exprime à la nation hongroise martyre son admiration pour le courage indomptable dont elle fait preuve en se dressant pour réaliser la vraie démocratie politique et sociale, contre un oppresseur dont l'action contre l'humanité ; | Invite le Gouvernement à mettre tout en œuvre, avec les nations libres, pour éviter de nouveaux massacres, pour protéger les personnes internées et pour venir en aide, de façon urgente, aux Hongrois demeurés dans leur pays ou réfugiés ; | Lui demande en particulier de mener l'action nécessaire pour que les nations libres s'élèvent contre toute déportation des insurgés hongrois et demeurent ainsi fidèles à l'esprit du jugement de*

⁵⁹⁵ *Ibidem*, p. 4523.

⁵⁹⁶ *Ibidem*, p. 4524.

⁵⁹⁷ *Ibidem*.

⁵⁹⁸ *Ibidem*.

*Nuremberg qui a condamné la déportation comme un crime contre l'humanité... »*⁵⁹⁹. Cette motion portait le nom de D. Mayer, président de la CAE, car l'application stricte du règlement interdit à une commission de présenter un ordre du jour à l'issue d'un débat portant à l'origine sur la discussion d'interpellations. Pensant que la motion votée par l'Assemblée devait exprimer le sentiment quasi unanime des députés, excepté les communistes, R. Bichet, au nom du groupe parlementaire du Mouvement républicain populaire, retira son ordre du jour pour se rallier à celui de D. Mayer. Les auteurs des autres projets se prononcèrent dans le même sens. Enfin l'Assemblée nationale adopta cette motion par 436 voix contre 148⁶⁰⁰. Mais la séance ne fut pas encore levée après le scrutin concernant la cause hongroise. G. Mollet fit une communication du gouvernement touchant l'achèvement de la guerre de Suez. Il exposa naturellement les raisons officielles de la décision soulignant que les objectifs initiaux de l'action – la sécurité de passage et la libre circulation dans le canal de Suez – avait été atteints par la création d'une force internationale des Nations Unies. D'autant plus, poursuivit-il, que les gouvernements d'Égypte et d'Israël acceptaient que ce contingent vienne garantir la cessation des hostilités. Pour riposter aux accusations communistes, le sort de la Hongrie fut une nouvelle fois mentionné...

Les caractéristiques du débat parlementaire sur la révolte hongroise

Bien que l'Assemblée nationale traitât rarement des questions de politique étrangère sous la IV^e République, l'affaire hongroise occupa une place importante dans les débats d'octobre-novembre 1956. Les instruments parlementaires furent abondamment utilisés : on déposa trois demandes d'interpellation et quatre propositions de résolution. La Commission des Affaires étrangères fut également saisie sur la cause hongroise. Comment peut-on expliquer ce grand intérêt ? Malgré l'apparence, le sort de l'insurrection hongroise était devenu avant tout une affaire de politique intérieure. La répression de la révolution hongroise par les Soviétiques fournit une bonne occasion pour prendre publiquement position à propos du Parti communiste français qui soutenait ouvertement la démarche de Moscou. L'attitude du parti communiste fut condamnée presque unanimement ce qui s'exprima également dans le texte de la motion votée par l'Assemblée. Le discours de Ch. Hernu,

⁵⁹⁹ *Ibidem*, p. 4525.

⁶⁰⁰ *Ibidem*, p. 4526. Au Conseil de la République et au Conseil de l'Union Française des motions ressemblables furent votées.

représentant de « la nouvelle gauche » fut la seule exception : en suggérant la révision de la position officielle communiste vis-à-vis du soulèvement hongrois, il proposa le rapprochement avec les communistes. Face aux violentes attaques, les députés communistes mirent en accusation la politique coloniale du gouvernement, en particulier le problème de l'intervention franco-britannique à Suez. L'extrême hostilité des termes employés par les deux parties opposées indique bien la grande importance accordée à ces questions.

La majeure partie des propositions relatives aux démarches diplomatiques adressées au gouvernement ne fut pas retenue. Les projets d'envoi de notes de protestation à Moscou, de rupture des relations diplomatiques avec l'URSS, de non reconnaissance du gouvernement Kádár, de constitution d'une police internationale pour assurer l'organisation des élections libres en Hongrie ou de démarches résolues visant le retrait des troupes soviétiques du territoire hongrois pouvaient paraître peu réalistes aux yeux des responsables de la politique étrangère française. Par contre on peut constater l'accélération des négociations sur l'intégration européenne. Mais ce nouvel essor était dû plus aux effets de la politique américaine dans l'affaire de Suez qu'au sort tragique de la révolte hongroise. Sur le plan de la politique intérieure, l'importance et l'urgence absolues des actions humanitaires pour les Hongrois qui restaient dans leur pays ou qui s'enfuirent furent parfaitement reconnues aussi bien par plusieurs orateurs de l'Assemblée que par les représentants du gouvernement. La proposition touchant l'organisation d'une journée de deuil national avec quête pour les victimes de la répression soviétique allait être prochainement réalisée. En revanche la dissolution du Parti communiste français « *portant atteinte à la sécurité d'État* », exigée par deux interpellateurs, ne recueillit pas l'approbation du gouvernement, même si G. Mollet et Ch. Pineau critiquèrent très sévèrement la position communiste à propos de la Hongrie. Quand l'Assemblée nationale fut consultée sur l'ordre du jour déposé par D. Mayer déjà cité plus haut, elle n'adopta pas l'amendement « *notamment le parti communiste français, dont l'Assemblée réclame la dissolution* »⁶⁰¹. L'affaire hongroise avait une importance capitale pour le gouvernement car elle lui fournissait une arme pour repousser les attaques des communistes à propos de l'expédition de Suez.

On peut donc constater que l'affaire hongroise provoqua des réactions très vives au sein de l'Assemblée nationale française en octobre-novembre 1956. Elle y fut mentionnée à partir du 25 octobre, mais on ne la traita à fond qu'après le 4 novembre, date de l'étouffement de la révolution hongroise par les Soviétiques. L'hostilité entre communistes et anti-communistes existait depuis long-

⁶⁰¹ *Ibidem*, p. 4526.

temps. La tragédie hongroise – surtout dans la perspective de la guerre de Suez – donna seulement une nouvelle occasion pour déclencher des campagnes acharnées. D'une part l'emploi d'arguments anciens qui n'avaient aucun rapport avec la question prouve qu'il s'agit d'un conflit plus profond (par exemple les parlementaires communistes se référèrent souvent à la Seconde Guerre mondiale : "Hitler", "collaborateur", "Gestapo" etc.) dont la cause hongroise n'était que l'actualisation. D'autre part, quand les circonstances politiques intérieures eurent changé avec l'arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle en juin 1958 où il y avait à gauche recherche de l'unité, les nouvelles de l'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons ne causèrent pas d'effets aussi significatifs à l'Assemblée nationale que celles de l'écrasement de la révolution hongroise en automne 1956.

Les réactions extrêmement intenses, parfois même violentes, des forces sociales et politiques françaises aux nouvelles de la révolution hongroise s'expliquent par plusieurs facteurs. L'actualité hongroise ne créa pas une nouvelle opposition au sein de la vie politique française, mais ajouta seulement des munitions aux hostilités anciennes apparues en vertu de l'internalisation de la guerre froide. Le même phénomène, le conflit entre les anticommunistes et les communistes ou communistes peut être observé aussi bien au niveau des manifestations estudiantines et des syndicats que des partis politiques. La tragédie hongroise ne fournit qu'une nouvelle occasion pour exprimer cette dissension. L'intérêt politique poussa les organisations sociales et politiques, surtout les syndicats et les partis, à profiter de l'indignation de l'opinion publique afin de servir leurs propres buts politiques (par exemple : la campagne anti-cégétiste de FO, la réclamation de la dissolution du PCF de la part de l'extrême droite à l'Assemblée nationale). Les forces communistes essayèrent également d'utiliser cette méthode employant comme argument l'opération de Suez. Les traditions révolutionnaires et ouvrières renforcèrent probablement la résolution des acteurs. Il convient néanmoins de définir la profondeur de l'effet exercé par l'insurrection hongroise dans la politique intérieure française. Les répercussions de la crise hongroise en France, malgré la vivacité extraordinaire de la réaction, n'aboutirent pas à un changement fondamental et durable des rapports de forces dans la vie politique du pays.

En ce qui concerne enfin l'influence des forces politiques et sociales sur la diplomatie française quant à l'affaire hongroise, elle ne pouvait être que très restreinte, pratiquement inexistante. Comme on l'a vu plus haut, certaines organisations sociales et syndicales envoyèrent des télégrammes au ministère des Affaires étrangères. Il y eut des discours parlementaires formulant des recommandations au gouvernement relatives à la résolution de la crise hongroise – par

exemple une action déterminée du gouvernement français pour le retrait des troupes soviétiques de Hongrie fut suggérée. Cependant aucune proposition de cette nature ne fut retenue.

Après avoir décrit les positions prises publiquement par les différentes forces politiques et sociales françaises en rapport avec la révolution hongroise, nous allons jeter un coup d'œil derrière les coulisses grâce à l'observation des débats et du processus de prise de décision au sein des partis les plus importants du moment en France et d'un examen de la politique intérieure du gouvernement Guy Mollet quant à cette affaire.

Chapitre 6

L'arrière-plan des décisions : le PCF, la SFIO et la politique intérieure du gouvernement Guy Mollet à propos de l'insurrection hongroise

Dans l'état actuel des recherches, la réaction du Parti communiste français et celle de la SFIO ont déjà été étudiées à partir des documents d'archives. Le rôle de ces partis était primordial alors dans la vie publique du pays. L'un attirait l'électorat le plus nombreux, l'autre occupait une place déterminante au gouvernement. Pour affiner l'analyse sur la répercussion des événements hongrois en France seront pris en compte non seulement le comportement de ces acteurs mais aussi l'arrière-plan des décisions, c'est-à-dire des luttes dans les milieux dirigeants des deux partis en relation avec l'affaire hongroise et la politique de Guy Mollet en tant que chef du parti socialiste et président du Conseil des ministres. Commençons par le PCF.

1. LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1956

On a vu que la majeure partie de l'opinion publique française s'était indignée à cause de l'intervention soviétique en Hongrie et de la position du PCF qui l'avait approuvée, mais aussi qu'une grande solidarité s'était exprimée envers les Hongrois en détresse. L'écho des événements hongrois fut immense dans les médias. A part la presse communiste, les journaux français reflétaient les mêmes sentiments. La plupart des intellectuels, de R. Aron à J.-P. Sartre, prit

position contre l'attitude du parti communiste. Les manifestations politiques souvent très violentes à l'encontre des édifices communistes indiquaient l'aversion d'une opinion politiquement engagée non négligeable. Les réactions des milieux religieux et culturels en relation avec la tragédie hongroise révélaient une appréciation positive des insurgés qui contredisait évidemment les thèses communistes. On constate enfin que les forces politiques parlementaires et extra-parlementaires flétrirent quasi unanimement aussi bien la politique soviétique en Hongrie que le comportement du PCF dans cette affaire. Le Parti communiste français devait donc faire face à une attaque généralisée sur tous les fronts de la vie politique et sociale en automne 1956. On va étudier comment le parti réagit à cette crise qui était l'une des plus profondes de son histoire.

Les antécédents de la perception de la révolution hongroise dans le PCF

Les nouvelles provenant des pays du bloc soviétique – l'expulsion de Tito du Kominform et les procès titistes dans les démocraties populaires en 1948-1949, l'affaire « des Blouses blanches » (les médecins) et les émeutes de Berlin-Est en 1953 etc. – ne touchèrent pas sérieusement la base du PCF jusqu'au XX^e Congrès du Parti soviétique de février 1956. Ce sont les révélations du rapport secret de Khrouchtchev qui auraient pu les premières menacer en principe le pouvoir de la direction communiste française, si elle s'était décidé à en tirer les conséquences. La dénonciation des crimes de Staline touchait directement les dirigeants français qui l'avaient soutenu inconditionnellement, se disant fièrement stalinistes. La direction essaya d'abord de cacher le plus possible les nouvelles informations⁶⁰². Mais à partir du mois d'avril 1956 la presse non communiste répercuta le fameux rapport qui fut publié en juin intégralement dans *Le Monde*. Un grand nombre de militants et de sympathisants communistes durent se confronter à ce document⁶⁰³. Malgré différentes tentatives de diversions – par exemple la mise en avant de la campagne contre le contrôle des naissances, la présentation d'une version édulcorée du rapport par M. Thorez devant le Comité central, la suggestion d'un doute concernant l'authenticité du document (« un rapport attribué au camarade Khrouchtchev ») –, la direction du parti ne put pas enterrer la question. La résolution du Comité central du PCUS, datée du 30 juin, que l'on a citée plus haut, destinée à freiner le processus de déstalinisation, aida tout de

⁶⁰² GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, pp. 72, 74-75, 77.

⁶⁰³ Jean-François SIRINELLI, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990, pp. 174-175.

même les dirigeants communistes français à maintenir leur autorité.⁶⁰⁴ Ils réussirent à éviter les débats fâcheux sur les conséquences de la déstalinisation lors du XIV^e Congrès du PCF qui se tint en juillet 1956⁶⁰⁵. Le long rapport de M. Thorez y fut vivement applaudi, même les passages portant sur l'escamotage des révélations brûlantes de Khrouchtchev⁶⁰⁶. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les leaders communistes français aient accueilli avec une grande méfiance les nouvelles sur l'effervescence et les crises qui se firent jour – en corrélation étroite avec la déstalinisation – en Pologne et en Hongrie en été et à l'automne 1956. Ils tenaient à ce que l'origine des émeutes de Poznań fut présentée comme un complot impérialiste même après que les dirigeants polonais aient changé d'avis. Le point de départ de leur appréciation fut identique vis-à-vis des événements hongrois⁶⁰⁷.

Les premières réactions durant la révolte hongroise

Les informations largement diffusées par la presse écrite et audiovisuelle sur la révolution hongroise et sa répression sanglante par les Soviétiques troublèrent profondément un grand nombre de sympathisants et de militants du PCF dans tous les milieux sociaux, aussi bien chez les intellectuels que dans les rangs des ouvriers. L'intervention de W. Rochet à la réunion du Comité central du 1^{er} novembre prouve que les dirigeants communistes français en avaient parfaitement conscience⁶⁰⁸. La tâche principale de la direction thorézienne, si elle voulait conserver le pouvoir, était donc de convaincre, avec tous les moyens disponibles, les milieux dirigeants et la masse des militants communistes, ainsi que l'électorat communiste ébranlés par l'insurrection hongroise. Il fallait montrer que celle-ci n'était pas l'expression du désir de la liberté de tout un peuple, étouffé par Moscou, mais un putsch fasciste fomenté par l'impérialisme international. Sinon l'idéal associé à l'Union soviétique et défendu en France par le Parti allait s'écrouler. C'est conformément à ces constatations que le Bureau politique (BP) du PCF établit le plan d'action suivant lors de sa réunion du 26

⁶⁰⁴ GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, pp. 76-77.

⁶⁰⁵ SIRINELLI, *Intellectuels et passions françaises...*, p. 176.

⁶⁰⁶ ROBRIEUX, Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste*, II. 1945-1972. *De la Libération à l'avènement de Georges Marchais*, Paris, Fayard, 1981, p. 471.

⁶⁰⁷ GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, p. 80.

⁶⁰⁸ Archives du Parti communiste français (Paris) = APCF : III. Archive « papier », Archives de direction, les enregistrements audio des Comités central de 1952 à 1962, réunion du 1^{er} novembre 1956, bande n° 134, cote d'archives : 1 AV90/4704.

octobre⁶⁰⁹. Il affirma tout d'abord qu'il faut « *Continuer à souligner fortement que ce sont les éléments réactionnaires et fascistes qui, avec l'aide des impérialistes étrangers, ont fomenté les émeutes en Hongrie* ». La décision rappela que « *malgré les tentatives de la réaction et des impérialistes, le mouvement en avant vers le socialisme continue mais que ce mouvement se heurte à la résistance des classes ennemies* ». Avec le souci de repousser avec vigueur l'antisoviétisme renforcé par les événements hongrois, le BP réaffirma « *fortement les sentiments d'amitié avec l'URSS* », et souligna « *son rôle immense pour la libération des peuples ainsi que celui de l'Armée Rouge* ». Dans le cadre de la campagne de persuasion, les dirigeants communistes français voulaient réserver à ces questions une grande place dans les discours qui seraient prononcés au meeting de la Mutualité le 31 octobre et lors du 39^{ème} anniversaire de la Révolution d'octobre le 7 novembre au Vel'd'Hiv' qui devait être des manifestations d'internationalisme en faveur de l'Union soviétique. Ils décidèrent d'organiser une assemblée d'information destinée aux membres des Comités de sections et aux secrétariats des cellules des Fédérations de la région de Paris pour le 2 novembre sous la présidence de M. Thorez. Dans le but de convaincre les plus réticents, ils demandèrent « *à certains camarades intellectuels de consacrer une plus grande partie de leur activité à éclairer les problèmes politiques parmi les intellectuels* »⁶¹⁰. Le Bureau politique tint deux autres réunions durant la révolte hongroise, le 29 octobre et le 3 novembre, au cours desquelles – selon les documents disponibles – on s'occupa peu des événements de Hongrie. Le Bureau politique approuva sans réserve l'intervention militaire soviétique du 4 novembre : « *Face à l'offensive acharnée et bestiale des fascistes, des féodaux et de leurs alliés, les princes de l'Eglise, pour restaurer en Hongrie le régime terroriste de Horthy, il eût été inconcevable que l'armée des ouvriers et des paysans de l'URSS ne réponde pas à l'appel qui lui était adressé, alors que les meilleurs fils de la classe ouvrière hongroise étaient massacrés, pendus, ignoblement torturés* »⁶¹¹. Le tremblement de terre pour le PCF allait commencer...

⁶⁰⁹ Pour évoquer les décisions du Bureau politique du Parti communiste français, j'utilise les notes de Sarolta KLENJÁNSZKY qui fit des recherches dans les Archives du PCF en novembre-décembre 2001 en vue de préparer une mémoire de maîtrise à l'Université Lumière - Lyon II (Faculté de Géographie, de Tourisme et d'Histoire), sous la direction d'Olivier FARON, professeur d'histoire contemporaine (*Les répercussions de la révolution hongroise de 1956 et de sa répression dans le Parti communiste français*, septembre 2002.).

⁶¹⁰ APCF : III. Archive « papier », Archives de direction, les décisions de la réunion du 26 octobre 1956 du Bureau politique, SEC.ADM.GP.AG.6ex-29.X.1956, n° 426.

⁶¹¹ Déclaration du Bureau politique du PCF du 4 novembre 1956, *L'Humanité*, le 5 novembre 1956.

La direction thorézienne face à la crise du parti

Les vagues de manifestations violentes dont on a parlé plus haut, notamment les attaques contre le siège du PCF et l'immeuble de *L'Humanité* le 7 novembre aidèrent grandement M. Thorez à raffermir sa position au sein du parti. S'appuyant sur les souvenirs personnels et les témoignages recueillis de source privée, Ph. Robrieux analyse d'une façon convaincante comment le dirigeant communiste reprit le dessus. Les assauts à l'encontre des symboles du parti, la nouvelle de la mort d'un militant dans les combats, le climat de guerre civile (« *L'apparition, aux côtés des policiers, de gardes mobiles avec leurs mousquetons, le bruit des grenades lacrymogènes, que l'on prenait souvent dans l'exaltation du moment pour les détonations des armes à feu ostensiblement brandies...* »), la présence et le courage personnel des certains leaders de premier plan, comme Raymond Guyot et Jeannette Vermeersch dans les combats, galvanisaient et renforçaient le sentiment de solidarité entre dirigeants et militants, le fameux « esprit de Parti ». Constatant les conséquences des attaques – les destructions et les morts du parti – de nombreux communistes qui doutaient et hésitaient auparavant, reserrèrent des liens d'abord éprouvés. Dans la campagne de persuasion menée par M. Thorez, le meeting de combat tenu à Jean-Pierre Timbaud, dans une ambiance tendue, marqua une étape importante. Cette réunion eut lieu avec une grande participation du service d'ordre du parti, dont les membres vécurent toute la soirée dans la hantise d'une attaque des « fascistes ». Ph. Robrieux décrit ainsi le processus aboutissant à l'adoption quasi unanime des thèses de la direction sur les événements hongrois : « ... *Thorez montra qu'il mesurait bien la sensibilité communiste telle qu'elle venait de s'exprimer, dans l'atmosphère du meeting. Il utilisa à fond les événements parisiens pour prendre appui sur le patriotisme du Parti, afin de justifier la position qu'il avait fait prendre à la direction, concernant la Hongrie. Au cours de ce meeting, la direction et les activistes emportés par la fièvre patriotique créèrent un climat qui empêcha que des questions fussent posées par les communistes et sympathisants en proie aux doutes.* | Agissant sur directives, le service d'ordre contribua puissamment à cette exaltation en se précipitant vers ceux qui commençaient à manifester leurs doutes et en procédant à quelques brutales expulsions. Une rumeur se répandit dans la salle enfiévrée : 'Les camarades' viennent d'expulser des perturbateurs 'fascistes', des 'provocateurs'. Beaucoup le crurent. Le ton était donné et, dans cette atmosphère, la motion finale condamnant la contre-révolution hongroise ne pouvait qu'être adoptée massivement : lors qu'elle fut soumise au vote, sans la moindre discussion, les

mains se levèrent aussitôt ; lorsque l'on demanda les avis contraires, c'est à peine si, ici ou là, quelques bras apparurent. L'Humanité du lendemain dira que la résolution a été approuvée à l'unanimité moins cinq voix. Réserve faite de ceux qui n'était pas convaincus, mais s'étaient laissé impressionner et n'avaient pas osé lever la main, c'était exact. La direction thorézienne avait gagné la partie. » Elle utilisa l'indignation des activistes « pour pousser dans la voie du raisonnement par analogie et de l'amalgame entre les manifestants anticomunistes de Paris et ceux de Budapest aux prises avec les troupes soviétiques »⁶¹².

M. Thorez employa la même argumentation dans son intervention à la réunion du Comité central le 21 novembre à Ivry quand il déclara à propos des manifestants du 7 novembre et du projet de l'interdiction du PCF soumis à l'Assemblée nationale : *« Leur visage, apparaissant dans toute son horreur, a permis à beaucoup d'honnêtes gens, un moment abusés, de discerner les traits véritables des amis et protégés des factieux parisiens : les fauteurs de la contre-Révolution en Hongrie. »*⁶¹³ Les orateurs de cette séance appelèrent à l'unité, au resserrement des militants et à la discipline du parti, dénoncèrent « l'opportunisme » et « les tentatives de fractionnisme »⁶¹⁴. M. Thorez justifia sans ambiguïté l'époque de Staline, même s'il ne voulait plus employer le terme *stalinisme* disant que *« cette expression appartient à nos adversaires... »*, c'est-à-dire à la bourgeoisie. Lorsque Pierre Courtade constata, dans son discours, l'isolement du parti communiste en France, le secrétaire général lui reprocha de ne pas voir *« la situation et les perspectives nouvelles qui s'ouvrent dans le Parti »*. A son avis, il n'y avait aucun problème... L'applaudissement qui accueillit les propos de M. Thorez approuvant à nouveau l'intervention militaire soviétique en Hongrie indiqua qu'il avait atteint un de ses buts, persuader de la justesse de l'intervention soviétique en Hongrie.

La direction thorézienne devait ensuite « resserrer les rangs » de la masse des activistes grandement troublés par les événements hongrois. La synthèse des rapports des préfets du mois de novembre 1956 tente d'énumérer les méthodes employées à cette fin : *« ... l'appareil du parti a réagi par un effort massif de propagande : des cycles de réunions ont été organisés (souvent avec la participation de membres du Comité Central), des tracts ont été diffusés en très grand nombre, des plans d'action ont été élaborés pour 'la reprise en main' des*

⁶¹² ROBRIEUX, *Histoire intérieure du Parti communiste II*, pp. 475-477.

⁶¹³ *Ibidem*, p. 478.

⁶¹⁴ APCF : III. Archive « papier », Archives de direction, les enregistrements audio des Comités central de 1952 à 1962, réunion des 20-21 novembre 1956, bandes n° 137-149, cotes d'archives : 1 AV90/4707-4719.

militants, enfin, la riposte a consisté souvent en une âpre critique de la politique du gouvernement en Algérie et en Égypte. »⁶¹⁵ Pour détourner l'attention des militants ébranlés par la question hongroise, à la réunion du Bureau politique du 10 novembre, on décida de les inciter à participer aux actions contre la politique coloniale du gouvernement, notamment concernant les conflits de Suez et d'Algérie. On voulait également lancer les militants dans la campagne de recrutement du parti s'intégrant dans la mobilisation en vue de la reprise des cartes de 1957⁶¹⁶. Dans le but de répondre aux manifestations anti-communistes à Paris, le PCF organisa plusieurs contre-manifestations destinées probablement en partie à raffermir la solidarité entre les membres du parti. Lors de la soirée orageuse du 7 novembre, les ouvriers communistes de la banlieue furent mis en alerte afin de défendre les bâtiments symboles du parti. Le lendemain, malgré l'interdiction des autorités, une manifestation fut organisée place de la République en vue de protester contre les actes violents commis la veille autour des locaux du parti⁶¹⁷. Le 17 novembre au Père-Lachaise, les obsèques des deux victimes communistes des combats se transformèrent en une manifestation destinée à influencer émotionnellement les militants. Lisons les lignes émouvantes de *L'Humanité* sur la foule présente à cet événement : « *Et là, il n'y avait qu'à regarder pour comprendre. Pour comprendre que le fascisme ne passera pas ... le Mur inébranlable de la Commune dominait cette douleur et cette union. Il n'y a qu'un mot à dire ici pour traduire cette émotion du peuple de Paris accompagnant Albert Ferrand et François Le Guennec. Le mot : Fidélité* »⁶¹⁸. Les souscriptions ouvertes par le Parti communiste français et la CGT en faveur du gouvernement Kádár s'alignaient également sur ce programme d'action. Le 17 novembre *L'Humanité* annonça que, grâce aux dons, on avait acheté pour un million de vivres et la moitié de médicaments⁶¹⁹. Cette politique de propagande et de mobilisation se révéla relativement efficace, car le nombre des dissidences resta limité par rapport à la crise que le PCF traversa en automne 1956. S'appuyant sur les études de Philippe Buton, Marc Lazar affirme que non seulement le parti communiste ne connaît aucune baisse de ses effectifs à la fin de 1956 et 1957, mais qu'au contraire ces effectifs continuaient

⁶¹⁵ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

⁶¹⁶ APCF : III. Archives « papier », Archives de direction, les décisions de la réunion du 10 novembre 1956 du Bureau politique, SEC.GP.GV.6ex-14.XI.1956-C, n°430.

⁶¹⁷ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », pp. 71, 73.

⁶¹⁸ L'article de Pierre GAMARRA, *L'Humanité*, 19 novembre 1956, cité par *ibidem*, p. 72.

⁶¹⁹ VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 210.

à croître légèrement⁶²⁰. Enfin, Ph. Robrieux distingue cinq types de réaction aux nouvelles de la révolution hongroise chez les militants communistes : « *Il y a d'abord tous ceux qui ont gardé leur foi intacte, ce sont les inconditionnels ; il y a ceux qui, bouleversés par les assauts du 7 novembre contre le Parti, ont surmonté leur trouble initial, et font à nouveau confiance à la direction ; ceux qui ... se résignent et acceptent la 'discipline', par crainte de nuire au Parti au moment où il était attaqué, d'en être chassés ignominieusement et de passer pour des lâches ; ceux enfin qui l'abandonnent sans bruit, dégoûtés, mais désireux de ne pas faire d'éclat, de ne pas nuire en partant. Ces derniers furent certainement nombreux. [...]/ Mais il y a aussi ceux qui engagent la lutte contre la direction en place : ceux-là sont les 'oppositionnels'.* »⁶²¹

Après avoir accompli la tâche de persuasion visant les milieux dirigeants du parti et la grande majorité des militants, M. Thorez et son équipe devaient exercer une influence sur le cercle plus large des lecteurs de la presse communiste et sur les millions d'électeurs communistes. C'est *L'Humanité*, quotidien officiel du Parti communiste français, qui joua le rôle central dans la réalisation de cette tâche. Transmettant la ligne de conduite de la direction du parti, *L'Humanité* prit évidemment une position hostile à propos des événements hongrois. Afin de réaliser ses objectifs, la rédaction employa abondamment les méthodes de manipulation du journalisme moderne. A la place des renseignements provenant des journaux et des radios hongrois, elle cita davantage la presse des pays socialistes qui commentait avec aversion le développement du soulèvement hongrois⁶²². Mais elle se référait parfois aux journaux « bourgeois » – au *Monde* et au *Figaro* – s'ils publiaient des informations pouvant aller à l'appui de sa position⁶²³. Le titrage servait également à la propagande. A la une du numéro du 25 octobre, on peut lire par exemple le titre suivant : « *graves émeutes contre-révolutionnaires* ». Le lendemain : « *Budapest, l'émeute contre-révolutionnaire a été brisée* »... L'apparition des signatures des dirigeants communistes français, comme celle de M. Thorez, de Jacques Duclos, de Laurent Casanova, était également destinée à accroître l'effet de l'argumentation⁶²⁴. Dénonçant le danger

⁶²⁰ 1956. *Le commencement...*, p. 132. Marc LAZAR écrit dans son livre paru en 1992 (*Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, p. 97, cité par F. GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, p. 99) d'une perte de 60000 unités ce qui correspond à la moyenne des pertes des autres années.

⁶²¹ ROBRIEUX, *Histoire intérieure du Parti communiste* II, p. 480.

⁶²² Olivier TOCQUEVILLE, *L'Humanité face au coup de Prague de 1948 et à la révolution hongroise de 1956*, mémoire de maîtrise, 1980, p. 55. Ce volume est déposé à l'Institut de 1956 à Budapest.

⁶²³ *Ibidem*, p. 64.

⁶²⁴ *Ibidem*, p. 55.

de la restauration du capitalisme et de la réinstallation du fascisme en Hongrie, les rédacteurs de l'organe officiel du PCF souhaitaient, avec leurs slogans, déclencher des réflexes ouvriéristes et antifascistes spontanés⁶²⁵. La manipulation de l'information passait par le silence sur les informations de la révolution hongroise et l'absence de commentaires sur ses revendications fondamentales, comme le retrait des troupes soviétiques de Hongrie, l'amitié hungaro-soviétique fondée sur l'égalité et la non-ingérence, ainsi que sur certains faits caractéristiques, tels que la destruction de la statue de Staline ou le découpage des emblèmes communistes au centre du drapeau national et la reprise des emblèmes de Kossuth⁶²⁶. On n'aurait pas donné d'éclaircissement sur la nomination d'Imre Nagy comme Premier ministre le 24 octobre, n'eût-il été réintégré dans le parti hongrois le 13 octobre⁶²⁷. La presse communiste exploita à fond les possibilités de propagande fournies par les photos sur les exécutions des membres des anciennes forces de l'ordre, victimes de la colère populaire à Budapest pendant la révolution. On peut constater que le succès couronna la contre-attaque de propagande du Parti communiste français dans les masses des sympathisants communistes. En dépit de la crise de confiance évidente qui a suivi les premières nouvelles du soulèvement hongrois, la plupart des préfets estimèrent dans leurs rapports du mois de novembre que : « *la désaffection subie ces dernières semaines par le PC ne sera pas de longue durée et que, malgré les indications données par quelques élections partielles récentes, ses positions électorales, faute d'une formation politique susceptible de remplacer, ne seraient pas sérieusement entamées* »⁶²⁸.

Une question particulière : les intellectuels

La position des intellectuels constituait une question particulière pour la direction thorézienne. On s'en occupa déjà lors de la réunion du Bureau politique du 26 octobre. Les relations du parti avec les intellectuels communistes et communistes étaient à la fois importantes et contradictoires. F. Grandsenne définit cette problématique ainsi: « *D'un côté, le parti cherchait à les attirer afin d'apparaître comme le parti de l'intelligence : leur grand nombre démontrait sa force d'attraction et sa juste ligne politique. Mais en même temps, il s'en méfiait*

⁶²⁵ *Ibidem*, pp. 55-56.

⁶²⁶ *Ibidem*, p. 65.

⁶²⁷ *Ibidem*, p. 60.

⁶²⁸ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

terriblement et de ce fait limitait leur rôle. Les intellectuels étaient là uniquement pour appliquer la ligne du parti et surtout la défendre. Le parti ne leur reconnaissait aucun droit pour penser ou critiquer la politique qu'il menait." ⁶²⁹ La fidélité inconditionnelle de la direction du PCF à l'Union soviétique depuis 1945, l'affaire de Tito en 1948-1949, ainsi que la réconciliation soviéto-yougoslave quelques années plus tard causèrent déjà un certain nombre de départs et d'exclusions dans les milieux intellectuels communistes⁶³⁰. Le rapport secret de Khrouchtchev, rendu public au printemps 1956 en France, provoqua une plus intense réaction car il ébranla l'« image paradisiaque et infaillible du premier État socialiste, exact inverse d'un régime capitaliste intégralement infernal et coupable », l'image qui était bien enracinée dans la mentalité des intellectuels communistes. Les dirigeants communistes français ne prirent pas en considération les protestations élevées par quelques intellectuels parisiens communistes⁶³¹. C'est Aimé Césaire, poète et député communiste de la Martinique qui fut le premier célèbre intellectuel français à quitter le parti en raison de la déception causée par ce comportement⁶³².

Les événements de Hongrie bouleversèrent naturellement l'intelligentsia communiste. Certains acceptèrent – peut-être non sans hésitation – la ligne officielle du parti. D'autres manifestèrent leur désapprobation ou même leur indignation devant la position prise par le parti. Le 7 novembre, *Le Monde* publia un manifeste signé par des compagnons de route, comme J.-P. Sartre et des communistes, comme Claude Roy et Jacques-Francis Rolland. Ils élevaient leur protestation « auprès du gouvernement soviétique contre l'emploi des canons et des chars pour briser la révolte du peuple hongrois et sa volonté d'indépendance »⁶³³. J.-F. Rolland allait plus loin dans cette direction en faisant paraître un entretien dans *L'Express* du 9 novembre. Il constatait qu'il n'y avait pas de démocratie dans le parti communiste, donc il ne pouvait pas y exprimer son avis selon lequel : « Le Parti n'a jamais été aussi isolé ; et la brutale et servile prise de position dans le drame de Budapest va accentuer cet isolement »⁶³⁴. Les dix intellectuels communistes célèbres qui écrivirent une lettre à la direction du PCF choisirent une autre tactique, celle du combat à l'intérieur du parti. Un exemplaire fut envoyé à toutes les instances du parti communiste le 20 novem-

⁶²⁹ GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, p. 65.

⁶³⁰ *Ibidem*, pp. 70, 72, 74-75.

⁶³¹ *Ibidem*, p. 77 (la source de la citation : François HINCKER, *Le Parti communiste au carrefour. Essai sur quinze ans de son histoire. 1965-1981*, Paris, Albin Michel, 1981, pp. 79-80).

⁶³² *Ibidem*, pp. 79-80.

⁶³³ *Ibidem*, p. 83.

⁶³⁴ *Ibidem*, p. 84 (la source de la citation : J.-F. ROLLAND, « Il faut choisir entre le socialisme et la terreur », *L'Express*, 9 novembre 1956, pp. 20-21.).

bre. Néanmoins un signataire envoya secrètement le texte au *Monde*. Ces intellectuels, parmi lesquels Pablo Picasso, estimaient que « *les semaines qui viennent de s'écouler ont posé aux communistes de brûlants problèmes de conscience, que ni le Comité Central ni L'Humanité ne les ont aidé à résoudre. Une pauvreté invraisemblable d'informations, un voile de silence, des ambiguïtés plus ou moins voulues, ont déconcerté les esprits, les laissant ou bien désarmés, ou bien prêts à céder à toutes les tentations qu'entretenaient de leur côté nos adversaires* ». Pour répondre à ces questions, ils proposèrent la réunion d'un congrès extraordinaire du parti⁶³⁵.

La direction thorézienne réagit avec intensité et fermeté à ces initiatives. Le Bureau politique s'en occupa plusieurs fois, ce qui montre l'importance accordée à ce problème. A la réunion du 10 novembre, on décida de répondre « *publiquement, avec vigueur et plus de rapidité aux mensonges et aux calomnies contre le Parti, notamment contre celles que publie France-Observateur* ». Sur les fondements idéologiques, on souligna que « *pour faire face au danger fasciste, l'arme de la classe ouvrière est d'abord d'avoir un Parti uni idéologiquement et capable d'éduquer et d'organiser la classe ouvrière. Mener la lutte à l'intérieur et à l'extérieur du Parti contre ceux qui tentent de le diviser et de discréditer sa direction* ». C'est dans cet esprit que l'on envisagea d'examiner le comportement des intellectuels « rebelles ». L'activité de Claude Roy et J.-F. Rolland fut qualifiée de « *fractionnelle et désagrégratrice* »⁶³⁶. Deux jours après, le 12 novembre, selon les documents disponibles, toute la réunion du Bureau politique fut consacrée à l'examen de la question des intellectuels. On s'efforça d'étudier les raisons du bouleversement profond de nombreux intellectuels communistes et d'élaborer un plan plus détaillé pour regagner la confiance de la majorité. Les dirigeants communistes expliquaient leur embarras par les menées de « *l'ennemi de classe* », c'est-à-dire la bourgeoisie. Selon cette interprétation, elle utilisait et déformait les événements de la période récente (XX^e Congrès du parti soviétique, Hongrie, Suez) pour mener une campagne idéologique contre le PCF « *en vue de faire servir ses intérêts de classe* ». A l'en croire, les intellectuels étaient particulièrement menacés, car compte tenu de leur formation, de leurs conditions de vie, la bourgeoisie espérait y « *trouver un territoire plus favorable pour développer sa politique contre le Parti* »⁶³⁷.

⁶³⁵ *Ibidem*, p. 85 (la source de la citation : *Le Monde*, le 22 novembre 1956).

⁶³⁶ APCF : III. Archive « papier », Archives de direction, les décisions de la réunion du 10 novembre 1956 du Bureau politique, SEC.GP.GV.6ex-14.XI.1956-C, n° 430.

⁶³⁷ APCF : III. Archive « papier », Archives de direction, les décisions de la réunion du 12 novembre 1956 du Bureau politique, SEC.GP.GV. 26. XI.1956, n° 431.

Afin d'éradiquer le désarroi dans les rangs de ses intellectuels, le Bureau politique du PCF entérina un programme d'action complexe. Tout d'abord on voulait réparer l'armure idéologique éprouvée par le XX^e Congrès et la tragédie hongroise. A cet effet, la direction du parti décida de publier un article dans *L'Humanité* qui devait s'inspirer des idées suivantes : « *A, qu'une telle situation a pu se produire parce que dans le peuple hongrois des tendances se sont manifestées et se sont même organisées, que le Parti a été divisé jusqu'à dans sa direction et que pour ces raisons il n'était pas en mesure de mener à bien la lutte contre les éléments désagrégeurs. | B, que l'expérience de la Hongrie souligne encore plus fortement la nécessité impérieuse d'avoir un Parti de la classe ouvrière solidement uni et discipliné et qu'il convient de combattre vigoureusement dans notre Parti toute tentative de le désagréger et de discréditer sa direction. | C, qu'à la suite du 20^{ème} congrès le PCF a eu raison d'entreprendre les corrections nécessaires dans le cadre du respect des principes marxistes-léninistes* ». Dans le but de défendre la position du parti communiste contre les attaques de la presse bourgeoise, on voulait susciter des prises de position publiques d'intellectuels communistes favorables à la politique du parti. En vue d'éliminer tout risque de constitution de fractions au sein du parti, les dirigeants communistes tinrent à repousser les projets tendant à créer à l'intérieur du parti une organisation distincte des intellectuels sous forme d'amicales ou d'autres. Pour exercer un contrôle plus efficace sur les intellectuels communistes, ils souhaitaient d'une part les affecter obligatoirement à une cellule sur leur lieu de travail ou liée à leur domicile ; d'autre part ils s'employaient à suivre avec attention la vie politique des cellules de la région parisienne où il y avait des intellectuels, à y faire participer des militants responsables et y susciter une discussion politique dans celles où les intellectuels avaient manifesté des désaccords. Le renforcement de la Direction générale du travail parmi les intellectuels auprès du CC sous la responsabilité de L. Casanova fut également décidé. L'organisation des programmes soigneusement préparés pour les intellectuels – par exemple les ventes du livre marxiste, les conférences marxistes – visa à favoriser leur engagement⁶³⁸. Observons comment ce programme d'action fut réalisé.

On mena effectivement une forte campagne de presse au travers des journaux intellectuels et étudiants d'obédience communiste. Plusieurs articles parurent sur les événements hongrois dans *France Nouvelle*, hebdomadaire central du PCF. *Démocratie Nouvelle*, revue mensuelle de politique mondiale publia un numéro spécial sur le sujet, ainsi que *Clarté*, édité par le Bureau national provisoire de l'Union des étudiants communistes de France avec *La Nouvelle Criti-*

⁶³⁸ *Ibidem.*

que⁶³⁹. *L'Humanité* du 24 novembre annonça une liste d'intellectuels acceptant la ligne officielle du parti⁶⁴⁰. Les aspirations oppositionnelles furent repoussées sans ambiguïté : « ... nous ne tolérerons pas le travail de sape, de désagrégation systématiquement poursuivi par quelques uns dans nos rangs avec l'aide des journaux ennemis à notre Parti. Nous ne tolérerons pas [...] l'action des termites qui prétendent ronger le Parti de l'intérieur. Et nous ne tolérerons pas davantage que d'occultes petits cercles 'Petőfi' œuvrent à désagréger le Parti. L'expérience de la Hongrie est concluante quant aux résultats », comme l'affirma Marcel Servin dans *L'Humanité* du 12 novembre⁶⁴¹. La réunion du Comité central des 20-21 novembre à Ivry, comme on l'a déjà exposé plus haut, confirma cette position. En conséquence les intellectuels contestant publiquement ou à l'intérieur du parti la politique suivie par la direction thorézienne à propos de l'affaire hongroise firent l'objet de sanctions sévères. Les écrivains ayant signé le manifeste du 8 novembre, C. Roy, Claude Morgan, J.-F. Rolland et Roger Vailland furent traduits devant la commission de contrôle politique du PCF. À la réunion du Comité central à Ivry, J.-F. Rolland fut exclu du parti. Les autres accusés reçurent un blâme public. La proposition des Dix de réunir un congrès extraordinaire du parti fut catégoriquement rejetée par la direction : « Les observations de ces camarades, subissant la pression forcenée de la propagande gouvernementale et réactionnaire, semblent donc inspirées par la défiance que cette propagande suggère contre notre parti »⁶⁴². Il nous reste à présenter le résultat de cette série de démarches.

À la diversité des attitudes des militants en général analysée ci-dessus répond la palette de celles des intellectuels. Certains acceptèrent – peut-être après quelque hésitation – la ligne officielle du parti. D'autres s'y opposant ouvertement furent rapidement exclus. Mais il y avait ceux qui, tout en restant dans le parti communiste au moins pour un certain temps, sous le coup des révélations du rapport secret de Khrouchtchev et surtout des nouvelles de la révolution hongroise, ne purent s'identifier avec le système socialiste. Ces derniers devaient choisir entre le départ et l'opposition interne. S'appuyant sur les travaux de Jeannine Verdès-Leroux, J.-F. Sirinelli analyse la complexité de la question des départs : « ces départs, en fait, se sont échelonnés sur plusieurs années. La plupart des 'ex' qui ont rompu à cette époque l'ont fait au terme d'un processus de décantation à chronologie variable, le cas de Dominique Desanti, qui reprendra sa carte en 1957 mais ne se rendra plus aux réunions de cellule,

⁶³⁹ Voir les précisions bibliographiques dans *Sources et bibliographie*.

⁶⁴⁰ GRANSENNE, *Les intellectuels français...*, p. 83.

⁶⁴¹ *L'Humanité*, le 12 novembre 1956, p. 2, cité par VIGNAUD, *L'opinion française...*, p. 247.

⁶⁴² GRANSENNE, *Les intellectuels français...*, pp. 86-87.

représentant un plancher, et celui de Roger Vailland reprenant sa carte jusqu'en 1959 constituant un plafond. [...] le cas d'un Emmanuel Le Roy Ladurie rendant sa carte dès l'annonce de l'intervention soviétique ... n'est sans doute pas très représentatif ». Le groupe constitué autour du bulletin *Étincelle* fournit un bon exemple du « travail fractionnel » de l'opposition interne. Même parmi les intellectuels communistes restant solidaires en automne 1956, certains ne résistèrent pas au « travail de sape » dans leurs esprits... J.-F. Sirinelli constate que le front jusqu'alors fort et uni des intellectuels communistes s'affaiblit considérablement en relation avec les événements hongrois⁶⁴³. Le Parti communiste français représentant le modèle soviétique perdit sa position dominante dans le milieu intellectuel. Il importe néanmoins de nuancer cette affirmation. Ce recul du PCF commença un an avant la crise hongroise avec l'apparition du pôle attaché à P. Mendès France. Et, étant donné que les changements idéologiques sont en général relativement lents, on peut continuer à observer dans les années suivantes les vestiges de l'influence communiste : dans l'intelligentsia, chez les enseignants qui font partie des classes moyennes le communisme garda sa position dans les années 1960 ; dans l'Université, le marxisme continua à avoir une position dominante⁶⁴⁴.

On peut donc établir que la révolution hongroise exerça une influence intense sur le Parti communiste français et ses sympathisants. Elle suscita une crise de confiance profonde vis-à-vis de la politique de la direction aussi bien dans la masse des militants et des électeurs du parti, que dans les rangs de ses intellectuels. M. Thorez et son équipe, en gardant leur position dirigeante, furent quitte de la phase la plus aigüe de cette crise pendant quelques semaines. Néanmoins il ne leur fut pas possible de rétablir entièrement l'unité intérieure du parti dont l'influence diminua dans une certaine mesure surtout dans les milieux intellectuels.

Examinons maintenant l'autre grand parti se réclamant de « la classe ouvrière », la SFIO, qui disposait en ce temps-là d'importantes positions au sein du gouvernement. Quelle fut sa réaction aux crises s'étant développées parallèlement autour de la Hongrie et de l'Égypte ?

⁶⁴³ SIRINELLI, *Intellectuels et passions françaises...*, pp. 184-185. Cf. GRANDSENNE, *Les intellectuels français...*, pp. 83-100.

⁶⁴⁴ *Ibidem*, pp. 186-187.

2. LA SFIO ET LES ÉVÉNEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES HONGROIS

La politique de la SFIO avant l'insurrection hongroise

La Section française de l'Internationale ouvrière, qui existait depuis plus de 50 ans en 1956, fut marquée par plusieurs contradictions. Depuis sa naissance, elle employait une terminologie marxiste mais pratiquait un parlementarisme réformiste bien modéré⁶⁴⁵. En ce qui concerne le colonialisme, l'une des questions les plus ardues de l'époque, une motion adoptée par le Congrès de 1946 établit que « *Dans le domaine colonial, le parti socialiste doit combattre toutes les formes d'exploitation impérialiste, aider des peuples des territoires d'Outre-Mer dans leur lutte d'émancipation...* »⁶⁴⁶. En revanche, dix ans plus tard, le secrétaire général de la SFIO, Guy Mollet considérait que la liberté individuelle des hommes était plus importante que la libre détermination des collectivités nationales. La politique coloniale de son gouvernement appliqua cette idée intensifiant les combats en Algérie. Le point commun des partis membres de l'Internationale socialiste, l'anticommunisme, fut représenté avec détermination par le parti français⁶⁴⁷, mais ses dirigeants voulaient tout de même profiter des possibilités ouvertes par l'apparition de la détente dans les relations internationales.

La déstalinisation en URSS incitait les dirigeants socialistes français à établir des contacts directs avec l'Union soviétique et à mener une politique indépendante par rapport aux États-Unis. Dans ce cadre, une délégation de la SFIO se rendit à Moscou le 28 avril 1956. Elle fut suivie, quelques jours plus tard, par une visite diplomatique de G. Mollet, président du Conseil, et de Ch. Pineau, ministre des Affaires étrangères⁶⁴⁸. L'analogue de ces initiatives sur le plan de la politique intérieure fut le rapprochement avec le Parti communiste français. Les résultats des élections du 2 janvier 1956 rendirent possible l'idée de la constitution d'une majorité SFIO-PCF. Malgré le refus par le Congrès extraordinaire de la SFIO des 14-15 janvier d'une politique d'union nationale ou de Front populaire avec les communistes, J. Duclos se prononça pour cette dernière devant le Comité central du PCF le 18 janvier. Les députés communistes votèrent également l'investiture du gouvernement G. Mollet le 11

⁶⁴⁵ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 112.

⁶⁴⁶ *Ibidem*, p. 114.

⁶⁴⁷ *Ibidem*, pp. 116, 118.

⁶⁴⁸ L'intervention de Robert FRANK, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 172.

mars et les « pouvoirs spéciaux » en Algérie. Le parti communiste s'empessa de canaliser le mouvement contre le rappel des disponibles dans la voie de la légalité et ouvrit une campagne de pétitions⁶⁴⁹. À la veille des événements révolutionnaires hongrois, la réalisation de l'unité d'action avec les socialistes était un thème central du PCF. C'est dans ce climat de détente que tombèrent les nouvelles de l'insurrection hongroise et celles de l'opération de Suez.

Le parti socialiste face à la révolte hongroise et à l'opération de Suez

Le Comité directeur de la SFIO – l'organe suprême du parti entre les congrès qui décidait de la tactique – tint plusieurs réunions pendant les semaines tendues de la double crise. Le lendemain du déclenchement de la révolte hongroise, le 24 octobre, il adopta à l'unanimité un communiqué indiquant que *« Comme tout le monde libre, il suit avec une attention passionnée les événements tragiques de l'Est européen, qui apportent, après le geste audacieux de Poznań, la preuve flagrante que la tyrannie bureaucratique et policière ne peut être indéfiniment imposée aux peuples »*. Cette appréciation montre bien qu'après les événements de Poznań et surtout ceux de Budapest, les dirigeants socialistes français perdirent leurs illusions quant à la portée de la déstalinisation en Union soviétique. Ils critiquèrent sévèrement dans leur communiqué l'attitude du PCF dans cette affaire : *« ... les dirigeants communistes de certains pays et surtout des dirigeants communistes de France, persistent dans les criminelles erreurs dont ils se sont rendus coupables en tant que complices de Staline. Ils s'emploient, notamment, à masquer aux travailleurs français la véritable signification et le retentissement du soulèvement populaire en Pologne et en Hongrie »*. Pour entraver cette politique d'intoxication la direction de la SFIO décida de se lancer dans une campagne d'information envers « la classe ouvrière » et l'opinion publique⁶⁵⁰. Selon Robert Frank, ses dirigeants espéraient que, avec leur idéologie socialiste – marquer par une certaine interprétation du marxisme – le parti socialiste pouvait à cette occasion redevenir le parti de « la classe ouvrière »⁶⁵¹. A la réunion du 7 novembre, Pierre Commin, secrétaire général, exposa déjà les premières démarches faites en ce sens : la publication

⁶⁴⁹ ENREILLE, « L'impact de 1956 hongrois... », p. 29.

⁶⁵⁰ Office universitaire de recherche socialiste (OURS, Paris) = OURS : Archives d'organisations, Parti socialiste SFIO (1944-1969) : sténographie des réunions du Comité directeur de la SFIO, tome 13, 1 juillet 1956 - 21 juin 1957, réunion du 24 octobre 1956, p. 73.

⁶⁵¹ L'intervention de Robert FRANK, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 172.

d'une déclaration dans *Le Populaire de Paris*, organe officiel du parti et le tirage des tracts sur les événements hongrois. On envisageait de les envoyer vite à toutes les fédérations, d'éditer la réponse de G. Mollet à la lettre de Boulganine et de donner une très large diffusion à un appel aux travailleurs communistes (affichage dans les grandes villes et dans les chefs-lieux). P. Commin rapporta que le Bureau de l'Internationale socialiste avait fait appel à la solidarité par la voie de l'Entr'Aide ouvrière internationale et que la SFIO avait créé un Comité chaperonnant l'action de l'Entr'Aide. Les dirigeants socialistes français estimaient que la tâche la plus importante du moment était l'expression de la solidarité humaine envers la Hongrie et les réfugiés hongrois. Ils décidèrent de participer à la manifestation organisée par la CGT FO à la Maison des Horticulteurs le jour-même⁶⁵².

Quelles suites furent données à ces déclarations ? Quelles actions mena la SFIO en relation avec la tragédie hongroise ? On a vu plus haut la résolution avec laquelle elle organisa des réunions de protestation après la nouvelle de l'écrasement de la révolution hongroise par l'Armée soviétique. On a rappelé la fermeté de l'attitude du parti représenté à l'Assemblée nationale par D. Mayer, président de la Commission des Affaires étrangères, R. Verdier du groupe socialiste et par G. Mollet et Ch. Pineau. La synthèse générale des rapports des préfets du mois de novembre se révèle à nouveau une source précieuse pour décrire la situation et l'action du parti socialiste dans toute la France : « *La SFIO bénéficie actuellement d'une situation particulière due : pour une part à la faveur dont jouit le gouvernement dans la majorité de l'opinion [à cause de l'opération de Suez – l'auteur], d'autre part aux secousses enregistrées par le PC et que les socialistes se sont efforcés d'exploiter de leur mieux : à cet égard, les exactions commises par les Soviétiques en Hongrie constituèrent leur meilleur thème de propagande. | Dans de nombreux départements, la Fédération Socialiste a organisé des manifestations en faveur des insurgés hongrois avec le concours d'autres formations politiques : rassemblements, campagnes d'affiches, de tracts condamnant non seulement des dirigeants de l'Union soviétique, mais aussi ceux du PCF qui approuvent l'action des Soviets. | Pour donner une portée pratique de cette condamnation, certains maires socialistes ont retiré les délégations données à leurs adjoints communistes. | Quelques fédérations, pour exploiter les difficultés actuelles du PC, ont lancé des appels*

⁶⁵² OURS : Archives d'organisations, Parti socialiste SFIO (1944-1969) : sténographie des réunions du Comité directeur de la SFIO, tome 13, 1 juillet 1956 - 21 juin 1957, réunion du 7 novembre 1956, pp. 85-86.

aux travailleurs communistes pour qu'ils rejoignent les rangs socialistes »⁶⁵³. La SFIO se montrait donc très active pour la cause hongroise. Observons maintenant sa réaction à la guerre de Suez dans le déclenchement de laquelle G. Mollet et Ch. Pineau prirent une part si importante.

Les conséquences de la campagne de Suez à la SFIO

Les documents disponibles sur les réunions du Comité directeur indiquent que la préparation de l'intervention franco-britannique n'y fut pas débattue. Même à la réunion du 7 novembre, quand les commissaires se séparèrent, P. Commin disait : « *Je pense qu'il serait bon de ne pas discuter ce soir du problème du Moyen-Orient. Nous devons attendre le développement des événements* »⁶⁵⁴. C'est le 28 novembre que l'affaire de Suez fut discutée à fond à l'organe suprême du parti. Les divergences de vues apparurent clairement. Albert Gazier fit d'abord un exposé introductif en évoquant la version officielle du déroulement des événements. Il estimait que le bilan de l'opération était finalement positif. Personnalité marquante de l'opposition au sein de la direction de la SFIO, André Philip, qui avait élevé sa voix contre la capture des chefs algériens le 24 octobre⁶⁵⁵, présenta une appréciation tout à fait contraire. Il regretta de ne pas avoir pu participer à l'élaboration de la décision. Selon lui la rupture de la solidarité atlantique et des liens avec les pays sous-développés fut une lourde faute. A propos du parallélisme entre la guerre de Suez et la révolte hongroise, A. Philip formula l'accusation suivante : « *Le plus gros reproche que nous puissions nous faire, à moi y compris, c'est qu'à partir du moment où on a connu ce qui se passait en Hongrie, nous n'avions pas tout mobilisé au service des travailleurs hongrois. Avec l'expédition de Suez, nous nous sommes trouvés affaiblis pour apporter une aide aux camarades hongrois. Nous avons trahi la solidarité ouvrière internationale en dirigeant notre action sur autre chose* ». Il considérait que le gouvernement français n'avait pas atteint ses buts avec la campagne de Suez, et « *l'opération se solde par une perte et une catastrophe effroyable* ». L'orateur suivant, Coquart en allant plus loin dans cette direction, était d'avis que le parti socialiste devrait dégager sa responsabilité dans cette affaire et « *il appartiendra aux camarades ministres de prendre des dispositions*

⁶⁵³ AN : Synthèses des rapports mensuels des préfets (le ministère de l'Intérieur), F1 C III 1235 : 1956, août à décembre, mois de novembre 1956.

⁶⁵⁴ OURS : Archives d'organisations, Parti socialiste SFIO (1944-1969) : sténographie des réunions du Comité directeur de la SFIO, tome 13, 1 juillet 1956 - 21 juin 1957, réunion du 7 novembre 1956, p. 86.

⁶⁵⁵ Denis LEFEBVRE, *Guy Mollet. Le mal aimé*, Paris, Plon, 1992, p. 231.

dans ce sens ». G. Mollet défendit naturellement la politique du gouvernement en affirmant qu'il avait épuisé toutes les possibilités pacifiques dans la résolution de la crise de Suez et qu'Israël était menacé dans son existence. Au début du conflit, il avait eu recours à l'analogie historique Hitler-Nasser. Dans son autodéfense amère devant le Comité directeur, le chef du parti se référa une nouvelle fois aux années 1930 : « *J'attendais cette heure ; je savais que serais condamné dans les mêmes conditions qu'aurait pu l'être un socialiste français qui aurait fait, en 1936, ce que nous avons fait aujourd'hui* », ajoutant que des « *socialistes n'ont pas le droit de se contenter de se prononcer pour la non-violence* ». Sur la question hongroise, il ne parla que très peu : « *Le drame pour nous, c'est la coïncidence entre l'affaire de Suez et la répression des travailleurs hongrois. Cela a été un alibi pour les communistes* ». Enfin ses adeptes se joignirent à G. Mollet dont la position au sein du parti ne fut pas sérieusement entamée⁶⁵⁶.

Néanmoins l'affaire de Suez causa, dans la SFIO, une crise de conscience qui fut, selon Robert Frank, bien plus profonde et durable que la désaffection suscitée par l'insurrection hongroise et sa répression dans le Parti communiste français⁶⁵⁷. Lors d'une réunion en décembre 1956, A. Philip établit à juste titre et avec regret : « *On attendait ce qui pouvait se produire depuis 35 ans, c'est-à-dire la réunion enfin des partis de la classe ouvrière. Après ce qui s'est passé à Suez, ceci sera impossible* »⁶⁵⁸. Étant donné Suez et l'utilisation des événements hongrois par la SFIO pour lancer une attaque de propagande contre le PCF, pour René Girault, il n'y avait plus de possibilités d'entente entre les deux partis à la fin de l'année 1956 et en 1957⁶⁵⁹. Cette campagne de persuasion ne se révéla pas vraiment efficace ni du côté des ouvriers ni de celui des militants communistes en général. Après Suez, la SFIO n'apparut pas comme un pôle attractif pour les communistes voulant rompre avec leur parti⁶⁶⁰.

Sachant que le chef incontestable de la SFIO et président du Conseil des ministres, Guy Mollet, joua un rôle déterminant dans l'élaboration de la ligne de

⁶⁵⁶ OURS : Archives d'organisations, Parti socialiste SFIO (1944-1969) : sténographie des réunions du Comité directeur de la SFIO, tome 13, 1 juillet 1956 - 21 juin 1957, réunion du 28 novembre 1956, pp. 90-97.

⁶⁵⁷ L'intervention de FRANK, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 179.

⁶⁵⁸ La contribution de René GIRAULT dans le débat, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 207.

⁶⁵⁹ L'intervention de GIRAULT, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, pp. 96-97.

⁶⁶⁰ L'intervention de R. FRANK, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, pp. 179-180.

conduite du parti⁶⁶¹ et évidemment dans celle du gouvernement, il est intéressant de connaître l'évolution de sa position à propos de l'affaire de Hongrie.

3. GUY MOLLET ET LA RÉVOLTE HONGROISE

Les priorités de la politique gouvernementale de Guy Mollet

Secrétaire général de la SFIO depuis 1946, Guy Mollet fut député du Pas-de-Calais et maire d'Arras. Investi le 31 janvier 1956, il dirigea un gouvernement de coalition des partis du Front républicain (la SFIO, le Parti radical, l'UDSR et les gaullistes de sensibilité progressiste). Conformément aux traditions socialistes il mena une politique sociale active (l'adoption d'une troisième semaine de congés payés, l'amélioration des remboursements des frais médicaux par la Sécurité sociale etc.). Il tenta de trouver et d'appliquer des solutions originales en Algérie et dans l'ensemble de l'empire colonial. Enfin, il s'efforça de développer la construction européenne⁶⁶². Par rapport à ces priorités, auxquelles s'ajouta l'affaire de Suez depuis la nationalisation du canal le 26 juillet par Nasser, les troubles de Pologne et de Hongrie en été et automne 1956 ne devaient pas apparaître comme des questions de premier plan.

Considérant ses propos tenus lors d'un entretien accordé à l'historienne Georgette Elgey en 1965, Guy Mollet avait des éléments de connaissance très superficiels sur la crise hongroise de 1956. L'ancien chef du gouvernement disait entre autres que « *Là encore, ce sont les Américains qui ont tout fait échouer. | D'abord, par la faute criminelle de Free Europe, qui a incité les Hongrois à déclencher prématurément la révolte. Ensuite, par la faute des agents américains en Hongrie. Ils ont agi en sorte que les insurgés, par le choix de leur chef, très vite, donnèrent l'impression de vouloir rétablir le régime antérieur. En fait, il s'agissait simplement d'obtenir un nouveau statut des rapports des satellites avec Moscou et surtout une libéralisation du communisme, un retour au vrai socialisme. En aucun cas il ne pouvait être question de condamner le socialisme, ce que les agents américains firent. Ils donnèrent à l'insurrection hongroise l'allure d'une révolution réactionnaire, ce qu'elle n'était pas au*

⁶⁶¹ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 115.

⁶⁶² *La France de 1914 à nos jours*, sous la direction de Jean-François SIRINELLI, en collaboration avec Robert VANDENBUSSCHE et Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, Paris, Presses Universitaires de France, 1995 (2^e éd.), pp. 279, 281-282.

départ »⁶⁶³. Le fait que, malgré les précédents polonais, G. Mollet et son équipe attachèrent soudainement de l'importance aux événements révolutionnaires hongrois à partir d'une certaine date, suggère qu'il y avait d'autres facteurs en arrière-plan...

La position de G. Mollet concernant les nouvelles de la révolution hongroise

On a exposé plus haut que la préparation de la guerre de Suez retint entièrement l'attention de G. Mollet dans les derniers jours d'octobre et les premiers jours de novembre. Selon le témoignage d'André Chandernagor, son chef de cabinet, quand le président du Conseil apprit la répression de la révolution hongroise par les Soviétiques le 4 novembre, il négligea cette nouvelle au profit de l'actualité égyptienne. C'est dans les jours suivant l'échec évident de l'opération militaire franco-britannique à Suez qu'il commença à s'occuper de la question hongroise, et lui donna une nouvelle signification. D'après R. Frank, G. Mollet essaya d'instrumentaliser les événements de Hongrie⁶⁶⁴. En employant toutes les techniques gouvernementales disponibles, il utilisa cette cause pour ses propres objectifs et dans les intérêts de la SFIO. On a déjà évoqué la campagne de propagande contre le Parti communiste français et pour le renforcement de la SFIO. Mais il faut mentionner un autre but relevant de la politique internationale, qu'on a présentée dans la Partie I : la volonté de détourner l'attention de l'affaire de Suez. G. Mollet s'efforça de justifier et de relativiser l'action de Suez devant l'opinion publique française grâce à la révolte hongroise⁶⁶⁵. Ses propos tenus lors d'une entrevue télévisée le 12 novembre illustrent bien cette préoccupation. Lorsque le journaliste posa la question sur les rapports possibles entre l'attaque franco-britannique contre l'Égypte et l'écrasement de l'insurrection hongroise par Moscou, G. Mollet répondit catégoriquement : « *On ne peut pas comparer une simple opération de police à l'écrasement de tout un peuple* ». Et il ajouta : « *Si les Soviétiques en Hongrie acceptaient de faire ce que nous franco-britanniques avons accepté de faire – à savoir se retirer et laisser intervenir l'Organisation des Nations Unies –, ça serait merveilleux, mais ce n'est pas du tout à l'ordre du jour* »⁶⁶⁶. G. Mollet répéta donc ses arguments utilisés à l'Assemblée nationale quelques jours plus tôt.

⁶⁶³ ELGEY, *Histoire de la IV^e République* (troisième partie). *La République des Tourmentes* I, Paris, Fayard, 1992, p. 446.

⁶⁶⁴ L'intervention de R. FRANK, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 173.

⁶⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶⁶ *Ibidem*, pp. 175-176.

Il nous reste à voir quelles furent les mesures prises par le gouvernement pour atteindre les buts de Guy Mollet et de son parti.

4. LA POLITIQUE INTÉRIEURE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS À PROPOS DE LA CRISE HONGROISE

C'étaient les socialistes qui possédaient les postes clés dans le gouvernement présidé par G. Mollet, notamment les ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de l'Économie, des Finances et des Affaires sociales. Étant donné que ce cabinet ne pouvait pas s'appuyer sur une majorité absolue à l'Assemblée nationale, G. Mollet recourut très souvent à la question de confiance pour mobiliser les soutiens parlementaires indispensables. En employant cette méthode, ce gouvernement bénéficia du délai de vie le plus long de la IV^e République : presque seize mois⁶⁶⁷. Comme on l'a vu ci-dessus, la majorité écrasante des forces parlementaires prêtèrent assistance à la politique du gouvernement concernant les affaires de Hongrie et de Suez, ce qui facilita certainement la tâche du cabinet.

L'importance de la question hongroise

Au cours des semaines tendues des crises du Moyen Orient et de l'Europe de l'Est, le Conseil des ministres français tint plusieurs séances. D'après les documents disponibles, le gouvernement français consacra très peu de temps à la cause hongroise durant la révolution. Il s'occupa bien sûr longuement des thèmes touchant directement les intérêts nationaux français : les affaires de l'Athos, de Ben Bella, de Suez. Sur le plan purement intérieur, de nombreuses questions accessoires figuraient à l'ordre du jour des séances : recrutement des agents contractuels de l'Algérie pour exercer les fonctions de secrétaire de mairie, distinction dans l'ordre national de la Légion d'Honneur, section française à l'Exposition Universelle et Internationale de Bruxelles en 1958, etc. En conséquence, les événements hongrois ne furent probablement pas mentionnés à la réunion du 24 octobre. Le 31 octobre, Ch. Pineau, ministre des Affaires étrangères, parla déjà de la Hongrie dans sa communication sur la situation internationale, mais le Conseil ne prit aucune décision relative à ce

⁶⁶⁷ *La France de 1914...*, pp. 281-282.

sujet. C'est après l'échec évident de l'expédition franco-britannique en Égypte que l'on peut relever une première initiative au sujet de la question hongroise : comme Ch. Pineau l'annonça devant l'Assemblée nationale, le Conseil des ministres du 7 novembre avait approuvé les termes d'une déclaration en faveur des réfugiés hongrois. Une semaine plus tard, Jean Minjoz fit une communication devant le Conseil des ministres sur l'aide des organismes de sécurité sociale aux réfugiés hongrois⁶⁶⁸. On peut constater qu'après des jours de désintéressement, le gouvernement français entama une politique bien plus active à propos de l'affaire hongroise, en relation avec les buts exposés plus haut de G. Mollet et du parti socialiste. On peut noter une forte campagne de presse et la multiplication des actions de solidarité.

Les actions du gouvernement G. Mollet sur le plan intérieur

En ce qui concerne la presse, il paraît bien probable que le cabinet G. Mollet s'efforçait d'utiliser les médias au service de sa campagne de propagande. Faute de pouvoir influencer les grands quotidiens d'information, il agit, selon l'hypothèse déjà mentionnée de P. Sorlin, surtout par la radio qui devenait à cette époque de plus en plus importante. Mais à la télévision aussi, même si la portée de ce médium était encore très restreinte en 1956. G. Mollet montra l'importance qu'il attachait à la télévision, en y donnant une interview sur l'affaire de Suez dans laquelle il parla des rapports entre celle-ci et les événements hongrois. L'actualisation de la fête nationale française du 11 novembre, l'Armistice, s'inscrivit également dans cette campagne de propagande. Les députés communistes qui donnèrent un communiqué à la presse à propos de ce comportement n'avaient pas tout à fait tort en disant que : « *Les pouvoirs publics ont transformé profondément le sens des manifestations du 11 novembre. L'hommage aux soldats français tombés au cours des deux guerres mondiales a été remplacé cette année par une manifestation politique au profit de ceux des éléments de l'émigration hongroise qui sont demeurés les soutiens des dirigeants hongrois qui, en 1914-1918, comme en 1940-1945, ont combattu contre la France aux côtés de l'impérialisme allemand et du fascisme hitlérien...* »⁶⁶⁹.

⁶⁶⁸ Je n'ai pas eu d'occasion d'étudier les procès-verbaux des réunions du Conseil des ministres. Je m'appuie sur les propos tenus par Patricia GILLET, conservateur compétent à la Section du XX^e siècle des Archives nationales (Paris), qui m'a communiqué certaines informations, et sur l'examen des cartons F60 2766 (Ordre du jour du Conseil des ministres, 1956-1958, dossier : janvier 1956-décembre 1956) et F60 2772 (Communiqués de Presse des Conseils des ministres, dossier : janvier 1956-décembre 1959).

⁶⁶⁹ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 70.

On a évoqué plusieurs fois les actions humanitaires du gouvernement. Le programme le plus spectaculaire dans ce sens fut sans doute l'organisation d'« *une journée nationale en faveur de la population hongroise* ». L'ampleur de la préparation montre bien l'élan avec lequel les autorités centrales se mirent à cette entreprise. Le 10 novembre, le ministère de l'Intérieur envoya un télégramme à tous les préfets de métropole en précisant les démarches à faire. Les instructions s'étendaient aussi bien sur les formalités que sur les méthodes d'organisation et la publicité. Les drapeaux des édifices publics devaient être mis en berne ; et les autorités locales devaient s'abstenir de participer à des « *manifestations ayant caractère de réjouissance publique* ». Les préfets furent invités à organiser des quêtes sur la voie publique, et à verser des subventions et des fonds recueillis par les comptables du Trésor pour être mis à la disposition du Comité interministériel de coordination de secours aux sinistrés. Sur le plan départemental, les préfets devaient donner l'impulsion et coordonner tant l'action des pouvoirs publics que les initiatives privées dont on voulait s'assurer le large concours. Il convenait de demander pour cette journée nationale le patronage de personnalités marquantes et d'organiser sous la présidence du préfet un comité d'action départemental restreint qui comprendrait les représentants des principales oeuvres privées, ainsi que les représentants de la presse locale. Les préfectures devaient donner dans leurs départements la plus large publicité à cette journée nationale. Les consignes définissaient précisément les insignes qui confèreraient la qualité officielle aux quêteurs et les petits insignes destinés aux personnes faisant un don...⁶⁷⁰ L'organisation était donc vraiment minutieuse. Le 12 novembre, un communiqué de presse gouvernemental annonça publiquement l'événement. Le 16 novembre, le président du Conseil encouragea, dans une déclaration remise à la presse, la population à participer à la journée nationale de solidarité : « *En donnant généreusement, vous ferez votre devoir* », souligna-t-il.

Comment se déroula ce dimanche 18 novembre ? La presse le relata en détail. Voyons par exemple *Le Républicain Lorrain* du 19 novembre. On peut voir qu'à Metz tout était en règle : « *Partout des quêteurs et des quêteuses ont sollicité la générosité du public et nos compatriotes, une fois de plus, ont prouvé que nulle misère, nulle souffrance ne leur était indifférente. Dans certaines grosses localités d'autre part, les réfugiés hongrois et la population ont rendu*

⁶⁷⁰ AN : Rapports des préfets 1954-1959, F1 C III 1350 : Vœux et motions concernant la Hongrie (extraits de presse, secours à la Hongrie; journée nationale du 18 novembre) 1956, dossier : Secours à la Hongrie, le 10 novembre 1956, Télégramme du ministère de l'Intérieur (Affaires politiques) aux préfets de métropole y compris Seine, *Journée nationale en faveur population hongroise*.

hommage aux morts de Hongrie. | A Metz, cet hommage préluda aux différentes cérémonies de la journée et c'est ainsi qu'à 9 h., devant le monument aux morts, une assistance nombreuse se trouva réunie. » Les « personnalités marquantes » ne manquèrent pas : « Diverses personnalités étaient présentes et l'on remarquait autour de M. Koch, président du comité des réfugiés hongrois de Moselle et des membres du bureau, M. Mondon, député-maire de Metz ; M. Pascarelli, consul d'Italie, des représentants des cultes, une importante délégation de la Croix-Rouge..., M. le colonel Germain, de la section de Metz, les représentants d'associations patriotiques et le groupe des réfugiés hongrois du département. Parmi ces derniers, plusieurs fillettes hongroises en costume national, entouraient le drapeau vert-blanc-rouge de leur malheureux pays./ C'est M. Koch, accompagné de deux petites hongroises, qui déposa au nom de son comité, une couronne aux couleurs de France et de Hongrie, tandis que la sonnerie aux morts retentissait suivie d'un poignant silence... »⁶⁷¹. Il paraît donc que les organisateurs à Metz réalisèrent parfaitement l'instruction télégraphique du ministère de l'Intérieur demandant qu'ils attachent le plus grand prix à ce que « cette journée nationale soit empreinte de tout le recueillement désirable »⁶⁷². La messe célébrée par l'aumônier hongrois de Moselle et le récital donné par une pianiste d'origine hongroise de Radio-Strasbourg assurèrent que l'écho de la révolte hongroise avait atteint, en province aussi, non seulement la sphère politique, mais aussi la vie religieuse et culturelle.

Le gouvernement français fit donc, sur le plan intérieur, des efforts considérables quant à l'affaire de Hongrie. Sous l'impulsion du gouvernement, l'Administration organisa avec minutie sur tout le territoire français la campagne de presse et l'action humanitaire. On a souligné qu'il y avait eu un décalage dans le temps entre la réception de la nouvelle de l'écrasement brutal de la révolution hongroise et les décisions du gouvernement G. Mollet touchant la politique de solidarité envers les Hongrois. Ce délai suggère qu'outre la compassion et l'indignation de la population dont le gouvernement devait sans doute tenir compte, les dirigeants français furent conduits par d'autres considérations : ils voulaient détourner l'attention de l'opinion publique de l'échec de la campagne de Suez et profiter des difficultés du Parti communiste français pour accroître l'assise populaire de la SFIO. Le choix des terrains d'action – les médias et l'œuvre humani-

⁶⁷¹ *Le Républicain Lorrain*, le 19 novembre 1956.

⁶⁷² AN : Rapports des préfets 1954-1959, F1 C III 1350 : Vœux et motions concernant la Hongrie (extraits de presse, secours à la Hongrie; journée nationale du 18 novembre) 1956, dossier : Secours à la Hongrie, le 14 novembre 1956, Circulaire télégraphique n° 505 du ministère de l'Intérieur (Affaires politiques) aux préfets de métropole y compris Seine, *Journée nationale en faveur population hongroise*.

taire – peut être interprété comme un aveu indirect d'impuissance. Si la France n'avait ni la possibilité d'influencer le déroulement des événements hongrois, ni d'empêcher la répression soviétique en Hongrie, elle fit tout pour atténuer les effets négatifs de la tragédie. C'est dans cette perspective que l'on organisa des actions importantes de secours aux réfugiés hongrois se trouvant alors à l'étranger et à la population hongroise restant dans son pays.

Les nouvelles de la révolution hongroise et de la crise de Suez produisirent un effet considérable sur le Parti communistes français et la Section française de l'Internationale ouvrière qui jouaient un rôle important dans la vie politique française de l'époque, ainsi que sur l'activité du gouvernement sur le plan intérieur. Le PCF traversa l'une des plus graves crises de son histoire. Les dirigeants de la SFIO entamèrent une campagne intense de propagande anticomuniste. Les mesures de solidarité du gouvernement dominé par les socialistes et les déclarations gouvernementales étaient partiellement destinées à affaiblir le parti communiste. En conséquence, le rapprochement entre les deux partis fut interrompu en automne 1956. Néanmoins, malgré l'intensité de la réaction, l'impact de la révolte hongroise sur ces forces politiques fut très limité. La direction thorézienne du PCF maîtrisa ses difficultés en quelques semaines. La position occupée par le parti communiste dans la vie politique française ne changea guère : il garda en substance ses effectifs et sa force électorale. Les dirigeants de la SFIO estompèrent plus tard leur propagande contre le PCF et, à partir de 1958, ils se rapprochèrent à nouveau des communistes. L'image de Khrouchtchev lui-même devint positive à leurs yeux. Dans l'esprit de la paix et de la détente ainsi que sur le plan idéologique, Guy Mollet, alors homme politique d'opposition, se rapprocha de l'Union soviétique et effectua un deuxième voyage important à Moscou en 1963⁶⁷³.

⁶⁷³ L'intervention de R. FRANK, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique...*, p. 180.

Conclusion

Dans le contexte de la guerre froide, sous la IV^e République, la politique extérieure fut inséparable des combats idéologiques internes⁶⁷⁴. C'est précisément le débat idéologique, notamment sur les valeurs du communisme confrontées avec celles du « monde libre », qui atteignit son point culminant avec la tragédie hongroise⁶⁷⁵. C'est pour cette raison que, comme on l'a vu plus haut, l'effet de la révolution hongroise toucha toutes les sphères de la vie sociale et politique française. La majeure partie des groupements politiques, sociaux et même culturels et religieux choisit alors de prendre publiquement position. Malgré les apparences, sous cet angle, l'affaire hongroise fut une question de politique intérieure plutôt qu'un problème international pour la France. La Hongrie était en dehors de son orbite et de sa zone d'intérêt. Sur le plan extérieur, la guerre d'Algérie, la crise de Suez et l'émergence de l'intégration européenne étaient des enjeux bien plus importants. L'extrême intensité de la réaction de la population et de la classe politique s'explique par plusieurs facteurs. Grâce à l'atmosphère politisée de la guerre froide, l'opinion publique fut très sensible à la lutte d'un peuple vivant de l'autre côté du Rideau de fer. La presse renforça encore ces répercussions. L'écrasement de la révolte hongroise par les Soviétiques d'une part, et l'opération de Suez de l'autre, fournirent occasion et argument aux forces politiques anti-communistes et communistes dont la confrontation durait depuis longtemps. En outre l'affaire hongroise semblait permettre d'obtenir des gains politiques non négligeables. La politique de la SFIO et celle de la CGT-FO contre le PCF et la CGT furent à cet égard particulièrement significatives. On trouve là l'explication de la participation gouvernementale très marquée à l'action de solidarité envers les réfugiés hongrois. Le cabinet Guy Mollet utilisa donc la question hongroise comme un instrument de politique intérieure.

Il faut tout de même indiquer les limites de la répercussion des événements hongrois en France. Quelques semaines après l'intervention soviétique du 4 novembre, en fin décembre 1956, l'intérêt de l'opinion pour la tragédie hongroise avait diminué considérablement. Les forces politiques françaises ne s'efforçaient déjà plus de maintenir à l'ordre du jour la question hongroise. Malgré la vivacité extraordinaire de la réaction, les échos de la crise hongroise en France n'entraînèrent pas de changement fondamental et durable ni dans l'opinion publique, ni dans la vie politique du pays.

⁶⁷⁴ GROSSER, *La IV^e République...*, p. 35.

⁶⁷⁵ BERNARD, « Novembre 1956 à Paris », p. 80.

Dans la Première partie, on a montré comment le gouvernement français utilisa l'affaire de Hongrie dans la politique internationale afin de détourner l'attention sur la campagne de Suez en plaçant sur le devant de la scène la question hongroise. Avec l'instrumentalisation de cette cause, le cabinet Guy Mollet employa donc la même tactique en politique intérieure. On a présenté des preuves des tentatives gouvernementales d'influencer la vie publique au fur et à mesure que parvenaient les nouvelles de la révolution hongroise. En revanche, malgré les essais mentionnés ci-dessus, on ne trouve pas trace de l'effet exercé par la société et la politique intérieure sur le processus de prise de décision diplomatique en ce qui concerne la question hongroise. Le grand retentissement en France de la répression de l'insurrection hongroise fut également instrumentalisé quand les responsables du Quai d'Orsay la citèrent dans les discours prononcés devant différentes instances internationales, en particulier à l'Organisation des Nations Unies. Il nous faut alors examiner comment la diplomatie française réagit à la révolte hongroise après la cessation des combats.

TROISIÈME PARTIE

LA DIPLOMATIE FRANÇAISE ET LES SUITES DE LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1956

Dans cette partie nous continuerons à relater des phénomènes énumérés dans la première partie, notamment les réactions de la diplomatie occidentale en général et celle de la politique étrangère française en particulier aux lendemains de la révolte hongroise, qu'il s'agisse de l'affaire Nagy ou de la prise en charge de l'accueil des réfugiés hongrois en France. L'analyse de ces événements nous aidera à comprendre d'une façon plus nuancée l'attitude du gouvernement français concernant la révolution hongroise.

Chapitre 7

Les conséquences de la révolution hongroise en Hongrie, dans le bloc soviétique et sur la politique étrangère occidentale

Observons l'installation et la consolidation du gouvernement Kádár, la répercussion de la crise hongroise sur le bloc soviétique et sur la politique des pays de l'OTAN.

1. LA CONSOLIDATION DU GOUVERNEMENT KÁDÁR⁶⁷⁶

La résistance politique et sociale après l'écrasement de l'insurrection

Bien que la résistance armée ait fait l'objet d'une répression directement assumée par l'armée soviétique jusqu'au 11 novembre, l'opposition sociale contre le gouvernement Kádár se poursuivit bien au-delà de cette date. On va distinguer quatre pôles caractéristiques de la résistance : les organisations intellectuelles, les conseils ouvriers, István Bibó et enfin József Mindszenty avec certains milieux ecclésiastiques. Les organisations intellectuelles (par exemple l'Asso-

⁶⁷⁶ MOLNÁR, *Victoire d'une défaite...* ; M. BAK-KOZÁK-LITVÁN-M. RAINER, *Az 1956-os magyar forradalom*, pp. 85-135 ; *The Hungarian Revolution...*, pp. 100-148 ; SZAKOLCZAI, *Az 1956-os forradalom...*, pp. 77-95 ; *20. századi magyar történelem...*, pp. 333-341 ; ROMSICS, *Magyarország története...*, pp. 400-420, 510-511. Pour exposer l'histoire de la consolidation du gouvernement présidé par János Kádár, j'utilise grandement l'ouvrage cité de ROMSICS.

ciation des écrivains hongrois ou l'Association des journalistes hongrois) étaient les gardiennes les plus actives de l'esprit de la révolution. Leurs représentants fondèrent le Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois le 21 novembre 1956. Dans la déclaration de fondation du Conseil ils exigèrent la cessation des arrestations et des déportations arbitraires commises surtout par les autorités soviétiques, ainsi que le rétablissement de la souveraineté nationale par le départ complet des troupes soviétiques. Ils proposèrent « *l'unification de toutes les forces pour la reconstruction du pays sur une base socialiste et démocratique* ». « *Il faut former un gouvernement sur la base de la plus large unité nationale avec la participation de toutes les forces révolutionnaires...* », soulignèrent-ils⁶⁷⁷. L'autre grande pôle de la résistance sociale était représenté par les conseils ouvriers. Leurs délégués formèrent le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest le 14 novembre. Cette organisation formula des revendications semblables à celles des intellectuels : le retrait des troupes soviétiques, le remplacement du gouvernement Kádár par le gouvernement d'Imre Nagy, les garanties institutionnelles de la démocratie politique. En même temps, le Conseil central condamna toutes sortes d'aspiration à la restauration du régime social antérieur et se proclama défenseur de certaines idées socialistes, comme le maintien des propriétés publiques⁶⁷⁸.

István Bibó fut le seul ministre de gouvernement Nagy à rester dans le bâtiment du Parlement après le 4 novembre. Il prépara un *Projet pour une résolution par le compromis de la question hongroise* qui se voulait acceptable même pour les Soviétiques en respectant leurs intérêts en matière de sécurité. En outre, il plaida pour un « *ordre social se basant sur l'interdiction de l'exploitation (le socialisme)* » et une « *démocratie parlementaire s'appuyant sur la représentation nationale et l'intégralité des libertés publiques* ». Ce document exerça une grande influence sur presque toutes les autres propositions élaborées à l'époque. József Mindszenty, chef de l'Église Catholique hongroise qui se réfugia à la légation des États-Unis à Budapest, était également un homme clé de la résistance. Le Pape Pie XII soutint cette activité par une lettre encyclique condamnant l'écrasement sanglant de la révolution. Le Vatican et J. Mindszenty révoquèrent les cadres ecclésiastiques ayant participé au Mouvement de la Paix depuis 1951. L'engagement politique des prêtres catholiques fut strictement interdit sous peine d'excommunication⁶⁷⁹.

⁶⁷⁷ *Pologne-Hongrie 1956 ou « Le Printemps en Octobre »*, textes choisis et traduits sous la direction de Jean-Jacques MARIE et Balázs NAGY, présentés par Pierre BROUE, Paris, Etudes et documentation internationales (EDI), 1966, p. 228.

⁶⁷⁸ ROMSICS, *Magyarország története...*, pp. 400-401.

⁶⁷⁹ *Ibidem*, p. 401.

Les groupements révolutionnaires organisèrent plusieurs manifestations de masse : par exemple la grève des 21-22 des grandes usines, la protestation muette du 23 novembre où les rues furent presque vides entre 14 et 15 heures, et enfin la manifestation des femmes du 4 décembre à la place des Héros. Ces événements traduisirent l'état d'esprit solidaire de la population de Budapest⁶⁸⁰. Examinons maintenant la réponse du gouvernement Kádár à la résistance intérieure.

La consolidation intérieure du régime

Kádár étant arrivé dans la capitale dans un char d'assaut soviétique, il ne disposait pratiquement d'aucune autorité dans le pays. Selon les sources disponibles, il n'avait pas des projets précis sur les modalités de la consolidation de son pouvoir jusqu'au début du mois de décembre 1956⁶⁸¹. Le chef du gouvernement négocia même avec les dirigeants du Conseil central ouvrier. Néanmoins il jugea que la tâche la plus urgente dans le processus d'affermissement de sa position était l'organisation de son propre service d'ordre. Le premier régiment des Forces policières révolutionnaires hongroises Honvéd (Magyar Forradalmi Honvéd Karhatalom) fut constitué le 10 novembre 1956. Le Piquet d'ouvriers (Munkásőrség) joua un grand rôle à partir du début de 1957. Ce corps paramilitaire fut subordonné directement au Comité central du Parti. Ses membres furent équipés de mitraillettes qu'ils stockaient chez eux⁶⁸².

La conférence du Comité central provisoire du Parti socialiste ouvrier hongrois des 2-5 décembre 1956 adopta une résolution selon laquelle la révolte d'octobre avait été une « contre-révolution » qui pouvait s'expliquer par quatre causes : (1) la politique « anti-léniniste », « sectaire et dogmatique » de « la clique Rákosi-Gerő » ; (2) l'activité d'Imre Nagy et de « son groupe » ; (3) « la contre-révolution Horthy-fasciste et capitaliste-seigneuriale hongroise » ; et enfin (4) « l'impérialisme international ». L'éclaircissement de la position idéologique du Parti contribua au renforcement de la confiance en soi de la direction. Après cette réunion les opérations policières s'accéléchèrent considérablement. Le 5 décembre, différents comités révolutionnaires furent dissous. Le 9 décembre,

⁶⁸⁰ *Ibidem.*

⁶⁸¹ De sources révélatrices ont été publiées sur l'histoire intérieure du Parti socialiste ouvrier hongrois entre novembre 1956 et avril 1957 : *A Magyar Szocialista Munkáspárt ideiglenes vezető testületeinek jegyzőkönyvei* [Les procès-verbaux des organes dirigeants provisoires du Parti socialiste ouvrier hongrois] ; la série est dirigée par Sándor BALOGH, vol. I (11 novembre 1956-14 janvier 1957) et vol. II (25 janvier 1957-2 avril 1957), Budapest, Intera Rt, 1993.

⁶⁸² ROMSICS, *Magyarország története...*, p. 402.

200 dirigeants et activistes du Conseil central ouvrier furent arrêtés. Le 11 décembre, le Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois fut interdit, on proclama la loi martiale et la justice sommaire fut introduite. Le service d'ordre tira des salves sur la foule des manifestants le 8 décembre à Salgótarján, le 10 à Miskolc et le 11 à Eger. En janvier 1957 le fonctionnement de l'Association des écrivains hongrois et l'Association des journalistes hongrois furent suspendus⁶⁸³.

Les arrestations des membres et des organisateurs de la résistance se multiplièrent. Les Tribunaux populaires furent réorganisés. La poursuite judiciaire fut introduite. Quelques chiffres illustrent l'ampleur et la violence des représailles : on procéda à des enquêtes policières et juridiques contre au moins 35 000 personnes, on en traduisit 26 000 en justice dont 22 000 firent l'objet de condamnations définitives. 13 000 « criminels » furent placés en camp d'internement. Il y eut environ 230 exécutions à l'issue de jugements prononcés entre décembre 1956 et 1961 (surtout des jeunes ouvriers et des appelés ayant effectué leur service militaire pendant les événements)⁶⁸⁴. L'idéologie kádarienne fournit une explication des événements afin de légitimer le système en place : elle essaya de présenter la révolution comme un complot, un coup d'État organisé par un groupe peu nombreux, consciemment anticommuniste, réactionnaire, comme une « contre-révolution » fasciste. Par là-même, les autorités de la « République Populaire Hongroise » cherchaient à définir « convenablement » ce qui s'était passé, elles voulaient donc « criminaliser » les événements. Par exemple, les insurgés ayant combattu contre les troupes occupantes soviétiques furent condamnés comme assassins⁶⁸⁵.

Il y a une grande différence entre la terreur employée par les autorités communistes après l'installation du régime au début des années 1950 et la répression de Kádár après la révolution. Dans le premier cas, le dictateur Mátyás Rákosi et les dirigeants communistes proclamèrent la guerre contre des classes sociales entières (par exemples les « koulaks », les petits-bourgeois). Leur politique toucha donc directement plusieurs centaines de milliers de personnes. En revanche les mesures répressives du gouvernement Kádár furent plus sélectives et se fondèrent sur des principes plus rationnels. Elles visaient des individus qui s'étaient révélés dangereux pour le pouvoir communiste : des jeunes ouvriers ayant participé à la lutte armée, des personnes jouissant d'une grande considération dans leur propre communauté (dans un village, un arrondissement,

⁶⁸³ *Ibidem*, p. 403.

⁶⁸⁴ M. BAK-KOZÁK-LITVÁN-M. RAINER, *Az 1956-os magyar forradalom*, pp. 130-131.

⁶⁸⁵ *Ibidem*, pp. 133-134. L'étude la plus récente sur la répression kádarienne : Attila SZAKOLCZAI, « Megtorlás és restauráció (1956-1963) », *A magyar forradalom eszméi...*, pp. 147-166.

une usine etc.) et qui avaient joué un rôle quelconque pendant les événements, ainsi que des dirigeants nationaux de la révolution⁶⁸⁶. Pour ce qui est de ces derniers, c'est le procès d'Imre Nagy et de ses compagnons qui fut le plus significatif.

L'armée soviétique ordonna l'arrestation des membres du gouvernement d'Imre Nagy avant l'intervention du 4 novembre 1956. Le 22 novembre, Imre Nagy fut enlevé avec ses compagnons quand ils quittèrent l'ambassade yougoslave à Budapest munis du sauf-conduit signé par Kádár. Le lendemain le groupe fut déporté par avion en Roumanie. Les autorités hongroises l'y arrêtaient en avril 1957. C'est à l'occasion de la rencontre des leaders de certains partis communistes de l'Europe de l'Est, tenue du 1^{er} au 4 janvier 1957 à Budapest, que l'idée d'une procédure pénale contre Imre Nagy fut soulevée. Selon les dires de Kádár, les dirigeants soviétiques approuvèrent ce jugement lors des négociations de Moscou en mars 1957. On commença alors la préparation du procès. Selon l'accusation, Nagy et consorts avaient fomenté un complot pour « *le renversement de l'ordre public de la démocratie populaire* » dans le but de « *prendre le pouvoir* ». En outre, Nagy et P. Maléter furent accusés du crime de haute trahison. En général, les accusations se fondaient sur des agissements réels (par exemple activité d'opposition au sein du parti, fonctions remplies et décisions prises pendant la révolution) que l'on essaya de « criminaliser » en vertu de la conception « de principe » susmentionnée. En suivant de près le développement de la procédure à cause de son importance sur le plan international, les Soviétiques reçurent des informations régulières, quelquefois par écrit, de la part des autorités policières hongroises. L'Union soviétique demanda à plusieurs reprises l'ajournement de la poursuite de l'instruction, tout d'abord en s'appuyant sur la prochaine tenue d'une rencontre internationale des partis communistes et ouvriers en novembre 1957 à Moscou, puis sur la préparation d'un sommet avec les puissances occidentales. Le procès, entamé mais interrompu en février 1958, se déroula enfin du 9 au 15 juin. Le 16 juin Imre Nagy, Pál Maléter et Miklós Gimes furent exécutés. Quelles étaient les raisons de cette sentence tardive et ferme alors que la consolidation intérieure du régime Kádár semblait déjà réalisée ? Selon les conclusions de János M. Rainer, c'est le système stalinien qui fut restauré en Hongrie, bien que sous une forme atténuée. Un procès préfabriqué y était logique. De surcroît il contribuait à imposer l'explication officielle de la « contre-révolution » : la procédure montrait le vrai coupable qui tentait de racheter sa trahison. Imre Nagy vivant aurait été une menace permanente contre le régime consolidé. En ce qui concerne les dirigeants

⁶⁸⁶ ROMSICS, *Magyarország története...*, p. 404.

soviétiques, ils voulaient donner à travers ce jugement un dernier avertissement aux communistes nationaux mettant en danger l'unité de l'empire⁶⁸⁷.

Parallèlement à la terreur exercée contre la minorité active, Kádár s'efforçait, depuis son arrivée au sommet du pouvoir hongrois, de s'assurer le soutien de la majorité passive. A l'occasion de la conférence du Parti socialiste ouvrier hongrois, en juin 1957, Kádár affirma que les gens ne s'intéressaient pas tant aux questions de grande politique, mais, en premier lieu, à leur propre enrichissement matériel. A cause de cette politique pragmatique, presque toutes les couches sociales bénéficièrent d'importants avantages financiers au cours des mois suivant l'écrasement de l'insurrection. Le salaire des ouvriers, des mineurs et des enseignants fut augmenté en moyenne de 18 % à partir du 10 novembre 1956. En janvier 1957 on introduisit l'intéressement aux bénéfices puis, en juin, le salaire au rendement. En même temps les prix restaient pratiquement inchangés. En ce qui concerne la paysannerie, le gouvernement prit acte de la dissolution des coopératives agricoles et ne rétablit pas l'obligation de livraison qui imposait aux paysans de fournir une quotité importante du fruit de leur travail personnel aux autorités. En 1957, on établit le système des contrats entre l'État et l'agriculteur. Le taux de l'impôt des artisans et des commerçants fut abaissé. L'impôt pour absence d'enfant fut supprimé. Parmi les mesures inspirant confiance, il faut noter que le lundi de Pâques et le jour de Noël devinrent des jours fériés⁶⁸⁸.

Grâces aux mesures répressives contre la minorité active et à celles ayant pour but de convaincre la majorité passive, la plupart des Hongrois se résignèrent à leur sort. Les appels lancés en janvier 1957 pour la reprise de la révolution en mars (MUK = Márciusban Újra Kezdjük [On la recommence en mars]) ne reçurent aucun écho. En été 1957, la réorganisation des services les plus importants du parti et de l'État s'acheva. Le système politique antérieur à la révolution fut rétabli petit à petit jusqu'à 1958. Tandis que l'effectif du Parti socialiste ouvrier hongrois ne comptait que 37 mille personnes en décembre 1956, il passa à 125 000 en janvier 1957 puis à 400 000 à la fin de l'année. En mars 1957 fut créée la Fédération de la jeunesse communiste hongroise, tandis

⁶⁸⁷ János M. RAINER, « A Nagy Imre-per » [Le procès d'Imre Nagy], *História*, 1995, n° 9-10, pp. 18-20. Cf. M. RAINER, *Nagy Imre...* II, pp. 339-437.

⁶⁸⁸ ROMSICS, *Magyarország története...*, pp. 405-407.

que se réorganisaient les syndicats et l'armée⁶⁸⁹. La consolidation intérieure du régime fut donc réussie. Observons maintenant l'évolution de la situation extérieure du pays après l'écrasement de la révolution.

*La situation internationale du gouvernement Kádár et sa politique étrangère*⁶⁹⁰

La répression brutale de l'insurrection hongroise par les Soviétiques et l'installation manifestement illégale du nouveau gouvernement hongrois avec l'aide de Moscou mirent l'État hongrois dans une situation internationale difficile. Le lendemain de l'arrivée de Kádár à Budapest, le 8 novembre 1956, les représentants permanents des pays de l'OTAN négociaient déjà, lors d'une réunion du Conseil atlantique, les modalités du boycott diplomatique⁶⁹¹. Les contacts diplomatiques furent réduits au minimum protocolaire entre ces États et la Hongrie. Les missions diplomatiques occidentales à Budapest s'abstinrent de tout geste susceptible d'exprimer une reconnaissance officielle du gouvernement Kádár. A cause des manœuvres des pays atlantiques, la diplomatie hongroise fut grandement isolée dans les organisations internationales, notamment à l'ONU.

Par ailleurs, sur le plan intérieur, la politique d'augmentation du niveau de vie supposait une économie fonctionnant bien. Or, il était évident que la croissance de l'économie hongroise, réduite aux ressources extérieures et au commerce extérieur, dépendait avant tout de l'utilisation efficace des possibilités découlant des relations tant avec les pays du bloc soviétique qu'avec les pays occidentaux. La Hongrie avait besoin des matières primaires et de l'énergie

⁶⁸⁹ *Ibidem*, pp. 407-410, 412.

⁶⁹⁰ Voir *Magyar külpolitika 1956–1989. Történeti kronológia* [La politique étrangère hongroise 1956-1989. Chronologie historique], sous la direction de Miklós NAGY, Budapest, Commission pour les recherches contemporaines de l'Académie hongroise des Sciences, 1993 ; SIPOS, Péter, « Magyarország nemzetközi mozgástere » [La marge de manoeuvre internationale de la Hongrie], *História*, 1995, n° 9-10, *op. cit.*, pp. 3-5 ; BÉKÉS, « A kádári külpolitika 1956–1968 » [La politique étrangère de Kádár, 1956-1968], *Rubicon*, 1998, n° 1, pp. 19-22 ; M. FÜLÖP-P. SIPOS, *Magyarország külpolitikája a XX. században*, pp. 429-435 ; ROMSICS, *Magyarország története...*, pp. 419, 510-511. Pour les relations entre le ministère des Affaires étrangères et la direction du Parti au début de l'époque de KÁDÁR Cf. l'introduction d'István VIDA au recueil de documents « Az MSZMP Politikai Bizottságának 1958. január 15-i határozata a Külügyminisztérium munkájáról » [La résolution du 15 janvier 1958 du Bureau politique du Parti socialiste ouvrier hongrois sur le travail du ministère des Affaires étrangères], *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...*, pp. 629-632.

⁶⁹¹ AMAE : Services des Pactes, carton 210, n° 50.444 (9 novembre 1956). Télégramme d'Alexandre PARODI, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord. On présentera plus tard en détail la position de l'Alliance atlantique vis-à-vis du gouvernement KÁDÁR.

soviétiques. Les relations occidentales pouvaient lui permettre, même partiellement, de rester en contact avec l'évolution de l'économie mondiale et le développement des technologies de pointe⁶⁹². Pendant toute la période Kádár, le principe directeur de la diplomatie hongroise fut, outre la loyauté inconditionnelle envers l'URSS, la mise à profit du champ d'action ouvert sur le plan international au bénéfice de l'intérêt national (tels que les décideurs l'envisageaient évidemment) dans tous les cas où ce dernier ne se heurtait pas aux intérêts de Moscou. Selon Cs. Békés les conditions internationales pour la réalisation de cette politique pragmatique furent particulièrement avantageuses non seulement dans les années 1960, mais – contre toute apparence – dans la période immédiatement postérieure à l'écrasement de l'insurrection. A cet égard, le facteur le plus important était la continuation de la déstalinisation en Union soviétique, c'est-à-dire, sur le plan intérieur, l'établissement du système post-stalinien, ainsi que, en matière de politique étrangère, le renforcement du principe de la coexistence pacifique. Ce dernier promettait le développement de relations politiques, économiques et culturelles entre les deux blocs⁶⁹³.

La direction du ministère des Affaires étrangères avait un programme d'action urgent au lendemain des troubles de « la contre-révolution » : a) le rétablissement des rapports avec les pays communistes, b) la résistance tenace aux tentatives « impérialistes » d'« ingérence illégale » dans les affaires intérieures hongroises, et enfin c) l'offensive pour la reconnaissance internationale du « Gouvernement révolutionnaire ouvrier paysan » et pour le maintien des relations diplomatiques avec les pays occidentaux. Pour surmonter la crise économique et l'isolement international causés par les événements révolutionnaires, la diplomatie hongroise s'efforçait avant tout de recourir à la solidarité des pays du bloc soviétique⁶⁹⁴. Le gouvernement Kádár avait demandé leur aide dès le 5 novembre 1956. Le jour même, le Maréchal N. Boulganine, chef du gouvernement soviétique, adressa un message à J. Kádár en promettant « l'assistance fraternelle » de l'Union soviétique. Le 6 novembre, Chou en-Laï, Premier ministre chinois, envoya un télégramme à Kádár en annonçant une aide de 30 millions de roubles. Les délégations des gouvernements et des partis se succédaient à Budapest : le 15 novembre Georgi Malenkov, vice-président du Conseil des

⁶⁹² BÉKÉS, « A kádári külpolitika 1956–1968 », p. 19.

⁶⁹³ *Ibidem*, p. 20.

⁶⁹⁴ ANH : XIX-J-1-j, (1945-1964), carton 9, 8/1958 (26 novembre 1957). *Külpolitikai tevékenységünk mérlege (1956. nov. –1957. nov.)* [Le bilan de notre activité de politique étrangère]. La version finale de ce document fut publiée par István VIDA : « Az MSZMP Politikai Bizottságának 1958. január 15-i határozata a Külügyminisztérium munkájáról » [La résolution du 15 janvier 1958 du Bureau politique du Parti socialiste ouvrier hongrois sur le travail du ministère des Affaires étrangères], *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...*, pp. 629-650.

ministres soviétique, le 16 novembre Viliam Siroký, chef du gouvernement tchécoslovaque, le 20 novembre Otto Grotewohl, Premier ministre de la RDA, vinrent en Hongrie. Les 22-23 novembre, Gheorghe Gheorghiu-Dej, premier secrétaire du parti et Stoica Chivu, président du Conseil des ministres roumains, négocièrent avec les dirigeants hongrois. A l'issue de ces rencontres, des déclarations communes furent publiées afin de renforcer la position internationale de la nouvelle direction hongroise. Diverses aides financières furent apportées. La Tchécoslovaquie livra des marchandises pour une somme de 90 millions de couronnes, la RDA pour 22 millions de marks, la Roumanie pour plus de 60 millions de roubles. Des entretiens à l'échelon suprême eurent lieu à Budapest les 1-4 janvier 1957 entre les dirigeants bulgares, tchécoslovaques, hongrois, roumains et soviétiques. Les 16-17 janvier 1957, Chou en-Laï fit une visite en Hongrie⁶⁹⁵.

Naturellement, c'est l'assistance politique, économique et militaire de Moscou qui fut primordiale pour le nouveau régime hongrois. Les 20-28 mars 1957, une délégation hongroise dirigée par Kádár négocia à Moscou. Il fut admis que l'Union soviétique prêterait en 1957 875 millions de roubles en marchandises et en devises librement utilisables par la Hongrie. La régularisation de la situation juridique des troupes soviétiques stationnant en Hongrie fut également décidée. Un traité fut signé le 27 mai 1957 à Budapest.

Bien que le gouvernement polonais, le 25 novembre 1956, décida de prêter assistance à la Hongrie pour 100 millions de zlotys en marchandises, les autorités polonaises dirigées par W. Gomułka prirent une certaine distance avec le gouvernement Kádár. Jusqu'au mois de mai 1958, malgré les efforts de la diplomatie hongroise, il n'y eut pas de rencontre bilatérale polono-hongroise au niveau le plus élevé. L'attitude de J.-B. Tito vis-à-vis du gouvernement Kádár constituait un autre problème à résoudre pour la politique étrangère hongroise. En effet, l'arrestation d'Imre Nagy et de ses compagnons à la sortie de l'ambassade yougoslave le 21 novembre 1956 entraîna un refroidissement non seulement dans les rapports entre Moscou et Belgrade, mais aussi dans les relations entre cette dernière capitale et Budapest. La diplomatie hongroise obtint une certaine amélioration par « *l'application simultanée de la patience et de la résolution* » face aux Yougoslaves⁶⁹⁶.

En ce qui concerne les pays capitalistes, le ministère des Affaires étrangères hongrois les divisait en trois groupes : « *les pays participant aux groupements militaires agressifs* », ce qui incluait surtout les membres de

⁶⁹⁵ Magyar külpolitika 1956-1989..., pp. 19-23.

⁶⁹⁶ ANH : XIX-J-1-j, (1945-1964), carton 9, 8/1958 (26 novembre 1957). Külpolitikai tevékenységünk mérlege...

l'OTAN, les États neutres européens, et enfin les pays neutres asiatiques et africains. Envers le premier groupe, les autorités hongroises se montraient très fermes et décidées. C'était un grand changement par rapport à la politique de détente menée dans la période antérieure à la révolution. Fin novembre 1956, le ministère des Affaires étrangères hongrois envoya une note à la légation des États-Unis à Budapest pour mettre fin à l'utilisation « illégale » d'un émetteur-récepteur. Au début de 1957, l'attaché militaire de la légation britannique, le Colonel James N. Cowley, puis, plus tard, l'attaché de l'air américain et son adjoint furent expulsés. En février 1957, les autorités hongroises demandèrent au nouveau ministre américain en Hongrie, E. T. Wailes, de présenter ses lettres de créance. Son refus d'obtempérer entraîna son départ contraint du territoire hongrois. Dans l'optique de la diplomatie hongroise, ce fut la crise la plus grave mettant en cause le maintien des relations diplomatiques avec les États-Unis et peut-être avec d'autres pays de l'OTAN. En réalité, comme on le montrera plus bas, la décision de maintenir les missions diplomatiques occidentales en Hongrie avait déjà été prise en décembre 1956. Le Ministère exigea avec vigueur la cessation de l'action humanitaire des légations française, belge et britannique. Il n'invita pas les chefs de mission occidentaux participant au boycott diplomatique aux programmes organisés par le gouvernement hongrois. La diplomatie hongroise protesta contre le langage qu'elle estimait rude employé par les gouvernements des pays membres de l'OTAN, par leurs représentants en Hongrie et par les émissions radiophoniques occidentales concernant le nouveau régime hongrois. Pour isoler ces légations, les autorités hongroises s'efforcèrent, parfois en usant de méthodes policières, de couper leurs relations sociales⁶⁹⁷. Le renforcement et la multiplication des liens entre des diplomates occidentaux et des intellectuels furent considérés comme particulièrement dangereux. En effet on supposait que les représentations des pays de l'OTAN, tirant les conclusions de la « contre-révolution », désiraient en priorité approcher ces milieux car il y avait chez eux « *une base pour l'affermissement de l'influence idéologique bourgeoise* »⁶⁹⁸.

Parallèlement à ces mesures énergiques, le ministère des Affaires étrangères essayait de briser l'unité des missions occidentales à Budapest à propos du boycott. La prolongation automatique des traités commerciaux avec les pays concernés fut interprétée par la presse hongroise comme la signature de nouveaux traités. La diplomatie hongroise proposa des conventions qui étaient

⁶⁹⁷ *Ibidem*.

⁶⁹⁸ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 3, 001919/1958 (16 janvier 1958). Note de Károly CSATORDAY, chef du Service du protocole, *Budapesti diplomáciai képviselők propagandamunkája* [Le travail de propagande des missions diplomatiques à Budapest].

avantageuses même pour les pays partenaires. C'est dans cet esprit qu'elle poursuivait des négociations en matière d'aviation avec la Suède, la Belgique et les Pays-Bas. Les négociateurs hongrois mirent en avant que les pourparlers avec les concurrents de leurs interlocuteurs étaient plus avancés et que le premier signataire bénéficierait de conditions plus avantageuses que les autres. Les gouvernements intéressés rivalisèrent d'efforts pour conclure ce traité. En se prêtant à quelques petites concessions (par exemple la libération de certains employés hongrois arrêtés) les autorités hongroises firent savoir qu'elles étaient disposées à normaliser les relations diplomatiques⁶⁹⁹.

Les manœuvres de la diplomatie hongroise en vue de lever les discriminations négatives des pays de l'OTAN à son égard finirent par porter leurs fruits. Selon un rapport plusieurs fois cité du ministère hongrois, le ministre plénipotentiaire français, J. Paul-Boncour, annonça en novembre 1957 qu'il voulait entrer en contact avec les membres du gouvernement hongrois. Les diplomates occidentaux accrédités à Budapest changèrent alors de ton avec leurs interlocuteurs hongrois. Le gouvernement britannique, qui avait refusé à donner l'agrément à Lajos Bebrits en mars 1957, le donna à Pál Földes quelques mois plus tard. La plupart des pays occidentaux supprimèrent les restrictions de circulation imposées aux diplomates hongrois. Le gouvernement danois consentit à l'installation d'une légation hongroise à Copenhague. Selon une note rédigée après la visite de J. Paul-Boncour au ministère des Affaires étrangères hongrois le 15 octobre 1957, le ministre de France avait dit que le maintien du boycott diplomatique était contraire à la conviction des chefs de mission des pays de l'OTAN qui n'obéissaient qu'aux instructions de leurs ministères respectifs⁷⁰⁰. Dans la perspective de la diplomatie hongroise, les pays neutres européens, comme la Suisse, la Suède ou l'Autriche se comportaient de la même façon que les membres de l'OTAN. Des méthodes similaires furent employées à leur rencontre⁷⁰¹.

Les pays neutres asiatiques et africains (l'Égypte, la Syrie, l'Inde, l'Indonésie, la Birmanie, Ceylan, l'Afghanistan etc.) constituaient le troisième groupe d'États « capitalistes » en direction desquels le ministère des Affaires étrangères hongrois élaborait un programme d'action en relation avec les événements révolutionnaires d'octobre-novembre 1956. On voulait avant tout persuader les gouvernements de ces pays que les événements n'avaient pas été « une révolte

⁶⁹⁹ ANH : XIX-J-1-j, (1945-1964), carton 9, 8/1958 (26 novembre 1957). *Külpolitikai tevékenységünk mérlege...*

⁷⁰⁰ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 3, 001491/9/1957 (15 octobre 1957). Note de Károly CSATORDAY, chef du Service du protocole, *Jean Paul-Boncour követ látogatása* [La visite du ministre Jean Paul-Boncour].

⁷⁰¹ ANH : XIX-J-1-j, (1945-1964), carton 9, 8/1958 (26 novembre 1957). *Külpolitikai tevékenységünk mérlege...*

nationale spontanée », mais « *une contre-révolution soutenue par l'impérialisme* ». Sur la base d'instructions du Ministère les missions diplomatiques hongroises s'efforçaient de diffuser cette thèse. La visite du vice-ministre des Affaires étrangères, Károly Szarka, en août 1957 en Inde, à Ceylan, en Indonésie, en Birmanie, en Égypte et au Soudan avait pour but d'obtenir le soutien de ces pays lors des débats de l'Assemblée générale de l'ONU. Les réactions des gouvernements de la Syrie, de l'Égypte et de l'Indonésie furent particulièrement favorables. Le gouvernement indonésien donna l'agrément au ministre hongrois peu après l'écrasement de la révolution. Les missions diplomatiques hungaro-égyptiennes furent même élevées au rang d'ambassades. Outre l'argument de *l'impérialisme* qui devait être persuasif dans les anciennes colonies, la diplomatie hongroise se montra compréhensive à propos des intérêts particuliers de ce groupe d'États. Elle soutint l'Égypte dans l'affaire de Suez, la Syrie face aux Turcs et aux Américains, l'Inde à propos de la question du Cachemire, l'Indonésie dans sa gestion du problème de la Nouvelle-Guinée occidentale encore néerlandaise... Des groupes interparlementaires de ces pays furent invités en Hongrie. Le renforcement des relations économiques et culturelles avec ces régions du monde fut également décidé⁷⁰².

Après son installation, le gouvernement présidé par J. Kádár dut donc faire face à une situation difficile sur le plan international. Ses intérêts économiques et politiques lui prescrivaient impérativement de sortir de l'isolement causé par l'attitude hostile des pays occidentaux qui exerçaient une influence décisive dans les organisations internationales, notamment au sein de l'ONU. Néanmoins il est important de noter que la nouvelle direction du parti hongrois n'envisagea au départ que de mesures diplomatiques pratiques. L'élaboration d'une conception cohérente commença en automne 1957. En effet, Kádár et son équipe se concentrèrent d'abord sur la consolidation intérieure : l'étouffement de la résistance par la répression et le rétablissement d'institutions communistes etc⁷⁰³. Dans sa lutte pour la reconnaissance internationale, la politique étrangère hongroise s'appuya surtout sur les aides économiques et diplomatiques des pays du bloc soviétique. Le rôle de l'URSS était évidemment décisif. Pour la suppression de « la question hongroise » de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU, la diplomatie hongroise voulut utiliser l'appui des pays du Tiers Monde dont les délégations étaient de plus en plus nombreuses aux Nations Unies. Néanmoins l'assistance du bloc soviétique et la sympathie de certains États neutres, asiatiques et africains, ne pouvait suffire à atteindre cet objectif. Le facteur le plus important dans le processus de sortie de l'isolement diplomatique

⁷⁰² *Ibidem*.

⁷⁰³ VIDA, contribution déjà citée dans *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében...*, p. 629.

fut le changement progressif de l'attitude des pays occidentaux. Avant d'analyser ce phénomène et l'influence de la crise hongroise sur la politique des pays de l'OTAN, on présentera les effets des événements de Hongrie dans le bloc de l'Est.

2. LES EFFETS DE LA CRISE HONGROISE DANS LE BLOC SOVIÉTIQUE

Les conséquences de la révolte hongroise dans la politique étrangère soviétique

Malgré l'immense vague d'indignation suscitée par l'intervention sanglante de l'armée soviétique en Hongrie dans l'opinion mondiale et dans les instances internationales, la position de la diplomatie soviétique se fortifia considérablement dans la période postérieure à la révolution hongroise, et ce pour deux raisons. Bien que le dénouement de la campagne de Suez pouvait être attribué à la pression américaine sur la France et la Grande-Bretagne, les messages du Maréchal N. Boulganine menaçant les « agresseurs » d'une punition au moyen de fusées atomiques impressionnèrent bien plus certains pays du Tiers Monde solidaires avec l'Égypte. Le poids international de l'Union soviétique augmenta avec le lancement de la fusée Spoutnik en octobre 1957. Il semblait indiquer un niveau de développement supérieur à celui des États-Unis dans un domaine important. Ces facteurs assuraient des conditions particulièrement avantageuses pour l'extension de l'influence soviétique dans les pays neutralistes asiatiques et africains. C'est pour contrecarrer ce danger que la diplomatie américaine insista pour maintenir la « question hongroise » à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies, comme on verra plus tard, de 1956 à 1962. La condamnation régulière de l'Union soviétique avait pour but de dénoncer sa « vraie nature » devant les représentants des pays en voie de développement. Cette politique gênait Moscou qui répliquait que les résolutions de l'ONU constituaient des ingérences dans les affaires intérieures de la Hongrie et de l'Union soviétique. La politique étrangère soviétique prétendait que les États-Unis envisageaient toute question internationale à l'aune de l'équilibre militaire entre les deux superpuissances, équilibre qui déterminait leur relation particulière. Cette attitude soviétique fut mise en évidence par le télégramme envoyé par le Maréchal N. Boulganine au président américain, Dwight David Eisenhower le 5 novembre 1956. Le Premier ministre soviétique y proposait, comme nous l'avons vu précédemment, une coopération dans la résolution du conflit du Moyen-Orient. Il félicita D. D. Eisenhower pour sa réélection dans un

autre télégramme. Dans cet esprit de détente, le 17 novembre, les dirigeants soviétiques lancèrent une proposition de désarmement dans laquelle ils se montraient plus souples qu'auparavant sur plusieurs points. Le débat aux Nations Unies sur l'intervention soviétique en Hongrie nuisit un certain temps à la coopération des deux « géants ». Mais aux yeux des gouvernements du Tiers Monde, qui était alors l'enjeu de la lutte d'influence entre Moscou et Washington, le comportement dans une crise touchant un pays en voie de développement comptait bien plus qu'un problème européen. C'est pour cela que l'insistance sur la tragédie hongroise n'influença guère l'expansion soviétique dans les régions concernées⁷⁰⁴.

En revanche les rapports soviéto-yougoslaves se détériorèrent considérablement du fait de l'affaire hongroise. L'accord intervenu entre N. Khrouchtchev et J. B. Tito à Brioni lors des négociations secrètes des 2-3 novembre à propos de l'éviction d'Imre Nagy de la scène politique se révéla un malentendu. Sa fuite puis son séjour à l'ambassade yougoslave à Budapest inspirée par les dirigeants de Belgrade devint une affaire très pénible. L'enlèvement d'Imre Nagy et de ses compagnons par les autorités militaires soviétiques malgré le sauf-conduit de Kádár le 22 novembre augmenta grandement la tension entre l'URSS et la Yougoslavie ainsi qu'entre cette dernière et la Hongrie. En effet, J. B. Tito ne désirait pas partager l'isolement international de ces deux gouvernements. Néanmoins la vraie raison du renouvellement des tensions entre l'Union soviétique et la Yougoslavie, après une période de rapprochement, ne fut pas l'affaire de Nagy. Ce problème joua plutôt un rôle de catalyseur dans le processus. Les Soviétiques reconnurent, jusqu'au printemps 1958, que Belgrade se refusait à revenir au sein du camp soviétique. De plus, la Yougoslavie voulait jouer un rôle de plus en plus actif dans le mouvement des pays non alignés⁷⁰⁵.

En ce qui concerne les effets exercés par les événements révolutionnaires hongrois sur les relations de l'Union soviétique avec ses satellites d'Europe orientale, il nous faut avoir une attitude prudente. En effet le document-clé codifiant dans une certaine mesure ces rapports fut publié justement durant l'insurrection hongroise. Néanmoins, conformément à ce qui a été précisé dans le Chapitre premier, la déclaration du gouvernement soviétique du 30 octobre 1956 est le fruit d'un processus d'élaboration qui avait duré plusieurs mois. Le seul point directement lié à la situation immédiate fut la

⁷⁰⁴ BÉKÉS, Az 1956-os magyar forradalom..., pp. 74-79.

⁷⁰⁵ *Ibidem*, pp. 79-80. Sources publiées sur les relations soviéto-yougoslaves entre 1956 et 1959: *Top secret. Magyar-jugoszláv kapcsolatok, 1956...* et *Top secret. Magyar-jugoszláv kapcsolatok, 1956-1959. Dokumentumok* [Top secret. Les relations hungaro-yougoslaves, 1956-1959 Documents], sous la direction de József KISS, Zoltán RIPP et István VIDA, Budapest, la Commission pour l'histoire contemporaine de l'Académie hongroise des Sciences, 1997.

référence à un examen par l'Union soviétique de la question du stationnement des troupes soviétiques dans les pays de l'Europe de l'Est. Toutefois cette promesse visant à l'origine à apaiser les esprits en Pologne et en Hongrie, et elle avait également sa place dans la nouvelle politique soviétique envers ses alliés. Le fait que l'Occident reconnut *de facto* le *statu quo* établi en 1945 lors de la crise hongroise augmenta grandement la sécurité de l'Union soviétique et réduisit l'importance de la présence de son armée dans les pays satellites. C'est pourquoi Moscou put évacuer ses troupes de Roumanie en 1958. La situation géopolitique de ce pays assurait que le système politique soviétique y subsistait, et qu'il resterait un membre stable du bloc. Le maintien du système politique communiste de type soviétique et l'appartenance au Pacte de Varsovie étaient toujours considérés à Moscou comme obligations *sine qua non* pour ses alliés en Europe orientale. Mais quand la déclaration gouvernementale soulignait qu'il fallait respecter la souveraineté des pays et tenir compte de leur passé et de leurs spécificités nationales, les dirigeants soviétiques introduisaient une conception plus souple des relations entre l'URSS et ses satellites par rapport à l'ère de Staline⁷⁰⁶. Tandis que cette nouvelle ligne se mettait en place à partir des années 1960 sur le plan politique, on peut constater son apparition dès fin 1956-début 1957 dans les relations économiques. En ce temps-là presque toutes les démocraties populaires négocièrent avec l'Union soviétique de nouveaux accords commerciaux et financiers. Même si on en resta au système bilatéral, les traités inégaux de la période stalinienne furent modifiés⁷⁰⁷. Ainsi l'aide économique soviétique joua un grand rôle dans la consolidation du régime de Kádár.

On peut donc constater que la crise hongroise ne modifia significativement ni la position internationale de l'Union soviétique et ni sa ligne de conduite diplomatique. Malgré les actions américaines à l'ONU, cette affaire ne porta pas atteinte à son influence dans le Tiers Monde. L'URSS restait toujours disposée à approfondir la coopération avec Washington. L'élaboration de la nouvelle politique soviétique vis-à-vis des alliés est-européens commença bien avant l'éclatement de l'insurrection hongroise. Et enfin, les événements de Hongrie et la question de Nagy ne provoquèrent pas le refroidissement des relations soviéto-yougoslaves : ces facteurs contribuèrent seulement à l'articulation des tensions existantes. Examinons maintenant les effets de la révolution hongroise dans la politique intérieure des pays du bloc soviétique.

⁷⁰⁶ BÉKÉS, Az 1956-os magyar forradalom..., pp. 81-83.

⁷⁰⁷ René GIRAULT-Robert FRANK, *La loi des géants, 1941-1964*, Paris-Milan-Barcelone-Bonn, Masson, 1993, p. 328.

Les répercussions dans la politique intérieure des États du camp soviétique

La nature des questions sur ce point est différente de ce qui a été vu plus haut. Une autre question se pose : quelle furent les réactions de la population et des équipes dirigeantes de l'URSS et de ses satellites à la révolte hongroise au moment des événements et à plus long terme ?

La crise hongroise entrava pour un certain temps l'épanouissement de la déstalinisation en Union soviétique. Les leaders staliniens, comme V. Molotov et Lazare Kaganovitch empêchèrent provisoirement la libéralisation des conditions politiques⁷⁰⁸. L'initiative de V. Molotov, à la réunion du Présidium du PCUS, le 4 novembre 1956, fut caractéristique. Il proposa le rétablissement du nom du Parti des travailleurs hongrois à la place du Parti socialiste ouvrier hongrois. Ce changement aurait signifié la restauration du régime Rákosi-Gerő qui s'était écroulé pendant la révolution⁷⁰⁹. N. Khrouchtchev et la majorité de la direction soviétique repoussèrent ce projet. Néanmoins lors d'un discours prononcé à la rencontre de Budapest au début de janvier 1957, le premier secrétaire soviétique s'identifia « fièrement » à nouveau stalinien. Néanmoins après la tentative de coup d'État avortée du mois de juin 1957, N. Khrouchtchev évinça ses adversaires, et la réalisation du programme de déstalinisation proclamé lors du 20^e Congrès recommença. La chute de Khrouchtchev en 1964 ne peut pas donc être expliquée par le raffermissement de la tendance antiréformiste due au choc de la révolution hongroise. Son éviction découla de sa personnalité, et surtout de ses démarches imprévisibles, sur le plan intérieur et international, qui menaçaient la stabilité de l'Union soviétique⁷¹⁰.

Dans presque tous les pays du bloc soviétique – y compris l'URSS – il y a eu des manifestations plus ou moins intenses de solidarité envers la révolte hongroise (par exemple les mouvements estudiantins et « la révolte des intellectuels » en RDA). La réponse du pouvoir fut partout, sauf en Pologne, une sévère répression : internements, arrestations, emprisonnements et même exécutions. La Roumanie se distingua par une brutalité liée à la volonté d'intimidation de la minorité hongroise au prétexte des événements en Hongrie. On y exécuta plus de 20 personnes, et plusieurs milliers furent emprisonnées ou internées⁷¹¹. En RDA, la campagne visa surtout des intellectuels révisionnistes. Outre les arrestations,

⁷⁰⁸ BÉKÉS, Az 1956-os magyar forradalom..., p. 80.

⁷⁰⁹ *Döntés a Kremlben...*, pp. 96-97.

⁷¹⁰ BÉKÉS, Az 1956-os magyar forradalom..., pp. 80-81.

⁷¹¹ *Ibidem*, p. 84.

certains furent publiquement flétris et/ou révoqués⁷¹². « *Les organes de la dictature prolétarienne existent en Bulgarie, et ils se fortifient toujours* », disait Todor Jivkov, premier secrétaire du Parti communiste bulgare dans un discours du 28 novembre 1956. Pour illustrer ses propos, plusieurs milliers de personnes furent arrêtées. En Albanie, le 25 novembre, on condamna à mort trois dirigeants proposant un rapprochement avec la Yougoslavie⁷¹³.

L'exemple de la révolte hongroise fut tout de même fort instructif pour les équipes dirigeantes des pays satellites. Elles durent reconnaître que les revendications portant sur des réformes radicales pouvaient aboutir très rapidement à l'effondrement du système communiste, et que, dans ce cas, les Soviétiques intervenaient même avec les moyens militaires les plus brutaux. Néanmoins la direction en place, responsable des troubles (comme le groupe de E. Gerő en Hongrie) pouvait être sacrifiée⁷¹⁴. La crise hongroise incitait donc les leaders est-européens à éviter à tout prix le développement de crises similaires. D'une part, ils prirent des mesures ayant pour but de reserrer le contrôle sur la population, surtout sur les groupes sociaux supposés les plus dangereux pour leur pouvoir, notamment les intellectuels⁷¹⁵. D'autre part, les dirigeants des pays satellites cherchèrent à élargir la base sociale du régime. L'exemple de la révolution hongroise leur suggéra qu'ils devaient désormais tenir compte des exigences de la population⁷¹⁶. Parallèlement aux mesures répressives, presque tous les gouvernements satellites s'efforcèrent d'augmenter le niveau de vie par le relèvement des salaires, des allocations familiales, des retraites, etc⁷¹⁷. Ces deux tendances peuvent être également observées dans la Pologne dirigée par W. Gomułka. Bien que ce pays soit allé le plus loin dans la libéralisation, les leaders du POUP, malgré la popularité indéniable du premier secrétaire, savaient parfaitement que la seule garantie du maintien au pouvoir de leur parti était le stationnement des troupes soviétiques sur le territoire polonais. Ce facteur était également primordial pour la sécurité de la ligne Oder-Neisse car l'Union soviétique qui était la seule grande-puissance reconnaissant, à l'époque, cette frontière. Et le révisionisme territorial allemand était encore un danger réel⁷¹⁸. L'émergence du nationalisme au sein de la direction roumaine peut être

⁷¹² OSTERMANN, « Kelet-Németország és a magyar forradalom », p. 184.

⁷¹³ FEJTŐ, *A népi demokráciák története* II, pp. 116-117.

⁷¹⁴ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 84.

⁷¹⁵ FEJTŐ, *A népi demokráciák története* II, pp. 114, 116-118.

⁷¹⁶ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 84.

⁷¹⁷ FEJTŐ, *A népi demokráciák története* II, p. 116 ; RETEGAN, « A román kommunizmus... », p. 136 ; OSTERMANN, « Kelet-Németország és a magyar forradalom », p. 184 ; PACZKOWSKI, *Fél évszázad...*, pp. 208-209.

⁷¹⁸ *Az 1956-os magyar forradalom lengyel...*, p. 16.

également expliquée par la recherche d'une nouvelle légitimité auprès du peuple⁷¹⁹.

Même si certains observateurs contemporains, comme Raymond Aron, pensaient que les événements hongrois et polonais de l'automne 1956 démontraient « *la défaite du communisme russe en Europe* »⁷²⁰, la population des pays satellites n'était pas en général de cet avis. Le sort tragique de la révolte, la passivité des puissances occidentales, la brutale intervention soviétique et les sanglantes répressions qui s'ensuivirent exercèrent une influence pacificatrice dans la région⁷²¹. Ces sociétés comprirent qu'un pays de l'Europe de l'Est ne pouvait sortir de l'orbite soviétique par une révolte armée. A cause de cette expérience traumatisante, les mouvements d'opposition bornaient désormais grandement leurs ambitions en tenant compte des intérêts de sécurité soviétique⁷²².

La crise hongroise de l'automne 1956 ne modifia pas fondamentalement le développement historique de la région est-européenne. Toutefois le choc causé par les événements entraîna certains changements touchant aussi bien les élites au pouvoir que les populations. Ces changements contribuèrent paradoxalement à la stabilité des régimes communistes : les équipes dirigeantes, outre le perfectionnement du système d'asservissement, firent désormais plus de concessions à la société en vue d'augmenter leur popularité. Les populations de l'Europe orientale, quant à elles, comprirent que les révoltes armées contre l'emprise soviétique n'avait pas de sens.

Voyons maintenant les effets de la révolte hongroise et ses suites sur la diplomatie occidentale. Conformément à la méthode suivie dans la Première partie, on évoquera dans ce but les positions prises à l'OTAN par les pays-membres pour que l'on puisse ensuite définir plus précisément l'attitude et les actions de la politique étrangère française concernant les conséquences de la révolution hongroise.

⁷¹⁹ FEJTŐ, *A népi demokráciák története* II, pp. 118-119 ; GIRAULT-FRANK, *La loi des géants...*, p. 328.

⁷²⁰ SOUTOU, *La guerre de Cinquante Ans...*, pp. 335-336 (source de la citation : Article du 26 octobre 1956, « L'histoire va dans le sens de la liberté », Raymond ARON, *Les Articles de la politique internationale dans le Figaro de 1947 à 1977*, tome II, *La Coexistence (1955-1965)*, présentation et notes par SOUTOU, Paris, Éditions Fallois, 1993).

⁷²¹ GOMULKA utilisa également cet « argument » pour apaiser les esprits en Pologne. Cf. *Az 1956-os magyar forradalom lengyel...*, p. 16.

⁷²² BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 85.

3. L'OTAN ET LES COROLLAIRES DE LA CRISE HONGROISE

Dans la Première partie, nous avons déjà examiné l'attitude de l'Alliance atlantique à propos des antécédents et du déroulement de l'insurrection hongroise. On observera cette fois sa réaction dans sa complexité, et notamment après le 4 novembre 1956, date de la deuxième intervention soviétique. On étudiera les étapes de l'analyse des événements hongrois au sein des organes de l'OTAN jusqu'au printemps 1957, la cristallisation d'une nouvelle politique de l'Alliance envers les pays satellites de l'Europe orientale⁷²³.

Vers la formation d'un programme d'action

Bien que le Conseil de l'OTAN tint plusieurs séances durant la révolution hongroise, et que les représentants consacèrent la majeure partie de leur temps à cette affaire, ils ne purent pas adopter une ligne de conduite commune. Il ne s'agissait que d'échanges et d'interprétations des informations. Néanmoins, au cours des deux semaines suivant la répression de la révolte hongroise, un programme d'action se mit en place.

Le 5 novembre et les jours suivants, le Conseil atlantique débattit avec intensité des conséquences possibles des crises de Suez et de Hongrie. Le 5 novembre le représentant américain exposa l'avis selon lequel « *en certaines circonstances, la Russie pouvait être entraînée à tenir compte de l'opinion mondiale. Il importait donc que tous les Gouvernements adressent à Moscou des protestations motivées et énergiques et facilitent, dans leurs pays respectifs, l'expression de l'indignation générale* »⁷²⁴. Cette idée paraissait d'autant plus réalisable que l'opinion publique occidentale fut vraiment consternée par l'agression soviétique. Les fameuses lettres du Maréchal N. Boulganine envoyées le 5 novembre aux gouvernements britannique, français et israélien troublèrent également la tranquillité au Conseil. Le 6 novembre les ambassadeurs prirent déjà quelques décisions concrètes. Ils estimaient que le maintien d'une coopération étroite entre les représentants alliés à l'ONU était essentiel. Il leur importait de maintenir une pression constante sur l'Union soviétique en multipliant, sous des formes différentes (envoi d'observateurs, stationnement de forces internationales,

⁷²³ Cf. KECSKÉS, « A NATO és a magyar forradalom ».

⁷²⁴ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 50.430 (6 novembre 1956). Télégramme d'Alexandre PARODI, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

missions humanitaires), les projets de résolution qui permettraient de dénoncer l'action soviétique en Hongrie. Diverses propositions relatives au boycott contre Moscou furent envisagées. On décida tout de suite l'abstention aux fêtes du 7 novembre. L'ambassadeur de l'Italie parla de la rupture diplomatique, hypothèse à propos de laquelle le représentant américain émit aussitôt une réserve expresse. L'allemand H. A. Blankenhorn mentionna la possibilité de rappeler « en consultation » les chefs des missions diplomatiques occidentales à Moscou⁷²⁵.

Le 8 novembre 1956, les représentants permanents des pays de l'OTAN négociaient déjà les modalités du boycott diplomatique contre le gouvernement Kádár. Selon l'opinion italienne à laquelle se rallia l'ambassadeur belge, les puissances occidentales ne devaient pas reconnaître le nouveau cabinet hongrois. On estima tout de même qu'il n'y avait pas d'urgence absolue à prendre la décision, la présence des légations des pays de l'OTAN à Budapest n'impliquant pas la reconnaissance, du moins dans un premier temps. Plusieurs délégations signalèrent l'intérêt pour l'Occident et même pour la population hongroise de maintenir les missions diplomatiques en Hongrie. L'arrivée à New York, attendue pour le 12 novembre, d'une nouvelle délégation hongroise représentant le gouvernement Kádár à l'ONU, posa par contre un problème urgent. Quelle position devrait prendre des pays de l'OTAN quand cette délégation soumettrait ses pouvoirs au Comité des lettres de créance ? Le belge André de Staercke fut très catégorique : « *nous ne pouvons pas accepter de siéger aux côtés des représentants du nouveau régime* ». Les ambassadeurs américain et britannique furent plus réservés. Enfin on ajourna également la décision concernant cette question⁷²⁶.

Après une dizaine de jours, Lord Ismay, secrétaire général de l'OTAN, résuma, devant le Conseil atlantique, les résultats des négociations sur l'affaire de Hongrie. Il rappela qu'il y avait un sentiment général au sein du Conseil en faveur d'une coordination à l'ONU de la pression à exercer sur l'Union soviétique pour qu'elle modifie son attitude, en faveur également d'une assistance aux réfugiés hongrois et de la fourniture de secours humanitaires à la population hongroise. Ensuite, le Conseil demanda aux gouvernements alliés de s'abstenir de toutes relations sociales, culturelles ou sportives avec les Soviétiques. G. W. Perkins déclara que du côté américain, il avait été décidé de supprimer la participation à la foire commerciale soviétique de 1957 et, d'autre part, de suspendre tous les échanges culturels et techniques bilatéraux avec les

⁷²⁵ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 50.440 (7 novembre 1956). Télégramme d'Alexandre PARODI, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

⁷²⁶ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 50.444 (9 novembre 1956). Télégramme d'Alexandre PARODI, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

Soviétiques⁷²⁷. Donc après des semaines fiévreuses de collecte et d'interprétation des informations, un programme d'action se profilait progressivement. Les experts de l'OTAN pouvaient se mettre à l'analyse plus approfondie des événements révolutionnaires hongrois. On distingue trois étapes dans ce travail : a) les conclusions préliminaires, b) les discussions lors du Conseil ministériel en décembre 1956, et enfin c) la révision de la politique de l'Alliance atlantique envers les pays d'Europe orientale.

Les premières conclusions militaires et politiques

Dès le 31 octobre 1956 le Conseil de l'Atlantique Nord recevait des rapports sur les dimensions militaires de la crise en Europe de l'Est et notamment celles de la révolution hongroise. Le Groupe permanent de l'OTAN, bureau exécutif du Comité militaire en prépara les premières évaluations étant parvenues aux ambassadeurs le 15 novembre. Ces rapports avaient pour but principal de mettre en évidence les conséquences, pour l'OTAN, des troubles en Pologne et en Hongrie. On souhaitait surtout éclaircir comment ces événements influençaient la capacité militaire de l'Union soviétique. Dans le rapport du 5 novembre 1956, le Groupe permanent considéra que ces mouvements se traduisaient pour le proche avenir par un affaiblissement de la puissance du bloc soviétique, ce qui en conséquence réduirait les capacités soviétiques d'attaque de l'Europe occidentale, au moins temporairement. En effet on supposait que l'attention des dirigeants de Moscou étaient prise par les difficultés apparues dans leur camp, qu'ils devaient employer une partie des unités militaires pour des missions de sécurité, et que les armées polonaise et hongroise étaient des partenaires moins sûrs qu'elles ne l'avaient été avant la crise. Pour le Groupe permanent, l'affaiblissement supposé des lignes de communication avec les troupes soviétiques stationnant en Allemagne orientale entravait également la capacité offensive de l'URSS. On estimait qu'il y avait un danger potentiel au cas où les troubles, en suscitant de grands échos dans tout le bloc de l'Est, soumettraient les leaders soviétiques à une pression extrême, les amenant à mal calculer les risques et/ou à juger nécessaire de créer des diversions extérieures⁷²⁸.

⁷²⁷ AMAEB : 12787/1456, « Hongrie » dossier général, Courrier NATO n° 97 (19 novembre 1956). Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

⁷²⁸ ASIO : STAND 1717 (5 novembre 1956). Rapport du Groupe permanent, *Évaluation militaire préliminaire des événements de Pologne et Hongrie* (dans l'envoi du Captain R. D. COLERIDGE, secrétaire du Conseil de l'Atlantique Nord aux représentants permanents, *Évaluation par le*

Le rapport du Groupe permanent du 8 novembre donne plus de détails sur les risques courus par l'Occident. On craignait des erreurs d'appréciation de la part de Moscou en ce qui concerne les réactions occidentales face aux agissements soviétiques à l'égard des pays satellites ou à une menace concernant des pays neutres. Les experts de l'Alliance atlantique cherchaient à prendre en compte le regain de l'agressivité soviétique non seulement dans le cadre de la politique menée en Europe orientale, mais aussi en relation avec le problème du Moyen-Orient. Selon l'évaluation du Groupe les Soviétiques continuaient d'offrir un appui à l'Égypte et étaient disposés à y intervenir avec des forces militaires, ce qui causait une grande inquiétude⁷²⁹.

Le 28 novembre le Conseil de l'OTAN et le Groupe permanent tinrent une réunion commune au cours de laquelle Général Leon W. Johnson, président du Groupe permanent, fit un exposé d'information sur la base des renseignements et des rapports des services secrets sur les leçons militaires de la crise hongroise. Selon son estimation, l'écrasement brutal de la révolution hongroise prouvait que les objectifs fondamentaux des Soviétiques n'avaient pas été modifiés depuis la mort de Staline : « *Nous sommes en présence d'une Union soviétique tout aussi impitoyable et agressive, et plus encline à commettre des erreurs de calcul. C'est là que réside le danger le plus grave pour nous. Le potentiel soviétique continue de s'accroître, et le risque de guerre découlant d'une erreur de calcul a augmenté* »⁷³⁰.

Les experts du Groupe de travail sur les tendances de la politique soviétique arrivèrent à des résultats similaires dans leur projet de rapport à la mi-novembre. Ils voyaient s'avérer leur appréciation citée ci-dessus à propos des événements de Hongrie et du Moyen-Orient. Les dirigeants soviétiques, selon cette analyse, poursuivaient leurs efforts pour affaiblir et finalement détruire le « monde capitaliste », et pour assurer leur domination mondiale. On estimait que malgré les répercussions des événements de Hongrie, le régime de l'URSS demeurerait suffisamment stable pour continuer le développement de sa puissance économique et militaire. La réponse soviétique donnée à l'insurrection hongroise

Groupe permanent des conséquences des récents événements internationaux pour l'OTAN, RDC/491/56, 15 novembre 1956).

⁷²⁹ ASIO : STAND 1727 (8 novembre 1956). Rapport du Groupe permanent, *Nouveaux commentaires du Groupe permanent sur les événements internationaux ayant des conséquences militaires intéressant l'OTAN* (dans l'envoi du Captain R. D. COLERIDGE, secrétaire du Conseil de l'Atlantique Nord aux représentants permanents, *Evaluation par le Groupe permanent des conséquences des récents événements internationaux pour l'OTAN*, RDC/491/56, 15 novembre 1956).

⁷³⁰ ASIO : Annexe B au C-R (56)61 (1 décembre 1956). Annexe B au Procès-verbal de la réunion du Conseil atlantique et du Groupe permanent tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 28 novembre 1956.

signifiait à leur avis qu'il y avait des limites que la direction soviétique ne permettait pas aux pays satellites de dépasser, et qu'elle était prête à employer les mesures militaires les plus impitoyables pour maintenir son emprise sur le bloc. Cela impliquait, d'après des experts de l'OTAN, le danger d'une guerre conventionnelle déclenchée par les Soviétiques. Méditant sur les risques de l'explosion d'une guerre nucléaire, les rédacteurs du rapport croyaient savoir que les milieux dirigeants soviétiques comprenaient et redoutaient les conséquences d'un tel conflit ; et ils s'abstiendraient de commencer une guerre atomique. En revanche, le risque aurait été particulièrement grand si ce qu'ils estimaient être leurs positions essentielles en Europe orientale leur semblaient en danger. Tout comme le rapport du Groupe permanent, ce document souligne le risque résultant d'une erreur de calcul de la part des Soviétiques. Par exemple, se méprenant sur les intentions occidentales, ils pouvaient se convaincre que l'Union soviétique était sur le point d'être attaquée. L'obsession d'encerclement des Soviétiques aurait pu contribuer à une telle crise⁷³¹.

Après le travail préparatoire des experts politiques et militaires, les répercussions de la révolte hongroise d'octobre-novembre 1956 furent discutées au niveau le plus élevé de l'Alliance atlantique.

La session ministérielle de décembre 1956

L'un des sujets principaux du Conseil atlantique ministériel des 11-14 décembre 1956 à Paris fut la crise d'Europe de l'Est et ses conséquences sur l'OTAN. On considérait comme un objectif important que l'Alliance établisse sa nouvelle conception à propos des pays satellites sur la base du travail de préparation en cours depuis plusieurs mois et des expériences des événements récents d'Europe orientale. Le point de départ fut le constat de la prétention des Soviétiques à assurer le maintien du système communiste dans les pays satellites, même au prix de l'emploi de la force militaire, et de leur refus de toute sécession dans le bloc soviétique. Dans ce contexte, Selwin Lloyd, ministre des Affaires étrangères britannique, attira l'attention de ses collègues au premier jour de la session ministérielle sur le fait que si des soulèvements analogues se produisaient ailleurs, de fortes pressions s'exerceraient sur les puissances occidentales pour qu'elles interviennent militairement⁷³². Lors de leur visite à Londres en avril

⁷³¹ ASIO : AC/34 (56) WP/12 (15 novembre 1956).

⁷³² Durant la révolution hongroise, des insurgés se rendirent plusieurs fois à la légation britannique de Budapest pour demander des armes, des munitions et d'autres aides. Cf. BÉKÉS, « A brit kormány... », p. 25.

1956, les dirigeants soviétiques avaient déclaré sans équivoque que toute intervention dans n'importe lequel des pays du Pacte de Varsovie, risquerait d'entraîner un conflit direct avec l'Union soviétique. En évoquant cet avertissement, le ministre britannique souligna qu'il fallait que les puissances occidentales évitent avec le plus grand soin d'inciter les peuples des pays satellites à des révoltes armées contre le régime soviétique, révoltes qu'elles n'étaient pas disposées à appuyer militairement. Il estimait que la politique occidentale aurait dû encourager les pays d'Europe de l'Est à secouer progressivement le joug de l'URSS⁷³³. A cet égard, il n'y avait aucun changement par rapport à la conception de la période antérieure à la crise d'Europe orientale.

Heinrich von Brentano, ministre des Affaires étrangères de la RFA, exhorta également à la prudence. Il était d'avis que l'Alliance n'avait pas intérêt à favoriser un processus qui aboutirait à des événements dramatiques. C'est pourquoi, en ce qui concernait la Hongrie, l'Allemagne de l'Ouest avait exercé une influence modératrice sur la population de la RDA pour éviter que ne se produise une catastrophe semblable à celle que connaissait le pays danubien⁷³⁴. L'opinion générale qui se dessina à la session ministérielle était que l'OTAN ne pouvait attendre de résultats positifs de l'aggravation des rapports avec les Soviétiques, mais plutôt de l'intensification des relations économiques, politiques et culturelles. Néanmoins on souhaitait maintenir, pour un certain temps, la suspension des échanges introduite après l'écrasement de l'insurrection hongroise. H. von Brentano attacha un grand poids à ce que l'Occident exprime sa sympathie pour la Hongrie et pose publiquement quelques principes de base touchant l'organisation future de l'Europe orientale. C'est pour cette raison que l'on inséra le passage suivant dans le texte du communiqué final de la session : *« Les membres du Conseil ont suivi l'évolution des événements de Hongrie avec émotion et indignation. La répression brutale déchaînée contre l'héroïque peuple hongrois par les Soviets est en contradiction absolue avec leurs déclarations publiques. Le Conseil a réaffirmé la conviction de ses membres, selon laquelle les Nations Unies doivent poursuivre leurs efforts avec l'aide de l'opinion publique mondiale, pour amener les Soviets à retirer leurs forces de Hongrie et à réparer les torts causés au peuple hongrois. Les peuples d'Europe orientale ont le droit de choisir leur propre gouvernement, sans être soumis à aucune pression extérieure, à l'emploi ou à la menace de la force, et de décider*

⁷³³ ASIO : C-R (56)69 (Partie II) (11 décembre 1956). Procès-verbal de la réunion du Conseil atlantique tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 11 décembre 1956, à 11 heures.

⁷³⁴ ASIO : C-R (56)73 (13 décembre 1956). Procès-verbal de la réunion du Conseil atlantique tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 13 décembre 1956, à 10 heures 30 minutes.

eux-mêmes de l'organisation politique et sociale qu'ils préfèrent »⁷³⁵. Cette prise de position fut la première déclaration publique de l'OTAN, en tant qu'organisation, concernant les événements hongrois depuis le début de la crise de l'Europe de l'Est en automne 1956.

La brutale intervention militaire soviétique contre la révolution hongroise entraîna, outre la révision de la politique de l'OTAN face à l'Europe de l'Est, une autre décision importante au cours de cette session ministérielle : pour assurer le rôle défensif de l'Alliance atlantique, il fallait y accroître l'unité et la solidarité, ainsi qu'augmenter sa force militaire. L'exposé du Général L. W. Johnson sur les aspects militaires de la crise hongroise soulignait déjà ce constat. En examinant l'ensemble du potentiel militaire du bloc soviétique, les experts du Groupe permanent estimaient que – contrairement aux interprétations antérieures – on ne disposait pas de données prouvant l'amoindrissement des forces militaires des Soviétiques sous l'effet des événements polonais et hongrois. Ils tenaient toutefois pour probable que les Soviets pourraient dorénavant moins aisément accorder leur confiance aux armées des pays satellites, ce qui entraînerait une certaine baisse de la capacité militaire de Moscou. En effet il se pouvait que certaines unités soviétiques soient employées pour assurer la protection des lignes de communications. Mais selon les analystes, la taille gigantesque des forces armées soviétiques, la grande proportion des divisions blindées et motorisées dans les pays satellites – ainsi que la capacité d'action soviétique prouvée par l'intervention impitoyable et rapide contre la Hongrie – permettaient à l'URSS de réagir immédiatement aux troubles apparaissant dans sa zone d'influence. En tenant compte de l'ensemble de l'année 1956, ils trouvèrent que le potentiel militaire du bloc soviétique s'était accru par rapport à l'année précédente, et l'augmentation de l'aptitude au combat des troupes de l'OTAN était nécessaire⁷³⁶.

La réappréciation de la politique de l'Alliance envers l'Europe orientale et l'examen des relations avec les pays de la région, y compris avec la Hongrie de Kádár, continuèrent après la session ministérielle dans les instances compétentes de l'OTAN. Toutefois les enseignements les plus importants des crises polonaise et hongroise étaient déjà tirés. Donc la troisième étape de la réaction du bloc occidental put commencer : la révision de la doctrine politique et militaire de l'OTAN vis-à-vis des pays satellites.

⁷³⁵ OTAN. *Textes des communiqués finals des sessions ministérielles du Conseil de l'Atlantique Nord, du Comité des plans de défense et du Groupe des plans nucléaires, 1949-1974*, Service de l'information de l'OTAN, 1110 Bruxelles, p. 106.

⁷³⁶ ASIO : C-VR (56)74 (13 décembre 1956). Compte rendu de la réunion du Conseil atlantique tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 13 décembre 1956, à 15 heures 30 minutes.

La révision de la doctrine politique et militaire de l'OTAN

La réflexion sur les questions théoriques s'était poursuivie parallèlement à la résolution des problèmes pratiques découlant de l'étouffement de la révolution hongroise. Au cours des premiers mois de 1957, dans ce dernier domaine, les organes politiques de l'Alliance atlantique concentrèrent leur attention sur trois questions : on s'y occupait régulièrement de la cause d'environ 200 000 réfugiés hongrois⁷³⁷, de l'aide apportée par les pays de l'OTAN à la population hongroise nécessiteuse, et enfin de la tactique à employer face au gouvernement Kádár. Tandis que le problème des réfugiés fut résolu d'une manière satisfaisante, l'aide destinée à la Hongrie souleva un dilemme sérieux : comment pouvait-on alléger la situation de la population frappée par les combats, les mouvements de grève faisant long feu et la pénurie de l'énergie et de matières primaires et ne pas contribuer en même temps au relèvement de l'économie hongroise et par là au renforcement du régime Kádár⁷³⁸ ? Il fut finalement décidé de se limiter à un secours purement humanitaire.

Quelle attitude adopterait l'Occident vis-à-vis du gouvernement Kádár qui consolidait progressivement son pouvoir d'une part avec l'intensification de la terreur et d'autre part avec les mesures tendant à l'augmentation du niveau de vie ? On devait trouver rapidement une réponse à cette question car, selon les experts de l'OTAN, le boycott diplomatique ne pouvait être maintenu dans sa forme initiale. En effet diverses circonstances pouvaient obliger plus tard les pays de l'OTAN à prendre publiquement position à l'égard du régime Kádár, sans toutefois que la question de reconnaissance ne se trouve nécessairement posée. Le gouvernement hongrois, par exemple, pourrait demander l'agrément d'un nouveau chef de mission dans l'un des pays de l'OTAN ; ou il pourrait vouloir négocier ou signer tel accord avec un pays de l'OTAN etc⁷³⁹. Mais au-delà de cette préoccupation il fallut bien envisager sur le plan théorique les évolutions possibles des pays satellites, et fonder les hypothèses émises sur des éléments de réflexion globaux. C'est ce qui firent les analystes de l'Alliance atlantique en esquissant, dans leur rapport du 13 février 1957, trois possibilités

⁷³⁷ On parlera en détail de l'action de l'OTAN en faveur des réfugiés hongrois dans le Chapitre 10.

⁷³⁸ ASIO : C-M (57)21 (15 février 1957). Rapport intérimaire du Comité politique, *Aide à la Hongrie*.

⁷³⁹ ASIO : C-M (57)39 (8 mars 1957). Rapport du Comité politique, *Relations avec le gouvernement Kadar*.

selon les circonstances : la persistance des conditions du moment, l'effondrement du régime Kádár ou la reprise des combats⁷⁴⁰. En effet, selon une note préparée par la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français destinée au Service des Pactes, section chargée des affaires atlantiques : « *La police, chaque jour renforcée, a réussi à empêcher toute action de résistance ouverte et donne au Gouvernement Kadar le moyen de raffermir son autorité. Mais la résistance profonde du peuple hongrois ne saurait être considérée comme définitivement réduite : des rumeurs courent sur un nouveau soulèvement pour le printemps...* »⁷⁴¹ En se référant aux informations de la légation d'Israël à Budapest, J. Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie, télégraphia à Paris à propos d'un plan concocté par les autorités hongroises pour provoquer des troubles dans la rue à l'occasion de la fête nationale du 15 mars afin de se donner l'occasion d'une répression décisive⁷⁴². Mais la réflexion de l'OTAN dépassait le cadre national hongrois.

Ainsi ses experts n'excluaient pas la possibilité de révoltes armées ailleurs en Europe orientale. Tirant les leçons de la crise de l'automne 1956 où l'Alliance avait été réduite à la passivité complète en l'absence d'un plan adéquat, ils tentèrent d'élaborer des solutions alternatives selon les scénarii. C'est pourquoi le Comité politique prescrivit, en février 1957, l'étude de l'éventualité d'événements révolutionnaires dans les pays satellites. On pensait surtout à la Pologne et à l'Allemagne orientale. On estimait qu'il y avait des risques pour les puissances occidentales d'être entraînées dans des conflits de cette nature et que c'était dans ces pays que le danger de déclenchement d'une guerre générale était le plus grand⁷⁴³.

« *Il est probable que les Hongrois seront assez prudents pour éviter une nouvelle effusion de sang importante* », peut-on lire dans un rapport établi à la mi-avril 1957. Les analystes estimaient que les Soviétiques, au moyen de leurs seules forces alors stationnées en Hongrie, auraient été en mesure d'étouffer tout soulèvement organisé contre eux. Dans ces conditions, à leur avis, l'Occident n'avait qu'une seule option : le maintien au premier plan de la question

⁷⁴⁰ ASIO : AC/119-WP/7 (13 février 1957). Document de travail du Comité politique, *Etablissement d'un ou de plusieurs documents sur les satellites pour la prochaine session ministérielle*.

⁷⁴¹ AMAE : Service des Pactes, carton 210 (22 février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Position de la France à l'égard des pays de l'Europe orientale*.

⁷⁴² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 364 à 367 (6 mars 1957). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

Le 15 mars est la fête commémorative du commencement de la révolution hongroise de 1848.

⁷⁴³ ASIO : AC/119-WP/7 (13 février 1957). Document de travail du Comité politique, *Etablissement d'un ou de plusieurs documents sur les satellites pour la prochaine session ministérielle*.

hongroise devant l'opinion mondiale comme moyen de propagande en utilisant les Nations Unies et d'autres instances internationales. « *C'est là un thème idéal pour influencer l'opinion dans les pays non engagés* », écrivit-on sans ambage sur les motivations de la politique occidentale menée à l'ONU⁷⁴⁴.

L'objectif à long terme de la nouvelle conception politique des pays de l'OTAN était de voir la totalité des satellites libérés de la domination soviétique et établis en tant qu'États indépendants et démocratiques. Mais à court terme, l'objectif était d'encourager discrètement l'esprit de résistance aux gouvernements communistes imposés par Moscou et à la domination soviétique. C'est l'établissement de régimes *communistes nationaux* qui paraissait être l'instrument le plus approprié pour atteindre ce but. Donc on voulait s'abstenir d'inciter la population des pays satellites à faire usage de la force : « *L'Occident ne retire-rail aucun avantage en encourageant le sabotage, l'émeute ou les opérations de guérilla dans l'un quelconque des pays satellites. Les grèves et démonstrations pacifiques si elles se produisaient, pourraient jouer un rôle appréciable en cristallisant l'opposition populaire aux régimes actuels dans les satellites qui sont demeurés relativement calmes (Tchécoslovaquie, Bulgarie et Roumanie)* ». En ce qui concerne la Hongrie, on voulait se garder d'y encourager des manifestations, fussent-elles pacifiques⁷⁴⁵.

Le comportement de l'OTAN vis-à-vis de la révolution hongroise et de ses suites montre que l'organisation les traita comme des thèmes importants et d'actualité. Les événements polonais et hongrois se déroulèrent au temps où la réappréciation de la politique occidentale envers l'Europe de l'Est avait déjà commencé. Les graves crises de l'automne 1956 en Pologne et en Hongrie intensifièrent ce processus et influencèrent son issue. L'expérience de la révolte hongroise et de son dénouement tragique rendirent les résultats du travail de révision plus réaliste aussi tant en ce qui concerne l'Union soviétique et ses satellites qu'en l'Occident. L'agressivité supposée de la politique étrangère de N. Khrouchtchev fut clairement prouvée par l'intervention armée brutale des Soviétiques. Il se confirma d'une façon évidente que les dirigeants soviétiques étaient décidés à maintenir leur emprise sur le bloc y compris par l'emploi des méthodes militaires les plus impitoyables, au prix de n'importe quelle perte de prestige. Il apparut aussi que l'Europe orientale n'était pas sous la domination idéologique de l'Union soviétique d'une manière aussi complète qu'on l'avait supposé auparavant, et que l'anti-soviétisme y était vigoureux en plusieurs endroits. Au regard des puissances occidentales, il devint patent qu'elles n'interviendraient pas, quoi qu'il arrive, dans les pays satellites de l'URSS. Comme on

⁷⁴⁴ ASIO : C-M (57)57 (12 avril 1957). Rapport du Comité politique, *Les satellites*.

⁷⁴⁵ *Ibidem*.

a pu le constater dans le Chapitre premier, cette attitude caractérisait les pays de l'OTAN même avant l'insurrection hongroise. Cette position était désormais ouvertement assumée.

Il ressort de ce qui précède que la révolution hongroise de 1956 ne modifia pas significativement la politique de l'Alliance atlantique envers l'Europe de l'Est. Les points essentiels de la conception élaborée au printemps 1957, comme *le relâchement* pacifique face aux pays satellites – c'est-à-dire l'incitation à mener une politique étrangère plus indépendante de l'Union soviétique et une politique intérieure de plus en plus libérale par des relations économiques, politiques et culturelles⁷⁴⁶ – s'esquissèrent avant les événements de Pologne et de Hongrie. De même que le principe selon lequel les Occidentaux ne devaient pas encourager chez ces « nations captives » « de vaines rébellions » car ils n'étaient pas disposés à les assister militairement : en effet une telle intervention aurait entraîné le danger d'une guerre nucléaire avec l'Union soviétique. On peut tout de même évoquer certaines inflexions de la conception de l'OTAN. Compte tenu de l'écrasement sanglant de la révolution hongroise et des mesures de terreur massives du gouvernement Kádár, on souligna encore plus qu'il fallait éviter avec le plus grand soin de provoquer des révoltes armées. Ensuite, on estimait que, dans les conditions d'alors, c'est le régime du *communisme national* qui correspondait le mieux aux objectifs occidentaux. Et enfin, sur les questions de défense, les plans militaires de l'Alliance atlantique fut complétés par un nouveau point précisant un nouveau facteur de menace contre l'OTAN : « *Une situation explosive pourrait être créée si l'URSS était amenée à prendre des mesures militaires importantes pour remédier à une dégradation sérieuse de son emprise sur les pays satellites* »⁷⁴⁷.

Les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord respectèrent parfaitement les règles du jeu de la guerre froide à propos des événements révolutionnaires de Hongrie. Ils prirent acte, d'une manière disciplinée, de la marge de manoeuvre très restreinte qui étaient à leur disposition dans cette affaire. En effet les membres du Conseil de l'OTAN, surtout les représentants permanents américain, britannique et français se déroberent face aux idées impliquant une quelconque action énergique concernant la crise hongroise. Cette prudence extraordinaire se révéla également dans le fait qu'aucun communiqué de presse

⁷⁴⁶ BÉKÉS, Az 1956-os magyar forradalom..., p. 77.

⁷⁴⁷ ASIO : C-M (56) 138 (Définitif) (13 décembre 1956). Directive du Conseil de l'Atlantique Nord aux autorités militaires de l'OTAN, approuvée par le Conseil le 13 décembre 1956, *Documents sur la stratégie de l'OTAN, 1949-1969*, publiés sous la direction de Gregory W. PEDLOW, chef du Bureau historiographique du Grand quartier général des puissances alliées en Europe, avec le concours des Archives centrales du Secrétariat international de l'OTAN, p. 322.

annonçant que le Pacte atlantique s'occupait de cette cause ne fut publié jusqu'à la mi-décembre 1956.

Il nous faut alors examiner les spécificités de la politique de la diplomatie française qui, bien sûr, s'insère organiquement dans l'ensemble de la politique occidentale.

Chapitre 8

La perception de « l'affaire hongroise » par la diplomatie française après le 4 novembre 1956

Pour mieux comprendre les motivations de la réaction de la diplomatie française aux événements révolutionnaires hongrois et à ses corollaires, notamment à la politique du gouvernement Kádár, on examinera dans ce chapitre comment ces affaires y furent perçues. A cette fin, tout comme dans le Chapitre 2, on étudiera le chemin de l'information depuis la collecte et la transmission des informations jusqu'à la réaction affective et à l'interprétation.

1. L'ACCÈS À L'INFORMATION

La collecte des renseignements par la légation à Budapest

Les méthodes de travail d'information de la légation de France à Budapest se modifièrent dans une certaine mesure après l'écrasement de l'insurrection hongroise. Néanmoins, on peut observer la persistance de certains éléments. L'importance des sources diplomatiques locales était maintenue. Les consultations demeuraient régulières avec les missions diplomatiques occidentales, surtout avec celles de la Grande-Bretagne et des États Unis. Le ministre de France envoya souvent, à Paris, les textes du *Hungarian Press Summary* (fait par la légation de Grande-Bretagne), qui contenait des articles importants de la presse hongroise. En ce qui concerne les représentants

diplomatiques des pays socialistes, c'est l'ambassadeur polonais, Adam Willmann, et l'ambassadeur yougoslave, Jovo Kapičić, que les diplomates français à Budapest rencontraient le plus fréquemment. La collaboration de Meir Tuval, ministre d'Israël, mérite une attention spéciale. Il était renommé pour ses renseignements sûrs, en particulier à propos des affaires du gouvernement et du parti. Ayant reçu des informations sur les effectifs du Parti socialiste ouvrier hongrois, J. Paul-Boncour s'adressa à lui : « *Je me suis préoccupé de recouper et d'analyser ces chiffres avec mon collègue israélien, grand spécialiste de la question, car en Hongrie, une fraction importante de ses coreligionnaires, était inscrit au Parti, pour la défense de leurs intérêts* », peut-on lire dans un rapport⁷⁴⁸. Les renseignements recueillis personnellement par les membres de la légation de France demeuraient importants dans la confusion consécutive à la répression de la révolte. Des nouvelles incontrôlées circulaient sur l'activité des groupes de résistants armés en province. Par exemple deux collaborateurs de la Légation se rendirent à Eger en décembre pour clarifier les renseignements sur les prétendues luttes armées⁷⁴⁹. J. Paul-Boncour comptait aller à Miskolc pour vérifier la situation aux abords de la frontière soviétique. Mais les mouvements des troupes soviétiques empêchèrent la réalisation de ce plan⁷⁵⁰. En revanche, G. Turbet-Delof, attaché culturel, qui avait déjà joué un rôle-clé dans le travail d'information durant la révolution, put participer à une manifestation « antifasciste » organisée par les autorités hongroises le 6 décembre 1956⁷⁵¹. Parallèlement au développement de la consolidation du régime, l'intérêt pour ce type de collecte d'information diminua, de même que les contacts avec les milieux révolutionnaires et résistants, et les représentants des partis politiques illégaux (p. ex. concernant la sollicitation d'emprunts occidentaux par le gouvernement Kádár⁷⁵²). L'augmentation des persécutions policières réduisirent ces possibilités. Comme on l'a vu plus haut, les autorités hongroises s'efforçaient consciemment d'isoler les légations occidentales. La presse

⁷⁴⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 014/EU (3 janvier 1957). Rapport du ministre de France en Hongrie, *Reconstitution du Parti*.

⁷⁴⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 787 (19 novembre 1956). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁷⁵⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 954 à 955 (24 décembre 1956). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁷⁵¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 2. Témoignage de G. TURBET-DELOF, attaché culturel de la légation de France en Hongrie (dans le bordereau d'envoi de J. PAUL-BONCOUR, n° 1131/EU, 8 décembre 1956).

⁷⁵² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 001/EU (1^{er} janvier 1957). Rapport de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *Situation politique, (Documents diplomatiques français, 1957, tome I (1^{er} janvier – 30 juin), Paris, Imprimerie nationale, 1990, pp. 4-12.)*

clandestine (par exemple *Népakarat* [Volonté du peuple], journal clandestin, qui était, à la connaissance de la Légation, particulièrement bien informé⁷⁵³) se fit également de plus en plus rare.

On peut observer l'apparition d'éléments nouveaux dans l'activité de la Légation pour la collecte de renseignements depuis la fin de la révolution. Si le concours des journalistes occidentaux s'étant réfugiés à la Chancellerie française ne pouvait être que provisoire⁷⁵⁴, la proportion d'informations provenant des sources « officielles » liées au régime ne cessait de croître par rapport aux jours de la révolution. L'analyse de la presse de la République Populaire Hongroise, surtout celle de *Népszabadság* [Liberté du peuple], organe central du Parti socialiste ouvrier hongrois, et de la radio officielle reprit sa place. Toutefois les consultations avec le ministère des Affaires étrangères hongrois furent encore assez rares à cause du boycottage diplomatique occidental (le 17 novembre 1956 : la visite du secrétaire de la légation de France chez le chef du Service d'Europe occidentale à la Direction politique ; vers le 27 décembre 1956 : consultation du Service de presse). On suivait également les informations diffusées à l'occasion des conférences de presse du ministère des Affaires étrangères. Selon une estimation de J. Paul-Boncour, les relations entre le correspondant de l'AFP et la Légation étaient des plus étroites et presque quotidiennes. Elle laissait parfois le soin au correspondant de rendre compte de faits qui, sur le plan politique, étaient de moindre importance, tandis qu'ils présentaient un intérêt marqué sur le plan journalistique. Il convient tout de même remarquer que l'AFP était représentée en ce temps-là par un seul correspondant, et encore celui-ci ne résidait pas en permanence à Budapest⁷⁵⁵.

On trouve plusieurs références, dans les télégrammes et les rapports de la mission diplomatique française, aux renseignements provenant des « informateurs ». On se renseigne auprès des informateurs par exemple sur les négociations entre Kádár et les conseils ouvriers en novembre 1956⁷⁵⁶, ainsi que

⁷⁵³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 849 (1^{er} décembre 1956). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁷⁵⁴ H. QUIOC évoqua ainsi cet épisode : « *Heureusement encore, l'équipe des journalistes, en organisant des écoutes-radio et en téléphonant à tous ses amis, met sur pied un système de renseignements que bien des Ambassades m'envieraient et que l'Attaché Militaire collecte habilement...* ». AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 92 (12 novembre 1956). Note personnelle de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *La fin des Ambassades* (dans le bordereau d'envoi de J. PAUL-BONCOUR, n° 1038/EU, 13 novembre 1956).

⁷⁵⁵ CADN : Budapest – Ambassade, n° 152. Fiches d'information préparées par la légation de France en Hongrie (15 décembre 1957), fiche n° 72, *Agences de Presse*.

⁷⁵⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1110/EU (1^{er} décembre 1956). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Négociation de KADAR avec le Comité Central des Conseils ouvriers*.

sur le procès de Pál Maléter⁷⁵⁷. G. Turbet-Delof, grâce à ses relations étroites dans les milieux culturels et universitaires notamment, joua un grand rôle dans la collecte d'informations clandestines. « *Ayant repris avec la jeunesse des contacts qu'avait interrompus mon absence du 13 au 25 novembre, j'espère être désormais en mesure de transmettre au Département [c'est-à-dire au ministère des Affaires étrangères – G. Kecskés] des informations régulières et de première main la concernant* », écrivit-il⁷⁵⁸. Les autorités hongroises avaient des renseignements sur ce type d'activité de l'attaché culturel. Elles soupçonnaient G. Turbet-Delof d'être l'espion le mieux intégré de la légation française⁷⁵⁹, et demandèrent qu'il soit rappelé par le Quai d'Orsay.

La transmission

On peut apercevoir certains changements, par rapport aux jours de la révolution, sur le plan de la transmission des renseignements entre la légation à Budapest et le Quai d'Orsay. Dans les premières semaines après le déclenchement de la répression, de graves difficultés persistèrent. Pendant plusieurs jours, la poste hongroise ne se chargea plus de la transmission des télégrammes⁷⁶⁰. Ensuite, le personnel de la Légation ne parvint pas à chiffrer et déchiffrer les communications à une vitesse satisfaisante, car J. Paul-Boncour n'avait que deux personnes pour ce travail⁷⁶¹. C'est pourquoi les liaisons téléphoniques demeurèrent importantes. Néanmoins, ce moyen de communication fit parfois défaut. Pour faire parvenir des informations à Paris, J. Paul-Boncour dut une fois téléphoner à l'ambassadeur de France à Moscou, Maurice Dejean. Le rôle de l'ambassade à Vienne restait primordiale dans la retransmission des informations de Budapest. Les propos tenus par les membres de la légation de Budapest se rendant à Vienne furent transmis plusieurs fois au Quai d'Orsay. Le 19 novembre par exemple on télégraphia la conversation avec Madame Paul-

⁷⁵⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 90, n° 1659 (4 décembre 1957). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁷⁵⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, rapport de G. TURBET-DELOF, attaché culturel de la légation de France en Hongrie (dans le rapport de J. PAUL-BONCOUR, n° 1149/EU, 13 décembre 1956) (*Documents diplomatiques français 1956* III, (24 octobre-31 décembre), Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1990, pp. 533-535.)

⁷⁵⁹ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 4, 003204/1957 (9 juillet 1957). Proposition d'Erzsébet GÖRÖG sous l'instruction d'Imre HORVÁTH, ministre des Affaires étrangères.

⁷⁶⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 4927 (10 décembre 1956). Télégramme de Maurice DEJEAN, ambassadeur de France en Union soviétique.

⁷⁶¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 743 (10 novembre 1956). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

Boncour, femme du ministre de France⁷⁶². G. Turbet-Delof et J. Paul-Boncour furent convoqués à Paris dans la période examinée pour rendre compte de la situation de Hongrie. Dans la première quinzaine du mois de décembre que les conditions de la transmission d'information semblent s'améliorer. Ensuite les télégrammes, mêmes chiffrés, arrivèrent au bout de 6 heures. En mars-avril 1957 on examina au ministère des Affaires étrangères l'idée de l'installation d'un nouvel émetteur radio à la mission française à Budapest. Enfin, sur proposition de J. Paul-Boncour, on ne réalisa pas ce projet. Toutefois, après l'arrangement de la crise, la cadence de la transmission des renseignements se ralentit. Il n'y avait plus de nouvelles urgentes. Les télégrammes furent envoyés de plus en plus par courrier, et les appels téléphoniques redevinrent rares.

Les sources d'information complémentaires du Quai d'Orsay

Au ministère des Affaires étrangères la base des sources d'information concernant la cause hongroise, outre la légation à Budapest, resta la même qu'au temps de la révolution. Les consultations avec les ministères compétents britannique et américain par les ambassades de France à Londres et à Washington furent toujours importantes. Les renseignements recueillis par A. Parodi auprès du Conseil de l'OTAN, ainsi que ceux fournis par le représentant permanent de France à l'ONU, furent également utilisés. Jusqu'au printemps 1957, l'ambassade de France à Vienne joua un grand rôle dans le travail d'information de la diplomatie française. Son personnel saisissait toutes les occasions pour obtenir des renseignements sur la Hongrie en crise. Par exemple, quand un groupe universitaire de Toulouse arriva en Autriche en vue de chercher des réfugiés hongrois en novembre 1956, et se rendit à la frontière autro-hongroise, ses indications furent immédiatement télégraphiées à Paris⁷⁶³. La mission diplomatique française à Vienne s'efforçait d'interroger systématiquement les réfugiés hongrois⁷⁶⁴. Les témoignages des personnes ayant quitté en masse la Hongrie depuis la répression de la révolte furent considérés ailleurs aussi comme des sources primordiales. Le consul général de France à Munich, Robert de

⁷⁶² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 754 à 757 (19 novembre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

⁷⁶³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 824 à 826 (26 novembre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

⁷⁶⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 65 à 69 (10 janvier 1957). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

Nerciati, rédigea des rapports à partir de leurs propos⁷⁶⁵. Le Quai d'Orsay profita du passage à Paris du Français Philippe de Seynes, secrétaire général adjoint de l'ONU, de retour de Budapest où il avait négocié avec Kádár⁷⁶⁶. En ce qui touche la presse internationale, on l'utilisa évidemment au Quai d'Orsay, surtout dans la période de graves difficultés de transmission des renseignements de la légation de France⁷⁶⁷. T. Schreiber, journaliste d'origine hongroise, qui contribua grandement à l'information du public français sur les événements de la Hongrie, fournit également des renseignements au ministère des Affaires étrangères avant et pendant la révolution. Il continua à collaborer avec la Sous-direction d'Europe orientale. Il recueillit des informations auprès des réfugiés hongrois et dans les journaux de Budapest⁷⁶⁸. De temps en temps, le représentant de l'ancienne émigration hongroise, Paul Auer, président de la Commission européenne de l'Assemblée des Nations Captives, exprimait son opinion au Quai d'Orsay⁷⁶⁹. L'Administration centrale retransmit les renseignements les plus importants aux ambassades de France à Londres, à Washington, à Moscou, à Belgrade et à Vienne. Tous les télégrammes provenant de la légation à Budapest furent retransmis à la mission permanente de France aux Nations Unies.

D'après les documents disponibles, on peut considérer que la diplomatie française était dans l'ensemble très bien informée sur les suites de la révolution hongroise. Voyons maintenant s'il y eut une modification quelconque de son attitude générale.

⁷⁶⁵ Voici un exemple : AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 947 (5 décembre 1956). Rapport de Robert de NERCIAT, consul général de France à Munich, *Récit des événements de Hongrie par un membre du « Conseil National des Insurgés »*.

⁷⁶⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, (11 janvier 1957). Note de la Direction d'Europe au ministre, *Visite de M. Philippe de Seynes au Département, Documents diplomatiques français, 1957 I*, pp. 64-65.

⁷⁶⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1104 à 1105 (15 novembre 1956). Télégramme à Budapest d'Étienne MANAC'H, sous-directeur d'Europe orientale.

⁷⁶⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, (9 février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Tendances politiques nouvelles en Hongrie*.

⁷⁶⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, (8 novembre 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Situation en Hongrie*.

2. L'ATTITUDE GÉNÉRALE

A part l'apaisement graduel des esprits dû à la cessation des combats et au retour de la vie normale, l'attitude générale des diplomates français concernant les événements révolutionnaires et leurs conséquences ne changea guère. La sympathie et la sensibilité restèrent caractéristiques même si le pragmatisme devait évidemment faire son chemin à long terme.

Le ton des correspondances diplomatiques envoyées par la légation de France en Hongrie montre bien la compassion profonde du personnel envers les insurgés et les résistants persécutés par les Soviétiques et les autorités hongroises : « *Quartier par quartier, bloc par bloc, rue par rue, maison par maison, appartement par appartement, la chasse aux jeunes hommes continue, méthodiquement faite par des équipes où les rescapés, en définitive fort nombreux, des lynchages de l'ancienne police politique – toujours officiellement dissoute – collabore avec la troupe russe ; j'assiste à ma porte à des scènes déchirantes ; des appels au secours sont lancés à nos voitures diplomatiques lorsqu'elles passent devant un immeuble en cours de fouille* »⁷⁷⁰. L'hommage à « *ce peuple héroïque* » fut également exprimé. Il y a dans le comportement des diplomates à la fois la conscience de leur responsabilité et de la prudence. Par exemple H. Quioc, conseiller de la mission diplomatique française, renvoya de la Légation, où il voulait se réfugier, l'un des principaux chefs révolutionnaires, pensant qu'il y aurait probablement été moins en sécurité qu'ailleurs⁷⁷¹. Mais selon un entretien avec Monsieur H. Quioc, il donna la clé de son appartement personnel à cette personne pour qu'elle puisse passer la nuit chez lui⁷⁷². De nombreux témoignages prouvent l'attitude courageuse et accueillante de la légation française envers les journalistes et les photographes occidentaux qui lui demandèrent l'asile après le déclenchement de la répression soviétique⁷⁷³.

La Légation suivait les événements de Hongrie avec une si grande attention que le ministère des Affaires étrangères hongrois la proposa comme modèle

⁷⁷⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 780 (18 novembre 1956). Télégramme par courrier de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français, 1956* III, pp. 343-344.)

⁷⁷¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 732, (8 novembre 1956). Télégramme de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie.

⁷⁷² Entrevue avec Henrie QUIOC, Institut de 1956.

⁷⁷³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1900/EU, (23 novembre 1956). Rapport de J. FOUQUES DUPARC, ambassadeur de France en Italie (*Documents diplomatiques français 1956, Tome III (24 octobre-31 décembre)*, Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1990, pp. 395-398.)

pour sa mission diplomatique à Paris⁷⁷⁴. Voici un exemple. Dès l'arrivée à Budapest du représentant personnel de Jawaharlal Nehru, J. Paul-Boncour ne manqua pas de l'interroger au sujet des messages des intellectuels hongrois, que le chef du gouvernement indien aurait pu recevoir⁷⁷⁵. En effet cette affaire s'était passée secrètement. Même si les mesures restrictives des autorités hongroises gênaient les diplomates français à Budapest, et ils les désapprouvèrent naturellement, ils s'efforçaient de rester objectifs. Malgré l'atmosphère de répression, ils perçurent les démarches positives du gouvernement Kádár dans le domaine économique⁷⁷⁶. Sur les questions politiques, J. Paul-Boncour se montrait pragmatique vis-à-vis du régime : « *Quant aux cérémonies officielles du 15 mars, j'ai dit à M. FRY que je déciderais de mon attitude en fonction des circonstances et probablement au dernier moment* », écrivit-il dans un télégramme⁷⁷⁷. Toutefois il y a certains aspects difficiles à comprendre dans le comportement du ministre de France. Selon les sources diplomatiques hongroises, il se montrait beaucoup plus amical dans ses contacts avec le ministère des Affaires étrangères hongrois que ce que l'on pourrait supposer à partir de ses correspondances envoyées à Paris. Lors d'une consultation avec le chef du Service du protocole hongrois en octobre 1957, J. Paul-Boncour se déclara prétendument favorable à la normalisation des rapports entre les deux pays, tandis que le gouvernement français n'acceptait pas ses propositions⁷⁷⁸. D'après une note du ministère hongrois, à l'occasion d'une réception en mai 1958, il exprima le désir de donner de grandes réceptions comme auparavant auxquelles le « camarade Rákosi » s'était présenté, en regrettant l'attitude négative de ses supérieurs. A en croire cette note le diplomate français se plaignit de la servilité de ses chefs se soumettant aux points de vue américains⁷⁷⁹. L'histoire de sa poignée de main avec Kádár illustre

⁷⁷⁴ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 7, 001419/1959 (2 juillet 1959). Lettre d'István BITTA, chef du service par interim au ministère des Affaires étrangères hongrois sur le rapport annuel de la légation de Hongrie à Paris.

⁷⁷⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 831 (27 novembre 1956). Télégramme par courrier de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁷⁷⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 001/EU (1^{er} janvier 1957). Rapport de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *Situation politique. (Documents diplomatiques français, 1957 I, pp. 4-12.)*

⁷⁷⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 364 à 367 (6 mars 1957). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

Leslie Alfred Charles FRY était le ministre du Royaume Uni à Budapest depuis 1955.

⁷⁷⁸ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 3, 001491/9/1957 (15 octobre 1957). Note de Károly CSATORDAY, chef du Service du protocole, *Jean Paul-Boncour követ látogatása* [La visite du ministre Jean Paul-Boncour].

⁷⁷⁹ AMAE : XIX-J-1-j, France, carton 3, 001108/3/1958 (12 mai 1958). Note de Károly CSATORDAY, adjoint-chef de la 3^e section politique, *Lengyel párt- és kormányküldöttség*

bien la contradiction. On connaît deux versions de cette affaire. J. Paul-Boncour écrivit dans un télégramme : « *Le directeur du Protocole ayant cru devoir me faire observer que ma première rencontre avec Kadar avait été un peu trop brève..., je lui ai répondu qu'il valait sans doute mieux qu'il en fût ainsi, dès lors que je n'ai a priori que des choses désagréables à lui dire au sujet de sa police* »⁷⁸⁰. Néanmoins selon la note du chef du protocole hongrois, le ministre de France expliqua la brièveté de sa discussion avec Kádár par la désapprobation probable de ses collègues occidentaux⁷⁸¹.

L'attitude du Quai d'Orsay se caractérisait par un très grand intérêt pour les événements de Hongrie, y compris après l'écrasement de l'insurrection. On posa des questions concrètes, ce qui est assez rare dans les correspondances de l'Administration centrale avec les postes à l'étranger. On s'efforçait de tenir régulièrement informé la mission permanente de France à l'ONU sur le développement de la crise hongroise⁷⁸².

Donc l'attitude proprement dite de la diplomatie française à propos de la question hongroise ne changea guère après la fin de la révolte. On examinera donc les éventuelles modifications de l'interprétation de la révolution, et comment les sujets connexes les plus importants furent présentés.

3. L'INTERPRÉTATION

L'interprétation de la révolution hongroise après la crise

L'appréciation de la nature et des caractéristiques des événements révolutionnaires par les services du Quai d'Orsay et la représentation diplomatique à Budapest ne se modifièrent pratiquement pas après le

látogatásával kapcsolatos fogadások [Réceptions données à propos de la visite de la délégation gouvernementale et du parti polonais].

⁷⁸⁰ Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, n° 1674 à 1676 (7 décembre 1957) (*Documents diplomatiques français, 1957*, tome II (1^{er} juillet – 31 décembre), Paris, Imprimerie nationale, 1991, pp. 859-860.)

⁷⁸¹ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 3, 001491/11/1957 (4 décembre 1957). Note de Károly CSATORDAY, chef du Service du protocole, *Douteau francia kereskedelmi tanácsos fogadásán folytatott beszélgetések* [Entretiens à la réception donnée par Douteau, conseiller commercial français].

⁷⁸² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1104 à 1105 (15 novembre 1956). Télégramme d'Étienne MANAC'H, chef du service d'Europe orientale à la légation de France à Budapest.

dénouement de la crise. Les analyses postérieures soulignèrent également le rôle initiateur des intellectuels et des étudiants et la spontanéité des événements : c'est-à-dire qu'il ne s'agissait pas d'une contre-révolution sciemment et antérieurement organisée⁷⁸³ ; il n'y eut pas de dirigeant national et les mouvements furent particulier à chaque région⁷⁸⁴. Quant à l'importance de l'insurrection, il fut confirmé qu'elle s'était étendue à tout le territoire et avait recueilli l'unanimité nationale. Le terme 'révolution' s'enracina encore plus. La constance de l'appréciation était telle que plus de cinq ans après la préparation d'un rapport complet sur la révolte hongroise, J. Paul-Boncour put écrire sur ce travail : « *Je n'ai en effet que relativement peu de rectifications à y apporter* »⁷⁸⁵.

Si l'opinion sur la nature des événements restait essentiellement la même, ses interprétations furent grandement approfondies dans les mois suivants. On s'efforça d'évaluer ses conséquences concernant aussi bien sur la Hongrie et l'Europe de l'Est que sur l'attitude des pays occidentaux. Ce travail d'analyse se poursuivit parallèlement et en étroite relation avec celui de l'OTAN. On constata que, malgré sa répression brutale, la révolution et la résistance non armée apportèrent certains avantages à la population hongroise. J. Paul-Boncour estimait en mi-novembre 1956 que la réorganisation des conseils ouvriers et l'admission du principe de leur élection libre, ainsi que l'abolition des décisions relatives aux livraisons portant sur le petit bétail et sur la graisse, ainsi que celle du décret instituant la collecte pouvaient être des concessions durables⁷⁸⁶. Le Ministre pensait fin novembre que « *la liberté de parole ne paraît pratiquement pouvoir être réprimée : plus généralement, l'esprit national de résistance légué par la révolution, est trop puissant, trop universel, pour que la terreur policière trouve prochainement beaucoup d'alliés dans l'ordre de la délation ou de la trahison* »⁷⁸⁷. J. Paul-Boncour signala également les limites de

⁷⁸³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 033/EU (9 janvier 1957). Rapport de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *Du livre blanc de Kadar*.

⁷⁸⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1085/EU (29 novembre 1956). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Dispositif et moyen militaire soviétique en Hongrie* (Rapport de l'attaché militaire de France en Hongrie, *Situation des forces armées hongroises fin novembre 1956*).

⁷⁸⁵ CADN : Budapest – Ambassade, n° 24, n° 65/EU (6 mars 1962). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Rectification ou additions à mon avant-projet de rapport sur la révolution hongroise*.

⁷⁸⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1057/EU (17 novembre 1956). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Les conquêtes de la révolution, leur limites*.

⁷⁸⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1074/EU (27 novembre 1956). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, « *Réaction* » communiste ; vers un second procès Mindszenty ?

cette action en se référant aux déportations des Hongrois en URSS et aux nouvelles arrestations. Selon une note préparée par la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français en février 1957, la résistance du peuple hongrois n'était pas définitivement réduite, et il n'y avait ni ralliement sincère ni collaboration réelle de la population avec le régime⁷⁸⁸. Un mois plus tard J. Paul-Boncour écrivit dans un rapport : « ... *l'esprit révolutionnaire demeure très vif au sein des masses. Force est donc de constater qu'au bout de cinq mois de répression à outrance, décapitée de ses éléments dynamiques par les déportations ou l'émigration, la révolution hongroise n'est pas morte et son arsenal demeure pour la plus large part intact* »⁷⁸⁹. Toutefois, fin décembre 1957, le chef de mission diplomatique français à Budapest brossa un tableau beaucoup plus sombre en établissant que l'échec de la révolution hongroise s'était fatalement traduit par un découragement et un sentiment d'impuissance qui ont peu à peu gagné jusqu'aux éléments résistants du pays⁷⁹⁰. Il constata ensuite qu'en dépit de l'idéologie marxiste, la classe ouvrière ne s'était pas rangée du côté du régime⁷⁹¹ ; le souvenir de la répression sanglante par les Soviétiques restait dans la mémoire de la population et nourrissait sa haine de l'occupant comme du gouvernement Kádár⁷⁹². Il signala enfin l'apparition d'une certaine rancune à l'encontre de l'Occident à qui il était reproché d'avoir fait naître de vains espoirs concernant l'intervention des puissances occidentales⁷⁹³.

Les services du Quai d'Orsay analysèrent plusieurs fois l'influence sur le bloc soviétique de la révolution hongroise et des agitations politiques qui suivirent. Il fut établi dans une note de fin novembre 1956 que ces événements posèrent à l'Union soviétique et aux pays d'Europe orientale une série de problèmes qui mettaient en jeu tout le système des rapports établis entre ces pays et menaçaient l'équilibre même des forces dans le monde communiste. Malgré

⁷⁸⁸ AMAE : Service des Pactes, carton 210 (22 février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Position de la France à l'égard des pays de l'Europe orientale*.

⁷⁸⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 460/EU (22 mars 1957). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Condamnations prononcées par les tribunaux d'exception. Relative inefficience de ces procédures sommaires*.

⁷⁹⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 90, n° 1022/EU (29 décembre 1957). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *État d'esprit de la population de la Hongrie*.

⁷⁹¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 539/EU (19 avril 1957). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Version russo-hongroise du massacre du 25 octobre devant le Parlement*.

⁷⁹² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1206/EU (26 décembre 1956). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *La classe ouvrière et la révolution*.

⁷⁹³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 90, n° 1022/EU (29 décembre 1957). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *État d'esprit de la population de la Hongrie*.

l'étouffement de la résistance armée ouverte, Moscou ne put réduire à ce moment-là ni les maquis, ni la résistance politique du peuple. L'impuissance du gouvernement Kádár à gagner la confiance de la population constituait pour lui un facteur négatif. Le refroidissement des rapports soviéto-yougoslaves à propos de l'affaire Nagy fut également souligné : « *la Hongrie va devenir une pomme de discorde entre les deux partis, sinon les deux États* ». L'une des constatations les plus intéressantes de la note étudiée était la possibilité que des liens particuliers puissent s'établir, à l'intérieur du bloc communiste, entre des pays comme la Yougoslavie, la Pologne, éventuellement la Hongrie et peut-être même, d'une façon assez souple, la Chine. En face, demeureraient groupés plus étroitement autour de l'Union soviétique des pays comme la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Albanie, auxquels on voulait joindre le Parti communiste français. On estimait enfin que la révolte hongroise avait causé une crise grave au sein de la direction du parti soviétique en aboutissant au renforcement de la position des représentants de « la ligne dure » comme V. Molotov et à l'affaiblissement de N. Khrouchtchev⁷⁹⁴.

En contribuant au travail d'analyse entrepris par l'OTAN, la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français répondit au questionnaire inspiré vraisemblablement par le Secrétariat international de l'Alliance. Cette étude confirma que les crises polonaise et hongroise avaient eu des répercussions dans l'équipe dirigeante soviétique. Si la position de N. Khrouchtchev n'était pas sérieusement atteinte, elle a été sans doute plus discutée qu'elle ne l'avait été avant l'automne 1956 ; le premier secrétaire devait probablement tenir compte plus qu'auparavant de l'opinion de ses collègues et faire preuve de plus de prudence. La controverse idéologique entre la Yougoslavie et le bloc soviétique en relation avec le dénouement de la crise de Hongrie était également traitée dans ce document. On y attirait l'attention sur la cessation des entretiens antérieurs aux événements de Pologne entre l'Alliance communiste yougoslave et les partis polonais, hongrois, tchécoslovaque, roumain, bulgare et italien qui avaient eu semblait-il pour l'objet, à la fois d'illustrer, au bénéfice de la Yougoslavie, le système des relations bilatérales entre partis, et d'examiner les moyens de développer ces relations. Pour élaborer une politique occidentale cohérente à l'égard des démocraties populaires, les analystes français essayèrent de répondre à la question-clé suivante : « *Jusqu'où doivent aller, dans l'intérêt de l'Occident, les mouvements de libération ?* » On considérait que cette question était théorique. Voici la réponse : « *Pour donner lieu à une occupation*

⁷⁹⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, (27 novembre 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Problème hongrois (Documents diplomatiques français, 1956 III, pp. 419-422.)*

militaire soviétique et mettre en danger la position de l'URSS dans le monde, les mouvements de libération dans les pays communistes doivent de toute nécessité résulter, comme ce fut le cas en Hongrie, de la révolte spontanée et profonde de tout un peuple : aussi longtemps qu'il n'y a pas, de la part des pays occidentaux, promesse d'assistance militaire, leur contribution aux mouvements de libération ne peut donc être que théorique et d'ordre presque purement moral. L'Occident ne peut, semble-t-il, que se préparer à faire face aux situations diverses que peuvent créer le mécontentement et l'héroïsme de tel ou tel peuple asservi. A ce titre, il y a intérêt à ce que les mouvements de libération se développent selon un rythme qui, tout en rassemblant la plus large unanimité nationale, ne risque pas de susciter la répression ». Cette position prudente devait être réalisée par des moyens respectant la pierre angulaire des relations Est-Ouest à l'époque de la guerre froide, c'est-à-dire l'inviolabilité des sphères d'influence. C'est pour cette raison que le document cité considérait comme avantageux l'établissement de régimes communistes de tendance plus « nationale » dans les pays satellites, dans la mesure où une telle évolution affaiblirait « *le caractère compact et monolithique* » du bloc soviétique et confronterait Moscou à de constants problèmes intérieurs à résoudre. On estimait qu'il faudrait traiter avec une bienveillance relative les dirigeants communistes nationaux. La note du Quai d'Orsay suggérait ensuite le développement de relations avec les démocraties populaires par des échanges traditionnels (échanges de personnes et d'idées : boursiers, enseignants, touristes, films, théâtres, missions techniques, etc.) mettant en valeur la culture occidentale⁷⁹⁵.

Il est intéressant de remarquer que cette politique active mais prudente avait caractérisé, d'après une note préparée par le service compétent pour les affaires d'Europe de l'Est au Quai d'Orsay, l'attitude de la diplomatie occidentale, y compris la politique étrangère française, même avant les événements de Pologne et de Hongrie d'automne 1956. A en croire ce document, les pays de l'OTAN et particulièrement la France, s'étaient attachés, au cours des dernières années, à promouvoir une politique qui aboutirait à introduire plus de souplesse dans le « camp socialiste », et au cas où des fissures se feraient jour entre l'Union soviétique et ses satellites, à les élargir par un comportement prudent. Cette étude, daté du 22 février 1957, intitulée *Position de la France à l'égard des pays d'Europe orientale*, avant de présenter les effets des troubles polonais

⁷⁹⁵ CADN : Budapest – Ambassade, n° 25, n° 028/EU (26 janvier 1957). « Réponses faites par la Direction d'Europe à un questionnaire qui lui a été remis par des Services autres que ceux du Département ». Cette formule signifie dans ce cas les réponses rédigées par la Sous-direction d'Europe orientale à un questionnaire établi par le Secrétariat international de l'OTAN. Le département est le terme qui désigne le ministère en langage administratif.

et hongrois en Europe de l'Est, s'efforçait de définir les origines de ces mouvements. Ce serait l'exemple de Belgrade désireuse de suivre sa voie particulière vers le socialisme « légué » par le rapprochement soviéto-yougoslave d'une part, et, d'autre part la tendance de l'Union soviétique à chercher des formes plus souples de relations avec les parties composantes de sa zone, qui permirent progressivement au cours des deux dernières années, et, de manière plus précise, jusqu'à l'automne 1956, une diversification criissante des États communistes. C'étaient ces mouvements de diversification qui se manifestèrent, selon les diplomates du ministère des Affaires étrangères français, « avec la plus grande originalité et comme une vague puissante en Pologne et en Hongrie, avec une discipline assez librement consentie par les masses dans le premier pays, dans le second sous la forme d'une explosion révolutionnaire et d'une lutte exaspérée contre l'occupation soviétique ». Selon eux, cette évolution politique entraîna trois conséquences importantes en Europe orientale. D'abord on estimait que l'URSS, inquiétée par ses expériences précédentes, mettrait tout en oeuvre pour renforcer son contrôle sur la région en construisant contre la menace du *communisme national* une sorte de « cordon sanitaire idéologique » et en cimentant l'unité des pays socialiste. Ensuite, à cause des principes d'indépendance de Tito, de l'affaire de Nagy et des critiques du titisme dans les pays du bloc soviétique, un climat de méfiance s'était établi entre Moscou et Belgrade ce qui incita la direction yougoslave à s'approcher à nouveau de l'Occident et à s'éloigner du camp soviétique. Enfin, on supposait que l'exemple de la révolution hongroise avait joué et jouait toujours, au sein du mouvement communiste et progressiste, le rôle d'un ferment de dissociation dont les effets, s'ils n'apparaissaient pas au grand jour, s'étendaient assurément jusque dans les pays satellites. On évoqua notamment la crainte des dirigeants soviétiques à propos d'une résurgence polonaise de la révolte hongroise⁷⁹⁶.

Sur ce dernier point, le Quai d'Orsay mit également au point sa position, à la demande du Secrétariat international de l'OTAN, sur les risques de nouveaux troubles en Europe orientale. On était d'avis que cette possibilité ne pouvait pas être sous-estimée car les signes de fermentations intérieures s'y étaient multipliées au cours des derniers mois. Selon la note longuement citée, c'est en RDA et en Pologne que le péril aurait pu, en cas du soulèvement, prendre des proportions imprévisibles : « Outre qu'un tel événement aurait sans doute de profondes répercussions en Tchécoslovaquie (dont les dirigeants ont marqué leur inquiétude quant à la double évolution polonaise et hongroise), il ne manquerait pas de provoquer une situation dramatique sur la ligne de

⁷⁹⁶ AMAE : Service des Pactes, carton 210 (22 février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Position de la France à l'égard des pays de l'Europe orientale*.

démarcation des pays de l'Ouest et des pays de l'Est. La population de la République fédérale pourrait difficilement demeurer impassible devant une rébellion en DDR ; la Pologne, quant à elle, dispose d'une armée incomparablement plus forte que la Hongrie, et son opinion publique a déjà été 'mobilisée' psychologiquement, au cours des derniers mois, contre la pression soviétique ; la situation se compliquerait ainsi sur les limites d'une frontière soumise à des contestations. Une intervention massive des troupes soviétiques apparaîtrait 'nécessaire' pour faire face à une menace que Moscou considérerait immanquablement comme dirigée contre sa sécurité »⁷⁹⁷.

Le travail d'interprétation de la diplomatie française se poursuivait donc avec celui au sein de l'OTAN et aboutissait à des conclusions pratiquement identiques. On peut considérer que la politique générale de la France envers l'Europe orientale ne changea guère, comme celle des puissances occidentales manifestée par les analyses du Secrétariat de l'OTAN, sous l'effet des crises de Pologne et de Hongrie. Il s'agissait toujours de la politique du *relâchement*, c'est-à-dire l'incitation des pays satellites à mener une politique étrangère plus indépendante de l'Union soviétique et une politique intérieure de plus en plus libérale par le biais de relations économiques, politiques et culturelles accrues avec l'Occident. Le seul changement notable par rapport au temps antérieur à la révolte fut une plus grande attention donnée aux risques de soulèvement en Europe de l'Est.

Après avoir présenté les résultats du processus d'interprétation des événements révolutionnaires hongrois dans son ensemble et leur influence sur la conception politique du Quai d'Orsay vis-à-vis l'Europe orientale, nous examinerons l'évolution de l'appréciation portée sur les détails les plus importants.

L'interprétation des thèmes les plus importants

En employant les méthodes appliquées dans la Première partie, afin de définir plus précisément l'image des suites de la révolution hongroise constituée par la diplomatie française, nous allons évoquer les sujets les plus importants traités par les documents diplomatiques, et nous examinerons comment ils furent interprétés. La perception des facteurs internationaux les plus importants de la révolte hongroise ayant été exposés ci-dessus, on se contentera ici de présenter l'appréciation de quelques éléments déterminants de la politique intérieure hongroise : le gouvernement au sens large (la direction du parti et le gouvernement de Kádár), la résistance (les insurgés, les comités nationaux, les

⁷⁹⁷ *Ibidem.*

conseils ouvriers, les partis illégaux etc.) et l'affaire Imre Nagy (sa capture, sa déportation, son procès et son exécution).

Après s'en être occupé relativement peu durant la révolution, la diplomatie française commença à étudier d'une façon approfondie le rôle de János Kádár après l'annonce de la constitution du « *Gouvernement Hongrois Révolutionnaire, Ouvrier et Paysan* » qu'il présidait. L'image de ce cabinet fut, dès le début, entièrement négative. L'appréciation de Kádár et de son équipe fut pratiquement identique à la légation de France à Budapest et au Quai d'Orsay. On attira l'attention sur la faiblesse initiale de ce gouvernement qui ne disposait pas de la confiance de la population et était soumis à l'armée soviétique. Après la constatation de l'échec de la politique de promesses pour obtenir le ralliement du peuple, J. Paul-Boncour constata le durcissement de la politique de Kádár en fin novembre 1956⁷⁹⁸. On passa à une politique de répression pour briser la résistance quasi générale de la société. A Paris comme à la légation à Budapest, on pensait qu'il s'agissait d'« *un régime de terreur policière* »⁷⁹⁹. Les diplomates français essayèrent d'évaluer, malgré la pénurie des informations internes provenant des milieux dirigeants, la situation et l'orientation du chef du gouvernement hongrois. Ils évoquèrent longuement la question du retour des rakosistes et de Mátyás Rákosi lui-même de l'Union soviétique. La mission diplomatique française estimait que les négociations de Kádár à Moscou en mars 1957 avait stabilisé son pouvoir personnel en Hongrie⁸⁰⁰. La manifestation du 1^{er} mai 1957 organisée par les autorités hongroises fut indiscutablement, au moins pour J. Paul-Boncour, un succès pour le gouvernement Kádár. Néanmoins, le ministre de France exposait ainsi la dualité de la situation ainsi créée : « *Sa situation vis-à-vis de l'Union soviétique s'en trouve consolidée ; mais cela ne signifie nullement qu'il a réussi à rallier les masses au régime* »⁸⁰¹. Ce fut d'ailleurs ainsi que la Légation expliqua la recrudescence de la répression en juin 1957⁸⁰².

On peut tout de même reconnaître quelques différences entre l'interprétation de la légation de France à Budapest et celle de l'Administration centrale.

⁷⁹⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 832 (27 novembre 1956). Télégramme par courrier de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁷⁹⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, (1^{er} février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *La situation en Hongrie à la fin de Janvier. (Documents diplomatiques français, 1957 I, pp. 177-179.)*

⁸⁰⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 552 à 557, (30 mars 1957). Télégramme de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie.

⁸⁰¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 90, n° 588/EU (8 mai 1957). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Célébration du 1^{er} mai à Budapest*.

⁸⁰² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 90, n° 663/EU (6 juin 1957). Rapport de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *Aspect actuel de la répression*.

En voici deux exemples. Les diplomates français en poste en Hongrie, surtout le conseiller, H. Quioc, apprécièrent de façon positive certains actes du gouvernement Kádár. H. Quioc télégraphia le 2 janvier 1957 que les mesures économiques annoncées à la radio hongroise lui paraissaient conformes au programme d'Imre Nagy⁸⁰³. Comparant le communiqué issu des négociations des leaders des partis soviétique, bulgare, roumain, tchécoslovaque et hongrois qui avait eu lieu à Budapest les 1-4 janvier 1957 et le programme du gouvernement Kádár publié le 6 janvier, H. Quioc nota : « *Il me paraît toutefois intéressant de remarquer que la déclaration de Kadar, en dépit de son orthodoxie, constitue précisément une voie particulière vers le socialisme, et n'a pas grande chose de commun ce qui se passe dans les démocraties populaires de Roumanie, de Bulgarie, de Tchécoslovaquie et en Russie même ; l'union des cinq puissances a donc une valeur stratégique et idéologique, mais sur le plan de l'action gouvernementale elle n'est que de la façade* »⁸⁰⁴. En revanche, le service compétent du Quai d'Orsay établit plus nettement en mars 1957 la politique de voie moyenne de Kádár en estimant qu'il n'était ni nagyste, ni rakosiste, mais simplement réaliste et que, tout en admettant le socialisme et l'amitié avec l'Union soviétique, il permettrait un certain nationalisme hongrois⁸⁰⁵. Selon les souvenirs de Fernand Rouillon, spécialiste des affaires hongroises à la Sous-direction d'Europe orientale, on espérait, sans le dire, que Kádár arriverait malgré tout à être à la fois communiste et hongrois⁸⁰⁶.

Le deuxième thème bien développé par les documents diplomatiques français fut la résistance et l'opposition hongroises, ainsi que la répression à leur rencontre. On estimait que le gouvernement Kádár devait faire face la résistance passive presque unanime de la population hongroise au moins jusqu'au 10 décembre 1956. Ensuite, avec la généralisation de la répression, on constata le déclin de l'opposition. Fin décembre 1957, on considérait que le découragement avait déjà atteint les milieux expressément résistants. La légation de France à Budapest et le ministère des Affaires étrangères s'occupaient surtout de la résistance de trois catégories : les ouvriers, les intellectuels et « la jeunesse »

⁸⁰³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1 à 4 (2 janvier 1957). Télégramme de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français, 1957* I, pp. 17-18.)

⁸⁰⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 44/EU (11 janvier 1957). Rapport du ministre de France en Hongrie (signé H. QUIOC), *Déclaration de Kadar et communiqué de Budapest*.

⁸⁰⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, (20 mars 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *KADAR et les Rakosistes*.

⁸⁰⁶ Entrevue avec Fernand ROUILLON, Institut de 1956.

dans son ensemble. Faute de disposer d'éléments d'information fiables, on ne traitait guère de la résistance armée.

La mission diplomatique française suivait de près le développement des actions ouvrières – les grèves et les manifestations – dirigées par les syndicats et les conseils ouvriers⁸⁰⁷. J. Paul-Boncour était d'avis que les conseils ouvriers représentaient une force considérable car ils étaient régulièrement constitués dans beaucoup d'usines ou centres industriels, et que les personnalités déléguées par le prolétariat avaient très probablement toute sa confiance et étaient pleinement qualifiés pour négocier en son nom. Selon la constatation du ministre de France, les organisations révolutionnaires de l'intelligentsia s'efforçaient de subordonner leur attitude à l'action des conseils ouvriers au début du mois de décembre⁸⁰⁸. Il estimait que les conseils ouvriers étaient dans une certaine mesure la base permettant la mise en place d'une conception titiste de l'autogouvernement⁸⁰⁹. J. Paul-Boncour trouvait même en mars 1958 que l'esprit de la résistance était encore caractéristique chez les ouvriers, mais presque exclusivement passif⁸¹⁰.

Grâce au précieux travail de l'attaché culturel, G. Turbet-Delof, la diplomatie française disposait de renseignements précis et d'analyses pertinentes sur la résistance des intellectuels. En décembre 1956, il opposa à l'impuissance des groupements d'intellectuels de plus de 30 ans le dynamisme dont continuait de faire preuve les générations plus jeunes. D'après les observations de G. Turbet-Delof, les milieux estudiantins qui déclenchèrent les manifestations initiales de la révolution, ne continuèrent d'être à la tête du mouvement que dans la mesure où la camaraderie des combats les avait intégrés dans une jeunesse ouvrière dont beaucoup d'étudiants faisaient d'ailleurs partie du fait de leur origines familiales⁸¹¹. La diplomatie française observait attentivement la répression à l'encontre des intellectuels hongrois (József Perbíró, István Bibó, Domokos Kosáry, etc.). Au début de janvier 1957, on estimait que, malgré la terreur policière tendant à décapiter le mouvement de l'intelligentsia, elle

⁸⁰⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1104 à 1105 (15 novembre 1956). Télégramme à Budapest d'Étienne MANAC'H, sous-directeur d'Europe orientale.

⁸⁰⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 864 (6 décembre 1956). Télégramme J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁸⁰⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 128 à 129 (24 janvier 1957). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁸¹⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 91, n° 192/EU (19 mars 1958). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Les chemins de la servitude – III. – La résistance*.

⁸¹¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1149/EU (13 décembre 1956). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Organisation clandestine de jeunesse*. Il se réfère aux notes établies par G. TURBET-DELOF. Cf. *Documents diplomatiques français, 1956 III*, pp. 533-535.

refusait toute collaboration avec le régime⁸¹². Néanmoins, quelque temps après, les diplomates français identifièrent une nouvelle tendance réaliste, plus accommodante avec le gouvernement Kádár pour des raisons pragmatiques⁸¹³. Selon les informations de J. Paul-Boncour, « *mieux vaut à leurs yeux sauvegarder à tout prix ce qui subsiste de la déstalinisation dans le domaine culturel et 'collaborer' à cet effet sinon avec Kadar, en tout cas avec les organisations culturelles du 'Gouvernement'* »⁸¹⁴. Toutefois, il trouvait en mars 1958 que les écrivains, en dépit de quelques compromissions, restaient assez intraitables pour le pouvoir politique, de même que « la jeunesse », en particulier celle des universités où le KISZ (Alliance de jeunesse communiste) parvenait difficilement à recruter⁸¹⁵.

La perception de l'affaire Nagy

Étant donné que le procès et l'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons fut l'affaire la plus importante aussi bien sur le plan international qu'intérieur des procédures répressives suivant la révolte, la diplomatie française s'en occupa avec une attention particulière. Ayant des possibilités très restreintes pour obtenir des informations provenant de l'intérieur, tant du côté des autorités soviétiques que de leur partenaire hongrois, la légation de France à Budapest devait se contenter des renseignements officiels publiés et de consultations avec des chefs de missions diplomatiques. Les rencontres avec les ambassadeurs polonais, yougoslave et israélien se révélèrent les plus profitables. En raison de la nature hautement secrète de l'affaire, des informations inexacts furent parfois transmises au Quai d'Orsay. Par exemple H. Quioc croyait savoir le 2 janvier 1957 que Nagy n'était plus en Roumanie mais qu'il avait été dirigé en URSS⁸¹⁶. En septembre 1957, J. Paul-Boncour télégraphia à Paris un renseignement erroné

⁸¹² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, (1^{er} février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *La situation en Hongrie à la fin de Janvier*. (Documents diplomatiques français, 1957 I, pp. 177-179.)

⁸¹³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, (9 février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Tendances politiques nouvelles en Hongrie*.

⁸¹⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 267 à 273 (23 février 1957). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁸¹⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 91, n° 192/EU (19 mars 1958). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Les chemins de la servitudes – III. – La résistance*.

⁸¹⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 3, (2 janvier 1957). Télégramme de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie. (Documents diplomatiques français, 1957 I, pp. 17-18.)

provenant du chargé d'affaire américain selon lequel Nagy n'était pas en prison, mais en résidence sur la côte de Crimée⁸¹⁷. On essaya de recueillir tous les éléments d'information sur la préparation et le déroulement du procès, y compris sur le plan international. Le ministre de France estimait à juste titre que la détérioration des relations soviéto-yougoslaves entraînerait vraisemblablement la reprise de la procédure juridique contre Nagy⁸¹⁸. En février 1958, l'ambassadeur yougoslave, Jovo Kapičić, informa le chef de la mission diplomatique française qu'il était toujours question de traduire Nagy et ses camarades devant les tribunaux⁸¹⁹. Le 17 juin 1958, immédiatement après le communiqué officiel, J. Paul-Boncour transmet la nouvelle des exécutions à Paris et se mit à la rédaction de rapports sur les causes et la signification de cet événement. Il expliquait ces sentences extrêmement sévères par les facteurs intérieurs suivants. Selon lui, compte tenu qu'il s'agissait d'« *une mesure moscoutaire* », du jour où les partisans de Kádár avaient réclamé la réhabilitation du groupe de Nagy en compensation de la réintégration de celui de M. Rákosi, le sort tragique de l'ancien président du Conseil et de ses compagnons avaient été scellé⁸²⁰. A l'en croire, la popularité persistante de Nagy fut la cause immédiate de sa « *liquidation finale* », à laquelle s'ajouta le fait qu'il s'était refusé nettement à faire son autocritique, sollicitée à maintes reprises en 1953, puis en 1956⁸²¹. En ce qui concerne le contexte international, J. Paul-Boncour évoqua les éléments suivants : « *Accessoirement ce drame s'encadre dans la campagne moscoutaire en cours contre Belgrade, et sa révélation, intervient en pleine crise internationale provoquée par la guerre civile au Liban. [...] le moment choisi pour blaser l'opinion mondiale dans l'affaire hongroise, évoque étrangement la rentrée des blindés dans Budapest le 4 novembre 1956, en pleine crise de Suez. Moscou peut à nouveau espérer que le vacarme des armes, qui déchaîne le Levant, couvrira les voix de la protestation internationale contre les martyres 'judiciaires', de l'ancien Président du Conseil hongrois* »⁸²².

⁸¹⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 90, n° 1475 (19 septembre 1957). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁸¹⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 90, n° 1627 (22 novembre 1957). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁸¹⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 90, n° 169 (19 février 1958). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁸²⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 91, n° 597 à 599 (18 juin 1958). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (*Documents diplomatiques français, 1958*, tome I (1^{er} janvier – 30 juin), Paris, Imprimerie nationale, 1992, pp. 796-798.)

⁸²¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 91, n° 346/EU (18 juin 1958). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Feu Imre NAGY*.

⁸²² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 91, n° 597 à 599 (18 juin 1958). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Documents diplomatiques français, 1958* I, pp.

J. Paul-Boncour « profita » de l'occasion de l'exécution d'Imre Nagy pour formuler des remarques sur l'appréciation de sa carrière politique. Il affirma que Nagy était le leader de l'aile libérale du communisme hongrois et avait réussi à définir, au moins sur le plan théorique, une politique de nature à rendre supportable à ses compatriotes le régime dit de démocratie populaire : prenant éphémèrement le pouvoir en 1953, il ouvrit les portes des prisons aux victimes politiques du régime, renonça pour un temps à la primauté de l'industrie lourde etc. D'après le ministre de France, le renversement de Nagy par Rákosi, et plus tard, son exclusion du parti dont il fut toujours un militant convaincu, ne firent qu'accroître son prestige. Néanmoins J. Paul-Boncour estimait que c'était son incapacité foncière en tant qu'homme d'État qui le fit échouer, une première fois en 1953-1954, et une seconde fois, « *lamentablement* », pendant la révolution qu'il n'avait nullement provoquée. Pour le diplomate français, Nagy avait trahi la cause soviétique en dénonçant le Pacte de Varsovie et en faisant appel aux Nations Unies ; mais, par ces gestes, il devint encore plus populaire, c'est-à-dire plus dangereux pour Kádár, ce qui « justifiait » son exécution. C'est alors que J. Paul-Boncour formula une appréciation à notre sens erronée : « *épilogue tragique de ce que l'opinion publique considère à juste titre comme le martyrologue d'Imre NAGY, et qui donne aux historiens du peuple magyare, le droit d'accoler à son nom l'épithète, à mon avis imméritée, de grand homme d'État hongrois* »⁸²³. Réagissant aux commentaires élogieux publiés en Occident sur Imre Nagy et ses compagnons à propos de leur exécution, le ministre de France souligna que l'ancien Premier ministre et les « communistes libéraux » n'avaient pas été vraiment les chefs du mouvement révolutionnaires hongrois, mais qu'ils avaient plutôt été les jouets d'événements qui avaient échappé à tout contrôle⁸²⁴. J. Paul-Boncour se vit conforté plus tard par les publications ultérieures sur la vie et la politique d'Imre Nagy⁸²⁵.

Le ministère des Affaires étrangères français s'occupa de l'affaire Nagy, depuis sa disparition du 4 novembre 1956 jusqu'à la publication des exécutions,

796-798. J. PAUL-BONCOUR fit allusion à la crise suscitée par les troubles intérieurs du Liban commençant en mai 1958. Cela aboutit au coup d'État du 14 juillet en Irak et à l'arrivée de 10000 soldats américains dans le Liban le 15 juillet et à celle de 2500 parachutistes britanniques en Jordanie le 17 juillet.

⁸²³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 91, n° 346/EU (18 juin 1958). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Feu Imre NAGY*.

⁸²⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 91, n° 639 à 640 (23 juin 1958). Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie. (*Documents diplomatiques français*, 1958 I, p. 826.)

⁸²⁵ CADN : Budapest – Ambassade, n° 24, n° 65/EU (6 mars 1962). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Rectification ou additions à mon avant-projet de rapport sur la révolution hongroise*.

conformément à l'importance de l'événement. On interrogea avec insistance la légation à Budapest en mi-novembre pour obtenir des informations sur le lieu de séjour et la position politique de Nagy⁸²⁶. Outre les télégrammes et les rapports de la mission diplomatique française en Hongrie, les sources les plus importantes du Quai d'Orsay touchant la cause de l'ancien Premier ministre hongrois furent le Département d'État américain et la légation de France à Bucarest. En décembre 1956, lors d'une réception, Pierre Francfort, ministre plénipotentiaire français en Roumanie, demanda directement à Emil Bodnăraș, vice-président du Conseil des ministres, où se trouvait Nagy⁸²⁷. L'Administration centrale s'efforçait également d'interpréter la procédure judiciaire contre Nagy dans une perspective internationale. Dans une note de la Sous-direction d'Europe orientale du 15 avril 1957, portant sur la déclaration hungaro-soviétique du 29 mars, on démontra combien J. Kádár et N. Khrouchtchev avaient condamné, au cours de la visite de Kádár à Moscou, non seulement l'idée du « *'national-communisme' comme 'le frère jumeau du national-socialisme hitlérien'* », mais aussi le « *'traître' Nagy* », en relation avec l'aggravation des relations soviéto-yougoslaves. Les auteurs du document considéraient ensuite que Kádár essayait de s'assurer les faveurs de son peuple en accréditant l'idée qu'il poursuivait la politique du « nouveau cours », ou même qu'il le personnifiait, alors qu'Imre Nagy ne faisait que la trahir⁸²⁸. L'intérêt du Quai d'Orsay pour le sort de Nagy était visible : on s'enquit de la réaction aux nouvelles des exécutions dans de nombreux pays. Selon M. Dejean, ambassadeur de France à Moscou, « *L'exécution de Nagy illustre d'une façon tragique la faiblesse interne des régimes communistes imposés aux pays de l'Europe de l'Est contre la volonté des populations et les graves préoccupations qu'en éprouvent les dirigeants soviétiques* »⁸²⁹. On supposait, avec justesse, que l'exécution de l'ancien Premier ministre hongrois et la position de l'URSS envers la Yougoslavie étaient en rapport étroit⁸³⁰. Une note du conseiller diplomatique du ministère des Affaires étrangères tenta de présenter la nature des corrélations observées. D'après cette analyse, l'exécution de Nagy et les

⁸²⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 1094 et 1104 à 1105 (14 et 15 novembre 1956). Télégrammes à Budapest d'É. MANAC'H, sous-directeur d'Europe orientale.

⁸²⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, n° 15/EU (3 janvier 1957). Rapport de Pierre FRANCFORT, ministre de France en Roumanie, *Séjour en Roumanie de M. NAGY*.

⁸²⁸ Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *La déclaration hungaro-soviétique du 29 mars et les vicissitudes de la politique du « nouveau cours en Hongrie »* (15 avril 1957), *Documents diplomatiques français, 1957 I*, pp. 622-628.

⁸²⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 91, n° 2257 à 2260 (17 juin 1958). Télégramme de Maurice DEJEAN, ambassadeur de France en Union soviétique.

⁸³⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 91, n° 607 (17 juin 1958). Télégramme de Vincent BROUSTRA, ambassadeur de France en Yougoslavie.

diatribes du gouvernement et du parti communiste de l'URSS contre ceux de la Yougoslavie visaient à entretenir la méfiance de l'Occident envers Moscou et à provoquer une tempête à Belgrade tout en n'embarrassant pas pour autant les auteurs moscovites. Tout procédait de résolutions soigneusement concertées et non pas d'un raidissement de N. Khrouchtchev qui, en l'absence de cette manoeuvre, aurait été accusé de libéralisme par ses rivaux soviétiques. On estimait que ces décisions (la condamnation d'I. Nagy et les attaques convergentes contre Belgrade) et avaient été prises à Moscou, comme à chaque fois que l'Union soviétique se préparait à prendre un risque ou tombait dans le doute sur la supériorité de ses armes. Selon cette logique, dans ce cas encore l'URSS se repliait sur elle même et cherchait à renforcer la cohésion de son glacis⁸³¹.

Après avoir exposé la perception de la révolution hongroise et de ses suites, on peut considérer que la diplomatie française fit un travail d'information efficace et que ses conclusions concordaient dans l'ensemble avec les interprétations de l'historiographie récente basée sur le dépouillement des archives. La question se pose alors est de savoir quelles furent les démarches de la politique étrangère française en relation avec les suites de la crise hongroise de l'automne 1956.

⁸³¹ Note du conseiller diplomatique du ministère des Affaires étrangères, *Attitude de l'URSS envers la Hongrie et la Yougoslavie*, n° 106 (le 23 juin 1958), *Documents diplomatiques français*, 1958 I, pp. 827-828.

Chapitre 9

La réaction de la diplomatie française aux conséquences des événements révolutionnaires hongrois

Dans la Première partie, nous avons présenté l'activité de la diplomatie française à propos de la révolte hongroise à plusieurs niveaux de la vie internationale, notamment aux Nations Unies, à l'OTAN et dans les relations bilatérales avec les pays du bloc soviétique, en particulier entre l'Union soviétique et la Hongrie. On continuera cette étude par l'examen des mêmes « terrains » en mettant à jour les facteurs décisifs.

L'ACTIVITÉ DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE AUX NATIONS UNIES ET AU SEIN DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE CONCERNANT LA CAUSE HONGROISE

*La France et la question hongroise à l'ONU*⁸³²

Nous avons vu plus haut que le Quai d'Orsay avait mené une politique très active à propos de la question hongroise aux Nations Unies depuis le déclenchement de la guerre israélo-égyptienne dans laquelle la France et le Royaume-Uni s'engagèrent directement, provoquant une vigoureuse désapprobation de la part de l'Assemblée générale. La révolution hongroise et plus précisément l'intervention sanglante de l'armée soviétique paraissaient une diversion idéale

⁸³² KECSKÉS, « Franciaország politikája az ENSZ-ben... ».

pour détourner l'attention de l'organisation mondiale. Cette aspiration française ne put pas s'accomplir en raison de l'opposition des deux superpuissances. Contrairement au cas de l'affaire de Suez, l'ONU ne prit pas de mesures énergiques concernant la Hongrie même après l'écrasement brutal du mouvement révolutionnaire par les Soviétiques. Nous examinerons les changements de la politique française aux Nations Unies et l'efficacité de l'ONU dans l'affaire hongroise.

La diplomatie française se montra très active dans l'affaire hongroise pour le restant de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU convoquée le 1^{er} novembre afin de traiter la question égyptienne. On y discuta l'affaire hongroise les 8, 9 et 10 novembre. L'une des revendications les plus importantes du Quai d'Orsay restait, comme les instructions de Paris le soulignaient, la constitution et l'envoi d'une force internationale en Hongrie pour mettre un terme au conflit et contrôler le retrait des troupes soviétiques. Paris voulait obtenir que la résolution présentée soit aussi voisine que possible de celle qui avait été voté au sujet de la situation au Proche-Orient⁸³³. On s'employait à faire valoir cette position par des moyens aussi bien formels qu'informels. La délégation française soutenait la réalisation de ce plan à l'Assemblée générale avec tant d'allant que, le 8 novembre, quand la délégation italienne déposa son projet de résolution relatif à ce sujet, et que le président de l'Assemblée générale demanda l'ajournement du débat pour le lendemain, l'orateur français s'éleva vigoureusement contre cette suggestion en proposant la reprise du débat dans la soirée le jour même. La France fut le seul pays votant contre la prorogation⁸³⁴. Les diplomates français s'agitaient, comme on dit à l'ONU, « dans les couloirs » : « *la délégation française n'a pas cessé de prodiguer ses encouragements au chef de la délégation italienne pour l'amener à déposer un projet de résolution* », télégraphièrent-ils à Paris⁸³⁵. Le ministère des Affaires étrangères français insista auprès de Londres pour que le représentant britannique aux Nations Unies reçoive également pour instruction de s'attacher à obtenir que le texte déposé soit aussi proche que possible de celui

⁸³³ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 3785 à 3790 (8 novembre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères à la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies. (*Documents diplomatiques français, 1956* III, pp. 245-246.)

⁸³⁴ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2316 (9 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸³⁵ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2352 (10 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

de la résolution adoptée pour l'Égypte au sujet de la constitution de la force internationale⁸³⁶. Toutefois ces tentatives n'apportèrent pas le résultat attendu.

La politique étrangère française trouvait préjudiciable que l'ONU ait agi différemment au sujet de la Hongrie et de la crise de Suez. Selon l'expression du représentant-adjoint, Louis de Guiringaud, on avait l'impression que l'organisation mondiale employait « *deux poids et deux mesures* », les uns pour condamner la France et la Grande-Bretagne, les autres « *pour absoudre la Russie lorsqu'elle écrasait les patriotes de Hongrie* ». Le diplomate français fit mention de cette contradiction lors qu'il rencontra, « *dans les couloirs* », Henry Cabot Lodge, chef de la délégation américaine⁸³⁷. Cette conversation fut un grand événement compte tenu du fait que, le 3 novembre, les Américains avaient suspendu les négociations secrètes avec les Britanniques et les Français, « *comme pour la peine* », à cause de l'affaire de Suez⁸³⁸. L. de Guiringaud exposa à son collègue américain combien la politique américaine paraissaient incompréhensible et dangereuse au gouvernement français. Il lui fit remarquer que, depuis 10 ans, le gouvernement des États-Unis, par l'intermédiaire des émissions de *Radio Free Europe*, encourageait les peuples « *de l'autre côté du rideau de fer* » à résister à l'oppression soviétique ; et lorsqu'un d'entre eux, profitant du dégel qui se manifestait dans le bloc soviétique, se soulevait, les États-Unis se contentaient de quelques débats à l'ONU et aidaient Moscou à détourner l'attention sur le Proche-Orient. L. de Guiringaud peignit en couleurs vives les dangers de la propagation du communisme en Europe et ceux de la perte du prestige américain. Bien que, selon le rapport envoyé à Paris, H. Cabot Lodge ait écouté avec une grande attention et se soit montré très ému par ces remarques, cette conversation n'entraîna aucun changement dans la ligne de conduite de Washington. Le Français demanda en vain que le Président D. Eisenhower lance immédiatement un appel solennel aux Soviétiques pour donner sa caution et son appui aux résolutions votées par l'Organisation des Nations Unies, les dirigeants américains s'y refusèrent. Seule évolution : H. Cabot Lodge, montant une nouvelle

⁸³⁶ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 3791 à 3792 (8 novembre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères à la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸³⁷ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2319 à 2328 (10 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Documents diplomatiques français, 1956 III*, pp. 267-269.)

⁸³⁸ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 65.

fois à la tribune de l'Assemblée générale, défendit le projet de résolution déposé en termes sensiblement plus fermes que précédemment⁸³⁹.

La résolution, adoptée à la séance des 8 et 9 novembre, mit en demeure l'Union soviétique d'évacuer ses troupes de Hongrie, insista sur la nécessité, après le rétablissement de l'ordre, d'organiser des élections libres sous l'égide des Nations Unies, et prescrivit que la situation du pays soit examinée par une commission déléguée par le secrétaire général de l'ONU. Ensuite, le 9 novembre, on adopta la proposition autrichienne suggérant que tous les pays-membres de l'ONU fournissent une aide immédiate et importante à la Hongrie. Donc, en dépit des aspirations françaises, la constitution et l'envoi en Hongrie d'une force internationale ne furent pas introduits dans la résolution. On décida enfin l'inscription de l'affaire hongroise à l'ordre du jour de la XI^e session (ordinaire) de l'Assemblée générale commençant le 12 novembre 1956.

Le 11 novembre, le gouvernement hongrois refusa la proposition du secrétaire général des Nations Unies relative à la visite d'observateurs de l'ONU en Hongrie. Quelques jours plus tard, le représentant permanent de la France souleva devant Dag Hammarskjöld la question d'une visite personnelle à Budapest. Si le secrétaire général n'écarta pas cette possibilité⁸⁴⁰, le gouvernement Kádár, comme on sait, la repoussa sans ambiguïté.

Le 16 novembre le secrétaire général mit sur pied un comité tripartite – des représentants du Norvège, de l'Inde et de Columbia – pour examiner la situation résultant de l'intervention militaire soviétique en Hongrie et en faire un rapport à l'Assemblée générale. Le représentant français n'en espérait pas beaucoup car Arthur Lall, ambassadeur de l'Inde à l'ONU, était aussi membre de ce comité ; or, le pays de J. Nehru avait voté jusque là avec les Soviétiques ou s'était abstenu. Les 19-20 novembre, l'Assemblée générale s'occupa à nouveau de la question hongroise. Dans le débat, outre D. Chepilov, ministre des Affaires étrangères soviétique, et son homologue hongrois Imre Horváth, Christian Pineau, chef de la diplomatie française, prit également la parole. Dans son discours amer et parfois sarcastique, il rappela que l'ONU avait été impuissante à arrêter le développement d' « *un des plus grands drames de notre histoire* ». Il mit en parallèle les déportations en cours en URSS avec le camp de concentration de Buchenwald. Il rejeta l'argument soviétique selon lequel

⁸³⁹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2319 à 2328 (10 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Documents diplomatiques français, 1956* III, pp. 267-269.)

⁸⁴⁰ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 242, n° 2445 (14 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

l'ONU serait intervenue dans les affaires intérieures de la Hongrie, car le gouvernement Kádár avait été créé par l'Union soviétique elle-même. Il refusa catégoriquement l'hypothèse de « *menées fascistes* ». A propos de l'affaire de Suez, Ch. Pineau rappela que la France et la Grande-Bretagne avaient pris leurs responsabilités lorsqu'elles avaient eu à s'expliquer sur les motifs déterminant leur action. Le ministre des Affaires étrangères français espérait que : « *le Gouvernement soviétique prit, lui aussi, les siennes et ne s'en tire pas par des discours hypocrites qui sont une insulte à cette Assemblée* »⁸⁴¹. Le représentant canadien mentionna également les gouvernements français et britannique comme exemples positifs, puisqu'ils avaient accepté aussitôt la recommandation de l'Assemblée générale concernant le cessez-le-feu, tandis que l'URSS l'avait repoussée⁸⁴². Répondant à l'accusation de Ch. Pineau qui avait parlé de la génocide à propos de l'action de Moscou en Hongrie, le représentant de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie répliqua en accusant : « *le Gouvernement 'pseudo-socialiste' français qui mène contre les patriotes algériens, une guerre d'extermination, de commettre lui aussi le crime de génocide* »⁸⁴³. D. Chepilov déclara sans ambage qu'une initiative tendant à envoyer une force de police internationale en Hongrie aurait mis en danger la paix.

Enfin, le 21 novembre, après trois jours de débat, l'Assemblée générale adopta plusieurs résolutions relatives à la Hongrie : la cessation des déportations, le retrait des troupes soviétiques et l'admission obligatoire des observateurs de l'ONU. La question se posa alors de l'application de ces décisions.

La diplomatie française s'efforça toujours de maintenir la question hongroise à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Rencontrant l'ambassadeur de Cuba, le chef de la mission permanente de la France proposa que, si le rapport du secrétaire général sur l'état actuel de ses négociations avec le gouvernement Kádár n'avait pas été satisfaisant, on inscrive à l'ordre du jour la question hongroise deux jours plus tard. Il enjoignit le représentant cubain de s'adresser

⁸⁴¹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 2526 (19 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸⁴² AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 2545 (20 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸⁴³ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 2558 (21 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies. La présence des délégués de la Biélorussie et de l'Ukraine à l'Assemblée générale est une aberration liée à la négociation sur la création de l'ONU en 1945 ce qui permet à l'URSS d'avoir plus de voix lors des votes et dans les débats de l'organisation.

directement au secrétaire général pour tout renseignement⁸⁴⁴. L'ambassadeur français lui-même entra en contact avec D. Hammarskjöld pour suivre l'évolution de l'affaire hongroise⁸⁴⁵. Les négociations entre les représentants français, britannique et américain reprirent fin novembre après un mois d'arrêt. Les ambassadeurs français et britannique demandèrent aux Américains d'amender leur projet pour ne pas paraître abandonner la plupart des demandes figurant dans les résolutions antérieures de l'Assemblée générale. La délégation américaine se rallia à ces vues⁸⁴⁶.

Le 30 novembre, le secrétaire général de l'ONU publia un rapport sur son activité touchant la question hongroise. A l'en croire, les autorités hongroises ne consentirent pas à ce qu'il se rende personnellement en Hongrie et empêchèrent le travail du comité tripartite. Ensuite, le 3 décembre, un nouveau débat s'engagea à l'Assemblée générale sur la question hongroise. Une partie des orateurs, entre autres Edmond Michelet, le Français, critiquèrent sévèrement la position des gouvernements soviétique et hongrois, tandis que les délégations des pays socialistes répétèrent l'argument habituel selon lequel l'envoi des observateurs de l'ONU en Hongrie signifierait une ingérence dans les affaires intérieures du pays. Néanmoins le délégué de Ceylan éleva la voix en faveur du respect des résolutions de l'ONU, et rappela que les Britanniques et les Français avaient montré d'une façon pratique leur disponibilité à coopérer. Le 4 décembre, la délégation française vota également la résolution adoptée par l'Assemblée générale. Le projet de résolution avait été déposé par 14 puissances, à l'initiative des États-Unis (ni la France ni la Grande-Bretagne ne figuraient pas parmi les signataires). Le document exprima l'inquiétude de l'organisation mondiale à cause du refus de l'Union soviétique de retirer ses troupes de Hongrie, et du fait de la déportation encore en cours de citoyens hongrois ; en outre on demanda à nouveau que le gouvernement Kádár reçoive les observateurs des Nations Unies. Toutefois les autorités hongroises, comme on le sait, n'étaient pas disposées à accueillir immédiatement le secrétaire général de l'ONU et les observateurs.

⁸⁴⁴ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 2693 (28 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸⁴⁵ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 2720 (28 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (*Documents diplomatiques français, 1956* III, pp. 422-423.)

⁸⁴⁶ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, (30 novembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

La diplomatie française ne voulait pas laisser impunie cette politique du gouvernement Kádár. Une seule question se posa : comment exprimer sa désapprobation par des démarches diplomatiques ? Il était possible de ne pas accepter la validité des pouvoirs de la délégation hongroise à l'Assemblée générale de l'ONU. Peu de temps après la deuxième intervention soviétique, le ministère des Affaires étrangères italien signala au Quai d'Orsay qu'il ne souhaiterait pas admettre les pouvoirs du représentant hongrois délégué par le gouvernement Kádár, et il espérait obtenir pour cette action le soutien de la représentation française aux Nations Unies. Au début du mois de décembre, ce fut le Département d'État américain qui souleva l'idée d'une suspension temporaire des pouvoirs de la mission hongroise. On discuta régulièrement de cette question jusqu'en 1962. La position de la politique étrangère française était influencée surtout par deux considérations : d'une part, la question algérienne dont l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale fut acceptée par la diplomatie française en novembre 1956 et qui fit l'objet de nombreux discours. En conséquence, les Français ne pouvaient pas intervenir énergiquement à propos de l'affaire hongroise sans se voir accuser de faire diversion⁸⁴⁷. D'autre part, on ne voulait pas qu'une démarche trop vigoureuse à l'ONU entraîne la fermeture de la légation de France à Budapest⁸⁴⁸. Les gouvernements américain et britanniques voulaient également le maintien des relations diplomatiques avec la Hongrie.

C'est dans ces circonstances que l'Assemblée générale de l'ONU recommença l'examen de la question hongroise le 10 décembre 1956. La France appuyait le nouveau projet de résolution déposé par les Américains et signé par 20 puissances, selon lequel l'Union soviétique avait violé la Charte des Nations Unies, et qui mettait l'URSS en demeure de renoncer à son ingérence dans les affaires intérieures hongroises⁸⁴⁹. En réponse, le représentant soviétique ne manqua pas d'insérer une apostrophe anti-français à propos de l'Algérie⁸⁵⁰. Le 11 décembre, la délégation hongroise quitta l'Assemblée générale de l'ONU en

⁸⁴⁷ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 2967 à 2968 (7 décembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸⁴⁸ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 5470 à 5472 (11 décembre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères à la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸⁴⁹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 3012 (10 décembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸⁵⁰ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 3014 (10 décembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

déclarant que celle-ci ne traitait pas la question hongroise dans l'esprit de la Charte. Le Quai d'Orsay espérait obtenir le concours de la délégation indienne sur ce nouveau projet de résolution. On estimait que, même si le texte était édulcoré, il serait soutenu par une plus forte majorité de l'Assemblée générale, ce qui augmenterait sa portée morale. On voulait recueillir surtout les voix du groupe afro-asiatique⁸⁵¹.

Une bonne occasion se présenta pour mener à bien cette tactique lors de la réunion des vingt pays signataires à laquelle les représentants français et britannique avaient été également invités. Un compromis fut trouvé pour atteindre le but approuvé par les Français. En effet, le 12 décembre, l'Assemblée générale adopta avec une grande majorité le projet de résolution condamnant l'URSS pour son intervention en Hongrie. Le fait que 14 pays afro-asiatiques sur 25 votèrent pour la motion fut un résultat significatif. « *Le vote de ce soir constitue la plus grave défaite subie par l'Union soviétique depuis le début de l'affaire hongroise aux Nations Unies* » télégraphia le chef de la mission permanente de France⁸⁵². Il va sans dire que cela ne changea aucunement le sort du peuple hongrois.

La deuxième période de l'histoire de la question hongroise à l'ONU prit fin avec l'adoption de cette résolution. Force était de reconnaître que l'organisation mondiale ne disposait pas de moyens coercitifs efficaces à l'encontre de l'Union soviétique. Toutefois on souhaitait toujours exercer un effet sur l'opinion publique. Au début du mois janvier 1957, la délégation américaine mit en avant un nouveau projet de résolution. Il fut examiné au cours d'une réunion restreinte à laquelle assistaient, outre la délégation américaine, les Français, les Britanniques, les Italiens, les Australiens et les Norvégiens. On proposa la création d'un comité d'enquête de cinq membres⁸⁵³. Les délégations française et britannique acceptèrent de signer le projet américain⁸⁵⁴. Entre-temps, D. Hammarskjöld publia un rapport dans lequel il proposa également

⁸⁵¹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 5526 à 5527 (12 décembre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères à la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸⁵² AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 3076 à 3080 (13 décembre 1956). Télégramme de V. BROUSTRA, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸⁵³ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 73 à 78 (7 janvier 1957). Télégramme de Guillaume GEORGES-PICOT, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁸⁵⁴ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 89 à 90 (8 janvier 1957). Télégramme de G. GEORGES-PICOT, chef de la mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies.

l'établissement d'un comité d'enquête qui devrait être plus efficace que le comité précédent de trois membres.

C'est le 9 janvier 1957 que le nouveau débat s'engagea à l'ONU sur la question hongroise. Le 10 janvier, l'Assemblée générale adopta avec une large majorité un projet de résolution, déposé par 24 puissances, relatif à l'institution d'une « comité spécial » de cinq membres, composée de représentants de l'Australie, de la Tunisie, de Ceylan, du Danemark et de l'Uruguay. Il reçut pour mission de mener à bien une enquête sur les événements hongrois de 1956. Le vote à l'Assemblée générale confirma l'isolement du bloc soviétique. En effet, seuls l'Union soviétique et ses satellites votèrent contre la motion, tandis que la Yougoslavie, la Finlande et sept pays du groupe de Bandung s'abstinrent. Depuis le début, la diplomatie française approuvait, suivait attentivement et soutenait dans la mesure de ses moyens le travail du comité. Sur instruction du ministère des Affaires étrangères, la légation de France à Budapest, en collaboration avec les autres missions diplomatiques occidentales, prépara un rapport bien documenté sur le déroulement de la révolution⁸⁵⁵. Le Quai d'Orsay invita en France le comité qui travailla pour un temps en Europe occidentale⁸⁵⁶. Les manoeuvres diplomatiques se poursuivirent aussi à propos des pouvoirs de la délégation hongroise à l'ONU. Le 12 février 1957 la Commission de vérification des pouvoirs adopta le projet américain proposant de surseoir à la décision. On répéta maintes fois ce procédé jusqu'à 1962.

On peut donc constater que les trois premiers mois du débat de l'affaire hongroise à l'ONU n'apportèrent pas, parce qu'ils ne le pouvaient pas, une vraie solution pour le peuple hongrois. Bien que l'on adopta onze résolutions au cours de la XI^e session de l'Assemblée générale, ces documents n'eurent aucune conséquence pratique sur le sort de la Hongrie. En effet, le dénouement de la crise hongroise dépendait en réalité des règles du jeu du système bipolaire mondial. Sachant parfaitement cela, Moscou pouvait tranquillement saboter les mesures de l'Organisation des Nations Unies.

La troisième étape de l'histoire de la question hongroise à l'ONU fut la plus longue : cette question ne disparut de l'ordre du jour de l'Assemblée générale qu'en décembre 1962. Le 7 juin 1957, le Comité spécial publia son rapport, préparé à partir des témoignages des participants à la révolution exilés en Occident, des rapports des missions diplomatiques à Budapest et d'autres documents

⁸⁵⁵ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, n° 194 à 197 (2 février 1957). Télégramme de Jean LALOY, directeur du Service d'Europe à la légation de France à Budapest. C'est le 1^{er} mars 1957 que la légation de France à Budapest envoya à Paris la dernière partie de son projet de rapport.

⁸⁵⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 112, n° 1637 à 1643 (9 février 1957). Télégramme de Jean LALOY, directeur du Service d'Europe à la légation de France à Budapest.

disponibles. Selon le général Béla Király, commandant en chef de la Garde nationale et président du Comité révolutionnaire des forces policières dans la révolte, plus tard professeur d'Université aux États-Unis, ce rapport fut la première étude historique authentique sur la révolution ; sa précision, son authenticité et son autorité contribuèrent grandement à la formation d'une image proche de la réalité des événements hongrois de 1956 dans le monde entier⁸⁵⁷. L'Assemblée générale, convoquée à la veille de la XII^e session, en septembre 1957, vota le 14 ce rapport à une grande majorité et condamna le comportement de l'Union soviétique et des autorités hongroises. Néanmoins, comme on ne pouvait toujours pas appliquer les résolutions, la question hongroise fut réinscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale les années suivantes.

Comment peut-on expliquer la longévité de la question hongroise aux Nations Unies ? Dans la seconde moitié des années 1950, les États-Unis avaient encore une influence décisive à l'ONU. Les évocations réitérées du sort tragique de la révolution hongroise et la condamnation régulière de l'URSS servaient – outre à la satisfaction de l'opinion publique internationale indignée par l'écrasement brutal de l'insurrection et la répression subséquente – les intérêts politiques de Washington. D'une part, les États-Unis tentaient de réduire la perte de prestige due à leur non-intervention pendant les événements de Hongrie ; d'autre part, ils s'efforçaient ainsi d'entraver l'expansion de l'influence soviétique dans les pays du Tiers Monde. Les États-Unis et les autres puissances occidentales auraient souhaité contrecarrer surtout cette dernière tendance en dénonçant « les crimes » de Moscou à l'ONU⁸⁵⁸.

Pendant toute la période où la question hongroise fut à l'ordre du jour du Conseil de sécurité puis de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'organisation mondiale fut un terrain d'activité particulièrement important pour la diplomatie française. Les possibilités d'agir d'une manière effective dans une crise qui touchait directement un pays se trouvant de l'autre côté du rideau de fer étaient extrêmement limitées dans le contexte de guerre froide. Les positions prises publiquement par le Quai d'Orsay devant les instances onusiennes avaient pour but d'exercer une influence sur l'opinion publique (la question hongroise), mais aussi d'obtenir certains avantages tactiques (l'affaire de Suez). Il nous reste à voir quels étaient les moyens et les capacités de la politique étrangère française pour mener une politique active à l'ONU à propos de l'affaire de Hongrie.

⁸⁵⁷ KIRÁLY, Béla, « A magyar kérdés az ENSZ-ben : 1956–1963 », *A tudomány szolgálatában. Emlékkönyv Benda Kálmán 80. születésnapjára* [Au service de la science. Recueil de mélanges pour le 80^e anniversaire de Kálmán Benda], sous la direction de Ferenc GLATZ, Budapest, Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences, 1993, p. 379.

⁸⁵⁸ BEKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 73, 75-76.

Comme on a vu plus haut, les démarches faites à l'ONU étaient en général soigneusement préparées par les négociations internationales. Une partie de ces dernières se déroulèrent au siège de l'organisation mondiale à New York, qu'il s'agisse des entretiens secrets des représentants américain, britannique et français pendant la révolution, des délibérations préparatoires aux projets de résolution avec des participants plus ou moins nombreux, des pourparlers avec le secrétaire général de l'ONU ou des campagnes de persuasion dans les « couloirs ». Les consultations entre les ministères des affaires étrangères furent également importantes pour la préparation des décisions sur le plan international. Ce type de coopération fut particulièrement fréquent entre le Quai d'Orsay et le Foreign Office dans la période de la crise de Suez, mais le Département d'État américain fut aussi une référence privilégiée. Le Conseil de l'OTAN siégeant à Paris constituait un cadre institutionnel permanent pour les concertations des pays occidentaux où on discutait de temps en temps de la cause hongroise aux Nations Unies. L'harmonisation des rapports destinés au Comité des cinq donne un exemple de la coopération des missions diplomatiques des pays de l'OTAN face à la situation hongroise. La politique étrangère française profita activement de toutes ces possibilités.

La compétence du corps diplomatique et la coopération étroite entre les diverses composantes de la machine diplomatique française facilitèrent l'action de la France dans la question hongroise aux Nations Unies. Le travail efficace de la mission permanente à New York fut favorisé par l'envoi régulier d'informations provenant de la légation de France à Budapest. Connaissant les conditions locales, la Légation fit plusieurs propositions relatives à la tactique employée à l'organisation mondiale. Le Secrétariat des conférences, service chargé de la coordination des affaires de l'ONU au Quai d'Orsay, s'appuyait sur les rapports bien documentés de la Sous-direction d'Europe orientale. On demanda également souvent l'opinion de la délégation française à l'ONU.

Les événements internationaux touchant directement la France exercèrent une influence décisive sur sa politique aux Nations Unies. Paris dut faire face à des attaques permanentes sur la question algérienne à partir de 1954. C'est pourquoi, avant toute prise de décision, on examinait avec soin les effets prévisibles sur la question algérienne. La France s'opposa tout d'abord à la constitution d'une commission d'enquête ou à la visite du secrétaire général de l'ONU en Hongrie, car elle craignait la création d'un précédent utilisable pour l'Algérie. Une intervention « trop » active pouvait entraîner des accusations de diversion ou des provocations de la part de l'Union soviétique. Si l'on examine l'interaction des effets de la crise de Suez et de la révolution hongroise aux Nations Unies, on peut constater que l'attitude française sur la question hongroise fut entièrement subordonnée au développement du conflit au Moyen-

Orient. Ce fut la cause des changements radicaux du comportement de la diplomatie française : les jours précédant l'explosion de l'intervention de Suez furent caractérisés par une attitude distante et « silencieuse ». Le déclenchement de la campagne et l'indignation internationale qui suivit marquèrent un tournant tactique : la diplomatie française s'efforça de mettre en avant la question hongroise pour détourner l'attention des événements de Suez. Néanmoins, après la clotûre du conflit égyptien, la volonté de prendre des initiatives diminua visiblement.

Outre les intérêts directs qui viennent d'être exposés, le rapport des forces au plan mondial exerça également une influence décisive sur l'activité de la France à l'ONU. Sa marge de manoeuvre pour mener une politique indépendante aux Nations Unies était très restreinte. Cela se révèle patent quand on rappelle que la délégation française ne vota avec la majorité à l'Assemblée générale que lorsque ses objectifs concordaient avec ceux de Washington. En cas de divergence, la diplomatie française dut toujours plier face aux États-Unis, comme dans l'affaire de Suez. Les politiques étrangères française et américaine furent parfaitement d'accord sur la nécessité d'utiliser l'affaire hongroise à l'ONU pour faire obstacle à la propagation de l'influence soviétique dans le Tiers Monde. Une note de la Sous-direction d'Europe orientale du Quai d'Orsay souligne que : « – dans l'intérêt général de l'Occident, tout doit être mise en oeuvre pour éviter qu'en dépit du désir de l'URSS de passer l'éponge sur les troubles octobre-novembre 1956, l'affaire hongroise reste au premier plan des préoccupations de l'opinion publique et des gouvernements. [...] – dans l'intérêt français, il est utile de montrer, et en particulier aux pays afro-asiatiques, de même qu'aux partis communistes occidentaux, que l'URSS a deux méthodes selon qu'il s'agit de sa zone d'influence ou du Moyen-Orient »⁸⁵⁹.

Les décideurs français tenaient donc compte au premier chef des facteurs de politique internationale en élaborant la position du Quai d'Orsay sur la Hongrie. Même si plusieurs organisations et groupements firent connaître leurs opinions au ministère des Affaires étrangères et l'incitèrent, par lettre ou télégramme, à agir énergiquement aux Nations Unies en faveur des Hongrois (voir la Deuxième partie), on ne peut pas démontrer que ces initiatives eurent un effet quelconque sur la prise de décision diplomatique.

Il est clair que ce furent les super-puissances qui jouèrent un rôle déterminant dans l'histoire de la question hongroise à l'ONU de 1956 à 1963. L'Union soviétique, qui avait écrasé la révolution hongroise, entravait de façon conséquente la réalisation des résolutions de l'Assemblée générale des Nations

⁸⁵⁹ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 244 (30 avril 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *L'affaire hongroise sur le plan internationale*.

Unies en Hongrie. En revanche, les États-Unis avançaient régulièrement, avec le même esprit conséquent, de nouveaux projets. Cette « hyperactivité » américaine ou la grande longévité de la question hongroise à l'ONU ne doivent pas être interprétées comme le signe d'une réelle importance de la cause hongroise pour l'organisation mondiale ou Washington. En effet, elle ne toucha pas directement les États du Tiers Monde qui devenaient progressivement majoritaires à cette époque à l'Assemblée générale ; et ce n'était pas cette affaire que les États-Unis portèrent au premier plan lors de la crise de Suez. En plus, l'ONU se sentait désarmée face à l'Union soviétique⁸⁶⁰.

La prépondérance incontestable des États-Unis dans la politique occidentale aux Nations Unies se manifesta d'une manière révélatrice quand la question hongroise connut son dénouement. Après les négociations secrètes hungaro-américaines, entre 1960 et décembre 1962, sur la proposition de la délégation des États-Unis, l'affaire de Hongrie fut retirée de l'ordre du jour de l'Assemblée générale. En contre-partie, en mars 1963, J. Kádár annonça à l'Assemblée nationale hongroise l'amnistie générale couvrant la majorité des personnes condamnées pour leur participation à la révolution de 1956⁸⁶¹. Il est intéressant de noter que la diplomatie française, à l'été 1962, s'opposait encore résolument à un projet éventuel visant à clore le dossier hongrois dans des conditions, à son avis, défavorables à l'Occident. On estimait en effet, selon les *Instructions pour la délégation française à la XVIIème session de l'Assemblée générale des Nations Unies* qu'« il y a violation permanente des droits de l'homme en Hongrie et que les autorités hongroises actuelles et le gouvernement soviétique en portent la responsabilité, [...] ...la délégation pourra-t-elle soutenir, et même parrainer, tout projet de résolution rappelant ce point de vue et déplorant que les gouvernements intéressés continuent à ignorer les décisions de l'Assemblée générale »⁸⁶². Néanmoins quand Washington avança son projet de résolution cloturant l'affaire hongroise, le Quai d'Orsay se rallia aux Américains. A partir de la IV^e session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU qui commença en mai 1963, les Occidentaux ne contestèrent plus les pouvoirs de la délégation hongroise. La question hongroise fut considérée comme close.

Si l'activité de la France à l'ONU était en grande partie connue depuis plusieurs décennies grâce aux documents officiels de l'organisation mondiale, son comportement aux instances de l'Organisation du Traité de l'Atlantique

⁸⁶⁰ GERBET, *Le rêve d'un ordre mondial...*, p. 232.

⁸⁶¹ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 77.

⁸⁶² Bibliothèque du ministère des Affaires étrangères français (Paris) : *Instructions pour la délégation française à la XVIIème session de l'Assemblée générale des Nations Unies*, 1962.

Nord en relation avec les suites de la révolte hongroise n'a pas encore été mis en lumière.

La France à l'OTAN et l'affaire de Hongrie

L'attitude de la diplomatie française au Conseil de l'OTAN fut parfaitement conforme aux règles non écrites de la Guerre froide pendant l'insurrection hongroise : le représentant permanent français s'opposa à tout communiqué qui informerait que l'OTAN s'était saisie de la question hongroise, et s'opposa à l'envoi de notes à l'Union soviétique. Toutefois, il soutenait l'idée de coordonner les efforts des pays atlantiques à l'ONU et sur le plan humanitaire. En ce qui concerne la crise du Moyen-Orient, le représentant permanent français, A. Parodi n'admit pas évidemment la mise en parallèle de l'opération de Suez et de la révolution hongroise. La diplomatie française fit connaître son opinion concernant les questions connexes dans la période postérieure aux événements révolutionnaires. On a vu plus haut comment elle contribua au travail d'interprétation des crises polonaise et hongroise et à l'élaboration d'une nouvelle politique de l'Alliance atlantique envers l'Europe orientale. On examinera ici la part de la France à l'OTAN dans la résolution des problèmes pratiques soulevés par la révolte hongroise et son écrasement, notamment l'appréciation de l'intervention soviétique, l'affaire hongroise à l'ONU, la question des relations avec les autorités soviétiques et le gouvernement Kádár, ainsi que le secours humanitaire et l'aide économique à la Hongrie. On s'occupera du traitement de la cause des réfugiés hongrois à l'OTAN dans le Chapitre 10.

A. Parodi souligna avec indignation le 6 novembre 1956 devant le Conseil *« que la ruse et la trahison semble s'être ajoutées à la brutalité de l'intervention russe ; c'est au moment où les négociations allaient commencer et que les Nations Unies adoptaient expressément une attitude prudente que les membres du gouvernement Nagy ont été arrêtés »*⁸⁶³. La veille, il avait fait remarquer que la position prise par le Conseil de sécurité en ce qui concerne la Hongrie avait été plutôt faible. Selon lui, la raison en était que l'attitude soviétique n'avait pas été encore à ce moment aussi déterminée qu'elle l'était deux jours plus tard. Le représentant français espérait ce jour-là que

⁸⁶³ AMAEB : 12787/1456, « Hongrie » dossier général, Courrier NATO n° 92 (6 novembre 1956). Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

l'Assemblée générale se montrerait plus énergique⁸⁶⁴. Il se trompait. Se faisant l'écho de la déception profonde de beaucoup de Français, Ch. Pineau, ministre des Affaires étrangères, demanda à la réunion ministérielle du Conseil de l'OTAN, le 11 décembre 1956 pourquoi on avait consacré plus de temps à Suez qu'à la Hongrie. Selon lui, la réponse était facile : *« l'ONU savait que le Royaume-Uni et la France se conformeraient à toute résolution adoptée par elle, et que l'URSS n'en ferait rien. C'est pourquoi elle s'est empressée de passer son temps à examiner un problème à l'égard duquel des résultats positifs pouvaient être escomptés, plutôt qu'une question offrant peu de chances d'aboutir à de tels résultats ; ce fait est vraiment décourageant pour les pays démocratiques... »*⁸⁶⁵.

Les relations diplomatiques avec l'URSS et le gouvernement Kádár firent l'objet des consultations fréquentes au sein du Conseil atlantique après l'introduction du boycottage lié au déclenchement de la répression soviétique et à l'établissement du nouveau gouvernement à Budapest. Les relations avec Moscou furent normalisées assez vite. Après que des ambassadeurs occidentaux se soient abstenus des cérémonies marquant la fête nationale soviétique du 7 novembre 1956, ils décidèrent, lors de visite de la délégation gouvernementale polonaise, d'accepter de nouveau les invitations du gouvernement soviétique et se rendirent le 17 novembre au Kremlin. Mais à cause d'un discours jugé injurieux, les ambassadeurs de France et de la Grande-Bretagne furent amenés à quitter la salle de réception⁸⁶⁶. Le 27 décembre le représentant britannique à l'OTAN rappela au Conseil qu'il était urgent d'arrêter la position des chefs de mission occidentaux à Moscou en ce qui concerne les réceptions soviétiques du 1^{er} et du 6 janvier 1957. Ils étaient divisés. L'ambassadeur de France, M. Dejean était favorable à l'acceptation. Le Conseil recommanda finalement aux gouvernements des pays membres de demander à leurs ambassadeurs de reconsidérer la question en tenant compte de la nécessité d'adopter une attitude commune et de l'effet possible de leur présence à ces réceptions, non seulement localement mais aussi sur l'opinion mondiale, étant donné l'attitude inchangée de l'Union soviétique à l'égard de la Hongrie⁸⁶⁷. Se conformant à ces requêtes et

⁸⁶⁴ AMAEB : 12787/1456, « Hongrie » dossier général, Courrier NATO n° 91 (5 novembre 1956). Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

⁸⁶⁵ ASIO : C-R(56)69 (Partie II), Procès-verbal de la réunion du Conseil tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 11 décembre 1956, à 11 heures.

⁸⁶⁶ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 71 à 78 (7 janvier 1957). Télégramme de M. DEJEAN, ambassadeur de France en Union soviétique.

⁸⁶⁷ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 50.507 (27 décembre 1956). Télégramme d'Alexandre PARODI, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, *Attitude observée par les diplomates occidentaux à l'égard des autorités soviétiques.*

malgré l'avis de M. Dejean, le Quai d'Orsay prescrivit l'abstention. La raison de cette décision avancée par J. Laloy était typique : « *si vos collègues américain et britannique n'y assistent pas, il est difficile que vous y paraissiez* »⁸⁶⁸. L'attitude de la diplomatie française fut donc plus souple que celle des anglo-saxons. Cette politique fut confirmée par l'invitation de l'ambassadeur soviétique à Paris, Sergueï Alexandrovitch Vinogradov, à la présentation des vœux du Corps diplomatique à l'Élysée où il se rendit⁸⁶⁹. C'était le représentant permanent de la France qui proposa, au Conseil de l'OTAN, l'autorisation à nouveau des ambassadeurs des pays atlantiques en URSS à assister aux réceptions données par les autorités soviétiques⁸⁷⁰. Le 16 janvier, le Conseil admit le « *retour à la normale et l'adoption d'une attitude commune* ».

L'amélioration des rapports avec le gouvernement Kádár fut un processus bien plus long qui toucha plusieurs instances de l'Alliance atlantique. Le Quai d'Orsay se rallia avec ardeur au boycottage diplomatique contre la Hongrie officielle après le 4 novembre 1956. Conformément à la ligne de conduite des autres pays de l'OTAN, tout en s'efforçant d'éviter de reconnaître officiellement le gouvernement hongrois, la France décida de maintenir les relations diplomatiques. Elle suivait le principe communément admis selon lequel chaque gouvernement, avant de prendre une décision susceptible d'affecter sa position présente vis-à-vis du gouvernement Kádár, fasse tous ses efforts pour consulter ses partenaires au sein du Conseil⁸⁷¹. « *Il convient avant tout que les missions des pays membres de l'OTAN s'efforcent d'observer, par des consultations mutuelles, une attitude analogue devant les sollicitations du gouvernement hongrois* », télégraphia J. Laloy en février 1958, presque un an et demi après la cessation des combats en Hongrie⁸⁷². En mars 1958, sur l'instruction de son gouvernement, le représentant belge au Comité politique de l'OTAN demanda que soit examiné une éventuelle normalisation des rapports avec le gouvernement hongrois⁸⁷³. La réaction du Quai d'Orsay fut immédiat et

⁸⁶⁸ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 5736 (28 décembre 1956). Télégramme de Jean LALOY, directeur du Service d'Europe à la légation de France à Budapest.

⁸⁶⁹ AMAE : Service des Pactes, carton 210, (27 décembre 1956). Télégramme du ministère des Affaires étrangères français à l'ambassade de France à Moscou.

⁸⁷⁰ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 50.012 (9 janvier 1957). Télégramme d'Alexandre PARODI, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, *Assistance des représentants des pays atlantiques aux réceptions soviétiques*.

⁸⁷¹ ASIO : C-M (57)39 (8 mars 1957). Rapport du Comité politique, *Relations avec le gouvernement Kadar*.

⁸⁷² AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 35 à 37 (6 février 1958). Télégramme de J. LALOY, directeur du Service d'Europe à la légation de France à Budapest.

⁸⁷³ AMAE : Service des Pactes, carton 211, (5 mars 1958). Note pour la Sous-direction d'Europe orientale, *Attitude des pays de l'OTAN vis-à-vis du Gouvernement hongrois*.

catégorique en estimant que le moment ne lui paraissait pas venu d'envisager une telle normalisation. On considérait à Paris que l'attitude occidentale devait surtout avoir pour but de montrer, de manière concrète, que la solution donnée par Moscou au problème hongrois était une solution que l'Occident n'accepterait pas. On ne voulait donc pas modifier les dispositions en vigueur : sur le plan protocolaire, on maintenait l'attitude réservée, mais conforme aux usages ; au niveau des contacts avec le gouvernement hongrois et les services, on ne souhaitait que des contacts indispensables, surtout avec les services, à l'exclusion de toute initiative spectaculaire, telle que demande d'audience au président du Conseil ou à d'autres dignitaires du régime⁸⁷⁴. Le Comité politique de l'OTAN nota que l'ensemble des pays membres approuvaient cette position⁸⁷⁵.

L'une des initiatives les plus originales de la diplomatie française, dans la période examinée, fut le projet d'une aide économique des pays de l'Alliance atlantique à la Hongrie. Il est difficile de fournir avec précision la genèse de cette idée. La sténographie de la réunion du Comité directeur de la SFIO du 7 novembre 1956 suggère une explication. En effet P. Commin, secrétaire général, y fit connaître la décision du Bureau de l'Internationale Socialiste selon laquelle chacun des partis socialistes demanderait à son gouvernement d'aider la reconstitution de l'économie hongroise⁸⁷⁶. Compte tenu du fait que le gouvernement français était alors socialiste et que le président du Conseil, G. Mollet, et le ministre des Affaires étrangères, Ch. Pineau, étaient des dirigeants de la SFIO, il est possible que le projet d'une aide économique soit venu des milieux socialistes français. Quoi qu'il en soit, le représentant français à l'OTAN soumit cette idée lors d'une séance privée du Conseil atlantique le 16 janvier 1957. D'après son rapport, plusieurs de ses collègues se félicitèrent de l'initiative prise par la délégation française. Selon l'opinion générale, il était souhaitable de « *faire quelque chose* » pour des raisons humanitaires, mais il fallait éviter d'avoir l'air de donner un appui au gouvernement de Kádár⁸⁷⁷. Cette

⁸⁷⁴ AMAE : Service des Pactes, carton 211, (7 mars 1958). Note de la Sous-direction d'Europe orientale pour la délégation française à l'OTAN, *Attitude des pays de l'OTAN vis-à-vis du Gouvernement hongrois*.

⁸⁷⁵ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 10 (20 janvier 1960). Télégramme de Pierre DE LEUSSE, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, *Accréditement de nouveaux chefs de mission*.

⁸⁷⁶ OURS : Archives d'organisations, Parti socialiste SFIO (1944-1969) : sténographie des réunions du Comité directeur de la SFIO, tome 13, 1 juillet 1956 - 21 juin 1957, réunion du 7 novembre 1956, p. 86.

⁸⁷⁷ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 50.027 (16 janvier 1957). Télégramme d'A. PARODI, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, *Aide à la Hongrie*.

appréciation deviendrait le principe directeur concernant cette affaire. A la réunion restreinte du Conseil tenue le 24 janvier, A. Parodi déclara qu'il avait été procédé à une étude appropriée de la question et que la mission de Philippe de Seynes, secrétaire général adjoint de l'ONU, en avait été une source importante⁸⁷⁸. L'une des conclusions de Ph. de Seynes était la suivante : s'il était décidé de fournir une aide à la Hongrie, il fallait le faire immédiatement, car la situation alimentaire risquait de devenir très grave dans quelques mois si les semences nécessaires n'étaient pas envoyées. Selon lui, les approvisionnements en charbon des hôpitaux, des écoles, etc. étaient totalement insuffisants. Il pensait que le peuple hongrois serait profondément déçu si aucun secours nouveau ne lui était envoyé de l'Ouest⁸⁷⁹. A. Parodi précisa que l'aide occidentale ne devrait comporter que des biens de consommation et des produits agricoles et éviter toute livraison qui pourrait augmenter le prestige du gouvernement Kádár lui-même, tels que des biens d'équipement qui serviraient à la remise en marche de l'industrie hongroise. Selon les propos tenus par le représentant permanent français, son pays ne voyait aucun inconvénient à la reprise des échanges commerciaux sur le plan normal de l'intérêt national respectif, tout en excluant les livraisons des biens d'équipement et les crédits commerciaux à long terme. Quant à la façon de faire parvenir les dons, la France préférerait continuer à utiliser le canal de la Croix-Rouge international plutôt que l'intermédiaire des Nations Unies ; car l'aide occidentale se perdrait dans l'anonymat⁸⁸⁰. De plus le gouvernement français estimait que tous les efforts devraient être faits par la presse et la radio pour faire savoir au peuple hongrois que l'Ouest lui venait en aide. En outre on voulait obtenir du gouvernement hongrois l'autorisation de contrôler la distribution de ces secours sur place⁸⁸¹. Il est intéressant de voir apparaître des opinions contraires de la part des représentants anglo-saxons.

Le Britannique, Sir Ch. Steel fit un tout autre tableau de la situation en Hongrie, basé sur un télégramme qu'il avait reçu de Budapest. A l'en croire, les

⁸⁷⁸ Philippe de SEYNES, secrétaire général adjoint de l'ONU négocia à Budapest les 4-7 janvier 1957 sur les aides des Nations Unies. Au retour de son voyage en Hongrie, il eut une conversation avec Louis JOXE, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, en présence de J. LALOY, au Quai d'Orsay.

⁸⁷⁹ ASIO : C-R (57)5 (28 janvier 1957). Procès-verbal de la réunion restreinte du Conseil Atlantique tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 24 janvier 1957, à 15 heures 30.

⁸⁸⁰ AMAEB : 15097, dossier « Intervention russe... 1956/1957 », Courrier NATO n° 7 (25 janvier 1957). Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

⁸⁸¹ ASIO : C-R (57)5 (28 janvier 1957). Procès-verbal de la réunion restreinte du Conseil atlantique tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 24 janvier 1957, à 15 heures 30.

exportations des produits alimentaires étant suspendues depuis la révolution, la population aurait été relativement bien nourrie. Il lui avait été signalé ensuite que les écoles et les hôpitaux recevaient assez de charbon, même s'il y avait des pénuries à d'autres points de vue, en raison de tactiques de la grève perlée suivie par les mineurs hongrois. Le représentant du Royaume-Uni avait l'impression que le rapport de Ph. de Seynes se fondait sur des renseignements venant de sources inspirées par le gouvernement Kádár. L'ambassadeur des États-Unis, G. W. Perkins partageait les doutes de Sir Ch. Steel concernant le rapport du secrétaire général adjoint des Nations Unies. Il estimait que les pays de l'OTAN devraient limiter leur aide à des dons et ne pas s'occuper du relèvement de la Hongrie. Il ne pensait pas qu'il convenait d'envoyer du charbon, car une telle initiative risquerait d'avoir des effets regrettables sur le moral des mineurs hongrois qui s'efforçaient de lutter contre le gouvernement Kádár en retardant les livraisons de charbon. Il se montrait inquiet des intentions françaises dans le domaine commercial. A. Parodi précisa qu'il convenait d'envoyer des secours pour des raisons humanitaires et de contrôler soigneusement l'utilisation qui en serait faite pour ne pas aider Kádár. Enfin le Conseil invita le Comité politique à examiner d'urgence l'ensemble du problème de l'aide à la Hongrie⁸⁸². Après une étude approfondie durant plusieurs semaines, le Comité recommanda également le maintien de toute les mesures d'aide humanitaire, mais déconseilla l'acceptation des programmes qui risqueraient de contribuer au relèvement économique du pays⁸⁸³.

Tout en se conformant d'une manière disciplinée à la politique concertée au sein de l'OTAN, la diplomatie française prit donc plusieurs initiatives à propos de l'affaire hongroise dans la période suivant l'écrasement de la révolution (la cessation du boycottage diplomatique envers l'URSS, l'aide économique à la Hongrie). Elle s'efforça résolument d'influencer l'attitude de l'Alliance atlantique vis-à-vis du gouvernement Kádár. C'est sur sa proposition que le Conseil refusa le projet belge de normalisation des relations en mars 1958. Quand ses initiatives ne se heurtaient pas aux intérêts et positions de ses partenaires, surtout ceux des États-Unis et de la Grande-Bretagne, le Quai d'Orsay pouvait réaliser ses vues. La machine efficace et souvent très rapide de la diplomatie française augmenta le poids de la délégation française dans les débats aux instances de l'OTAN sur la Hongrie. La collaboration entre la

⁸⁸² *Ibidem*. Cf. AMAEB : 15097, dossier « Intervention russe... 1956/1957 », Courrier NATO n° 7 (25 janvier 1957). Télégramme d'André de STAERCKE, représentant permanent de Belgique au Conseil de l'OTAN.

⁸⁸³ AMAE : Service des Pactes, carton 210, n° 50.132 (6 mars 1957). Télégramme d'A. PARODI, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord, *Aide à la Hongrie*.

légation de France à Budapest, la Sous-direction d'Europe orientale et le Service des Pactes du ministère des Affaires étrangères fut satisfaisante en la matière. Néanmoins, si un projet ne recueillait pas l'approbation des Américains et des Britanniques, la politique étrangère française n'était pas en mesure d'arracher une issue favorable (le projet de l'aide économique à la Hongrie). Même dans un tel cas, elle ne faisait pas des démarches individuelles, privilégiant de respecter avant tout le principe de l'unité d'action des pays de l'OTAN. Bien que l'on ait trouvé les documents envoyés par les organisations civiles liées à l'Alliance atlantique (par exemple la lettre du Comité directeur du Mouvement pour l'Union atlantique, la résolution du Conseil de l'Association du Traité de l'Atlantique) aux archives du Service des Pactes, on ne peut pas démontrer qu'ils exercèrent une influence quelconque sur la prise de décision diplomatique.

Examinons maintenant comment la diplomatie française appliquait la politique décidée à l'OTAN dans ses relations bilatérales avec la Hongrie.

2. LES RELATIONS DIPLOMATIQUES FRANCO-HONGROISES APRÈS LA RÉVOLUTION

La politique étrangère française dans le bloc soviétique à propos de l'affaire hongroise

On a constaté plus haut que le Quai d'Orsay avait mené une politique très prudente et s'était abstenu de toutes actions énergiques à l'intérieur du bloc soviétique pendant la révolution hongroise. Dans ses contacts avec la diplomatie soviétique à Paris, à Moscou et à Budapest, les Français s'étaient bornés au traitement des affaires relativement peu importantes, mais qui les concernaient directement (par exemple le cas des journalistes français retenus par l'armée soviétique en Hongrie ou les difficultés de circulation). On n'évoqua la question de la révolte hongroise qu'à ce propos. Quant aux autres missions diplomatiques françaises résidant dans les pays satellites, on n'a trouvé aucune trace de consultation des ministères des affaires étrangères de leurs pays hôtes touchant les événements de Hongrie. Cette politique de prudence, couplée avec un intense travail d'information sur les réactions locales aux événements hongrois, fut la marque de la diplomatie française dans le bloc soviétique après l'écrasement de l'insurrection.

Le 5 novembre 1956, l'ambassadeur français à Vienne, F. Seydoux de Clausonne, alla voir son nouveau collègue soviétique en vue de lui rendre sa

visite d'arrivée. Le diplomate français ne voulait pas laisser passer l'occasion d'évoquer le sort des journalistes français arrêtés par l'armée soviétique. Une fois cette question traitée, il interrogea son interlocuteur sur la Hongrie⁸⁸⁴. La situation hongroise ne fut pas non plus le premier thème abordé au déjeuner donné par le conseiller et son adjoint de l'ambassade soviétique de Londres à leurs homologues français le 21 décembre 1956. On discuta d'abord de la session ministérielle de l'OTAN du 12 au 15 décembre, puis des diverses propositions soviétiques pour l'évacuation totale ou partielle des troupes étrangères stationnant en Europe. C'est à ce moment-là que l'on commença à parler du projet de neutralisation de la Hongrie évoqué par Ch. Pineau, ministre des Affaires étrangères français le 18 décembre à l'Assemblée nationale⁸⁸⁵. Les Soviétiques estimaient que « *le pacte de Varsovie formant un tout, l'on ne pouvait l'affaiblir par la neutralisation d'une de ses parties sans que l'OTAN soit l'objet d'une mesure parallèle* »⁸⁸⁶. Les Français ne voulaient pas insister sur ce point. Ce projet ne fut soulevé ni lors d'une rencontre de M. Dejean avec S. A. Vinogradov, de passage à Moscou, le 19 février 1957, ni à l'occasion d'une conversation de l'ambassadeur français avec Andreï Gromyko, nouveau ministre des Affaires étrangère soviétique le lendemain⁸⁸⁷. L'hypothèse de la neutralisation fut évoquée par J. Paul-Boncour devant Chou en-Laï, président du Conseil des ministres chinois qui était arrivé à Budapest le 16 janvier 1957. Le ministre de France exposa sa conviction que les milieux éclairés de l'opinion hongroise regrettaient déjà de ne pas avoir suffisamment soutenu la première formule gouvernementale de Nagy, et que, dans son désir de voir partir les Soviétiques, l'intelligentsia coopéreraient volontiers à la résurrection d'un cabinet à direction communiste, mais de tendance libérale. Mais il fallait d'abord

⁸⁸⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 116, n° 624 à 626 (5 novembre 1956). Télégramme de François SEYDOUX DE CLAUSSONNE, ambassadeur de France en Autriche.

⁸⁸⁵ En effet PINEAU avait émis la proposition suivante : « *Nous ne devons pas renoncer à rechercher et à obtenir une solution permettant au peuple hongrois de retrouver sa liberté perdue, tout en garantissant l'Union soviétique contre les conséquences internationales d'une telle émancipation. | Une solution de neutralité analogue à celle qui fut trouvée pour l'Autriche ... répondrait à cette double préoccupation. | Qui pourrait prétendre, aujourd'hui, que l'Autriche menace qui que ce soit ?* », *Journal Officiel de la République Française*, Débats parlementaires, Assemblée Nationale, Compte rendu in extenso des séances, questions écrites et réponses des ministres à ces questions, Troisième législature, Session ordinaire de 1956-1957, 1^{re} séance du 18 décembre 1956, p. 6090.

⁸⁸⁶ Télégramme de Jean CHAUVEL, ambassadeur de France au Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, n° 5695 à 5700 (21 décembre 1956) (*Documents diplomatiques français*, 1956 III, pp. 567-568.)

⁸⁸⁷ Télégramme de M. DEJEAN, ambassadeur de France en Union soviétique, n° 812 à 816 (21 février 1957), *Documents diplomatiques français*, 1957 I, pp. 303-304.

obtenir le retrait des troupes soviétiques. « *La neutralisation ? Ou quelques autres formules qu'on pourrait substituer à l'occupation militaire russe et qui donnerait des garanties suffisantes à Moscou ?* », demanda J. Paul-Boncour. Mais Chou en-Laï répliqua que sous couleur de neutralité, Imre Nagy s'était finalement révélé partisan d'une alliance avec l'Occident, et cela, dit-il sous le coup de la colère, « *aucun pays socialiste ne saurait le tolérer* »⁸⁸⁸. Cette initiative, comme celle de Ch. Pineau, ne connut pas de suite... Avant d'examiner en détail les rapports diplomatiques bilatéraux franco-hongrois, on présentera une entreprise beaucoup plus réussie de la politique étrangère du gouvernement français : l'aide humanitaire à la population hongroise.

Le secours humanitaire français à la Hongrie

A la demande du Cabinet du ministre, la Direction des Affaires administratives et sociales du ministère des Affaires étrangères français prépara une note détaillée le 26 décembre 1956 sur le sujet. D'après ce document, l'organisme officiellement chargé par le gouvernement, dès le premier jour de la révolution hongroise, de l'envoi des secours à la Hongrie, était le Comité interministériel de coordination de secours aux sinistrés. En liaison étroite avec le président du Conseil, ce comité s'organisa dès le 28 octobre afin de pouvoir répondre aux demandes qui lui étaient adressées de Hongrie. La population française répondit immédiatement : les envois de médicaments d'urgence faits à Orly, dans la nuit du 29 au 30 octobre, permettaient dès le 30, l'envoi d'avions à destination de Vienne où se groupaient les secours. Des équipes de bénévoles, comprenant une forte proportion de médecins, travaillaient sans interruption par équipes, au tri et à l'emballage des médicaments, vêtements et vivres, d'abord dans les salles du Palais de Chaillot mises à la disposition du Comité par le ministère des Affaires étrangères, puis, devant l'affluence des envois, à la gare d'Orsay, où depuis le 2 novembre, 200 volontaires appartenant à toutes les classes de la population travaillèrent – selon les témoignages – sans relâche et avec un magnifique élan. Les expéditions faites de France vers la Hongrie, groupées d'abord à Vienne, totalisèrent 100 tonnes fin décembre 1956 pour une valeur de plus de 1700 million de francs. Les fonds collectés par souscription publique, auxquels s'ajouta une allocation gouvernementale de 30 millions, dépassèrent bientôt 400 millions. Ils permettaient de poursuivre une politique d'achats, dans l'économie française, en réponse aux besoins exprimés par le

⁸⁸⁸ Télégramme de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, n° 65 à 69 (18 janvier 1957), *Documents diplomatiques français*, 1957 I, pp. 104-105.

Comité International de la Croix-Rouge qui put envoyer à Budapest une importante mission. On acheta du lait, la France s'étant engagée à assurer pendant une semaine le ravitaillement en lait de 173 000 enfants hongrois, ainsi que des vitres, sachant que dans certains quartiers de Budapest, la majeure partie des vitres étaient cassées, au seuil d'un hiver rigoureux⁸⁸⁹.

Les envois groupés à Vienne furent adressés à Budapest par le Comité International de la Croix-Rouge, sous le contrôle de laquelle ils furent distribués à la population. Néanmoins cet organisme ne se contenta pas de contrôler les distributions : il prit en charge lui-même la distribution du lait aux enfants et l'envoi d'un important colis de Noël en environ 100 000 sinistrés à la capitale hongroise. Deux envoyées du Comité interministériel purent passer quelques jours à Budapest d'où elles rentrèrent le 21 décembre. Selon la note de la Direction des Affaires administratives et sociales, « *elles ont reçu de médecins hongrois et de dirigeants de la Croix-Rouge hongroise, des remerciements touchants pour l'exceptionnelle qualité de l'aide française, pour la valeur des médicaments et des produits de toute nature envoyés, et pour le soin apporté à leur emballage, qui en permet une utilisation immédiate et dans les meilleures conditions* »⁸⁹⁰. Pour ces mêmes raisons, les dons français furent les premiers adressés en Hongrie, de Vienne, par le CICR, et la presse hongroise mit largement en vedette l'aide de la France, notant que 500 tonnes de produit français étaient déjà en Hongrie vers mi-décembre 1956. Le Comité interministériel, avec l'aide de l'ambassadeur français à Vienne, organisa en outre l'expédition directe, de Vienne à la légation à Budapest, d'un convoi qui apportait périodiquement des secours distribués au nom de la France⁸⁹¹. Le Comité International de la Croix Rouge apprécia hautement l'effort français : « *La France a si largement contribué à l'action du Comité Internationale de la Croix-Rouge en faveur de la population hongroise qu'elle se place au rang des plus importants donateurs* », écrivit Léopold Boissier⁸⁹².

La mission diplomatique française à Budapest déploya également une certaine activité humanitaire surtout après la cessation des combats. Cependant,

⁸⁸⁹ AMAE : Service des Pactes, carton 257 (26 décembre 1956). Note du Comité interministériel de coordination de secours aux sinistrés, Direction des Affaires administratives et sociales pour le Cabinet du ministre des Affaires étrangères, *L'aide à la population hongroise et l'accueil des réfugiés hongrois en France*. Cette note constitue une réponse à une question orale avec débat posée par Georges PERNOT, Sénateur du Doubs au gouvernement français.

⁸⁹⁰ *Ibidem*.

⁸⁹¹ *Ibidem*.

⁸⁹² AMAE : Service des Pactes, carton 257 (4 février 1957). Lettre du Comité Internationale de la Croix-Rouge à Philippe MONOD, président du Comité interministériel de coordination de secours aux sinistrés.

pendant l'insurrection, profitant des accalmies, la femme du ministre de France, Madame Paul-Boncour, et les membres de la Légation avaient apporté une vingtaine de colis de vivres au membres de la colonie française les plus âgés ou les plus nécessiteux, habitant dans un quartier accessible. D'autre part, le vice-consul s'efforça de rester en contact avec ceux de ses administrés que l'on pouvait toucher par téléphone. Parallèlement aux rapatriements des Français et des autres étrangers désireux de quitter la Hongrie après l'écrasement de la révolte, s'organisait une action de secours plus vaste et plus efficace qu'elle n'avait pu être pendant la période révolutionnaire. Selon des cas elle s'exerçait soit au titre de l'Union des Français de Hongrie, soit à celui du Comité interministériel. Elle fut destinée aux membres de la colonie française et aussi aux Hongrois de l'entourage de la Légation ou à qui s'adressaient à la mission française (médecins, sinistrés etc.). On distribua environ 50 paquets en vivres à la Légation et en porta à domicile une quarantaine. Les achats effectués à Vienne par l'Union des Français et la part attribuée à Budapest sur les secours envoyés à Vienne par le Comité interministériel furent également utilisés. On aménagea les sous-sols en vue de recevoir et de classer les secours annoncés⁸⁹³. Malgré les persécutions policières des bénévoles hongrois assistant à cette oeuvre, l'activité humanitaire de la Légation se prolongea en 1957.

Les relations de la diplomatie française avec « la Hongrie officielle »

Examinons ensuite l'évolution des rapports diplomatiques entre la Hongrie et la France dans la période postérieure à la révolte. Commençons par les relations officielles. Sur le plan général, la mission diplomatique française appliqua d'une façon stricte les dispositions prescrites par le Quai d'Orsay relatives au boycottage contre le gouvernement Kádár depuis sa création. Le ministre de France, comme ses collègues des pays de l'OTAN, ne participa que sélectivement aux réceptions données par le cabinet hongrois. Il ne cherchait pas des contacts avec les dirigeants du parti et du gouvernement hongrois. Les mesures répressives employées par les autorités du pays contribuaient également à l'aggravation de la situation. Les deux côtés montrèrent leur ardeur combattive par « la guerre des notes ». Si l'aide-mémoire de la légation de France présenté le 20 novembre 1956 ne visait qu'à surmonter les difficultés issues de la confusion de la période des combats (privilèges diplomatiques, changement du

⁸⁹³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 1194/EU (20 décembre 1956). Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *De l'action d'assistance de la Légation*.

florin en schilling pour faire les achats en Autriche)⁸⁹⁴, la protestation du ministère des Affaires étrangères hongrois contre les émissions de TSF de la légation de France vers l'ambassade à Vienne était révélatrice de la tension⁸⁹⁵. La mission française protesta, pour sa part, contre la surveillance policière aux abords de la chancellerie entre le 25 février et le 2 mars 1957, ayant pour but la mise en fuite des visiteurs hongrois⁸⁹⁶. Le Ministère répondit à cette note en disant que les autorités cherchent seulement les prisonniers ayant été libérés pendant « la contre-révolution »... Dans une autre note, le ministre de France contesta les propos donnés par les autorités hongroises en estimant qu'« *il est fragrant : a) qu'il a été procédé aux vérifications d'identité en fonction de la visite faite à cette Légation par la personne interpellée ; b) que les interrogatoires des personnes arrêtées visaient directement leurs rapports avec cette Légation* »⁸⁹⁷. Pour donner encore un exemple typique : l'administration des Postes hongroises renvoya un courrier expédié par la mission permanente de France à l'ONU à J. Paul-Boncour, car il avait des « *timbre de publicité prétendument subversive* ». Cet incident fit également l'objet d'un échange de notes.

Les relations du Quai d'Orsay avec la légation de Hongrie à Paris n'était pas moins tendues. Le boycottage diplomatique y pouvait jouer aussi. Le premier contact depuis la révolution d'octobre-novembre 1956 entre le ministère des Affaires étrangères français et la mission diplomatique hongroise eut lieu le 8 février 1957, à la demande de Kálmán Ujlaki, premier secrétaire. Il remit à E. Manac'h, chef du Service d'Europe orientale, une note concernant le problème des visas de retour vers la Hongrie au bénéfice des ressortissants hongrois récemment réfugiés en France et qui cherchaient à rentrer dans leurs pays. Le diplomate hongrois exposa ensuite son avis, conforme à la position officielle de ses autorités, sur l'insurrection hongroise⁸⁹⁸. L'attitude négative de la diplomatie française se révéla par les gestes ouvertement inamicales à l'encontre de la légation hongroise. La réception donnée par celle-ci le 4 avril 1957, à l'occasion de la fête nationale, se déroula dans l'indifférence totale des autorités françaises.

⁸⁹⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 246 (20 novembre 1956). Aide-mémoire de la légation de France en Hongrie au ministère des Affaires étrangères hongrois.

⁸⁹⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 001315/1957 (2 mars 1957). Note verbale du ministère des Affaires étrangères hongrois à la légation de France en Hongrie.

⁸⁹⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 58 (4 mars 1957). Note de la légation de France en Hongrie au ministère des Affaires étrangères hongrois.

⁸⁹⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 85, n° 92 (11 avril 1957). Note de la légation de France en Hongrie au ministère des Affaires étrangères hongrois.

⁸⁹⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 86, (8 février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français, *Démarche du Premier Secrétaire de la Légation de Hongrie*.

Seulement les représentants du Parti communiste français et des missions diplomatiques des pays socialistes y étaient présents. C'est la froide « courtoisie protocolaire » qui caractérisait le comportement du Quai d'Orsay dont les délégués étaient en général absents des programmes organisés par la légation de Hongrie en 1957-1958. Cependant la participation d'un diplomate d'un bas rang du Service de Protocole indiquait la volonté de la diplomatie française de maintenir à un certain niveau des relations diplomatiques avec la Hongrie⁸⁹⁹. « *Selon le protocole diplomatique l'absence à ces réceptions de tout représentant du pays hôte, de quelque grade que ce soit, équivaut presque à une rupture des relations diplomatiques* », rappela le représentant de France ses collègues au Conseil de l'OTAN⁹⁰⁰. Pour répondre à la surveillance policière subie par la légation de France à Budapest en février-mars 1957, le ministère des Affaires étrangères français écrivit une lettre au ministère de l'Intérieur pour étudier les modalités d'une mesure réciproque⁹⁰¹. La police était prête à créer les dispositions nécessaires pour le contrôle « très dur » des visiteurs de la légation hongroise.

Deux sujets contribuèrent à la détérioration des rapports entre la Hongrie et la France dans la période examinée : la propagande gouvernementale hongroise concernant la guerre d'Algérie et l'avènement au pouvoir de Charles de Gaulle. Selon une analyse faite par la Sous-direction d'Europe orientale, après l'écrasement de l'insurrection, la Hongrie officielle reprit ses attaques contre la France à propos du problème algérien, avec une virulence d'autant plus grande que le gouvernement Kádár cherchait à utiliser tous les thèmes de propagande qui pouvaient servir à éclipser l'intervention soviétique en Hongrie et à compromettre les révolutionnaires d'octobre-novembre 1956. Les articles, les émissions sur cette affaire furent innombrables. Les thèmes étaient variés, mais le ton était « *uniformément violants et insultant pour la France* », a-t-on écrit. Les autorités hongroises organisèrent une semaine de solidarité avec les rebelles algériens en avril 1957. Néanmoins les déclarations officielles dirigées directement contre la politique française en Algérie n'étaient pas très fréquentes. Par exemple les visites en Hongrie des dirigeants du Parti communiste français furent utilisées à cette fin⁹⁰². Comment réagit la diplomatie française à ces

⁸⁹⁹ GARADNAI, « A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története... », pp. 114-115, 142.

⁹⁰⁰ ASIO : C-R (57)15 (8 mars 1957). Procès-verbal de la réunion du Conseil atlantique tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 6 mars 1957.

⁹⁰¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 86, n° 077/EU (19 mars 1957). Lettre d'Étienne MANAC'H, sous-directeur d'Europe orientale au ministre de l'Intérieur, *Surveillance de la Mission hongroise à Paris*.

⁹⁰² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, (4 octobre 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *La Hongrie et l'affaire algérienne*.

attaques ? J. Paul-Boncour constata en avril 1957 que la campagne de propagande du gouvernement Kádár n'avait aucun effet sur la population, mais il se demanda s'il ne fallait pas tout de même envoyer une note de protestation au ministère hongrois⁹⁰³. Le Quai d'Orsay ne retint pas cette suggestion estimant qu'une telle protestation serait vraisemblablement sans influence sur l'attitude des services hongrois ; ensuite elle pourrait leur donner l'impression que la politique étrangère française attachait une grande importance à cette affaire, ce qui pourrait éventuellement encourager le gouvernement hongrois à développer sa campagne en lui laissant croire que la France se prêtait au dialogue et qu'il disposait ainsi vis-à-vis de la légation française d'un moyen de négociation⁹⁰⁴. Pour les mêmes raisons, Paris n'envoya aucune note de protestation lors de la publication d'un communiqué des partis communistes hongrois et algérien en décembre 1957. Toutefois J. Laloy jugea le moment opportun pour que la Légation commence à envoyer, sous le timbre de son service de presse, aux journaux à Budapest et en province, à la Radio et à l'agence de presse hongroises, aux principaux organismes culturels et politiques du régime, certaines des brochures qui furent établies par le gouvernement français sur l'Algérie⁹⁰⁵. J. Paul-Boncour enregistra une diminution dans la campagne de presse en Hongrie sur les questions de l'Afrique du Nord en mars 1958⁹⁰⁶, mais au point culminant de la crise gouvernementale française en relation avec le problème algérien, en mai 1958, cela recommença avec force⁹⁰⁷, provoquant alors une lettre de protestation de la légation de France au début du mois de juin⁹⁰⁸. Grâce à cette démarche et à la visite de J. Paul-Boncour, visant à repousser les insultes contre Charles de Gaulle et son cabinet, auprès du directeur politique du ministère des Affaires étrangères hongrois, on put observer un certain apaisement dans le ton général des média hongrois quant à la crise algérienne et à l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle qui avait été qualifié peu de temps avant de « dictateur fasciste ». Selon le ministre de France, la presse hongroise exprimait désormais

⁹⁰³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 689 à 692 (23 avril 1957). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁹⁰⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 612 à 613 (27 avril 1957). Télégramme de Jean LALOY, directeur du Service d'Europe à la légation de France à Budapest.

⁹⁰⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 1200 à 1202 (13 décembre 1957). Télégramme de Jean LALOY, directeur du Service d'Europe à la légation de France à Budapest.

⁹⁰⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 233 (10 mars 1958). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

⁹⁰⁷ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 291/EU (21 mai 1958). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Le public hongrois et la propagande au sujet de la crise franco-algérienne*.

⁹⁰⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 562 à 564 (3 juin 1958). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

ses critiques avec plus de nuances, établissant une distinction nette entre les milieux ultras d'Algérie, qui continuaient d'être taxés de fascisme, et le nouveau chef du gouvernement français⁹⁰⁹. Néanmoins, dans ses commentaires concernant l'exécution d'Imre Nagy, la radio hongroise souleva l'idée selon laquelle l'indignation du monde occidental pouvait être expliquée par la nécessité de celui-ci de détourner l'attention des événements de Chypre et du Liban, et « *des menées fascistes en France* »⁹¹⁰.

Rapports avec la résistance hongroise

Comme on a vu plus haut, la diplomatie française traita d'une manière très prudente les forces révolutionnaires hongroises pendant des événements d'octobre-novembre 1956. Elle évita les prises de position publiques à leur égard. Désireuse d'obtenir de plus amples renseignements sur ces groupes politiques, la légation de France s'efforça tout de même d'entretenir une certaine relation avec eux. On put s'apercevoir de cette préoccupation même après l'étouffement de la révolte par les Soviétiques. Comme dans la collecte d'information, G. Turbet-Delof, attaché culturel, joua un rôle décisif dans le maintien des contacts avec les milieux résistants et intellectuels suivant le déclenchement de la répression. La collaboration avec István Bibó, ministre d'État de la dernière formation gouvernementale d'Imre Nagy, fut probablement le cas le plus significatif dans son genre. Le 7 novembre 1956, il remit les textes hongrois de sa déclaration et de sa lettre d'accompagnement à G. Turbet-Delof en lui priant de faire parvenir les traductions des documents à la légation de France et à celle de la Grande-Bretagne⁹¹¹. Le jour même à 19 heures, I. Bibó communiqua par téléphone le texte de son *Plan de compromis du règlement de la question hongroise*. Selon G. Turbet-Delof, « *il s'agit d'un plan réaliste, d'un compromis ménageant le prestige de l'URSS et susceptible d'exercer une attirance sur les autres démocraties populaires. La Hongrie ne saurait souhaiter devenir une enclave occidentale en Europe orientale, car une telle situation serait dangereuse pour elle* »⁹¹². A la demande d'I. Bibó, l'attaché culturel

⁹⁰⁹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 337/EU (19 juin 1958). Rapport de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie, *Campagne de la presse et de la radio hongroises sur la crise française*, Annexe I : note sur *La presse hongroise et la situation en France* (6-18 juin 1958).

⁹¹⁰ *Ibidem*.

⁹¹¹ TURBET-DELOF, *La Révolution hongroise...*, p. 113.

⁹¹² *Ibidem*, p. 120. Voir *Plan de compromis du règlement de la question hongroise* d'István BIBÓ in extenso *ibidem*, pp. 120-123.

français montra ce projet à Nándor Keszthelyi, porte-parole officieux du Parti des petits propriétaires qui y apporta, après consultation des dirigeants de ce parti, certaines modifications. Le 10 novembre, I. Bibó envoya une lettre au ministre de France en lui demandant de faire du plan de compromis tout usage diplomatique qu'il jugerait utile, mais de ne pas le remettre à la presse. Ce jour-là, l'homme politique hongrois donna enfin la version définitive de ce projet à G. Turbet-Delof avec qui il resta en contact plus tard⁹¹³. Après l'arrestation de Bibó, la Légation tenta toujours de suivre son sort.

L'autre épisode, qui mérite d'être relevé dans l'histoire des rapports entre l'opposition hongroise et la légation de France à Budapest, est la réception, dans les milieux résistants, des déclarations parlementaires du Ch. Pineau le 18 décembre. On y apprécia ces déclarations au plus haut point, et fit parvenir à G. Turbet-Delof, qui le traduirait en vue de son inclusion dans un prochain courrier diplomatique, un projet d'article de revue. Les rédacteurs étaient des membres du Comité révolutionnaire intellectuel en collaboration avec le Conseil ouvrier central de Budapest, chacune de des deux organisations étant déjà officiellement dissoutes à l'époque. Selon un télégramme de J. Paul-Boncour, la résistance souhaitait la plus large diffusion de l'article ; et depuis l'initiative du ministre des Affaires étrangères français, elle donnait la priorité à la France. En effet on considérait que la neutralisation de la Hongrie et la nature strictement socialiste de son régime envisagé seraient sympathiques surtout pour le gouvernement français dirigé par les socialistes⁹¹⁴. Il est évident que la légation de France déployait ce type d'activité dans la clandestinité, et ne cherchait pas à provoquer une confrontation ouverte avec le gouvernement Kádár. Quant à l'efficacité de ces prétentions, la diplomatie française ne put enregistrer, dans ses rapports avec les résistants hongrois, aucun résultat notable à long terme. Parallèlement à la consolidation du régime Kádár et à la suppression méthodique de l'opposition, la légation française eut de moins en moins de partenaires dans ces milieux...

On tentera maintenant d'établir les étapes des rapports bilatéraux depuis le choc de l'écrasement de l'insurrection hongroise jusqu'à leur vraie normalisation, en mettant à jour les causes des changements survenus.

⁹¹³ *Ibidem*, pp. 123, 140-141.

⁹¹⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 961 à 963 (28 décembre 1956). Télégramme de Jean PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie.

Les étapes du développement des relations franco-hongroises

On peut distinguer trois périodes dans l'histoire des relations bilatérales franco-hongroises pendant les années suivant directement la révolution hongroise. La première phase, de novembre 1956 à l'automne 1957, se caractérisa par la dégradation extrêmement rapide et significative des relations. Le boycottage diplomatique des pays de l'OTAN fut introduit immédiatement après l'intervention des troupes soviétiques et l'installation du gouvernement Kádár. « *Sans doute, les conditions nécessaires pour la rupture des relations diplomatiques avec la Hongrie paraissent-elles réunies* », a-t-on constaté au Quai d'Orsay au début de 1957⁹¹⁵. On décida tout de même de maintenir les relations diplomatiques. La deuxième étape commença en automne 1957 et se termina à l'automne 1958. Cette période peut être considérée comme le début modeste de la normalisation des relations. Bien que le boycottage diplomatique des Occidentaux demeurait en vigueur et que les contacts bilatéraux étaient fixés à un niveau très bas, les premiers signes de dégel apparurent : en novembre 1957, J. Paul-Boncour serra la main de J. Kádár, et reçut prétendument l'instruction d'améliorer les rapports avec la Hongrie officielle⁹¹⁶. Le chef de mission française renouvela son invitation au ministre des Affaires étrangères hongrois au début de décembre 1957. Il exprima ouvertement son désir de participer à la réception donnée à l'occasion de la présentation des vœux du corps diplomatique devant István Dobi, président du Conseil présidentiel⁹¹⁷. Néanmoins l'arrestation de Mária Halkó, secrétaire à l'Institut français à Budapest au début de décembre 1957, entraîna un refroidissement dans les rapports diplomatiques franco-hongrois pendant quelques mois. Par la suite, le Quai d'Orsay se montra très strict pour les visa sollicités en faveur des personnes venant en France dans le cadre de missions présentant un caractère politique ou patronnées directement par le gouvernement de Budapest. Une note de la Sous-direction d'Europe orientale du ministère des Affaires étrangères français, datée de mai 1958, ne relève encore que des problèmes (par exemple : la détention de M. Halkó, le refus du visa du nouvel attaché culturel français, le

⁹¹⁵ Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Relations diplomatiques avec la Hongrie* (début 1957 ?), *Documents diplomatiques français*, 1957 I, pp. 2-4.

⁹¹⁶ GARADNAI, « A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története... », pp. 114, 142.

⁹¹⁷ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 3, 001491/11/1957 (4 décembre 1957). Note de Károly CSATORDAY, chef du Service du protocole, *Douteau francia kereskedelmi tanácsos fogadásán folytatott beszélgetések* [Entretiens à la réception donnée par Douteau, conseiller commercial français].

refus d'octroyer son visa au nouveau attaché militaire hongrois etc.)⁹¹⁸. Toutefois un représentant du Quai d'Orsay participa à la fête nationale du 4 avril 1958 organisée par la légation hongroise à Paris. En dépit du refus des visas des visiteurs « politiques », de nombreux visas furent accordés à des commerçants et à des industriels, ainsi qu'à des artistes, à des groupes sportifs etc⁹¹⁹. Lors des attentats commis par des émigrés contre la mission diplomatique hongroise le 5 et le 18 septembre 1958, les autorités françaises se montrèrent relativement compréhensives devant les protestations orales et écrites de la diplomatie hongroise. Elles promirent le renforcement de la défense de la Légation, et ordonnèrent une enquête policière. Le ministère des Affaires étrangères français demanda, dans une lettre, au ministère de l'Intérieur d'intensifier la surveillance policière des organisations d'émigrés ou de donner des instructions aux dirigeants de ces organisations au cas où les auteurs des attentats se recrutaient de leurs rangs. Il est important de souligner que l'indignation causées par l'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons en Occident n'entrava pas le processus du rapprochement entre les autorités de deux pays.

La libération de Mária Halkó, du côté hongrois, et la suppression des restrictions de l'octroi des visas de la part des Français en octobre 1958⁹²⁰ signalèrent le début de la troisième phase de l'histoire des rapports diplomatiques franco-hongrois, celle de la normalisation progressive et entière. Bien que les dispositions prescrivant la réserve restassent toujours en vigueur, les signes de dégel devinrent patents. En avril 1959, le gouvernement français donna son accord à la nomination comme ministre de Hongrie à Paris de József Vincze. Depuis les événements d'octobre 1956 la Hongrie n'était plus représentée en France que par le conseiller de la Légation faisant fonction de chargé d'Affaire a.i. Pál Rácz. Le 17 avril 1959, un accord commercial fut signé⁹²¹. En été 1960, on conclut un accord aérien franco-hongrois, et, en septembre, une ligne directe Budapest-Paris fut mise en service. En octobre 1961, un programme d'échange culturel fut signé à Paris. C'était le premier en son genre depuis 1945. En mars-avril 1961, les représentants des partis parlementaires français les plus importants visitèrent la Hongrie en accélérant le processus de la normalisation des relations bilatérales. En conséquence un

⁹¹⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 107, (18 mai 1958). Note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le secrétaire général, *Questions hongroises*.

⁹¹⁹ *Ibidem*.

⁹²⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 107, n° 248 à 249 (le 16 octobre 1958). Télégramme de F. DE LIENCOURT, chef du Service d'Europe orientale à la légation de France à Budapest.

⁹²¹ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, (17 août 1959). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *État des rapports entre la France et la Hongrie*.

groupe d'amitié franco-hongrois fut créé à l'Assemblée nationale à Paris, ce qui provoqua la fondation d'un groupe similaire au Parlement hongrois. En avril 1963, une nouvelle délégation parlementaire française se rendit à Budapest. Les députés hongrois leur rendirent cette visite en juillet 1963. Enfin, le 17 décembre 1963, on publia un communiqué élevant les représentations diplomatiques de deux pays au niveau d'ambassade. Le 15 janvier 1964, le nouvel ambassadeur français, Pierre Francfort présenta ses lettres de créance à István Dobi, chef de l'État hongrois, tandis que Márton Valkó, le nouvel ambassadeur hongrois à Paris, fit la même démarche auprès du président Charles de Gaulle le 11 juillet 1964⁹²².

Quels sont alors les causes des changements qui viennent d'être exposés ? Par la diminution consciente de ses rapports avec les autorités hongroise à partir de novembre 1956, la diplomatie française exprima sa désapprobation concernant l'intervention armée soviétique, la création du gouvernement Kádár et la politique de répression de ce dernier. Les relations diplomatiques ne furent pas rompues pour les raisons suivantes : a) Il n'y eut pas un changement de régime en Hongrie, donc les chefs de mission n'eurent pas à présenter de nouvelles lettres de créance. Leur maintien à Budapest n'entraîna aucune reconnaissance explicite du gouvernement Kádár. b) La rupture aurait risqué d'apparaître aux yeux du peuple hongrois comme le signe d'un abandon de l'Occident. c) La rupture des relations aurait impliqué la disparition d'un poste d'observation précieux. d) La colonie française à Budapest qui comprenait un assez grand nombre de doubles nationaux, avait besoin plus que jamais de la protection de la légation de France⁹²³. Mais comment peut-on expliquer le maintien de l'attitude de réserve pendant plusieurs années ? Compte tenu de l'opinion publique occidentale ayant réagi d'une manière extrêmement intense aux événements révolutionnaires hongrois, les diplomaties des pays de l'OTAN ne pouvaient modifier leur comportement vis-à-vis des autorités communistes hongrois que très lentement. L'application d'une *réalpolitik* leur paraissait d'autant plus difficile que la répression dirigée par J. Kádár se poursuivait longtemps. Il était vrai que les causes de l'introduction du boycottage diplomatique persistait. Ch. Pineau pensait probablement à ce dilemme en disant au chargé d'affaire hongrois Imre Kutas à l'occasion de la réception de nouvel an donnée par René Coty, président de la République en janvier 1958 : « *pour la diplomatie, ce n'est pas seulement l'harmonie dont on a besoin, la patience est*

⁹²² GARADNAI, « A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története... », pp. 116-119.

⁹²³ Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Relations diplomatiques avec la Hongrie* (début 1957 ?), *Documents diplomatiques français, 1957* I, pp. 2-4.

également nécessaire »⁹²⁴. On estimait ensuite au Quai d'Orsay que seule l'attitude de réserve diplomatique était conforme à la position française aux Nations Unies sur la question hongroise⁹²⁵.

Le « dégel » graduel dans les rapports diplomatiques franco-hongrois peut s'expliquer par les facteurs suivants. Après le choc causé par l'intervention soviétique en Hongrie, le dialogue Est-Ouest s'intensifia au printemps 1957⁹²⁶. La diplomatie française, comme celle de ses partenaires occidentaux, s'efforça d'appliquer la politique du *relâchement* communément admise à l'OTAN. En effet elle souhaitait « *favoriser progressivement [...] l'assouplissement du système soviétique... Il ne s'agit ni d'intérêts économiques (dans les relations franco-hongroises), ni d'idéologie, mais de l'intérêt du peuple hongrois et de la Hongrie et, naturellement, de la France à passer de la confrontation aux échanges politiques, culturels, commerciaux, à ce que l'on appelle la paix* », selon F. Rouillon, ancien secrétaire à la Sous-direction d'Europe orientale sur les motifs du rapprochement entre les deux pays⁹²⁷. A cette tendance générale s'ajouta la nouvelle politique d'ouverture du Général de Gaulle envers l'Europe centrale et orientale⁹²⁸. La consolidation du régime Kádár rendit de plus en plus problématique à long terme le maintien de la réserve diplomatique vis-à-vis de la Hongrie. De plus la diplomatie hongroise ne ménagera pas ses efforts pour normaliser ses rapports avec les pays de l'Alliance atlantique. Enfin, l'apaisement de la terreur et surtout la grande amnistie de 1963 aplanirent tous les obstacles à une normalisation complète et permirent le renforcement significatif des relations diplomatiques entre la Hongrie et la France.

Il nous reste à étudier l'accueil des réfugiés hongrois en France qui, malgré ses aspects de politique intérieure que l'on mentionna dans la Deuxième partie, était une question internationale, étant donné qu'il s'agissait des mesures touchant des citoyens d'un autre État.

⁹²⁴ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 8, 00724/1958 (14 janvier 1958). Rapport de la légation de Hongrie en France, *Fogadás Coty köztársasági elnöknel* [Réception donnée par Coty, président de la République], cité par GARADNAI, « A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története... », pp. 114, 142.

⁹²⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 121, n° 9 à 10 (15 janvier 1958). Télégramme de Jean LALOY, directeur du Service d'Europe à la légation de France à Budapest.

⁹²⁶ BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, p. 71.

⁹²⁷ Entrevue avec Fernand ROUILLON, Institut de 1956.

⁹²⁸ Cf. Maurice VAISSE, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998 (Chapitre 9, La politique de détente et l'ouverture à l'Est), pp. 413-451 ; SCHREIBER, *Les actions de la France...* (Chapitre 2, Le rêve gaullien : détente, entente, coopération (1958-1969)), pp. 75-122.

Chapitre 10

L'accueil réservé aux réfugiés hongrois en France

En Seconde partie, nous avons exposé le contexte dans lequel le gouvernement Guy Mollet avait décidé d'accueillir les réfugiés hongrois le 7 novembre 1956 ainsi que les premières mesures gouvernementales en leur faveur. Nous avons cité aussi certains exemples d'actions humanitaires émanant d'organisations sociales et religieuses ou de partis politiques. Dans ce chapitre, après un aperçu de l'histoire générale de cette émigration et une présentation de la politique de l'Alliance atlantique les concernant, nous étudierons en détail l'accueil des exilés hongrois en France, y compris l'évolution des autorités françaises à leur égard.

1. L'HISTOIRE SUCCINCTE DE L'ÉMIGRATION HONGROISE APRÈS LA RÉVOLUTION DE 1956⁹²⁹

Importance et caractéristiques du mouvement

Les documents contemporains publiés en Occident et les statistiques hongroises, confidentielles jusqu'à 1989, concordent : environ 200.000

⁹²⁹ L'histoire globale de l'émigration hongroise, fondée sur des archives, pour la période postérieure à la seconde guerre mondiale n'existe pas encore. L'ouvrage de référence sur le sujet reste : Gyula BORBÁNDI, *A magyar emigráció életrajza, 1945–1985* [Biographie de l'émigration hongroise, 1945-1985], tome I-II, Budapest, Európa, 1989.

personnes quittèrent la Hongrie après la répression soviétique, et plus de 11.000 personnes revinrent jusqu'à l'été 1957 en bénéficiant de l'amnistie décrétée par le gouvernement Kádár⁹³⁰. « *C'est un exemple unique de transmigration soudaine et massive* » écrit Julianna Puskás, spécialiste la plus connue de l'émigration hongroise d'après la Seconde Guerre mondiale, à ce sujet⁹³¹. Cette migration englobe environ 1,5-1,7 % de la population et représente plus de 70 % l'accroissement naturel de l'année 1956. Elle modifia la composition de la population : en effet deux tiers des émigrants était des hommes, et le surplus des femmes retrouva le niveau de 1949. La proportion des jeunes générations diminua sensiblement aussi, car la plupart des réfugiés provenait de leurs rangs. En ce qui concerne les motivations de l'émigration, Tibor Valuch estime, dans son livre, qu'une partie seulement relevait du cas de réfugiés politiques authentiques, dont la vie était réellement en danger⁹³². Se référant aux recherches de psychologie sociale occidentale, J. Puskás évalue à moins de 5 % la proportion de ceux qui se réfugièrent à cause de leur participation aux combats et, en conséquence, par crainte de rétorsions. A son avis, il n'y avait qu'au maximum 50-60 % des émigrés dont la décision s'expliquait par un motif politique⁹³³.

La majeure partie des réfugiés sortirent de Hongrie entre novembre 1956 et mars 1957. D'après la documentation secrète de l'Office central statistique hongrois, la plupart des émigrants traversèrent la frontière en novembre-décembre (82.006 et 38.639 personnes). Les statistiques publiées par le Haut Commissariat des Nations Unies le 11 mars 1957 nous renseignent sur le fait qu'approximativement 174.000 réfugiés hongrois pénétrèrent en Autriche, et

⁹³⁰ Cf. KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról. Az illegálisan külföldre távozott személyek főbb adatai, 1956. október 23–1957. április 30 [Rapport de l'Office central statistique hongrois sur l'émigration clandestine de 1956. Principaux chiffres des personnes ayant quitté illégalement la Hongrie, du 23 octobre 1956 au 30 avril 1957], publié dans la revue *Regio*, 1991, n° 4, pp. 174-211 (un tirage à part en fut publié par l'Institut de 1956, Budapest, 1992). Selon un rapport du ministère de l'Intérieur autrichien, 174 704 réfugiés hongrois arrivèrent en Autriche jusqu'au 6 avril 1957 ; et d'après le ministère de l'Intérieur yougoslave, 19 181 réfugiés hongrois partirent pour la Yougoslavie jusqu'au 26 mai 1957.

⁹³¹ PUSKÁS, Julianna, « *Elvándorlások Magyarországról 1945 óta és a magyar diaszpóra néhány jellegzetessége az 1970-es években* » [Les transmigrations de la Hongrie depuis 1945 et quelques caractéristiques de la diaspora hongroise dans les années 1970], *Tanulmányok a magyar népi demokrácia negyven évéről* [Études sur les 40 années de la démocratie populaire hongroise], sous la direction de János MOLNÁR, Sándor ORBÁN et Károly URBÁN, Budapest, Institut pour l'histoire du parti du Comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois et Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences, 1985, p. 247.

⁹³² VALUCH, Tibor, *Magyarország társadalomtörténete a XX. század második felében* [Histoire sociale de la Hongrie dans la deuxième moitié du XX^e siècle], Budapest, Osiris, 2001, p. 49.

⁹³³ PUSKÁS, « *Elvándorlások Magyarországról...* », p. 251.

18.600 arrivèrent en Yougoslavie comme premier pays d'accueil. Étant donné que l'Autriche ne disposait d'aucun grand centre d'hébergement, on prit des dispositions très variées pour prendre soin des réfugiés et assurer leur subsistance. Certains d'entre eux furent logés dans des camps fédéraux, d'autres dans des centres provinciaux ; 10.000 habitèrent dans des familles, et quelque 8.000 en dehors des camps, mais pris en charge par des organismes privés. 40.000 se retrouvèrent dans les camps de la Croix-Rouge. Cette concentration facilita grandement leur réinstallation à l'étranger. En Yougoslavie, les réfugiés furent cantonnés dans 36 centres environ, dont la plupart n'étaient pas loin de la frontière hongroise. D'autres résidaient dans des hôtels de la côte et dans des centres touristiques de Croatie ou de Slovénie⁹³⁴.

A partir du début de 1957, le gouvernement Kádár mit tout en oeuvre pour persuader les réfugiés de rentrer. Le 15 janvier 1957, il envoya au secrétaire général des Nations Unies un mémorandum communiquant l'arrêté d'amnistie des émigrés désirant revenir en Hongrie de leur plein gré. Dans la deuxième moitié de janvier, le gouvernement de Vienne permit qu'une mission hongroise de rapatriement opère en Autriche. Ce Comité de rapatriement se composait de représentants des autorités autrichiennes, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et de la légation de Hongrie à Vienne. Il commença son activité le 6 février, et visita les camps. Les réfugiés désireux de regagner la Hongrie devaient seulement signer une déclaration attestant qu'ils prenaient leur décision en toute liberté. Selon les statistiques des autorités autrichiennes, 3000 réfugiés rentrèrent de cette façon⁹³⁵. Des missions hongroises de rapatriement exercèrent également des fonctions similaires en Yougoslavie en décembre 1956 et février 1957⁹³⁶. Le gouvernement hongrois ne réussit pas à conclure de telles conventions avec d'autres pays. Le nombre total de ceux qui revinrent dans ce cadre ou un autre jusqu'à la fin mai 1957 s'élève à 11.447⁹³⁷.

Toutefois, la grande majorité des émigrants ne désiraient ni retourner en Hongrie, ni s'établir en Autriche ou en Yougoslavie, et désiraient commencer une nouvelle vie. Afin d'atténuer l'encombrement au plus fort de l'exode, en novembre, on commença presque immédiatement à les orienter vers d'autres

⁹³⁴ ASIO : C-M (57)65 (17 avril 1957). Note du président du Comité politique (signé A. CASARDI), *Rapport sur les réfugiés hongrois*. Cette étude se fonde sur les statistiques du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, en date du 11 mars 1957.

⁹³⁵ SOÓS, *1956 és Ausztria...*, p. 115.

⁹³⁶ ASIO : C-M (57)65 (17 avril 1957). Note du président du Comité politique (signé A. CASARDI), *Rapport sur les réfugiés hongrois* (d'après les statistiques du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés ; 11 mars 1957).

⁹³⁷ KSH-jelentés az 1956-os disszidálásról..., p. 176. Cf. BORBÁNDI, *A magyar emigráció életrajza...* I, pp. 411-412.

pays. Jusqu'au 31 mars 1957, 193.805 personnes enregistrées par le Haut Commissariat des Nations Unies, 135.417 (70 %) furent transportées dans 29 États dont 14 hors d'Europe. 78.574 réfugiés (40,5 %) parvinrent dans les pays européens. 56.843 autres personnes (29,3%) quittèrent l'Europe⁹³⁸. 90 % des réfugiés enregistrés en Autriche gagnèrent une nouvelle patrie jusqu'à la fin décembre 1957. La plupart s'installèrent aux États-Unis (35.026), au Canada (24.525), en Grande-Bretagne (20.590), en RFA (14.270), en Suisse (11.962), en France (10.232) et en Australie (9.423)⁹³⁹. L'entretien, le transport et l'intégration dans les pays d'accueil d'environ 200 000 réfugiés hongrois exigèrent, on s'en doute, un travail d'organisation immense.

La solidarité internationale et ses modalités

Le 9 novembre 1956, l'Assemblée générale des Nations Unies adopta une résolution dans laquelle elle pria le secrétaire général d'inviter le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés à se concerter avec les institutions internationales compétentes et les gouvernements intéressés, afin de fournir une aide d'urgence aux réfugiés hongrois. Dans ce texte, l'Assemblée générale demandait également aux États membres de contribuer à cette assistance. Une seconde résolution, adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1956, chargea le Haut Commissariat de trois missions : coordonner l'aide aux réfugiés hongrois, en appeler, avec le secrétaire général de l'ONU, à l'assistance internationale et établir un tableau complet des besoins. Il fut demandé aux gouvernements de présenter de nouvelles possibilités d'accueil sur leur territoire⁹⁴⁰. Selon l'ouvrage d'Ernö Hárs, l'Office du Haut Commissaire ne reçut une nouvelle mission de cette envergure en Europe qu'en 1974, au moment d'organiser le ravitaillement de 226.000 personnes après les événements de Chypre⁹⁴¹.

⁹³⁸ Nations Unies, Comité de l'UNREF, A/AC. 79/73, 8 mai 1957.

⁹³⁹ *Report of the Intergovernmental Committee for European Migration on the Hungarian Refugee Situation*, Autriche, 31 décembre 1957, USA Senate Report, n° 1815.1958, cité par PUSKÁS, « Elvándorlások Magyarországról... », p. 249.

⁹⁴⁰ ASIO : C-M (57)65 (17 avril 1957). Note du président du Comité politique (signé A. CASARDI), *Rapport sur les réfugiés hongrois*. Selon le rapport du Haut Commissaire au Comité exécutif sur l'admissibilité des réfugiés hongrois, ces réfugiés répondaient aux conditions requises par la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés.

⁹⁴¹ HÁRS, Ernő, *A nemzetközi szervezetek világa* [Le monde des organisations internationales], Budapest, Gondolat, 1982, p. 305.

L'Office du Haut-Commissaire collabora évidemment avec d'autres organisations internationales. Le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes se chargea du transport collectif des réfugiés hongrois au départ d'Autriche et à destination des pays européens et d'outre-mer. Il recensait également les réfugiés dans plusieurs pays européens en vue de noter leurs préférences concernant leur réimplantation. La Croix-Rouge International répartit son travail entre son Comité international, qui oeuvrait en Hongrie, et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, qui s'occupait des réfugiés hongrois en Autriche. La Ligue, aidée financièrement par l'Office du Haut Commissariat de l'ONU, assumait la responsabilité des soins essentiels à donner à 40 mille réfugiés hongrois hébergés dans les camps autrichiens. Plus de 60 organisations privées accomplirent un travail exceptionnel dans ces mêmes camps ; elles prirent part également à la réinstallation des réfugiés dans les pays d'accueil transitoires comme dans les pays d'établissement définitif⁹⁴².

En ce qui concerne le Conseil de l'Europe, en décembre 1956, son Conseil des ministres ouvrit au gouvernement autrichien un crédit de 100 millions de francs français sur le budget du Conseil. Le 26 janvier 1957, les suppléants des ministres invitèrent les gouvernements membres à envisager la possibilité de se conformer aux vœux exprimés dans la recommandation 414 du 8 janvier en accordant un soutien accru aux mesures prises par l'Office du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et par le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes⁹⁴³. L'ONU et la Croix-Rouge Internationale jouèrent donc le rôle le plus considérable, sur le plan international, dans l'accueil de cette émigration hongroise.

Les pays hôtes accomplirent bien sûr, eux aussi de leur côté, des efforts considérables. En 1956, le Canada, la France, la Grande-Bretagne, la RFA et le Norvège ne fixèrent aucune limite au nombre de réfugiés. D'autres pays, comme les États-Unis, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, l'Italie et la Suède définirent des quotas, mais en fin de compte les dépassèrent. Tous prirent des mesures efficaces pour l'hébergement, l'emploi et l'enseignement des langues. Ce dernier aspect se révéla crucial car, même parmi les étudiants, une infime minorité seulement parlait la langue du pays d'accueil. On devait aussi assurer les soins médicaux des nouveaux arrivants. Le gouvernement norvégien alla jusqu'à exprimer le souhait d'accueillir un certains nombres de réfugiés

⁹⁴² ASIO : C-M (57)65 (17 avril 1957). Note du président du Comité politique (signé A. CASARDI), *Rapport sur les réfugiés hongrois*.

⁹⁴³ *Ibidem*.

tuberculeux ainsi que des infirmes ou des réfugiés dont l'accueil posait un problème particulièrement difficile⁹⁴⁴.

Le traitement de la vague d'émigrés hongrois nécessita la mobilisation d'importants moyens financiers. La résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, du 9 novembre 1956, invita les États membres à fournir leurs contributions. Le 30 novembre, on appela donner 10 millions de dollars, pour les émigrants en Autriche. Au 1^{er} mars 1957, presque 7 millions de dollars, y compris des dons en nature, avaient été reçus par l'intermédiaire des Nations Unies. Plus de 415.000 de dollars avaient été envoyés directement au gouvernement autrichien. Étant donné le grand nombre des réfugiés en Autriche et en Yougoslavie en mars 1957, le secrétaire général des Nations Unies, D. Hammarskjöld et le Haut Commissaire pour les réfugiés adressèrent un nouvel appel le 11 mars 1957, pour demander 23.153.425 dollars destinés à y assurer le financement jusqu'à la fin de 1957. Ces sommes n'incluent pas les dons importants adressés au Comité intergouvernemental pour les migrations européennes en vue du transport des réfugiés, ni les dons reçus par l'organismes bénévoles nationaux et internationaux. Les mesures gouvernementales des pays d'accueil exigèrent également des dépenses élevées⁹⁴⁵.

L'intégration scolaire et l'entretien des étudiants réfugiés hongrois exigèrent aussi un gros effort financier. Selon les sources hongroises, approximativement 3 200 étudiants ont quitté la Hongrie (le rapport du Haut Commissariat du mois d'avril 1957 les estimait même à 7 150). Le service compétent de l'Alliance atlantique, à savoir le Comité de l'information et des relations culturelles prépara un rapport sur leur situation à partir des notes déposées par certains pays membres et après une réunion avec des dirigeants de l'Entr'aide universitaire mondiale. Selon cette dernière, sur le nombre d'étudiants qui souhaitaient continuer leurs études en Autriche, 500 purent bénéficier d'un don que la Fondation Rockefeller avait accordé à cet effet aux autorités autrichiens. Sur les 1.500 étudiants réfugiés hongrois qui désiraient poursuivre leurs études hors d'Autriche, 530 environ purent recevoir des bourses de la Fondation Ford. L'université de l'Europe libre à Strasbourg fit savoir qu'elle mettrait environ 200 bourses à la disposition d'universités européennes pour les étudiants réfugiés en Yougoslavie. Les étudiants hongrois inscrits dans les universités belges devaient bénéficier de bourses du Fonds nationaux d'Étude et de l'aide des Services sociaux du pays. Sur les 950 étudiants hongrois venant

⁹⁴⁴ *Ibidem.*

⁹⁴⁵ *Ibidem.*

au Canada, près de 600 reçurent en automne 1957 une aide pour y faire leurs études⁹⁴⁶.

Quant à l'attitude des populations d'accueil, les sources écrites et les témoignages oraux affirment de façon concordante que l'opinion publique occidentale accueillit avec une compassion certaine les réfugiés hongrois. « *Les émigrés hongrois de 1956, ayant leur part de la gloire dans la révolution, arrivèrent à l'étranger comme les héros d'une insurrection nationale qui suscitait l'admiration du monde entier* », écrivit Gyula Borbándi, auteur du livre le plus important sur l'émigration hongroise après 1945⁹⁴⁷. On tenait souvent comme un honneur de rencontrer « *les combattants de la liberté* ». La sympathie et la compassion succédèrent à l'isolement et à l'aversion par exemple en Suisse. Cet état d'esprit caractérisait non seulement les déclarations officielles des gouvernements et l'attitude de la population, mais le comportement des autorités aussi. Ces nouveaux réfugiés reçurent de bien meilleurs traitements que les anciens émigrants hongrois⁹⁴⁸. En dépit de quelques cas négatifs isolés, l'intégration des réfugiés hongrois de 1956-1957 dans les sociétés occidentales peut être considérée comme une action très efficace. Nous devons examiner aussi le rôle de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord dans cette réussite.

2. L'OTAN ET L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS HONGROIS EN OCCIDENT

Le problème des réfugiés hongrois était une des questions pratiques urgentes à résoudre pour l'Alliance atlantique, outre la question de sa position vis-à-vis du gouvernement Kádár et l'organisation de l'aide humanitaire en général. Comme ces deux sujets, la cause des réfugiés hongrois faisait également l'objet d'une étude attentive dans de diverses sections de l'Organisation. Outre le Conseil de l'OTAN qui représentait le niveau le plus élevé des décisions et de la coordination, le Comité politique et le Comité de l'information et des relations culturelles traitèrent également ce problème. Ce dernier organisme s'occupa aussi du sort des réfugiés étudiants.

⁹⁴⁶ ASIO : C-M (57)89 (1^{er} juin 1957). Rapport du Comité de l'information et des relations culturelles : *Étudiants hongrois réfugiés*. Cf. Gyula VÁRALLYAY, *Tanulmányúton. Az emigráns magyar diákmozgalom 1956 után* [Voyage d'études. Le mouvement des étudiants réfugiés hongrois après 1956], Budapest, Századvég-Institut de 1956, 1992.

⁹⁴⁷ BORBÁNDI, *A magyar emigráció életrajza...* I, p. 408.

⁹⁴⁸ *Ibidem*, pp. 408-409.

Parmi les grandes questions qui furent soulevées par l'exode des réfugiés hongrois après l'écrasement de la révolution, le problème des étudiants fut réglé en premier lieu. La délégation des États-Unis déposa une note datée du 17 décembre 1956 dans laquelle elle attirait l'attention de ses alliés sur ce groupe d'exilés qui avait joué un rôle si considérable dans la révolution. Ce document rappelle que les États-Unis, pour leur part, ont déjà accompli un grand effort pour placer autant que possible ces étudiants dans leurs propres universités. Washington suggéra donc aux pays de l'OTAN de prendre des mesures analogues. On estimait que les pays membres avaient intérêt à ce que les étudiants hongrois réfugiés poursuivent leur formation universitaire et à ce que l'OTAN les aide en stimulant l'engagement des institutions publiques et en diffusant l'information⁹⁴⁹. Lors de la réunion du Comité d'information et des relations culturelles du 18 décembre 1956, on décida de poursuivre des échanges de renseignements et les délégations furent invitées à transmettre d'urgence au Secrétariat des informations sur la réception des étudiants réfugiés hongrois dans leurs pays respectifs⁹⁵⁰. Les autorités françaises par exemple firent savoir que « *la Section permanente du Conseil de l'Enseignement Supérieur a défini, le 8 janvier 1957, les conditions dans lesquelles les réfugiés hongrois pouvaient s'inscrire dans les facultés françaises : lorsque les intéressés seront dans l'impossibilité de produire des pièces prouvant qu'ils poursuivaient dans leur pays des études supérieures ils pourront souscrire une déclaration sur l'honneur leur permettant d'être inscrits provisoirement jusqu'à l'organisation d'examens spéciaux auxquels ils devront se présenter* »⁹⁵¹.

Le 6 février 1957 le Conseil de l'OTAN invita le Comité politique à examiner le problème des réfugiés hongrois dans son ensemble. A sa réunion du 19 février, le Comité politique décida que « *toutes les délégations devraient examiner l'intérêt que présente pour l'OTAN le problème des réfugiés hongrois, et devraient être en mesure de proposer des suggestions, en tenant compte de l'activité déployée dans ce domaine par d'autres organisations internationales, telles que le Conseil de l'Europe, et en ayant soin d'éviter de faire double emploi* »⁹⁵². Il fallait souligner ce principe car certaines organisations, comme on

⁹⁴⁹ ASIO : AC/52-D/215 (17 décembre 1956). Note de la délégation des États-Unis au Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN, *Etudiants hongrois réfugiés*.

⁹⁵⁰ ASIO : AC/52-R/67 (8 janvier 1957). Procès-verbal de la réunion du Comité de l'information et des relations culturelles tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 18 décembre 1956 à 15 heures.

⁹⁵¹ AMAE : Services des Pactes, carton 257, n° 42 (11 février 1957). Note de la Direction générale des Affaires culturelles et techniques pour le Service des Pactes, *Mesures prises en faveur des réfugiés hongrois*.

⁹⁵² ASIO : AC/119-R/5 (20 février 1957). Compte-rendu des décisions prises à la réunion du Comité politique tenue le 19 février 1957.

l'a exposé ci-dessus, participaient déjà activement à l'accueil des réfugiés hongrois depuis novembre 1956. Que sera alors la tâche de l'Alliance atlantique dans une telle action humanitaire ?

L'avant-projet de rapport du Comité politique, daté du 2 mars 1957, essaya de résumer les enjeux que la question des réfugiés hongrois présentait pour l'OTAN. On y mentionnait la responsabilité morale de l'Ouest. On attirait aussi l'attention sur le danger éventuel d'une défaite politique et psychologique de l'Occident au cas où ces réfugiés retourneraient en masse en Hongrie à cause de la difficulté de leur situation⁹⁵³. Le rapport soumis par le Comité politique au Conseil de l'Atlantique Nord le 17 avril 1957, précisait encore l'intérêt de l'Alliance dans cette affaire. Il fut souligné que les Hongrois étaient venus en Occident pour y gagner la liberté ; la plupart d'entre eux se trouvaient à ce moment dans des pays de l'OTAN. On pensait que le traitement que l'Occident leur réservait serait observé attentivement par les peuples de l'Europe orientale. Le document constate que *« l'élan émotionnel qui a prévalu au cours des premières semaines de l'exode s'est presque éteint. Les pays libres – et avant tout ceux du Pacte atlantique – doivent accomplir un nouvel effort conscient et résolu, en vue de se répartir cette charge équitablement et de faire en sorte que le problème soit résolu en 1957 »*⁹⁵⁴. A la réunion tenue le 24 avril 1957 le Conseil approuva les recommandations du rapport qui invitait les gouvernements membres de l'OTAN : d'abord à fournir des possibilités accrues d'émigration hors de Yougoslavie et d'Autriche, et à faire supporter les frais de cette émigration par leurs pays respectifs ; ensuite à continuer de participer aux initiatives déjà prises en vue du rétablissement des réfugiés hongrois dans les pays de leur choix jusqu'à la fin de 1957 ; enfin à répondre généreusement aux appels lancés par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés et par le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes en vue de réunir les fonds nécessaires à la réinstallation des réfugiés hongrois⁹⁵⁵.

Le rapport volumineux du Comité politique sur la situation des exilés hongrois, cité plus haut, précisait les situations spécifiques selon les pays. Néanmoins, malgré tous ces efforts déployés en vue de résoudre la question, il y avait encore, selon une note du président du Comité politique, environ 12 000

⁹⁵³ ASIO : AC/119-WP/22 (2 mars 1957). Avant-projet de rapport du Comité politique sur les réfugiés hongrois.

⁹⁵⁴ ASIO : C-M (57)65 (17 avril 1957). Note du président du Comité politique (signé A. CASARDI), *Rapport sur les réfugiés hongrois*.

⁹⁵⁵ ASIO : C-R (57)25 (29 avril 1957). Procès-verbal de la réunion du Conseil atlantique tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 24 avril 1957, à 10 heures 15 minutes.

réfugiés en Yougoslavie et plus de 30 000 en Autriche en juin 1957⁹⁵⁶. L'étude du 1^{er} juin 1957 du Comité de l'information et des relations culturelles porta à la connaissance du Conseil le sort de 1.400 étudiants encore restés en Autriche et en Yougoslavie. Il fallait donc continuer à mobiliser les autorités nationales et les groupes privés pour trouver une solution satisfaisante. Il fut souligné que « *Les pays occidentaux, et surtout les pays de l'Alliance Atlantique ont le devoir d'ouvrir largement leurs universités à ces étudiants pour qu'ils puissent tous bénéficier des mêmes avantages que leurs camarades occidentaux* ». En pensant non seulement à leur situation actuelle, mais à leur avenir aussi, on rappelait aux pays membres que lorsque la formation universitaire des étudiants réfugiés serait terminée, ils devraient encore les aider à trouver des postes ou emplois répondant à leurs capacités⁹⁵⁷.

On constate donc que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord considérait comme une priorité l'aide des réfugiés de la révolution hongroise. Les membres de l'Alliance contribuèrent grandement à l'action humanitaire en leur faveur. Le gouvernement des États-Unis versa par exemple 5 millions de dollars en 1956 en réponse à l'appel des Nations Unies. La majeure partie de cette émigration s'installa dans les pays de l'OTAN où elle pouvait bénéficier de nombreux avantages. Bien que l'Organisation des Nations Unies et ses services aient pris les initiatives et dirigé des programmes humanitaires, en collaboration avec le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, la Croix-Rouge Internationale et les organisations privées, les dons généreux des États membres de l'Alliance, avant tout, rendirent possible la réalisation de ces programmes. Le rôle essentiel de l'OTAN dans cette entreprise internationale consista à stimuler et à commencer à coordonner les gouvernements de l'OTAN pour résoudre le problème de la masse énorme des réfugiés hongrois et l'appel à la coordination des efforts. En revanche, pour se défendre des accusations de la propagande soviétique, malgré une proposition américaine de décembre 1956, l'OTAN se refusa à toute publicité de son action⁹⁵⁸.

Le contexte de la guerre froide continua d'influer bien sûr sur cette affaire qui relevait du « *combat pacifique idéologique* » entre les deux blocs. En mettant en relief la responsabilité morale de l'Ouest envers les réfugiés, on mit l'accent sur le fait qu'avec « *les ouvriers des usines, les étudiants hongrois ont*

⁹⁵⁶ ASIO : C-M (57)94 (18 juin 1957). Note du président du Comité politique (signé A. CASARDI), *Rapport sur les réfugiés hongrois*.

⁹⁵⁷ ASIO : C-M (57)89 (1^{er} juin 1957). Rapport du Comité de l'information et des relations culturelles, *Etudiants hongrois réfugiés*.

⁹⁵⁸ ASIO : AC/52-R/67 (8 janvier 1957). Procès-verbal de la réunion du Comité de l'information et des relations culturelles tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 18 décembre 1956 à 15 heures.

*formé le principal centre d'opposition politique au régime actuel [le gouvernement Kádár]. Ils ont été à la pointe de la révolte d'octobre »*⁹⁵⁹. On attira également l'attention sur danger d'une défaite politique et psychologique de l'Occident si les réfugiés hongrois retournaient en masse en Hongrie à cause d'une difficile insertion dans le « *monde libre* ». En outre, l'importance du facteur idéologique est attestée par le fait qu'à la première réunion du Comité d'information et des relations culturelles où l'on s'occupait de la question des réfugiés étudiants hongrois, le 18 décembre 1956, le représentant de la Grande-Bretagne fit déjà observer que le siège de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique se trouvant à Budapest, les étudiants réfugiés de Hongrie seraient en excellente position pour fournir des éléments de contre-propagande contre cette organisation et contre le prochain festival de la jeunesse mondiale qui devait se tenir à Moscou⁹⁶⁰. Les gouvernements occidentaux, en organisant l'accueil généreux des réfugiés hongrois en novembre-décembre 1956, tinrent tout aussi compte de la sympathie et de la solidarité spontanées de leurs sociétés vis-à-vis de la révolte écrasée. Quand l'élan émotionnel retomba, le Conseil de l'OTAN appela encore les gouvernements membres à mobiliser l'opinion publique de leur pays et à ne pas relâcher leurs efforts en faveur des réfugiés hongrois.

De l'autre côté du Rideau de fer, les dirigeants du bloc soviétique ne se privaient pas non plus de mener leur lutte idéologique. Ils mirent tout en oeuvre pour convaincre les émigrés de retourner au pays natal. Les diplomates hongrois s'efforçaient d'entrer en contact avec eux pour agir en ce sens. D'ailleurs, les services de l'OTAN perçurent et notèrent l'activité du bloc communiste à tenter de rapatrier leurs ressortissants émigrés de la première vague avant même les événements révolutionnaires de Hongrie⁹⁶¹.

Étudions maintenant comment le gouvernement français se conforma aux recommandations de l'Alliance atlantique et comment la réception des réfugiés hongrois évolua en France.

⁹⁵⁹ ASIO : C-M (57)89 (1^{er} juin 1957). Rapport du Comité de l'information et des relations culturelles, *Etudiants hongrois réfugiés*.

⁹⁶⁰ ASIO : AC/52-R/67 (8 janvier 1957). Procès-verbal de la réunion du Comité de l'information et des relations culturelles tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 18 décembre 1956 à 15 heures.

⁹⁶¹ ASIO : AC/52-R/62 (19 octobre 1956). Procès-verbal de la réunion du Comité de l'information et des relations culturelles tenue au Palais de Chaillot, Paris, le 11 octobre 1956 à 15 heures. Point III : Activité déployée par les Soviets et les pays satellites en vue du rapatriement de leurs ressortissants vivant dans les pays de l'OTAN.

3. L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS HONGROIS EN FRANCE

Pour continuer à évoquer l'accueil des exilés hongrois par la France, commencée en seconde partie, nous devons maintenant évoquer les initiatives parlementaires et les mesures gouvernementales en leur faveur, en nous concentrant sur les étudiants. Nous observerons ensuite l'activité de la légation de Hongrie à Paris en direction des « *dissidents* »⁹⁶² hongrois.

Les initiatives parlementaires

Lors de la séance du 7 novembre 1956 à l'Assemblée nationale, plusieurs députés, dont la majorité appartenait au Groupe des Indépendants et Paysans d'Action Sociale (conservateurs), déposèrent un projet de résolution qui invitait le gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires pour accueillir les réfugiés hongrois de manière durable en organisant des centres de refuge et de travail, notamment dans les campagnes les moins peuplées⁹⁶³. Le lendemain, l'Assemblée fut saisie d'une autre proposition signée par les députés du Groupe Paysan qui désiraient également introduire le facteur agricole pour résoudre le problème. Ceux-ci estimaient qu'« *en agriculture notamment où la main d'œuvre est rare, nombre de ces exilés pourraient trouver à se reclasser* »⁹⁶⁴. Sur un plan plus global, la proposition de loi présentée par, membre du Groupe d'union et fraternité française concernait aussi l'intégration des réfugiés hongrois dans l'économie française. Il s'agissait de leur assurer la possibilité de trouver un emploi. René Couturaud proposa que les réfugiés hongrois soient pris en charge par l'Office national d'immigration, qui leur délivrerait une attestation spéciale valable pour un an : les entreprises désireuses d'employer des travailleurs hongrois munis de ce document bénéficieraient d'une dérogation par rapport à la loi protégeant la main d'œuvre nationale⁹⁶⁵. Le

⁹⁶² La terminologie officielle hongroise employait le mot *dissident* pour des personnes ayant illégalement quitté le pays. Ce terme comportait un sens péjoratif.

⁹⁶³ Session ordinaire de l'Assemblée nationale française de 1956-1957, séance du 7 novembre 1956, Annexe : n° 3168, publiée aux *Annales de l'Assemblée Nationale*, Documents parlementaires, 3^e législature, volume 4, Paris, Imprimerie des Journaux Officiels, 1958.

⁹⁶⁴ Session ordinaire de l'Assemblée nationale française de 1956-1957, séance du 8 novembre 1956, Annexe : n° 3185, publiée aux *Annales de l'Assemblée Nationale*, Documents parlementaires, 3^e législature, volume 4, Paris, Imprimerie des Journaux Officiels, 1958.

⁹⁶⁵ Session ordinaire de l'Assemblée nationale française de 1956-1957, séance du 6 décembre 1956, Annexe : n° 3461.

rapport de la Commission du travail et de la sécurité sociale soutint cette initiative, mais sans modifier les textes en vigueur, en précisant seulement leurs modalités d'application⁹⁶⁶. En fin de compte, quelles propositions le gouvernement a-t-il retenues ?

Les actes concrets du gouvernement français

Répondant à une question orale déposée par Georges Pernot, sénateur du Doubs, les services compétents du Quai d'Orsay rédigèrent une note sur les activités du gouvernement français à propos des réfugiés hongrois. Conformément à ce nous avons signalé en Seconde partie, ce document établit que l'accueil des réfugiés hongrois fut prévu dès le début de la révolte hongroise par le Comité interministériel. Son président, Philippe Monod avait constitué un Comité restreint avec la Croix-Rouge, la CIMADE, le Secours Catholique et le Service Social d'Aide aux Émigrants. Il avait été prévu par ce comité une politique d'accueil d'environ 500 personnes par semaine. Comme on sait, le gouvernement Guy Mollet décida de ne limiter en aucune manière le nombre des réfugiés hongrois. En premier stade, la Préfecture de la Seine, qui avait créé des centres à cet effet, se chargeait de l'accueil initial, en liaison avec les grandes oeuvres caritatives et les différentes organisations de secours. Dans un deuxième temps, ces dernières répartissaient les personnes concernées dans les centres provinciaux. Il était entendu que les frais dépensés par les diverses associations pour héberger des réfugiés seraient couverts par le gouvernement⁹⁶⁷.

Néanmoins l'afflux des réfugiés en Autriche dépassa bientôt de loin toutes les prévisions qui avaient pu être faites et le gouvernement d'Autriche fut incapable de faire face au problème des arrivées massives. Le gouvernement français fut le premier à répondre à l'appel au secours lancé par les autorités autrichiennes afin que les pays, qui avaient manifesté leur volonté d'accueillir des réfugiés hongrois, admettent le principe d'un accueil immédiat, massif et sans restrictions. On estimait à Paris que seul le ministère de la Défense disposait des moyens nécessaires pour répondre aux besoins immédiats de la situation. Ensuite on décida de créer un Comité National d'Accueil comprenant

⁹⁶⁶ Session ordinaire de l'Assemblée nationale française de 1956-1957, séance du 22 mars 1957, Annexe : n° 4624.

⁹⁶⁷ AMAE : Service des Pactes, carton 257 (26 décembre 1956). Note du Comité interministériel de coordination de secours aux sinistrés, Direction des Affaires administratives et sociales pour le Cabinet du ministre des Affaires étrangères, *L'aide à la population hongroise et l'accueil des réfugiés hongrois en France*. Cette note constitue une réponse à une question orale posée au gouvernement français, lors d'un débat par Georges PERNOT, sénateur du Doubs.

les représentants des ministères intéressés, de grandes oeuvres et des organisations syndicales (Croix-Rouge français, Service Social d'Entraide aux Émigrants (CIMADE), Confédération Nationale du Patronat Français, Force ouvrière, CFTC, Confédération Générale de l'Agriculture). Le pouvoir exécutif de ce Comité fut en même temps confié à Robert Cousin, qui fut détaché à cet effet auprès du Cabinet du ministre de l'Intérieur. A la suite de la décision du gouvernement, 3.000 réfugiés, sans aucune discrimination, furent envoyés en France. Puis, en liaison avec la SNCF, un train-navette fut organisé qui fonctionna jusqu'au 15 décembre 1956. A la fin décembre, il y avait déjà plus de 9.000 réfugiés hongrois en France. Ils étaient installés d'une part dans la région parisienne – ceux qui attendaient un reclassement –, d'autre part, le reste, en province, notamment dans l'Allier, les Hautes-Alpes, le Doubs, la Haute-Garonne, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle, le Haut-Rhin et la Vienne. Ces réfugiés furent hébergés dans des installations militaires, mais l'organisation des camps, du point de vue assistance sociale et bien-être, était sous le contrôle des syndicats et des oeuvres. Les milieux officiels estimaient, qu'étant donné les circonstances, ils jouissaient d'un confort convenable. Les départements ministériels intéressés poursuivaient, en liaison avec le Secrétariat du Comité National d'Accueil, une politique de reclassement et d'intégration dans l'économie française de ces réfugiés. Néanmoins les réfugiés hongrois étaient libres de leurs mouvements. Ceux qui voulaient quitter la France pour se fixer dans un autre pays, n'étaient pas empêchés. Il fut tout de même souligné qu'à partir de janvier 1957, les autorités de Paris envisageaient faire porter leur nouvel effort exclusivement sur les réfugiés désirant s'établir en France⁹⁶⁸. D'après la note du président du Comité politique de l'OTAN, il y avait environ 9.000 nouveaux émigrants hongrois en France en mars 1957. Le gouvernement français se déclara disposé, encore au printemps 1957, à accueillir tout réfugié en provenance d'Autriche ou de Yougoslavie⁹⁶⁹.

Afin d'illustrer la dimension financière de l'action gouvernementale, on peut citer les chiffres suivants : en 1956, en plus des fonds recueillis dans le public et qui s'élevèrent à plus de 400 millions de francs, le gouvernement ouvrit un premier crédit de 200 millions de francs pour l'assistance aux réfugiés hongrois en France. 35 millions de francs furent versés au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés comme contribution exceptionnelle. Enfin, le Comité interministériel approuva l'affectation d'une somme de 20 millions de

⁹⁶⁸ *Ibidem*.

⁹⁶⁹ ASIO : C-M (57)65 (17 avril 1957). Note du président du Comité politique (signé A. CASARDI), *Rapport sur les réfugiés hongrois*.

francs au Comité intergouvernemental des migrations européennes⁹⁷⁰. Selon une statistique d'ensemble, l'effort financier français pour les réfugiés hongrois, depuis leur arrivée en France jusqu'au mois de décembre 1957, est supérieur à 1200 millions de francs sans compter les dons en nature (vêtements, médicaments, livres, etc.). Ce montant se répartit entre les institutions suivantes : le ministère de l'Intérieur – 135 millions francs, le ministère de la Défense nationale – 200 millions de francs, le Service social d'aide aux émigrants (SSAE) – 220 millions de francs, le ministère de l'Éducation nationale (octobre-décembre 1957) – 10 millions de francs, contributions privées – 500 millions de francs⁹⁷¹.

Toutefois, l'image de l'action humanitaire du gouvernement français envers les réfugiés hongrois que l'on reconstruit à partir de la réponse à la question orale de Georges Pernot, Sénateur du Doubs, mérite d'être nuancée. On examinera d'abord l'importance des efforts financiers sur le plan international. Le document du Comité politique de l'OTAN qui vient d'être cité, donnent certains chiffres en dollars américains ce qui permet de comparer les contributions françaises avec celles des autres pays de l'Alliance atlantique. A l'en croire, la France donna, en 1956, 100.000 dollars à l'appel des Nations Unies et 54.143 dollars au Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Avec ces sommes, la France était, aux côtés de la Grande-Bretagne (42.005 et 112.014 dollars en 1957), parmi les premiers donateurs en Europe. Néanmoins, ces montants sont largement inférieurs aux investissements canadiens (676.666 dollars pour l'ONU) et surtout à ceux des États-Unis (5 millions de dollars et 368.374 dollars en 1956)⁹⁷².

Il convient ensuite de mentionner quelques difficultés auxquelles les actions humanitaires des autorités françaises se heurtèrent. Robert Buron, député MRP de la Mayenne souleva à l'Assemblée nationale le 18 décembre 1956 le problème suivant : *« S'il y a eu, en France, un immense mouvement de générosité et d'accueil, un sens profond de la fraternité envers les Hongrois réfugiés, l'organisation de l'accueil n'a pas totalement répondu à la fraternité de coeur qu'éprouvaient les Français »*. Il estimait qu'après les premiers

⁹⁷⁰ AMAE : Service des Pactes, carton 257 (26 décembre 1956). Note du Comité interministériel de coordination de secours aux sinistrés, Direction des Affaires administratives et sociales pour le Cabinet du ministre des Affaires étrangères, *L'aide à la population hongroise et l'accueil des réfugiés hongrois en France*.

⁹⁷¹ AN : F7 16060, carton : Statut des réfugiés (à partir des recherches de Stéphane DUFOIX).

⁹⁷² ASIO : C-M (57)65 (17 avril 1957). Note du président du Comité politique (signé A. CASARDI), *Rapport sur les réfugiés hongrois*.

secours, on oubliait vite les personnes accueillies⁹⁷³. Jean Montalat, député de la Corrèze, inscrit au Groupe socialiste de l'Assemblée nationale posa clairement, au ministre des Affaires étrangères, des questions orales sur la générosité réelle de l'accueil réservé et les causes exactes des incidents au centre d'accueil du Valdahon. Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense finit par lui répondre le 21 décembre. Il affirma naturellement que les conditions de cette action humanitaire étaient exceptionnellement généreuses. Le Ministre expliqua les mécontentements apparus chez certains groupes de réfugiés par les facteurs suivants : il y avait des réfugiés qui croyaient que la France n'était pour eux qu'une étape vers les États-Unis ou l'Australie. Le fait que ces pays n'avaient pas recruté d'immigrants hongrois parmi les camps français, les a incontestablement déçus. Il mentionna ensuite l'effet d'une propagande tendant à leur faire croire que les contrats de travail qui leur étaient proposés comportaient des salaires inférieurs à ceux que gagnaient les ouvriers français. M. Bourgès-Maunoury pensait enfin que les difficultés étaient « *la conséquence d'une sorte de psychose collective constatée chez tous les réfugiés hongrois, psychose qui s'explique par les épreuves qu'ils venaient de subir et la contrainte sous laquelle ils avaient vécu jusqu'à présent* ». En ce qui touche l'affaire à Valdahon, il précisa qu'un groupe de réfugiés avait refusé de monter dans les véhicules qui devaient les transporter à Montbéliard où les autorités estimaient que les conditions d'accueil seraient meilleures. Le Ministre conclut sa réponse ainsi : « *La presque totalité d'entre eux a manifesté de façon touchante sa reconnaissance pour l'accueil reçu en France* ». Le député ayant posé la question contesta ces propos. Il craignait que les conditions matérielles de la réception des réfugiés hongrois ne fussent pas à la mesure des engagements tacites que le gouvernement français avait pris à leur égard. L'installation des réfugiés dans les camps militaires fut également critiquée. J. Montalat plaida surtout leur intégration durable et harmonieuse dans la société, « *c'est-à-dire leur donner un toit et du travail* »⁹⁷⁴.

Avant d'exposer l'opinion différente en nature de la légation de Hongrie à Paris sur le traitement des émigrants hongrois en France, observons l'accueil d'une catégorie dont le sort fut suivi avec une attention particulière au sein de l'OTAN : il s'agit des étudiants réfugiés hongrois.

⁹⁷³ *Journal Officiel de la République Française*, Débats parlementaires, Assemblée Nationale, Compte rendu *in extenso* des séances, questions écrites et réponses des ministres à ces questions, Troisième législature, Session ordinaire de 1956-1957, 1^{er} séance du 18 décembre 1956, pp. 6088-6089.

⁹⁷⁴ *Ibidem*, pp. 6200-6201.

A la demande du Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN, la délégation française soumit une note, en décembre 1957, portant sur l'aide accordée en France aux étudiants réfugiés hongrois. Ce document nous informe aussi bien sur les difficultés initiales, que sur des actions gouvernementales à fin de les surmonter. En effet, à l'origine à peine 5 % des réfugiés hongrois arrivés en France étaient capables de comprendre des cours d'enseignement supérieur, et une petite minorité seulement connaissait assez le français pour pouvoir profiter des cours organisés en faveur des étudiants étrangers auprès de l'Alliance française et des universités. Il n'existait pas de manuel franco-hongrois. Le gouvernement français devait donc prendre des mesures spéciales pour les étudiants hongrois. Un centre d'étude du français élémentaire fut constitué spécialement pour eux. Un matériel spécial fut créé à leur usage : bandes d'enregistrement de leçons franco-hongroise, film pour illustrer ces leçons, magnétophones à double piste pour enregistrer la voix de l'élève et lui permettre de corriger son accent en comparant sa diction avec celle du maître. A la fin du mois de juin 1957 à Paris et dans les académies de province les bénéficiaires de ces cours audio-visuels passèrent un examen de français⁹⁷⁵. En outre, des stages de formation accélérée furent organisés pour permettre de former les professeurs de français qui donneraient des cours spéciaux aux étudiants hongrois⁹⁷⁶.

Les étudiants hongrois purent faire des séjours de trois semaines dans les camps d'étudiants, le ministère de l'Éducation nationale subvenant aux dépenses, auxquelles l'indemnité journalière de 600 francs allouée aux réfugiés ne pouvait suffire. Enfin des cours obligatoires pour tous les candidats à des bourses d'études supérieures furent organisés pendant les vacances à Paris et à Grenoble. Les réfugiés dont le niveau en français était assez élevé y reçurent un enseignement destiné à les aider à combler les lacunes de leur formation (mathématiques, physique, chimie, biologie, littérature, l'histoire et géographie françaises). Les cours de Grenoble furent suivis au mois d'août et septembre 1957 par 389 réfugiés hongrois. Avant la fin des cours, le service d'orientation scolaire et professionnelle du ministère de l'Éducation nationale examina chacun

⁹⁷⁵ ASIO : AC/52-D/275 (20 décembre 1957). Note de la délégation française au Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN, *Aide accordée en France aux étudiants hongrois réfugiés*.

⁹⁷⁶ ASIO : C-M (57)89 (1^{er} juin 1957). Rapport du Comité de l'information et des relations culturelles, *Etudiants hongrois réfugiés*.

des auditeurs. En considération de ses aptitudes, des connaissances déjà acquises et des professions ouvertes aux étrangers, les conseils lui furent donnés. Environ mille étudiants hongrois suivirent des cours français, dont 700 désiraient poursuivre des études supérieures et 300 étaient d'âge secondaire en automne 1957. Depuis le début de l'année scolaire 1957/1958, des groupes de travail spéciaux furent organisés pour les étudiants hongrois dans les établissements d'enseignement supérieur et les facultés, pour leur permettre de suivre plus facilement les cours.

Les mesures prises en faveur des étudiants réfugiés hongrois, des lycéens, des élèves des écoles techniques et primaires et pour l'enseignement de langue des autres réfugiés hongrois, entraînèrent des dépenses de l'ordre de 42 millions de francs pour le ministère de l'Éducation nationale. En outre le ministère des Affaires étrangères accorda 500 bourses dont le montant était équivalent à celles données aux boursiers du gouvernement français⁹⁷⁷.

On peut donc constater que l'action humanitaire des autorités françaises s'intégrait parfaitement dans la politique en voie d'élaboration de l'Alliance atlantique en matière de réfugiés hongrois. La France participa à la coordination internationale des efforts, et fournit régulièrement des informations sur les mesures adoptées. Le gouvernement français était prêt à accueillir les réfugiés hongrois séjournant en Autriche et en Yougoslavie jusqu'au printemps 1957. Les organisations sociales et privées furent largement associées, comme dans d'autres pays de l'OTAN. On s'efforçait de délivrer non seulement une aide momentanée, mais aussi une « *hospitalité au long terme* », en tentant d'intégrer les émigrés hongrois dans la société par l'enseignement de langue, la formation professionnelle et les offres d'emploi. Outre les bourses et les cours spéciaux, les autorités compétentes françaises tentèrent de faciliter leurs carrières. À l'inverse, les gouvernements du bloc soviétique, et le cabinet Kádár en particulier, employèrent tous leurs efforts pour renverser ce processus.

La légation hongroise à Paris et l'accueil des réfugiés hongrois

La situation des réfugiés hongrois faisait naturellement l'objet de nombreux rapports de la mission diplomatique hongroise en France. Les diplomates hongrois du gouvernement Kádár, en brossèrent un tableau très sombre. Ils relataient déjà au début de décembre 1956 la déception des

⁹⁷⁷ ASIO : AC/52-D/275 (20 décembre 1957). Note de la délégation française au Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN, *Aide accordée en France aux étudiants hongrois réfugiés*.

émigrants, en estimant que beaucoup d'entre eux pensaient au retour⁹⁷⁸. L'encouragement au rapatriement des « *dissidents* » était désormais une des priorités de la légation hongroise. Elle considérait d'elle-même que les conditions de vie des réfugiés hébergés dans les camps étaient très mauvaises. Dans un rapport daté de fin janvier 1957, plusieurs incidents graves furent mentionnés : en décembre 1956, dans une caserne à Nancy, certains réfugiés avaient fait la grève de la faim parce qu'ils ne voulaient plus rester en France ; ensuite l'affaire de Valdahon ; en janvier 1957, à Montluçon, il y eut une bagarre entre les réfugiés et la population locale ; à Rouen, ils se brouillèrent avec la police... Selon la légation hongroise, jusqu'à la fin janvier 1957, environ 300-400 personnes se seraient présentées pour rentrer en Hongrie. A son avis, trois facteurs empêchaient le retour en masse des réfugiés : d'abord, ils ne pouvaient pas payer les frais de voyages. Ensuite, les organisations émigrantes anciennes faisaient sentir le poids de leur contre-propagande. Enfin, les diplomates hongrois estimaient tout de même que le plus grand obstacle était la politique temporisatrice des autorités françaises. Pour contrer cette prétendue situation, un programme d'action fut élaboré⁹⁷⁹. Le rapport du 16 février informa le ministère des Affaires étrangères hongrois du dépérissement de la situation des réfugiés. La mission diplomatique hongroise fit les démarches suivantes pour faire progresser les rapatriements. Le 25 janvier 1957, la Section consulaire entra en contact avec l'adjoint chef de la Direction des Affaires administratives et sociales. Le lendemain la légation de Hongrie envoya une note au ministère des Affaires étrangères français pour demander l'adresse des camps des réfugiés en France et la permission de s'y rendre afin de informer leurs occupants des possibilités de rapatriement. Néanmoins les autorités françaises employaient des manœuvres dilatoires surtout à l'égard des mineurs. Voici quelques exemples. La négociation prévue pour le 2 février 1957 avait échoué à cause d'« un problème de santé » d'un agent du Ministère ! Puis les autorités se refusèrent à discuter avec les représentants de la Légation sous prétexte que les éléments de la réponse à la note du 26 janvier n'avaient pas été encore réunis⁹⁸⁰. Le 23 avril, le Quai d'Orsay n'avait toujours pas répondu aux notes du 26 janvier, du 8 et du

⁹⁷⁸ ANH : XIX-J-1-j, France 1945-1964, carton 6, 007970/1956 (2 december 1956). Rapport du ministre de Hongrie en France.

⁹⁷⁹ ANH : XIX-J-1-j, France 1945-1964, carton 4, 00620/2/1957 (24 janvier 1957). Rapport du ministre de Hongrie en France, *A franciaországi magyar menekültek helyzete* [Situation des réfugiés hongrois en France].

⁹⁸⁰ ANH : XIX-J-1-j, France 1945-1964, carton 4, 00620/3/1957 (16 février 1957). Rapport du ministre de Hongrie en France, *A franciaországi magyar menekültek helyzete* [Situation des réfugiés hongrois en France].

19 février, du 1^{er} et du 8 avril⁹⁸¹. Le traitement de l'affaire du rapatriement des jeunes hongrois illustre bien l'attitude du Quai d'Orsay en la matière.

Face à la requête de la légation hongroise, le ministère des Affaires étrangères français prétextait tout d'abord qu'il fallait auparavant examiner si les parents des mineurs hongrois n'avaient pas également quitté la Hongrie. Par la suite, les autorités françaises exigèrent la présentation de demandes écrites des parents se trouvant en Hongrie. Cependant, grâce aux nombreuses lettres et télégrammes des parents, elles lièrent l'accord au rapatriement des jeunes hongrois à la présentation d'« *autorisation paternelles* », que le consul de la légation de France à Budapest légalisait contre paiement. Néanmoins, la présentation de ladite « *autorisation paternelle* », ne s'avérait pas suffisante aux yeux des autorités françaises qui, après cela, souhaitaient inclure également les représentants de la Commission de la Croix Rouge Internationale dans la procédure de légalisation. Quand la Légation contesta la compétence de cet organisme, le ministère français répondit en demandant « *des garanties formelles* » que les jeunes hongrois « *désirent sincèrement leur rapatriement et que leurs parents partagent sincèrement ce désir et le manifestent librement* ». Les diplomates hongrois tirèrent la conclusion que « *les nouveaux obstacles suscités par les autorités françaises au rapatriement des jeunes hongrois ne tendent pas à autre chose qu'à ajourner ces rapatriements* »⁹⁸².

Contrairement aux autres catégories des réfugiés, la légation hongroise considéra d'abord que la situation des étudiants réfugiés était relativement avantageuse. Elle rendit compte des cours de langue, leurs hébergements dans les citées universitaires, leurs bourses etc⁹⁸³. Toutefois, dans un rapport de novembre 1957 adressé au ministère des Affaires étrangères hongrois, on estimait que les étudiants finiraient par devenir exaspérés en raison de leurs conditions de vie (leur argent de poche n'était pas suffisant, les repas étaient immangeables...). On croyait savoir que beaucoup d'entre eux se prostituaient pour gagner de l'argent...⁹⁸⁴

⁹⁸¹ ANH : XIX-J-1-j, France, carton 4, 00620/5/1957 (23 avril 1957). Rapport du ministre de Hongrie en France 1945-1964, *Összefoglaló jelentés az 1956. év 27. sz. tvr végrehajtásáról* [Rapport de synthèse sur l'application du décret-loi n° 27/1956].

⁹⁸² ANH : XIX-J-1-j, France, carton 4, 00620/6/1957 (28 mai 1957). Rapport du ministre de Hongrie en France 1945-1964, *Újabb jegyzék menekültek ügyében* [Nouvelle note au sujet des réfugiés].

⁹⁸³ ANH : XIX-J-1-j, France 1945-1964, carton 4, 00620/3/1957 (16 février 1957). Rapport du ministre de Hongrie en France, *A franciaországi magyar menekültek helyzete* [Situation des réfugiés hongrois en France].

⁹⁸⁴ ANH : XIX-J-1-j, France 1945-1964, carton 4, 005136/1957 (9 novembre 1957). Rapport du ministre de Hongrie en France, *Disszidens egyetemisták helyzete* [Situation des étudiants dissidents].

Quand on mesure la portée des constatations de la légation hongroise sur l'accueil des réfugiés hongrois en France, il est évidemment important de souligner que ces rapports furent adressés au ministère des Affaires étrangères à Budapest où l'on observait toujours très attentivement « *l'honorabilité* » des agents en poste : les représentants diplomatiques rapportaient généralement ce que l'on attendait d'eux à l'Administration centrale. La valeur documentaire de ces papiers est donc très faible. On ne peut que douter de cette image reflétée et presque entièrement négative. En décembre 1957, il fut rapporté que la majeure partie des réfugiés hongrois en France étaient dans une grande exaspération⁹⁸⁵, ce qui est une exagération évidente. Les témoignages que j'ai eu l'occasion de recueillir auprès d'anciens étudiants réfugiés, contredisent nettement à cette appréciation.

On peut constater que les efforts les plus ambitieux se produisirent en France : les autorités françaises s'efforçaient de réserver non seulement une réception momentanée, mais « *une hospitalité durable* », c'est-à-dire l'intégration organique dans la société. Elles participèrent effectivement à l'action de solidarité internationale. Des sommes d'argent considérables sur le plan européen furent mobilisées pour cette cause. Le fait qu'il s'agissait de l'accueil rapide d'une grande masse fuyant des conditions de guerre dramatiques, se détachant de leurs racines et ne parlant pas la langue du pays d'accueil, entraîna inévitablement le mécontentement de certains individus ou d'un certain nombre de groupes de réfugiés. Il y avait parfois des tensions entre eux et les autorités locales. On en parlait à la presse et à l'Assemblée nationale. Parallèlement à la diminution de l'intérêt du public (cf. la Seconde partie), les mesures adoptées s'accompagnèrent probablement de difficultés. Néanmoins l'image créée par les correspondances diplomatiques hongroises sur la qualité de l'accueil est fausse. Le bilan global de l'action du gouvernement français se révéla largement positif. De plus l'aide accordée aux réfugiés étudiants hongrois fut une entreprise particulièrement réussie. L'activité déployée par la diplomatie hongroise donna des résultats relativement minces : moins de mille personnes retournèrent en Hongrie dans ce cadre.

Quoi qu'il en soit, certains réfugiés entretenaient comme but principal, non pas de s'intégrer dans la société d'accueil, mais de continuer la lutte commencée en Hongrie le 23 octobre 1956. Comment les autorités françaises réagirent-elles à leur égard ?

⁹⁸⁵ ANH : XIX-J-1-j, France 1945-1964, carton 4, 005136/1/1957 (8 décembre 1957). Rapport du ministre de Hongrie en France, *Az új disszidensek helyzete Franciaországban* [Situation de nouveaux dissidents en France].

4. LE QUAI D'ORSAY ET L'ÉMIGRATION POLITIQUE HONGROISE

Les 5-7 janvier 1957, le premier et unique congrès du Conseil Révolutionnaire Hongrois [*Magyar Forradalmi Tanács*] tint ses instances à Strasbourg, ce qui fut l'événement le plus significatif de l'émigration politique hongroise depuis l'écrasement de la révolution de 1956. Cet organisation fut constituée le 19 novembre 1956 à Vienne sous la forme d'une déclaration de sept émigrants⁹⁸⁶. Le fait que ce congrès eut lieu précisément sur le territoire français soulève des questions : d'abord, comment les autorités françaises qui entretenaient des relations diplomatiques au moins formelles avec la République Populaire Hongroise pouvaient-elles autoriser ce genre de contestation ouverte ? Ensuite, quelle importance les responsables du Quai d'Orsay attribuaient-ils au Conseil Révolutionnaire Hongrois et, en général, au mouvement des réfugiés politiques ? Pour répondre à ces questions, nous examinerons d'abord les motifs des organisateurs du congrès dans le choix du lieu.

La majeure partie des hommes politiques ayant récemment quitté la Hongrie critiquaient fortement le comportement des États-Unis pendant la crise hongroise. Ils vivaient cette passivité comme le symétrique inverse des stations de radio financées par le gouvernement américain – *Radio Libre Europe* et *La Voix de l'Amérique*. On se souvient que ces deux dernières avaient suggéré la libération des « *nations captives* » d'Europe de l'Est. Par conséquent, ces nouveaux réfugiés souhaitaient se démarquer de l'émigration ancienne qui bénéficiait jusqu'alors du soutien des États-Unis. En constatant la vivacité et la compassion de l'opinion publique en Europe occidentale, et en se confiant à l'aide efficiente du Conseil de l'Europe, ils décidèrent de fixer le centre de la nouvelle émigration hongroise au cœur de vieux continent, à Strasbourg. C'est pour cette raison qu'ils désirèrent tenir le congrès inaugural du Conseil Révolutionnaire Hongrois au siège-même du Conseil de l'Europe, à Strasbourg avant d'installer le siège de l'organisation à Paris. Le projet ne pouvait bien sûr s'accomplir qu'au vu et au su du gouvernement français.

⁹⁸⁶ Les personnes suivantes signèrent ce document : Sándor KISS, János HORVÁTH, Miklós SZABÓ, Zoltán NYESTE, Zoltán BENKŐ, Gábor SZARKA et Gábor RÉDEY. Cf. « Az emigráns-politikáról » [Sur la politique d'émigration], documents édités par Zoltán SZTÁRAY, *Évkönyv III...*, pp. 13-26. Sur l'histoire du Conseil Révolutionnaire Hongrois voir BORBÁNDI, *A magyar emigráció életrajza...* I, pp. 418-428 et « A Magyar Forradalmi Tanács 1957. január 5–7-én tartott ülésének határozatai » [Résolutions du congrès du Conseil Révolutionnaire Hongrois tenu les 5-7 janvier 1957], édité et préfacé par Béla KIRÁLY, *Évkönyv III...*, pp. 35-45.

Les autorités françaises s'enfermèrent donc dans un dilemme. Si elles toléraient l'activité politique d'émigrants étrangers sur le territoire, elles seraient obligées, un jour ou l'autre, de prendre position sur la représentativité de ces organisations. Dans l'affirmative, cela devait conduire en bonne logique à la rupture des relations avec le gouvernement communiste⁹⁸⁷. En vue de mieux comprendre cette situation fin 1956 et début 1957, examinons le cadre institutionnel du traitement des réfugiés et le statut plus ou moins précaire de l'émigration politique hongroise.

Le ministère de l'Intérieur et celui des Affaires étrangères sont les deux organes publics qui s'occupent des émigrants politiques en France. Le premier a la faculté de leur octroyer diverses autorisations tout en les surveillant, le deuxième entretient des relations avec leur pays d'origine. Le Quai d'Orsay est l'interlocuteur le plus important des groupes politiques. De façon générale, les émigrants anticommunistes du bloc de l'Est, pouvaient en espérer une aide pour réaliser leurs ambitions. Par conséquent leurs différents groupes rivalisaient pour influencer le ministère des Affaires étrangères. Les hommes politiques provenant des pays d'Europe centrale et orientale envoyaient souvent des notes aux sections compétentes, c'est-à-dire la Direction d'Europe et la Sous-direction d'Europe orientale. Selon les archives, il apparaît qu'on s'occupait sérieusement des documents de ce genre. De la sorte, on disposait de renseignements précis sur les programmes des organisations des émigrés politiques. On complétait aussi ces informations par celles avec des missions diplomatiques françaises à l'étranger. En outre, on sélectionnait certains émigrés pour entretenir avec eux des relations régulières. On délibérait avec eux sur la situation politique de leurs pays d'origine et sur les questions relatives à l'émigration. Grâce à leurs manières de voir proches des dirigeants du Quai d'Orsay, ils étaient considérés comme des représentants légitimes de l'opposition anticommuniste, et au sein de la diaspora d'Europe de l'Est, leurs organisations étaient perçues comme parmi les plus représentatives. Paul Auer joua un rôle éminent dans cette émigration politique hongroise⁹⁸⁸.

⁹⁸⁷ Stéphane DUFOIX signala clairement cette dualité dans son intervention intitulée « L'impossible frontière de la sécurité : le contrôle politique des ressortissants d'Europe centrale et orientale en France 1950–1960 » à la table ronde organisée par le CEFRES et l'Université de la Sorbonne Nouvelle Paris III le 5 avril 2001 à Prague (*Les cultures de guerre froide et les enjeux de sécurité en Europe d'après les nouvelles recherches sur la période 1948-1968*).

⁹⁸⁸ DUFOIX, Stéphane, *Exil et politique. Éléments pour une sociologie de la politique en émigration : l'exemple des Hongrois, des Polonais et des Tchécoslovaques en France de 1945 à nos jours*, thèse pour le doctorat en science politique sous la direction de Marc LAZAR, Université Paris I Sorbonne, Département de science politique, 1997, tome I, pp. 236, 239-240, 242-243.

P. Auer jouissait d'une bonne réputation au sein des milieux diplomatiques français depuis sa nomination comme ministre de Hongrie à Paris en 1945. A cause de cela il pouvait garder ses privilèges diplomatiques après sa révocation et sa retraite en émigration. Il représentait le Conseil National Hongrois [en hongrois Magyar Nemzeti Bizottság], fondé en 1947 aux États-Unis, pour affranchir la Hongrie du règne communiste. La diplomatie française le regardait comme l'organisation politique la plus authentique des émigrés hongrois⁹⁸⁹. Néanmoins, ni celle-ci ni d'autres groupements d'émigrants ne reçurent d'assistance importante. Paul Auer se rendit plusieurs fois au Quai d'Orsay en novembre-décembre 1956 pour discuter de la révolution hongroise. Quelques jours après la deuxième intervention soviétique en Hongrie, le 8 novembre, il déposa des propositions, au nom du Conseil National Hongrois, concernant la position que la France aurait dû prendre⁹⁹⁰. Toutefois peu de temps après, un jeune émigré hongrois, beaucoup moins connu que ce dernier par la diplomatie française, alla à la Sous-direction d'Europe orientale en apportant de nouveaux projets : Árpád Raksányi.

Á. Raksányi était arrivé en France en 1948, en tant que secrétaire particulier de Béla Varga, ancien président du Parlement hongrois qui lui-aussi avait également dû fuir. Il figurait parmi les très rares hommes politiques émigrés qui rentrèrent pendant la révolution. A cause de ce fait, ainsi qu'en raison de son âge relativement jeune par rapport aux émigrants déjà en Occident avant la révolte, la nouvelle génération de réfugiés le tenait pour l'un d'entre eux. Á. Raksányi fut membre du Comité Révolutionnaire Hongrois ayant été constitué à Vienne, qui fut nommé peu après Conseil Révolutionnaire Hongrois. Vu son expérience parisienne depuis plusieurs années, il se chargea d'organiser le congrès inaugural en France. Selon Zoltán Sztáray, Á. Raksányi entretenait aussi des relations avec le ministre Robert Buron, et avec Monique Fatras, collaboratrice influente du Centre d'Information International. Tous les deux l'aiderent à obtenir le soutien du Conseil pour réunir le Congrès à Strasbourg⁹⁹¹. Á. Raksányi informa les responsables du Quai d'Orsay du projet de la nouvelle émigration de constituer, peut-être à Bruxelles, un comité où seraient représentés les principaux mouvements politiques qui avaient participé à la révolution (Parti des Petits Propriétaires, Parti Social-démocrate, Parti Démocrate-chrétien, Cercle Petöfi, éventuellement la tendance Nagy, enfin quatre ou cinq

⁹⁸⁹ *Ibidem*, pp. 243-244. Sur l'activité politique de P. AUER dans l'émigration voir BORBÁNDI, *A magyar emigráció életrajza...* I, pp. 178-179, 325-326 et GARADNAI, « A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története... », pp. 112, 142.

⁹⁹⁰ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 88, (8 novembre 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Situation en Hongrie*.

⁹⁹¹ « Az emigráns-politikáról », p. 19.

organisations de jeunesse, d'intellectuels etc.). Á. Raksányi annonça ensuite qu'une conférence préparatoire se tiendrait à Strasbourg vers le 20 décembre. Il assura ses interlocuteurs que la liste des participants serait communiquée incessamment à la Direction d'Europe. Peu après, P. Auer alla à nouveau à la Sous-direction d'Europe orientale. D'après la note interne préparée à l'occasion de sa visite, ses propos exprimèrent clairement les réticences de l'ancienne génération contre les nouvelles. P. Auer exprima ses réserves sur les « *jeunes sans expérience* ». Il signala qu'Anna Kéthly refuserait aussi de faire partie du Conseil Révolutionnaire. Il souligna que la rivalité serait désastreuse entre les deux organismes hongrois, et qu'il vaudrait mieux « *rafraîchir* » l'ancienne organisation née aux États-Unis en y remplaçant deux personnes jugées par trop conservatrices et se borner à créer une sorte de Commission Européenne hongroise qui ne serait qu'une branche de la centrale américaine. P. Auer ne voulait pas indisposer les responsables des services américains⁹⁹². Ses préoccupations n'étaient pas sans fondement, comme nous allons l'examiner maintenant.

En effet, le 12 décembre 1956, un fonctionnaire de l'ambassade des États-Unis à Paris se rendit au Quai d'Orsay. Il partit du constat que les nouveaux émigrés se seraient proposés de critiquer la *Radio Libre Europe* et de se livrer à une critique de l'attitude des États-Unis dans l'affaire hongroise. À sa connaissance, ils seraient hostiles à toute coordination de leur action avec le Conseil National Hongrois, financé et soutenu par les Américains. Cependant, le diplomate américain croyait savoir que la présidence du Conseil et le Parti SFIO avaient réservé leur appui au nouvel organisme hongrois⁹⁹³.

Avant de décider sa position finale, la Sous-direction d'Europe orientale reçut à nouveau le représentant de la nouvelle émigration hongroise. En répondant aux questions, Á. Raksányi affirma que le Parti socialiste faisait partie officiellement du Conseil Révolutionnaire Hongrois et avait désigné à cet effet trois représentants. À propos d'Anna Kéthly il précisa qu'elle se proposait de se rendre au même moment à New York aux Nations Unies. Touchant l'orientation de la nouvelle organisation, Á. Raksányi indiqua qu'en tirant les leçons des dernières années de l'évolution hongroise, elle tendait à se constituer avant tout « sur le plan européen » et à garder une certaine indépendance à l'égard des États-Unis. On devine que cette attitude suscita la sympathie des diplomates

⁹⁹² AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 97, (13 décembre 1956). Note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le secrétaire général, *Création en Occident d'un « Comité national révolutionnaire » hongrois*.

⁹⁹³ *Ibidem*.

français. Au final, le Quai décida de prêter assistance aux émigrés regroupés dans le Conseil Révolutionnaire Hongrois⁹⁹⁴.

Dans la préparation de cette politique par le service d'Europe orientale à destination du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, on trouve à la fois l'ambition d'exercer une influence sur l'avenir, et une incitation à la prudence : « *La Sous-direction d'Europe orientale estime pour sa part qu'il y a intérêt ne pas entraver la formation de l'organisation nouvelle. Celle-ci représente des mouvements qui ont joué et jouent encore un grand rôle en Hongrie et qui constitueront peut-être un jour les cadres du pays. Il y va de notre influence en Hongrie. Il conviendrait toutefois [...] de veiller à ce que l'organisme nouveau n'ait aucune activité en territoire français pour l'envoi d'armes aux insurgés* »⁹⁹⁵. Les dirigeants du Quai d'Orsay, en voyant l'intérêt à ce que Conseil Révolutionnaire Hongrois se maintienne en Europe et à ce qu'il puisse échapper à une influence trop exclusive des organismes privés américains, demanda au ministère de l'Intérieur en accord avec la présidence du Conseil, de s'efforcer de lui accorder des facilités pour s'installer à Paris. Cela comportait, en association de préférence avec la Grande-Bretagne et l'Italie, une certaine assistance financière⁹⁹⁶. Le fait de provoquer une tension probable avec la Hongrie officielle manifeste ainsi un changement majeur de la diplomatie française. La réserve formulée jusqu'alors à l'encontre des réfugiés politiques cédait le pas à un comportement volontaire et plus actif. Comment s'explique cette nouvelle politique ?

L'un des enseignements des événements révolutionnaires hongrois tirés par la diplomatie française était que des mutations politiques importantes n'étaient pas absolument exclues en Hongrie, par la suite⁹⁹⁷. Après tout, la révolution hongroise mettait en lumière la possibilité de renverser les régimes communistes en Europe de l'Est. Comme nous l'avons montré plus haut, les analystes du Quai d'Orsay ne voulaient pas sous-estimer, au début de 1957, l'éventualité de nouvelles insurrections dans le bloc soviétique. En outre on considérait en février 1957 que « *la résistance profonde du peuple hongrois ne saurait être considérée comme définitivement réduite* »⁹⁹⁸. Selon le document cité ci-dessus, on pensait à Paris qu'en cas de victoire d'une nouvelle révolte, la

⁹⁹⁴ *Ibidem.*

⁹⁹⁵ *Ibidem.*

⁹⁹⁶ AMAE : Cabinet du ministre, Pineau (1956-1958), dossier 12, n° 4394 (26 avril 1957). Télégramme d'É. MANAC'H, sous-directeur d'Europe orientale à l'ambassade de France à Londres.

⁹⁹⁷ DUFOIX, *Exil et politique...* I, p. 249.

⁹⁹⁸ AMAE : Service des Pactes, carton 210 (22 février 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Position de la France à l'égard des pays de l'Europe orientale*.

nouvelle génération d'opposants Hongrois rentrés au pays y obtiendrait des positions dirigeantes. On songeait de la sorte à établir l'influence française en Hongrie. Les intérêts politiques de la SFIO, parti du président du Conseil et du ministre des Affaires étrangères, dictaient aussi de prêter appui à l'émigration politique hongroise contre le gouvernement communiste de Kádár. Un tel geste s'intégrait bien dans la campagne vigoureuse anti-communiste alors menée par la SFIO et la CGT-FO à propos de la cause hongroise. Le fait que les organisateurs du Conseil Révolutionnaire Hongrois envisageaient de procéder à l'élection de la social-démocrate Anna Kéthly à la présidence devait probablement renforcer la sympathie des dirigeants socialistes français. Ils entrèrent en contact avec elle dans les jours qui suivirent l'écrasement de la révolution⁹⁹⁹.

En France les réactions politiques et sociales extrêmement intenses soulignèrent aussi l'importance de l'aide aux nouveaux émigrés politiques. Ainsi, les considérations politiques extérieures et intérieures plaidaient en faveur d'un appui à leur future organisation. Néanmoins cette décision aurait pu difficilement être prise si les rapports diplomatiques franco-hongrois n'étaient pas tombés au plus bas à cause de l'intervention militaire soviétique et de la politique répressive du gouvernement Kádár. A la suite du refroidissement des relations officielles entre les deux pays (cf. Chapitre 9), le maintien de rapports normaux avec les autorités hongroises, voire leur amélioration – au moins pour un certain temps – était rejeté à l'arrière-plan. Le Quai d'Orsay donnait désormais la priorité au soutien des projets des émigrés politiques hongrois, notamment ceux du Conseil Révolutionnaire Hongrois.

En quoi devait consister cette aide ? Selon les diplomates, l'autorisation à déployer une activité d'ordre politique sur le territoire français était un geste important par lui-même. Les propos de J. Paul-Boncour, ministre de France en Hongrie sont significatifs à cet égard : « *Le coup qu'à Strasbourg nous avons laissé porter à l'autorité politique restaurée et préservée en Hongrie par l'occupation militaire soviétique, est en fait beaucoup plus vital que toutes les émissions de la BBC, de la Voix de l'Amérique ou de la Radio de l'Europe Libre...* »¹⁰⁰⁰. Le gouvernement français alla plus loin encore dans cette direction en réfléchissant sur le financement de la nouvelle organisation. Les

⁹⁹⁹ Dans les archives du parti socialiste français il y a plusieurs documents relatifs aux relations de la direction de la SFIO avec Anna KÉTHLY : OURS, Archives d'organisations, Parti socialiste SFIO (1944-1969) : sténographie des réunions du Comité directeur de la SFIO, tome 13, 1 juillet 1956 - 21 juin 1957, réunions du 7 novembre 1956 et du 13 mars 1957.

¹⁰⁰⁰ Rapport de J. PAUL-BONCOUR, ministre de France en Hongrie (15 avril 1957), cité par DUFOIX, *Exil et politique...*, p. 252.

fonctionnaires compétents du ministère des Affaires étrangères estimaient que « *Le nouvel organisme, qui présente l'avantage de réaliser l'unification de l'ensemble de l'émigration, sera établi sur des bases réellement démocratiques, et reflètera le plus fidèlement possible les diverses tendances politiques actuelles de la nation hongroise* ». Ils proposèrent donc de donner suite aux projets de financement du Conseil Révolutionnaire Hongrois¹⁰⁰¹. Pour comprendre la portée de cette démarche, on doit tenir compte du fait qu'aucun programme spécifique d'assistance financière aux exilés d'Europe centrale et orientale n'existait à cette époque¹⁰⁰². Faute des documents, nous ignorons si ce projet aboutit ou non¹⁰⁰³. Étant donné que le congrès de Strasbourg décida que le centre du Conseil devait s'implanter à Paris, son installation et son entretien exigeaient une somme certaine. Les montants nécessaires furent versés par la SFIO et le MRP par l'intermédiaire du groupe parlementaire nommé « Amis de la Hongrie ». Le Conseil de l'Europe avait en effet proposé la création de ce groupe¹⁰⁰⁴. Force ouvrière contribua également aux frais¹⁰⁰⁵. En considération de la prépondérance du parti socialiste dans le cabinet Guy Mollet, cette aide financière prolongeait l'action du gouvernement.

Si l'on ne dispose pas d'information sûre à propos de l'assistance financière réunie par le Quai d'Orsay, les sources signalent clairement qu'il attachait une grande importance au Conseil Révolutionnaire Hongrois, en comparaison de la période antérieure à la révolution. À partir d'une note de 9 pages, datée du 29 janvier 1957, il apparaît que la Sous-direction d'Europe orientale connaissait bien les résolutions du congrès de Strasbourg, la structure de l'organisme, son orientation politique, ses relations avec l'ancienne émigration et le Conseil de l'Europe. L'analyse de ses rapports avec le gouvernement américain fut particulièrement développée dans les notes de synthèse. À propos de la position du gouvernement français, il fut souligné : « *Le gouvernement n'a pas établi de relations officielles avec le Conseil, mais l'a assuré officieusement de son appui moral* ». Le document confirma le principe que l'influence française pût se développer parmi des personnalités qui pourraient jouer, dans l'émigration – et peut-être un jour dans leur pays – un rôle

¹⁰⁰¹ Note de J. LALOY, directeur d'Europe pour le Cabinet du ministre (le 5 août 1957), cité par DUFOIX, *Exil et politique...* I, p. 281.

¹⁰⁰² DUFOIX, *Exil et politique...* I, p. 279.

¹⁰⁰³ *Ibidem*, p. 281.

¹⁰⁰⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 97, (29 janvier 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Conseil Révolutionnaire Hongrois*.

¹⁰⁰⁵ BORBÁNDI, *A magyar emigráció életrajza...* I, p. 426.

politique réel¹⁰⁰⁶. Le fait que le ministère des Affaires étrangères français fasse même appel à la nouvelle organisation, indique le renforcement de son prestige : on lui demanda en effet de sélectionner en France des témoins convenables pour seconder le travail du Comité des Cinq constitué aux Nations Unies en janvier 1957 pour mener à bien une enquête sur la révolution hongroise¹⁰⁰⁷. Le Conseil s'attela à cette tâche avec empressement. Le Quai d'Orsay se renseigna sur cet organisme d'émigrés politiques auprès du Foreign Office, ce qui montra également son importance aux yeux des responsables français¹⁰⁰⁸. En outre, en 1957-1958, outre l'appui du Conseil, on sait que d'autres organisations et actions d'émigrées de 1956 furent également soutenues. Ainsi l'Association des Étudiants hongrois libre [en hongrois : Szabad Magyar Egyetemisták Szövetsége] fut autorisée à tenir son congrès à Paris en octobre 1957¹⁰⁰⁹.

Il nous faut tout de même voir les limites de cette politique de soutien et de coopération. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, le gouvernement français – malgré une connivence indéniable – ne reconnut jamais officiellement le Conseil Révolutionnaire Hongrois comme représentant du peuple hongrois en face du gouvernement Kádár. Une telle démarche aurait entraîné inévitablement la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. A cause de la modification de l'environnement international, c'est-à-dire la reprise de la détente et des changements gouvernementaux de mai-juin 1958 en France, la continuation de la politique d'assistance à l'émigration politique hongroise paraissait de moins en moins possible aux yeux du Quai d'Orsay. L'amélioration progressive des rapports diplomatiques franco-hongrois et, plus tard, la politique d'ouverture du Général de Gaulle envers le bloc soviétique réduisirent encore plus les opportunités de coopérer avec les hommes politiques émigrés hongrois¹⁰¹⁰. Un épisode daté de mars-avril 1960 illustre bien ce processus. A l'occasion de la visite de N. Khrouchtchev en France, la police française

¹⁰⁰⁶ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 97, (29 janvier 1957). Note de la Sous-direction d'Europe orientale, *Conseil Révolutionnaire Hongrois*.

¹⁰⁰⁷ AMAE : Nations Unies et Organisations Internationales, carton 243, (16 février 1957). Note du ministère des Affaires étrangères au président du Conseil.

¹⁰⁰⁸ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, n° 2953 (15 mai 1957). Télégramme de J. CHAUVEL, ambassadeur de France au Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord. Il est intéressant de noter que le Foreign Office, contrairement au Quai d'Orsay, recommanda à son gouvernement de ne donner aucune assistance financière au Conseil Révolutionnaire Hongrois.

¹⁰⁰⁹ DUFOIX, *Exil et politique...* I, p. 252. Sur ce congrès estudiantin hongrois à Paris voir VÁRALLYAY, *Tanulmányúton...*, pp. 61-62.

¹⁰¹⁰ DUFOIX, *Exil et politique...* I, pp. 252-254.

transporta environ 800 émigrés, dont la majeure partie étaient d'origine d'Europe centrale et orientale, en Corse¹⁰¹¹.

Les subventions versées par des organisations politiques diminuèrent aussi et cessèrent avec l'inévitable phénomène d'oubli des populations. Le Conseil de l'Europe ne répondit pas non plus aux espoirs hongrois. Les sources financières, qui assurèrent les débuts de fonctionnement du Conseil Révolutionnaire Hongrois en 1957, s'épuisèrent graduellement¹⁰¹². Imre Kutas, chargé d'Affaires par interim de la légation de Hongrie à Paris constatait avec une grande satisfaction au printemps 1958 : « *Selon nos informations puisées auprès de sources fiables, le bureau du 'Conseil Révolutionnaire Hongrois' à Paris [...] a cessé ses activités. D'une part l'absence d'intérêt, mais surtout le manque de moyens financiers l'a contraint à fermer le bureau. Les canaux originels d'acquisition de fonds se sont taris, et maintenant, ils ne peuvent même plus mendier la moindre somme de personne* »¹⁰¹³.

L'importance attribuée par la diplomatie française aux relations avec l'émigration politique hongroise s'est donc profondément altérée au cours de la deuxième moitié des années 1950. Tout d'un coup, l'émigration politique hongroise (surtout la seconde vague après la révolution), avait revêtu une importance assez cruciale aux yeux de la diplomatie française. Néanmoins cet engouement ne se révéla pas durable et prit fin avec la normalisation des relations diplomatiques.

Il nous reste néanmoins à définir la portée du soutien du gouvernement français à travers les organisations émigrées hongrois et l'accueil des réfugiés pour réagir à la répression brutale de l'insurrection par les Soviétiques. Comme nous l'avons constaté plus haut, une intervention militaire de l'OTAN ou une protestation politique trop énergique avaient été *a priori* exclues. Il y avait deux champs d'activités possibles : l'action humanitaire en faveur de la population restée au pays et des réfugiés hongrois. Auquel s'ajoute l'inscription et le maintien de la question hongroise à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU. Les responsables du ministère des Affaires étrangères français savaient déjà au début de décembre 1956 que l'accueil en masse des réfugiés hongrois et la publicité qui lui avait été donnée dans la presse avait un grand retentissement

¹⁰¹¹ *Ibidem*, pp. 254-260. Sur la politique de Charles de GAULLE vers l'Europe de l'Est cf. VAISSE, *La Grandeur...*, pp. 413-451 ; SCHREIBER, *Les actions de la France...*, pp. 75-122.

¹⁰¹² BORBÁNDI, *A magyar emigráció életrajza...* I, pp. 421, 426.

¹⁰¹³ ANH : XIX-J-1-j, France 1945-1964, carton 17, 002238/1958 (8 mars 1958). Rapport d'Imre KUTAS, chargé d'affaire de Hongrie en France.

auprès de l'opinion mondiale¹⁰¹⁴. Néanmoins le soutien aux organismes émigrés hongrois ne promettait pas d'avantages médiatiques comparables car, étant donné le caractère délicat de l'affaire, les démarches à leur égard s'accomplirent hors des vues du public. Même les notes internes du ministère des Affaires étrangères concernant l'émigration furent classées « *confidentiel* »¹⁰¹⁵. La politique de déconsidération de l'Union soviétique à l'ONU aux yeux des représentants des pays du Tiers Monde paraissait beaucoup plus payante pour l'intérêt national. Contrairement à ce qui se pratiquait à l'intérieur de l'hexagone, on y employa cette tactique plus de 6 ans, jusqu'à décembre 1962. Au total, à l'ONU, comme en France, les exilés politiques hongrois durent à nouveau se tourner vers l'Amérique...

¹⁰¹⁴ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 97, n° 1297 à 1298 (6 décembre 1956). Télégramme de J. LALOY, directeur d'Europe à l'ambassade à Vienne.

¹⁰¹⁵ DUFOIX, *Exil et politique...* I, p. 250.

Conclusion

Le comportement du gouvernement français sur le plan international après l'écrasement de la révolution hongroise s'intégrait parfaitement dans la ligne générale de la politique occidentale. Le point principal de son activité restait la collecte, la transmission et l'interprétation des informations. Les démarches réelles et concrètes s'avérèrent rares dans cette période aussi. Enumérons et illustrons ainsi les facteurs qui ont pu influencer sur l'attitude du Quai d'Orsay.

L'explication fondamentale demeure la situation du pays par rapport au système bipolaire international. Vu le rattachement de la France au « *camp occidental* », il paraît normal que le gouvernement français ait exprimé en public sa réprobation contre l'Union soviétique et le gouvernement Kádár. Une telle attitude correspondait aux attentes du public. La diplomatie française concrétisa sa désapprobation dans les débats et des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans ses rapports bilatéraux avec l'Union soviétique et la Hongrie en se ralliant au boycott diplomatique des pays de l'OTAN, par l'accueil massif des réfugiés hongrois, et enfin par le soutien accordé à l'émigration politique hongroise. Toutefois les décideurs français ne voulaient pas aller au-delà. En somme, ils continuaient de respecter avec scrupules les règles du jeu de la guerre froide, notamment l'inviolabilité tabou des sphères d'influence. Cette prudence se traduisit dans toute l'attitude et la démarche du Quai d'Orsay en la matière : il n'essaya pas d'exercer son influence sur le fond du déroulement des événements révolutionnaires hongrois, ni ses suites. En conséquence la majeure partie des démarches diplomatiques du gouvernement français s'effectuèrent hors de la zone touchée directement par la crise, aux Nations Unies et à l'OTAN.

Aux Nations Unies, le but visé devint de plus en plus évident : exercer un effet sur l'opinion mondiale, surtout sur les pays du Tiers Monde et les « Afro-Asiatiques ». L'Alliance atlantique, outre les consultations entre les ministères des affaires étrangères, servait à unifier la ligne de conduite des pays-membres. Même si Paris participa avec zèle au boycott diplomatique contre Moscou et Budapest, il est caractéristique que les mesures de rétorsions de l'OTAN furent supprimées à l'égard de l'URSS, responsable première de la répression meurtrière, dès janvier 1957, sans tenir aucun compte des opinions occidentales. On a en revanche tenu en quarantaine le gouvernement Kádár bien plus longtemps, en sachant qu'il s'agissait d'un pur gouvernement fantoche. Mais le maintien du boycott contre la Hongrie officielle paraissait naturellement beaucoup moins risqué et nuisible au Quai d'Orsay qui pouvait satisfaire ainsi

aux attentes de son opinion publique. Malgré cette « réserve », le gouvernement français ne voulait pas rompre. On a soigneusement évité les actions qui auraient pu mettre en danger le fonctionnement et/ou l'existence de la légation de France en Hongrie. Dans la même logique, la mission diplomatique française attachait de l'importance aux rapports avec les résistants et les opposants au régime de Kádár surtout en vue de collecter des informations.

En ce qui concerne une véritable coopération sur le fond, nous avons mis à jour dans les mois suivant la révolution, quelques rares cas isolés. Cette prudence se révéla dans le traitement de l'émigration politique quand on lui souligna sans ambiguïté que les autorités françaises s'opposaient au stockage et au transit d'armes sur le territoire national. Un tel geste aurait pu entraîner un conflit ouvert avec l'Union soviétique. Enfin, le représentant français à l'OTAN contraria toute publicité tendant à montrer l'implication de l'Alliance, non seulement durant la révolution mais aussi en décembre 1956. En matière d'aide aux étudiants réfugiés, le Quai d'Orsay fit savoir qu'« *il serait préférable d'éviter toute action directe de l'OTAN* »... Le gouvernement français respectait par conséquent en permanence les règles non écrites du *statu quo* européen.

En liaison étroite avec le précédent, un deuxième facteur a influé sur le comportement diplomatique français : la prétention d'inscrire son action dans une coopération multilatérale resserrée, en particulier bien sûr avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les décisions relatives aux rapports entretenus avec le gouvernement Kádár, l'accueil des réfugiés hongrois, l'action humanitaire en faveur de la population de Hongrie furent amplement discutés avec les alliés. Au cas où les autres pays de l'OTAN ne partageaient pas ses vues, le Quai d'Orsay renonçait : par exemple en ce qui concernait l'aide économique à la Hongrie.

Une fois la crise de Suez passée, l'effet de ce facteur diminua graduellement sur la prise de décision française en cédant le pas au problème algérien qui persista jusqu'à 1962. La politique menée en Algérie réduisit dans une certaine mesure la marge de manoeuvre de la France aux Nations Unies.

Au total, on constate que le système bipolaire mondial n'a cessé de déterminer la diplomatie française vis-à-vis de la Hongrie, dans la période postérieure à la révolution. Il s'agit donc d'un facteur stratégique, tandis que les intérêts de la France au Moyen-Orient relevaient de facteurs tactiques et temporaires.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Après avoir examiné les divers aspects de la politique étrangère française envers la révolution hongroise de 1956, il est temps de répondre aux questions posées en introduction à notre travail : Comment a agi la diplomatie française face à la révolution hongroise de 1956 ? Comment s'intègre la réaction de la diplomatie française à la révolte hongroise par rapport à l'histoire des relations internationales ? Quel a été l'impact des événements hongrois de 1956 dans l'histoire des relations diplomatiques franco-hongroises ?

L'attitude et le comportement de la diplomatie française

La politique du Quai d'Orsay envers la Hongrie et les pays du bloc soviétique s'est caractérisée par une grande stabilité durant toute la période examinée. Son attitude se détermina tout d'abord en fonction des règles du système bipolaire, caractérisé par l'opposition entre les États-Unis et l'Union soviétique. Ce contexte engageait à la prudence, à une politique de non intervention, voire à la passivité. La politique du *relâchement* qui fut une réponse, dans une certaine mesure, au *dégel* en Europe orientale, ne sortit jamais de ce cadre. Ni la révolution hongroise, ni son écrasement n'apportèrent de modifications notables à cette ligne de conduite. Le gouvernement français ne planifia aucun projet en perspective de mesures plus énergiques. L'acceptation de la neutralité hongroise pendant la révolution ou la proposition de neutralisation de la Hongrie par Ch. Pineau, ministre des Affaires étrangères français, le 18 décembre 1956 à l'Assemblée nationale, n'entrent pas dans ce cadre. Le poids international de la France ne permettait aucune démarche d'envergure. De même les propos de J. Paul-Boncour s'adressant à Chou en-Laï, président du Conseil des ministres chinois en janvier 1957 à Budapest, n'étaient en fait qu'un simple coup d'essai.

Les autres facteurs, à savoir l'impacte de la crise de Suez et, à plus long terme, la guerre d'Algérie n'ont pas été sans influence, en particulier aux Nations

Unies. Toutefois ces éléments n'exercèrent qu'un rôle provisoire et d'ordre tactique par rapport au *statu quo* européen. La réaction extrêmement intense de la société et de la vie politique françaises pèsent peu dans la prise de décision du Quai d'Orsay. Certes les diplomates français ressentaient envers la Hongrie une compassion identique au reste de l'opinion publique (cf. J. Laloy, E. Manac'h, F. Rouillon, G. Turbet-Delof etc.), néanmoins la grande réaction émotive et les manifestations individuelles de sympathie ne pesèrent guère dans la balance final.

La crise hongroise sortait de l'orbite française. On s'en rend compte au fait que les principaux foyers d'action de la politique étrangère française se sont déployés partout sauf à Budapest : à l'ONU, à l'OTAN, voire en France par l'accueil des réfugiés. Paris a donc concentré tous ses efforts là où il pouvait agir sans risquer la confrontation directe avec l'Union soviétique. Ainsi le boycott du gouvernement Kádár par les pays-membres de l'OTAN permettait à Paris de critiquer la Hongrie au nom du libéralisme politique occidentale, sans heurter de front Moscou. On scrutait naturellement les mouvements de l'URSS comme décisifs du point de vue de la détente internationale. Or la diplomatie française plaçait au rang des priorités la poursuite de la détente et du désarmement. En conséquence, le maintien du dialogue avec l'URSS fut jugé plus important que le soutien à l'émancipation des peuples d'Europe centrale et orientale. Cette attitude fut soulignée clairement au moment de l'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons : « ... il convenait de ne pas mélanger les questions. Les conversations entre l'Est et l'Ouest se situaient sur un autre plan et l'enjeu en était trop grave pour laisser commander notre attitude à ce sujet par des mouvements émotionnels. L'opinion, qui comprendrait peut-être aujourd'hui si nous rompons les conversations de Moscou pour l'exécution de Nagy, nous le reprocherait sans doute dans quelques mois. Il fallait, certes, ne pas se précipiter, mais il ne fallait pas prendre des décisions irrévocables. [...] Nous étions donc partisans de ne pas rompre... », explique Étienne de Crouy-Chanel, représentant permanent de la France au Conseil de l'OTAN le 20 juin 1958¹⁰¹⁶.

D'après les sources disponibles, la question hongroise n'était pas prioritaire pour le gouvernement Guy Mollet, ni sur le plan intérieur ni au point de vue international. Au cours des Conseils des ministres durant la révolution hongroise, on n'aborda le sujet qu'une seule et unique fois. La première décision relative à la crise hongroise date du 7 novembre et porta sur les réfugiés. Par ailleurs, bien sûr, le gouvernement français s'est longuement saisi des intérêts nationaux qui l'affectaient directement : l'Athos, Ben Bella, Suez. Si nous

¹⁰¹⁶ AMAE : Services des Pactes, carton 241, n° 57 (20 juin 1958). Télégramme d'Étienne DE CROUY-CHANEL, représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Atlantique Nord.

observons les contacts bilatéraux entre la France et ses alliés en novembre-décembre 1956, nous obtenons le même constat. Lors de ces négociations au plus haut niveau, l'affaire hongroise ne fut pas mentionnée, ou à peine. Lors de la rencontre célèbre de Guy Mollet-Konrad Adenauer du 6 novembre à Paris, le sujet principal fut l'intégration européenne¹⁰¹⁷. A l'occasion de la visite de Hervé Alphand, ambassadeur de France aux États-Unis, au Président Eisenhower, le 8 novembre, les partenaires soulignèrent surtout l'importance du renforcement de l'alliance entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France après la crise de Suez, laquelle avait éreinté la relation de confiance antérieure.¹⁰¹⁸ Enfin, pendant les négociations franco-britanniques, on traita presque uniquement de la guerre de Suez et de ses suites¹⁰¹⁹. Dans les chancelleries, la question hongroise restait donc sans conteste en arrière-plan. On peut étendre le constat aux Conseils ministériels de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) du 10 décembre¹⁰²⁰ et de l'OTAN, les 11-14 décembre 1956 à Paris.

La réaction de la diplomatie française à la lumière de l'historiographie des relations internationales

Le comportement et l'attitude du gouvernement français, qui viennent d'être analysés, s'intègrent parfaitement dans la ligne générale de la diplomatie occidentale. Les autres dirigeants aussi – contrairement à leurs opinions publiques – étaient pleinement conscients de l'étroitesse de leur marge de manoeuvre face aux événements. L'idée d'une intervention militaire ou d'une action politique énergique contre le bloc soviétique ne leur vint pas à l'esprit. Ils voulaient également continuer le processus de détente dans les relations Est-Ouest et attachaient une grande importance au maintien du dialogue avec l'Union soviétique. A propos de la Hongrie, Paris s'est concerté en permanence avec ses partenaires au sein du forum de l'OTAN, et lors d'autres consultations

¹⁰¹⁷ AMAE : Secrétariat général (1945-1966), « Entretiens et message », 3. septembre 1956-septembre 1957. Procès-verbal de l'entretien du 6 novembre 1956 entre G. MOLLET et K. ADENAUER. (*Documents diplomatiques français, 1956 III*, pp. 231-238.)

¹⁰¹⁸ AMAE : Secrétariat général (1945-1966), Suez, 82, n° 7028 à 7038 (8 novembre 1956). Télégramme de Hervé ALPHAND, ambassadeur de France aux États-Unis. (*Documents diplomatiques français, 1956 III*, pp. 251-253.)

¹⁰¹⁹ AMAE : Secrétariat général (1945-1966), « Entretiens et message », 3. septembre 1956-septembre 1957, n° 278/SGL (4 décembre 1956). Rapport de Jean CHAUVEL, ambassadeur de France au Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

¹⁰²⁰ Compte rendu de la séance du Conseil de l'UEO du 10 décembre 1956, *Documents diplomatiques français, 1956 III*, pp. 512-518.

bilatérales. Cela permit d'édifier une ligne diplomatique commune, prolongement aussi d'une situation géostratégique analogue. Les liens avec la Grande-Bretagne et les États-Unis restaient évidemment des plus étroits.

La révolution hongroise et sa répression n'ont ainsi pas provoqué de vrai conflit entre les blocs occidental et oriental, car l'URSS s'était contentée d'agir à l'intérieur de sa zone d'influence. Néanmoins les contemporains avaient l'impression que la crise hongroise et ses dangers résultaient de l'opposition idéologique entre les deux blocs. En effet, on pouvait tirer cette conclusion à partir de la propagande diffusée par les stations de radio américaines vers l'Europe de l'Est. Au cours de l'année 1956, il y fut suggéré que les États-Unis ne resteraient pas les bras croisés si le peuple d'un pays satellite s'insurgeait contre ses oppresseurs soviétiques... La réaction extrêmement intense de l'opinion publique occidentale renforça également l'appréciation qu'il s'agissait d'une circonstance très dangereuse. Il est important de souligner que la révolution hongroise ne s'assimile pas à une crise de ce genre, car en réalité elle ne risquait pas de provoquer une guerre mondiale. La situation était donc fort différente de la guerre de Corée par le passé, des deux crises de Berlin, de la crise des missiles à Cuba, de la guerre du Vietnam et de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, plus tard, où les deux camps se sont effectivement opposés. La révolution hongroise de 1956 ressemblait plutôt à la révolte de Berlin-Est de 1953, au printemps de Prague de 1968 et aux événements de Pologne en 1980-1981, tous dans la sphère d'intérêt soviétique. Ces « crises » sont restées au niveau de la polémique, de la propagande et des opinions publiques, et ne troublèrent pas sérieusement les relations Est-Ouest¹⁰²¹. On peut donc constater que si la révolution hongroise augmenta provisoirement la tension entre les deux blocs, elle n'exerça pas d'effet notable au long terme sur leurs rapports réciproques¹⁰²².

Observons, pour finir, l'influence de la révolution sur les relations franco-hongroises.

L'impact de la révolution hongroise dans l'histoire des rapports diplomatiques franco-hongrois

L'amélioration progressive que l'on avait pu enregistrer dans les relations entre la France et la Hongrie en 1955-1956 fut non seulement arrêtée,

¹⁰²¹ BÉKÉS, « Hidegháború, enyhülés... », p. 204 ; du même auteur, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 70-71.

¹⁰²² BÉKÉS, *Az 1956-os magyar forradalom...*, pp. 70-71.

mais brusquement inversée par le boycott diplomatique des pays de l'OTAN : « ... sur le plan des représentations occidentales, la période de RÁKOSI est revenue », se plaignit H. Quioc, conseiller de la légation de France à Budapest en janvier 1957¹⁰²³. Néanmoins, on vit dès l'automne 1957 les prémices d'un réchauffement timide qui s'accéléra en l'espace d'un an, et, quelques années plus tard, dépassa considérablement le niveau de cordialité atteint la veille de la révolte. En contemplant les rapports franco-hongrois sur plusieurs décennies, on peut constater que – contre toute apparence – la révolution hongroise de 1956 n'exerça pas une influence essentielle sur l'évolution de ces relations. Les propos de Charles de Gaulle tenus à l'occasion de la visite du nouveau ambassadeur hongrois en 1964 sont révélateurs à cet égard : « Il n'y avait, dans le passé, aucune cause de perturbation entre nos peuples qui pourrait entraver la progression constante dans les relations culturelles et économiques »¹⁰²⁴. Il est intéressant de noter que tous les domaines ne furent pas atteints au même degré : Tandis que les rapports politiques-diplomatiques et culturels subissaient une fluctuation sinusoïdale, les relations économiques maintinrent un rythme plus stable¹⁰²⁵. Quoi qu'il en soit, malgré un boycott diplomatique sur plusieurs années, les rapports franco-hongrois non seulement se normalisèrent, mais se consolidèrent dans les années 1960 à un niveau bien supérieur à celui d'octobre 1956.

L'impact de la révolution hongroise de 1956 dans l'histoire des relations franco-hongroises ne se retrouve guère dans la sphère diplomatique, politique, économique ou culturelle. Les souvenirs mêlés de sentiments et entretenus par la population française depuis presque un demi-siècle s'avèrent, eux, beaucoup plus durables. L'aide à la « Hongrie martyre » et les accueils de réfugiés ont compté pour beaucoup. De son côté, le peuple hongrois garde, lui, le souvenir de son abandon par l'Occident. A travers les études historiques toutefois, il doit prendre conscience que la majorité des Français étaient de leur côté, sinon par les armes, du moins avec le cœur.

¹⁰²³ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 89, n° 157/EU (31 janvier 1957). Rapport de H. QUIOC, conseiller de la légation de France en Hongrie, *Situation et perspectives*.

¹⁰²⁴ ANH : XIX-J-1-j, France 1945-1964, carton 2, 004588/1/1964 (13 juillet 1964). Rapport de Márton VALKÓ, ambassadeur de Hongrie en France, cité par GARADNAI, « A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története... », pp. 119 et 145.

¹⁰²⁵ AMAE : Europe 1944-1960, Hongrie, dossier 107, (18 mai 1958). Note de la Sous-direction d'Europe orientale pour le secrétaire général, *Questions hongroises*.

ANNEXES

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Archives

1- Archives en France

- Archives du ministère des Affaires étrangères (Archives diplomatiques, Paris)

Série Europe 1945-1960

Sous-série Hongrie

- vol. 85 Légation de France à Budapest et agences consulaires en Hongrie. Corps diplomatique et consulaire français (février 1956 – octobre 1960)
- vol. 86 Corps diplomatique et consulaire étranger en Hongrie. Corps diplomatique et consulaire hongrois en France et à l'étranger. Incident à la légation de Hongrie à Paris (janvier 1956 – novembre 1960)
- vol. 87 Situation politique générale en Hongrie. Influence du XX^e congrès du PCUS sur la politique intérieure hongroise. Premiers troubles (janvier – octobre 1956)
- vol. 88 Situation politique générale. Normalisation. Gouvernement Kádár (novembre – décembre 1956)
- vol. 89 Idem. Difficultés du gouvernement Kádár. Présence soviétique (janvier – avril 1957)
- vol. 90 Idem. Difficultés du gouvernement Kádár. Répression (mai 1957 – février 1958)
- vol. 91 Idem. Procès et exécution d'Imre Nagy (mars 1958 – décembre 1960)
- vol. 92 Evénements révolutionnaires hongrois : troubles intérieurs, réactions internationales (23 octobre – 7 novembre 1956)
- vol. 93 Solidarité internationale : aide humanitaire, aide économique, Croix-Rouge, pétitions (novembre 1956 – octobre 1957)
- vol. 97 Emigration politique : réfugiés hongrois à l'étranger, Conseil National Hongrois (janvier 1956 – février 1957)
- vol. 98 Idem. (mars 1957 – juillet 1960)
- vol. 99 Presse écrite : agences et correspondants de presse français et étrangers en Hongrie, correspondants de presse hongroise en France. Renseignement sur la presse écrite hongroise. Radio, télévision. (janvier 1956 – septembre 1960)

- Presse concernant la France : télégrammes ou reproductions d'articles de la presse hongroise portant sur la vie politique française (janvier 1956 – décembre 1958)
- vol. 100 Idem. (janvier 1959 – décembre 1960)
 - vol. 101 Forces armées hongroises (février 1956 – décembre 1960)
 - vol. 101 (suite) Situation de l'Eglise et de l'épiscopat hongrois. Liens avec le Vatican. Rapports entre l'Eglise et l'État. Rôle et destin du Cardinal Mindszenty et Mgr. Grösz. Mouvement des Prêtres pour la Paix (janvier 1956 – juin 1957)
 - vol. 102 Questions religieuses. Persécutions du régime contre l'Eglise. Problème de la collaboration du clergé avec le gouvernement (juillet 1957 – juin 1958)
 - vol. 104 Education nationale. Arts, sciences et lettres. Relations entre les intellectuels et le pouvoirs politique. Procès d'écrivains. Résistance et collaboration de l'intelligentsia (janvier 1956 – décembre 1957)
 - vol. 105 Idem. (janvier 1958 – mars 1960)
 - vol. 106 Relations culturelles de la Hongrie avec la France et les autres pays (janvier 1956 – décembre 1957)
 - vol. 107 Idem. Affaire Halkó (janvier 1958 – juillet 1960)
 - vol. 111 Politique extérieure. Dossier général (janvier – décembre 1956)
 - vol. 112 Idem. Question hongroise à l'ONU, rapport du Comité des Cinq. Attitude du Corps diplomatique occidental à l'égard de la Hongrie et de l'Union soviétique (janvier – mars 1957).
 - vol. 113 Idem. (avril – août 1957)
 - vol. 114. Idem. (septembre 1957 – juin 1958)
 - vol. 115 Idem. (juillet 1958 – décembre 1960)
 - vol. 116 Relations avec l'URSS (février 1956 – août 1957)
 - vol. 117 Idem. (septembre 1957 – décembre 1960)
 - vol. 118 Relations avec l'Europe de l'Est, y compris la Yougoslavie (janvier 1956 – décembre 1960)
 - Relations avec les autres pays d'Europe (en particulier la Grande-Bretagne, la RFA et la RDA) (janvier 1956 – août 1960)
 - vol. 119 Relations avec les organismes internationaux, politiques, économiques et culturels (avril 1956 – octobre 1960)
 - Relations avec le continent américain (les États-Unis essentiellement) (janvier 1956 – décembre 1960)
 - vol. 121 Relations politiques avec la France. Question algérienne (janvier 1956 – décembre 1960)

Sous-série URSS

- vol. 241 Dossier général : conséquences des événements de Hongrie, de l'affaire de Suez (janvier – décembre 1956)

- vol. 267 Relations franco-soviétiques : échange de messages entre Boulganine et G. Mollet, F. Gaillard sur la crise de Suez, la Hongrie (janvier 1956 – décembre 1958)
- vol. 287 Questions politiques : l'URSS et l'ensemble des pays satellites (janvier 1956 - novembre 1960)

Sous-série Roumanie

- vol. 131 Synthèses sur la Roumanie (février 1956 – juillet 1957)
- vol. 132 Item. (août 1957 – décembre 1960)
- vol. 143 Politique extérieure : lignes générales (janvier 1956 – décembre 1960)
- vol. 145 Relations politiques et économiques avec l'URSS (février 1956 – décembre 1960)
- vol. 146 Relations avec les pays de l'Est et la RDA : événements de Poznan, crise hongroise (juin 1956 – décembre 1960)

Sous-série Tchécoslovaquie

- vol. 203 Dépêches de synthèse (février 1956 – juillet 1960)
- vol. 210 Politique extérieure. Dossier général (janvier 1956 – décembre 1960)
- vol. 211 Relations avec l'URSS (mars 1956 – décembre 1960)
- vol. 213 Relations de la Tchécoslovaquie avec les autres pays de l'Est (la Pologne et la Hongrie essentiellement) (juillet 1956 – septembre 1960)

Sous-série Pologne

- vol. 217 Incidents de Poznan (janvier – juillet 1956)
- vol. 218 Poznan (suite). Crise d'octobre (août – décembre 1956)
- vol. 219 Difficultés du gouvernement Gomulka (janvier – décembre 1957)
- vol. 238 Réaffirmation du maintien de la Pologne dans le bloc communiste après Poznan (avril 1956 – décembre 1960)
- vol. 239 Relations avec l'URSS (février 1956 – décembre 1957)
- vol. 240 Idem. (janvier 1958 – décembre 1960)
- vol. 243 Relations avec la RDA. Relations avec les pays satellites : la Hongrie et Tchécoslovaquie (avril 1956 – octobre 1960)

Sous-série Autriche

- vol. 398 Politique extérieure (janvier 1956 – mars 1958)
- vol. 399 Idem. (avril 1958 – décembre 1960)

- vol. 404 Relations avec les pays satellites de l'URSS (janvier 1956 – juin 1957)
- vol. 405 Idem. (juillet 1957 – décembre 1960)

Sous-série Généralité

- vol. 207 Sécurité et désarmement

Série Secrétariat général 1945-1971

Sous-série "entretiens et messages" (1956 – 1971)

- vol. 1 – 3 Cabinet Guy Mollet (1^{er} février 1956 – 13 juin 1957)

Série Cabinet du ministre

Sous-série Pineau (1956-1958)

- vol. 13 Dossiers par pays (juin 1950 – janvier 1958)
Hongrie (à noter : notes et réactions sur les événements de 1956)

Série Nations Unies et Organisations Internationales (NUOI)

Secrétariat des Conférences (1945 – 1959)

- carton 242 (cote : S 50-2-A-24) ONU, Conseil de sécurité, Affaire de Hongrie
Réunions du Conseil de sécurité (28 octobre – 4 novembre 1956) (26 octobre – 4 novembre 1956)
2^e session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale de l'ONU (4 – 10 novembre 1956) (3 – 14 novembre 1956)
- carton 243 (cote : S 50-2-A-24) ONU, Conseil de sécurité, Affaire de Hongrie
11^e session de l'Assemblée générale : débat, création du Comité spéciale du 5 membres ; action du secrétaire général en vue de l'application des résolutions votées par l'Assemblée (13 novembre 1956 – 8 mars 1957)
Comité des cinq : constitution, travaux (à New York et à Genève) et documentation (janvier – juin 1957)
Publication du rapport du Comité des cinq pour la Hongrie et question de la réunion spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU pour l'examen de ce rapport (mai 1957 – juillet 1957)
Reprise de la XI^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (10 – 14 septembre 1957)

Adoption du rapport du Comité des cinq et mission du prince WAN (16 juillet 1957 – 16 septembre 1957)

Action du secrétaire général de l'ONU pour l'application des résolutions votées par la 11^e session de l'Assemblée générale (avril – août 1957)

- carton 244 (cote : S 50-2-A-24) ONU, Conseil de sécurité, Affaire de Hongrie
Examen de l'affaire hongroise à la XII^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (9 – 14 décembre 1957) (octobre 1957 – décembre 1957)
Débats à la XIII^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (juin – décembre 1958)
XIII^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies : débats
Affaire Bang-Jensen (décembre 1957 – novembre 1958)
Travaux du Comité Spécial pour la Hongrie – Comité des Cinq (janvier – juillet 1958)
XIV^e session de l'Assemblée générale de l'ONU (juillet – décembre 1959).
Rapport du Représentant spécial et débats (juillet – décembre 1959). Presse et réaction politique en Hongrie
Assistance à la Hongrie. Question des réfugiés hongrois (octobre 1956 – octobre 1958)
Affaire hongroise aux 11^e, 12^e, 13^e et 14^e sessions de l'Assemblée générale (novembre 1956 – décembre 1959)
Situation locale, presse et réactions politiques : pendant les débats de la XI^e session de l'Assemblée générale de l'ONU (12 novembre 1956 – 8 mars 1957) ; au sujet du travaux du Comité des Cinq (15 novembre 1956 – 1^{er} avril 1957)
XI^e session de l'Assemblée générale. Situation intérieure et diplomatique, presse et réactions internationales. Campagne de presse en Hongrie contre le rapport du Comité des Cinq et la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies (avril – octobre 1957)
Situation intérieure, presse et réactions politiques pendant les débats de la XIII^e session de l'Assemblée générale de l'ONU et les travaux du Comité spécial (1958 – 1959)

Série Pactes 1949 - 1960*

- carton 31 Pacte Atlantique, négociations, ratification (juillet 1949 – septembre 1960)
- carton 32 Parlementaire de l'OTAN (octobre 1953 – août 1960)
- carton 39 Organisme de l'OTAN, Conseil atlantique (avril 1956 – juin 1958)
- carton 40 Idem. (janvier 1958 – décembre 1959)
- carton 41 Présidence (1953 – 1958)

* Après les nombres des cartons les titres des dossiers sont indiqués.

- carton 67 Comité économique (1957 – 1960)
Art. 2 – aide aux pays sous-développés (1956 – 1960)
- carton 75 Organisation des commandement – généralité – Centre-Europe (1957 – 1960)
- carton 210 Pays non signataires du Pacte. Pays satellites (janvier 1956 – décembre 1957)
Circulation des diplomates (1951 – 1960)
Echanges Est-Ouest (1957 – 1960)
- carton 211 Pays non signataires du Pacte (1958 – 1960). Pays satellites (1956 – 1958)
1958
- carton 212 Proposition Rapacki (décembre 1957 – mars 1960)
- carton 230 Associations, manifestations, information, documentation (1954 – 1959)
Associations Atlantiques (1954 – 1960)
- carton 257 Réfugiés. Dossier général (1950 – 1960)

- Bibliothèque du ministère des Affaires étrangères (Paris)

- Instructions pour la Délégation française aux Nations Unies à la XII^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1957)
- Instructions pour la Délégation française aux Nations Unies à la XIII^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1958)
- Instructions pour la Délégation française aux Nations Unies à la XV^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1960)
- Instructions pour la Délégation française aux Nations Unies à la XVI^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1961)
- Instructions pour la Délégation française aux Nations Unies à la XVII^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1962)
- Instructions pour la Délégation française aux Nations Unies à la XVIII^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1963)

- Rapport sur la XIII^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 16 septembre – 13 décembre 1958)
- Rapport sur la XIV^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 15 septembre – 13 décembre 1959)
- Rapport sur la XV^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 7 mars – 21 avril 1961)
- Rapport sur la XVI^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, première partie : 20 septembre – 20 décembre 1961 ; deuxième partie : 15 janvier – 23 février 1962)

- Centre des Archives diplomatiques de Nantes (Nantes)

Série Ambassade de France en Hongrie

Année 1945 – 1956

- article 23 Événements en Hongrie (juillet 1955 – octobre 1956)
- article 24 Révolution d'octobre 1956 (octobre – décembre 1956)
- article 25 Idem.
- article 152 Personnel.
Documentation sur la Hongrie – compte rendu annuel sur la situation de l'activité du poste (1957 – 1964)
Recrutement du personnel (1957 – 1969)
- articles 182 – 185 Collection chronologique des dépêches politiques au départ (1947 – 1948, 1949, 1952, 1953, 1956, 1957 – 1960)

- Archives nationales (Paris)

Série 4 AG Archives Quatrième République : Présidence de René Coty

(Secrétariat général et Cabinet de la Présidence de la République : de 4 AG27 à 4 AG36 sur la politique extérieure)

- article 32 La Hongrie en 1956
- article 35 La Hongrie en 1957

Série F 60 Secrétariat général du gouvernement et services du Premier ministre

- article 2766 Ordre du jour du Conseil des ministres, 1956-1958, dossier : janvier 1956-décembre 1956
- article 2772 Communiqués de Presse des Conseils des ministres, dossier : janvier 1956-décembre 1959

Série F 1 Ministère de l'Intérieur : administration générale

C : esprit public, élection

- article C III 1235 Synthèses des rapports de Préfets : 1956, août à décembre 1956
- article C III 1368 Idem. : 1957, janvier, octobre, novembre, décembre et 1958, janvier, février, mars
- article C III 1350 Vœux et motions concernant la Hongrie (extraits de presse, secours à la Hongrie ; journée nationale du 18 novembre) 1956

Série C Assemblée nationale

- article 15749 Procès-verbaux des séances de la Commission des Affaires étrangères (cahiers manuscrits et dactilographiés, 8 février 1956 – 27 décembre 1957)
- article 15750 Idem. (19 janvier 1957 – 4 septembre 1958)
- article 15753 Procès-verbaux des séances de la Commission de Défense nationale (feuillet dactilographié, 1^{er} mars 1956 – 19 juin 1958)

- Centre des archives contemporaines (Fontainebleau)

REFVESRS. 800491

- articles 10-12 Centres d'enseignement supérieur et d'examen outre-mer et à l'étranger : création, organisation, fonctionnement, équivalence de diplôme : réglementation, accords (1920 – 1974)
Commission des équivalences : dossiers individuels

Versement de La documentation Française aux Archives nationales

Analyse des articles

- carton 272, F60 bis 5521
712 Hongrie
Notes documentaires et brochures sur la révolution hongroise de 1956 (1958)
Révolution de 1956 jusqu'à l'intervention soviétique (1956)
Révolution de 1956 : émeute et intervention soviétique (1956 – 1957)
713 Hongrie
Politique intérieure : révolution de 1956, réaction des pays (1955 – 1957)
Révolution de 1956 et l'ONU (1956 – 1957)
Révolution de 1956 et Radio Free Europe (1956 – 1957)
- carton 273, F60 bis 5522
714 Hongrie
Politique intérieure (1957 – 1961)
Idem. (1958)

- Service des archives de l'Académie (Sorbonne, Chancellerie des Universités, Paris)

Série AJ

Chancellerie de l'Université de Paris, Première section (1943 – 1965)

- article 166981 Hongrie (1905 – 1959)
Correspondances diverses (1922 – 1959)

- Assemblée nationale - Service des archives (Paris)

Tables analytiques générales des documents et débats parlementaires rédigés par les Services des Procès-Verbaux et des Archives, Table n° 55 : période du 19 janvier 1956 au 3 juin 1958 (renvoi aux débats proprement dits et aux rapports et avis, etc.), Paris, Imprimerie de l'Assemblée Nationale, 1960.

Bulletin des commissions : par exemple n° 26 (13 novembre 1956)

- Affaires étrangères :
 - mardi 6 novembre 1956 : Présidence de M. Daniel Mayer, président (la commission a examiné la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution (n° 3144) de M. Bernard Lafay relative aux événements de Hongrie)

Procès-Verbaux des Commissions (cartons gardés à Versailles, procès-verbaux intégraux des débats ou des dépositions faits en commission). Pour ceux de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission de Défense nationale voir *Archives nationales*

- Sénat - Service de la bibliothèque, des archives et de la documentation étrangère (Paris)

Conseil de la République

Tables analytiques 1956

Bulletin des commissions

Procès-verbaux des commissions (3^{ème} sous-sol)

- Commission des Affaires étrangères
- Commission de la Défense nationale

- La documentation Française (Paris)

Bibliothèque : Notes et études documentaires : par exemple : 2657 La législation hongroise (4 novembre 1956 – 31 décembre 1957) (II) (D) ; 3335 L'évolution politique et économique de la Hongrie (1956 – 1966) (III) (I)

BIPA (service questions – réponses de la Banque d'information politique et d'actualité sur la France) :

Dossier France – Hongrie, relations diplomatiques 1945 – 1976
Les événements de 1956 en Hongrie (coupures de presse
microfilmées)

Pour le versement de La documentation Française aux Archives nationales voir
Centre des Archives contemporaines (Fontainebleau)

- Agence France-Presse (AFP, Paris)
Service de Documentation

Dossier sur la révolution hongroise et sur ses suites : La révolution hongroise
« victorieuse » (télégrammes du correspondant de Budapest, résumés, analyses faits à
Paris)

- Inathèque de France (Dépôt Légal de la Radio Télévision, Paris)
Centre de consultation

Plusieurs émissions de l'époque s'occupaient des événements hongrois : par
exemple

- télévision : Premier reportage sur la révolution en Hongrie, *Journal
national*, canal de diffusion : F, le 31 octobre 1956
- radio : Chants de la liberté et du malheur hongrois, chaîne de diffusion :
Paris Inter, 1^{er} février 1957

- Service historique de l'Armée de terre (SHAT, Vincennes)
Série T : État-major de l'Armée de terre (1945-1972)

- carton 10 T 284 dossier 6, situation des forces armées hongroises (1956-1958)
- carton 10 T 354 dossier 4, situation politique en Hongrie (1944 – 1958)
 - dossier 5, situation sociale et religieuse (1947 – 1962)
 - dossier 6, situation économique (1947 – 1965)
 - dossier 7, relations extérieures, notamment avec la
Tchécoslovaquie et l'URSS (1946 – 1964) (Bulletins et notes
de renseignements)
- carton 10 T 355 Bulletins de renseignement reçus du SDECE,
 - dossier 1, situation politique (1945 – 1958)
 - dossier 2, situation économique (1951 – 1959)
 - dossier 3, affaires culturelles et sociales (1946 – 1950, 1958)
- carton 10 T 356 Bulletins de renseignements reçus du CDECE concernant
l'organisations des forces armées (1946 –1961)

- carton 10 T 357 dossier 1, notes de renseignements de l'attaché des forces armées concernant l'organisation des forces armées (1948 – 1967)
dossier 4, implantation des troupes soviétiques en Hongrie (1951 – 1960)
dossier 6, correspondances courantes des attachés des forces armées et nomination de ceux-ci (1953 – 1971)
- carton 10 T 530 dossier 1, bulletin de renseignement du SDECE et notes sur l'aide des pays de l'Est (URSS, Albanie, R.D.A., Hongrie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie) au FLN

- Service historique de l'Armée de l'Air (Vincennes)

Série E 2

EMHH – 2^e Bureau

- carton 3446 Forces aériennes (31 janvier 1949 – 30 juin 1961)
par exemple : Organisation de l'Armée de l'Air,
occupation des terrains hongrois par les Forces
Aériennes soviétiques
Forces aériennes
Fiche de renseignement sur l'Aviation Militaire
Hongroise (31 octobre 1956 – 13 août 1957) :
Activité en Hongrie et sur la frontière Soviéto-
Hongroise (période de la révolte hongroise)

- Centre d'Information des Nations Unies (Paris)

Dépôt des documents officiels des Nations Unies : procès-verbaux et résolutions de l'Assemblée générale, résolutions du Conseil de sécurité, discours des représentants permanents de France etc.

- Archives d'Histoire contemporaine (Fondation Nationale des Sciences Politiques, FNSP, Paris)

François Mitterrand

6 UDSR 5, dossier 5 : deux pages de notes au sujet de la Hongrie

Archives Gilles Martinet

MR 14 Le Parlement européen, dossier 7, La révolte de la Hongrie

Archives Hubert Beuve-Méry

- Boîte 96 Courrier des lecteurs, 1956 – 4, Relations internationales :
...événements de Hongrie
- Boîte 100 Courrier des lecteurs, 1957 – 2, Étranger : généralités par
pays : Hongrie
- Boîte 102 Courrier des lecteurs, 1958 – 2, Étranger : généralités par
pays : Hongrie

Archives Alexandre Parodi, Fond 41,

- PA 29 OTAN (1954 – 1957)

Archives du Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.)

Fédération de la Seine et Groupe parlementaire

MRP S 52

Composition des groupes (1952 – 1962)

Relations avec les parlementaires (1951 – 1958)

7 UDSR 7, dossier 4, IV. 3. B. Relations avec l'Europe de l'Est

Archives du Groupe parlementaire socialiste (1949 – 1968)

GS 8.VIII. Année 1956

8. Octobre 1956 : Réunion commune du Comité directeur et du
Groupe parlementaire (25 octobre 1956, séance de 14 h) : vote de
confiance au gouvernement de Guy Mollet sur l'ordre du jour
déposé par le Groupe socialiste à la suite des interpellations sur la
politique générale du gouvernement. Communiqué sur les
événements de Hongrie.

9. Novembre 1956 : Réunion commune du Comité directeur et du
Groupe parlementaire (6 novembre 1956, séance de 14 heures) :
Événements de Hongrie

- Office universitaire de recherche socialiste (O.U.R.S., Paris)

Archives privées

Archives Marcel Champleix (6 APO 3)

Archives d'organisations

Parti socialiste SFIO (1944 – 1969)

Sténographie des réunions du Comité directeur de l'SFIO, tome 13, 1
juillet 1956 – 21 juin 1957

- International

- Affaire de Suez (51 – 54)

- Décision du Bureau de l'I.S. à la suite des événements de Hongrie (85 – 86)
- Événements de Hongrie (85)

- Archives du Parti communiste français (Paris)

III Archives « papier »

Archives de direction

Archives du Secrétariat et du Bureaux politique (1944 – 1971)

- Décisions du Secrétariat (1956 – 1958)
- Décisions du Bureau politique (1956 – 1958)

Enregistrements audio des réunions du Comité central du Parti communiste français de 1952 à 1962 et le CC d'Argenteuil, ainsi que l'année 1968 : par exemple sur la réunion du 1^{er} novembre 1956 : bondes 134 à 136

- Bibliothèque Marxiste de Paris (Paris)

Brossures

par exemple : Parti Communiste Français, *Vérité sur la Hongrie*

- Documents, photos, commentaires... présentés à la réflexion de tous les honnêtes gens, Paris, S.G.P. (impr. Poissonnières), novembre 1956 – Br. B. 33 19

Revues

Par exemple : *Démocratie Nouvelle*, *France Nouvelle*, *Cahier du Communisme*, *Clarté*, *Nouvelle Critique*

- Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trotskistes et Révolutionnaires Internationaux (C.E.R.M.T.R.I., Paris)

Brochures

par exemple : *Union des Syndicalistes*, *Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière* (boîte Hongrie, 1944 – 1958)

Journaux

Par exemple : *La Vérité*, *La Vérité des travailleurs*, *Révolution prolétarienne*

- Confédération Générale du Travail-Force ouvrière (CGT-FO),
documentation/bibliothèque (Paris)

Presse

Force Ouvrière (hebdomadaire de la CGT - F.O.)

Documents d'archives

Communiqués de presse

Circulaires aux fédérations nationales et aux unions départementales

- Archives de la CFDT (Paris)

(documents de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC))

Archives confédérales CFDT

5 H Un syndicalisme actif dans une République moribonde, 1953 – 1957

- article 5 H 38 Les événements de Hongrie : notes, documents, presse, correspondance, réponse de Guy Mollet à Georges Levard.
A propos des événements de Hongrie : réflexion sur le léninisme, Paul Vignaux, 1956 ; parti et militants communistes : extraits de *Que faire ?* de Lénine, choisis et présentés par Marcel Gonin...

Le discours d'ouverture de Maurice Bouladoux, président confédéral de la CFTC au 29^e Congrès confédéral, 7 – 10 juin 1957 (*Un élément de réflexion*)

- Archevêché de Paris - Archives historiques (Paris)

Dans les archives épiscopales des cardinaux Suhard (1940 – 1949) et Feltin (1949-1966)

- article 1D15, 20 Épiscopat étranger, Hongrie (par exemple sur l'aide française religieuse en Hongrie par l'intermédiaire de la légation française en Hongrie)

Dans les archives de la Mission Catholique Hongroise à Paris

- article 9K 2, 5 Hongrie (sur la Mission Catholique Hongroise)

- Centre protestant d'Études et de Documentation (CPED, Paris)

Surtout des coupures de presse protestante sur la Hongrie (par exemple : *La vie protestante*, *La voix protestante*)

- Centre de Documentation Juive Contemporaine – Bibliothèque (Paris)

La presse juive sur la révolution hongroise et sur l'accueil des réfugiés hongrois en France (par exemple *L'arche*, *Information juive*, *Amitié France-Israël*).

2- Archives en Belgique

- Archives du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale du Royaume de Belgique (Bruxelles)

- article 15097 dossier, « Intervention russe... 1956 – 1957 »
- dossier, « Conseil de Sécurité »
- article 12787 « Hongrie », dossier général, 1956 (extrait des télégrammes du représentant permanent belge au Conseil de l'OTAN)

- Archives centrales du Secrétariat international de l'OTAN (Bruxelles)

Documents des organes civils de l'OTAN (1952 – 1965)

Conseil de l'Atlantique Nord (C-) 1952 – 1955

Les documents du Conseil comprennent des mémoranda (C – M), des procès-verbaux des réunions (C – R), des verbatims de réunions ministérielles (C – VR), des notices (C – N) et des documents de travail (C – WP). Ces documents couvrent toutes les activités de l'Organisation au plus haut niveau.

Le Cabinet du secrétaire général (PO) 1955 – 1965

La correspondance du secrétaire général avec les délégations, les chefs de divisions du Secrétariat international, les présidents de comités et les personnes privés.

Le Secrétariat exécutif (RDC) 1952 – 1965

Le secrétaire exécutif, de 1952 à 1970 le Capitaine R. D. Coleridge, fut responsable de toutes les questions administratives relatives aux activités du Conseil et de ses comités subalternes. Les documents officiels qu'il adressa aux délégations sont accessibles au public.

Mémoranda du Secrétariat international (ISM) 1952 - 1958

Les organigrammes furent mis dans cette collection.

Comité politique (AC/119) 1957 – 1965

Les documents produits par 5 groupes de travail d'experts dont le Groupe de travail d'experts sur l'Europe orientale et la zone d'occupation soviétique en Allemagne (1959 – 1965) et le Groupe de travail sur les tendances de la politique soviétique (1959 – 1965). L'activité de ces deux groupes fut précédée par le Groupe de travail sur les tendances de la politique soviétique comme groupe *ad hoc* (AC/34 et TSP) de 1952 à 1956.

Comité de l'information et des relations culturelles (AC/52 et ICR) 1953 – 1965

Groupe de travail sur la comparaison des Tendances Economiques dans les pays de l'OTAN et l'Union soviétique (AC/89) 1955 – 1965

Documents des organes militaires de l'OTAN (1949 – 1965)

Comité militaire (MC) 1949 – 1965

Composé des chefs d'état-major ou de leurs représentants des pays de l'OTAN, le Comité militaire est l'autorité militaire suprême de l'Organisation. Il est chargé de donner des avis au Conseil sur les questions militaires.

Groupe permanent (SG) 1949 – 1966

Ce groupe fut l'organe exécutif du Comité militaire. Il émit, entre autres, mémoranda du Groupe permanent (SGM, 1949 – 1966), mémoranda du président du Groupe permanent (CSGM, 1951 – 1966) et messages du Groupe permanent (STAND, 1949 – 1965).

3- Archives en Hongrie

Archives nationales hongroises [Magyar Országos Levéltár, MOL] (Budapest)

V^e département : documents des organes, des institutions, des corporations et des associations législatifs, politiques, gouvernementaux et juridiques après 1945

Documents diplomatiques

Ministère des Affaires étrangères : XIX-J-1

– Les documents secrets (« TÜK »), France (1945 – 1964), XIX-J-1-j

– Les documents administratifs (« Admin. »), France (1945–1964),

XIX-J-1-k

Ambassade de Paris (1945 – 1961), XIX-J-30

- Les documents secrets (1945 – 1959), XIX-J-30-a
- Les documents administratifs (1945 – 1961), XIX-J-30-b

Documents du Conseil des ministres

- Les Archives centrales « TÜK » (1952 – 1959), XIX-A-2-ee
- János Kádár, président du Conseil (1956 – 1959, 1961), XIX-A-2-ss
- Ferenc Münnich, président du Conseil adjoint et président du Conseil (1957 – 1960), XIX-A-2-ss
- Le Service d'Information de la Présidence du Conseil (1956 – 1985), XIX-A-24

Documents de l'Agence de Presse Hongroise (Magyar Távirati Iroda, MTI)

- MTI nouvelles étrangères (1956 – 1958), XXVI-A-14

VII^e département : documents du Parti des travailleurs hongrois (MDP) et du Parti socialiste ouvrier hongrois (MSZMP) – section M 1948 – 1989

Fond 288 : documents des organes centraux du Parti socialiste ouvrier hongrois (MSZMP) (1956–1989)

- Bureau politique, 5^e groupe
- Département des Affaires étrangères (Département des relations internationales inter-partis) (1957 – 1989), 32^e groupe

Institut d'histoire politique – Archives et Archives centrales des syndicats
[Politikátörténeti Intézet – Levéltár és Szakszervezetek Központi Levéltára] (Budapest)

Renseignements des agences de presse (AFP, nouvelles confidentielles de l'Agence de Presse Hongroise)

Matériaux de la permanence du Parti pendant la révolution hongroise de 1956 (documents du centre du Parti qui se trouvait rue Akadémia)

Matériaux de l'Office d'information du Conseil des ministres après le 4 novembre 1956)

Documents du Conseil national des syndicats (Szakszervezetek Országos Tanácsa, SZOT)

– SZOT Département des relations internationales (Nemzetközi Kapcsolatok Osztálya, NKO) (1956 – 1958)

Open Society Archives (Budapest)

Les archives sur les émissions de Radio Free Europe : Open Society Archives (Budapest), Records Relating to the 1956 Hungarian Revolution ; Archival Holdings : I. Records of the Research Institute, Radio Free Europe/Radio Liberty (Fond 300), A. Radio Free Europe : the Hungarian Unit.

Subject Files

Background Report, 1956 (octobre – décembre 1956) : 1 dossier
Revolution in 1956 (novembre 1956 – octobre 1994) : 18 dossiers
Revolution in the Western press (octobre – novembre 1956) : 1 dossier
Revolution in the Western press (1956 – 1979) : 1 dossier
Political Trials (1956 – 1957) : 1 dossier
Political Trials, General (1956 – 1960) : 5 dossiers
Political trials in Hungary (1957 – 1959)

Institut de recherche et de documentation sur l'histoire de la révolution hongroise de 1956 [1956-os Magyar Forradalom Történetének Dokumentációs és Kutatóintézete] (Budapest)

Photocopies des documents diplomatiques français sur la révolutions hongroise recueillis par György Litván aux Archives diplomatiques en 1991 et 1993

Photocopies des documents diplomatiques hongrois en relation avec la révolution hongroise et de ses suites

Matériaux des recherches effectuées en 1990 – 1994 par Pierre Diener, Maître de conférence émérite de l'Université de Toulouse sur l'écho politique en France de la révolution hongroise de 1956.

Oral History Archivum (OHA) garde les témoignages de certaines personnes s'étant réfugiées en France après la révolution de 1956 (par exemple : Entrevue n° 84 : Pierre Kende, n° 147 : Jenő Sulyánszky, n° 420 : Per Olaf Csongovai).

Bibliothèque Nationale Széchényi [Országos Széchényi Könyvtár] (Budapest)
Département des manuscrits [Kézirattár]
Fond 411 Manuscrits de 56

- article 411.5 Journal de Guy Turbet-Delof (23 octobre 1956 – 27 janvier 1957)

Fond 413 Collections étrangères sur 56

- article 413.7 Photocopies des documents diplomatiques français sur la révolution hongroise recueillies par György Litván aux Archives diplomatiques en 1991 (octobre 1956 – premiers mois de 1957)

Bibliothèque du Parlement hongrois [Országgyűlési Könyvtár] (Budapest)

Collection des Parlements étrangers [Külföldi Parlamenti Gyűjtemény]

Procès-verbaux des débats, propositions des lois et des résolutions de l'Assemblée nationale française concernant la révolution hongroise et l'accueil des réfugiés hongrois.

Bibliothèque dépositaire de l'ONU [Az ENSZ Letéti Könyvtára]

Documents officiels des Nations Unies : comptes rendus sténographiques des séances et résolutions de l'Assemblée générale, résolutions et décisions du Conseil de sécurité, etc.

Entretiens

1- En France

Paul Bozsóki, 5 août et 3 novembre 1996
Jean-Yves Chevalier, 31 octobre 1996
Jean Daridan, 5 novembre 1996
Hugues Jean de Dianoux de la Perrotine, 27 août 1998
Georges Egal, 26 juin 1998
Isabelle Esmein, 8 janvier 1998
Gabriel Farkas, 5 novembre 1996
Maurice Faure, 7 novembre 1996
François Fejtő, 18 mars 1998
André Fontaine, 30 octobre 1996
Jean-Jacques Marie, 21 juin 1999
Gilles Martinet, 26 mai 1998
Jean-Marie Mérillon, 6 novembre 1996, 10 novembre 1997
Henri Quioc, 5 août 1998
Jean-Bernard Raimond, 20 janvier 1998
Fernand Rouillon, 5 novembre 1996, 24 juin 1998
Thomas Schreiber, 7 novembre 1996, 25 septembre et 19 novembre 1997, 23 juin
Guy Turbet-Delof, 17 octobre 1996
Albéric Vaillant, 6 novembre 1996
Paul Wald, 12 mai 1998

Correspondance

Marie-Louise Basdevant, 15 novembre 1996
Louis Faucon, 6 novembre 1996
François Fejtő, 18 février 2002
Vincent Labouret, 6 novembre 1996
Fernand Rouillon, 11 octobre 1996
Maurice Schumann, 4 mars 1997
Guy Turbet-Delof, 12 août 1996
Georges Vedel, 6 novembre 1996

2- En Hongrie

Béla Király, 10 septembre 1998
Domokos Kosáry, 14 octobre 1998

Correspondance

Béla Király, 12 août 1998

Outils de travail

BASTIEN, Hervé, *La France contemporaine, XIX^e – XX^e siècle*. Méthode pratique pour la recherche historique, Masson, Paris – Milan – Barcelone, 1995. (coll. « Histoire contemporaine générale »)

1956 kézikönyve, I-III (I. kötet, *Kronológia*; II. kötet, *Bibliográfia*; III. kötet, *Megtorlás és emlékezés*) [Le manuel de 1956, I-III (tome I, Chronologie; tome II, Bibliographie; tome III, Rétorsion et mémoire)], dirigé par András HEGEDŰS B., Budapest, Institut de 1956, 1996.

Évkönyv I. 1992 [Almanach I. 1992], sous la direction de János M. BAK, Csaba BÉKÉS, András B. HEGEDŰS et György LITVÁN, Budapest, Institut de 1956, 1992.

Évkönyv II. 1993 [Almanach II. 1993], sous la direction de János M. BAK, András B. HEGEDŰS, György LITVÁN et Katalin S. VARGA, Budapest, Institut de 1956, 1993.

Évkönyv III. 1994 [Almanach III. 1994], sous la direction de János M. BAK, András B. HEGEDŰS, György LITVÁN, János M. RAINER et Katalin S. VARGA, Budapest, Institut de 1956, 1994.

Évkönyv IV. 1995 [Almanach IV. 1995], sous la direction d'András B. HEGEDŰS, Péter KENDE, György LITVÁN, János M. RAINER et Katalin S. VARGA, Budapest, Institut de 1956, 1995.

Évkönyv V. 1996/1997 [Almanach V. 1996/1997], sous la direction d'András B. HEGEDŰS, Péter KENDE, Gyula KOZÁK, György LITVÁN, János M. RAINER et János BAK, Budapest, Institut de 1956, 1997.

Évkönyv VI. 1998 [Almanach VI. 1998], sous la direction d'András B. HEGEDŰS, Péter KENDE, Gyula KOZÁK, György LITVÁN, János M. RAINER, Budapest, Institut de 1956, 1998.

Évkönyv VII. 1999 : Magyarország a Jelenkorban [Almanach VII. 1999 : La Hongrie à l'époque contemporaine], sous la direction d'Éva STANDEISKY et János M. RAINER, Budapest, Institut de 1956, 1999.

Évkönyv VIII. 2000 : Magyarország a Jelenkorban [Almanach VIII. 2000 : La Hongrie à l'époque contemporaine], sous la direction de Zsuzsanna KÖRÖSI, Éva STANDEISKY et János M. RAINER, Budapest, Institut de 1956, 2000.

Évkönyv IX. 2001 : Magyarország a Jelenkorban [Almanach IX. 2001 : La Hongrie à l'époque contemporaine], sous la direction de Zsuzsanna KÖRÖSI, Éva STANDEISKY et János M. RAINER, Budapest, Institut de 1956, 2001.

Histoire générale de la presse française, sous la direction de Claude BELLANGER, Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU, tome IV : De 1940 à 1958, Paris, PUF, 1975.

L'Alliance atlantique. Données et structures, Bruxelles, Service de l'Information de l'OTAN, 1989.

Magyar külpolitika, 1956-1989. Történeti kronológia [La politique étrangère hongroise, 1956-1989. Chronologie historique], sous la direction de Miklós NAGY

Budapest, la Commission pour l'histoire contemporaine de l'Académie hongroise des Sciences, 1993.

Manuel de l'OTAN, Bureau de l'information et de la presse de l'OTAN, 1110 Bruxelles, 1998 – 1999.

Manuel de l'OTAN. Documentation, Bureau de l'information et de la presse, 1110 Bruxelles, 1998 – 1999.

SCHREIBER, Thomas, *La Hongrie de 1918 à 1958. États des Travaux et Annexe Documentaire*, Paris, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1958.

Sources imprimées

A forradalom hangja. Magyarországi rádióadások, 1956. október 23–november 9 [La voix de la révolution. Les émissions radiodiffusées de Hongrie, 23 octobre – 9 novembre 1956], sous la direction de János KENEDI et László VARGA, Budapest, Századvég – Nyilvánosság Klub, 1989. La première édition : « A magyar forradalom és szabadságharc a hazai rádióadások tükrében (1956. október 23 – november 9.) » [La révolution hongroise et la guerre d'indépendance à la lumière des émissions radiodiffusées de Hongrie, 23 octobre – 9 novembre 1956], *Magyarországi események* [Les événements de Hongrie], VII^e année, n° 10 – 11, New York, 1957.

A „Jelcin-dosszié”. Szovjet dokumentumok 1956-ról [Le « Dossier Yeltsine ». Documents soviétiques sur 1956], sous la direction d'Éva GÁL, András HEGEDŰS B., György LITVÁN et János RAINER M., Budapest, Századvég – Institut de 1956, 1993.

« A Magyar Dolgozók Pártja vezető testületeinek dokumentumai, 1956. október 24-28. » [Les documents des organes directeurs du Parti des travailleurs hongrois, 24-28 octobre 1956], classés et ordonnés aux fins de publication par Julianna HORVÁTH et Ágnes SÁGVÁRI, dirigés et annotés par Julianna HORVÁTH et Zoltán RIPP, *Ötvenhat októbere és a hatalom* [Octobre 1956 et le pouvoir], Budapest, Napvilág Kiadó, 1997.

A Magyar Szocialista Munkáspárt ideiglenes vezető testületeinek jegyzőkönyvei [Les procès-verbaux des organes directeurs provisoires du Parti socialiste ouvrier hongrois], la série est dirigée par Sándor BALOGH, vol. I (11 novembre 1956-14 janvier 1957) et vol. II (25 janvier 1957-2 avril 1957), Budapest, Intera Rt, 1993.

Archives nationales hongroises (Budapest) : XXXII-16-a, Copie des documents provenant des archives de l'étranger relatives à la révolution hongroise de 1956, Tchécoslovaquie, 1955-1958 (La liste annotée des documents tchécoslovaques fut préparée par József REITER en 1994.)

Az 1956-os magyar forradalom lengyel dokumentumai [Les documents polonais de la révolution hongroise de 1956], réunis, traduits et introduits par János TISCHLER, Budapest, *Institut 1956 - Windsor*, 1996. (L'original polonais : *Revolucja węgierska 1956 w polskich dokumentach*, Varsovie, Institut d'Etudes Politiques de l'Académie Polonaise des Sciences, 1995.)

Documents diplomatiques français, 1956, tome I (1^{er} janvier – 30 juin), Paris, Imprimerie nationale, 1988.

Documents diplomatiques français, 1956, tome II (1^{er} juillet – 23 octobre), Paris, Imprimerie nationale, 1989.

Documents diplomatiques français 1956. Tome III (24 octobre-31 décembre), Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1990.

Documents diplomatiques français 1957. Tome I (1^{er} janvier – 30 juin), Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1990.

Documents diplomatiques français 1957. Tome II (1^{er} juillet – 31 décembre), Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1991.

Documents diplomatiques français 1958. Tome I (1^{er} janvier – 30 juin), Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1992.

Documents diplomatiques français 1958. Tome II (1^{er} juillet – 31 décembre), Paris, Ministère des Affaires étrangères, 1993.

Documents on American Foreign Relations 1956, sous la direction de Paul E. ZINNER, publié pour le Conseil sur les relations extérieures, New York, Harper and Brothers, 1957.

Documents on International Affairs, 1955, sous la direction de Noble FRANKLAND, sous les auspices de l'Institut Royal des affaires internationales, London, Oxford University Press, 1958.

Documents on International Affairs, 1956, sous la direction de Noble FRANKLAND, sous les auspices de l'Institut Royal des affaires internationales, London, Oxford University Press, 1959.

Döntés a Kremlben, 1956. A szovjet pártelnökség vitái Magyarországról [La prise de décision du Kremlin. Les débats de la Présidence du Parti Soviétique à propos de la Hongrie], réuni par Vjacseszlav SZEREDA et János RAINER M., préface de Vjacseszlav SZEREDA, étude analytique de János RAINER M., Budapest, Institut de 1956, 1996.

1956 a sajtó tükrében, 1956. október 22–november 5. [1956 au miroir de la presse], sous la direction de Lajos IZSAK et József SZABÓ, Budapest, Kossuth, 1989.

Foreign Relations of the United States, 1955-1957. Eastern Europe, vol. 25, sous la direction de John P. GLENNON, en collaboration avec Edward C. KEEFER, Ronald D. LANDA, Stanley SHALOFF, Washington D. C., United States Government Printing Office, 1990.

Hiányzó lapok 1956 történetéből. Dokumentumok a volt SZKP KB Levéltárából [Les pages manquantes sur l'histoire de 1956. Documents provenant des Archives du Comité centrale de l'ex-Parti communiste soviétique], sous la direction de Vjacseszlav SZEREDA et Alekstandr SZTIKALIN, Budapest, Móra Könyvkiadó, 1993.

Iratok a magyar–amerikai kapcsolatok történetéhez, 1957–1967. Dokumentumgyűjtemény [Documents sur les relations hungaro-américaines, 1957 – 1967. Recueil de sources], sous la direction de László BORHI, Budapest, Ister, 2002.

Magyar–kínai kapcsolatok, 1956-1959. Dokumentumok [Les relations hungaro-chinoises, 1956 – 1959. Documents], réunis, préfacés et annotés par Sándor SZOBOLÉVSZKI, sous la direction d'István VIDA, Budapest, 2001, la Commission pour l'histoire contemporaine de l'Académie hongroise des Sciences. (coll. *Iratok a magyar diplomáciai kapcsolatok történetéhez, 1956-1989* [Documents sur l'histoire des relations diplomatiques de la Hongrie, 1956 – 1989])

Magyar történeti szöveggyűjtemény, 1914–1999 [Recueil de textes sur l'histoire hongroise], tome II (1949 – 1999) sous la direction d'Ignác RÓMSICS, Budapest, Osiris, 2000.

1956. Explozia. Percepții române, iugoslave și sovietice asupra evenimentelor din Polonia și Ungaria [1956. L'explosion. Les réactions roumaines, yougoslaves et soviétiques aux événements polonais et hongrois], les documents ont été édités par Corneliu Mihai LUNGU et Mihai RETEGAN, Bucarest, Editura Univers Enciclopedic, 1996.

National Communisme and Popular Revolt in Eastern Europe : A Selection of Documents on Events in Poland and Hungary, February-Novembre 1956, New York, Columbia University Press, 1956.

Nations Unies, Conseil de Sécurité, 11^e année, Documents officiels, 710-759^e séance, 12 janvier-19 décembre 1956, New York, 1956-1958.

Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12^e année, Documents officiels, 760-808^e séance, 11 janvier-2 décembre 1957, New York, 1958.

Nations Unies, Conseil de Sécurité, 11^e année, Résolutions et décisions du Conseil de Sécurité, 1956, New York, 1965.

Nations Unies, Conseil de Sécurité, 12^e année, Résolutions et décisions du Conseil de Sécurité, 1957, New York, 1965.

Nations Unies, Assemblée générale, 11^e session, Séances plénières, Comptes rendus sténographiques des séances : volumes 1-2, 12 novembre 1956 – 8 mars 1957 ; volume 3, 10-14 septembre 1957, New York, 1957.

Nations Unies, Assemblée générale, 12^e session, Séances plénières, Comptes rendus sténographiques des séances, 17 septembre 1957 – 14 décembre 1957, New York, 1958.

Nations Unies, Assemblée générale, 11^e session, Résolutions adoptées par l'Assemblée générale, du 12 novembre 1956 au 8 mars 1957, New York, 1957.

Nations Unies, Assemblée générale, 11^e session, Résolutions adoptées par l'Assemblée générale, du 10 au 14 septembre 1957, New York, 1957.

Nations Unies. L'Assemblée générale. Documents officiels : Onzième session. Supplément N° 18 (A/3592), Rapport du Comité spécial pour la question de Hongrie, New York, 1957.

'56 Kárpátalján. Dokumentumgyűjtemény [56 en Ukraine subcarpathique. Recueil de documents], réunis par György DUPKA et Sándor HORVÁTH, Budapest-Ungvár, Intermix, 1993. (coll. Kárpátaljai magyar könyvek [Livres hongrois de l'Ukraine subcarpathique], n° 25)

Pologne – Hongrie 1956 ou « Le Printemps en octobre ». Textes choisis et traduits sous la direction de Jean-Jacques MARIE et Balázs NAGY, présentés par Pierre BROUÉ, Paris, Etudes et Documentation internationales (EDI), 1966.

Public papers of the Secretaries General of the United Nations, sous la direction d'Andrew W. CORDELIER et de Wilder FOOT, tome III, *Dag Hammarskjöld, 1956 – 1957*, New York, Columbia University Press, 1973.

Szovjet nagyköveti iratok Magyarországról, 1953–1956. Kiszelyov és Andropov titkos jelentései [Documents des ambassadeurs soviétiques sur la Hongrie, 1953 – 1956. Rapports secrets de Kisieliov et d'Andropov], réunis et préfacés par Magdolna BARÁTH, Budapest, Napvilág, 2002.

The Hungarian Revolution of 1956. A Collection of Documents from the British Foreign Office, réunis par Éva HARASZTI-TAYLOR, Nottingham, Astra Press, 1995.

The 1956 Hungarian Revolution. A History in Documents, réunis, édités et préfacés par Csaba BÉKÉS, Malcolm BYRNE et János M. RAINER, en collaboration avec József LITKEI et Gregory F. DOMBER, Budapest – New York, Central European University Press, 2002.

Top secret. Magyar–jugoszláv kapcsolatok, 1956. Dokumentumok [Top secret. Les relations hungaro-yougoslaves, 1956. Documents], sous la direction de József KISS, Zoltán RIPP et István VIDA, Budapest, la Commission pour l'histoire contemporaine de l'Académie hongroise des Sciences, 1995. (coll. Iratok a magyar diplomáciai kapcsolatok történetéhez, 1956-1989 [Documents sur l'histoire des relations diplomatiques de la Hongrie, 1956 – 1989])

Top secret. Magyar–jugoszláv kapcsolatok, 1956. december – 1959. február. Dokumentumok [Top secret. Les relations hungaro-yougoslaves, décembre 1956 – février 1959. Documents], sous la direction de József KISS, Zoltán RIPP et István VIDA, Budapest, la Commission pour l'histoire contemporaine de l'Académie hongroise des Sciences, 1995. (coll. Iratok a magyar diplomáciai kapcsolatok történetéhez, 1956-1989 [Documents sur l'histoire des relations diplomatiques de la Hongrie, 1956 – 1989])

United Nations. General Assembly. Official Records. First and Second Emergency Special Sessions, 1-10 November 1956, Plenary Meetings and Annexes, New York, 1956.

U.S. Department of State. American Foreign Policy, 1950 – 1955 : Basic Documents, Washington D. C., U.S. Government Printing Office, 1957.

U.S. Department of State. American Foreign Policy : Current Documents, 1956, Washington D. C., U.S. Government Printing Office, 1957.

U.S. Department of State. American Foreign Policy : Current Documents, 1957, Washington D. C., U.S. Government Printing Office, 1961.

U.S. Department of State. Department of State Bulletin, 1955, 1956 et 1957, volumes XXXIII, XXXIV, XXXV, Washington D. C., U.S. Government Printing Office, 1955 – 1957.

U.S. Nationales Archives and Records Administration. Public papers of the Presidents of the United States : Dwight D. Eisenhower, 1955, Washington D. C., U.S. Government Printing Office, 1957.

U.S. Nationales Archives and Records Administration. Public papers of the Presidents of the United States : Dwight D. Eisenhower, 1956, Washington D. C., U.S. Government Printing Office, 1958.

U.S. Nationales Archives and Records Administration. Public papers of the Presidents of the United States : Dwight D. Eisenhower, 1957, Washington D. C., U.S. Government Printing Office, 1959.

U.S. Presidents. Public Papers of the Presidents of the United States, Washington D.C., Office of the Federal Register National Archives and Records Service, 1953 – 1961, Dwight D. Eisenhower, 1960.

Bibliographie sélective thématique*

La Hongrie et le bloc soviétique

L'histoire générale de la Hongrie après 1945

- ouvrages

A History of Hungary, sous la direction de Peter F. SUGAR, avec la collaboration de Péter HANÁK et Tibor FRANK, Bloomington – Indianapolis, Indiana University Press, 1994.

BIHARI, Mihály, *Magyar politika, 1945-1995 : A magyar politikai rendszer történetének főbb szakaszai a második világháború után* [La politique hongroise, 1945 – 1995 : les étapes principales de l'histoire du système politique hongrois après la Seconde Guerre mondiale], Budapest, Korona, 1996.

FELKAY, András, *Hungary and the USSR, 1956 – 1988: Kadar's Political Leadership*, New York, Greenwood Press, 1989.

FÜLÖP, Mihály, *A befejezetlen béke. A Külügyminiszterek Tanácsa és a párizsi magyar békeszerződés, 1947* [La paix inachevée. Le Conseil des ministres des Affaires étrangères et le traité de paix hongrois, 1947], Héttorony, Budapest, 1994. (En français : *La paix inachevée*, Association des Sciences Historiques de Hongrie, Budapest, 1998.)

FÜLÖP, Mihály – SIPOS, Péter, *Magyarország külpolitikája a XX. században* [La politique étrangère de la Hongrie au XXème siècle], Budapest, Aula, 1998.

GÁTI, Charles, *Hungary in the Soviet Bloc*, Durham, Duke University Press, 1986.

GÁTI, Charles, *Magyarország a Kreml árnyékában* [La Hongrie à l'ombre du Kremlin], Budapest, Századvég, 1990.

20. századi magyar történelem, 1900-1994. Egyetemi tankönyv [Histoire hongroise du 20^{ème} siècle, 1900-1994. Manuel universitaire], sous la direction de Ferenc PÖLÖSKEI, Jenő GERGELY et Lajos IZSÁK, Budapest, Korona, 1997. (2^e édition)

KOPÁTSY, Sándor, *Kádár és kora* [Kádár et son temps], Budapest, C. E. T. Belvárosi Könyvkiadó, 2001. (coll. Gondolat Könyvek)

KOVRIG, Bennett, *Communism in Hungary: From Kun to Kádár*, Stanford, Calif., Hoover Institution Press, 1979.

ROMSICS, Ignác, *Magyarország története a XX. században* [Histoire de la Hongrie au XX^{ème} siècle], Budapest, Osiris, 2000. (2^e édition) (en anglais : *Hungary in the twentieth century*, Budapest, Corvina–Osiris, 1999.)

* Nous avons terminé la rédaction de la bibliographie en novembre 2002.

Twentieth Century Hungary and the Great Powers, sous la direction d'Ignác ROMSICS, Highland Lakes, N. J., Atlantic Research and Publications, 1995.

VALUCH, Tibor, *Magyarország társadalomtörténete a XX. század második felében* [L'histoire de la société hongroise dans la deuxième moitié du XX^e siècle], Budapest, Osiris, 2001. (coll. Osiris tankönyvek [Manuels universitaire Osiris])

- articles

FELKAY, András, « Hungary and the Soviet Union in the Kadar Era, 1956 – 1988 », *Twentieth Century Hungary and the Great Powers*, sous la direction d'Ignác ROMSICS, Highland Lakes, N. J., Atlantic Research and Publications, 1995, pp. 267 – 284.

RAINER, János M., « Magyarország a szovjet érdekszférában » [La Hongrie dans la sphère d'influence soviétique], *Mi a politika? Bevezetés a politika világába* [Qu'est ce que c'est la politique ? Introduction au monde de la politique], sous la direction de János GYURGYÁK, Budapest, Századvég, 1994, pp. 325 – 361.

L'histoire contemporaine de l'Europe centrale et orientale

- ouvrages

BAILEY, B., *The Captive Nations. Our First Line of Defense !*, Chicago, C. Hallberg and Co Publishers, 1969.

BAIN, Leslie, *The Reluctant Satellites*, New York, Macmillan, 1960.

BEREND T., Iván, *Central and Eastern Europe, 1944 – 1993: detour from the periphery to the periphery*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996. (coll. Cambridge studies in modern economic history)

BEREND T., Iván, *Terelőúton: Szocialista modernizációs kísérlet Közép- és Kelet-Európában, 1944-1990* [Sur un mauvais chemin : tentative de modernisation socialiste en Europe centrale et orientale, 1944 – 1990], Budapest, Vince, 1999.

BIBÓ, István, *Democracy, revolution, self-determination*, Boulder, Vestview, 1991.

BIBÓ, István, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1985.

BOGDAN, Henry, *Histoire des pays de l'Est des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 1991.

BORHI, László, *Az Egyesült Államok és a szovjet zóna (1945 – 1990). Kronológia* [Les États-Unis et la zone soviétique (1945 – 1990). Chronologie], Budapest, História – Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences, 1994. (coll. História Könyvtár, kronológiák, adattárak [Bibliothèque História, chronologies, documentations], n° 3)

BYRNES, Robert, *The United States and Eastern Europe*, Englewood Cliffs. N. J., Prentice-Hall, 1967.

CAMPBELL, John C., *American Policy toward Communist East Europe: The Choices Ahead*, Minneapolis, The University of Minnesota Press, 1965.

CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, *Le grand frère, l'URSS et l'Europe soviétisée*, Paris, Flammarion, 1983.

CHIAMA, J. – SOULET, J. F., *Histoire de la dissidence. Oppositions et révoltes dans les démocraties populaires de la mort de Staline à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1982.

DAVIS, Lynn E., *The Cold War Begins: Soviet-American Conflict over Eastern Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1974.

DROZ, J., *L'Europe centrale. Evolution historique de la notion de Mitteleuropa*, Paris, Payot, 1960.

DUPLAN, Christian – GIRET, Vincent, *La vie en rouge*, tome 1 : Les Pionniers. Varsovie, Prague, Budapest, Bucarest. 1944 – 1968 ; tome 2 : Les Insoumis, 1968 – 1989, Paris, Le Seuil, 1994.

Eastern Europe... Central Europe... Europe, Boulder, Westview Press, 1991.

Eastern Europe since Stalin, sous la direction de Jonathan STEELE, New York, Crane, Russak et Company, Inc., 1974.

East European Dissident 1953 – 1970, sous la direction de V. MASTNY, 2 volumes, New York, Facts on file, 1972.

Eroding Empire. Western Relations with Eastern Europe, Washington D. C., Brookings Institution, 1987.

FEJTŐ, François, *Histoire des démocraties populaires 1-2*, Paris, Seuil, 1952, 1969.

FEJTŐ, François, *La Fin des démocraties populaires*, Paris, Le Seuil, 1992.

GÁTI, Charles, *The Bloc that Failed. Soviet-East European Relations in Transition*, Bloomington, Indiana University Press, 1990. XIV.

HELLER, Mihail – NYEKRICS, Alexandr, *Orosz történelem* [L'histoire russe]. Volume II, A Szovjetunió története [L'histoire de l'Union soviétique], Budapest, Osiris - 2000, 1996.

Histoire et pouvoir en Europe médiane, sous la direction d'Antoine MARES, Paris, L'Harmattan, 1996.

HODOS, George H., *Show Trials: Stalinist Purges in Eastern Europe, 1949 – 1956*, New York, Praeger, 1987.

Identité(s) de l'Europe centrale, sous la direction de M. MASLOWSKI, Paris, Institut d'Etudes Slaves, 1995.

KONRAD, GY. – SZELENYI, I., *La marche au pouvoir des intellectuels. Le cas des pays de l'Est*, Paris, Le Seuil, 1979.

KOVRIG, Bennett, *Of Walls and Bridges: The United States and the Eastern Europe*, New York, New York University Press, 1991.

KOVRIG, Bennett, *The Myth of Liberation: East Central Europe in U.S. Diplomacy and Politics since 1941*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1973.

L'Europe des dix pays absents, Paris, Editions Berger-Levrault, 1958.

L'Europe du milieu, sous la direction de M. MASLOWSKI, Nancy, Presse Universitaire de Nancy, 1991.

LEVESQUE, Jacques, *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Paris, Colin, 1988. (2e édition)

LUNDESTAD, Geir, *The American Non-Policy Toward Eastern Europe, 1943 – 1947*, New York, Humanities Press, 1975.

MAURER, Pierre, *La réconciliation soviéto-yougoslave 1954 – 1958 : Illusions et désillusions de Tito*, Cousset (Fribourg), Delval, 1991.

MICHEL, P., *La société retrouvée. Politique et religion dans l'Europe soviétisée*, Paris, Fayard, 1988.

MINK, Georges, *Vie et mort du bloc soviétique*, Paris, Casterman, Firenze, Giunti, 1997. (coll. XXe siècle, n° 27)

MOLNÁR, Miklós, *De Bela Kun à Kadar. Soixante-dix ans de communisme en Hongrie*, Paris, FNSP, 1987.

NAGY, L., *Démocraties populaires. Du bloc soviétique au communisme des patries*, Paris, Arthaud, 1968.

NIEDERHAUSER, Emil, *Kelet-Európa története* [L'histoire de l'Europe orientale], Budapest, História-Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences, 2001. (coll. História Könyvtár. Monográfiák 16 [Bibliothèque d'Histoire. Monographies 16])

Opposition in Eastern Europe, sous la direction de R. TÖKÉS, Londres, Macmillan, 1979.

RAKOWSKI, Marc, *Le marxisme face aux pays de l'Est*, Paris, Savelli, 1977.

REY, Marie-Pierre, *Le dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le terrible à Boris Eltsine*, Paris, Flammarion, 2002.

RUPNIK, Jacques, *L'Autre Europe. Crise et fin du communisme*, Paris, Odile Jacob, 1990.

SCHÖPFLIN, George, *Politics in Eastern Europe, 1945–1992*, Oxford–Cambridge, Blackwell, 1994.

SOULET, J. F., *Histoire des pays de l'Est*, Paris, Armand Colin, 1996.

SZÜCS, Jenő, *Les trois Europe*, Paris, L'Harmattan, 1985.

The Columbia History of Eastern Europe in the Twentieth Century, sous la direction de Joseph HELD, New York, Columbia University Press, 1992.

The Fate of East Central Europe, édité par Stephen D. KERTESZ, South Bend, Ind, The University of Notre Dame Press, 1956.

TIGRID, Pavel, *1953 – 1981. Révoltes ouvrières à l'Est*, Bruxelles, Complexe, 1981.

ULAM, A. B., *Expansion and Coexistence. Soviet Foreign Policy, 1917 – 1973*, New York, 1973.

WERTH, N., *Histoire de l'Union soviétique*, PUF, 1990.

- articles

BORHI, László, « Az Egyesült Államok Kelet-Európa-politikájának néhány kérdése, 1948-1956 » [Quelques questions concernant la politique des États-Unis envers l'Europe orientale], *Történelmi Szemle* [Bulletin Historique], 1995, n° 3, pp. 277 – 300.

BORHI, László, « Az USA és Kelet-Európa 1948-1958 » [Les États-Unis et l'Europe orientale 1948-1958], *História* [Histoire], 1996, n° 1, pp. 3 – 6.

BORHI, László, « Empire by Coercion: The Soviet Union and Hungary in the 1950s », *Cold War History*, vol. 1, 2001, n° 2, pp. 47-72.

BORHI, László : « Rollback, Liberation, Containment or Inaction? U. S. Policy and Eastern Europe in the 1950s », *Journal of Cold War Studies*, vol. 1, 1999, n° 3, pp. 67-110.

BRUS, Wlozimierz – KENDE, Péter – MYLNAR, Zdenek, « Processus de 'normalisation' en Europe soviétisée », *Etude* n° 1, 1983.

GARRETT, Stephen, « East European Ethnic Groups and American Foreign Policy », *Political Science Quarterly*, n° 93, été 1978, pp. 303 – 323.

GARSON, Robert, « The Role of Eastern Europe in America's Containment Policy », *Journal of American Studies*, n° 13, avril 1979, pp. 73 – 92.

GLATZ, Ferenc, « Szovjet zóna és proletárdiktatúra, 1945-1990 » [La zone soviétique et la dictature prolétarienne, 1945 – 1990], *História* [Histoire], 1996, n° 4, pp. 14-22.

GUÉNARD, Annie, « De la reconstruction à l'éviction. Entre 1944 et 1949, une politique culturelle française en Europe centrale et orientale confrontée à l'organisation du Bloc communiste », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 36, octobre – décembre 1994, pp. 21 – 27.

KENDE, Péter, « A szovjet tábor belső kapcsolatrendszerének módosulása 1953 után » [La modification du système des rapports internes du camp soviétique après 1953], *Évkönyv VII. 1999* [Almanach VII. 1999], Budapest, Institut de 1956, pp. 250-254.

KLOCZOWSKI, J., « Introduction : l'Europe du Centre-Est », *Revue du Nord*, h.s., n° 10, 1996, pp. 11 – 17.

MARCHIO, James David, « Resistance Potential and Rollback: US Intelligence and the Eisenhower Administration's Policies Toward Eastern Europe, 1953 - 1956 », *Intelligence and National Security* 10, n° 2, avril 1995, pp. 219 – 241.

MARCHIO, James David, *Rhetoric and Reality: The Eisenhower Administration and Unrest in Eastern Europe, 1953 – 1959*, thèse de PHD à American University, 1990, Ann Arbor, Mich., UMI Dissertation Services, 1993.

MICHEL, Bernard, « Europe centrale : la mission de la France », *Politique Internationales*, n° 32, été 1986, pp. 305 – 313.

POMIAN, K., « Les particularités historiques de l'Europe centrale et orientale », *Le Débat*, janvier – février 1991, pp. 26 – 39.

REY, Marie-Pierre, « Diplomatie et diplomates soviétiques à l'heure du déjél, 1953-1964 », *Cahier du monde russe*, 44/2-3 – Les pratiques administratives en Union soviétique, 1920-1960, 2003 (<http://monderusse.revues.org/document140.html>).

VUCINICH, Wayne S., « United States Policy Toward Russia's Satellites », *Current History*, n° 32, 1957, pp. 146 – 154.

WHITCOMB, Roger S., « The United States and East Europe », *Current History*, n° 60, mai 1971, p. 263.

L'histoire générale de la révolution hongroise de 1956

Ouvrages parus en Occident avant 1989 (sauf la littérature française)

A forradalom előzményei, alakulása és utóélete. Tanulmányok és kronológia [Les antécédents, le déroulement et la postérité de la révolution. Études et chronologie], Paris-New-Jersey, Magyar Füzetek-Highland Lakes, Atlanti Kutató és Kiadó Társulat, 1987.

ANDERSON, Andy, *Hungary, '56*, London, Solidarity, 1964.

ARENDT, Hannah, *The Origins of totalitarianism*, New York, Meridian, 1958. XV. (2^e ed.)

ARGENTIERI, Federigo – GIANOTTI, Lorenzo, *L'ottobre ungharese* [Octobre hongrois], Roma, Levi, 1985.

BARBER, Noël, *Seven days of freedom. The Hungarian uprising 1956*, London, Macmillan, 1974.

CSONKA, Emil, *A forradalom oknyomozó története 1945-1956* [L'histoire pragmatique de la révolution 1945-1956], München, Veritas, 1981. (en allemand : Vasari, Emilio, *Die ungarische Revolution 1956. Ursachen, Verlauf, Folgen. Einführung* Maria M. Rerrich, Seewald, Stuttgart, 1981.)

Der Ungarische Volksaufstand in Augenzeugenberichten, sous la direction de Peter GOSZTONYI, préface de Walter RAUCH, Düsseldorf, 1966.

Facts about Hungary. The fight for freedom, sous la direction d'Imre KOVÁCS. New York, Hungarian Committee, 1958.

FEHÉR, Ferenc et HELLER, Ágnes, *Hungary 1956 Revisited. The Message of a Revolution - a Quarter of a Century After*, London-Boston, Allen-Unwin, 1983. XVII.

(FEKETE, Sándor) HUNGARICUS : 1956. Serie di articoli su alcuni insegnamenti della rivoluzione nazionale-democratica ungharese, éd. par Angelo Ruggieri, Roma, Sapere 2000, 1986.

FRYER, Peter, *Hungarian Tragedy*, London, Dobson, 1956.

GADNEY, Reg, *Cry Hungary! Uprising 1956*, New York, Athenom, 1986.

GOSZTONYI, Péter, 1956. *A magyar forradalom története* [L'histoire de la révolution hongroise], München, Ujváry « Griff » Verlag, 1981.

International Research Associates, *Hungary and the 1956 Uprising: Personal Interviews: 1000 Hungarian Refugees in Austria*, New York, IRA, 1957.

IRVING, David, *Uprising!*, London, Hodder et Stoughton, 1981.

JUHÁSZ, Vilmos, *The Hungarian Revolution: The people's Demands*, New York, Free Europe Press, 1957.

KECSKEMÉTI, Paul, *The Unexpected Revolution. Social forces in the Hungarian uprising*, Stanford, Stanford University Press, 1961. VII.

KIRÁLY, Béla – LOTZE, Barbara – DREISZIGER, Nándor, *The First War Between Socialist States: The Hungarian Revolution of 1956 and its Impact*, Highland Lakes, Columbia University Presse, 1984.

LOMAX, Bill, *Hungary 1956*, London, Allen et Busby, 1976.

LOMAX, Bill, *Magyarország 1956* [La Hongrie 1956], traduit et complété par György KRASSÓ, Budapest, Aura, 1989.

MIKES, George, *The Hungarian Revolution*, London, Andre Deutsch, 1957.

MOLNÁR Miklós, *Budapest 1956. The History of the Hungarian Revolution*, London, George Allen-Unwin, 1971. (*Victoire d'une défaite. Budapest 1956*, Paris, Fayard, 1968.)

NAGY, Imre, *A magyar nép védelmében. Vitairatok és beszédek, 1955–1956* [En défense du peuple hongrois. Ecrits polémiques et discours], Paris – Highland Lakes, Magyar Füzetek – Atlanti Kutató és Kiadó Társulat, 1984. (série : Adalékok az újbabkori magyar történelemhez [Eléments d'histoire hongroise moderne], 3.)

PRYCE-JONES, David, *The Hungarian Revolution*, London, Benn, 1969.

SZÉLL, Jenő, « Társadalmi és politikai erők az 1956-os forradalomban », *A forradalom előzményei, alakulása és utóélete. Tanulmány és kronológia* [Les forces sociales et politiques dans la révolution de 1956, Les antécédents, le déroulement et la postérité de la révolution. Études et chronologie], Paris-New Jersey, Magyar Füzetek - Atlanti Kutató és Kiadó Társulat, 1987.

SZTÁRAY, Zoltán, *Books on the Hungarian Revolution: A Bibliography*, Brussels, Imre Nagy Institut for Political Research, 1960.

Tanulmányok a magyar forradalomról [Études sur la révolution hongroise], sous la direction de Gyula BORBÁNDI et József MOLNÁR, München, Aurora Könyvek, 1966.

Ten years After. A Commemoration of the Tenth Anniversary of the Hungarian Revolution, sous la direction de Tamás ACZÉL, London, MacGibbon-Kee, 1966.

The Hungarian Revolt: Octobre 23 – 4 November 1956, sous la direction de Richard LETTIS et de William E. MORRIS, New York, Scribner, 1961.

The Hungarian Revolution: A White Book, sous la direction de Melvin J. LASKY, London, Martin Secker et Warburg, 1957.

The Hungarian Revolution in Perspective, sous la direction de Francis S. WAGNER, Washington, Memorial Foundation, 1967.

The Hungarian Revolution of 1956 in Retrospect, sous la direction de Béla KIRÁLY, Paul JÓNÁS, introduction de Hugh SETON-WATSON, Boulder, *East European Quarterly*, 1978, n° 10. (East European Monograph Series. 40.)

The Revolt in Hungary. A Documentary Chronologie of Events Based Asclusidely on International Broadcasts by Central and Provincial Radios October 23 1956 – November 4 1956, New York, Free Europe Committee, 1956.

URBÁN, George R., *The Nineteen Days: A Broadcaster's Account of the Hungarian Revolution*, London – Melbourne – Toronto, Heinemann, 1957.

URQUHART, M., *Hungary Fights*, Brown Watson, 1957.

VÁLI, Ferenc A., *Rift and Revolt in Hungary. Nationalism versus Communism*, Cambridge, Harvard University Press, 1961.

ZINNER, Paul E., *Revolution in Hungary*, New York – London, Columbia University Press, 1962.

Publications en Hongrie avant 1989

- ouvrages

A jobboldali nézetektől az osztályárulásig: Adalékok Nagy Imrének és csoportjának elméleti és gyakorlati tevékenységéhez, 1947 – 1956 [Des idées de droite jusqu'à la trahison de sa classe : Eléments sur les activités théoriques et pratiques d'Imre Nagy et de son groupe, 1947 – 1956], Budapest, Kossuth, 1957.

A magyar népi demokrácia története, 1944-1962 [L'histoire de la démocratie populaire hongroise, 1944 – 1962], sous la direction de Sándor BALOGH et Sándor JAKAB, Budapest, Kossuth, 1978.

A Magyar Szocialista Munkáspárt határozatai és dokumentumai, 1956–1962 [Résolutions et documents du Parti socialiste ouvrier hongrois, 1956 – 1962], réunis par Henrik VASS et Ágnes SAGVARI, Budapest, Kossuth, 1964, 1973, 1979.

A NAGY Imre-vonal. Dokumentumválogatás [La ligne d'Imre Nagy. Documents sélectionnés], introduits et réunis par Ferenc DER, sous la direction de Lajos Péter KOVACS, Budapest, Reform, 1989.

A tények válaszolnak, 1956-1986. A Népszabadság cikksorozata [Les faits répondent, 1956 – 1986. Série d'articles de *Népszabadság* = Liberté du peuple], sous la direction de Péter RENYI, Budapest, Hírlapkiadó Vállalat, 1986.

BERECZ, János, *Ellenforradalom tollal és fegyverrel* [La contre-révolution avec la plume et l'arme], 1956. Bp., Kossuth, 1969, 1981, 1986.

BERECZ, János, *1956 Counter-Revolution in Hungary: Words and Weapons*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1986.

Chapters from the Revolutionary Workers' Movement in Hungary: 1956 – 1962, sous la direction de Dezső NEMES, Budapest, Pannonia, 1971.

Ellenforradalom Magyarországon, 1956. Tanulmányok [La contre-révolution en Hongrie, 1956. Etudes], tome 1, sous la direction d'Eva TELEKI, Budapest, Kossuth, 1958.

Ez történt. A Népszabadság cikksorozata 1956-ról [Voilà ce qui c'est passé. Série d'articles de *Népszabadság* = Liberté du peuple sur 1956], István PINTER, József SOLYOM, Jenő SZANTO, Ferenc VARNAI et Imre VERTES, sous la direction de Péter RENYI, Budapest, Népszabadság–Kossuth, 1981.

Fontosabb adatok az 1956 október-decemberi időszakról [Faits significatifs sur la période octobre – décembre 1956], Budapest, Office statistique central, 15 janvier 1957.

GYURKÓ, László, *1956. Előtanulmány és oknyomozás* [Etude préliminaire et pragmatisme]. Budapest, Magvető, 1987.

KÁDÁR, János - KÁLLAI, Gyula - BISZKU, Béla - FEHÉR, Lajos - HORVÁTH, Imre, *Az 1956 október – novemberi ellenforradalom a marxizmus-leninizmus fényében*

[La contre-révolution d'octobre – novembre 1956 à la lumière du marxisme-léninisme], Budapest, Kossuth, 1957-1958. (Instrument de travail pour les étudiants)

La contre-révolution et les événements d'octobre en Hongrie. Livre blanc publié par le Bureau d'Information du Conseil des Ministres de la République Populaire de Hongrie, 4 volumes, Budapest, 1956 – 1957.

La Hongrie d'aujourd'hui, Budapest, Office central de statistique, 1958.

Le complot contre-révolutionnaire de Imre Nagy et de ses complices, Budapest, L'Office d'Information du Conseil des Ministres de la République Populaire Hongroise, 1958. (tome V du Livre Blanc)

MOLNÁR, János, *Ellenforradalom Magyarországon 1956-ban. A polgári magyarázatok bírálata* [La contre-révolution en Hongrie en 1956. La critique des tendances bourgeoises], Budapest, Akadémiai, 1967.

Olvasókönyv. Az 56-os forradalom sajtójából [Livre de lecture. De la presse de la révolution de 1956], préfacé par János KENEDI (publication illégale « samizdat », Budapest, 1986).

SZABO, Miklós, *Je rentre dans mon pays*, Budapest, Kossuth, 1957.

The Counter-Revolutionary Conspiracy of Imre Nagy and his Accomplices, Budapest, Information Bureau of the Council of Ministers of the Hungarian People's Republic, 1958.

The Counter-Revolutionary Forces in the October Events in Hungary, 4 volumes, Budapest, Information Bureau of the Council of Ministers of the Hungarian People's Republic, 1956 – 1957.

VASS, Henrik, *A magyarországi 1956. októberi ellenforradalom történetének néhány kérdése* [Quelques questions concernant la contre-révolution d'octobre 1956 en Hongrie], hors commerce, Budapest, Kossuth, 1958.

- articles

KAJÁRI, Erzsébet, « A magyarországi ellenforradalom a marxizmus-leninizmus fényében » [La contre-révolution de Hongrie à la lumière du marxisme-léninisme], *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 13, n° 1, 1957, pp. 12 – 39.

MOLNÁR, János, « Az MSZMP 1956-ról » [Le Parti socialiste ouvrier hongrois sur 1956], *Párttörténeti Közlemények* [Bulletin de l'histoire du Parti], 33, 1987, n° 3, pp. 148-167.

NEMES, Dezső, « Népi demokráciánk fejlődése és az októberi ellenforradalom » [Le progrès de notre démocratie populaire et la contre-révolution d'octobre], *Párttörténeti Közlemények* [Bulletin de l'histoire du Parti], 3, 1957, n° 1, pp. 3-31.

« Történelmi utunk. A munkabizottság állásfoglalása a jelen helyzet kialakulásának történelmi okairól » [Notre chemin historique. La position prise par le Comité de travail sur les causes aboutissant à la situation actuelle], *Társadalmi Szemle* [Bulletin sociale] 44., 1989, [1.] numéro spécial, 79 p.

ZÁGONI, Ernő, « A munkáshatalom megvédése és a Magyar Honvédség » [La défense du pouvoir populaire et l'Armée hongroise (Honved)], *Párttörténeti Közlemények* [Bulletin de l'histoire du Parti] 33, 1987, n° 1, pp. 226-231.

Littérature parue depuis 1989 (sauf la publication en langue française)

- ouvrages

Az 1956-os forradalom története [L'histoire de la révolution de 1956], Attila SZAKOLCZAI, Tibor BECK, Pál GERMUSKA, Zsuzsanna KÖRÖSI, Zoltán LUX, Adrienne MOLNÁR et autres, révisé par János M. RAINER, dirigé par Zoltán LUX, Budapest, Institut de 1956, 1998 sur l'internet : *Sulinet digitális óra* [Écolenet heure digitale] : www.rev.hu/sulinet56/online

Az 1956-os magyar forradalom helye a szovjet kommunista rendszer összeomlásában. Az 1991. június 13-15-én Budapesten az Országos Széchényi Könyvtárban megtartott nemzetközi konferencia jegyzőkönyve [Le rôle de la révolution hongroise de 1956 dans l'effondrement du système communiste soviétique. Actes du colloque international tenu les 13-15 juin 1991 à Budapest à la Bibliothèque Nationale Széchényi], sous la direction de Csaba BÉKÉS, Institut de 1956, hors commerce, Budapest, 1993.

BAK, János M. – KOZÁK, Gyula – LITVÁN, György – RAINER, János M., *Az 1956-os magyar forradalom* [La révolution hongroise de 1956], sous la direction de György LITVÁN, Budapest, Tankönyvkiadó, 1991.

1956 és a politikai pártok. Politikai pártok az 1956-os forradalomban, 1956. október 23 - november 4. Válogatott dokumentumok [1956 et les partis politiques. Partis politiques dans la révolution de 1956, 23 octobre – 4 novembre 1956. Documents sélectionnés], sous la direction d'István VIDA, en collaboration avec Péter BENKO, Lajos IZSÁK, Erzsébet STRASSENREITER, Károly URBÁN, Budapest, la Commission pour l'histoire contemporaine de l'Académie hongroise des Sciences, 1998.

FEHÉR, Ferenc – HELLER, Ágnes, *Egy forradalom üzenete. Magyarország, 1956* [Message d'une révolution. La Hongrie, 1956], sous la direction de Lajos Péter KOVÁCS, Budapest, Kossuth, 1989.

Hungary 1956 – Forty Years On, sous la direction de Terry COX, London – Portland, Frank Cass, 1997.

KENDE, Péter, *A párizsi toronyból* [De la tour parisienne], Budapest, Cserépfalvi, 1991.

KIRÁLY, Béla, *Forradalomtól forradalomig. Válogatott tanulmányok, beszédek és interjúk 1982–1990* [De la révolution à la révolution. Etudes, discours et entrevues sélectionnés 1982 – 1990], réunis par János GYURGYÁK, Budapest, Századvég–Atlanti Kutató és Kiadó Társulat, 1990.

Magyar '56 [56 hongrois], sous la direction d'Ágoston SZÉKELYHIDI, Magyarok Világszövetsége 1956-os Bizottság, Lakitelek, vol. 1. Forradalom és szabadságharc Magyarországon ; Hatások a Kárpát-medencében [Révolution et guerre d'indépendance en Hongrie ; Effets dans le bassin carpathique], vol. 2. Megtorlás, ellenállás, emigráció Magyarországon, a Kárpát-medencében, Nyugaton [Répression, résistance, émigration en Hongrie, dans le bassin carpathique, en Occident], Antológia [Antologie], 1996.

Magyarország, 1944–1956 [La Hongrie, 1944 – 1956], CD-ROM, János M. RAINER, Tibor VALUCH, Pál GERMUSKA, Attila SZAKOLCZAI, Adrienne MOLNÁR, László GYŐRI, Réka SÁRKÖZY, sous la direction de Pál GERMUSKA, Zoltán LUX, János RAINER M., en collaboration avec Réka SÁRKÖZY, Budapest, Institut de 1956, 2001. (coll. de CD-ROM de l'Institut de 1956 intitulé Európa közepén. Magyarország a jelenkorban [Au centre de l'Europe. La Hongrie à l'époque contemporaine], n° 2.)

MÉRAY, Tibor, *A párizsi vártán. Írások a Szajna mellől* [En faction à Paris. Ecrits des bords de la Seine], tome 1, annoté par László PETRES, préfacé par Béla POMOGÁTS, Marosvásárhely, 2000, Mentor.

MURÁNYI, Gábor, *Az átkos múlt hetek* [Les semaines maudites passées], Budapest, Auteur, 1996.

Ötvenhatról nyolcvanhatban. Az 1956-os magyar forradalom előzményei, alakulása és utóélete című, 1986. december 5–6-án Budapesten rendezett tanácskozás jegyzőkönyve [Sur cinquante-six en quatre-vingt-six. Procès-verbal de la conférence intitulée Les antécédents, le déroulement et la postérité de la révolution hongroise de 1956, tenue les 5 – 6 décembre 1986], sous la direction d'András HEGEDUS B., Budapest, Századvég–Institut de 1956, 1992. (Cette conférence fut organisée illégalement.)

RAINER, János M., *Nagy Imre. Politikai életrajz* [Imre Nagy. Une biographie politique], volume I : 1896-1953, volume II : 1953-1958, Budapest, Institut de 1956, 1996 et 1999.

Rendőrségi napi jelentések [Rapports quotidiens à la police], préfacés par Gábor KUNCZE, réunis et introduits par Erzsébet KAJÁRI, annotés par Erzsébet KAJÁRI et Attila SZAKOLCZAI, Budapest, Ministère de l'Intérieur – Institut de 1956, tome 1. 1956. október 23. – december 12 [23 octobre – 12 décembre 1956], 1996.

RIPP, Zoltán, *1956. Forradalom és szabadságharc Magyarországon* [1956. Révolution et guerre d'indépendance en Hongrie], Budapest, Korona Kiadó, 2002.

SANTAMARIA, Aldo, *Budapest, 1956 : L'eroismo e l'infamia* [L'héroïsme et l'infamie], Rome, Settimo Sigillo, 1996.

STANDEISKY, Éva, *Az írók és a hatalom, 1956-1963* [Les écrivains et le pouvoir, 1956 – 1963], Budapest, Institut de 1956, 1996.

SZAKOLCZAI, Attila, *Az 1956-os forradalom és szabadságharc* [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956]. Les mémoires furent réunis par Adrienne MOLNÁR, Budapest, Institut de 1956, 2001.

SZANTÓ, Konrád, *Az 1956-os forradalom és a katolikus egyház* [La révolution de 1956 et l'Église Catholique], Budapest, Szent Maximilian Lap- és Könyvkiadó, 1993.

Szemle. Válogatás a brüsszeli Nagy Imre Intézet folyóiratából [Bulletin. Sélection de la revue de l'Institut d'Imre Nagy de Bruxelles], sous la direction de Gyula KOZÁK, préface de Péter KENDE, Budapest, Századvég – Institut de 1956, 1992.

The Hungarian Revolution of 1956. Reform, Revolt and Repression 1953-1963, sous la direction de György LITVAN (version révisée et anglaise de l'ouvrage cité plus haut, dirigée par János M. BAK et Lyman H. LEGTERS, Longman, London et New York, 1996.

VARGA, László, *Az elhagyott tömeg. Tanulmányok 1950–1956-ról* [La foule abandonnée. Etudes sur 1950 – 1956], Budapest, Cserépfalvi – Budapest Főváros Levéltára, 1994.

- articles

BALOGH, Margit, « A katolikus egyház és a forradalom. Események a források tükrében 1955 ősztől 1956 őszeig » [L'Église Catholique et la révolution. Les événements à la lumière des sources de l'automne 1955 à l'automne 1956], *Századok* [Siècles], 1998, n° 5, pp. 1053-1088.

COX, Terry, « Reconsidering the Hungarian Revolution of 1956 », *Hungary 1956 – Forty Years On*, sous la direction de Terry COX, London – Portland, Frank Cass, 1997, pp. 1-13.

« Gerő Ernő értékelése az 1956. októberi eseményekről » [L'appréciation d'Ernő Gerő sur les événements d'octobre 1956], publié par Magdolna BARÁTH, *Múltunk*, 1999, n° 1, pp. 138-169.

GYARMATI, György, « Az 1956-os forradalom és szabadságharc » [La révolution hongroise et la guerre d'indépendance de 1956], *Millenniumi magyar történet. Magyarország története a honfoglalástól napjainkig* [L'histoire hongroise millénaire. L'histoire de la Hongrie de l'époque de la conquête de la patrie hongroise à nos jours], sous la direction d'István György TÓTH, Budapest, 2001, Osiris, pp. 592–602.

HEGEDŰS, B. András, « Azon a kedden » [A ce mardi], *Beszélő*, 1996, n° 7, pp. 64-69.

KENDE, Péter, « Még egyszer a magyar forradalom világjelentőségéről » [Encore une fois sur la portée mondiale de la révolution hongroise], *Évkönyv IV*, 1995, Budapest, Institut de 1956, 1995, pp. 7–23.

KENDE, Péter, « '56 világjelentősége » [La portée mondiale de '56], *Életünk* 31., 1993, n° 11–12, pp. 1002–1007.

KISS, Sándor, M., « Kinek a forradalma? » [C'est la révolution de qui ?], *Az 1956-os forradalom és szabadságharc* [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956], actes du colloque (Szimpózium) tenu les 11-12 octobre 1997, préface de László BALÁS PIRI, Budapest, Représentation à Budapest de la Fondation Konrad Adenauer, 1997, pp. 143-150.

KOSÁRY, Domokos, « A magyar 1956 történeti jelentőségéről » [Sur la signification historique de 1956 hongrois], *Évkönyv V. 1996/1997* [Almanach V. 1996/1997], Budapest, Institut de 1956, pp. 19-20.

LITVÁN, György, « A negyvenedik évforduló » [Le quarantième anniversaire], *Magyar Tudomány* [La science hongroise], vol. 104, 1997, n° 1, pp. 22-28.

LITVÁN, György, « Az 1956-os magyar forradalom eszméi és irányzatai » [Les idées et les tendances de la révolution hongroise de 1956], *Októberek üzenete. Válogatott történeti írások* [Message des octobres. Etudes historiques sélectionnées], Budapest, Osiris, 1996, pp. 347–356.

LITVÁN, György, *Az 1956-os magyar forradalom hagyománya és irodalma* [La tradition et la littérature de la révolution hongroise de 1956], Budapest, Institut d'histoire

de l'Académie hongroise des Sciences, 1992. (coll. Előadások a Történettudományi Intézetben [Conférences à l'Institut d'histoire])

LITVÁN, György, « Az 1956-os magyar forradalom – 40 év távlatából » [La révolution hongroise de 1956 – après 40 ans passés], *Mozgó Világ* [Le Monde en Mouvement], 1996, n° 12, pp. 7-12.

LITVÁN, György, « 1956: Volksaufstand oder Revolution? », *Revolutionen in Ostmitteleuropa, 1789–1989*. Schwerpunkt Ungarn. Hrsg. Karlheinz Mack, Wien–München, Verlag für Geschichte und Politik – Oldenbourg, 1995, pp. 138–143. (Schiftenreihe, 23.)

LITVÁN, György, « Images of 1956 », *Budapest Review of Books*, vol. 6, 1996, n° 3, pp. 144-147.

PÓR, Edit – CSEH, Gergő Bendegúz, « A hatalom és az újságírók, 1956-1958 » [Le pouvoir et les journalistes], *História* [Histoire], 1995, n° 9-10, pp. 39-41.

RAINER, János M., « 1956 fő kérdései és problémái – ma » [Les questions et problèmes principaux de 1956 – aujourd'hui], *Rubicon*, 1996, n° 8-9, pp. 14-19.

RAINER, János M., « National independence, neutrality and cooperation in the Danube region. Imre Nagy's foreign policy ideas », *Geopolitics in the Danube Region: Hungarian Reconciliation Efforts, 1848-1998*, sous la direction d'Ignác ROMSICS et Béla K. KIRÁLY, Budapest, CEU Press, 1998, pp. 281-304.

RÉV, István, « Counterrevolution », *Between Past and Future* [Entre le passé et futur], sous la direction de Sorin ANTOHI et Vladimir TISMANEANU, Budapest, CEU Press, 2000, pp. 247 – 271.

SZABÓ, A. Ferenc, « Az 1956-os forradalom és szabadságharc a magyar közgondolkodásban » [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956 dans l'opinion publique hongroise], *Hitel* [Crédit], 1996, n° 11, pp. 56-64.

SZESZTAY, Ádám, « Nemzetiségi törekvések az 1956-os forradalomban » [Aspirations des minorités nationales dans la révolution de 1956], *Regio 5.*, 1994, n° 2, pp. 106-126.

VAJDA, Mihály, « A forradalom és az európai örökség » [La révolution et l'héritage européen], *Világosság* 32, 1991, n° 10, pp. 750-753.

VÁSÁRHELYI, Miklós, « A forradalom dinamikája és szelleme » [La dynamique et l'esprit de la révolution], *Mozgó Világ* [Le Monde en Mouvement], 1996, n° 12, pp. 13-19.

Les répercussions internationales de la révolution

- ouvrages

BÉKÉS, Csaba, *Az 1956-os forradalom a világpolitikában. Tanulmány és válogatott dokumentumok* [La révolution de 1956 dans la politique mondiale. Étude et documents sélectionnés], avec la collaboration de Katalin SOMLAI qui a traduit les documents américains, anglais et français, Budapest, 1956-os Intézet, 1996.

BÉKÉS, Csaba, *The 1956 Hungarian Revolution and World Politics*, Cold War International History Project Working Paper, n° 16, Washington, D. C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, 1996.

CALHOUN, Daniel F., *Hungary and Suez, 1956: An Exploration of Who Makes History*, Lanham, Md., University Press of America, 1991.

Das internationale Krisenjahr, 1956 : Polen, Ungarn, Suez [L'année des crises internationales, 1956 : la Pologne, la Hongrie et Suez], sous la direction de Winfried HEINEMANN et Norbert WIGGERSHAUS, München, R. Oldenbourg Verlag, 1999.

Das Jahr 1956 in Ostmitteleuropa [L'année 1956 en Europe centrale – orientale], sous la direction de Hans Henning HAHN et Heinrich OLSCHOWSKY, Berlin, Akademie Verlag, 1996.

Emigráció és identitás. 56-os menekültek Svájcban [Emigration et identité. Réfugiés de 56 en Suisse], sous la direction de Tamás KANYÓ, Budapest, L'Harmattan – Institut de recherche pour les minorités de l'Académie hongroise des Sciences, 2002.

1956. Az Egyesült Nemzetek Szervezete különbizottságának jelentése [Le rapport du comité spécial de l'Organisation des Nations Unies], traduit de l'anglais par Viktor STANKOVICH, Budapest, Hunnia, 1989.

GYÖRKEL, Jenő – Miklós HORVÁTH, *Soviet Military Intervention in Hungary, 1956*, Budapest, Central European University Press, 1999.

HELLEMA, Duco, *1956. De Nederlandse houding ten 'aanzien van de Hongaarse revolutie en de Suezcrisis*, Amsterdam, Jan Mets, 1990.

The Ideas of the Hungarian Revolution. Suppressed and Victorious, 1956-1999, sous la direction de Lee W. CONGDON, Béla K. KIRÁLY, Boulder-Highland Lakes, Social Science Monographs–Atlantic Research and Publications, 2002. /série : East European Monographs 609. – Atlantic Studies on Society in Change 118./

Iratok Magyarország és Ausztria kapcsolatainak történetéhez, 1956-1964 [Documents pour l'histoire des relations entre la Hongrie et l'Autriche, 1956 – 1964], réunis, dirigés, annotés et introduits par Lajos GECSÉNYI, Budapest, Archives nationales hongroises, 2001.

Jalta és Suez között. 1956 a világpolitikában [Entre Yalta et Suez. 1956 dans la politique mondiale], sous la direction de Luca GÁBOR, Budapest, Tudósítások, 1989.

LIDEGAARD, Bo, *A legmagasabb ár. Povl Bang-Jensen és az ENSZ, 1955 - 1959* [Le prix le plus élevé. Povle Bang-Jensen et l'ONU, 1955 – 1959], Budapest, Magyar Könyvklub, 2000.

Magyarok Norvégiában. Emlékkönyv a norvégiai Magyarok Baráti Köre megalakulásának 10. évfordulójára [Les Hongrois en Norvège. Recueil de mélanges à l'occasion du 10e anniversaire de la formation du Cercle d'amis des Hongrois de Norvège], sous la direction de Katalin BÍRÓ-SEY, Éva DOBOS, Mária FÁSKERTI, Vince SULYOK, Oslo, Norvégiai Magyarok Baráti Köre [Cercle d'amis des Hongrois de Norvège], 2000.

'56 és Délvidék. Tanulmányok, interjúk, sajtószemlévények [56 et la Voïvodine. Etudes, entretiens, extraits de la presse], sous la direction de Verona MOLNÁR, Szabadka, Nyitott Távolatok–Polgárok Egyesülete, 2002.

RADVÁNYI, János, *Hungary and the Superpowers. The 1956 Revolution and Realpolitik*, Stanford, Hoover Institution Press, 1972. XVII.

RIPP, Zoltán, « Belgrád és Moszkva között. A jugoszláv kapcsolat és a Nagy Imre kérdés, 1956. november-1959. február » [Entre Belgrade et Moscou. Le rapport yougoslave et la question d'Imre Nagy, novembre 1956 – février 1959], Budapest, Politikátörténeti Alapítvány, 1994. (coll. Politikátörténeti füzetek [Cahiers d'histoire politique], n° 5)

SCHWARTZ, Martin Ben, *A New Look at the 1956 Hungarian Revolution: Soviet Opportunisme, American Acquiescence*, thèse de Ph.D, Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University, 1988, Ann Harbor, Mich., University Microfilm International, 1988.

SEBŐK, Anna P., *Kolozsvári perek, 1956* [Procès de Cluj, 1956], Budapest, 2001, Hamvas Intézet.

SOÓS, Katalin, « 1956 és Ausztria » [1956 et l'Autriche], *Acta Universitatis Segediensis de Attila József Nominatae. Acta Historica*, tome 97, sous la direction de Katalin SOÓS, Szeged, 1993.

SOÓS, Katalin, *1956 és Ausztria* [1956 et l'Autriche], Szeged, JATE Bölcsészettudományi Kara [Faculté des Lettres de l'Université de Szeged], 1999.

TISCHLER, János, *I do szabli... Polska i Wegry. Punkty zwrotne w dziejach obu narodów w latach 1956 oraz 1980–1981*, Przekład Botond Héjj, Przedmowa Andrzej Paczkowski, Warszawa, Ludowa Spółdzielnia Wydawnicza, 2001.

VONECHE CARDIA, Isabelle, *Magyar október vörös zászló és vörös kereszt között. A Nemzetközi Vöröskereszt Magyarországon 1956-ban* [Octobre hongrois entre le drapeau rouge et la croix rouge. La Croix-Rouge Internationale en Hongrie en 1956], Budapest, Socio-typo, 1998.

WALCZ, Amarylisz, *La rivoluzione ungherese del 1956 e l'Italia*, Roma, 2001.

- articles et publications de sources

« A budapesti angol követség 1956. novemberi-decemberi jelentéseiből » [Rapports sélectionnés de la légation anglaise à Budapest en novembre-décembre 1956], présentés par István VIDA, *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1991, n° 1, pp. 66 – 79.

« A budapesti angol követ titkos jelentése az 1956. évi magyar forradalom okairól és következményeiről (1957. I. 3.) » [Le rapport secret du ministre anglais sur les causes et les conséquences de la révolution hongroise de 1956 (3 janvier 1957)], présenté par István SZASZKÓ, *Levéltári Szemle* [Bulletin d'Archive], 1990, n° 3, pp. 66 – 72.

« A budapesti Gorkij fasor jelenti Jeruzsálemnek. Az izraeli külügyminisztérium dokumentumaiból » [Rapports de la Gorkij fasor (la rue où se trouvait la mission diplomatique israélienne) de Budapest à Jérusalem. Documents du Ministère des Affaires étrangères israélien], publiés par Cvi EREZ, *Világosság* [Clarté], octobre 1992, pp. 794 – 799.

« 'A halálos ítélet hiba volt'. Angol kommunisták Nagy Imre kivégzéséről » [‘La condamnation à mort était une erreur’. Communistes anglais sur l'exécution d'Imre

Nagy], document publié par Magdolna BARÁTH, *Rubicon*, 1998, n° 4-5, Annexe, pp. XIII-XV.

« A jugoszláv kapcsolat. Az MSZMP Intéző, illetve Ideiglenes Központi Bizottságának dokumentumaiból, 1956. november 11.-1957. június 2 » [Le rapport yougoslave. Documents du Comité d'Action ou du Comité central provisoire du Parti socialiste ouvrier hongrois, 11 novembre 1956 – 2 juin 1957], présenté et préfacé par József KISS, *Juss*, 1990, n° 3, pp. 133 – 148.

« A magyar kérdés az ENSZ-ben és a nyugati hatalmak titkos tárgyalásai, 1956. október 28.-november 4. Brit külügyi dokumentumok » [La question hongroise à l'ONU et les négociations secrètes des puissances occidentales, 28 octobre – 4 novembre 1956. Documents diplomatiques britanniques], présenté par Csaba BÉKÉS, *Évkönyv II. 1993* [Almanach II. 1993], Budapest, Institut de 1956, 1993, pp. 39 – 71.

« Amerikai követjelentések 1956-ból » [Rapports du ministre américain de l'année 1956], présenté et préfacé par István VIDA, traduits par László BORHI, *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1992, n° 2, pp. 77 – 93.

« A Nagy Imre-per után. A jugoszláv-magyar jegyzékháború második szakaszának dokumentumai, 1958. október-1959. február » [Après le procès d'Imre Nagy. Documents sur la deuxième période de la guerre de note yougoslave-hongrois, octobre 1958 – février 1959], présenté par József KISS, Zoltán RIPP, *Múltunk* [Notre Passé], 1992, n° 4, pp. 171 – 203.

ANDERLE, Ádám : « 1956 és a spanyol katonai beavatkozás kérdése » [1956 et la question de l'intervention espagnole], *Magyarország és a hispán világ* [La Hongrie et le monde hispanique], sous la direction d'Ádám ANDERLE, Szeged, Hispánia, 2000, pp. 55 – 62. (Kutatási közlemények [Bulletin de recherche], n° 2)

ARGENTIERI, Federigo, « A magyar '56 és Olaszország » [56 hongrois et l'Italie], *Mozgó Világ* [Le Monde en Mouvement], 1992, n° 9, pp. 39 – 42.

ARGENTIERI, Federigo, « A 'széplelkek' emlékiratai. Az 1956-os olasz kommunista párt-ellenzék visszaemlékezéseiből » [Mémoires des "beaux esprits". Des souvenirs de l'opposition du parti communiste italien], *Évkönyv II. 1993* [Almanach II. 1993], Budapest, Institut de 1956, 1993, pp. 117 – 124.

« A szovjet-jugoszláv és a magyar-jugoszláv kapcsolatok a levelezési diplomácia tükrében, 1954-1955 » [Les rapports soviéto – yougoslaves et hungaro – yougoslave au miroir de la correspondance diplomatique], présenté par Marelyn József KISS, István VIDA, *Múltunk* [Notre Passé], 2001, n° 1, pp. 233-284.

« A szovjet kapcsolat. Újabb orosz levéltári források 1956 történetének tanulmányozásához. Dokumentumok 1956. július 13-tól 1956. december 3-ig » [Le rapport soviétique. De nouvelles sources d'archives pour étudier l'histoire de 1956. Documents du 13 juillet 1956 au 3 décembre 1956], présenté par Vjacseszlav SZEREDA, Alekszandr SZTIKALIN, István VIDA, *Rubicon*, 1994, n° 8, Annexe, pp. 1 – 5.

« Az angol követ jelenti Belgrádból. A Nagy Imre csoport sorsáról és a magyar-jugoszláv viszonyról » [Rapports de l'ambassadeur anglais à Belgrade. Sur le destin de la groupe Imre Nagy et sur les relations hungaro-yougoslave], présenté et préfacé par István VIDA, *Világosság* [Clarté], 1992, n° 10, pp. 766 – 784.

« Az ENSZ és Magyarország. 1957. Dokumentumok az ENSZ Ötös Bizottságának jelentése elleni magyarországi tiltakozó kampány szervezéséhez » [L'ONU et la Hongrie. Documents pour l'organisation d'une campagne de protestation contre le rapport du Comité des cinq de l'ONU], préfacé par Edit POR, Gergő Bendegúz CSEH, *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1995, n° 5, pp. 80 – 90.

« Az 1956. október 24-i moszkvai értekezlet » [La réunion de Moscou du 24 octobre 1956], présenté par Tibor HAJDU, *Évkönyv I. 1992*. [Almanach I. 1992], Budapest, Institut de 1956, 1992, pp. 149 – 156.

« Az MDP Politikai Bizottsága 1956. június 21-i jegyzőkönyve. Az 1956. júniusi moszkvai kommunista csúcstalálkozó és Magyarország » [Le procès-verbal de la réunion du Bureau politique du Parti des travailleurs hongrois tenue le 21 juin 1956. Le sommet communiste de juin 1956 à Moscou et la Hongrie], publié et préfacé par Károly URBAN et István VIDA, *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1993, n° 2, pp. 83 – 94.

« Az MSZMP Intéző Bizottsága a jugoszláv követségen, 1956. november 5.-november 22 » [Le Comité d'action du Parti socialiste ouvrier hongrois à l'ambassade yougoslave, 5 novembre – 22 novembre 1956], présenté par Ferenc GLATZ, *História* [Histoire], 1989, n° 4-5, pp. 53 – 57.

« Az olvadás Kelet-Európában a Nyugat szemével. A NATO Nemzetközi Titkárságának belső dokumentuma » [Le dégel en Europe-Orientale du point de vue occidental. Un document interne du Secrétariat international de l'OTAN. C-M(56)110, le 24 septembre 1956], publié et traduit par Gusztáv KECSKES, *Évkönyv VIII. 2000. Magyarország a jelenkorban* [L'Almanach VIII. 2000. La Hongrie du temps présent], Budapest, Institut de 1956, 2000, pp. 369 – 391.

« Az Osztrák Szövetségi Kormányának a Szovjetunió kormányához intézett 1956. október 28-iki felhívása és annak vitája az osztrák minisztertanácsban » [L'appel adressé le 28 octobre 1956 par le Gouvernement Fédéral Autrichien au gouvernement de l'Union soviétique et le débat sur ce sujet au Conseil des ministres autrichiens], publié par Katalin SOÓS, *Levéltári Szemle* [Bulletin d'Archive], 1997, n° 2, pp. 31-38.

« Az SZKP Központi Bizottságának levele a pártszervezetekhez (1956. december 19) » [La lettre du Comité central du Parti communiste soviétique aux organisations du Parti], présenté par Tibor HAJDU, *Évkönyv II. 1993* [Almanach II. 1993], Budapest, Institut de 1956, 1993, pp. 133 – 142.

BAGHIU, Aurel, « Az 1956-os romániai diákmozgalmak » [Les mouvements estudiantins roumains de 1956], *Hitel* [Crédit], 1991, n° 21, pp. 23 – 27.

BALÁS PIRI, László, « Kísérletek a humanitárius segítségnyújtásra. Egy német kórház története » [Tentatives pour donner une assistance humanitaire. L'histoire d'un hôpital allemand], *Az 1956-os forradalom és szabadságharc. Szimpózium, 1997. október 11-12* [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956, colloque tenu les 11 – 12 octobre 1997], préface de László BALÁS PIRI, Budapest, Représentation de la Fondation Konrad Adenauer à Budapest, 1997, pp. 9-14.

BARÁTH, József, « '56 Kárpátalján a Kárpátaljai Területi Levéltár dokumentumai tükrében » [56 en Ukraine subcarpathique au miroir des documents des Archives régionales de l'Ukraine subcarpathique], *Kapu* [Porte], 1999, n° 8, pp. 33-37.

BEKE, Mihály András, « 'Hitványabb anyag mi sem vagyunk...' Az erdélyi magyarok 56-ja » [Nous ne sommes pas de matière plus médiocre. Le 56 des Hongrois de Transylvanie], *Magyar Napló* [Journal Hongrois], 2001, n° 10–12. pp. 70–78.

BÉKÉS, Csaba, « A brit kormány és az 1956-os magyar forradalom » [Le gouvernement britannique et la révolution hongroise de 1956], *Évkönyv I. 1992*. [Almanach I. 1992], Budapest, Institut de 1956, 1992, pp. 19 – 38.

BÉKÉS, Csaba, « A kádári külpolitika, 1956-68 » [La politique étrangère de Kádár, 1956 – 1958], *Rubicon*, 1998, n° 1, pp. 19-22.

BÉKÉS, Csaba, « A magyar semlegesség 1956-ban » [La neutralité hongroise en 1956], *Semlegesség: Illúziók és Realitás* [La neutralité: Illusions et Réalité], Budapest, Biztonságpolitikai és Honvédelmi Kutatások Központja [Centre de recherche sur la politique de sécurité et la défense nationale], 1997.

BÉKÉS, Csaba, « Az Egyesült Államok és a magyar semlegesség 1956-ban » [Les États-Unis et la neutralité hongroise en 1956], *Évkönyv III. 1994* [Almanach III. 1994], Budapest, Institut de 1956, 1994, pp. 165 – 178.

BÉKÉS, Csaba, « Bibó István távirata az amerikai elnökhöz » [Télégramme d'István Bibó au président américain], *Magyar Hírlap* [Journal Hongrois], 22 octobre 1993.

BÉKÉS, Csaba, « 'Felháborító képmutatás'. Vorosilov marsall ismeretlen távirata II. Erzsébeth 1956-ban » ['Hypocrisie révoltante'. Un télégramme inconnu envoyé par Maréchal VOROCHILOV à Elisabeth II en 1956], *Magyar Nemzet* [Nation Hongroise], 1^{er} juin 1991.

BÉKÉS, Csaba, « Hidegháború, enyhülés és az 1956-os magyar forradalom » [La guerre froide, la détente et la révolution hongroise de 1956], *Évkönyv V. 1996/1997* [Almanach V. 1996/1997], Budapest, Institut de 1956, 1997, pp. 201-213.

BÉKÉS, Csaba, « New Findings on the 1956 Hungarian Revolution », *Bulletin*, Cold War International History Project, Woodrow Wilson International Center for Scholars, Washington D. C., automne 1992, pp. 1 – 3.

BÉKÉS, Csaba, « President Kliment Voroshilov's Telegram to Queen Elizabeth of Great Britain on the Soviet Intervention in Hungary on 4 November 1956 », *The Slavonic and East European Review*, vol. 71, n° 1, janvier 1993, pp. 126 – 129.

BÉKÉS, Csaba, « The Hungarian Question on the UN Agenda. Secret Negotiations by the Western Great Powers October 26th - November 4th 1956. British Foreign Office Documents », *The Hungarian Quarterly*, 2000, n° 157. pp. 103-122.

BÉKÉS, Csaba, « The 1956 Hungarian Revolution and the Great Powers », *Hungary 1956 - Forty Years On*, sous la direction de Terry COX, London – Portland, Frank Cass, 1997, pp. 51-66.

BÉKÉS, Csaba, « The 1956 Hungarian Revolution and World Politics », *The Hungarian Quarterly*, vol. 35, 1995, n° 3, pp. 109 – 121.

BENEDEK, András, S., « '56 és Kárpátalja » [56 et l'Ukraine subcarpathique], *Az 1956-os forradalom és szabadságharc. Szimpózium, 1997. október 11-12* [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956, colloque tenu les 11 – 12 octobre 1997], préface de László BALÁS PIRI, Budapest, Représentation de la Fondation Konrad Adenauer à Budapest, 1997, pp. 17-21.

BESSENYEI, Ferenc B., « Franco és 1956. A spanyol támogatásról » [Franco et 1956. Sur l'assistance espagnole], *História* [Histoire], n° 4, p. 33.

BORBÁNDI, Gyula, « 1956 - és az emigráns politika » [1956 et l'émigration politique], *Alkony és derengés: Írások a posztémigrációról* [Le crépuscule et l'aube : Ecrits sur la postémigration] de Gyula BORBÁNDI, Lakitelek, Antológia, 1999, pp. 99-107.

BORBÁNDI, Gyula, « Ötvenhat emléke az emigrációban » [Mémoire de cinquante-six dans l'émigration], *Alkony és derengés: Írások a posztémigrációról* [Le crépuscule et l'aube : Ecrits sur la postémigration] de Gyula BORBÁNDI, Lakitelek, Antológia, 1999, pp. 108-113.

BORSODY, István, « A magyar forradalom és a nagyhatalmak politikája » [La révolution hongroise et la politique des grandes puissances], *Amerikai évek. Egy magyar federalista írásaiból* [Les années d'Amérique. Ecrits sélectionnés d'un fédéraliste hongrois], sous la direction de Miklós SÜKÖSD, préface de Gyula BORBÁNDI, Budapest, Osiris, 2000, pp. 117-122.

BORSODY, István, « A magyarkérdés a politikai sülylesztőben » [La question hongroise dans la trappe politique], *Amerikai évek. Egy magyar federalista írásaiból* [Les années d'Amérique. Ecrits sélectionnés d'un fédéraliste hongrois], sous la direction de Miklós SÜKÖSD, préface de Gyula BORBÁNDI, Budapest, Osiris, 2000, pp. 129-130.

« Brit követi jelentések a világ különböző országaiból az 1956-os forradalommal kapcsolatos helyi reakciókról » [Rapports des ambassadeurs britanniques de différents pays du monde sur les réactions locales à la révolution de 1956], présenté et préfacé par Csaba BÉKÉS, traduits par Pál FÉLIX, *Holmi*, 1991, n° 10, pp. 1312 – 1331.

« Brit külügyminisztériumi iratok 1958-ból Nagy Imre kivégzéséről és annak hatásáról » [Documents du Ministère des Affaires étrangères britannique sur l'exécution d'Imre Nagy et ses répercussions, 1958], publié par Éva H. HARASZTI, *Világtörténet* [Histoire Mondiale], 1997, printemps-été, pp. 78-89.

« Budapest jelenti Varsónak. A budapesti lengyel nagykövetség rejtjelezett táviratai, 1956. december 4-29 » [Rapports de Budapest à Varsovie. Les télégrammes chiffrés de l'ambassade polonaise de Budapest, 4-29 décembre 1956], présenté par János TISCHLER, *Világosság* [Clarté], 1993, n° 10, pp. 40 – 54.

BUJTÁS, Pál, « 1956 és a Nyugat » [1956 et l'Occident], *Havi Magyar Fórum* [Forum Hongrois Mensuel], 1997, n° 10, pp. 54-58.

CABLE, James, « Britain and the Hungarian Revolution of 1956 », *International Relations*, 9 novembre 1988, pp. 317 – 333.

CAMBELL, John C., « Az Egyesült Államok kormánya és a magyar forradalom » [Le gouvernement des États-Unis et la révolution hongroise], *Világosság* [Clarté], 1991, n° 10, 739 – 749.

CAMBELL, John C., « The Soviet Union, the United States and the Twin Crisis of Hungary and Suez », *Suez 1956: The Crisis and its Consequences*, sous la direction de W. M. LOUIS et R. OWEN, Oxford, Clarendon Press, 1989, pp. 233 – 252.

CSERESNYÉS, Ferenc, « Ötvenhatosok menekülése Ausztriába és Ausztrián át » [L'évasion des réfugiés hongrois de 56 en Autriche et à travers l'Autriche], *Múltunk* [Notre Passé], 1998, n° 1, pp. 42-70.

CSERESNYÉS, Ferenc, « The Exodus to Austria », *The Hungarian Quarterly*, vol. 40, 1999, n° 154, pp. 86-101.

CSICSERY-RÓNAY, István, « A magyar legimitás és a harmadik politikai emigráció » [La légitimité hongroise et la troisième émigration politique], *Magyar Szemle* [Bulletin Hongrois], 1998, n° 12, pp. 61-70.

CSIFFÁRY, Gergely, « Az 1956-os magyar forradalom nemzetközi háttere » [Le contexte international de la révolution hongroise de 1956], *Új Hevesi Szemle*, 2000, n° 3, pp. 41-46.

DEÁK, Ernő, « Adatok az 1956-os menekülthullámról » [Données sur la vague d'émigration de 1956], *Magyarország társadalomtörténete* [L'histoire sociale de la Hongrie], série en 3 volumes sous la direction d'István Gábor KOVÁCS, tome 1 : 1945-1989, sous la direction de NIKOSZ Fokasz et Antal ÖRKÉNY, Budapest, Új Mandátum, 1999, pp. 72-76.

« Demokratikus eszmék és nagyhatalmi érdekek. Egy megvalósulatlan amerikai javaslat az 1956-os magyar forradalom megsegítésre » [Les idées démocratiques et les intérêts d'une grande-puissance. Une proposition américaine non réalisée pour aider la révolution hongroise de 1956], présenté par Csaba BÉKÉS, *Holmi*, 1993, n° 10, 1402 – 1408.

« Dokumentumok a jugoszláv menedékről és a Szántó Zoltán-ügyről, 1956-1958 » [Documents du refuge yougoslave et de l'affaire Szántó Zoltán, 1956-1958], présenté par József KISS, Zoltán RIPP, *Múltunk* [Notre Passé], 1991, n° 4, pp. 136 – 158.

DOMÁNY, András, « Gomulka, az egykori kommunista pártvezér emlékiratai » [Gomulka, mémoires de l'ancien dirigeant du parti communiste], *Múltunk* [Notre Passé], 1995, pp. 175 – 190.

DÖMÉNY, János, « 1956 hatása a magyar-latin-amerikai kapcsolatokra » [L'influence de 1956 sur les rapports hungaro-latino-américains], *Rubicon*, 1999, n° 8, Annexe, pp. XV-XVI.

« 1956 és az angol kommunista párt válsága. Három dokumentum az SZKP KB egykori levéltárából » [1956 et la crise du parti communiste anglais. Trois documents provenant des archives du Comité centrale du PCUS], préfacés et présentés par Vjacseszlav SZEREDA, traduits par György SÁGVÁRI, *Tekintet* [Regard], 1996, n° 3-4, pp. 80 – 100.

« 1956-os forradalmunk menekültjei » [Les réfugiés de notre révolution de 1956], entrevues réalisées par György ÉGER, *Megálmodott Magyarország: Beszélgetés nyugati magyarokkal* [La Hongrie rêvée : Entretiens avec des Hongrois occidentaux], préfacés par Bálint BALLA, Basel – Budapest, Európai Protestáns Magyar Szabadegyetem [Université Libre Européenne Protestante], 1999, pp. 53-142.

FABINYI, Tibor, « Megtorlás Csehszlovákiában » [Répression en Tchécoslovaquie], *Az 1956-os forradalom és szabadságharc. Szimpózium, 1997. október 11-12* [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956, colloque tenu les 11 – 12

octobre 1997], préface de László BALÁS PIRI, Budapest, Représentation de la Fondation Konrad Adenauer à Budapest, 1997, pp. 25-33.

FEKETE, Sándor, « Kérdőjelek a semlegességi nyilatkozathoz » [Points d'interrogation sur la déclaration de neutralité], *Múltunk* [Notre Passé], 1992, n° 4, pp. 26 – 33.

FONYÓ, János, « 'Csak békés kibontakozás lehetséges.' Jurij Andropov nagykövet 1956. november 3-án adott, nyilvánosság elé nem került nyilatkozata » ['Seul un dénouement pacifique est possible.' Déclaration non publiée faite par l'ambassadeur Youri Andropov le 3 novembre 1956], *Írások nehéz időkből* [Ecrits des temps difficiles], pp. 161-162.

« Források a Nagy Imre kormány külpolitikájának történetéhez » [Sources pour l'histoire de la politique étrangère du gouvernement d'Imre Nagy], publiés par József KISS, Zoltán RIPP et István VIDA, *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1993, n° 5, pp. 78 – 94.

« Franco és az 1956-os magyar forradalom. Dokumentumok a spanyol segítségnyújtás tervéről » [Franco et la révolution hongroise de 1956. Documents sur le projet espagnol d'assistance], publié par László BORHI, *História* [Histoire], 1998, n° 9-10, pp. 60-62.

FÜLÖP, Mihály, « Az 1956-os magyar forradalom nemzetközi körülményei és a szovjet intervenció » [Le contexte international de la révolution hongroise de 1956 et l'intervention soviétique], chapitre dans le livre de Mihály FÜLÖP et Péter SIPOS : *Magyarország külpolitikája a XX. században* [La politique étrangère de la Hongrie au XX^{ème} siècle], Budapest, Aula, 1998, pp. 369-429.

GECSÉNYI, Lajos, « Osztrák háttérdokumentumok az 1956-os magyar forradalom történetéhez » [Documents autrichiens pour étudier l'histoire de la révolution hongroise de 1956], *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1996, n° 6, pp. 84 – 88.

GECSÉNYI, Lajos – VIDA, István, « A budapesti osztrák követség titkárának beszegetése Tildy Zoltánnal, 1956. november 13-14 » [L'entretien entre le secrétaire de la légation autrichienne de Budapest et Zoltán Tildy, 13-14 novembre 1956], *Történelmi Szemle* [Bulletin Historique], 1995, n° 1, pp. 117 – 121.

GECSÉNYI, Lajos et VIDA, István, « Iratok az osztrák-magyar kapcsolatok történetéhez, 1953-1956 », *Századok* [Siècles], 2000, n° 5, pp. 1195-1234.

GIBIANSKII, Leonid, « Soviet-Yugoslav Relations and the Hungarian Revolution of 1956 », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 10, mars 1998, pp. 139 – 148.

GLUCHOWSKI, L. W., « Poland, 1956: Khrushchev, Gomulka and the 'Polish October' », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 5, printemps 1995, pp. 1, 38 – 49.

GOSZTONYI, Péter, « A szovjet hadsereg Magyarországon 1956-ban » [L'armée soviétique en Hongrie en 1956], *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1993, n° 1, pp. 13 – 28.

GOSZTONYI, Péter, « Magyarok Svájcban – 1956 » [Les hongrois en Suisse – 1956], *Tekintet* [Regard], 1995, n° 5-6, pp. 208 – 219.

GOSZTONYI, Péter, « Svájc és a magyar 1956 » [La Suisse et 1956 hongrois], *Kritika* [Critique], 1990, n° 10, pp. 28 – 30.

GRANVILLE, Johanna, « Hungary 1956: The Yugoslav Connection », *Europe-Asia Studies* 50, n° 3, mai 1998.

GRANVILLE, Johanna, « In the Line of Fire. The Soviet Crackdown on Hungary, 1956-57 », *Hungary 1956 - Forty Years On*, sous la direction de Terry COX, London – Portland, Frank Cass, 1997, pp. 67-107.

GRANVILLE, Johanna, « Tito and the Nagy Affair in 1956 », *East European Quarterly* 32, n° 1, printemps 1998, p. 23.

HADENIUS, Stig, « A magyar '56 a svéd politikában » [56 hongrois dans la politique suédoise], *Barátság* [Amitié], 1998, n° 5, pp. 2264-2265.

HAJDU, Tibor, « 'A magyar reakció népellenes puccsa'. A Csehszlovák KB 1956. december 5-6-i ülése a magyarországi eseményekről » [‘Le putsch antipopulaire de la réaction hongroise’. La réunion du Comité central tchécoslovaque des 5-6 décembre 1956 sur les événements hongrois], *Évkönyv II. 1993* [Almanach II. 1993], Budapest, Institut de 1956, 1993, pp. 125 – 131.

HAJDU, Tibor, « Andropov-dosszié » [Le dossier Andropov], *História* [Histoire], 1993, n° 4, pp. 16 – 17.

HAJDU, Tibor, « 1956 - Magyarország a szuperhatalmak játéktérében » [La Hongrie sur le terrain de jeu des super-puissances], *Valóság* [Réalité], 1990, n° 12, pp. 40 – 53.

HAJDU, Tibor, « 1956 nemzetközi háttere » [Le contexte international de 1956], *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1989, n° 8-9, pp. 36 – 47.

HAJDU, Tibor, « Soviet Foreign Policy towards Hungary, 1953 – 1956 », *Twentieth Century Hungary and the Great Powers*, sous la direction d’Ignác ROMSICS, Highland Lakes, N. J., Atlantic Research and Publications, 1995, pp. 245 – 252.

HALÁSZ, Péter, « Ötvenhatosok Kubában. Két menekülés » [Réfugiés de 56 à Cuba. Deux évasions], *Magyar Nemzet* [Nation Hongroise], 28 juin 1997, p. 14.

H. HARASZTI, Éva, « Változások Magyarországon a budapesti angol követ 1953-1957. évi jelentéseinek tükrében » [Les changements en Hongrie à travers les rapports des années 1953-1957 de l’ambassadeur anglais], *Világtörténet* [L’Histoire Mondiale], 1996, printemps – été, pp. 82 – 93.

HARRISON, Hope M., « Az 1956-os magyar felkelés és a kelet-német pártpolitika » [La révolte hongroise de 1956 et la politique du parti est-allemand], *Évkönyv V. 1996/1997* [Almanach V. 1996/1997], Budapest, Institut de 1956, 1997, pp. 164 – 174.

HEDLI, Douglas J., « United States Involvement or Non-Involvement in the Hungarian Revolution of 1956 », *International Review of History and Political Science*, vol. 11, 1974, pp. 72 – 78.

HEGEDŰS, András B., « Mikoyan’s Overcoat. Discussions and Decisions in the Kremlin, 1956 », *Hungary 1956 - Forty Years On*, sous la direction de Terry COX, London – Portland, Frank Cass, 1997, pp. 134-140.

HELEMMÁ, Duco, « Hollandia és a magyar forradalom » [Les Pays-Bas et la révolution hongroise], *Évkönyv II. 1993* [Almanach II. 1993], Budapest, Institut de 1956, 1993, pp. 95 – 106.

HELEMMÁ, Duco, « The Relevance and Irrelevance of Dutch Anti-Communism: The Netherlands and the Hungarian Revolution, 1956 – 1957 », *Journal of Contemporary History*, 30, n° 1, janvier 1995, pp. 169 – 186.

HIDAS, Péter I., « Kanada és a magyar zsidó menekültek, 1956-1957 » [Le Canada et les réfugiés hongrois juifs], *Évkönyv VII. 1999* [Almanach VII. 1999], Budapest, Institut de 1956, 1999, pp. 312-322.

HIDAS, Péter I., « Kanada és az 1956-os menekültek » [Le Canada et les réfugiés hongrois de 1956], *Világosság* [Clarté], 1994, n° 10, pp. 61 – 69.

HIDAS, Péter I., « A kanadai visszhang, 1956. október 23.- november 4. » [L'écho canadien, 23 octobre - 4 novembre 1956], *Évkönyv II. 1993* [Almanach II. 1993], Budapest, Institut de 1956, 1993, pp. 73 – 93.

HIDAS, Péter I., « Magyar menekültek Jugoszláviában, útban Kanadába 1956-1957-ben » [Réfugiés hongrois en Yougoslavie en route vers le Canada en 1956 – 1957], *Múltunk* [Notre Passé], 1997, n° 3, pp. 172-182.

HIDAS I. Péter, « Menekült magyar egyetemisták Kanadában, 1956-1957 » [Les étudiants réfugiés hongrois au Canada], *Évkönyv III. 1994* [Almanach III. 1994], Budapest, Institut de 1956, 1994, pp. 125 – 136.

HORVÁTH, Miklós, « Az 1956-os forradalom és szabadságharc és a Varsói Szerződés » [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956 et le Pacte de Varsovie], *Hadtörténelmi Közlemények* [Bulletin sur l'histoire militaire], 2001, n° 4, pp. 600–625.

HORVÁTH, Sándor, « Kárpátalja – 1956 » [L'Ukraine subcarpathique – 1956], *Szabolcs-Szatmár-Beregi Szemle* [Bulletin de Szabolcs-Szatmár-Bereg], 1993, n° 4, pp. 403 – 418.

HUOTARI, Juhani, « 1956 – Finnország és Magyarország » [1956 – Finlande et la Hongrie], *Évkönyv II. 1993* [Almanach II. 1993], Budapest, Institut de 1956, 1993, pp. 107 – 116.

JUHÁSZ, Borbála, « A magyar forradalom és a nemzetközi helyzet a legújabb angolszász irodalomban » [La révolution hongroise et la situation internationale dans la littérature anglo-saxonne la plus récente], *Évkönyv I. 1992* [Almanach I. 1992], Budapest, Institut de 1956, 1992.

KECSKÉS, Gusztáv, « A NATO és a magyar forradalom » [L'OTAN et la révolution hongroise], *A magyar forradalom eszméi. Eltérésük és győzelmük* [Les idées de la révolution hongroise. Leur suppression et leur victoire], sous la direction de Béla KIRÁLY et Lee W. CONGDON, Budapest, Atlanti Kutató és Kiadó Társulat-Alapítvány, 2001, pp. 106 – 129.

KECSKÉS, Gusztáv, « A NATO és a MUK '57: a márciusi tusa » [L'OTAN et le 'MUK' = Nous Reconnaissons en Mars : le combat de mars], *Heti Világgazdaság* [Economie Mondiale Hebdomadaire], 17 mars 2001, pp. 80 – 82.

KECSKÉS, Gusztáv, « A NATO-tervek és a felkelő Magyarország » [Les plans de l'OTAN et la Hongrie révoltée], *Magyar Hírlap* [Journal Hongrois], 6 janvier 2001.

KECSKÉS, Gusztáv, « Magyar menekültek 1956-ban. Elfeledett befogadás ? » [Les réfugiés hongrois en 1956. Un accueil oublié ?], *Heti Világgazdaság* [Economie Mondiale Hebdomadaire], 20 octobre 2001, pp. 71 – 73.

KECSKÉS, Gusztáv, « The Suez Crisis and the 1956 Hungarian Revolution », *East European Quarterly*, volume XXXV, printemps 2001, n° 1, pp. 47 – 58.

KENDE, Péter, « A magyar '56 helye a szovjet világrendszer történetében » [La place du 56 hongrois dans l'histoire du système mondial soviétique], *Rubicon*, 1996, n° 8-9, pp. 43-48.

« Khrushchev's CPSU CC Presidium Meeting on East European Crises, 24 October 1956 », édité par Mark KRAMER, *Cold War International History Project Bulletin*, n° 5, automne 1995, pp. 1. 50 – 56.

KIRÁLY, Béla, « A magyar kérdés az ENSZ-ben: 1956-1963 » [La question hongroise à l'ONU : 1956 – 1963], *A tudomány szolgálatában. Emlékkönyv Benda Kálmán 80. születésnapjára* [Au service de la science. Mélanges pour le 80^{ème} anniversaire de Kálmán Benda], sous la direction de Ferenc GLATZ, Budapest, Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences, 1993.

KIRÁLY, Béla, « Az ENSZ és a magyar forradalom », *A magyar forradalom eszméi. Eltérésük és győzelmük* [Les idées de la révolution hongroise. Leur suppression et leur victoire], sous la direction de Béla KIRÁLY et Lee W. CONGDON, Budapest, Atlanti Kutató és Kiadó Társulat-Alapítvány, 2001, pp.130–144.

KISS, József, « Október jugoszláv szemmel, 1-5 » [Octobre du point de vue yougoslave], *Heti Világgazdaság* [Economie Mondiale hebdomadaire], 1989, 21 octobre (pp. 20 – 21), 28 octobre (pp. 19 – 20), 4 novembre (pp. 20 – 21), 11 novembre (pp. 20 – 21), 18 novembre (pp. 20 – 21).

KISS, Zoltán, « Lapok az osztrák-magyar katonai kapcsolatok 1956-os történetéből » [Pages sur l'histoire des relations militaires hongaro-autrichiennes de 1956], *Új Honvédségi Szemle* [Nouveau Bulletin de la Défense nationale], 1997, n° 3, pp. 115-131.

KMECZKÓ, Mihály, « Hogyan élték meg 1956-ot a csehszlovákiai magyarok? (Visszaemlékezések színes csokra) » [Comment les Hongrois de Tchécoslovaquie ont-ils vécu 1956 (Mémoires)], *Dimenziók* [Dimensions], 1994, n° 1, pp. 10 – 17.

KOVRIK, Bence, « Felszabadítók. A nagyhatalmak és Magyarország 1956-ban » [Libérateurs. Les grandes puissances et la Hongrie en 1956], *Magyarország és a nagyhatalmak a 20. században. Tanulmányok* [La Hongrie et les grandes puissances au 20^{ème} siècle. Études], dirigées et préfacées par Ignác ROMSICS, Budapest, Teleki László Alapítvány, 1995, pp. 203 – 213.

KRAMER, Mark, « Secret East German Report on Chinese Reactions to the 1956 Hungarian Revolt », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 6/7, hiver 1995/1996, p. 271.

KRAMER, Mark, « The 'Malin notes' on the Crises in Hungary and Poland, 1956 », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 8/9, hiver 1996/1997, pp. 385 – 410.

KRAMER, Mark, « The New Evidence on Soviet Decision-making and the 1956 Polish and Hungarian Crises », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 8/9, hiver 1996/1997, pp. 358 – 384.

KRAMER, Mark, « The Soviet Union and the 1956 Crises in Hungary and Poland: Reassessments and New Findings », *Journal of Contemporary History* [Journal d'histoire contemporaine], 33, n° 2, avril 1998, pp. 163 – 214.

« Lengyel követjelentések és a budapesti lengyel követségnek Varsóból küldött táviratok az 1956-os magyar forradalom időszaka alatt » [Les rapports de l'ambassadeur polonais et les télégrammes envoyés de Varsovie à l'ambassade polonaise de Budapest pendant la période de la révolution hongroise de 1956], présentés et préfacés par János TISCHLER, *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1992, n° 10, pp. 73 – 91.

« Lengyel-magyar '56. Tanulmányok, visszaemlékezések az 1956-os lengyel és magyar forradalomról. Magyar és lengyel szerzők írásai » [56 polono-hongrois. Études, mémoires sur les révolutions de 1956 en Pologne et en Hongrie. Oeuvres des auteurs hongrois et polonais], *Életünk* [Notre Vie], 1992, n° 3-4, 226 – 496.

« Lengyel szemmel 1956-ról. Interjú Artur Starewiczsel, a LEMP KB Sajtóirodájának egykori vezetőjével » [1956 du point de vue d'un polonais. Entretien avec Artur Starewicz, ancien chef du Bureau de presse du Parti ouvrier unifié polonais], entretien réalisé par János TISCHLER, *Múltunk* [Notre Passé], 1992, n° 2-3, pp. 277 – 286.

LITVÁN, György, « Az 1956-os forradalom és a magyarsággép Nyugaton és szomszéd országokban » [La révolution de 1956 et l'image des Hongrois en Occident et dans les pays voisins], *História* [Histoire], 1998, n° 9-10, pp. 33-35.

LITVÁN, György, « Az 1956-os forradalom szerepe a magyarsággép változásában » [Le rôle de la révolution de 1956 dans le changement de l'image des Hongrois], *Magyarsággép és történeti változásai* [L'image des Hongrois et ses changements historiques], sous la direction de Ferenc PATAKI, Zsigmond RITOÓK, Budapest, Académie Hongroise des Sciences, 1999, pp. 115-121. (coll. Magyarország az ezredfordulón. Stratégiai kutatások a Magyar Tudományos Akadémián. Műhelytanulmányok [La Hongrie au tournant du millénaire. Recherches stratégiques à l'Académie Hongroise des Sciences. Etudes])

LITVÁN, György, « 1956 : crise de Hongrie, crise de Suez », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 200, septembre 2001, pp. 99–114.

MADARIAGA, S. de, « Suez and Hungary », *Swiss Review of World Affairs*, 6, 1957, p. 10.

« Magyar-amerikai diplomáciai jegyzékváltás 1958 őszén. Dokumentumok » [L'échange de notes diplomatiques hungaro-américain en automne 1958. Documents], présentés par Miklós NAGY, *Múltunk* [Notre Passé], 1996, n° 1, pp. 223 – 236.

« Magyarország-Jugoszlávia-Szovjetunió, 1956. november 22.-1957. január 17 » [La Hongrie – La Yougoslavie – L'Union soviétique, 22 novembre 1956 – 17 janvier 1957], présenté par Ferenc GLATZ, *História* [Histoire], 1989, n° 4-5, pp. 57 – 63.

« Magyar-osztrák kapcsolatok 1955-1956 » [Les relations hungaro-autrichiennes 1955-1956], préf. par Lajos GECSÉNYI, *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1995, n° 10, pp. 78 – 90.

McCAULEY, Brian, « Hungary and Suez, 1956: The Limits of Soviet and American Power », *Journal of Contemporary History*, n° 16, octobre 1981, pp. 777 – 800.

MIKES, Imre, « Nagy Imre Gallicus Reflektorában. Dokumentumok a Szabad Európa Rádió adásaiból » [Imre Nagy au miroir de Gallicus. Documents des émissions de la Radio Europe Libre], publiés et préfacés par Irén SIMÁNDI, *Négy tanulmány* [Quatre études] d'István SINKOVICZ, de László LEOPOLD, d'István Áldozó et d'Irén SIMÁNDI, Pécs, 1999, Université de Janus Pannonius, pp. 68-85. (coll. Kutatási füzetek [Cahiers de recherche], n° 7.)

MOLNÁR, Miklós, « A magyar forradalom a nagyhatalmak árnyékában » [La révolution hongroise à l'ombre des grandes puissances], *Kritika* [Critique], 1990, n° 11, pp. 26 – 28.

MUSZATOV, Valerij, « Szovjet politikai beavatkozás és katonai intervenció Magyarországon 1956-ban » [Ingérence politique et intervention militaire soviétiques en Hongrie en 1956], *Múltunk* [Notre Passé], 1991, n° 4, pp. 159 – 170.

NAGY, András, « Jelentés egy kutatásról. A „Bang Jensen-ügy”. Ami történt és ami nem történt 1956 után az ENSZ-ben » [Rapport sur une recherche. "L'affaire Bang Jensen". Ce qui s'est passé et ce qui ne s'est pas passé après 1956 à l'ONU], *Évkönyv III. 1994* [Almanach III. 1994], Budapest, Institut de 1956, 1994, pp. 293 – 298.

NEVAKIVI, Jukka, « Kekkonen, a magyar '56 és a finlandizáció kezdete » [Kekkonen, 56 hongrois et le début de la finlandisation], *Hitel* [Crédit], 2000, n° 10, pp. 38-48.

NYSSÖNEN, Heino, « A múlt a politika eszközeként. Finnország 1918-as és Magyarország 1956-os eseményeinek összehasonlítása » [Le passé au service de la politique. Comparaison entre les événements de Finlande de 1918 et ceux de Hongrie de 1956], *Debreceni Szemle* [Bulletin de Debrecen], 1997, n° 2, pp. 212-229.

OSTERMANN, Christian F., « Kelet-Németország és a magyar forradalom » [L'Allemagne de l'est et la révolution hongroise], *Évkönyv V. 1996/1997* [Almanach V. 1996/1997], Budapest, Institut de 1956, 1997, pp. 175 – 185.

« Osztrák külügyi iratok Magyarország történetéhez, 1956. október-november » [Documents diplomatiques autrichiens pour l'histoire de la Hongrie, octobre-novembre 1956], traduits et présentés par Lajos GECSÉNYI, *Múltunk* [Notre Passé], 1996, n° 2, pp. 157 – 206.

« 'Politikai hiba volt az ítélet'. Hangulatjelentések Lengyelországból a Nagy Imre perről és az 1958. júniusi kivégzésekről » ['Le jugement était une erreur politique'. Rapports sur les opinions concernant le procès d'Imre Nagy et les exécutions de juin 1958], présentés par János TISCHLER, *Évkönyv II. 1993* [Almanach II. 1993], Budapest, Institut de 1956, 1993, pp. 143 – 161.

RAINER János M., « A szovjet nagykövetség és az 1956-os forradalom » [L'ambassade soviétique et la révolution de 1956], *Budapesti negyed* [Quartier de Budapest], 1993, été, pp. 79 – 96.

RAINER János M., « Nagy Imre külpolitikája » [La politique étrangère d'Imre Nagy], *Magyar Nemzet* [Nation Hongroise], 15 juillet 1991.

RAINER, János M., « 1956 - The Other Side of the Story. Five Documents from the Yeltsin File », *The Hungarian Quarterly*, vol. 34, 1993, n° 129, 100 – 114.

RAINER János M., « Szovjet döntéshozatal, 1956. október 31. - november 4 » [La prise de décision soviétique, 31 octobre – 4 novembre 1956], *Évkönyv V. 1996/1997* [Almanach V. 1996/1997], Budapest, Institut de 1956, 1997, pp. 53-54.

RAINER, János M., « Szovjet döntéshozatal Magyarországról 1956-ban » [La prise de décision soviétique concernant la Hongrie en 1956], *Évkönyv II. 1993* [Almanach II. 1993], Budapest, Institut de 1956, 1993, pp. 19 – 38.

RAINER, János M., « The Malin Notes », *Encounters: A Hungarian Quarterly Reader*, sous la direction de Zsófia ZACHÁR, Budapest, Balassi Kiadó, 1999, pp. 189 – 214.

RAINER, János M., « The Road to Budapest, 1956. New Documentation on the Kremlin' s Decision to Intervene », Part 1., *The Hungarian Quarterly*, vol. 37, 1996, n° 142, pp. 24 41.

RAINER, János M., « The Yeltsin dossier. Soviet Documents on Hungary, 1956 », *Cold War International History Project Bulletin*, Issue, 5. Spring 1995, 22, pp. 24 – 27.

RETEGAN, Mihai, « A román kommunizmus és az 1956-os magyar és lengyel válság. A Politikai Bizottság titkos levéltárának újonnan feltárt dokumentumai » [Le communisme roumain et les crises hongroise et polonaise de 1956. Documents récemment découverts des archives secrètes du Bureau politique], *Évkönyv V. 1996/1997* [Almanach V. 1996/1997], Budapest, Institut de 1956, 1997, pp. 132 – 136.

RUFF, Mihály, « A hivatalos Magyarország nyugatnémet politikai kapcsolatairól, 1956-1958 » [Sur les relations de la Hongrie officielle avec l'Allemagne de l'Ouest, 1956 – 1958], *Századok* [Siècles], 1998, n° 5, pp. 1113-1132.

RUFF, Mihály, « Magyarország és az NDK kapcsolatairól. 1956. november-1958. március » [Sur les relations entre la Hongrie et la RDA. Novembre 1956 – mars 1958], *Múltunk* [Notre Passé], 1995, n° 2, pp. 30 – 66.

SIKI, Tibor, « 1956 vége Argentínában » [Fin de 1956 en Argentine], *Havi Magyar Fórum* [Forum Hongrois Mensuel], 1999, n° 1, pp. 54-57.

SKULTÉTY, Csaba, « A magyar forradalom hatása Nyugat-Európában » [Les effets de la révolution hongroise en Europe occidentale], *Az 1956-os forradalom és szabadságharc. Szimpózium, 1997. október 11-12* [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956, colloque tenu les 11 – 12 octobre 1997], préface de László BALÁS PIRI, Budapest, Représentation de la Fondation Konrad Adenauer à Budapest, 1997, pp. 163-168.

SOLYMOSSY, Péter, « Svéd diplomáciai jelentések az 1956. évi magyar forradalom napjaiból. Svédország külpolitikája a II. világháború után » [Rapports diplomatiques des jours de la révolution hongroise de 1956. La politique étrangère de la Suède après la deuxième guerre mondiale] *Századok* [Siècle], 2000, n° 5, pp. 1235-1277.

STIKALINE, Aleksandr, « The Hungarian Crisis of 1956: The Soviet Role in the Light of New Archival Documents », *Cold War History*, n° 1, vol. 2, octobre 2001, pp. 113 – 144.

SOÓS, Katalin, « Ausztria és a magyar menekültügy, 1956-57 » [L'Autriche et la cause des réfugiés hongrois], *Századok* [Siècles], 1998, n° 5, pp. 1019-1051.

SOÓS, Katalin, « 1956 és az osztrák politikai pártok » [1956 et les partis politiques autrichiens], *Acta Historica (Szeged)*, vol. 104, 1996, pp. 5-23.

« Soviet Documents on the Hungarian Revolution, 24 October – 4 November 1956 », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 5, automne 1995, pp. 22, 29 – 34.

SZABÓ, A. Ferenc, « Ausztria és a magyar kérdés (1956-58) » [L'Autriche et la question hongroise – 1956–58], *Bécsi Napló* [Journal Viennois], 1994, n° 6, p. 3.

SZABÓ, A. Ferenc, « Szolidaritás, bátorság, vendégszeretet. Ausztria és a magyar kérdés, 1956-1958 » [La solidarité, le courage, l'hospitalité. L'Autriche et la question hongroise, 1956-1958], *Hitel* [Crédit], 1994, n° 4, pp. 72 – 79.

SZABÓ, Katalin, « 1956 és az argentinai magyarok » [1956 et les Hongrois d'Argentine], *Magyarország és a hispán világ* [La Hongrie et le monde hispanique], réunis par Ádám ANDERLE, Szeged, Hispánia, 2000, pp. 98-106. (coll. Kutatási közlemények [Bulletin de recherche], n° 2)

SZÉPFALUSI, István, « A legújabb felismerések az 1956/57-es magyar menekülthullámról » [Informations les plus récentes sur la vague des réfugiés hongrois de 1956 – 1957], *Limes* (Tatabánya, Hongrie), 1998, n° 1, pp. 113-121.

SZÉPFALUSI, István, « 1956 Ausztriából nézve » [1956 du point de vue autrichien], *Európai Utas* [Voyageur Européen], 1993, n° 12, pp. 96 – 97.

SZESZTAY, Ádám, « A határon túli magyar sajtó az 1956-os forradalom alatt és után, 1956-1958 » [La presse hongroise au delà de la frontière pendant et après la révolution de 1956, 1956 – 1958], *Kisebbségkutatás* [Bulletin de recherche sur les minorités], 1998, n° 3, pp. 181-193.

SZIKLAY, Andor, « Az Eisenhower-kormány és a magyar forradalom » [Le gouvernement Eisenhower et la révolution hongroise], *Jalta és Szeu között. 1956 a világpolitikában* [Entre Yalta et Suez. 1956 dans la politique internationale], Budapest, Tudósítások, 1989.

SZOPORI, Nagy Lajos, « 1956 a magyarok 'téli háborúja' volt. Helyszíni tudósítások a forradalomról a korabeli finn sajtóban » [1956 était 'la guerre d'hiver' des Hongrois. Reportages sur la révolution parus dans la presse finnoise de l'époque], *Hitel* [Crédit], 1997, n° 10, pp. 68-105.

« Third World Reaction to Hungary and Suez, 1956: A Soviet Foreign Ministry Analysis », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 4, automne 1994, pp. 61 – 64.

TISCHLER, János, « A lengyel Október és az 1956-os magyar forradalom kölcsönhatása » [L'interaction entre l'octobre polonais et la révolution hongroise de 1956], *Évkönyv V. 1996/1997* [Almanach V. 1996/1997], Budapest, Institut de 1956, 1997, pp. 118-128.

TISCHLER, János, « A lengyel pártvezetés és az 1956-os forradalom » [La direction du Parti polonais et la révolution de 1956], *Évkönyv III. 1994* [Almanach III. 1994], Budapest, Institut de 1956, 1994, pp. 179 – 195.

TISCHLER, János, « A magyar forradalom - ahogy lengyel újságírók látták » [La révolution hongroise - du point de vue des journalistes polonais], *Tekintet* [Regard], 1995, n° 1-2, pp. 101 – 127.

TISCHLER, János, « ‘...A szörnyű magyar dráma még nem ért véget...’ Részletek a Lengyel Írószövetség 1956. november–decemberi kongresszusának jegyzőkönyveiből » [‘...Le terrible drame hongrois n’a pas encore pris fin...’ Extraits des procès-verbaux du congrès de l’Alliance des Écrivains Polonais tenu en novembre-décembre 1956], *Holmi*, 1993, n° 10, 1409 – 1415.

TISCHLER, János, « Az 1956-os magyar forradalom lengyel forrásairól » [Sur les sources polonaises de la révolution hongroise de 1956], *Évkönyv I. 1992* [Almanach I. 1992], Budapest, Institut de 1956, 1992, pp. 309 – 323.

TISCHLER, János, « 1956 és 1980-81 Magyarországon és Lengyelországban » [1956 et 1981 en Hongrie et en Pologne], *Budapesti Jelenlét* [Présence à Budapest], 1999-2000, n° 25, pp. 16-21.

TISCHLER, János, « Interconnections. Poland’s October and the 1956 Hungarian Revolution », *The Hungarian Quarterly*, vol. 38, 1997, n° 145, pp. 96-111.

TISCHLER, János, « Követjelentések és táviratok. A budapesti lengyel nagykövetség diplomáciai tevékenysége 1956. november 20-tól december 3-ig » [Les rapports et les télégrammes de l’ambassadeur. L’activité diplomatique de l’ambassade polonaise de Budapest du 20 novembre au 3 décembre 1956], *Társadalmi Szemle* [Bulletin Social], 1993, n°10, pp. 79 – 94.

TISCHLER, János, « Lengyel jelentések, 1956. november 4-től 14-ig » [Rapports polonais, du 4 au 14 novembre 1956], *Valóság* [Réalité], 1993, n° 3, pp. 85 – 104.

TISCHLER, János, « Magyar-lengyel kapcsolatok a korai Kádár-korszakban 1958 nyaráig » [Les relations hungaro-polonaises pendant la période initiale de l’époque de Kádár jusqu’à l’été 1958], *Évkönyv IV. 1995* [Almanach IV. 1995], Budapest, Institut de 1956, 1995, pp. 61 – 93.

TISCHLER, János, « ‘Minden magyar együtt halad, kövessük a lengyel utat’ » [‘Tous les Hongrois marchent ensemble, suivons le chemin polonais’], *Valóság* [Réalité], 1995, n° 10, pp. 58 – 77.

TISCHLER, János, « Polish Leaders and the Hungarian Revolution », *Stalinism in Poland, 1944-1956. Selected Papers from the Fifth World Congress of Central and East European Studies*, Warsaw, 1995, sous la direction d’A. KEMP-WELCH, Houndmills – Basingstoke, Macmillan Press, 1999, pp. 119-143.

TÓFALVI, Zoltán, « Az 1956-os magyar forradalom visszhangja Romániában, Erdélyben » [L’écho de la révolution hongroise de 1956 en Roumanie, en Transylvanie], *Századok* [Siècle], 1998, n° 5, pp. 989-1018.

TÓFALVI, Zoltán, « 1956 - koncepciók perek Erdélyben » [1956 – procès préfabriqués en Transylvanie], *A Maros megyei magyarság történetéből. Tanulmányok* [Etudes sur l’histoire des Hongrois du Département de Maros, Roumanie], sous la direction de Sándor PÁL-ANTAL, Miklós SZALAI, Marosvásárhely [Tirgu-Mures], Mentor, 1997, pp. 270-301.

« Togliatti on Nagy, 30 October 1956: Missing Cable Found », *Cold War International History Project Bulletin*, n° 8/9, hivers 1996/1997, p. 357.

UNEMURA, Yuko, « Az 1956-os forradalom képe Japánban » [L'image de la révolution hongroise de 1956 au Japon], *Hitel* [Crédit], 2000, n° 8, pp. 42-47.

UNWIN, Peter, « The Hungarian Revolution of 1956: A Collection of Documents from the British Foreign Office », *Slavonic and East European Review* 75, n° 3, juillet 1997, pp. 571 – 572.

URBÁN, Károly, « Magyarország és a Szovjetunió, 1957 » [La Hongrie et l'Union Soviétique, 1957], *História* [Histoire], 1995, n° 9-10, pp. 6 – 9.

VAMOS, Péter, « A budapesti lecke. Kína és a magyar '56 » [La leçon de Budapest. La Chine et 56 hongrois], *Heti Világgazdaság* [Economie Mondiale Hebdomadaire], 23 octobre 1999, pp. 102-105.

VARGA, László, « Az ENSZ és a magyar forradalom » [L'ONU et la révolution hongroise], *História* [Histoire], 1992, n° 8, pp. 30 – 36.

VARGA, László, « Moszkva-Belgrád-Budapest » [Moscou – Belgrade – Budapest], *Jalta és Suez között. 1956 a világpolitikában* [Entre Yalta et Suez. 1956 dans la politique mondiale], Budapest, Tudósítások, 1989, pp. 142 – 175. (coll. Világosság Füzetek [Cahier Clarté])

VARGA, László, « Nagy Imre a jugoszláv követségen » [Imre Nagy à l'ambassade yougoslave], *Budapesti Negyed*, 1993, n° 1, pp. 97 – 118.

VIDA, István, « Die Sowietunion und die ungarischen Ereignisse im Herbst 1956 », *Enstalinisierungskrise in Ostmitteleuropa, 1953–1956*, pp. 79–111.

ZSELICZKY, Béla, « Moszkva – Budapest, 1956. A felső szintű szovjet- magyar kapcsolatok történetéhez » [Moscou-Budapest, 1956. Pour l'histoire des relations soviéto-hongroises au niveau supérieur], *Múltunk* [Notre Passé], 1994, n° 3.

ZSELICZKY, Béla, « Moszkvai diákmegmozdulás 1956-ban. A magyarországi események hatása egy SZKP KB- dokumentum alapján » [Une action estudiantine à Moscou en 1956. L'effet des événements hongrois à partir d'un document du Comité central du Parti communiste soviétique], *História* [Histoire], 1994, n° 2.

La littérature française sur la révolution de 1956

En France

- ouvrages

ACZÉL, Tamás – MÉRAY, Tibor, *La Révolte de l'Esprit*, Paris, Gallimard, 1962.

ANDERSON, Andy, *Hongrie 1956 (La commune de Budapest, les conseils ouvriers)*, Paris, Les Amis de Spartacus, 1986.

BARBER, Noel, *7 jours de liberté*, Paris, Bruxelles, Elsevier Sequoia, 1976.

BAUDY, Nicolas, *Jeunesse d'octobre. Témoins et combattants de la révolution hongroise*, Paris, Table ronde, 1957.

BERNADAC, Christian, *L'exécution de Budapest*, Paris, France – Empire, 1966. (Presses Pocket, 1972)

BRACIEUX, Philippe, *Le sang de Budapest. Histoire d'une famille de magnats*, Paris, Saint-Just, 1966. (coll. Action)

BRUGERE-TRELAT, Vincent, *Budapest – Paris*, La Table Ronde, 1966. (coll. L'Histoire contemporaine revue et corrigée)

Budapest 30 ans plus tard. Entretiens avec les animateurs de l'opposition démocratique hongroise, conçus et réalisés par Hans Henning PAETZKE, Paris, J. Clims, 1986. (coll. Témoignages)

CASTORIADIS, Cornelius, *La source hongroise*, Paris, Libre. Politique, anthropologie, philosophie, 1. 1977.

CRUIZIAT, A. – PUCEU, R., *Devant les événements de Hongrie (Texte...rédigé... début novembre 1956)*, Paris, La Vie Nouvelle, s. d.

Etre ou ne pas être. L'acteur hongrois, héros de la révolution d'octobre, préface de Thierry MAULNIER, Paris, Fédération Internationale des spectacles et la Fédération syndicaliste des spectacles Force Ouvrière, 1957.

FEJTŐ, François, *Budapest 1956. La révolution hongroise*, Paris, Julliard, 1966. (coll. Archives)

FEJTO, François, *La tragédie hongroise ou une révolution socialiste anti-soviétique*. Lettre-préface de Jean-Paul SARTRE, Paris, Pierre Horay, 1956.

GEOFFRE, François de, *Hongrie, terre déchirée*, Paris, Fleuve noir, 1956.

Histoire du soulèvement hongrois, 1956, sous la direction de Pierre GOSZTONYI, préface d'Arthur CONTE, postface de Thierry MAULNIER, Paris, Horvath, 1966.

« Hongrie Soleil Levant », *Tracts surréalistes et déclarations collectives*, tome 2, présentés et commentés par José PIERRE, Eric LOSFELD, novembre 1956.

Irodalmi Újság. A magyar írók lapja, VII. évfolyam, 43. szám, 1956, 1956. november 2. [La gazette littéraire. Organe des écrivains hongrois, 2 novembre 1956.] Numéro unique paru pendant l'insurrection hongroise, communiqué par Thomas Schreiber, envoyé spécial du Monde à Budapest, Paris, Pierre Horay, 1956.

IRVING, David, *Insurrection, Budapest, 1956*, Paris, A. Michel, 1981.

KAPLAN, Karel, *La solution de la crise du régime après la mort de Staline en Tchécoslovaquie, Pologne et Hongrie*, sous la direction de Zdenek MLYNÁR, Vienne, 1986. (coll. Les crises des systèmes de type soviétique, n° 11)

KEMÉNY, István, *Ouvriers hongrois, 1956–1985*, Paris, L'Harmattan, 1985.

KERVELLA, Anne-Emanuelle, *L'épopée hongroise*, Paris, L'Harmattan, 1993.

KOPÁCSI, Sándor, *Au nom de la classe ouvrière*, Paris, Robert Laffont, 1979.

KOSZTOLÁNYI, Charles, *D'un côté à l'autre de rideau de fer. Mémoire d'un réfugié politique hongrois*, Paris, La Pensée Universelle, 1997. (coll. Souvenirs)

La révolte de la Hongrie d'après des émissions des radios hongroises octobre-novembre 1956, préface de François FEJTŐ, Paris, Horay, 1957.

La révolution hongroise. Histoire du soulèvement d'octobre d'après les documents, les dépêches, les rapports des témoins oculaires et les réactions mondiales, réunis par Melvin J. LASKY et François BONDY pour l'édition française préfacée par Raymond ARON : « Une révolution antitotalitaire », Paris, Plon, 1957.

La révolution hongroise vue par les partis communistes de l'Europe de l'Est. Présentation quotidienne par les organes officiels (23 octobre – 15 novembre 1956), Paris, Centre d'Etudes avancées du collège de l'Europe Libre, 1957.

La situation en Hongrie et la règle de droit, International Commission of Jurists, La Haye, 1957.

La Vérité sur l'affaire Nagy : Les faits, les documents, les témoignages internationaux, préface d'Albert CAMUS, postface de François FEJTŐ, Paris, Librairie Plon, 1958. (coll. Les documents de Tribune Libre, n° 3.)

La Vérité sur la Hongrie, Paris, Imprimerie Poissonnière, 1956.

LEFORT, Claude, *Une autre révolution*, Paris, Libre. Politique, anthropologie, philosophie. 1, 1977.

Le Peuple Hongrois contre le communisme, Paris, Est et Ouest, 1957.

Les révoltes des pays satellites et leurs répercussions en URSS, journée d'études, Paris, les Amis de la liberté, 1957. (Cahiers n° 71, 72, 73, avril – juin 1957)

« L'insurrection hongroise. Questions aux militants du PCF. L'insurrection hongroise », supplément au n° 20 de *Socialisme ou barbarie*, 1956.

LUCIANI, Maurice, *Pour mémoire*, Paris, Libre. Politique, anthropologie, philosophie, 1977.

« L'URSS est bien capable d'agression contre la Hongrie », *Les Amis de la Liberté*, Paris, 1957, supplément aux n° 68 – 69 – 70, janvier – février – mars 1957.

MANUEL, François, *La révolution hongroise des conseils ouvriers*, Paris, Pour la vérité, 1956. (Supplément au n° 445, décembre 1956.) (Documents de l'OCI, Paris, Selio, 1976)

MAULNIER, Thierry, *La révolution du XXe siècle*, Paris, Plon, 1958. (Tribune libre, n° 17)

MÉRAY, Tibor, *Budapest. 23 octobre, 1956*, Laffont, Paris, 1966. (Coll. Ce jour-là)

MÉRAY, Tibor, *Imre Nagy, l'homme trahi*, Paris, Julliard, 1960.

MERCIER, Louis, *Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière*, Paris, Union des syndicalistes, 1956.

MIKES, George, *La révolution hongroise*, Paris, Gallimard, 1957.

1956. *Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'Octobre*, sous la direction de Pierre KENDE et Krzysztof POMIAN, Paris, Esprit/Seuil, 1978.

MOLNÁR, Miklós, *Victoire d'une défaite. Budapest 1956*, Paris, Fayard, 1968. (coll. Le monde sans frontière)

NAEGELEN, Marcel-Edmond, *La révolution assassinée. Hongrie, Octobre-Novembre 1956*, Paris, Editions Berger-Levrault, 1966.

NAGY, Balázs, *La formation du Conseil Central Ouvrier de Budapest en 1956*, L'Hayles-Roses, Impr. des Roses, 1961.

NAGY, Béla, *Journal d'un insurgé hongrois*, Récit., Paris, Pensée Moderne, 1956.

NAGY, Imre, *A magyar nép védelmében. Vitairatok és beszédek, 1955-1956* [Pour la défense du peuple hongrois. Écrits polémiques et discours, 1955 – 1956], nouvelle édition complétée et corrigée, Paris-Highland Lakes, Magyar füzetek – Atlanti

Kutató és Kiadó Társulat, 1984. (coll. Adalékok az újabbkori magyar történelemhez [Eléments pour l'histoire hongroise moderne], n° 3) (En français : *Un communisme qui n'oublie pas l'homme*, précédé d'un Portrait d'Imre Nagy de François FEJTŐ, Paris, Plon 'Tribune libre', 1957.)

Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière. Des faits. Des documents. Des chiffres, Paris, Union des syndicalistes, 1957.

Pour Tibor Déry et les 24 intellectuels hongrois en prison, Paris, Comité Tibor Déry, 1959.

REJTO, T., *Avanturier malgré lui*, Paris, Gallimard, 1958.

« Salut au prolétariat de Hongrie », tract de la Fédération anarchiste, novembre 1956.

SEDOUY, Alain de, *Indomptable Hongrie*, Paris, Les 4 Fils Aymont, 1956.

STIL, André, *Je reviens de Budapest*, Paris, Impr. Poissonnière, 1956.

SZABÓ, Thomas, *Colère à Budapest. Journal d'un insurgé de quinze ans*, Paris, Fayard, 1958.

TRAJKOVSKI, Goce, *L'attitude de la Yougoslavie à l'égard de l'intervention soviétique de 1956 en Hongrie*, mémoire de DEA en science politique à l'Université de la Sorbonne Paris I, 1978.

Vérité sur la Hongrie. Documents, photos, commentaires, publiés par le Comité Centrale du Parti Communiste Français, Paris, Impr. Poissonnière, 1956.

« Vive la Hongrie », *Les Amis de la Liberté*, Paris, 1956, supplément aux n° 65 – 66 – 67, octobre – novembre – décembre 1956.

- articles

ACQUAVIVA, Antoine, « En Hongrie, la vérité s'impose », *Démocratie nouvelle*, avril 1957.

ARON, Raymond, « Budapest : 1956 : destin d'une révolution », *Preuves*, n° 188, octobre 1966.

ARON, Raymond, « De l'organisation de l'enthousiasme à l'organisation de la révolte », *Le Figaro*, 30 novembre 1956.

ARON, Raymond, « La force n'est qu'un moyen », *Le Figaro*, 2 novembre 1956.

ARON, Raymond, « Suez et Budapest », *Preuves*, janvier 1957.

ARON, Raymond, « Tito sur la corde raide », *Le Figaro*, 19 novembre 1956.

ARON, Raymond, « Tragique faillite à New York », *Le Figaro*, 5 novembre 1956.

BARTON, P. « Les revendications ouvrières dans la révolution hongroise », *Saturne*, décembre 1956.

BEGUIN, Albert, « Les flammes de Budapest », *Esprit*, décembre 1956.

BERLIOZ, J. « Le drame hongrois », *Démocratie nouvelle*, décembre 1956.

BERNARD, François, « Les quatres jours de liberté du Cardinal Mindszenty », *La Croix*, 20 et 21 décembre 1956.

BEZERÉDY, Zoltán, « La révolution hongroise à la lumière de la dialectique », *Evidences*, juin-juillet 1957.

BIARD, R., « L'Épreuve hongroise », *Nouvelle critique*, n° 80, décembre 1956.

BIBÓ, István, « La Révolution hongroise et la troisième voie », document, *Esprit*, novembre 1957.

BOER, M., « Réflexions sur la révolution hongroise de 1956 », *Actualités hongroises*.

BONDY, François, « L'Octobre hongrois », *Preuves*, n° 70, décembre 1956.

BORBÁNDI, Gyula, « La Hongrie dix ans après », *Est et Ouest*, 16-31 octobre 1966.

BOTZOR, Ferenc, « Lettre de Hongrie », *Le Monde libertaire*, n° 30, juillet 1957.

BOTZOR, Ferenc, « On assassine toujours à Budapest », *Défense de l'homme*, mai 1957.

BOURDET, Claude, « Malgré Budapest, parler avec les Russes », *France-Observateur*, 8 novembre 1956.

BOURDET, Claude, « Pologne, Hongrie : espoir et danger », *France-Observateur*, 18 octobre 1956.

CAMUS, Albert, « Discours à la Salle Wagram », prononcé à la Salle Wagram le 15 mars 1957, *Franc-Tireur*, 19 mars 1957. (*Essais*, Paris, Gallimard, 1965. (coll. La Pléiade))

CAMUS, Albert, « Message en faveur de la Hongrie à un meeting des étudiants français », Paris, le 23 novembre 1956, *Essais*, Paris, Gallimard, 1965. (coll. La Pléiade)

CAMUS, Albert, « Réponse à un appel », *Franc-Tireur*, 10 novembre 1956. (*Essais*, Paris, Gallimard, 1965. (coll. La Pléiade))

CASTORIADIS, Cornelius (pseud. Pierre CHAULIEU), « La révolution prolétarienne contre la bureaucratie », *Socialisme ou Barbarie*, décembre 1956 – février 1957.

CASTORIADIS, Cornelius, « La source hongroise », *Libre : politique – anthropologie – philosophie*, Paris, Pajot, 1977. (coll. Petite bibliothèque Pajot, n° 315)

CHARLIER, A., « Budapest. Automne 1956. Un peuple poignardé », *La patriote*, 30 octobre 1966.

CHAVANCE, Louis, « Les intellectuels et la Hongrie. L'intelligence imbécile », *Le Monde imbécile*, n° 23, décembre 1956.

CLEWS, John, « Consternation chez les communistes anglais », *Est et Ouest*, 16 – 31 décembre 1956.

« Documents sur les conseils ouvriers hongrois », publiés par Gábor KOCSIS, *Socialisme ou barbarie*, janvier – février 1958.

DOMENACH, Jean-Marie, « Esprit, nouvelle série », *Esprit*, novembre 1957.

DRASKOVIYCH, Milorad, « Tito, Gomulka, Nagy. La Hongrie de Nagy et de Kadar », et « La carrière d'Imre Nagy », *Est et Ouest*, 1^{er} – 15 janvier 1957.

DRUON, Maurice, « Qu'a-t-on fait de Nagy », *France-Observateur*, 6 décembre 1956.

Editorial d'*Est et Ouest*, « L'insurrection hongroise est-elle oubliée ? », n° 224, novembre 1959.

EMMANUEL, Pierre, « Le grand crime contre les pauvres », *Le Figaro littéraire*, 10 novembre 1956.

EMMANUEL, Pierre, « Les oreilles du roi Midas », *Esprit*, décembre 1956.

FAVRE-BLEIBTREAU, « Réponse à sept questions », *Tribune marxiste*, octobre 1957.

FEJTŐ, François, « Portrait d'Imre Nagy, un communiste qui a choisi le peuple ». Préface de : *Un Communisme qui n'oublie pas l'homme*, Paris, Plon, 1957.

FEJTŐ, François, « Premières leçons d'une révolution », *Esprit*, décembre 1956.

FEJTŐ, François, « Un document clandestin hongrois sur les origines de la révolution », *Lettres nouvelles*, juin 1957.

FEJTŐ, François, « Une révolution étranglée au nom de la révolution », *France-Observateur*, 8 novembre 1956.

FLOYD, David, « L'état d'Esprit en Europe orientale depuis la révolte hongroise », *Articles et documents*, n° 0434, 2 novembre 1956.

HEROUARD, J.F., « Le miracle hongrois », *Réforme*, 24 octobre 1966.

« Hongrie, ta révolte est notre exemple et notre liberté », *Gauche européenne*, Paris, 1956, supplément au n° 35.

HUNGARICUS, « Imre Nagy, cet inconnu », *Demain*, 27 décembre 1956.

IGNOTUS, Paul, « La révolution hongroise de 1956. Témoignage d'un écrivain », *Esprit*, mars 1957.

IGNOTUS, Paul, « L'Unité nationale hongroise », *Preuves*, n° 72, février 1957.

JAMET, Dominique, « Les mystères de la révolte hongroise », *Le Figaro*, 10 novembre 1966.

JONÁS, Paul, « Question après la révolution », *Jeunesse libre*, février 1957.

JOYEUX, Maurice, « A l'est le colonialisme recule », *Le Monde libertaire*, n° 22, novembre 1956.

KENDE, Péter, « Elkerülhető volt-e a forradalom 1956-ban ? » [La révolution était-elle inévitable en 1956 ?], *Magyar füzetek*, 17 [Cahiers hongrois, n° 17], Malakoff, Dialogues Européens, 1986.

KENDE, Pierre, « Hongrie : 30^{ème} anniversaire. Les causes d'un soulèvement », *Est et Ouest*, octobre 1986.

KENDE, Pierre, « 1956 : traumatisme et référence. Entretien avec Jacques Rupnik », *L'autre Europe*, n° 11-12, 1986.

KIS, János, « Valamit elindított (Donáth Ferencről) » [Il a déclenché quelque chose. Sur Ferenc Donáth], *Magyar Füzetek*, 17 [Cahiers hongrois, n° 17], Malakoff, Dialogues Européens, 1986.

KOZÁK, D., « La Vérité sur la révolution hongroise », *Franc-Tireur*, du 14 au 24 décembre 1956.

« La Hongrie un an après le drame (1956) », *Démocratie Nouvelle*, octobre 1957.

LAISANT, Maurice, « Autour de la Hongrie, réponse à Lorulot », *Le Monde libertaire*, n° 25, février 1957.

« La première autocritique de ‘communistes nationaux’ hongrois », *France-Observateur*, n° 351, 31 janvier 1957.

« La Résistance hongroise parle », *Le Figaro*, 15 janvier 1957.

« La Yougoslavie et les événements de Hongrie », *Articles et documents*, n° 0443, 11 décembre 1956.

LAZITCH, Branco, « Le P.C. yougoslave et la révolution hongroise », *Est et Ouest*, 162, 16 – 30 novembre 1956.

LECOEUR, Auguste, « La classe ouvrière hongroise et la révolution », *Nation socialiste*, octobre 1957.

LEFORT, Claude, « Bilan, perspectives, tâches », *Socialisme ou Barbarie*, mars – mai 1957.

LEFORT, Claude, « La Méthode des intellectuels dits ‘progressistes’ : échantillons », *Socialisme ou Barbarie*, janvier – février 1958.

LEFORT, Claude, « La première révolution anti-totalitaire », *Esprit*, janvier 1977.

LEFORT, Claude, « L’Insurrection hongroise », *Socialisme ou Barbarie*, décembre 1956 – février 1957.

« Le P.S. italien et les événements de Hongrie », *Est et Ouest*, 164, 16 – 31 décembre 1957.

LERUTTI, Elisabeth, « Quand la Hongrie était heureuse », *Revue de deux Mondes*, mars 1957.

« Les colonisateurs de la Hongrie », *Défense de l’homme*, n° 97, novembre 1956.

« Les écrivains et la Hongrie », *Le Figaro littéraire*, le 3 novembre 1956.

« Le sens de notre lutte. Document exclusif provenant d’un journal clandestin de la résistance hongroise », *Jeunesse libre*, février 1957.

« Les États-Unis et la révolution hongroise », *Etudes américaines*, 56, 1956.

Les événements de Hongrie depuis l’automne 1956, compléments aux n° 2.244 et 2.245 des *Notes et Etudes documentaires*, 1er partie : Chronologie, n° 2.393 et 2.394, 21 et 22 mars 1958, La Documentation Française.

Les événements de Hongrie depuis l’automne 1956, compléments aux n° 2.244 et 2.245 des *Notes et Etudes documentaires*, 2e partie : Textes et documents et informations, n° 2.393, 25 mars et 12 avril 1958, La Documentation Française.

« Les Hongrois », *Contre-courant*, Septième série, n° 77, fin mars 1957.

LITVÁN, György, « Idées et tendances de la révolution hongroise de 1956 », *Histoire des idées politiques de l’Europe Centrale*, sous la direction de Chantal DELSOL et Michel MASLOWSKY, Paris, Presses Universitaires de France, 1998.

LITVÁN, György, « 1956 : crise de Hongrie, crise de Suez », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 200, septembre 2001.

LUDOVIC, C., « 10 ans après la révolution de Budapest », *La Vie*, 25 octobre 1966.

Magyar füzetek, 9-10 [Cahiers hongrois, 9-10], dirigé et édité par Péter KENDE, Malakoff, Dialogues Européens, 1981.

Magyar fizetek, 17 [Cahiers hongrois, 17]. *Harminc éve* [Il y a trente ans], sous la direction de Péter KENDE, Malakoff, Dialogues Européens, 1986.

MANUEL, François, « Budapest, deuxième anniversaire, Paris, *La Vérité*, n° 513.

MARTINET, Gilles, « Ce que l'on appelle la 'logique de l'anticommunisme' », *France-Observateur*, 27 décembre 1956.

MARTINET, Gilles, « La leçon de Budapest », *France-Observateur*, 8 novembre 1956.

MARTINET, Gilles, « Les révolutions d'octobre », *Le Nouvel Observateur*, 26 octobre 1966.

MATHIAS, P., « Je vis tourner la tourelle du char. Je hurlai : 'Jean-Pierre!' il tomba en avant... », *Paris Match*, 29 octobre 1966.

MAULNIER, Thierry, « Une conscience européenne », *Preuves*, janvier 1957.

MAUPIOUX, Georges, « La fédération du livre devant la tragédie hongroise », *La Révolution prolétarienne*, n° 411, novembre 1956.

MAURIAC, François, « Bloc-Notes », 5 novembre 1956, *Bloc-Notes 1952 – 1957*, Paris, Flammarion, 1958.

MAURIAC, François, « Réponse à un dernier message », *Le Figaro Littéraire*, 10 novembre 1956.

MÉRAY, Tibor, « Ce qu'on ne savait pas sur Budapest », *Le Figaro Littéraire*, 20 octobre 1966.

MÉRAY, Tibor, « Khrouchtchev était prêt à céder. Pourquoi a-t-il changé d'avis ? », *Paris Match*, 29 octobre 1966.

MÉRAY, Tibor, « L'insurrection hongroise et le drame d'Imre Nagy », *Temps Modernes*, novembre 1957.

MERLEAU-PONTY, Marcel, « Réforme... ou maladie sénile du communisme ? », *L'Express*, 23 novembre 1956.

MERLEAU-PONTY, Marcel, « Sur la destalinisation », *L'Express*, 2 novembre 1956.

« 1956 dans les démocraties populaires », exposé du Cercle Léon Trotsky du 26 septembre 1986, Paris, *Lutte Ouvrière*, 1986.

MOLNAR, M., « L'Octobre hongrois. Trente ans après », *Commentaire*, 9 (36), hiver 1986 – 1987.

MORGAN, Claude, « Le couronnement d'une grande tromperie », *France-Observateur*, 19 juin 1958.

MORIN, Edgard, « L'heure zéro des intellectuels du parti communiste français, *France-Observateur*, 15 novembre 1956.

MORIN, Edgard, « Quelques réflexions à propos de l'article de Favre-Bleibtreau », *Tribune marxiste*, octobre 1957.

NAGY, L., « L'Aspect militaire de la révolution hongroise », *Saturne*, octobre – novembre 1957.

Numéro spécial de *Socialisme ou Barbarie*, n° 20, décembre 1956 – janvier 1957.

Numéro spécial des *Temps modernes*, coordonné par François FEJTŐ, novembre-janvier 1956-1957.

PÁLOCZI-HORVÁTH, G., « Portrait de Janos Kadar », *Preuves*, mars 1957.

PARMELIN, Hélène, « Lettre à Claude Bourdet », *France-Observateur*, 15 novembre 1956.

PÁSZTOR, Thomas, « Les buts de la guerre de libération hongroise », *Est et Ouest*, 16-31 décembre 1956.

PEJU, Marcel, « Du rapport Khrouchtchev à la tragédie hongroise : le communisme à l'heure de la vérité », *Les Temps Modernes*, janvier 1957.

PERET, Benjamin, « A propos de la révolte hongroise », *Défense de l'homme*, n° 102, avril 1957.

PRÁGAI, Dezső, « Orvoskari fiatalok a forradalomban. Beszélgetés Prágay Dezsővel » [Les jeunes de la faculté de médecine dans la révolution. Entretien avec Dezső Prágay], a beszélgetést lefolytatta E. B. 1986 nyarán Amerikában [l'entretien fut réalisé par B. E. en été 1986 en Amérique], *Magyar Füzetek*, 17 [Cahiers hongrois, n° 17], Malakoff, Dialogues Européens, 1986.

« Protestation yougoslave auprès du gouvernement hongrois au sujet de la disparition de Nagy », *Articles et documents*, n° 0437, 27 novembre 1956.

« Questions aux militants du PCF », *Socialisme ou barbarie*, décembre 1956.

RÁCZ, Sándor, « A Munkástanács mint egy pecsét hitelesítette a forradalmat » [”Le conseil ouvrier a authentifié la révolution comme un sceau”], SZILÁGYI Sándor interjúja [l'interview de Sándor Szilágyi], *Magyar munkástanácsok 1956-ban* [Conseils ouvriers hongrois en 1956], sous la direction d'István KEMÉNY et Bill LOMAX, Paris-Highland Lakes, Magyar Füzetek – Atlanti Kutató és Kiadó Társulat, 1986.

RASSINER, Paul, « Sur la révolution et les révolutionnaires en pantoufles », *Défense de l'homme*, n° 100, février 1957.

RATYCH, N., « Tactique et armement des troupes soviétiques arrivées en Hongrie après le 4 novembre 1956 », *Visage de la Russie*, janvier 1957.

« Réponse à un appel », *Franc Tireur*, 10 novembre 1956.

ROLLAND, Jacques-Francis, « Il faut choisir entre le socialisme et la terreur », *L'Express*, 9 novembre 1956.

ROLLAND, Jacques-Francis, « Je ne suis pas seul », *France-Observateur*, 29 novembre 1956.

ROUGEMONT, Denis de, « Serrer la main d'un communiste, désormais... », *Le Figaro littéraire*, 10 novembre 1956.

ROUSSET, David, « Le silence n'est plus tolérable », *Saturne*, n° 9, novembre 1956.

ROY, Claude, « Effet calmant sur le peuple », *France-Observateur*, 26 juin 1958.

ROY, Claude, « La Hongrie et le sens des mots », *L'Express*, 11 janvier 1957.

ROY, Claude, « La justice est indivisible », *France-Observateur*, 17 janvier 1957.

SADIK, Albert, « Un an après, l'ordre règne à Budapest », *Le Monde libertaire*, n° 32, novembre 1957.

SALINI, Laurent – GACON, Jean – KANAPA, Jean, « Réponses aux Temps modernes », *Nouvelle critique*, n° 82, février 1957.

SALINI, Laurent, « Témoignage sur le drame hongrois », *Démocratie nouvelle*, janvier 1957.

SARTRE, Jean-Paul, « Après Budapest, Sartre parle », *Express*, 9 novembre 1956.

SARTRE, Jean-Paul, « Le fantôme de Staline », *Les Temps Modernes*, n° 129, 130, 131, novembre – décembre 1956 – janvier 1957.

SCHREIBER, Thomas, « Du procès Rajk au procès Nagy », *Preuves*, août 1958.

SCHREIBER, Thomas, « J'ai rencontré le Cardinal Mindszenty », *Témoignage chrétien*, 30 novembre 1956.

SCHREIBER, Thomas, « La presse de l'insurrection dénonçait les contre-révolutionnaires », *France-Observateur*, 3 janvier 1957.

SCHREIBER, Thomas, « Le 'Document István Bibó' permet certains espoirs », *Gauche européenne*, octobre 1957.

SCHREIBER, Thomas, « Un grand tournant dans l'histoire du communisme », *Le Monde*, 20 octobre 1966.

SEBESTYÉN, Miklós, « A Nagy-budapesti Központi Munkástanácsról » [Sur le Conseil ouvrier central de Grand-Budapest], *Magyar Munkástanácsok 1956-ban* [Conseils ouvriers hongrois en 1956], sous la direction d'István KEMÉNY et Bill LOMAX, Paris – Highland Lakes, Magyar Füzetek – Atlanti Kutató és Kiadó Társulat, 1986. (coll. Adalékok az újabkori magyar történelemhez [Eléments pour l'histoire hongrois moderne], n° 5)

SILONE, Ignazio, « Invitation à un examen de conscience », *Express*, n° 285, 7 décembre 1956.

SPENDER, Stephen, « La révolution hongroise est vivante », *Demain*, 1^{er} novembre 1957.

STEPHANE, Roger, « Falsifications historiques du P.C. sur la Hongrie », *France-Observateur*, 15 novembre 1956.

STEPHANE, Roger, « Les ouvriers de Renault et la Hongrie », *France-Observateur*, 8 novembre 1956.

SULYÁNSZKY, Eugène, « Budapest 1956 – 1996 », *Le Combat*, février 1997.

SULYÁNSZKY, Eugène, « J'étais sur les barricades à Budapest », *Histoire-Magazine*, octobre 1981.

SULYÁNSZKY, Eugène, « La Révolution hongroise de 1956 », *Le combat*, n° 218, février 1994.

SULYÁNSZKY, Eugène, « Réflexion d'un insurgé hongrois de 1956 vingt ans après », *Le Choix /Revue des amis de Dimitri Panine/*, n° 5, octobre 1977.

SZABÓ, Miklós, « Un événement historique qui dérange le pouvoir : la révolution de 1956 », *Relations Internationales*, n° 67, automne 1991.

SZEGEDI, M., « Ce que la révolution hongroise a été et ce qu'elle n'était pas », Paris, Politique Etrangère, 1958 (V).

TARDOS, Tibor, « A tengervíz sós. Emlékezés az íróperre » [L'eau de la mer est salée. Souvenirs du procès des écrivains], *Irodalmi Újság* [Journal Littéraire], Paris, 1987.

TATU, Michel, « Le peuple hongrois veut oublier le passé », *Le Monde*, 20, 23 et 24 octobre 1966.

« Témoignages et études sur la révolution hongroise », *Arguments*, n° 4, juin-septembre 1957.

TÖKE, Ferenc, « A Nagy-budapesti Központi Munkástanácsról » [Sur le Conseil ouvrier central de Grand-Budapest], *Magyar Munkástanácsok 1956-ban* [Conseils ouvriers en 1956], sous la direction d'István KEMÉNY et Bill LOMAX, Paris-Highland Lakes, Magyar Füzetek – Atlanti Kutató és Kiadó Társulat, 1986.

« Troubles au sein des partis communistes scandinaves », *Est et Ouest*, 170, 16 – 31 mars 1957.

« Un hommage au miracle hongrois », *Le Monde libertaire*, n° 23 et 24, décembre 1956 et janvier 1957, ainsi que *Témoins*, n° 14, IV^e année automne 1956.

« Un mois en Hongrie », *Le Monde libertaire*, n° 97, 1964.

VARAIGNE, Roland, « Les Intellectuels communistes et progressistes devant la déstalinisations et les révoltes de Hongrie et de Pologne », *Est et Ouest*, n° 167, 1^{er} – 15 février 1957.

VIDA, István, « A magyar munkásvilág 1956-ban » [Le monde ouvrier hongrois en 1956], *Magyar Munkástanácsok 1956-ban. Dokumentumok* [Conseils ouvriers hongrois en 1956. Documents], sous la direction d'István KEMÉNY et Bill LOMAX, Paris – Highland Lakes, Magyar Füzetek – Atlanti Kutató és Kiadó Társulat, 1986.

WINOCK, Michel, « 1956 : l'octobre hongrois », *L'Histoire*, n° 38, octobre 1981.

Hors de la France

- ouvrages

BARATH, Tibor, *Le Cri de la Hongrie*, Montréal, Editions Le monde hongrois en Occident Inc., 1957.

BÉKÉS, Csaba–RAINER M., János, *La révolution hongroise de 1956*, Budapest, Ministère des Affaires Étrangères, 1996. (coll. 1100 ans en Europe, 6.)

Contribution de la Révolution Hongroise à la Pensée Socialiste, compte-rendu de la Conférence réalisée par l'Institut Imre Nagy de Sciences politiques à Bruxelles les 24-25 octobre 1959, Laszló BOLGAR, François FEJTO, Anna KETHLY, Czesław MIŁOŚZ etc, Bruxelles, Institut Imre Nagy de Sciences politiques, 1959. (coll. Les Carnets de l'Institut, n° 1.)

DOMINIQUE, Manaï, *Discours juridiques soviétiques et intervention en Hongrie et en Tchécoslovaquie*, Genève, Droz, 1980.

FEJTO, François, *1956, Budapest, l'insurrection. La première révolution anti-totalitaire*, Bruxelles, Complexe, 1981.

Hongrie. 1956-1976. L'insurrection hongroise de 1956 devant l'histoire, sous la direction d'Ernest TÖTTÖSY et Francis DESSART, Claude – M. DEJAIE Editeur, Wépion (Namur, Belgique), 1976.

HUNGARICUS, *Texte intégral d'une étude de... écrit, publié et distribué clandestinement en Hongrie dans les milieux progressistes*, Bruxelles, Documents, n° 1, Institut d'Imre Nagy de sciences politiques, 1959.

ILLIK, Martin, *La Hongrie et sa révolution*, Bruxelles, Paix et Liberté, 1957.

La révolte du peuple hongrois. Faits et document sur la bolchévisation de la Hongrie et sur le soulèvement national de l'automne 1956, présentés et commentés par Emile WIEDERKEHR, Alfred CATTANI, préfacés par Gonzague de REYNOLD, Lausanne-Lucerne, Aide Suisse aux Victimes du Communisme en Hongrie, 1957.

Non, nous ne tairons pas, Bern, Comité d'Aide aux victimes du communisme, 1958.

PEERY, Rezső, *Réforme et révolution en Pannonie*, Bruxelles, Institut Imre Nagy de Sciences Politiques, 1962. (coll. Etudes sur la révolution hongroise, n° 1)

VONECHE CARDIA, Isabelle, *L'octobre hongrois : Entre Croix Rouge et Drapeau Rouge : L'Action du Comité International de la Croix-Rouge en 1956*, Bruxelles, Buylant, 1996.

- articles

Editorial « Octobre toujours vivant », *Études*, n° 4, 1961.

KECSKÉS, Gusztáv, « Un héritage brisé. La mémoire de la révolution hongroise de 1956 : 1956-1997 », *Hermes*, 1998, n° 3 et 4. (Belgique)

MOLNÁR, Miklós, « Erreurs de jugement sur Imre Nagy », *Études*, n° 4, 1962.

MORIN, Edgar, « Les leçons de la révolution hongroise », *Études*, n° 2, octobre 1959.

NAGY, Balázs, « Imre Nagy et la Révolution hongroise », *Études*, n° 4, avril 1960.

NAGY, Balázs, « Le destin du socialisme et la 'victoire' de la révolution hongroise », *Études*, n° 6, octobre 1960.

PERRET, François, « L'Action du CICR en Hongrie en 1956 », *Revue Internationale de la Croix-Rouge* (Genf), juillet-août 1996, n° 820.

Publications sur les échos de la révolutions hongroise en France

En France

- ouvrages

« Au peuple français... avec les insurgés de la Hongrie », tract de la Confédération nationale du travail, novembre 1956.

DUFOIX, Stéphane, *Exil et politique. Eléments pour une sociologie de la politique en émigration : l'exemple des Hongrois, des Polonais et des Tchécoslovaques en France de 1945 à nos jours*, thèse pour le doctorat en science politique sous la direction de Marc LAZAR, Université Paris I Sorbonne, Département de science politique, 1997, tome 1-2.

DUFOIX, Stéphane, *Exil et politique. Le cas hongrois en France après 1956*, mémoire de DEA sous la direction de Marc LAZAR, Université de la Sorbonne Paris I, 1992-1993.

GRANDSENNE, Florance, *Analyse de l'insurrection hongroise de 1956 par quatre revues françaises : Les temps modernes, Esprit, Preuves, Socialisme ou Barbarie*, mémoire de DEA Etudes soviétiques et est-européennes sous la direction de J. RUPNIK, Paris, IEP, 1990.

GRANDSENNE, Florance, *Les intellectuels français face aux crises du communisme en Europe du Centre-Est. Perception et interprétation des mouvements et de leur répression (1956-1981)*, thèse de doctorat à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, sous la direction de Serge BERSTEIN, présentée et soutenue publiquement en 1998, volume 1, Budapest, 1956.

KLENJÁNSZKY, Sarolta, *Les répercussions de la révolution hongroise de 1956 et de sa répression dans le Parti communiste français*, mémoire de maîtrise sous la direction d'Olivier Faron, l'Université Lumière - Lyon II (Faculté de Géographie, de Tourisme et d'Histoire), 2002.

1956. *Le commencement de la fin*. Actes du colloque « BUDAPEST 1956-1996 », Palais du Luxembourg, Paris, 28 et 29 octobre 1996, rédaction et présentation de François FEJTŐ et Gilles MARTINET, Paris, Association pour la Communauté Culturelle Européenne, 1997.

SIRINELLI, Jean-François, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^{ème} siècle*, Chapitre VIII, « Un automne 1956 », Paris, Fayard, 1990.

TOCQUEVILLE, Olivier, *L'Humanité face au coup de Prague de 1948 et à la révolution hongroise de 1956*, mémoire de maîtrise, 1980.

VIGNAUD, Christine, *L'opinion française face aux événements de l'Europe de l'Est de 1956*, mémoire de maîtrise sous la direction de Robert FRANK, Année : 1986-1987. (manuscrit)

- articles

BERNARD, Jean-Pierre, « Novembre 1956 à Paris », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 30, avril-juin 1991.

BOULOUQUE, Sylvain, « Les anarchistes et la révolution hongroise de 1956 », *La Nouvelle Alternative*, n° 46, juin 1997.

DUFOIX, Stéphane, « Ennemis intérieurs ou étrangers amis. Le contrôle politique des ressortissants d'Europe centrale et orientale en France 1950 – 1960 », *Les Cahiers européens de la Sorbonne Nouvelle*, n° 2 intitulé De l'Europe divisée à la 'grande Europe' ?, mai 2002.

ENREILLE, Patrick, « L'impact du 1956 hongrois en France », *Marxisme aujourd'hui*, n° 2, avril 1990.

FÜLÖP, Mihály, « Les relations franco-hongroises depuis 1945 », *Cahiers d'études hongroises*, n° 6, 1994.

KENDE, Pierre, « The Revolution in Western Europe » [La révolution en Europe occidentale], *The Hungarian Revolution of 1956 in Retrospect* [La révolution hongroise de 1956 étudiée rétrospectivement], sous la direction de Béla KIRÁLY, Paul JONÁS, Boulder, *East European Quarterly*, 1978.

KRIEGLER, Annie, « PC occidentaux : le retour de l'histoire » ; WINOCK, Michel, « La gauche non communiste en France » ; MARTINET, Gilles, « 1956 et le renouvellement de la gauche française », *1956. Varsovie-Budapest, la deuxième révolution d'octobre*, Paris, Esprit/Seuil, 1978.

« Les partis communistes occidentaux et les événements de Hongrie », *Articles et documents*, n° 0431, 13 novembre 1956.

« Une pente à remonter coûte que coûte, la solidarité directe », *Bulletin de Solidarité internationale antifasciste*, n° 6, avril 1957.

En Hongrie

- ouvrages

'56 és a franciák, francia gondolkodók a magyar forradalomról [56 et les Français, penseurs français sur la révolution hongroise], préface de Miklós MOLNÁR, Budapest, Font, 1993.

SALGÓ, László, *A szuezi háromszög 1956. Szuez - Algír - Budapest*, [Le triangle de Suez 1956. Suez - Algir - Budapest], Budapest, Kossuth, 1986.

TURBET-DELOF, Guy, *La Révolution hongroise de 1956. Journal d'un témoin*, préfacé par François FEJTŐ, Paris, Institut français en Hongrie – Editions Ibolya Virág, 1996.

TURBET-DELOF, Guy, *Napló* [Journal], Budapest – Paris, Magyarországi Francia Intézet – Ibolya Virág Kiadó – Institut de 1956, 1996.

- articles

BODRI, Ferenc, « Camus és a magyarok 1956-1960 » [Camus et les Hongrois 1956-1960], *Forrás* [Source], 1992, n° 10.

FÁZSY, Anikó, « Budapest nem hazudott. 1956 a francia lapok tükrében » [Budapest n'a pas menti. 1956 à la lumière des journaux français], *Élet és Tudomány* [Vie et Science], 19 octobre 2001.

FRANK, Robert, Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique en France face à la révolution hongroise de 1956*, 17, 18, 19 octobre 1996, Institut Français en Hongrie, transcrit par Csaba CSAPODI, 2000 (manuscrit déposé à la Médiathèque de l'Institut français de Budapest), pp. 169 – 180.

GARADNAI, Zoltán, « A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története, 1945–1966 » [L'histoire des relations diplomatiques hungaro-françaises], *Külpolitika* [Politique étrangère], 2001, n° 1-2.

GRANDSENNE, Florance, contribution aux Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique en France face à la révolution hongroise de 1956*, 17, 18, 19 octobre 1996, Institut Français en Hongrie, transcrit par Csaba CSAPODI, 2000 (manuscrit déposé à la Médiathèque de l'Institut français de Budapest), pp. 97-112.

HOREL, Catherine, « L'opinion publique française face à la révolution de 1956 », Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique en France face à la révolution hongroise de 1956*, 17, 18, 19 octobre 1996, Institut Français en Hongrie, transcrit par Csaba CSAPODI, 2000 (manuscrit déposé à la Médiathèque de l'Institut français de Budapest).

HUNYADI, István, « 1956 francia szemmel » [1956 du point de vue français], *História* [Histoire], 1991, n° 1.

KECSKÉS, Gusztáv, « A szuezi válság és az 1956-os magyar forradalom. Utószó » Denis Lefebvre A szuezi ügy című könyvéhez [L'affaire de Suez et la révolution hongroise de 1956. Postface à la publication hongroise de L'Affaire de Suez de Denis Lefebvre (Paris, Bruno Leprince Editeur, 1996.), Budapest, Osiris, 1999.

KECSKÉS, Gusztáv, « Budapest–Szuez '56. A kalandok kora » [Budapest-Suez 56. L'époque des aventures], *Heti Világgazdaság*, 6 novembre 1999.

KECSKÉS, Gusztáv, « De l'autre côté du « rideau de fer »...La révolution hongroise de 1956 et la politique étrangère française à la lumière de quelques entretiens avec d'anciens diplomates », *Specimina Nova*, 1999. (Pécs, Hongrie)

KECSKÉS, Gusztáv, « Franciaország politikája az ENSZ-ben a „magyar ügy” kapcsán: 1956–1963 » [La politique de la France à l'ONU concernant l'affaire hongroise : 1956-1963], *Századok* [Siècles], octobre 2000.

KECSKÉS, Gusztáv, « A francia diplomácia és az 1956-os magyar forradalom » [La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956], *Történelmi Szemle* [Bulletin d'histoire], 2002/1–2.

KECSKÉS, Gusztáv, « A forradalmi Tanács és a francia diplomácia » [Le Conseil Révolutionnaire et la diplomatie française], *Iratok az emigrációról* [Documents sur l'émigration], sous la direction de Béla Király, Piroska Balogh et Tamás Vitek, Budapest, Atlanti Kutató és Kiadótársulat Közalapítvány (ARP), 2003.

KECSKÉS, Gusztáv, « A francia tömegsajtó és az 1956-os magyar forradalom » [Les médias français et la révolution hongroise de 1956], *Évkönyv XI. 2003. Magyarország a jelenkorban* [L'Almanach XI. 2003. La Hongrie au temps présent], sous la direction de János M. Rainer et Éva Ständeisky, Budapest, Institut de 1956, 2003.

KECSKÉS, Gusztáv, « Az 1956-os magyar menekültek és Franciaország » [Les réfugiés hongrois de 1956 et la France], *Múltunk* [Notre passé], 2003/4.

LE ROY LADURIE, Emmanuel, « 1956 et l'évolution politique d'une génération », *Hommage à Ferenc Fejtő : A 90 éves Fejtő Ferenc köszöntése emlékezésekkel és tanulmányokkal* [Hommage à François Fejtő à l'occasion de son 90^e

anniversaire, souvenirs et études], sous la direction de Jacqueline CHERRUAULT-SEPER, Pierre KENDE, György LITVÁN et al., Budapest, Világosság Alapítvány, 1999.

LITVÁN, György, « Francia dokumentumok 1956-ról » [Documents français sur 1956], *Évkönyv III. 1994* [Almanach III. 1994], Budapest, Institut de 1956, 1994.

MICHEL, Bernard « L'image de l'insurrection hongroise de 1956 dans l'opinion française », Actes du colloque *Les intellectuels et l'opinion publique en France face à la révolution hongroise de 1956*, 17, 18, 19 octobre 1996, Institut Français en Hongrie, transcrit par Csaba CSAPODI, 2000 (manuscrit déposé à la Médiathèque de l'Institut français de Budapest).

RÉAU, Elisabeth du, « Les socialistes français, l'Europe et la Hongrie (1956 – 1957) », *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében. Tanulmányok Ormos Mária 70. születésnapjára* [La Hongrie dans le champ de forces des (grandes) puissances. Etudes pour 70^e anniversaire de Mária Ormos], Pécs, University Press, 2000.

STANDEISKY, Éva, « A Kreml csendje – Vercors a magyar írókért 1957-ben » [Le silence de Kremlin – Vercors pour les écrivains hongrois en 1957], *Évkönyv III. 1994*. [Almanach III. 1994], Budapest, Institut de 1956, 1994.

SULYÁNSZKY, Jenő, « Az 1956-os magyar forradalom. A francia társadalom és a magyar emigráció reagálása » [La révolution hongroise de 1956. La réaction de la société française et de l'émigration hongroise], *Az 1956-os forradalom és szabadságharc. Szimpózium, 1997. október 11-12* [La révolution et la guerre d'indépendance de 1956, colloque tenu les 11 – 12 octobre 1997], préface de László BALÁS PIRI, Budapest, Représentation de la Fondation Konrad Adenauer à Budapest, 1997.

SZÁVAI, János, « Albert Camus és a magyar forradalom » [Albert Camus et la révolution hongroise], *Magyar Szemle* [Bulletin Hongrois], 1996, n° 10.

TURBET-DELOF, Guy, « Az 1956-os magyar forradalom François Mauriac szemével » [La révolution hongroise de 1956 du point de vue de François Mauriac], préface de György LITVÁN, *Világosság*, 1994, n° 10.

TURBET-DELOF, Guy, « Budapesti feljegyzések » [Notes de Budapest], présenté par György LITVÁN, *Világosság*, 1992, n° 10.

TURBET-DELOF, Guy, « Naplója. Részlet » [Son journal. Extrait], traduit par Rita H. MAJOR, *Árgus*, 1992, n° 4-5.

« 'Vigyázzó szemetek Budapestre vessétek...' A francia külügyminisztérium belső irata az 1956-os magyar forradalomról » ['Portez votre attention vers Budapest...'] Un document interne du Ministère des Affaires étrangères français], publié et traduit par Gusztáv KECSKES, *Rubicon*, octobre–novembre 1999.

HOREL, Catherine, « Frankreich und die Ungarnkrise 1956 », *Die Ungarnkriege 1956 und Österreich*, sous la direction de Erwin A. Schmidl, Wien-Köln-Weimar, Böhlau Verlag, 2003.

La France et sa politique extérieure après 1945

L'histoire générale française – IV^e République

- ouvrages

- AGERON, C-R., *La décolonisation française*, Paris, Colin, 1991.
- ARON, Raymond, *Immuable et changeante, de la IV^e à la V^e République*, Paris, Calmann-Levy, 1959.
- AVRIL, Pierre – VINCENT, Gérard, *La IV^e République*, Paris, MA, 1988.
- BARSALOU, Joseph, *Le Mal-Aimé. Histoire de la IV^e République*, Paris, Plon, 1964.
- BERSTEIN, Serge – MILZA, Pierre, *Histoire de la France au Vingtième siècle*, tome 3 : 1945 – 1958, Bruxelles, Complex, 1995.
- BINOCHE-GUEDRA, J., *La France d'outre-mer 1815 – 1962*, Paris, Masson, 1992.
- BJOL, Erling, *La France devant l'Europe : La politique européenne de la IV^e République*, Copenhagen, Munksgaard, 1966.
- BONIN, Hubert, *Histoire économique de la IV^e République*, Paris, Economica, 1987.
- BORELLA, F., *L'évolution politique et juridique de l'Union française depuis 1946*, Paris, Le Seuil, 1958.
- BOURDACHE, Colette, *Les années cinquante. La vie politique en France, l'économie et relations internationales, l'Union française*, Paris, Fayard, 1980.
- CHAPSAL, J., *La vie politique en France de 1940 à 1958*, Paris, PUF, 1984. (4ème éd. 1997.)
- CHARLOT, Jean, *Le Gaullisme d'opposition 1946-1958*, Paris, Fayard, 1983.
- COURTIER, Paul, *La Quatrième république*, Paris, PUF, 1975. (coll. "Que sais-je?")
- COURTOIS, Stéphane – LAZAR, Marc, *Histoire du Parti Communiste Français*, Paris, PUF, 1995.
- DALLOZ, Jacques, *La IV^e République*, Paris, Le Seuil, 1996.
- DROZ, Bernard – LEVER, Evelyne, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954 – 1962*, Paris, Seuil, 1982.
- DUHAMEL, Eric, *Histoire politique de la IV^e République*, Paris, Découverte, 2000. (coll. Repère, n° 299)
- ELGEY, Georgette, *Histoire de la quatrième République*, Paris, Fayard, en 3 volumes : *La république des illusions : 1945-1951*, 1965 ; *La république des contradictions : 1951-1954*, 1968, 1993 ; *La république des tourmentes : 1954-1959*, tome I, *Métamorphoses et mutations*, 1992 et tome II, *Malentendu et passion*, 1997.
- FACON, Patrick, *La IV^{ème} République 1944-1958, de la libération au 13 mai* (Coll. Histoire politique de la France), Paris, Pygmalion, Gérard Watelet, 1997.
- FAUCHER, J A., *L'agonie d'un régime (1952-1958)*, Paris, Atlantic, 1958.

- FAUVET, Jacques, *La IV^e république*, Paris, Fayard, 1959.
- FOUVIELLE-ALQUIER, François, *Plaidoyer pour la IV^e République*, Paris, Robert Laffont, 1976.
- FRANK, Robert, *La Hantise du déclin 1920-1960*, Paris, Belin, 1994.
- GACON, Jean, *1944-1958 Quatrième République*, Paris, Messidor (Editions sociales), 1987.
- GIRARDET, Raoul, *L'idée coloniale en France, 1871 – 1962*, Paris, Table Ronde, 1972.
- GREMION, Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950 – 1975*, Paris, Fayard, 1995.
- GROSSER, Alfred, *La IV^e République et sa politique extérieure*, Paris, A. Colin, 1972.
- GUILLAUME, Sylvie, *La France contemporaine. Chronologie commentée (1946-1990)*, tome I : La IV^e République, Paris, Perrin, 1990.
- GUILLEMINAULT, Gilbert, *Le roman vrai de la IV^e République, de Bardot à de Gaulle, 1954-1958*, Paris, Danoel, 1972.
- HARRISON, M., *Regards sur les comissions de l'Assemblée sous la Quatrième République*, Mémoire, Cycle supérieur d'études politiques, Paris, FNSP, 1959.
- JUDT, Tony, *Un passé imparfait. Les intellectuels en France 1944-1956*, Paris, Fayard, 1992.
- JULLIARD, J., *La IV^e République : naissance et mort, 1947-1958*, Paris, Calmann-Levy, 1968.
- LA GORCE, Paul-Marie de, *Naissance de la France moderne 1944-1958* (2 volumes), Paris, Grasset, 1978 et 1979.
- La guerre d'Algérie et les Français*, sous la direction de Jean-Pierre RIOUX, Fayard, 1990.
- La Querelle de la C.E.D.*, sous la direction de Raymond ARON, Paris, A. Colin, 1956.
- LAZAR, Marc, *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Editions Aubier, 1992.
- LIMAGNE, Pierre, *L'éphémère, IV^e République*, Paris, France-Empire, 1977.
- MAC RAE, D., *Parliament, parties and society in France, 1947-1958*, London, St. Martin's Press, 1967.
- MIGNOT, E. – LEROY, R., *La IV^e République*, Paris, Ed. Sociales, 1972.
- Partis politiques et classes sociales en France*, sous la direction de Maurice DUVERGER, Cahier de la FNSP, n° 74, Paris, Colin, 1955.
- PERVILLÉ, G., *De l'Empire français à la décolonisation*, Paris, Hachette, 1991.
- Pierre Mendès-France et le mendésisme* (actes du colloque), sous la direction de F. BEDARIDA et J.-P. RIOUX, Paris, Fayard, 1985.
- PONDAVEN, Philippe, *Le Parlement et la politique extérieure sous la IV^e République*, Paris, PUF, 1973.
- QUILLOT, Roger, *La SFIO et l'exercice du pouvoir 1944-1958*, Paris, Fayard, 1972.

RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la IV^e République*, Paris, Point-Seuil, (coll. Nouvelle histoire de la France contemporaine, n° 15, 16), tome 1 : L'Ardeur et la Nécessité 1944-1952, 1980 ; tome 2 : L'Expansion et l'Impuissance 1952-1958, 1983.

ROBRIEUX, Philippe, *Histoire intérieure du Parti communiste français*, tome II, Paris, Fayard, 1981.

SHEINMANNE, Lawrence, *Atomic Energy in France under the Fourth Republic* [L'énergie atomique en France sous la Quatrième république], Princeton UP, 1969.

SIEGFRIED, André, *De la III^e à la IV^e République*, Paris, B. Grasset, 1956.

SIEGFRIED, André, *De la IV^e à la Ve République*, Paris, B. Grasset, 1958.

THOBIE, J. – MEYNIER, G. – COQUERY VIDROVITCH, C. – AGERON, C-R., *Histoire de la France coloniale*, tome 2 : 1914 – 1990, Paris, Colin, 1991.

VAUDIAUX, Jacques, *Le progressisme en France sous la 4^e république. Les hommes - L'organisation - Les électeurs*, Paris, Cujas, 1968.

VERDÈS-LEROUX, Jeannine, *Au service du parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard, 1983.

VERDÈS-LEROUX, Jeannine, *Le Réveil des somnambules. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*, Paris, Fayard, 1987.

WERTH, A., *La France depuis la guerre, 1944-1957*, Paris, Gallimard, 1957.

WILLIAMS, Philip, *La vie politique sous la 4^e République*, Paris, A. Colin, 1971. (coll. Analyse Politique)

WILLIAMS, P. M., *Politics in post-war France*, London, Longmans, green and Co., 1958.

WINOCK, Michel, *La République se meurt, chronique 1956-1958*, Paris, Le Seuil, 1978.

WINOCK, Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997.

YACONO, Xavier, *Les étapes de la décolonisation française*, Paris, PUF, 1982. (3^e édition)

L'histoire de la politique étrangère

- ouvrages

ALPHAND, Hervé, *L'Étonnement d'être. Journal 1939 – 1973*, Paris, Fayard, 1977.

BOISBERRANGER, Jean de, *Domaine et instruments de la politique étrangère de la France*, Notes et études documentaires, Paris, Documentation Française, 1976.

BOSSUAT, Gérard, *La France, l'aide américaine et la construction européenne 1944 – 1954*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2 volumes, 1992.

BOURDACHE, Colette, *Les années cinquante. La vie politique en France, l'économie, les relations internationales*, l'Union française, Paris, Fayard, 1980.

BOZO, Frédérique, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Masson, 1991.

BOZO, Frédérique, *La politique étrangère de la France depuis 1945*, Paris, La Découverte, 1997.

CAGAN, Charles, *Oldest Allies, Guarded Friends: France and the United States Since 1940*, Praeger, Londres, 1994.

CARMOY, Guy de, *Les politiques étrangères de la France 1944-1966*, Paris, Table Ronde, 1967.

CHAUVEL, Jean, *Commentaire*, 3 tomes, Paris, Fayard, 1973.

COHEN, Samy, *La Monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la Ve République*, Paris, Hachette, 1986.

COSTIGLIOLA, Frank, *France and the United States : The Cold Alliance Since World War II*, Boston, Twayne Publishers, 1992.

COUVE DE MURVILLE, Maurice, *Une politique étrangère*, Paris, Plon, 1971.

DALLOZ, Jacques, *La France et le monde depuis 1945*, Paris, A. Colin, 1993.

DALLOZ, Jacques, *Textes de politique étrangère de la France*, Paris, PUF, 1989.
(coll. Que sais-je ?)

DEPORTE, A. W., *De Gaulle's Foreign Policy 1944-1946*, Harvard U. P., 1966.

DEPORTE, A. W., *France, the Challenge of Renewal*, New York Foreign Policy Association, 1987.

DULPHY, Anne, *La politique extérieure de la France depuis 1945*, Paris, Nathan, 1994.

DUROSELLE, Jean-Baptiste, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 1976.

FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai. Mémoire 1945 – 1983*, Paris, Fayard, 1998.

GERBET, Pierre, *Le relèvement 1944-1949*, Paris, Imprimerie nationale, 1991.

GROSSER, Alfred, *Affaires Extérieures. La politique de la France 1944-1989*, Paris, Flammarion, 1989.

GROSSER, Alfred, *La IV^e République et sa politique extérieure*, Paris, Librairie A. Colin, 1972.

KOLODZIEJ, Edward, *French International Policy under de Gaulle and Pompidou*, Ithaca, Cornell U. P., 1974.

La France et l'opération de Suez, sous la direction de Maurice VAÏSSE, Paris, Addim, 1997.

La France et l'OTAN 1949 – 1996, sous la direction de Maurice VAÏSSE – Pierre MÉLANDRI – Frédérique BOZO, Complexe, 1996.

Les politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945. L'inévitable ajustement, sous la direction de Françoise DE LA SERRE, Jacques LERUEZ et Helen WALLACE, Paris, FNSP, 1990.

MASSIGLI, René, *Une comédie des erreurs 1943-1956*, Paris, Plon, 1978.

MITTERAND, François, *Réflexions sur la politique étrangère de la France*, Paris, Fayard, 1986.

MOREAU DEFARGES, Philippe, *La France dans le monde au XX^e siècle*, Hachette, 1994.

MOURIN, M., *Les relations franco-soviétiques 1917 – 1967*, Paris, Payot, 1967.

NOUSCHI, André - AGULHON, Maurice, *La France de 1940 à nos jours*, «IIIe partie : La politique extérieure », pp. 173 – 221, Paris, Nathan, 1984.

Pierre Mendès-France et le rôle de la France dans le monde, sous la direction de R. GIRAULT, S. BOUBLINA et G. BOSSUAT, Grenoble, PU Grenoble, 1991.

Politique étrangère, n° 1/86, « 50 ans de politique étrangère de la France ».

SCHREIBER, Thomas, *Les actions de la France à l'Est ou Les absences de Marianne*, Paris, l'Harmattan, 2000. (Version plus ancienne de l'ouvrage : *Les relations de la France avec les pays de l'Est (1944-1980)*, Paris, La Documentation Française, 1980.)

SMOUTS, Marie-Claude, *La France à l'ONU. Premiers rôles et second rang*, Paris, FNSP, 1979.

SOUTOU, Georges-Henri, *L'Alliance incertaine. Les rapports politiques et stratégiques franco-allemands 1954 – 1996*, Paris, Fayard, 1996.

TACEL, Max, *La France et le Monde au XXe siècle*, Paris, Masson, 1989.

TINT, Herbert, *French Foreign Policy since the Second World War*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1972.

VAISSE, Maurice – DOISE, Jean, *Diplomatie et outil militaire 1871 – 1991*, Seuil, 1991.

VAISSE, Maurice, *La grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle*, 1958 – 1969, Paris, Fayard, 1998.

WALL, Irwin, *L'influence américaine sur la politique française 1945 – 1954*, Paris, Balland, 1989.

YOST, David S., *La France et la sécurité européenne*, Paris, PUF, 1985.

YOUNG, John W., *France, the Cold War and the Western Alliance*, Leicester, Leicester UP, 1990.

- articles

DUROSELLE, Jean-Baptiste, « French Diplomacy in the Postwar World », *Diplomacy in a Changing World* [La diplomatie dans un monde en mutation], sous la direction de Stephen KERTESZ et M. A. FITZSIMONS, University of Notre Dame Press, 1959, pp. 204 – 250.

VAISSE, Maurice, « France and the Suez Crisis », *Suez 1956: The Crisis and its Consequences*, Oxford, Clarendon Press, 1989.

La diplomatie française

- ouvrages

BAILLOU, Jean - PELLETIER, Pierre, *Les Affaires étrangères*, préface de Jacques de BOURBON-BUSSET, Paris, PUF, 1962.

L'Annuaire diplomatique et consulaire de la République Française pour 1955-1958, Tome : LIX /59/, Paris, Imprimerie nationale, 1958.

Les Affaires Étrangères et le corps diplomatique français, tomes I-II, sous la direction de Jean BAILLOU, tome : II. 1870-1980, Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, 1984.

- articles

BAILLOU, Jean, « Le Ministère des Affaires étrangères », *Les Institutions politiques de la France*, Paris, Documentation Française, 1961.

Les relations internationales

- ouvrages

ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962.

BERG, Eugène, *La Politique internationale de 1955 à 1988*, Paris, Economica, 1990.

BOYLE, Peter G., *American-Soviet Relations. From the Russian Revolution to the Fall of Communism*, Londres, Routledge, 1993.

BRAILLARD, Ph. – REZA DJALLILI M., *Tiers Monde et relations internationales*, Paris, Masson, 1984.

CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, 1956. *La déstalinisation commence*, Bruxelles, Complexe, 1984.

COLLIARD, C. A., *Actualité internationale et diplomatique, 1950-1956*, Paris, Montchrestien, 1957.

COLLIARD, C. A., *Institutions des relations internationales*, Paris, Dalloz, 1974. (6e édition)

DI NOLFO, Ennio, *Power in Europe? Great Britain, France, Italy, Germany in the Origins of the EEC 1952-1957*, Berlin, 1992.

DI NOLFO, Ennio, *Storia delle Relazioni Internazionali 1918 – 1992* [L'histoire des relations internationales 1918 – 1992], Rome, Laterza, 1994.

DUNBABIN, John, *International Relations Since 1945: A History*, 2 volumes, Londres, Longman, 1994.

DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1993. (11e édition)

DUROSELLE, Jean-Baptiste – MEYRIAT, J. et divers, *Les nouveaux États dans les relations internationales*, Paris, Cahier de Sc. Po., 1962.

DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Publication de la Sorbonne, 1982. (Série Internationales, n° 16) (2e édition)

Európa és a hidegháború a dokumentumok tükrében [L'Europe et la guerre froide au miroir des documents], tome 1, Európa kettészakítása és a kétpólusú nemzetközi rend születése, 1945-1949 [La division en deux de l'Europe et la genèse du

système international bipolaire, 1945 – 1949], Felsőoktatási tankönyv [Manuel universitaire], sous la direction de Géza MEZEI, Budapest, 2000, Új Mandátum.

FISCHER, Ferenc, *A megosztott világ. A Kelet – Nyugat, Észak – Dél nemzetközi kapcsolatok fő vonásai, 1945 – 1989* [Le monde divisé. Est-Ouest, Nord-Sud, les grandes lignes des relations internationales, 1945 – 1989], les documents furent réunis par Ágnes DÁRDAI, Budapest, IKVA, 1992.

FONTAINE, André, *Histoire de la Guerre froide I-II.*, Paris, Fayard, tome I : De la révolution d'octobre à la guerre de Corée, 1966 ; tome II : De la guerre de Corée à la crise des alliances 1950-1967, 1967.

FONTAINE, André, *Un seul lit pour deux rêves. Histoire de la 'détente' 1962-1981*, Paris, Fayard, 1981.

GADDIS, John Lewis, *We Now Know*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

GERBET, Pierre, *La construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1999. (Troisième édition révisée et mise à jour) (coll. Notre Siècle)

GERBET, Pierre, *La politique d'unification européenne*, cours IEP, Paris, 1975.

GERBET, Pierre, *Le rêve d'un ordre mondiale de la SDN à l'ONU*, avec la participation de Victor Yves GHÉBALI et Marie-René MOUTON, Paris, Imprimerie nationale, 1996.

GIRAULT, René – FRANK, Robert – THOBIE, Jacques, *La Loi des géants 1941-1964*, Paris – Milan – Barcelone – Bonn, Masson, 1993. (coll. Histoire des Relations Internationales Contemporaines)

GROSSER, Alfrede, *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Paris, Point-Seuil, 1981.

GROSSER, Pierre, *Les Temps de la Guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et les causes de sa fin*, Bruxelles, Complexe, 1995.

GUITARD, O., *Bandung et réveil des peuples colonisés*, Paris, PUF, 1961.

HUNTZINGER, J., *Introduction aux relations internationales*, Paris, Seuil, 1987.

JOUE, E. *Les relations internationales du Tiers Monde*, Paris, Berger-Levrault, 1976.

KISSINGER, Henry, *Diplomatie*, Paris, Fayard, 1996.

MASTNY, Vojtech, *The Cold War and Soviet Insecurity. The Stalin Years*, Londres, Oxford UP, 1996.

MILLER, David, *The Cold War. A Military History*, Londres, John Murray, 1998.

PACANT, M. – BOUJU, P., *Le Monde contemporaine, 1945-1963*, Paris, A. Colin, 1964. (coll."U")

RÉAU, Elisabeth du, *L'idée de l'Europe au XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 1996.

Regards croisés et coopération en Europe au XX^e siècle, actes du colloque organisé (Le Mans, 1993) par le Centre universitaire de recherche en iconographie et histoire des mentalités et le Groupe de recherche Image, sous la direction d'Elisabeth du RÉAU, Presse de la Sorbonne Nouvelle (Espace Européen), 1996.

RENOUVIN, Pierre - DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin, 1964.

- REUTER, Paul, *Institution et relations internationales*, Paris, PUF.
- SEWELL, Mike, *The Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
(coll. Cambridge perspectives in history)
- SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- VAISSE, Maurice, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Colin-Cursus, 2002.
- VIENNE, R. de, *Manuel des traités*, Paris, 1978.
- ZORGBIBE, Charles, *Le monde depuis 1945*, Paris, PUF, 1980.
- ZORGBIBE, Charles, *Les politiques étrangère des grandes puissances*, PUF, 1983.
- ZORGBIBE, Charles, *Les relations internationales*, Paris, PUF, 1983. (coll. Thémis) (3^e édition)
- ZUBOK, Vladislav – PLESHAKOV, Constantine, *Inside the Kremlin's Cold War. From Stalin to Khrushchev*, Boston, Harvard University Press, 1996.

INSTITUTIONS CONSULTÉES

En France

Agence France-Presse – Service de Documentation (AFP, 13, place de la Bourse, 75002 Paris)

Archevêché de Paris – Archives historiques (8, rue de la Ville l'Evêque Paris)

Archives de la CFDT (4, boulevard de la Villette, 75955 Paris cedex 19)

Archives de l'École des Hautes Etudes en Sciences sociales (EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris)

Archives d'Histoire contemporaine. Centre d'Histoire de l'Europe du Vingtième siècle (CHEVS) – Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) (44, rue du Four, 75006 Paris)

Archives diplomatiques (Archives du ministère des Affaires étrangères, 37, Quai d'Orsay, 75351 Paris)

Archives du Parti communiste français (2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris)

Archives du Rassemblement du Peuple Français – Fondation Charles de Gaulle (5, rue de Solférino, 75007 Paris)

Archives nationales (60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris cedex 03)

Archives nationales – Centre d'accueil et de recherche des archives nationales (CARAN, 60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris cedex 03 ; entrée du public : 11 rue des Quatre-Fils, 75003 Paris)

Archives nationales, Section du XX^{ème} siècle (60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris cedex 03)

Assemblée nationale – Service des archives (Palais Bourbon, 126, rue de l'Université, 75355 Paris ; 233 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)

Bibliothèque administrative de la Ville de Paris (Hôtel de Ville, 75196 Paris RP, entrée : 5, rue de Lobau)

Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC, Campus de Paris X-Nanterre, 6 allée de l'Université, 92001 Nanterre cedex)

Bibliothèque de l'Université de Paris III Sorbonne Nouvelle (Centre Censier, 13 rue Santeuil, 75231 Paris cedex 5)

Bibliothèque du ministère des Affaires étrangères (37, Quai d'Orsay, 75351 Paris)

Bibliothèque Marxiste de Paris (21, rue Barrault, 75013 Paris)

Bibliothèque nationale de France (BNF, 58, rue de Richelieu, 75002 Paris)

Bibliothèque publique d'information (BPI, Paris, Centre Georges-Pompidou)

BIPA (service questions – réponses de la Banque d'information politique et d'actualité sur la France au sein de La documentation Française, 29 quai Voltaire, 75007 Paris)

Centre de Documentation Juive Contemporaine – Bibliothèque – Archives (17, rue Geoffroy l'Asnier, 75004 Paris)

Centre des archives contemporaines (2, rue des Archives, 77309 Fontainebleau Cedex)

Centre des Archives diplomatiques de Nantes (17, rue du Casterneau, 44000 Nantes)

Centre d'Études et de Recherches sur les Mouvements Trockiste et Révolutionnaires Internationaux (C.E.R.M.T.R.I., 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris)

Centre d'information des Nations Unies (1 rue Miollis, 75732 Paris cedex 15)

Centre Interuniversitaire d'Études Hongroises (1, rue Censier, 75005 Paris)

Centre protestant d'Études et de Documentation (CPED, 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris)

Confédération générale du Travail-Force ouvrière (CGT-FO), documentation/bibliothèque (141, avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Direction des Journaux officiels (26, rue Desaix, 75727 Paris cedex 15)

Documentation Catholique (Bayard-Presses, Rédaction de la revue : 3, rue Bayard, 75008 Paris)

Fichier central des thèses (Université de Paris X-Nanterre)

Inathèque de France. Dépôt Légal de la Radio Télévision. Centre de Consultation (Centre Pierre Sabbagh) (83-85, rue de Patay, 75013 Paris)

Institut d'Études Slaves (9, rue Michelet F., 75006 Paris)

Institut d'histoire du temps présent (IHTP – CNRS, 44, rue l'amiral Mouchez, 75014 Paris)

Institut hongrois de Paris (92, rue Bonaparte, 75006 Paris)

Institut Pierre Renouvin (1, rue Victor Cousin, 75231 Paris cedex 05)

La documentation Française (29 quai Voltaire, 75007 Paris)

Office universitaire de recherche socialiste (O.U.R.S., 86, rue de Lille, 75007 Paris)

Sénat – Service de la bibliothèque, des archives et de la documentation étrangère (Palais du Luxembourg, 15 rue de Vaugirard, 75291 Paris cedex 06)

Services de Documentation de Sciences Po – Fondation Nationale des Sciences Politiques (30, rue Saint-Guillaume, 75337 Paris cedex 07)

Service des archives de l'Académie (Rectorat de Paris – Sorbonne, Chancellerie des Universités) (46, rue Saint-Jacques – 75005 Paris)

Service historique de la Marine (Chateau de Vincenne – Pavillon de la Reine),
94304 Vincennes cedex)

Service historique de l'armée de l'air (SHAA, Chateau de Vincenne, B.P. 110,
00481 Armée)

Service historique de l'armée de terre (SHAT, Chateau de Vincenne, B.P. 107,
00481 Armée)

En Belgique

Archives du ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la
Coopération internationale du Royaume de Belgique (19, Rue des Petits-Carmes,
1000 Bruxelles)

Archives centrales du Secrétariat international de l'OTAN (B – 1110 Bruxelles,
Boulevard Léopold III)

Bibliothèque du Secrétariat international de l'OTAN (Bureau de l'information et
de la presse, Bureau Nb 123, 1110 Bruxelles)

Bureau historiographique du Grand quartier général des puissances alliées en
Europe (OCOFS, SHAPE, B-7010 SHAPE)

Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale
(Résidence Palace – Bloc E, rue de la Loi, 155 – Bte 2, 1040 Bruxelles)

Institut d'études européennes, Université Catholique de Louvain (UCL) (1, place
des Doyens, 1348 Louvain-la-Neuve)

Université de Liège, Département des Sciences historiques, Histoire
contemporaine (1b, quai Roosevelt (bât. A4), 4000 Liège)

En Hongrie

1956-os Magyar Forradalom Történetének Dokumentációs és Kutatóintézete
[Institut de recherche et de documentation sur l'histoire de la révolution
hongroise de 1956] (1074 Budapest, Dohány utca 74.)

Fondation Joseph Károlyi – Collection de François Fejtő (8052 Fehérvárcsurgó, Petőfi utca 2.)

Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár [Bibliothèque métropolitaine Ervin Szabó] (1088 Budapest, Szabó Ervin tér 1.)

Hidegháború-történeti Kutatóközpont [Centre de recherche sur l'histoire de la guerre froide] (1074 Budapest, Dohány utca 74.)

Institut français en Hongrie – Médiathèque (1011 Budapest, Fő utca 17.)

Külügyminisztérium Könyvtára [Bibliothèque du ministère des Affaires étrangères hongrois] (1027 Budapest, Bem rakpart 47.)

Magyar Országos Levéltár, MOL [Archives nationales hongroises] (1014 Budapest, Hess András tér 5.)

Magyar Tudományos Akadémia Történettudományi Intézete [Institut d'histoire de l'Académie hongroise des Sciences] (1014 Budapest, Uri utca 53.)

Open Society Archives (1051 Budapest, Október 6. utca 12.)

Országgyűlési Könyvtár [Bibliothèque du Parlement hongrois] (1055 Budapest, Kossuth Lajos tér 1–3)

Külföldi Parlamenti Gyűjtemény [Collection des Parlements étrangers]

Az ENSZ Letéti Könyvtára [Bibliothèque dépositaire de l'ONU]

Országos Széchényi Könyvtár [Bibliothèque Nationale Széchényi] (Budapest I., Budavári Palota F épület, adresse postale : Budapest 1827)

Hungarika Dokumentációs Osztály [Département de documentation Hungarika]

Nagy Katalógus [Grand Catalogue]

Kézirattár [Département des manuscrits]

Kortörténeti Gyűjtemény [Collection Historique]

Pécsi Tudományegyetem Bölcsészettudományi Kar Könyvtára [Bibliothèque de la Faculté des lettres de l'Université de Pécs] (7624 Pécs, Ifjúság útja 6.)

Pécsi Tudományegyetem Bölcsészettudományi Kar Társadalomtudományi
Könyvtára [Bibliothèque des Sciences sociales à la Faculté des lettres de
l'Université de Pécs] (7624 Pécs, Rókus utca 2.)

Politikatörténeti Intézet – Levéltár és Szakszervezetek Központi Levéltára
[Institut d'histoire politique – Archives et Archives centrales des syndicats]
(1054 Budapest, Alkotmány utca 2.)

Index

- Adenauer (Konrad), 353
Alessandrini (Adolfo), 131
Alphand (Hervé), 126, 353
Anderle Ádám, 398, 410
Andropov (Youri), 36, 68, 106, 137
Angyal (István), 64
Aron (Raymond), 11, 167, 203, 249
Aroutounian, 137
Auer (Paul), 267, 340, 341, 342

Bailly (Raoul), 156
Balogh (Sándor), 390
Bárány (János), 64
Bar-Siman-Tov (Yaacov), 59
Bauquet (Nicolas), 6
Bealen (Jean), 139
Bebrits (Lajos), 242
Béguin (Albert), 167, 168
Békés (Csaba), 6, 11, 59, 96, 99, 149, 239
Ben Bella (Ahmed), 148, 189, 224, 352
Ben Gourion (David), 56, 57, 58, 59, 60, 136
Benjámin (László), 32
Beria (Lavrenty), 17, 18, 19
Bernard (Jean-Pierre), 149, 150, 154175, 177
Bibó (István), 106, 232, 233, 279, 312, 313
Bichet (Robert), 189, 193, 194, 199

Bidault (Georges), 47, 177, 195
Bierut (Bolesław), 28, 29
Billoux (François), 192
Bíró-Sey (Katalin), 396
Biszku (Béla), 390
Blankenhorn (Herbert Adolph), 40, 251
Bodnăraş (Emil), 283
Bodri (Ferenc), 425
Bohlen (Charles E.), 120, 130
Boissier (Léopold), 307
Borbándi (Gyula), 324
Borhi (László), 387
Bouladoux (Maurice), 187
Boulganine (Nicolas), 20, 27, 70, 120, 132, 136, 219, 239, 244, 250
Bourgès-Maunoury (Maurice), 59, 333
Bouxom (Fernand), 189, 190
Bouyer (Marcel), 198
Boyesen (Jens), 131
Bozsóki (Paul), 6
Bréart de Boisanger (Claude), 122, 138
Brejnev (Léonid), 70
Brentano (Heinrich von), 255
Buron (Robert), 332, 341
Buton (Philippe), 209

Cabot Lodge (Henry), 97, 98, 125, 287
Calas (Raoul), 190
Camus (Albert), 11, 164, 180

Casanova (Laurent), 210, 214
 Casardi (Alberico), 41
 Castoriadis (Cornelius), 167
 Cesaire (Aimé), 212
 Champeix (Marcel), 177
 Chandernagor (André), 223
 Chepilov (Dmitri), 70, 72, 120, 135, 288, 289
 Chivu (Stoica), 240
 Chou en-Lai, 239, 240, 305, 306, 351
 Commin (Pierre), 218, 219, 220, 301
 Coquart, 220
 Cornut-Gentille (Bernard), 81, 98, 99, 126, 129
 Cot (Pierre), 191
 Coty (René), 146, 316
 Courtade (Pierre), 208
 Cousin (Robert), 331
 Couturaud (René), 329
 Cowley (James N.), 241
 Crouy-Chanel (Étienne de), 352
 Cyrankiewicz (Józef), 28, 29

 David (François), 6
 Dejean (Maurice), 44, 119, 120, 137, 265, 283, 299, 300, 305
 Dér (Ferenc), 390
 Desanti (Dominique), 215
 Dixon (Pierson), 98
 Djilas (Milovan), 23
 Dobi (István), 314, 316
 Dobos (Éva), 396
 Domenach (Jean-Marie), 170

 Duclos (Jacques), 48, 178, 210, 217
 Dufoix (Stéphane), 6, 11
 Dulles (John Foster), 55, 56, 99, 120
 Duverger (Maurice), 152, 153

 Eden (Anthony), 55, 96, 100, 133, 136, 157
 Eisenhower (Dwight David), 99, 100, 132, 136, 244, 287, 353
 Elgey (Georgette), 58, 148, 222
 Emmanuel (Pierre), 166, 169, 170
 Erdei (Ferenc), 67, 115
 Erofeev, 121, 137

 Farkas (Ferenc B.), 106
 Farkas (Gabriel), 161
 Fáskertti (Mária), 396
 Fatras (Monique), 341
 Faure (Maurice), 86, 189
 Fehér (Ferenc), 392
 Fehér (Lajos), 390
 Fejtő (François), 11, 83, 157, 158, 159, 163, 164, 167, 413, 422
 Feltin (cardinal), 171
 Ferrand (Albert), 209
 Fischer (József), 106
 Fontaine (André), 152
 Fournier (Gaston), 158
 Fourtseva (Ekaterina), 70
 Földes (Pál), 242
 Frachon (Benoît), 182
 Francfort (Pierre), 283, 316

- Frank (Robert), 218, 221
 Frédérix (Pierre), 158
 Froment-Meurice (Henri), 14, 45
 Fry (Leslie), 269
 Fülöp (Mihály), 6

 Gachot (M.), 47
 Garadnai (Zoltán), 12
 Garnier des Garets (Jean), 83
 Gáti (Charles), 383, 385
 Gaulle (Charles de), 10, 201,
 310, 311, 316, 317, 346, 355
 Gayewski (Stanisław), 164
 Gazier (Albert), 220
 Gecsényi (Lajos), 403
 Gerlier (cardinal), 171
 Germain, 227
 Gerő (Ernő), 34, 35, 36, 51, 52,
 62, 63, 66, 67, 68, 75, 87, 90,
 91, 124, 247, 248
 Gheorghiu-Dej (Gheorghe), 22,
 240
 Gimes (Miklós), 33, 62, 236
 Girault (René), 221
 Gomulka (Władysław), 25, 28,
 29, 30, 31, 36, 37, 52, 75, 76,
 110, 240, 248
 Gradvohl (Paul), 6
 Grandsenne (Florence), 163,
 166, 167, 170, 211
 Gromyko (Andreï), 305
 Grosser (Alfred), 144, 154
 Grotewohl (Otto), 240
 Gruenther (Alfred), 56
 Guiringaud (Louis de), 127, 135,
 287

 Guyot (Raymond), 191, 207
 Gyurgyák (János), 392
 Gyurkó (László), 390

 Halkó (Mária), 314, 315
 Hammarskjöld (Dag), 288, 290,
 292, 323
 Haraszi (Sándor), 62
 Hárs (Ernő), 321
 Hegedűs (András B.), 393
 Heller (Ágnes), 392
 Hernu (Charles), 197, 198, 199
 Hitler (Adolf), 56, 201, 221
 Hodja (Enver), 22
 Horel (Catherine), 154, 176
 Horthy (Miklós), 206, 234
 Horváth (Imre), 288

 Ismay (Hastings Lionel), 131,
 132, 251
 Iván-Kovács (László), 64
 Ivens (Joris), 172, 173

 Jakab (Sándor), 390
 Jivkov (Todor), 248
 Johnson (Leon W.), 253, 256
 Joukov (Georgy), 72, 120

 Kádár (János), 35, 52, 67, 90,
 106, 107, 110, 111, 114, 115,
 117, 124, 181, 185, 200, 209,
 232, 233, 234, 235, 236, 237,
 238, 239, 240, 243, 245, 246,
 251, 256, 257, 258, 260, 262,
 263, 264, 267, 269, 270, 272,
 273, 276, 277, 278, 280, 281,

- 282, 283, 288, 289, 290, 291,
297, 298, 299, 300, 301, 302,
303, 308, 310, 311, 313, 314,
316, 317, 319, 320, 324, 328,
335, 344, 346, 349, 350, 352,
383, 390
- Kaganovitch (Lazare), 30, 70,
120, 247
- Kállai (Gyula), 390
- Kapičić (Jovo), 263, 281
- Kardelj (Eduard), 23
- Kecskeméti (Paul), 388
- Kecskés (Gusztáv), 7, 71
- Kekkonen (Urho Kaleva), 408
- Kelemen (Gyula), 106
- Kemény (István), 413
- Kende (Péter), 11 392, 393, 394
- Kenedi (János), 391
- Keszthelyi (Nándor), 313
- Kéthly (Anna), 106, 115, 179,
342, 344
- Khrouchtchev (Nikita), 18, 19,
20, 21, 22, 24, 25, 27, 28, 30,
31, 37, 45, 68, 70, 71, 72, 75,
107, 108, 109, 110, 111, 119,
120, 204, 205, 212, 215, 228,
245, 247, 259, 273, 283, 284,
346
- Király (Béla), 6, 67, 115, 116,
294, 392
- Kleffens (Eelco N. van), 130
- Koch, 227
- Koniev (Ivan), 71
- Kopácsi (Sándor), 67
- Kornecki (Roman), 164
- Kosáry (Domokos), 279
- Kossuth (Lajos), 211
- Kovács (Béla), 67
- Kovács (Imre), 388
- Kovács (Lajos), 392
- Kovács (Lajos Péter), 390
- Kovrig (Bennett), 6
- Kozák (Gyula), 393
- Kutas (Imre), 316, 347
- Lacost (Robert), 56
- Lafay (Bernard), 191, 192, 193,
195
- Lafon de Lageneste (Jacques),
79, 102, 118
- Lall (Arthur), 288
- Laloy (Jean), 42, 44, 45, 85, 91,
121, 137, 300, 311, 352
- Laniel (Joseph), 177
- Lannurien, 47
- Lausun (Gilbert), 156
- Lázár (György), 6
- Lazar (Marc), 209
- Le Brun (Pierre), 183
- Le Guennec (François), 209
- Le Roy Ladurie (Emmanuel),
216
- Le Troquer (André), 192, 193
- Lefort (Claude), 11, 167
- Legrís (Michel), 146
- Lejeune (Max), 177
- Levesque (Odile), 146
- Liou Chao-Chi, 71, 73
- Litván (György), 6, 12, 394, 395
- Lloyd (Selwyn), 56, 254
- Losonczy (Géza), 33, 62, 67

Mack (Karlheinz), 395
 Majoros (István), 6
 Malenkov (Georgi), 17, 18, 22, 239
 Maléter (Pál), 67, 106, 107, 115, 236, 265
 Maline (Vladimir Nikiforovits), 70, 71, 75, 107, 108, 110
 Malinine (Mikhaïl), 68
 Manac'h (Étienne), 85, 309, 352
 Mao Tsé-Toung, 110
 Marillac (Louise), 181
 Martinet (Gilles), 165
 Maulnier (Thierry), 168
 Mayer (Daniel), 179, 192, 193, 199, 200, 219
 Mendès France (Pierre), 150, 165, 216
 Méray (Tibor), 11, 393
 Mérillon (Jean-Marie), 83, 86
 Merleau-Ponty (Marcel), 11
 Mezei (Géza), 434
 Michel (Bernard), 145, 149, 161
 Michelet (Edmond), 290
 Mićunović (Veljko), 109
 Mikes (György), 414
 Mikoyan (Anastase), 30, 34, 51, 66, 68, 69, 71, 120, 159
 Mindszenty (József), 91, 105, 115, 116, 119, 139, 195, 232, 233
 Minjoz (Jean), 225
 Mitterrand (François), 177
 Mollet (Guy), 7, 8, 45, 48, 54, 56, 57, 59, 60, 102, 136, 142, 149, 157, 165, 177, 189, 190, 198, 199, 200, 202, 203, 217, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 229, 230, 301, 318, 330, 345, 352, 353
 Molnár (Miklós), 11
 Molnár (János), 391
 Molotov (Viacheslav), 17, 22, 30, 44, 70, 119, 120, 247, 273
 Mondon, 227
 Monod (Philippe), 330
 Montalat (Jean), 333
 Morgan (Claude), 215
 Morin (Edgar), 162
 Murányi (Gábor), 393
 Münnich (Ferenc), 110
 Nagy (Ferenc), 47
 Nagy (Imre), 7, 10, 22, 24, 25, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 50, 51, 52, 62, 63, 65, 66, 67, 69, 76, 77, 78, 79, 88, 89, 90, 91, 92, 104, 106, 107, 114, 115, 116, 117, 121, 123, 124, 126, 129, 130, 139, 155, 159, 167, 201, 211, 231, 233, 234, 236, 240, 245, 246, 273, 275, 277, 280, 281, 282, 283, 284, 298, 305, 312, 315, 341, 352, 389, 390
 Nasrollah (Entezam), 128
 Nasser (Gamal Abdel), 55, 56, 57, 58, 60, 104, 125, 131, 138, 148, 197, 221, 222
 Nehru (Jawaharlal), 269, 288
 Nemes (Dezső), 391
 Nerciat (Robert de), 267
 Nevakivi (Jukka), 408
 Niederhauser (Emil), 386

- Nové (Béla), 392
- Ochab (Edward), 29, 31
- Ormos (Mária), 6
- Osmin (Mireille), 179
- Parodi (Alexandre), 8, 40, 81,
94, 130, 131, 132, 266, 298,
302, 303
- Pascarelli, 227
- Paul-Boncour (Jean), 8, 49, 50,
51, 78, 79, 80, 84, 87, 88, 90,
91, 102, 112, 114, 115, 137,
139, 242, 258, 263, 264, 265,
266, 269, 270, 271, 272, 277,
279, 280, 281, 282, 305, 306,
309, 311, 313, 314, 344, 351
- Paul-Boncour (Madame), 266,
308
- Pedrazzini (Pierre), 155
- Perbíró (József), 279
- Perkins (George W.), 94, 130,
251, 303
- Pernot (Georges), 330, 332
- Pétain (Philippe), 194
- Petres (László), 393
- Philip (André), 220, 221
- Philippe (Gérard), 172, 173
- Picasso (Pablo), 213
- Pie XII, pape, 233
- Pinay (Antoine), 177
- Pineau (Christian), 8, 45, 48, 56,
59, 83, 100, 103, 135, 139,
181, 193, 196, 197, 200, 217,
219, 220, 224, 225, 288, 289,
299, 301, 305, 306, 313, 316,
351
- Pirandello (Luigi), 172
- Pléven (René), 177
- Pomogáts (Béla), 393
- Poncet (André-François), 153
- Pongrácz (Gergely et Ödön), 64
- Popescu (Marcel), 45
- Pospelov (P.), 70
- Pouillon (Agnès), 6
- Puskás (Julianna), 319
- Quioc (Henri), 79, 86, 112, 115,
118, 268, 278, 280, 355
- Racine-Furlaud (Nicole), 6
- Rácz (Pál), 315
- Raimond (Jean-Bernard), 86
- Rainer (János M.), 6, 70, 72, 73,
75, 108, 236
- Rajk (László), 35
- Rákosi (Mátyás), 22, 31, 33, 34,
35, 36, 49, 50, 51, 235, 247,
269, 277, 281, 282, 355
- Raksányi (Árpád), 341, 342
- Réau (Élisabeth du), 6, 8
- Rényi (Péter), 390
- Reynaud (Paul), 177
- Ridgway (général), 183
- Rioux (Jean-Pierre), 157
- Ripp (Zoltán), 398
- Robrieux (Philippe), 207, 210
- Rochet (Waldeck), 189, 205
- Rokossowski (Konstanty), 30, 77
- Rolland (Jacques-Francis), 212,
213, 215

Rouillon (Fernand), 85, 86, 278, 317, 352
 Rousset (David), 180
 Roy (Claude), 212, 213, 215

 Sabourov (Maxime), 72
 Sartre (Jean-Paul), 11, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 203, 212
 Schiller (Friedrich J. C.), 172
 Schöpflin (George), 386
 Schreiber (Thomas), 6, 11, 84, 152, 156, 157, 267
 Schuman (Robert), 177
 Serov (Ivan), 68, 107
 Servin (Marcel), 215
 Seydoux de Clausonne (François), 82, 88, 101, 304
 Seynes (Philippe de), 267, 302, 303
 Shehu (Mehmet), 22
 Sirinelli (Jean-François), 162, 215, 216
 Sirokó (Viliam), 240
 Sobolev (Arkadi), 98, 127
 Soldatić (Dalibor), 51, 77
 Solymossy (Péter), 409
 Sorlin (Pierre), 155, 157, 225
 Souslov (Mihail), 34, 66, 68, 69, 71
 Soutou (Jean-Marie), 42, 83, 119
 Staercke (André de), 251
 Staline (Joseph Dougachvili dit), 16, 17, 18, 19, 21, 22, 25, 27, 34, 36, 37, 38, 41, 44, 45, 51, 52, 62, 79, 87, 100, 119, 142, 163, 204, 208, 211, 218, 246, 253
 Steel (Christopher), 40, 129, 302, 303
 Stil (André), 48
 Sulyok (Vince), 396

 Szabó (János), 64
 Szabó (Katalin), 410
 Szántó (Konrád), 393
 Szarka (Károly), 243
 Szesztay (Ádám), 395
 Szobolevszki (Sándor), 380
 Sztáray (Zoltán), 341

 Tanguy-Prigent (François), 177
 Thomas (Eugène), 6, 11, 84, 152, 156, 177
 Thorez (Maurice), 151, 165, 176, 204, 205, 206, 207, 208, 210, 216
 Tildy (Zoltán), 67
 Timbaud (Jean-Pierre), 207
 Tischler (János), 76
 Tito (Josip Broz), 20, 21, 24, 25, 34, 51, 77, 108, 110, 124, 138, 204, 212, 240, 245, 275
 Tixier-Vignancour (Jean-Louis), 193, 194, 195
 Togliatti (Palmiro), 108
 Turbet-Delof (Guy), 14, 50, 79, 80, 81, 84, 86, 88, 90, 102, 112, 115, 118, 137, 139, 263, 265, 266, 279, 312, 313, 352
 Tuval (Meir), 263

Ujlaki (Kálmán), 309	Vigier (Jean-Louis), 179
Umemura (Yuko), 412	Vignaud (Christine), 147
	Villon (Pierre), 195, 196
Vailland (Roger), 215, 216	Vincze (József), 315
Vajda (Mihály), 395	Vinogradov (Sergueï
Valkó (Márton), 316	Alexandrovitch), 300, 305
Valuch (Tibor), 319, 384	Vorochilov (Klement), 70, 120
Vandepitte (Paul), 6	Vrain (Cécile), 6
Varga (Béla), 341	
Varga (László), 394	Wailes (Edward T.), 241
Vásárhelyi (Miklós), 62	Ward (John), 99
Vass (Henrik), 391	Wilgress (L. Dana), 131
Verdès-Leroux (Jeannine), 215	Willman (Adam), 76, 263
Verdier (Robert), 196, 219	
Vermeersch (Jeannette), 207	Zápotocký (Antonín), 123
Vida (István), 380, 398, 403	Zoubok (Vladislav), 110

Table des matières

Préface (d'Élisabeth du Réau)	7
Introduction	9
 <i>PREMIÈRE PARTIE :</i> 	
<i>La révolution hongroise de 1956 et la diplomatie française</i>	16
<u>Chapitre premier</u> : LES ANTÉCÉDENTS DE LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1956 ET LA DIPLOMATIE FRANÇAISE	17
1. Le dégel dans le bloc soviétique	17
- Changements en URSS sur le plan intérieur	18
- Les caractéristiques de la nouvelle politique étrangère soviétique	19
- Effets de la libéralisation en Union soviétique sur les pays satellites	21
- Le rapprochement soviéto-yougoslave et ses conséquences dans le bloc Soviétique	23
- Le 20 ^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et l'état des rapports au sein du camp soviétique antérieurement à la révolution hongroise	25
2. Le cas polonais	28
- Le dégel en Pologne	28
- La crise polonaise d'octobre 1956	29
3. Les causes et les antécédents de la révolution hongroise de 1956	31
- La première expérience gouvernementale d'Imre Nagy	31
- Les vaines tentatives de Rákosi pour maîtriser l'effervescence	33
- Les antécédents directs de la révolution hongroise	35
- Les caractéristiques du dégel en Hongrie	36
4. L'OTAN et le dégel en Europe orientale	37
- La perception de la politique étrangère soviétique post-stalinienne par l'OTAN	37
- L'Alliance atlantique et le dégel en Europe orientale	39
5. La diplomatie française et la déstalinisation du bloc soviétique	42
- Un commencement encourageant après la fin de la Seconde Guerre mondiale	42
- La détérioration des relations par l'installation de la Guerre froide	43
- L'évolution des rapports après la mort de Staline	44
6. Les relations diplomatiques franco-hongroises à l'époque du dégel	46

- Rapprochement éphémère entre 1945 et 1947	46
- « Gel » dans les rapports bilatéraux	47
- Les relations franco-hongroises au temps du dégel	48

Chapitre 2 : LA PERCEPTION DE LA RÉVOLUTION HONGROISE PAR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE I 54

1. La posture internationale du gouvernement Guy Mollet en août-octobre 1956 54

- La question de Suez se pose 54
- Les négociations secrètes à Sèvres 56
- L'achèvement de la préparation de la guerre de Suez 60

2. La première phase de la révolution en Hongrie 61

- Le jour du 23 octobre 1956 61
- Les groupes d'insurgés armés 63
- La propagation du mouvement révolutionnaire 64
- La position d'Imre Nagy et de son gouvernement 66

3. L'Union soviétique, le bloc de l'Est et la Yougoslavie 68

- Les débats au sein de la direction soviétique 68
- Les réactions des pays satellites et de la Yougoslavie 73

4. La perception de la révolution hongroise et la diplomatie française 78

- Le travail d'information de la légation de France à Budapest 78
- D'autres sources d'information du Quai d'Orsay 81
- Le dépouillement et l'utilisation des renseignements par l'Administration centrale 85
- La réaction affective 85
- L'image de l'insurrection hongroise dans la diplomatie française 87
- L'interprétation des sujets les plus importants 89

5. Les réactions initiales de la diplomatie française à la révolution hongroise 93

- Les facteurs influant sur la position du Quai d'Orsay 93
- L'affaire hongroise devant le Conseil de l'OTAN 94
- La France à l'ONU et la révolution hongroise 95
- La déclaration officielle du gouvernement français 99
- L'activité de la diplomatie française sur « les fronts secondaires » 101
- La politique française menée dans le bloc soviétique 102

Chapitre 3 : LA PERCEPTION DE LA RÉVOLUTION HONGROISE PAR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE II 104

1. La deuxième phase de la révolution en Hongrie 105

2. L'Union soviétique, le bloc de l'Est et la Yougoslavie 107

- L'histoire de la décision d'intervention soviétique 107
- La question de l'influence de la guerre de Suez sur la décision finale soviétique 109
- La préparation de l'invasion 110

3. L'appréciation des suites de la révolution hongroise au sein de la diplomatie française 111

- La réaction affective 111
- L'image des événements révolutionnaires et des acteurs principaux hongrois 113
- La perception du comportement soviétique 118
- La réaction des démocraties populaires et de la Yougoslavie dans la perspective de la diplomatie française 122

4. Les réactions de la diplomatie française au développement de la révolution hongroise 124

- La politique française à l'ONU face à l'affaire de Suez et la cause hongroise 125
- L'OTAN, la France et la suite de la révolte hongroise 129
- La diplomatie française et le développement de la question de Suez et de Hongrie aux Nations Unies 132
- L'attitude française envers le bloc soviétique et la Yougoslavie 136

Conclusion 142

DEUXIÈME PARTIE :
L'impact de la révolution hongroise de 1956 en France 143

Chapitre 4 : L'OPINION PUBLIQUE, LA PRESSE ET LA VIE CULTURELLE ET RELIGIEUSE EN FRANCE FACE À LA RÉVOLTE HONGROISE DE 1956 144

1. Les réactions de l'opinion publique 144

- L'intensité et la nature de la réaction 145
- Les limites de l'effet de la révolte hongroise 147
- Les causes de la grande intensité de la répercussion 149

2. Le rôle des médias dans la perception de la révolution hongroise en France 150

- La situation de la presse écrite française face à la révolte hongroise 150
- Les quotidiens 152
- Les hebdomadaires à fort tirage 154
- Les médias audiovisuels 155
- L'Agence France-Presse et François Fejtő 158
- Le rôle des instruments médiatiques dans l'intensification de la réaction de l'opinion publique 160
- L'inscription dans le temps, la nature et l'importance de l'écho de la révolte hongroise dans la presse française 160

3. Les intellectuels français et la révolution hongroise 162

- La situation des intellectuels français devant la crise hongroise 162
- Le rôle de F. Fejtő 163
- Les hebdomadaires intellectuels 165
- Les positions des revues intellectuelles 166
- L'importance et la nature de l'effet suscité par la révolution hongroise parmi les intellectuels français 169

4. L'écho de la révolution hongroise dans la vie religieuse et culturelle française 171

- La réponse des Églises 171
- Quelques exemples de réaction dans le domaine culturel 172

Chapitre 5 : LES POSITIONS PRISES PAR LES PRINCIPALES FORCES SOCIALES ET POLITIQUES FRANÇAISES À PROPOS DE LA RÉVOLTE HONGROISE DE 1956 175

1. Les manifestations politiques en France en relation avec l'insurrection hongroise 175

- Les manifestations estudiantines 176
- Les manifestations du 7 novembre 177
- Les meetings 179
- Les causes de l'intensité des manifestations 180

2. L'opinion des forces sociales françaises sur l'insurrection hongroise 181

- Les organisations civiles et la révolution hongroise 181
- La réaction de grands syndicats français 182
- La CGT et l'insurrection hongroise 182
- La politique de la CGT-Force ouvrière à propos de la crise hongroise 183
- La CFTC et les événements révolutionnaires hongrois 186
- Les causes de la vigueur de la répercussion de la révolution hongroise dans le monde syndical 187

3. Les réactions des partis politiques : le chemin suivi par l'affaire hongroise à l'Assemblée nationale 188

- Le rôle joué par le Parlement dans la politique étrangère sous la IV^e République 188
- La question de la révolution hongroise se pose 189
- La cause hongroise à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale 191
- Les caractéristiques du débat parlementaire sur la révolte hongroise 199

Chapitre 6 : L'ARRIÈRE-PLAN DES DÉCISIONS : LE PCF, LA SFIO ET LA POLITIQUE INTÉRIEURE DU GOUVERNEMENT GUY MOLLET À PROPOS DE L'INSURRECTION HONGROISE 203

1. Le Parti communiste français et la révolution hongroise de 1956 203

- Les antécédents de la perception de la révolution hongroise dans le PCF 204
- Les premières réactions durant la révolte hongroise 205
- La direction thorézienne face à la crise du parti 207
- Une question particulière : les intellectuels 211

2. La SFIO et les événements révolutionnaires hongrois 217

- La politique de la SFIO avant l'insurrection hongroise 217
- Le parti socialiste face à la révolte hongroise et à l'opération de Suez 218
- Les conséquences de la campagne de Suez à la SFIO 220

3. Guy Mollet et la révolte hongroise 222

- Les priorités de la politique gouvernementale de Guy Mollet 222
- La position de G. Mollet concernant les nouvelles de la révolution hongroise 223

4. La politique intérieure du gouvernement français à propos de la crise hongroise 224

- L'importance de la question hongroise 224

- Les actions du gouvernement G. Mollet sur le plan intérieur 225

Conclusion 229

TROISIÈME PARTIE :

La diplomatie française et les suites de la révolution hongroise de 1956 231

Chapitre 7 : LES CONSÉQUENCES DE LA RÉVOLUTION HONGROISE EN HONGRIE, DANS LE BLOC SOVIÉTIQUE ET SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE OCCIDENTALE 232

1. La consolidation du gouvernement Kádár 232

- La résistance politique et sociale après l'écrasement de l'insurrection 232
- La consolidation intérieure du régime 234
- La situation internationale du gouvernement Kádár et sa politique étrangère 238

2. Les effets de la crise hongroise dans le bloc soviétique 244

- Les conséquences de la révolte hongroise dans la politique étrangère soviétique 244
- Les répercussions dans la politique intérieure des États du camp soviétique 247

3. L'OTAN et les corollaires de la crise hongroise 250

- Vers la formation d'un programme d'action 250
- Les premières conclusions militaires et politiques 252
- La session ministérielle de décembre 1956 254
- La révision de la doctrine politique et militaire de l'OTAN 257

Chapitre 8 : LA PERCEPTION DE « L'AFFAIRE HONGROISE » PAR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE APRÈS LE 4 NOVEMBRE 1956 262

1. L'accès à l'information 262

- La collecte des renseignements par la légation à Budapest 262
- La transmission 265
- Les sources d'information complémentaires du Quai d'Orsay 266

2. L'attitude générale 268

3. L'interprétation 270

- L'interprétation de la révolution hongroise après la crise 270
- L'interprétation des thèmes les plus importants 276
- La perception de l'affaire Nagy 280

Chapitre 9 : LA RÉACTION DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE AUX CONSÉQUENCES
DES ÉVÉNEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES HONGROIS 285

**1. L'activité de la diplomatie française aux Nations Unies et au sein de
l'Alliance atlantique concernant la cause hongroise 285**

- La France et la question hongroise à l'ONU 285
- La France à l'OTAN et l'affaire de Hongrie 298

2. Les relations diplomatiques franco-hongroises après la révolution 304

- La politique étrangère française dans le bloc soviétique à propos de l'affaire hongroise 304
- Le secours humanitaire français à la Hongrie 306
- Les relations de la diplomatie française avec « la Hongrie officielle » 308
- Rapports avec la résistance hongroise 312
- Les étapes du développement des relations franco-hongroises 314

Chapitre 10 : L'ACCUEIL RÉSERVÉ AUX RÉFUGIÉS HONGROIS EN FRANCE 318

**1. L'histoire succincte de l'émigration hongroise après la révolution de 1956
318**

- Importance et caractéristiques du mouvement 318
- La solidarité internationale et ses modalités 321

2. L'OTAN et l'accueil des réfugiés hongrois en Occident 324

3. L'accueil des réfugiés hongrois en France 329

- Les initiatives parlementaires 329
- Les actes concrets du gouvernement français 330
- Les étudiants réfugiés hongrois en France 334
- La légation hongroise à Paris et l'accueil des réfugiés hongrois 335

4. Le Quai d'Orsay et l'émigration politique hongroise 339

Conclusion 349

Conclusions générales 351

ANNEXES 356

Sources et bibliographie 357

- Archives 357
- Entretiens 376
- Outils de travail 377
- Sources imprimées 379
- Bibliographie sélective thématique 383

Institutions consultées 436

Index 442

